NOUVELLE

REVUE THÉOLOGIQUE.

TOME VIII. — 1876.

Imprimatur.

Mechliniæ, die 8 Januarii 1877.

J.-B. LAUWERS, *Vic. Gen.*

Antverpiæ, die 8 Januarii 1877.

. FR. BENEDICTUS AB. ASTEN,
Min. Prov. Fr. Min. Capuc. ind.

NOUVELLE

REVUE THÉOLOGIQUE

OU SÉRIE D'ARTICLES ET DE CONSULTATIONS

SUR LE DROIT CANON,
LA LITURGIE, LA THÉOLOGIE MORALE, ETC.

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION

du R. P. PIAT de Mons,

De l'Ordre des Frères-Mineurs Capucins
Lecteur de Théologie morale et de droit canonique
(M. le Chanoine LOISEAUX, ancien professeur de droit Canonique et d'histoire ecclésiastique au Séminaire de Tournai)

ET DE

M. le chanoine J.-B. FALISE,

auteur de plusieurs ouvrages sur la liturgie.

AVEC APPROBATION DE L'ARCHEVÊCHÉ DE MALINES.

Honorée d'un bref de Sa Sainteté Pie IX.

DON DE ALMA COLLEGE LIBRARY E. DE JONGE Alma, California

ALMA COLLEGE LIBRARY Alma, California

P LIBRARY NRT

TOME VIII. — 1876.

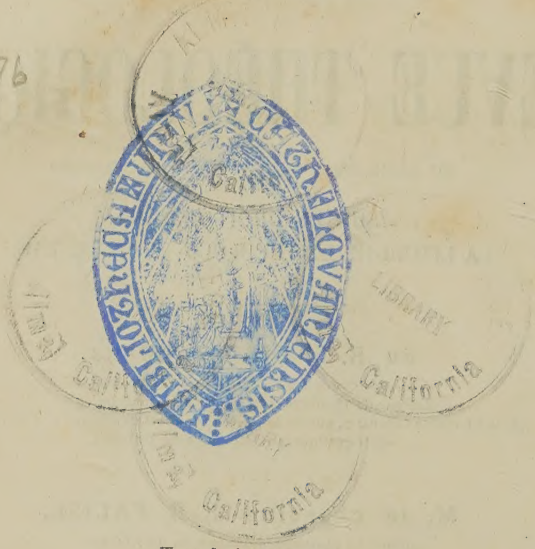
PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE CATHOLIQUE
Rue Bonaparte, 66

LEIPZIG
L.-A. KITTLER, COMMISSIONNAIRE
Querstrasse, 34

Vve H. CASTERMAN
ÉDITEUR PONTIFICAL, IMPRIMEUR DE L'ÉVÊCHÉ
TOURNAI
1876

10315

V.8
1876



Tous droits réservés.

PQ

NOUVELLE

REVUE THÉOLOGIQUE.

BREF DE S. S. PIE IX RÉGLANT LES POUVOIRS DES AUMONIERS MILITAIRES EN FRANCE.

I. De droit commun, les militaires sont soumis à la juridiction du curé sur la paroisse duquel est située leur habitation. C'est de sa main qu'ils reçoivent la communion pascale, le viatique, l'extrême-onction [1]; c'est lui qui doit assister à leur mariage [2], faire leurs funérailles.

II. Si, dans quelques diocèses, les militaires sont soustraits à la juridiction du curé, et immédiatement soumis à celle d'un aumônier militaire, on doit tenir cette organisation pour illégale, à moins qu'elle n'ait été établie en vertu de pouvoirs spéciaux reçus du Saint-Siége.

III. Elle est illégale, d'abord parce que l'Evêque ne peut

(1) Voici une décision de la S. Congrégation du Concile, en date du 6 mars 1694 : « I. An capellani cujusvis exercitus, sive regulares, sive sæculares, catholici possint administrare militibus in præsidiis degentibus sacramenta Pœnitentiæ, Eucharistiæ et Extremæ Unctionis sine speciali facultate Sedis Apostolicæ, vel licentia et approbatione Ordinarii, in cujus diœcesi extare contigerit? Die 6 martii 1694. Sacra Congregatio rescripsit : Ad I. Negative. » *Thesaurus resolutionum S. Congregationis Concilii*, tom. VI, pag. 240.

(2) Le 11 décembre 1677, la S. Congrégation du Concile avait donné la décision suivante : « An sit validum matrimonium contractum a milite in statione degente coram capellano? Resp. Matrimonia militum quocumque loco contrahenda fore nulla, nisi doceatur de sufficienti facultate aut privilegio. » *Ibid.*, pag. 239.

démembrer une paroisse hors des cas autorisés par la législation ecclésiastique [1]. Or l'organisation dont nous parlons est en réalité un véritable démembrement de la paroisse, vu qu'on *essaie d'enlever* à la juridiction du curé les maisons habitées par les militaires.

IV. Nous disons : on *essaie d'enlever;* car, en réalité, le curé conserve sa juridiction sur les militaires qui habitent sa paroisse. Cela est tellement vrai que, lors même que les aumôniers exercent un pouvoir légitime sur les militaires, ce n'est pas à l'exclusion du curé, comme l'a décidé la S. Congrégation dans une cause qui concerne notre pays. Des aumôniers militaires avaient été établis en Belgique en vertu d'une délégation apostolique. On demanda : 1° si, en cas d'expédition, ces aumôniers pouvaient assister au mariage des soldats? 2° S'ils le pouvaient à l'exclusion du curé? La réponse fut affirmative au premier doute, négative au second [2].

V. Elle est illégale, en outre, parce que l'Evêque ne peut, sinon dans des cas particuliers et pour de graves motifs,

(1) Nous avons dit, dans un volume antérieur, quand l'Evêque peut opérer ce démembrement. V. tom. v, pag. 626.

(2) Voici le texte des quatre doutes tel qu'il est rapporté par le Cardinal Petra, *Commentaria ad Constitutiones Apostolicas*, Const. XII Innoc. III, sect. I, n. 16, tom. II, pag. 191. La décision est du 29 mai 1683.

1. An vigore præfatæ delegationis Apostolicæ ipse delegatus Apostolicus, uti talis, ejusque vicarius et capellani exercitus facultatem habeant assistendi matrimoniis militum, dum hi reperiuntur in actuali expeditione? *Respondit :* Affirmative.

2. An dictam facultatem habeant privative quoad contrahentium parochos? *Respondit :* Negative.

3. An eamdem facultatem habeant, dum milites matrimonium contracturi in hybernis vel æstivis castris commorantur? *Respondit :* Negative.

4. An eamdem facultatem habeant, dum milites sunt in præsidiis? *Respondit :* Negative.

charger un prêtre étranger à la paroisse d'assister au mariage des paroissiens et de leur administrer les sacrements.« Quamvis Episcopus, *dit avec raison le Cardinal Petra*, alteri sacerdoti, etiam parocho invito, facultatem baptizandi, aliaque sacramenta ministrandi delegare possit ; id tamen raro, et nonnisi urgenti de causa faciendum est ; nam hanc facultatem aliis delegando, adimitur parochis jus proprium et ordinarium quoad sacramentorum administrationem [1]. » C'est ce que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers a rappelé maintes fois aux Evêques qui ne tenaient pas assez compte du pouvoir ordinaire du curé [2].

VI. Quelqu'illégale, du reste, que soit cette organisation, on ne peut cependant douter de la validité des mariages auxquels ces aumôniers assistent : car ils sont délégués par l'Evêque pour y assister. Quoiqu'illégale, semblable délégation est valide, et suffit pour rendre valable l'assistance de l'aumônier au mariage des militaires qui lui sont assignés [3].

VII. Nous n'ignorons pas que des personnes, d'ailleurs très-compétentes, donnent à cette organisation illégale la préférence sur l'organisation canonique. L'aumônier militaire, d'après eux, exerce sur le soldat un prestige et acquiert une influence que n'aura jamais un simple curé. Si ce motif peut être légitimement invoqué là où l'aumônier a partagé les périls du soldat sur le champ de bataille, on doit avouer qu'il

(1) *Op. cit.*, Constit. II Gregorii XI, n. 34, tom. IV, pag. 157.

(2) Cf. Card. Petra, *Ibid.*, n. 34.

(3) « Juxta receptam in hac S. Congregatione sententiam, *écrivait, en* 1723, *le Secrétaire de la S. Congrégation, qui fut plus tard Benoît XIV*, capellanus castrensis, si non habeat specialem facultatem a Sede Apostolica, *vel expressam licentiam ab Ordinario*, interesse nequit matrimoniis, quæ fiunt a militibus, sive hi degant in præsidiis, sive in castris, et stationibus hybernis aut æstivis, sive etiam sint positi in actuali expeditione. » *Thesaurus resolutionum S. Congregationis Concilii*, tom. II, p. 647.

perd beaucoup de sa valeur dans les pays neutres. En tout cas, si ce motif est si puissant, qu'on le fasse valoir près du Saint-Siége, qui pourrait seul donner la légitimité à cette organisation.

VIII. Quoi qu'il en soit, il y a certainement une circonstance où le militaire a besoin d'être placé plus spécialement sous la juridiction de l'aumônier : c'est celle où il quitte la garnison pour entrer en campagne. L'éloignement de son curé, le péril qu'il va courir, le besoin qu'il a des sacrements, font pour ainsi dire une nécessité de lui assigner un prêtre qui lui tienne lieu de curé. Aussi voyons-nous que, pour ce cas, on s'est adressé de bonne heure aux Souverains Pontifes, qui y ont pourvu en autorisant la nomination des aumôniers et en leur donnant des pouvoirs spéciaux.

IX. Les pouvoirs attribués aux aumôniers par le Saint-Siége ont varié selon les temps et les pays. Autrefois dans les Pays-Bas leurs pouvoirs étaient restreints au cas d'expédition actuelle [1]. En Autriche, les aumôniers conservaient leurs pou-

(1) On en a la preuve dans les décisions rapportées ci-dessus, pag. 6, note 2. Les *Analecta Juris Pontificii*, série II, col. 1883, enseignent que d'une décision de la S. Congrégation du Concile du 10 juillet et 29 septembre 1690 « il résulte que les aumôniers assistent validement aux mariages pendant le temps des expéditions militaires; mais, dans les garnisons, il faut la permission de l'Ordinaire, et le mariage est nul sans cela, sauf les indults particuliers que le Pontife romain est libre d'accorder. » C'est une erreur : la décision de 1690 ne concerne que le Bref donné à l'Archevêque de Malines pour les aumôniers des Pays-Bas. Du reste, la S. Congrégation du Concile se prononça formellement sur ce point le 6 mars 1694 et le 28 juin 1704, où elle renvoya au décret de 1694. Voici les nos 2, 3 et 4 de cette décision. *Thesaurus, etc.*, tom. VI, pag. 240.

2. An (capellani cujusvis exercitus, sive regulares, sive sæculares catholici possint) assistere matrimoniis militum cujuscumque nationis degentium in præsidiis cum militaribus fœminis sine dicta facultate Apostolica, et præcedenti probatione status liberi, ejusque recognitione

voirs sur les troupes destinées aux opérations militaires, non-seulement pendant l'expédition, mais même lorsqu'elles se reposaient momentanément [1]. Des pouvoirs identiques avaient été concédés pour l'Espagne et la Sardaigne [2]. Mais dans tous les actes du Saint-Siége on excepte des pouvoirs des

coram Ordinario loci, et licentia parochi, sub cujus parochia maneant ?

3. An idem cum militibus degentibus in castris, et stationibus hybernis, vel æstivis ?

4. An idem cum militibus in actuali expeditione positis ?

Die 6 martii 1694. Sacra Congregatio rescripsit : Ad 2, 3, 4, *Negative.*

(1) Voici la clause qu'on lit dans le Bref de Benoît XIII, en date du 26 septembre 1729, concernant l'aumônerie autrichienne : « Volumus autem, ut ii sacerdotes, quos idem capellanus major pro sacramentis etiam parochialibus militibus, aliisque personis quibuscumque dictorum exercituum ministrandis, ut præfertur, deputandos duxerit, nullatenus quidem hujusmodi facultatibus uti valeant erga milites præsidiarios,qui continue arcium,seu aliorum locorum custodiæ adscripti,quos eorum locorum parochis et Ordinariis in omnibus et per omnia subesse declaramus, sed dumtaxat erga milites,et personas exercituum prædictorum ad vagas belli operationes destinatos, tum ubi in actuali expeditione reperiuntur, tum etiam cum in quibuslibet occidentalibus et temporaneis sive hybernis, sive æstivis, aut etiam præsidialibus stationibus pro tempore detinebuntur ; ita tamen, ut statim atque iidem sacerdotes, quos capellanus major subdelegaverit, ad temporaneas illas stationes pervenerint, litteras testimoniales, tam super eorum sacerdotio, quam super sua deputatione, ac facultatibus sibi vigore præsentium concessis pro ejusmodi munere exercendo parochis locorum exhibere debeant : quibus visis hi non impediant, quominus missam in suis ecclesiis celebrare, ac in vim earumdem facultatum sacramenta etiam parochialia ministrare valeant. Quod si eo tempore matrimonium inter personas, quarum altera militaris, seu ad dictos exercitus pertineat, ibique occasione stationum prædictarum commoretur, altera vero parocho loci subdita reperiatur, contrahi contingat, eo casu, nec parochus sine sacerdote hujusmodi, nec vicissim sacerdos sine parocho celebrationi ejusmodi matrimonii assistat, aut benedictionem impertiatur ; sed ambo, simul, atque æqualiter stolæ emolumenta, si quæ licite percipi soleant, accipiant, et inter se dividant. » *Thesaurus, etc.*, tom. VI, pag. 242.

(2) Ferraris rapporte le Bref de Clément XII, du 4 février 1736, pour l'Espagne ; et celui de Benoît XIV, du 28 mai 1746, pour la Sardaigne. V. *Bibliotheca canonica*, V. *Capellanus militum*, n. 15.

aumôniers les troupes qui stationnent dans les garnisons : les Papes veulent qu'elles restent soumises aux curés de l'endroit.

X. Dans la pièce que nous publions, le Souverain Pontife ne s'est pas écarté de ces principes. Pour les troupes qui sont dans les garnisons, les aumôniers restent soumis aux principes généraux, c'est-à-dire qu'ils dépendent complètement de l'Ordinaire du diocèse. Les divers pouvoirs que contient le Bref de Pie IX ne concernent que les troupes qui sont dans une expédition actuelle, et leur durée se borne à celle de l'expédition : *durante tantum expeditione* [1].

Voici le texte du Bref :

PIUS PAPA IX.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Quæ catholico nomini, æternæque fidelium saluti, bene, prospere ac feliciter eveniant, ea, ut mature præstemus, Nos admonet summi Apostolatus munus, quod immeriti licet, obimus.

Itaque, cum anno superiore, in Gallorum consessu legibus ferendis, vectigalibus decernendis, verba facta fuerint de instaurandis presbyteris a sacris, seu capellanis, vulgo *aumôniers*, pro catholicis qui militant in terrestri exercitu Reipublicæ, placueritque hujusmodi presbyteros, seu capellanos statuendos, præsidiarii qui nominantur, quique terrestrium copiarum legionibus, cohortibus, manipulisve addicti, rem divinam curent sub jurisdi-

(1) Nous ferons remarquer que, d'après l'enseignement des auteurs, ces sortes d'indults doivent être interprétés strictement : « Dato quod adsit Breve Apostolicum, *dit Ferraris*, est bene et caute perpendendum, an fuerit personale concessum alicui regi, vel limitatum pro aliquo regno ; quia nequit extendi, prout si in Brevi fiat mentio de militibus in præsidio, non extenditur ad milites in bello, et e contra; cum in hujusmodi materia sit stricta facienda interpretatio. » *Loc. cit.*, n. 1. Cf. Card. Petra, *Op. cit.*, Constit. XII Innocentii III, sect. 1, n. 13.

ctione et potestate sacrorum Antistitum, quorum in diœcesibus memoratæ copiæ stativis maneant : Nos quo eorumdem catholicorum bono satius opportuniusque consultum sit, hæc quæ infra scripta sunt, Apostolica Nostra auctoritate decrevimus.

Quibus in locis Gallorum copiæ in stativis habeantur, eorum locorum Archiepiscopis, aut Episcopis, tales presbyteri, seu capellani præsidiarii in spiritualibus omnino subjecti sunto. Quum vero eædem copiæ e stativis eductæ fuerint (*mobilisées*), tunc ne æterna animarum salus, in qua procuranda omne studium cogitationesque collocamus, quidpiam detrimenti capiat, singulis universisque presbyteris, seu capellanis hujusmodi, nimirum tam præsidiariis, quam suffectis, qui vexilla sequuti fuerint, auctoritate Nostra Apostolica, tenore præsentium, elargimus ut singuli quique eorum, vel extra diœcesim, et tam in ditione, quam extra ditionem Reipublicæ Gallorum, omnes et singulas facultates exercere libere et licite queant, quibus in diœcesi ex concessione proprii Archiepiscopi, vel Episcopi utebantur, antequam copiæ stativa reliquissent.

Præterea facultates adjicimus, quæ infra scriptæ sunt :

I. Ut singuli quique eorum, una etiam hora, vel ante auroram, vel post meridiem, ac necessitate id urgente, extra ecclesiam, et sub dio, decenti tamen in loco, super altari portatili, lapidi sacro et necessaria ad id supellectili instructo, præsentibus quoque infidelibus, hæreticis atque excommunicatis, dummodo aliter fieri nequeat, et absit periculum sacrilegii, scandali et irreverentiæ, sacrum peragere, illudque necessitate pariter exigente, servatis tamen servandis, bis eodem die facere ; nec non qualibet feria secunda, vel tertia non impeditis, unam missam de *Requiem* super altari portatili, lapide sacro, et supellectili ut supra instructo, celebrare possint, et valeant [1].

(1) Dans les indults cités ci-dessus, pag. 8, n. IX, on lisait une clause analogue, mais rédigée de la manière suivante: « VIII. Singulis secundis feriis cujuslibet hebdomadæ officio novem lectionum non impeditis, vel eis impeditis, die immediate sequenti, celebrandi missam de *Requiem* in quocumque altari, etiam portatili, si aliter celebrari non possit, et per ejus applicationem liberandi animam alicujus ex pie defunctis dictorum

II. Ut singuli quique eorum omnibus Christi fidelibus, qui Gallorum, vel in exercitu militant, vel in re præsenti, quovis modo ad exercitum pertinuerint, Ecclesiæ sacramenta administrare [1], eos a quibusvis reatibus, cum huic Apostolicæ Sedi, tum Ordinariis locorum, per quæ exercitus iidem transeant, vel in quibus consistant, reservatis, absolvere; item Christi fidelibus, quos descripsimus, etiam conversis ab hæresi atque apostasia a fide, et schismate, qui tamen facultatem sacramentalem confessionem peragendi non habeant, dummodo saltem fuerint corde contriti, plenariam indulgentiam et peccatorum remissionem in mortis articulo impertire in Domino possint.

III. Ut singuli quique eorum memoratis Christi fidelibus, qui vere pœnitentes, et confessi, ac sacra communione refecti, domi-

exercituum secundum celebrantis intentionem a purgatorii pœnis per modum suffragii.»

La messe, que les aumôniers actuels sont autorisés à célébrer, jouit-elle du même privilége ? Rien ne l'indique. Mais si ce privilége n'y est pas attaché, quelle faveur leur est accordée dans cette partie de l'indult?

(1) Quant à l'administration des sacrements, les mêmes indults étaient conçus dans les termes suivants : « I. Administrandi *omnia* Ecclesiæ sacramenta, etiam ea, quæ nonnisi per parochialium ecclesiarum rectores ministrari consueverunt, præter confirmationem et ordinem, reliquasque functiones, et munera parochialia obeundi.»

Le cardinal Petra, d'accord avec les autres auteurs, fait observer que, quand le Bref concède le droit d'administrer les sacrements, il doit être restreint aux sacrements nécessaires, et ne s'étend pas au mariage. Pour que l'aumônier puisse assister aux mariages, il est nécessaire que l'indult autorise l'administration de *tous* les sacrements. « Quoad illa vero sacramenta necessaria pro animarum salute, vel in articulo mortis, vel in vita, et secundum christianam pietatem recipienda, sufficit quod in Brevi Apostolico adsit mentio sacramentorum, ut valeant ministrari. Pro celebratione autem matrimonii non sufficit illa concessio generalis, sed requiruntur, vel verba universalia *omnium sacramentorum*, vel *omnium jurium parochialium*.» *Op. cit.*. Const. XII Innocentii III, Sect. 1, n. 14.

D'après cette doctrine, les aumôniers français ne pourraient assister au mariage des militaires placés sous leur juridiction, le Bref ne faisant que généralement mention de l'administration des sacrements.

nica Resurrectionis, et festivitatibus Nativitatis Domini Nostri Jesu Christi, et Immaculatæ Conceptionis et Assumptionis Beatæ Mariæ Virginis, pro christianorum principum concordia, hæresum extirpatione, peccatorum conversione, ac Sanctæ Matris Ecclesiæ exaltatione pias ad Deum preces effuderint, plenariam omnium peccatorum suorum indulgentiam et remissionem, etiam defunctis applicabilem, concedere ut supra queant.

Ut singuli quique eorum quoscumque Christifideles, de quibus habita ante mentio est, ab hæresi, etiam ab apostasia et schismate in foro conscientiæ absolvere, eosque, servatis servandis, Sanctæ Matri Ecclesiæ reconciliare ; tandem vasa, tabernacula, vestes, ornamenta et quidquid ad cultum divinum spectet et spirituali servitio sit necessarium benedicere libere et licite possint.

At enim volumus, edicimus, ut presbyteri, sive capellani, quos memoravimus, singulas atque universas facultates hujusmodi, durante tantum expeditione, et nonnisi quum tempus et necessitas postulet, exerceant, eisdemque uti valeant, quin eas Ordinariis locorum, per quæ aut exercitus transeat, aut in quibus expeditionis causa constiterit, subjicere teneantur.

Simul volumus, ut præsentium litterarum transumptis, seu exemplis etiam impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis et sigillo personæ ecclesiastica in dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides habeatur, quæ adhiberetur ipsis præsentibus, si fuerint exhibitæ, vel ostensæ. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque.

Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die 6 julii 1875, Pontificatus Nostri anno trigesimo.

F. Card. ASQUINIUS.

Loco † sigilli.

DÉCISIONS DE LA S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

I.

QUAND L'OFFICE ET LA MESSE D'UNE FÊTE, A LAQUELLE EST ATTACHÉE L'OBLIGATION D'APPLIQUER POUR LE PEUPLE, SONT SEULS TRANSFÉRÉS, L'OBLIGATION D'APPLIQUER NE LES SUIT PAS.

Nous avons déjà eu l'occasion d'émettre ce principe, et nous avons donné les actes législatifs sur lesquels il repose[1]. Une disposition du calendrier de Trèves pour l'an 1871 s'en écarta et donna lieu à des réclamations de la part des curés. L'Evêque s'adressa alors à la S. Congrégation du Concile qui donna gain de cause aux curés, et déclara qu'ils ne devaient pas appliquer la messe pour le peuple le jour auquel la fête était transférée.

Voici le doute et le rapport du Secrétaire, ainsi que la réponse de la S. Congrégation, tels que nous les lisons dans les *Acta Sanctæ Sedis*[2].

MISSÆ PRO POPULO.

Die 24 *aprilis* 1875.

Episcopus T. literis datis ad S. C. Congregationem exposuit : « Dubium exortum esse de applicatione missæ a parochis faciendæ in iis festis, quæ in Germania quidem suppressa, in choro autem celebranda sunt. Cum enim SS. D. N. Pius PP. IX per epistolam encyclicam de die 3 maii 1858 concesserit, ut quando una cum

(1) *Nouvelle Revue théologique*, tom. I, pag. 332 sq.; tom. II, pag. 521; et tom. V, pag. 196 sq.

(2) Vol. VIII, pag. 602 sq.

solemnitate divinum officium translatum fuerit in diem dominicam, una tantum missa pro populo sit applicanda, quæritur an idem indultum valeat et pro his casibus, in quibus propter occurrentem festivitatem majoris dignitatis festum aliquod suppressum, v. g. Inventionis S. Crucis occurrente festo Tunicæ, Clavorum et Lanceæ Domini, ad aliam diem ferialem transferri oportet? Cum in his temporum angustiis absque gravissima causa onera parochis imposita amplianda non videntur, mihi quidem in desideratis est, ut S. C. Concilii declarare dignetur, in dicto casu applicationem pro parochianis non esse faciendam. »

Cum vero S. C. Congregatio ad tollendum omne dubium quæsiisset, « an dies ferialis, in quam transfertur suppressum, ferialis remaneat, aut veluti festum publice servetur, vel saltem in ecclesia peragantur cæteræ functiones et ritus in diebus tum festis adhuc de præcepto servatis tum suppressis peragi solitis; « Episcopus respondit : « in feria ista, in quam casu præfato festum suppressum transfertur, nullas functiones et ritus peragi in diebus de præcepto servandis solitas; sed Missam solummodo de festo translato celebrari officiumque divinum aut privatim a Clero aut in Ecclesiis collegiatis, in choro absque solemnitate festi absolvi solere. »

Hoc accepto responso rescriptum fuit : *per summaria precum*. Hodie proponitur.

Ut status hujus quæstionis clarius elucescat operæ pretium est aliquid excribere ex Literis Apostolicis Pii VI diei 19 Aprilis 1788 inc. *Potentissimus* datis ad Episcopum Wratislaviensem pro altera reductione Festorum in Regno Borussiæ : legitur itaque in ipsis : « Cum Borussiæ Rex significaverit Nobis, se vehementer cupere, ut designetur dies pro solemnibus quotannis ad Deum faciendis precibus ad obtinendos uberes ex agris proventus, qui dies voluit feria quarta tertiæ hebdomadæ post Pascha sit festivus : huic Regiæ voluntati nihil videmus obstare, quominus Nostram apud Te, Venerabilis Frater, interponamus auctoritatem. Itaque Tibi committimus, ut eum assignes pro solemnibus ejusmodi precibus quolibet anno celebrandis diem, Tuisque Diœcesanis Borussiæ Regi subjectis indices. »

Episcopus T. pro sua reverentia erga S. Sedem hoc festum in foro suis diœcesanis continuo indixit exhortans eos, ut quovis anno illud religiose agerent. Quum vero ipsum non lateret, novum festum ultro ab omnibus observatum iri, si in ipso die festivo celebraretur Festivitas, quæ apud eos est in magna veneratione et honore, prudenti consilio decrevit, singulis annis in Feria quarta tertiæ hebdomadæ post Pascha celebrandam esse Commemorationem SS. Tunicæ D. N. J. C., quæ in ejusdem cathedrali ecclesia in magnam populi ædificationem asservatur.

Hoc itaque festum in foro causa esse videtur hodiernæ quæstionis, quippe anno 1871 occurrebat in die 3 Maii; hinc Festum Inventionis S. Crucis D. N. J. C. in diem 11 ejusdem mensis translatum est insimul cum onere celebrandi Missam pro Populo juxta Directorium Romano-Trevirense illius anni, in quo statuitur : 11 *Maii Fer.* 5 (*fiat applicat. pro Paroch.*) *Inventio S. Crucis dupl.* 2 *cl.* (*fuit* 3 *huj.*). Sed hæc dispositio non arrisit Parochis; quare Episcopus de hac re S. Congregationem consulere voluit, non dissimulans sibi esse in votis applicationem Missæ non esse faciendam, ne in hisce temporum angustiis onera Parochis imposita amplientur.

Quibus expositis nonnulla ex officio in medium prolata sunt.

Ex divino præcepto omnes quibus cura animarum incumbit, diebus dominicis ac festivis etiam abrogatis pro Parochianis vivis atque defunctis sacrificium Missæ offerre et applicare debent, sive pinguis sive tenuis sit congrua; non enim ratione congruæ, sed ratione pastoralis officii pro suis ovibus sacrificium offerre tenentur. Si igitur ob occurrentiam festi mobilis majoris ritus vel dignitatis festum fixum in aliam diem transferatur, æquum et justum est, ut in die festi translati pro populo Missa offeratur, ne fideles priventur fructu medio sacrificii sibi debiti. Et revera hæc laudabilis consuetudo viget Treviris, ut supra jam vidimus.

Nihilominus si festum in foro alicui diei affixum ab alio Festo majoris ritus aut dignitatis impediatur, tunc si ejusdem Festivitas in ipsa die propria celebretur et solum Officium et Missa ad aliam diem transferantur, sequitur quod in ipsa Festivitate Missa pro Populo celebranda sit, etsi in eodem die ob prædictum Festum

majoris ritus aut dignitatis etiam alia Missa pro Populo litanda foret, quia duplici præcepto, ut recte observat Scavini, *Theol. mor.* t. 1, tr. 2, disp. unic., c. 7, q. 4, « Satisfieri potest per unum actum, si illo unico actu totum ponatur ut in casu nostro, quod per diversas leges præscribitur. Sic v. g. si Festum aliquod occurrat in Dominica, satis est semel sacro adesse. » Et revera Pius IX, in sua Epistola Encyclica *Amantissimi Redemptoris*, § *Itaque*, diei 3 Maii 1858, hanc doctrinam ratam habere videtur, aiens : « Quando una cum solemnitate divinum officium translatum fuerit in Dominicum diem, una tantum Missa pro Populo est a Parochis applicanda. » Et merito : quando enim una cum festivitate transferuntur officium et Missa, tunc applicatio Missæ pro populo fit in die translationis, id est in die, ad quem transfertur. At quando transferuntur tantummodo Officium et Missa, tunc applicatio Missæ pro populo fit in ipso die festo impedito, etsi in ipso occurrat alter dies de præcepto, quia unico actu duplici præscripto fit satis, uti jam innuimus. Huic principio concinit S. R. C. in *una* Oritana diei 23 Maii 1846, ubi casus agitur aliquo modo casui nostro consimilis. Statuit enim « Clerum ad iteratam chori assistentiam ex solo titulo translationis Festorum nullatenus teneri, ac proinde rescripsit : *in die propria tantum.* »

Hisce breviter expositis quæsitum est quonam responso ejusmodi quæstio dimittenda esset.

S. C. Concilii, causa cognita, sub die 24 Aprilis respondere censuit :

In casu de quo agitur Parochum non teneri, idque notificetur Episcopo.

II.

Nous avons publié, dans un volume antérieur [1], un décret de la S. Congrégation du Concile concernant les honoraires de messes. Ce décret a soulevé différents doutes qui ont été

(1) Tom. VI, pag. 646.

soumis à la même Congrégation et résolus par elle. Voici les faits qui les ont amenés.

1. Dans un diocèse existe un sanctuaire célèbre, élevé en l'honneur de Marie Immaculée, où se rend chaque jour une foule de pèlerins, qui y font célébrer un grand nombre de messes, pour lesquelles ils donnent un honoraire plus élevé que celui en usage dans le diocèse. Comme il était impossible de décharger toutes ces messes dans l'église du pèlerinage, l'Ordinaire les faisait exonérer ailleurs, en retenant toutefois le quart de l'honoraire en faveur du susdit sanctuaire, persuadé qu'en donnant un honoraire plus élevé, les fidèles voulaient pourvoir aux dépenses et à l'embellissement de cette église. Il avait en outre ordonné qu'une messe fût célébrée chaque jour dans le sanctuaire à l'intention de tous ceux qui avaient offert les honoraires. Plus tard, il affecta le quart des honoraires non-seulement aux nécessités du sanctuaire, mais aussi à l'entretien des pauvres séminaristes. Enfin en 1873, il demanda à la S. Congrégation du Concile la confirmation de ces mesures. Voici le rescrit qu'il en obtint :

Prævia sanatione quoad præteritum, ac celebrato majori, qui fieri potest, missarum numero in designata ecclesia, pro gratia translationis reliquarum, cum facultate de earumdem eleemosyna, quatenus unum francum exsuperet, retinendi medietatem portionis illius quæ francum eumdem excedat, in expositam causam sub Episcopi dependentiam fideliter erogandam, arbitrio et conscientia ejusdem docto ad quinquennium.

L'année suivante, l'Evêque exposa à la S. Congrégation que la répartition de l'excédant de l'honoraire soulevait de graves difficultés. En conséquence il demanda de pouvoir donner au prêtre célébrant l'honoraire diocésain seulement, c'est-à-dire un franc. Si l'excédant dépassait cinq francs, il reviendrait

au sanctuaire. S'il était inférieur à cette somme, la moitié en serait cédée au sanctuaire, l'autre moitié serait attribuée au grand et au petit séminaire, ainsi qu'aux colléges diocésains. L'Evêque se fonda sur l'intention présumée des fidèles, qui veulent que l'excédant de la taxe diocésaine tourne à l'avantage des sanctuaires et du bien public, et non des prêtres qui célèbrent les messes dans d'autres églises. D'un autre côté, le diocèse possède un séminaire et deux colléges ecclésiastiques, contenant 900 jeunes gens, et n'a que des ressources insuffisantes pour soutenir ces établissements. Ajoutez que les habitants de A* demandent avec instance que leur collége municipal devienne ecclésiastique, ce qui ne peut avoir lieu, vu la pauvreté du diocèse, si l'on n'autorise pas l'Evêque à y pourvoir par la mesure susdite. Pour ne pas violer, du reste, l'intention des fidèles, l'Evêque propose de les prévenir de l'usage de l'excédant de l'honoraire.

La S. Congrégation accueillit favorablement la demande de l'Evêque, à condition que les fidèles seraient avertis de la translation des messes, du retard de leur célébration, et de l'usage de l'excédant de l'honoraire [1]; et enfin que le Pape y consente (Dub. I).

2. Un Archevêque expose qu'au sanctuaire de la Sainte Vierge à N., il y a toujours un grand nombre de messes à célébrer, dont l'honoraire est de deux francs, taxe établie pour ce lieu. Lorsque le clergé du sanctuaire décharge les messes, il en perçoit l'honoraire entier; au contraire les prêtres étrangers qui y célèbrent ne reçoivent qu'un franc 25 centimes. Mais le nombre des messes est si considérable qu'il est impos-

(1) Cette condition résultait de la réponse donnée au septième doute, le 25 juillet 1874, réponse qui exige le consentement des donateurs. Comment pourrait-on obtenir leur consentement, si on ne devait par les prévenir ?

sible de les décharger toutes, et qu'on en envoie 10,000 à l'Archevêque. Celui-ci les fait exonérer ailleurs, mais à l'honoraire d'un franc, de sorte que chaque année il lui reste une somme de 10,000 francs qu'il consacre à l'entretien des chapelains de la cathédrale. Quant aux messes qui ne peuvent être dites au sanctuaire, le recteur est autorisé à les envoyer à l'Evêché, en faisant la retenue d'un franc sur chaque honoraire pour subvenir aux dépenses du culte et à la sustentation des Pénitenciers et des frères qui soignent l'église et la sacristie. L'Archevêque faisait remarquer qu'en 1864 son prédécesseur avait fait renouveler l'indult qui l'autorisait à prendre ces mesures. Quoique l'exemplaire authentique du premier indult n'eût pas été retrouvé, on tenait cependant son existence comme certaine. La grâce demandée fut accordée, *prævia, quatenus opus esset, sanatione quoad præteritum.*

Le terme de l'indult étant expiré, l'Archevêque en demande la prorogation pour un nouveau terme de dix ans; faculté qui lui fut accordée, sous condition de prévenir les personnes qui donnent les honoraires (Dub. II).

3. Le Supérieur d'un monastère de la province de B. expose que depuis huit ans il a coutume de recevoir des honoraires de messes, sur lesquels il fait une retenue de la moitié et même au-delà pour couvrir les frais d'érection d'un nouveau couvent dans ces contrées. Les célébrants consentaient d'ailleurs à cette retenue. Le Supérieur affirme avoir agi de bonne foi, confiant en la certitude qu'a l'Abbé que son Ordre jouit du privilége d'en agir de la sorte pour la fondation de nouvelles maisons. Comme il lui est survenu quelque doute, il demande la sanation du passé et l'absolution des censures ; en outre la concession de ce privilége pour le couvent déjà existant, et ceux qui sont commencés ; enfin la permission de décharger

les messes dans le délai de cinq mois [1]. A l'appui de sa demande, il fournissait l'attestation du Procureur général, qui assure que *les nouvelles fondations ne peuvent, dans ce pays, s'effectuer et prospérer qu'au moyen d'aumônes.*

Dans une nouvelle supplique, le Supérieur ajoute qu'il avait donné au célébrant 20 sous autrichiens pour les messes déjà déchargées ; qu'il ne saurait préciser l'excédant de l'honoraire, n'en ayant pas tenu note, mais seulement du nombre de messes demandées ; qu'il a encore entre les mains beaucoup de messes, auxquelles il a assigné l'honoraire ordinaire de 20 sous, n'ayant pas annoté celui qui lui a été réellement donné. Il demande en conséquence la condonation de l'excédant de l'honoraire tant pour les messes non encore célébrées que pour celles qui le sont déjà.

Pour le passé, la S. Congrégation accueille favorablement cette demande, qui doit d'ailleurs être ratifiée par le Souverain Pontife. Elle y joint toutefois l'obligation de célébrer une messe chantée à laquelle doit assister toute la communauté (Dub. III). Pour l'avenir, elle n'accueille la demande que pour les messes offertes spontanément, et à condition d'avertir les

(1) Les messes doivent être déchargées dans un bref délai : *infra modicum tempus*, décrète Urbain VIII, Const. *Cum sæpe contingat*, ad Dub. XI, *Magnum Bullar. Roman.*, tom. IV, pag. 91. Les Supérieurs réguliers ayant demandé comment ils devaient interpréter ces paroles, la S. Congrégation déclara qu'elle entendait par là le délai d'un mois. Voici la déclaration, en date du 17 juillet 1655, telle que la donne Benoît XIV, *Institut. ecclesiast.* Institut. LVI, n. 14 : « Cum in declaratione undecimi impressa super Decretis de celebratione missarum permittatur receptio aliorum onerum missarum celebrandarum, dummodo infra modicum tempus possit omnibus satisfieri, hodie nonnulli superiores regulares, pro conscientiarum, ut inquiunt, quiete, denuo quæruntur : An dictum modicum tempus celebrandi missas reputetur tempus duorum vel trium mensium ? Sacra Congr. respondit : Modicum tempus intelligi infra mensem. » *Lib.* XVI *Decretorum*, pag. 498.

fidèles, comme dans la réponse au premier doute (Dub. IV).

4. En suite des décisions du 25 juillet 1874, un Evêque expose qu'il a défendu aux prêtres de son diocèse « de demander ou recevoir à l'avenir des livres ou journaux, quels qu'ils soient, d'ecclésiastiques ou directeurs de journaux qui les cèderaient comme honoraires de messes à célébrer. » Mais on doute si semblable défense était réellement comprise dans les susdites décisions. D'où il propose les deux doutes suivants :

1° Ceux-là posent-ils un acte illicite, qui n'étant ni libraires, ni marchands, ni collecteurs d'honoraires de messes, mais simplement ecclésiastiques, reçoivent des fidèles des honoraires de messes, et, dans le but de propager les bons livres et les journaux religieux, chargent de la célébration de ces messes des prêtres qui reçoivent les livres ou journaux comme honoraires ?

2° Agissent-ils mal les prêtres qui acceptent ces messes, ou les demandent, afin qu'après les avoir célébrées ils reçoivent ou demandent comme honoraires des livres ou journaux, sachant d'ailleurs et persuadés qu'ils n'obtiendraient pas ces messes si l'on devait leur en donner l'honoraire réel ?

La S. Congrégation a décidé qu'elle ne répondrait à aucun de ces deux doutes (Dub. V).

5. Le Directeur des *Acta Sanctæ Sedis* exposa à la S. Congrégation du Concile que tout le bénéfice qu'il retire de sa publication est employé en faveur du Collége des Missions Apostoliques érigé depuis peu à Rome par Sa Sainteté Pie IX. Comme il a assez souvent des messes disponibles, il les donne aux prêtres qui s'abonnent à sa publication, ou qui achètent le *Commentaire sur la Constitution Apostolicæ Sedis*, publié par M. Avanzini. Il leur donne, sans en rien retenir, le nombre d'honoraires nécessaire pour égaler le prix du livre. Ayant eu connaissance des décisions du 25 juillet 1874, il suspendit

cette mesure, dans la crainte de poser un acte illicite, quoique l'œuvre pieuse en ait subi un grave dommage. C'est pourquoi il insiste pour que la S. Congrégation déclare s'il peut continuer à en agir de même à l'avenir.

La S. Congrégation l'y autorise, à condition qu'il ne s'écarte aucunement de l'intention des donateurs, quant au montant de l'honoraire et quant au temps et au lieu de la célébration ; et pourvu qu'il n'y ait chez lui aucun soin de collecter des honoraires; qu'il renseigne qui de droit de la célébration des messes; et que le Pape y consente (Dub. VI).

Le Directeur du journal édité à Milan sous le titre : *Les missions catholiques. Bulletin hebdomadaire illustré*, pour la tranquillité de sa conscience et de celle de ses associés, expose qu'il confie aux prêtres, qui, à raison de leur pauvreté, ne peuvent s'abonner à sa publication, la célébration de messes manuelles jusqu'à concurrence du prix du journal, en leur remettant l'honoraire entier, et exigeant un témoignage authentique de la célébration des messes. Il demande s'il peut continuer. L'archevêque de Milan, consulté selon la coutume, confirme l'exposé des faits et exalte l'utilité du journal.

La S. Congrégation donna la même réponse qu'au doute précédent, et, sur les circonstances spéciales, elle permit de différer la célébration des messes, mais pas au delà de six mois ; après en avoir référé au Souverain Pontife (Dub. VII).

Tels sont les faits qui ont amené les nouvelles décisions, que nous faisons précéder du résumé du rapport du secrétaire de la S. Congrégation du Concile.

Animadversiones ex officio.

Quoad 1^m^ et 2^m^ scilicet quoad Episcopum T. et Archiepiscopum L. eorum casus folii Extensor censebat comprehensos in dubio inter alia proposito die 25 julii 1874 sub numero septimo atque ita concepto : « An liceat Episcopis sine speciali S. Sedis venia ex eleemosynis Missarum, quas fideles celebrioribus san-

ctuariis tradere solent, aliquid detrahere ut eorum decori et ornamento consulatur, quando præsertim ea propriis reditibus careant? » Cui quidem dubio responsum est : « Negative, nisi de consensu oblatorum. » Ideoque arguebat tunc tantum iisdem Episcopis licere ex Missarum eleemosynis aliquid detrahere, cum fideles in id consenserint : secus S. Sedis veniam esse imploranda. Nam in eleemosynis Missarum largiendis mentem esse fidelium ut sacerdotibus sacrum facturis eæ ex integro tribuantur : eosque stipem communi pinguiorem offerentes ampliorem ex sacrificio fructum haurire velle ex S. Alphonsi theoria[1]. Itaque stipis distractionem quamlibet in alium usum licet pium, mentis offerentium commutationem secumferre ; eodem modo quo commutatio adest cum celebratio in loco ab oblatoribus haud designato perficitur. Jamvero voluntates commutare ad Pontificiam potestatem privative pertinere, cui Deus Ecclesiæ thesaurum commisit, ex eoque supplere potest, si quid ex Eucharistici sacrificii fructu detrahi contingat. Enimvero cum uterque Episcopus ad Pontificem confugerit, videndum an causæ adessent ut eorum preces admitterentur : vel conditio adjicienda esset ut fideles præmoneantur de augmento eleemosynæ in præfatos usus distrahendo, prout proponebat Episcopus T. et prout in morem esse S. Congregationis Concilii eruitur ex Benedicti *Institutione Ecclesiastica* 56, n. 14.

De Superiore Monasterii T. Provinciæ L. animadvertebat casum hunc esse, quo quis Missas colligit ut aliis celebrandas tradat eleemosynæ parte retenta, quod prohibitum est ex decretis Urbani VIII et Innocentii XII ad septimum, et ex Constitutione Benedicti XIV, diei 30 Aprilis 1741, quæ incipit : *Quanta cura*[2], et tandem ex percelebri constitutione SSmi D. N. edita quarto Idus Octobris 1869, quæ incipit *Apostolicæ Sedis*[3], sect. 2, n. 12; eaque decreta S. Concilii Congregationem constanter servasse. Bonam fidem illi suffragari ut absolutionem et sanationem quoad

(1) *Theologia moralis*, lib. VI, n. 322, dubit. 1.

(2) *Bullarium Benedicti XIV*, vol. I, pag. 112.

(2) Nous avons donné le texte de cette Bulle dans le tome II, page 73 seq.

præteritum consequatur, sed expendendum esse an et in futurum eamdem viam ac rationem ipse sequi valeat.

Jamvero ex una parte postulanti opitulari utilitatem quam ex agendi methodo piæ institutiones hauriunt, ut populis incultis Catholica Religio affulgeat ; iidemque ad eam amplectendam alliciantur. Cui accedit quod Sacerdotes, qui celebrant, minori stipendio contenti sunt, totque sacra peraguntur quot fideles committunt.

Ex alia parte præ oculis habenda esse quæ tradit S. Alphonsus, *Theol. Moral.* lib. VI, Num. 322 : « Sacerdotem celebrantem non aliter acquirere dominium eleemosynæ, nisi juxta voluntatem dantis, qui non solum vult ut Missa celebretur, sed ut celebretur tali stipendio : cum enim pinguem tradit stipem, ea intentione dat, ut uberiorem fructum ex Missa celebranda percipiat ; sequitur, ut qui, tradito minori stipendio, per alium celebrare facit, peccet contra justitiam : non quia defraudat fructu Missæ dantem eleemosynam, sed quia non exequitur dantis intentionem, qui vult, ut illa Missa unde percipit fructum tali stipendio celebretur; et quia hujusmodi intentio intrat in substantiam contractus, ideo si sacerdos partem stipendii retinet, injuste contra dantis voluntatem retinet. » Quibus accedere, 1. Sacerdotes celebrantes ex iis esse qui Missas celebrandas ordinarie non habent, ac nisi diminutum stipendium reciperent nihil obtinerent : quamobrem præsumi nequire eos libere ac sponte stipendii partem Monasterio cedere. 2. Ob Missarum celebrandarum cumulum ingentem, nec locum nec tempus ab offerentibus designatum servari posse. 3. Missarum collectionem multis variisque e locis privata auctoritate peractam, a citata Constitutione Benedicti XIV, quæ incipit : *Quanta Cura*, solemniter improbari; quia deformitatem quamdam ac turpitudinem continet. 4. Hac agendi methodo novum quoddam negotiationis genus induci, tum ratione personæ, tum ratione materiæ piaculo obnoxium. 5. S. Sedem excommunicatione majori ipso facto incurrenda mulctasse Ecclesiasticos vel Missionarios, qui in locis Missionum sub quovis prætextu cuicumque negotiationi operam navant. Urbanus VIII. in Constit. *Ex debito;* Clemens IX, in Constit. *Sollicitudo,* diei 17 januarii 1669.

Ex his proponebat petitam in futurum facultatem haud esse concedendam.

Quæstiones attingens de Missarum eleemosynis in libros vel diaria acquirenda erogatis, quæ amplectebantur tum Episcopum C., tum Administratorem hujus Ephemeridis, tum Moderatorem Mediolanensis Diarii : *Le Missioni Cattoliche*, eas expendebat ex parte Sacerdotum celebrantium, et ex parte Moderatorum vel Administratorum Ephemeridum. Primis censebat præsto esse dubium sextum Sacræ Congregationi superiore anno propositum quod habebat : « An illicite agunt ii qui pro Missis celebratis recipiunt stipendii loco libros vel alias merces seclusa quavis negotiatione vel turpis lucri specie? Responsum namque fuit huic dubio : « Negative. « Alios pro se habere S. Pœnitentiariæ resolutionem die 6 octobris 1862, qua dubium : « Moderator cujusdam diarii religiosi a S. Pœnitentiaria postulat, utrum tuta conscientia suum diarium dare possit sacerdotibus ea conditione ut celebrent numerum Missarum respondentium pretio quod ab aliis pro diario solvitur? » dimissum est per responsionem : « Affirmative, dummodo Missæ celebrentur. »

Suam vero opinionem pandens, aiebat hujusmodi resolutiones in abstracto egregias, non omnes dirimere dubitationes quæ in concreto oriri solent, præsertim pro diariorum moderatoribus vel administratoribus. Etenim ex parte sacerdotum celebrantium, cum quisque, Missis celebratis, eleemosynarum dominus fiat, easque in quos voluerit usus erogare possit ; indubium esse eos licite agere, dummodo quævis negotiationis vel turpis lucri species seclusa sit. Hanc conditionem necessariam esse : nam si sacerdotes celebrantes pro certo scirent (certa scientia requiritur ; quia præsumptio vel suppositio simplex haud sufficerent ad complicitatem constituendam) a diariorum moderatoribus eleemosynarum negotiationem fieri, et ipsi turpi mercimonio cooperarentur. Et revera licitum esse libros, cibaria aliasque merces pro eleemosynis Missarum dare et accipere, communiter tradi : ac præsertim ex Reiffenstuel, lib. 5 Decret., tit. 3, § 10, *De Simon.* N. 204 seq. Diaria autem optima sacerdotibus maximæ utilitatis esse in

tanta errorum colluvie quæ divina et humana jura in præsens audacissime impetit.

Rem haud similiter procedere pro diariorum moderatoribus vel administratoribus. Certum namque esse eos licite agere, si offerentes consentiant ut per sacerdotes diariis nomen daturos celebratio expleatur. Sed non raro accidere ut ad eos perveniant quoque Missæ perpetuæ, et quandoque ex dissitis regionibus : quo in casu, nisi fundatores permiserint quovis loco et tempore eas celebrari, de celebratione disponendi facultatem non habent, non enim eleemosynarum sunt domini. His accedere, quod ut petentibus satisfaciant, ingentem quandoque eleemosynarum acervum congerunt ; et hoc improbat Benedictus XIV in Constitutione quæ incipit : *Quanta cura*. Etenim aliis prætermissis incommodis, frequenter accidere ut obligationibus susceptis intra breve tempus satisfacere impossibile fiat. Quod quidem breve tempus in missis manualibus cum S. Alphonso Morales Theologi ad duos menses coarctare, si agatur de singulis sacerdotibus quibus celebratio committitur [1] : si de Ecclesiis vel Sanctuariis quæ aliis Missarum oneribus gravantur, unum mensem non egredi ad statutum per S. Congregationem Concilii die 17 julii 1755 [2].

His hinc inde prænotatis proposita fuerunt sequentia

(1) La doctrine de S. Alphonse, *Loc. cit.*, ne paraît pas ici reproduite dans toute son intégrité. Ce n'est pas la distinction émise dans le rapport que le saint Docteur adopte ; il en fait une autre : il distingue entre les messes demandées pour les défunts et les autres messes. Il taxe de péché grave le délai des premières pendant un mois. Pour les autres, il regarde comme probable l'opinion du Cardinal de Lugo qui ne trouve aucun péché, lorsqu'elles sont déchargées endéans les deux mois, sauf bien entendu quelques cas exceptionnels, où les circonstances exigent que la messe soit dite de suite. C'est après avoir établi ces points que le Saint fait observer que celui qui donne ses messes à une communauté, où il y a beaucoup de prêtres, est présumé vouloir qu'elles soient célébrées plus tôt.

(2) Nous avons rapporté cette décision ci-dessus, pag. 21, note 1, en lui assignant, avec S. Alphonse, la date de 1655. Il est impossible de la rapporter à l'année 1755. Lambertini, Archevêque de Bologne, depuis Benoît XIV, pouvait-il citer, dans ses Ordonnances épiscopales, une dé-

DUBIA :

I. An et quomodo annuendum sit Episcopi T. precibus in casu?

II. An et quomodo annuendum sit Archiepiscopi L. precibus in casu?

III. An et quomodo concedenda sit superiori T. provinciæ B. sanatio et absolutio quoad præteritum pro Missis tam celebratis quam celebrandis in casu?

IV. An et quomodo annuendum sit ejusdem superioris precibus?

V. An et quomodo sustineatur Decretum Episcopi C. absolute prohibens Sacerdotibus suæ diœcesis ne libros vel diaria religiosa pro Missis celebrandis vel celebratis recipiant?

VI. An et quomodo improbandi sint moderatores vel administratores diariorum religiosorum, qui sacerdotibus Missas celebrandas committunt, retento ex earum eleemosynis pretio diariis ipsis respondente in casu?

Et quatenus affirmative :

VII. An et quomodo concedenda sit sanatio et absolutio quoad præteritum, et facultas quoad futurum, iis religiosarum Ephemeridum moderatoribus vel administratoribus, qui supplicem ea de re huic S. Congregationi libellum dederunt in casu?

Resolutio. Sacra Congregatio Concilii rebus mature perpensis respondit :

Ad I. Affirmative : Commonefactis oblatoribus de translatione, de dilatione celebrationis Missarum, ac de usu excedentis eleemosynæ facto verbo cum SSmo.

Ad II. Affirmative ad decennium : a die et ad formam præcedentis indulti et ad mentem (Mens est quod scribatur Archiepiscopo

cision qui n'eût été rendue qu'à la fin de son pontificat? Une erreur typographique se sera glissée dans le recueil des *Institutions* de Benoît XIV; et de là sera passée dans les ouvrages qui ont emprunté cette décision aux *Institutions* de Benoît XIV.

ut elapso decennio moneantur oblatores), facto verbo cum SSmo.

Ad III. Affirmative ; celebrata una Missa cum cantu, adsistente universa communitate ; facto verbo cum SSmo.

Ad IV. Negative, nisi agatur de Missis sponte oblatis, monitis oblatoribus ut in primo dubio, facto verbo cum SSmo.

Ad V. Reformato dubio : *An et quomodo respondendum sit Episcopo C. in casu ?* Negative in omnibus ad utrumque.

Ad VI. Negative : dummodo nihil detrahatur fundatorum vel oblatorum voluntati circa stipendii quantitatem, locum, ac tempus celebrationis Missarum, exclusa quacumque studiosa collectione Missarum, et docto cui de jure de sequuta Missarum celebratione, facto verbo cum SSmo.

Ad VII. Provisum in præcedenti : et attentis peculiaribus circumstantiis pro gratia dilationis celebrationis, non ultra tamen sex menses, facto verbo cum SSmo.

III.

Dans les décisions que nous venons de publier, nous voyons que la S. Congrégation du Concile refusa de répondre aux deux doutes qui lui étaient présentés par l'Evêque de *. Si l'auteur de la communication adressée aux *Annales catholiques* de M. Chantrel ne s'est pas trompé [1], la S. Congrégation aurait résolu ces deux doutes à deux reprises différentes dans le courant de 1875. Voici, en effet, la décision que nous y lisons, tom. XIV, pag. 386, n° du 13 novembre 1875.

Die 30 augusti 1875. Sacra Congregatio Eminentissimorum S. R. E. Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum, perlectis

(1) Les savants rédacteurs de l'excellente publication Romaine : *Acta Sanctæ Sedis in compendium opportune redacta*, étant à la source, pourraient nous renseigner sur ce point. Si la décision, que nous rapportons ici, n'est pas exactement reproduite, nous les prions de la démentir.

ac perpensis suprascriptis precibus, rescribendum censuit : Dentur relativæ resolutiones in Tarbien et aliarum diei 24 aprilis 1875.

Resolutiones vero quæ casui in precibus exposito apprime respondent, habentur in responsione ad sequentia dubia, nempe.

I. An illicite agant ii, qui, cum non sint bibliopolæ vel mercatores, vel aliter missarum celebrandarum quæsitores, verum ecclesiastici viri, quibus sponte a fidelibus eleemosynæ missarum traduntur, quique ad bonos libros, vel diaria religiosa evulganda, eas celebrare offerunt sacerdotibus, ut inde hi accipiant, stipendii loco, libros vel ephemerides?

II. An illicite agant hujusmodi sacerdotes, qui vel eis oblatas a supradictis ecclesiasticis missas acceptant, vel ipsi eas petunt celebrandas, ut inde queant pro missis jam celebratis, earum stipendii loco, libros vel diaria acceptare vel petere ; cum ipsi aliunde sciant, aut sibi persuadeant, aliter non obtenturos easdem missas pro effectiva eleemosyna celebrandas?

Quibus dubiis S. Congregatio in generalibus comitiis habitis supradicta die 24 aprilis 1875 respondit : *Negative in omnibus ad utrumque.*

P. Card. CATERINI, Præf.

DÉCISIONS DE LA S. CONGRÉGATION DES RITES.

I.

LE PRÊTRE QUI NE DIT QU'UNE MESSE LE JOUR DE NOËL, DOIT PRENDRE CELLE QUI CONVIENT A L'HEURE OU IL CÉLÈBRE.

C'était une question très-controversée parmi les Théologiens et les Liturgistes de savoir quelle messe devait réciter le prêtre qui ne célébrait qu'une seule fois le jour de Noël.

Les uns, avec Diana [1], Suarez [2] et Ugolinus [3], lui laissent pleine liberté de choisir celle qu'il préfère. Saint Alphonse paraît aussi de cet avis, en disant : « Si autem quis unam missam celebrare vellet in tali die, nulla apparet ratio, ut recte ait P. Concina, cur primam potius quam alias celebrare debeat [4]. »

D'autres, comme Reiffenstuel [5], tout en donnant au célébrant la faculté de dire la messe qu'il préfère, déclarent qu'il vaut mieux choisir la troisième : « Si voluerit dicere tantum unam, *écrit cet auteur*, dicat quam maluerit, sed melius leget tertiam, utpote cujus oratio concordat Officio diei. »

Gavantus limitait le choix du célébrant à la première ou à la troisième messe, et alléguait le même motif que Reiffenstuel pour donner la préférence à la troisième ; « Certe, *dit-il*, qui unam tantum facit, vel primam, vel tertiam facere debet ;

(1) *Resolutiones morales*, tom. II, tract. I, resol. 97.
(2) *Tom III in 3 part.*, disp. LXXX, sect. 4.
(3) *Tractatus de officio et potestate Episcopi*, cap. XVI, n. 5.
(4) *Theologia moralis*, lib. VI, n. 343.
(5) *Theologia moralis*, tract. XIV, dist. V, n. 112.

et tertiam potius, cujus oratio cum Officio concordat [1]. » Bauldry semble du même avis : « Si quis, *dit-il*, unam tantum missam rationabili de causa celebrat, convenit ut tertiam celebret, quæ maxime est de die, habens orationem ipsi diei propriam ; potest tamen dicere primam, maxime si celebret in nocte [2]. »

Lohner se prononçait absolument pour la troisième, se fondant sur le motif de Gavantus et Reiffenstuel [3].

D'autres enfin voulaient que le célébrant dît la messe qui correspond à l'heure de la célébration. C'était l'avis d'Alasia[4] et de Romsée[5]. La Rubrique du Missel paraît certainement favorable à ce sentiment. En effet, nous y lisons : « Prima missa dicitur in nocte, secunda in aurora, tertia in die. »

C'est ce dernier sentiment que la S. Congrégation des Rites vient de consacrer par la décision suivante :

ORDINIS CARTHUSIANORUM.

Rmus Pater hodiernus Procurator Generalis Ordinis Carthusianorum a Sacra Rituum Congregatione humiliter declarari petiit : An sacerdos, qui die Natalis Domini unam missam celebret, legere teneatur missam horæ congruentem, scilicet primam ante auroram (ex privilegio) ; secundam, si in aurora ; tertiam, si post auroram celebrat ; an vero absolute legere debeat tertiam, quæ cum officio canonico magis convenit, prout in quibus-

(1) *Thesaurus sacrorum Rituum*, part. IV, titul. III, n. 6.

(2) *Manuale Sacrarum Cæremoniarum*, part. IV, cap. II, n. 36.

(3) *Instructio practica de SS. Missæ sacrificio*, part. IV, titul. VII, n. 3.

(4) *Commentaria Theologiæ moralis*, de Eucharistia, diss. II, cap. IV, n. 2.

(5) *Praxis divini officii*, artic. II, n. XIII, quær. 4°.

dam kalendariis præfertur, ubi legitur : « Qui unam missam celebrat, tertiam legat cum evangelio Epiphaniæ in fine ? »

Sacra vero Congregatio, audita relatione ab infrascripto Secretario facta, re mature accurateque perpensa, rescribendum censuit : *Sacerdos, qui unam tantum missam celebrat, legat missam, quæ* respondeat circiter horæ juxta Rubricas peculiares ejusdem diei. Atque ita rescripsit et servari mandavit. Die 19 junii 1875.

C. Episc. Ostien. et Velitern. Card. PATRIZI,

S. R. C. Præfectus.

Loco ✝ sigilli. Plac. Ralli S. R. C. Secretarius.

II.

NUCERINA PAGANORUM.

Rmus D. Raphaël Ammirante Episcopus Nucerinus Paganorum exposuit, in quadam Collegiata Diœceseos suæ adesse obligationem celebrandi per annum nonnulla funera quæ sunt applicanda pro benefactoribus, quumque ipsa nullam habeant fixam diem, persolvuntur, quando per ritum diei fas est. In his dicitur cum cantu Missa, quæ est de quotidianis. Plurimæ vero quum exortæ sint controversiæ circa hanc Missam, præfatus Episcopus insequentia dubia Sacrorum Rituum Congregationi solvenda proposuit, nimirum :

Dubium I. Utrum in hac Missa solemni dici debeant tres Orationes uti jacent in Missis quotidianis, sine ulla mutatione ?

Dubium II. Utrum liceat vel debeat mutari secunda Oratio cum illa, quæ post Missas quotidianas, inter diversas reperitur, signata N. 11, vel 12 ?

Dubium III. Utrum hæc tantum Oratio signata N. 11, vel 12, dicenda sit ?

Dubium IV. Quum sermo sit de eisdem Missis quotidianis cum cantu celebrandis, estne eadem regula servanda, quando funus celebratur pro uno defuncto, vel una defuncta, circa numerum et mutationem secundæ Orationis ?

Dubium V. Quum dies anniversaria obitus vel depositionis alicujus defuncti sit dies privilegiata æque ac dies 3ª et 7ª vel 30ª, potestne in Missa, quæ celebratur solemniter in die anniversaria, dici nomen defuncti vel defunctæ, uti fit in die 3ª, 7ª et 30ª?

Dubium VI. Quum fiat funus cum aliqua solemnitate, potestne in Missis quotidianis dici nomen defuncti vel defunctæ, quando mutatur secunda Oratio ?

Dubium VII. Quum celebrationem Missæ solemnis præcedat frequenter recitatio Officii defunctorum, potestne in Oratione, quæ dicitur in die Anniversaria, addi nomen defuncti vel defunctæ ?

Sacra vero Congregatio, referente infrascripto Secretario, propositis dubiis respondendum censuit :

Ad I, II et III. In Missis quotidianis de *Requie*, quæ solemniter cantantur, una tantum Oratio dicenda (excepta prima die mensis et Feria II); et in casu solum illa signata N. 11, vel 12 uæ est pro pluribus defunctis ; et dentur Decreta in una Ordinis Minorum Sancti Francisci de Observantia diei 16 Aprilis 1853 ad XXI [1], et in una Briocen diei 12 Augusti 1854 ad XII [2].

Ad IV. Provisum in responsione superiori, et Oratio conveniens esse debet personæ, aut personis pro quibus celebratur.

Ad V, VI et VII. Orationes in quibus Littera N. non invenitur tam in Missa quam in Officio sine nomine legendæ, et dentur De-

(1) Voici ce décret : « An quoties Missa *de Requie* quotidiana decantatur cum diacono et subdiacono, una tantum oratio in ea dicenda sit (excepta prima die mensis et feria secunda), vel requiratur etiam concursus et pompa exterior, uti opinatur Cavalieri explicans illud *solemniter* rubricæ Missalis, Titul. V, n. 3 ? R. Affirmative ad primam partem ; negative ad secundam. » Gardellini, *Decreta authentica Congregationis sacrorum Rituum*, n. 5183, Append. II, pag. 169.

(2) Le voici : « Utrum secunda oratio semper mutari possit et ejus loco dici oratio pro defuncto aut defuncta ? Ratio dubitandi est, quia decretum Aquen fert : aliquando pro illa *Deus veniæ largitor*, impune subrogabitur alia v. g. pro patre et matre ? R. Unicam orationem dicendam in Missa *de Requie* cum cantu pro anima illius, quam designat eleemosynam exhibens. » Gardellini, n. 5208, *Ibid.*, pag. 181 et 182.

creta in una Viglevanen diei 7 Aprilis 1832 [1] et in una S. Marci diei 22 Martii 1862 [2].

Atque ita respondit et servari mandavit. Die 19 Junii 1875.

C. Episcopus Ostien. et Velitern. Card. PATRIZI
S. R. C. Præfectus.

Loco † sigilli.

Plac. Ralli S. R. C. Secretarius.

(1) Voici la réponse qu'elle donna à la demande d'un chanoine de Vigevano sur ce point : « Oratio, *Inclina Domine*, legenda sine nomine, uti jacet in Breviario et Missali Romano, citra tamen probationem consuetudinis dicendi has preces post Laudes, quæ juxta Rubricas dicendæ forent post Primam. Et ita censuit, ac servari mandavit. » Gardellini, *Ibid.*, n. 4687, Append. 1, pag. 113.

(2) Le voici : « In recitandis orationibus pro defunctis, videlicet : *Deus Indulgentiarum etc.*, *Inclina Domine etc.*, potestne superaddi nomen et titulus defuncti ? R. Negative. » Gardellini, *Ibid.*, n. 5318, pag. 52 et 53.

LETTRE PASTORALE DES ÉVÊQUES DE LA PROVINCE ECCLÉSIASTIQUE DE QUÉBEC (CANADA).

« *Nous, par la miséricorde de Dieu et la grâce du Saint-Siége Apostolique, Archevêque, Evêques et Administrateur des diocèses de la Province Ecclésiastique de Québec, au clergé séculier, et à tous les fidèles de la Province, Salut et bénédiction en Notre-Seigneur.*

Pour remplir notre devoir de Pasteurs, nous venons, Nos Très-Chers frères, vous adresser la parole sur plusieurs questions importantes que diverses circonstances ont fait surgir.

I. — POUVOIRS DE L'ÉGLISE.

Quiconque veut être sauvé, dit le Symbole de saint Athanase, *doit tenir la foi catholique : quicumque vult salvus esse, necesse est ut teneat catholicam fidem.* Et pour arriver à la connaissance certaine de cette foi, *sans laquelle il est impossibile de plaire à Dieu, sine fide impossible est placere Deo* (Heb. XI, 6), il faut écouter l'Eglise dans laquelle J.-C. lui-même enseigne, et hors de laquelle on ne peut trouver qu'erreur, doute et incertitude, car elle est *l'Eglise du Dieu vivant, la colonne et le soutien de la vérité : Ecclesia Dei vivi, columna et firmamentum veritatis* (I Tim. III, 15). Elle a reçu mission *d'enseigner à toutes les nations tous les commandements de Jésus-Christ : Docete omnes gentes servare omnia quæcumque mandavi vobis* (Mat. XXVIII, 20).

Pour remplir cette sublime et difficile mission, il fallait que l'Eglise fût constituée par son divin fondateur sous forme de société parfaite en elle-même, distincte et indépendante de la société civile.

Une société quelconque ne peut subsister si elle n'a des lois, et par conséquent des législateurs, des juges et une puissance propre

de faire respecter ses lois; l'Eglise a donc nécessairement reçu de son fondateur autorité sur ses enfants pour maintenir l'ordre et l'unité. Nier cette autorité, ce serait nier la sagesse du Fils de Dieu. Subordonner cette autorité à la puissance civile, ce serait donner raison à Néron et à Dioclétien contre ces millions de chrétiens qui ont mieux aimé mourir que de trahir leur foi ; ce serait donner raison à Pilate et à Hérode contre Jésus-Christ lui-même !

Non-seulement l'Eglise est indépendante de la société civile, mais elle lui est supérieure, par son origine, par son étendue et par sa fin.

Sans doute la société civile a sa racine dans la volonté de Dieu, qui a réglé que les hommes vivraient en société ; mais les formes de la société civile varient avec les temps et les lieux ; l'Eglise est née du sang d'un Dieu sur le Calvaire, elle a reçu directement de sa bouche son immuable constitution et nulle puissance sur la terre ne peut en altérer la forme.

Une société civile n'embrasse qu'un peuple ; l'Eglise a reçu en domaine la terre entière; Jésus-Christ lui a donné mission *d'enseigner toutes les nations ; docete omnes gentes* (Mat. XXVIII, 20) ; l'Etat est donc dans l'Eglise, et non pas l'Eglise dans l'Etat.

La fin de l'Eglise est le bonheur éternel des âmes, fin suprême et dernière de l'homme ; la société civile a pour fin le bonheur temporel des peuples. Par la nature même des choses, la société civile se trouve *indirectement*, mais véritablement, subordonnée ; car non-seulement elle doit s'abstenir de tout ce qui peut mettre obstacle à la fin dernière et suprême de l'homme, mais encore, elle doit aider l'Eglise dans sa mission divine et au besoin la protéger et la défendre. Et d'ailleurs n'est-il pas évident que le bonheur même temporel des peuples dépend de la vérité, de la justice, de la morale, et par conséquent de toutes ces vérités dont le trésor est confié à l'Eglise? L'expérience des cent dernières années nous apprend qu'il n'y a plus ni repos, ni stabilité, pour les peuples qui ont secoué le joug de la religion dont l'Eglise est la seule véritable gardienne.

Cette subordination n'empêche point que ces sociétés ne soient distinctes à cause de leurs fins et indépendantes chacune dans sa sphère propre. Mais du moment qu'une question touche à la foi ou à la morale ou à la constitution divine de l'Eglise, à son indépendance, ou à ce qui lui est nécessaire pour remplir sa mission spirituelle, c'est à l'Eglise seule à juger ; car à elle seule Jésus-Christ a dit : *Tout pouvoir m'a été donné dans le ciel et sur la terre... Comme mon Père m'a envoyé, ainsi je vous envoie... Allez donc enseigner toutes les nations... Celui qui vous écoute m'écoute moi-même, et celui qui vous méprise me méprise, et celui qui me méprise méprise celui qui m'a envoyé... : Celui qui n'écoute pas l'Eglise mérite d'être considéré comme un païen et un publicain*, c'est-à-dire comme indigne d'être appelé son enfant (S. Mat. XXVIII, 18 et 19 ; S. Luc, X, 16 ; S. Jean, XX, 21 ; Mat. XVIII, 17.).

Mais en revendiquant ainsi les droits de l'Eglise catholique sur ses enfants, nous ne prétendons nullement envahir ou entraver les droits civils de nos frères séparés, avec lesquels nous serons toujours heureux de conserver les meilleurs rapports dans l'avenir, comme dans le passé. Les principes que nous exposons ne sont pas nouveaux ; ils sont aussi anciens que l'Eglise elle-même. Si nous les rappelons aujourd'hui, c'est que certains catholiques paraissent les avoir mis en oubli.

II. — CONSTITUTION DE L'EGLISE.

Le pouvoir de législater et de juger dans l'Eglise existe au suprême degré dans le Souverain Pontife, le successeur de saint Pierre, à qui Jésus-Christ a confié les clefs du royaume des cieux et ordonné de confirmer ses frères.

Les Conciles généraux convoqués, présidés et confirmés par le Pape ont ce même pouvoir.

Les Evêques ont été établis par le Saint-Esprit pour régir l'Eglise de Dieu : Spiritus Sanctus posuit Episcopos regere Ecclesiam Dei (Act. XX, 28) ; ils ont dans leurs diocèses respectifs pouvoir d'enseigner, de commander, de juger ; pouvoir néanmoins subordonné à celui du Chef de l'Eglise, en qui seul réside la plénitude

de la puissance apostolique et l'infaillibilité doctrinale. Prêtres et laïques doivent aux Evêques la docilité, le respect, l'obéissance.

Chaque prêtre, à son tour, lorsqu'il a reçu de son Evêque la mission de prêcher et d'administrer les secours spirituels à un certain nombre de fidèles, a un droit rigoureux au respect, à l'amour et à l'obéissance de ceux dont les intérêts spirituels sont confiés à sa sollicitude pastorale.

Tel est le plan divin de cette Eglise catholique que Jésus-Christ a revêtue de sa puissance ; telle est cette Hiérarchie Ecclésiastique qui, dans son ensemble admirable, nous montre une société parfaitement organisée et capable d'atteindre sûrement sa fin, qui est le salut éternel de chacun de ses innombrables enfants, *de toute tribu, de toute langue, de tout peuple et de toute nation : ex omni tribu, et lingua, et populo et natione* (Apoc. V, 9).

III. — LE LIBÉRALISME CATHOLIQUE.

Le libéralisme catholique, dit Pie IX, est l'ennemi le plus acharné et le plus dangereux de la divine constitution de l'Eglise. Semblable au serpent qui se glisse dans le Paradis terrestre pour tenter et faire déchoir la race humaine, il présente aux enfants d'Adam l'appât trompeur d'une certaine liberté, d'une certaine science qui aboutissent à la mort. Il tente de se glisser imperceptiblement dans les lieux les plus saints ; il fascine les yeux les plus clairvoyants ; il empoisonne les cœurs les plus simples, pour peu que l'on chancelle dans la foi à l'autorité du Souverain-Pontife.

Les partisans de cette erreur subtile concentrent toutes leurs forces pour briser les liens qui unissent les peuples aux Evêques et les Evêques au Vicaire de Jésus-Christ. Ils applaudissent à l'autorité civile chaque fois qu'elle envahit le sanctuaire ; ils cherchent par tous les moyens à induire les fidèles à tolérer, sinon à approuver, des lois iniques. Ennemis d'autant plus dangereux que souvent, sans même en avoir la conscience, ils favorisent les doctrines les plus perverses, que Pie IX a si bien caractérisées en les appelant *une conciliation chimérique de la vérité avec l'erreur*.

Le libéral catholique se rassure parce qu'il a encore certains principes catholiques, certaines pratiques de piété, un certain fond de foi et d'attachement à l'Eglise, mais il ferme soigneusement les yeux sur l'abîme creusé dans son cœur par l'erreur qui le dévore en silence. Il vante encore à tout venant ses convictions religieuses et se fâche quand on l'avertit qu'il a des principes dangereux : il est peut-être sincère dans son aveuglement, Dieu seul le sait! Mais à côté de toutes ces belles apparences, il y a un grand fond d'orgueil qui lui laisse croire qu'il a plus de prudence et de sagesse que ceux à qui le Saint-Esprit donne mission et grâce pour enseigner et gouverner le peuple fidèle : on le verra censurer sans scrupule les actes et les documents de l'autorité religieuse la plus élevée. Sous prétexte d'enlever la cause des dissensions et de concilier avec l'évangile les progrès de la société actuelle, il se met au service de César et de ceux qui inventent de prétendus droits en faveur d'une fausse liberté : comme si les ténèbres pouvaient coexister avec la lumière, et comme si la vérité ne cessait pas d'être la vérité dès qu'on lui fait violence, en la détournant de sa véritable signification et en la dépouillant de cette immutabilité inhérente à sa nature !

En présence de cinq Brefs Apostoliques qui dénoncent *le libéralisme catholique* comme absolument incompatible avec la doctrine de l'Eglise, quoiqu'il ne soit pas encore formellement condamné comme hérétique, il ne peut plus être permis en conscience d'être *un libéral catholique*.

IV. — LA POLITIQUE CATHOLIQUE.

Un des plus puissants génies qui aient paru sur la terre, saint Thomas d'Aquin, a défini *la loi* en général : « Quædam rationis « ordinatio ad bonum commune et ab eo qui curam communitatis « habet, promulgata. » La loi est un règlement dicté par la raison pour le bien commun et promulgué par celui qui a le soin de la société.

L'Eglise catholique reconnaît dans cette courte définition tous les traits d'une politique chrétienne.

Le bien commun en est la fin unique et suprême.

La raison doit être la source de la loi. La raison, c'est-à-dire la conformité des moyens à employer, non-seulement avec la fin à atteindre, mais aussi avec la justice et la morale : la raison, et non pas l'esprit de parti, non pas l'intention de se maintenir au pouvoir, non pas la volonté de nuire au parti opposé.

L'autorité qui impose la loi est ici admirablement définie. Le Saint-Esprit nous la représente souvent comme portant le glaive et prête à frapper quiconque refuse de lui rendre honneur, crainte et tribut ; c'est ainsi qu'elle doit apparaître aux peuples, *comme ministre des vengeances de Dieu contre ceux qui font le mal ; Dei minister est, vindex in iram ei qui malum agit* (Rom. XIII, 4). Mais notre saint Docteur, considérant l'autorité dans la personne qui en est revêtue, lui trace ses devoirs en même temps qu'il définit ses droits : « A vous, ô princes, ô législateurs, a été confié « le soin de la société : *qui curam societatis habet :* ce n'est pas « pour contenter votre ambition, votre soif des honneurs et des « richesses, que l'autorité vous a été donnée : c'est une charge, « une obligation, un devoir qui vous est imposé. »

Politique vraiment divine ! Oh ! qu'elle laisse bien loin derrière elle cette fausse et souverainement déraisonnable politique, qui fait des plus graves intérêts d'un peuple comme un jouet d'enfant avec lequel des partisans aveugles cherchent à s'amuser, à s'enrichir, à se supplanter mutuellement !

Loin de nous la pensée de méconnaître les avantages du régime constitutionnel considéré en lui-même, et par conséquent l'utilité de ces distinctions de partis, qui se tiennent les uns les autres en échec pour signaler et arrêter les écarts du pouvoir. Ce que nous déplorons, ce que nous condamnons, c'est l'abus que l'on en fait ; c'est la prétention que la politique, réduite aux mesquines et ridicules proportions d'intérêts de parti, devienne *la règle suprême* de toute administration publique, que *tout* soit *pour le parti* et rien pour le *bien commun ;* rien pour *cette société dont on a le soin.* Ce que nous condamnons encore, c'est que l'on se permette de dire et d'oser tout ce qui peut servir au triomphe d'un parti. *Prêtez l'oreille à mes paroles*, dit le Saint-Esprit

(Sagesse VI), *vous qui gouvernez la multitude, considérez que vous avez reçu la puissance du Très-Haut, qui interrogera vos œuvres, scrutera même vos pensées ; parce qu'étant les ministres de son royaume vous n'avez pas gardé la loi de la justice ni marché selon sa volonté. Aussi viendra-t-il à vous d'une manière effroyable pour vous juger avec une extrême rigueur.*

V. — LE ROLE DU CLERGÉ DANS LA POLITIQUE.

Des hommes qui veulent vous tromper, Nos Très-Chers Frères, vous répètent que la religion n'a rien à voir dans la politique ; qu'il ne faut tenir aucun compte des principes religieux dans la discussion des affaires publiques ; que le clergé n'a de fonctions à remplir qu'à l'église et à la sacristie, et que le peuple doit en politique pratiquer l'indépendance morale !

Erreurs monstrueuses, Nos Très-Chers Frères, et malheur au pays où elles viendraient à prendre racine ! En excluant le clergé, on exclut l'Eglise, on se prive de tout ce qu'elle renferme de salutaire et d'immuable, Dieu, la morale, la justice, la vérité, et quand on a fait main basse sur tout le reste, on n'a plus à compter qu'avec la force !

Tout homme qui a son salut à cœur doit régler ses actes selon la loi divine, dont la religion est l'expression et la gardienne. Qui ne comprendra quelle justice et quelle rectitude règneraient partout, si les gouvernants et les peuples avaient toujours devant les yeux cette loi divine qui est l'équité même, et ce jugement formidable qu'ils auront à subir un jour devant celui au regard et au bras de qui personne ne saurait échapper ? Les plus grands ennemis du peuple sont donc ceux qui veulent bannir la religion de la politique ; car sous prétexte d'affranchir le peuple de ce qu'ils appellent la *tyrannie du prêtre*, *l'influence indue du prêtre*, ils préparent à ce même peuple les chaînes les plus pesantes et les plus difficiles à secouer : ils mettent la force au-dessus du droit et ôtent à la puissance civile le seul frein moral qui puisse l'empêcher de dégénérer en despotisme et en tyrannie !

On veut reléguer le prêtre dans la sacristie !

Pourquoi ? Est-ce parce qu'il a puisé dans ses études des notions saines et certaines sur les droits et les devoirs de chacun des fidèles confiés à ses soins ? Est-ce parce qu'il sacrifie ses ressources, son temps, sa santé, sa vie même pour le bien de ses semblables ?

N'est-il pas citoyen au même titre que les autres ? Eh quoi ! le premier venu peut écrire, parler et agir ; on voit quelquefois affluer vers un comté, ou une paroisse, des étrangers qui viennent pour y faire prévaloir leurs opinions politiques ; seul le prêtre ne pourra parler ni écrire ! il sera permis à quiconque le veut de venir dans une paroisse débiter toutes sortes de principes, et le prêtre qui est au milieu de ses enfants, n'aura aucun droit de parler, aucun droit de protester contre les énormités qu'on leur apporte !

Tel qui aujourd'hui crie très-fort que le prêtre n'a rien à voir dans la politique, trouvait naguère cette influence salutaire ; tel qui nie aujourd'hui la compétence du clergé dans ces questions exaltait jadis la sûreté de principes que donne à un homme l'étude de la morale chrétienne ! D'où vient ce changement, sinon de ce que l'on sent agir contre soi cette influence que l'on a la conscience de ne plus mériter !

Sans doute, N. T.-C. F., l'exercice de tous les droits de citoyen par un prêtre n'est pas toujours opportun, il peut même avoir ses inconvénients et ses dangers ; mais il ne faut pas oublier que c'est à l'Eglise seule qu'il appartient de donner à ses ministres les instructions qu'elle juge convenables, et à reprendre ceux qui s'en écartent, et les Evêques de cette province n'ont pas manqué à leur devoir sur ce point.

Jusqu'ici, nous avons considéré le prêtre comme citoyen et, parlant politique en son propre et privé nom, comme tout autre membre de la société civile.

Y a-t-il des questions où l'Évêque et le prêtre puissent, et même quelquefois doivent intervenir au nom de la religion ?

Nous répondons sans hésitation : Oui, il y a des questions politiques qui touchent aux intérêts spirituels des âmes, soit parce qu'elles ont rapport à la foi ou à la morale, soit parce

qu'elles peuvent affecter la liberté, l'indépendance ou l'existence de l'Eglise, même sous le rapport temporel.

Il peut se présenter un candidat dont le programme soit hostile à l'Eglise, ou bien dont les antécédents soient tels que sa candidature soit une menace pour ces mêmes intérêts.

De même un parti politique peut être jugé dangereux, non-seulement par son programme et par ses antécédents, mais encore par les programmes et les antécédents particuliers de ses chefs, de ses principaux membres et de sa presse, si ce parti ne les désavoue point et ne se sépare définitivement d'eux dans le cas où ils persistent dans leur erreur après en avoir été avertis.

Dans ces cas, un catholique peut-il, sans renier sa foi, sans se montrer hostile à l'Eglise dont il est membre, un catholique peut-il, disons-nous, refuser à l'Eglise le droit de se défendre, ou plutôt de défendre les intérêts spirituels des âmes qui lui sont confiées? Mais l'Eglise parle, agit et combat par son clergé, et refuser ces droits au clergé, c'est les refuser à l'Eglise.

Alors le prêtre et l'évêque peuvent en toute justice et doivent en toute conscience élever la voix, signaler le danger, déclarer avec autorité que voter en tel sens est un péché, que faire tel acte expose aux censures de l'Eglise. Ils peuvent et doivent parler non-seulement aux électeurs et candidats, mais même aux autorités constituées, car le devoir de tout homme qui veut sauver son âme est tracé par la loi divine ; et l'Eglise, comme une bonne mère, doit à tous ses enfants, de quelque rang qu'ils soient, l'amour, et, par conséquent, la vigilance spirituelle. Ce n'est donc point convertir la chaire en tribune politique que d'éclairer la conscience des fidèles sur toutes ces questions où le salut se trouve intéressé.

Sans doute, N. T.-C. F., de semblables questions ne se présentent pas tous les jours ; mais le droit n'en est pas moins certain.

Il est évident, par la nature même de la question, qu'à l'Eglise seule doit appartenir l'appréciation des circonstances où il faut ainsi élever la voix en faveur de la foi et de la morale chrétienne.

L'on objectera peut-être que le prêtre est exposé, comme tout

homme, à dépasser la limite qui lui est assignée, et qu'alors c'est à l'Etat à le faire rentrer dans le devoir.

A cela nous répondrons d'abord que c'est faire gratuitement injure à l'Eglise entière que de supposer qu'il n'y a pas dans sa hiérarchie un remède à l'injustice ou à l'erreur d'un de ses ministres. En effet l'Eglise a ses tribunaux régulièrement constitués, et si quelqu'un croit avoir droit de se plaindre d'un ministre de l'Eglise, ce n'est pas au tribunal civil qu'il doit le citer, mais bien au tribunal ecclésiastique, seul compétent à juger la doctrine et les actes du Prêtre. Voilà pourquoi Pie IX, dans sa bulle *Apostolicæ Sedis*, octobre 1869, déclare frappés d'une excommunication majeure ceux qui obligent directement ou indirectement les juges laïques à citer devant leur tribunal les personnes ecclésiastiques, contre les dispositions du droit canonique.

En second lieu, quand l'Etat envahira les droits de l'Eglise, foulera aux pieds ses priviléges les plus sacrés, comme cela arrive aujourd'hui en Italie, en Allemagne et en Suisse, ne serait-ce pas le comble de la dérision que de donner à ce même Etat le croit de bâillonner sa victime ?

En troisième lieu, si l'on pose en principe qu'un pouvoir n'existe pas, parce qu'il peut arriver que quelqu'un en abuse, il faudra nier tous les pouvoirs civils, car tous ceux qui en sont revêtus sont faillibles.

VI. — LA PRESSE ET SES DEVOIRS.

Dans notre siècle, la presse joue un rôle dont on ne peut se dissimuler l'importance pour le bien comme pour le mal. L'Eglise ne saurait demeurer spectatrice indifférente de ces luttes journalières qui se font soit dans les livres, soit dans les journaux. Ces écrits que la presse éternise en quelque sorte et jette aux quatre vents du ciel, sont bien autrement féconds, pour l'édification ou le scandale, qu'une parole presqu'aussitôt oubliée qu'entendue par un petit nombre d'auditeurs. Honneur et gloire à ces écrivains catholiques qui se proposent avant tout de protéger et de défendre la vérité ; qui approfondissent avec un soin scrupuleux les question simportantes qu'ils sont appelés à traiter ! Mais que répon-

dront au Souverain-Juge les écrivains pour qui la politique telle qu'ils l'entendent, c'est-à-dire, l'intérêt de leur parti, est la règle suprême ; qui ne tiennent pas compte de l'Eglise ; qui voudraient faire de cette Epouse du Christ la vile esclave de César ; qui négligent ou même méprisent les avis de ceux que Jésus-Christ a chargés d'enseigner les vérités de la religion ?

Les devoirs de la presse, tels que tracés par notre dernier Concile de Québec, peuvent se résumer ainsi : 1° Traiter toujours ses adversaires avec charité, modération et respect, car le zèle pour la vérité ne saurait excuser aucun excès de langage ; 2° juger ses adversaires avec impartialité et justice, comme on voudrait être jugé soi-même ; 3° ne point se hâter de condamner avant d'avoir bien examiné toutes choses ; 4° prendre en bonne part ce qui est ambigu ; 5° éviter les railleries, les sarcasmes, les suppositions injurieuses à la réputation, les accusations mal fondées, l'imputation d'intentions que Dieu seul connaît.

Ce que l'Eglise n'a point condamné, on peut bien le combattre, mais non pas le mal noter.

Quand il s'agit des autorités ecclésiastiques ou civiles, le langage doit toujours être convenable et respectueux.

Il ne faut pas traduire devant le tribunal incompétent de l'opinion publique des établissements dont les Evêques sont les protecteurs et les juges naturels.

Ajoutons que le prêtre, et à plus forte raison l'Evêque, dans l'exercice de son ministère, n'est pas justiciable de l'opinion publique, mais de ses seuls supérieurs hiérarchiques. Si quelqu'un croit avoir le droit de se plaindre, il peut toujours le faire devant ceux qui ont droit de lui rendre justice ; du prêtre on peut appeler à l'Evêque, de celui-ci à l'Archevêque et de l'Archevêque au Souverain-Pontife ; mais il ne peut jamais être permis de répéter sur les journaux les mille et mille bruits que les excitations politiques font surgir comme les vagues d'une mer en furie.

Il ne faut pas non plus oublier que si les lois particulières faites par un Evêque n'obligent pas en dehors de son diocèse, les principes qu'il expose dans ses lettres pastorales sont de tous les temps et de tous les lieux. Si quelqu'un, ecclésiastique ou laïque,

se croit en droit de ne pas écouter la voix d'un pasteur qui n'est pas le sien, il n'a pas le droit pour cela de le critiquer et de le juger.

VII. — DU SERMENT.

Le nom de Dieu est saint et terrible (Ps. CX, 9) ; il ne doit être prononcé qu'avec le plus profond respect, et *le Seigneur ne tiendra pas pour innocent celui qui aura pris en vain le nom du Seigneur son Dieu* (Exode, XX, 7).

Il est encore écrit dans nos livres saints : *Vous ferez serment en disant : Vive le Seigneur, mais que ce soit avec vérité, avec discrétion, avec justice* (Jérémie, IV, 2).

Le serment est un acte de religion, et, par conséquent, il appartient avant tout à l'Eglise, qui seule a mission pour en définir et en exposer la nature et les conditions.

Dans tout serment il y a deux parties distinctes : *l'affirmation* de quelque fait, ou de quelque volonté ; *l'invocation de Dieu* comme témoin de la vérité de ce fait ou de cette volonté. Cette affirmation prend le nom de *formule* quand les expressions en sont déterminées par autorité, mais au fond, cette diversité de nom ne change rien à la nature même de cette partie du serment.

Tout dépend de la conformité de cette affirmation ou formule avec la vérité telle que connue par celui qui prête serment.

Si l'affirmation ou la formule est vraie dans toutes ses parties, le serment est bon et vrai.

Il y a parjure du moment que dans l'affirmation ou la formule il se trouve quelque chose de faux connu comme tel par celui qui prête le serment. Quand même dans votre affirmation ou formule il y aurait un millier de vérités, si vous y mêlez sciemment un seul mot qui ne soit pas vrai, ce seul mensonge suffit pour vous rendre coupable de parjure.

De là il résulte deux conséquences pratiques fort importantes : 1° Avant de prêter serment, il faut bien examiner et comprendre la formule qu'on est appelé à affirmer, de peur qu'il ne s'y trouve

quelque chose de contraire à la vérité telle qu'on la connaît : s'il y a quelque chose qu'on ne comprenne pas bien, s'il y a quelque doute, il faut se la faire expliquer et refuser de prêter serment jusqu'à ce que la conscience soit bien formée à ce sujet : autrement on s'expose à faire un parjure, et par conséquent, on commet un péché grave. 2° On ne doit jamais parler de la formule d'un serment comme d'une chose *de peu d'importance ;* et nous condamnons absolument la distinction que l'on voudrait faire entre les diverses formules pour en mépriser quelques-unes, ou pour leur donner un sens que ne peuvent comporter les expressions qu'elles renferment. Des paroles claires par elles-mêmes ne souffrent point d'interprétation, comme la lumière n'a pas besoin d'une autre lumière pour être aperçue. Quand une formule dit clairement et formellement que telle chose existe, il n'y a pas d'interprétation possible pour lui faire dire que cette chose n'existe point.

En entrant dans l'exercice de leur charge, les fonctionnaires publics sont tenus à prêter ce qu'on appelle un *serment d'office.* Ils promettent solennellement, en présence du Dieu tout-puissant, de remplir avec exactitude certains devoirs qui leur sont imposés. Ce n'est pas une vaine formule, une promesse vide de sens, mais une obligation des plus graves et qui dure aussi longtemps que l'on est en office. Ce doit être l'objet d'un examen de conscience spécial et sérieux quand on se prépare à s'approcher des sacrements.

Si l'on doit respecter le serment en soi-même, on ne doit pas moins le respecter dans les autres. Nous saisissons cette occasion pour condamner comme une impiété et une espèce de scandale la pratique de certains hommes de loi qui, pour les besoins de leur cause, ne craignent point de transquestionner les témoins jusqu'au point de les embrouiller et de les faire contredire et parjurer. Il ne suffit pas qu'une cause soit bonne ; il faut que les moyens employés pour la faire triompher soient conformes aux règles immuables de la vérité, de la justice et de la charité.

VIII. — DE LA SÉPULTURE ECCLÉSIASTIQUE.

La *sépulture ecclésiastique* n'a pas, sans doute, le même degré de sainteté que les sacrements, mais elle n'en appartient pas moins tout entière et uniquement au jugement de l'Eglise. Nous voulons parler de la *sépulture ecclésiastique* telle que définie et réglée par les lois canoniques, c'est-à-dire, non-seulement les prières et les rites religieux qui accompagnent les funérailles, mais aussi sanctifiée et consacrée spécialement par des prières et des bénédictions, pour la sépulture de ceux qui meurent dans la paix de l'Eglise catholique.

Nulle puissance temporelle ne peut prescrire à l'Eglise de venir prier sur la tombe d'un mort qu'elle a jugé indigne de ses prières ; c'est un attentat sacrilége que de violer par la force la sainteté de la terre consacrée par les prières et les bénédictions de l'Eglise.

On dira peut-être que la privation des honneurs de la sépulture ecclésiastique emporte une dégradation et une infamie, et qu'ainsi considérée, elle est du ressort de l'autorité civile chargée de protéger l'honneur des citoyens.

Nous répondons que le déshonneur et l'infamie sont plutôt dans la révolte d'un enfant contre sa mère et que rien ne peut laver la tache d'une désobéissance grave qui persévère jusqu'à la mort. Tous les procès, tous les appels, toutes les sentences du monde, ne feront que donner un plus grand retentissement à la faute et rendre la dégradation et l'infamie plus notoires et plus déplorables aux yeux des vrais catholiques.

Jésus-Christ, dit l'apôtre saint Paul, *a aimé son Eglise et s'est livré lui-même pour elle* (Eph. V, 25). A l'exemple de notre divin maître et modèle, rien ne doit nous être plus cher en ce monde que cette même Eglise dont nous sommes les membres sous un même chef qui est Jésus-Christ. Elle est notre mère, puisqu'elle nous a engendrés à la vie de la grâce, nous devons l'aimer d'un amour filial, nous réjouir de ses triomphes, partager ses tristesses et au besoin élever la voix pour la défendre. Quand donc

nous voyons sa liberté et sa dignité méconnues, il ne peut être permis à ses enfants, et encore moins à ses pasteurs, de garder un silence qui équivaudrait à une trahison.

La Sainte Eglise catholique, fidèle aux enseignements de son Divin Maître, apprend à ses enfants *à rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu* (Matt. XXII, 21). Elle leur répète avec le grand Apôtre : *Rendez à chacun ce qui lui est dû ; le tribut à qui le tribut ; l'impôt à qui l'impôt ; la crainte à qui la crainte ; l'honneur à qui l'honneur* (Rom. XIII, 7). Ce devoir de justice et de respect qu'elle ne cesse de proclamer, elle a plus que personne le droit d'attendre qu'on l'accomplira à son égard et qu'on rendra à l'Eglise de Dieu ce qui est à l'Eglise de Dieu.

Or, N. T.-C. F., nous devons le dire avec douleur, une affaire tristement célèbre nous prouve que l'Eglise catholique du Canada est menacée dans sa liberté et ses droits les plus précieux. Et ce qui met le comble à notre affliction, c'est que l'Eglise peut dire comme le prophète : *J'ai nourri des enfants, je les ai comblés de bienfaits et ils m'ont méprisé : filios enutrivi et exaltavi, ipsi autem spreverunt me* (Isaïe, I, 2) ! Les premiers auteurs de cet attentat ont été élevés sur les genoux d'une mère catholique, ils se sont assis dans leur enfance à la table sainte, ils ont reçu le caractère ineffaçable de la confirmation, et encore aujourd'hui, malgré leur révolte, ils se disent catholiques pour avoir le droit de faire ouvrir par la force l'entrée d'un cimetière consacré par les prières de l'Eglise et destiné par elle à la sépulture de ses enfants fidèles.

Pour déguiser cette usurpation criminelle on a invoqué les prétendues *libertés gallicanes*, comme si l'unité catholique fondée par Jésus-Christ sur l'autorité même de Pierre et de ses successeurs n'était qu'un vain nom ! Qu'est-ce en effet, qu'une autorité contre laquelle il serait permis au sujet de se pourvoir en invoquant *ses libertés?* Quel prince, quelle république voudrait reconnaître un pareil principe invoqué par une province, malgré les déclarations cent fois répétées de la constitution et des tribunaux suprêmes de l'Etat ?

Que ceux qui sont en dehors de l'Eglise trouvent de pareils

principes bons et admirables, nous ne pouvons nous en étonner ; car ils ne croient pas à cette autorité qui fait le fondement de l'Eglise Catholique. Mais que des hommes qui osent encore se dire enfants de l'Eglise en méconnaissent jusqu'à ce point l'enseignement et la hiérarchie, c'est une inconcevable erreur.

Ceux qui ont commencé, soutenu, ou encouragé par leurs souscriptions, cet inqualifiable attentat contre les droits les plus certains de l'Eglise, nous les tenons pour coupables d'une révolte ouverte contre l'Eglise et d'une grave injustice dont ils ne peuvent recevoir le pardon, s'ils ne s'efforcent de la réparer par tous les moyens en leur pouvoir.

Nous invitons tous les véritables enfants de l'Eglise à demander au Cœur Divin de Notre-Seigneur d'avoir pitié de ceux qui se sont ainsi égarés des sentiers de la foi et de la justice, afin que, reconnaissant leur péché et le réparant, ils obtiennent miséricorde.

CONCLUSION.

Tels sont, N. T.-C. F., les avis importants que nous croyons devoir vous donner dans les circonstances actuelles.

Défiez-vous de ce *libéralisme* qui veut se décorer du beau nom de *Catholique* pour accomplir plus sûrement son œuvre criminelle. Vous le reconnaîtrez facilement à la peinture qu'en a faite souvent le Souverain Pontife : 1° Efforts pour asservir l'Eglise à l'Etat ; 2° tentatives incessantes pour briser les liens qui unissent les enfants de l'Eglise entre eux et avec le clergé ; 3° alliance monstrueuse de la vérité avec l'erreur, sous prétexte de concilier toutes choses et d'éviter des conflits ; 4° enfin, illusion et quelquefois hypocrisie, qui, sous des dehors religieux et de belles protestations de soumission à l'Eglise, cache un orgueil sans mesure.

Souvenez-vous que la véritable politique chrétienne n'a qu'un but qui est le *bien public*, qu'un seul *moyen* qui est la conformité parfaite des lois avec la vérité et la justice.

Respectez le serment comme un acte religieux de grande importance : avant de le prêter, examinez bien si la formule est

vraie en tous points au meilleur de votre connaissance ; accomplissez scrupuleusement les devoirs de votre serment d'office et gardez-vous d'induire votre prochain au parjure.

Sera le présent mandement lu et publié au prône de toutes les églises et chapelles de paroisses et de missions où se fait l'office public, le premier dimanche après sa réception.

Donné sous nos signatures, le sceau de l'archidiocèse et le contre-seing du secrétaire de l'archevêché, le vingt-deux septembre mil huit cent soixante-quinze.

† E. A., archevêque de Québec.
† IG., év. de Montréal.
† L. F., év. des Trois Rivières.
† JEAN, év. de S. G. de Rimouski.
† E. C., év. de Gratianopolis.
† ANTOINE, év. de Sherbrooke.
† J. THOMAS, év. d'Ottawa.
L. Z. MOREAU, prêtre adm. de S. Hyacinthe.

Par Messeigneurs,

C. A. COLLET, prtr. secrétaire.

ETUDE SUR LES ORATOIRES PUBLICS.

6e article [1].

SOMMAIRE. Les oratoires de la catégorie inférieure n'ont pas de titulaire dont on doive faire l'office en cette qualité. 60. — Raisons qui appuient les décisions romaines. 61. — On accorde cependant la messe votive, au jour de la fête. 62. — Les églises paroissiales ont un titulaire. Egalement les succursales érigées canoniquement et reconnues par l'Etat. 63, 64.—Les annexes n'en ont pas, quand il n'y a pas eu d'érection canonique. 65. — Mais la reconnaissance de l'Etat n'est pas pour cela indispensable. 66. — Dans les séminaires, une seule condition est requise, savoir que l'église soit publique. 67, 68. — Résolution d'un cas particulier. 69. — Les cloches sont indispensables pour une église publique. 70. —Indult qui confirme notre doctrine. 71. — Eglises des lieux pieux. 72.

60. Dans cette région qui confine à la liturgie et au droit canon proprement dit, il n'existe pas de point aussi obscur et aussi difficile à préciser, que celui du *titulaire des oratoires publics*. Les anciens, privés de l'immense ressource que nous trouvons dans les décrets authentiques de la Congrégation des Rites, étaient parfaitement divisés sur cette question, et ils appelaient de tous leurs vœux des décisions romaines pour porter la lumière au milieu des ténèbres. Mais hélas, ces décisions, si ardemment désirées, portées sur des cas particuliers, n'ont ni précisé les principes, ni mis fin aux controverses. Elles seront toutefois le pivot de la discussion actuelle, et nous nous efforcerons d'en tirer, avec plus ou moins de fondement, les lois qui gouvernent les oratoires sous ce rapport. Il en est qui sont fort claires, mais il en est un bon nombre aussi qui laissent quelque obscurité dans le sujet.

(1) V. tom. VI, pag. 167, 585 ; tom. VII, pag. 391, 519 et 593.

Il est incontestable que les oratoires de la catégorie inférieure, que nous avons nommés oratoires semi-publics, semi-privés, n'ont pas de titulaire proprement dit [1]. La Congrégation des Rites l'a nettement déclaré en 1831. Au doute proposé en ces termes : « An festum titularis cappellarum publicarum, et « oratoriorum, quæ existunt in ædibus episcopalibus, semina- « riis, hospitalibus, domibus regularium, domibusque privatis, « celebrari debeat sub ritu duplicis primæ classis cum « *Credo* et octava ? Nam oratoria publica vocantur etiam « ecclesiæ. Resp. *Negative*. Die 12 nov. 1831, in MARSORUM, « ad 34. »

On pourrait contester notre assertion et prétendre que ce décret doit s'entendre également d'autres oratoires réellement publics, mais cette interprétation s'évanouit devant les explications que la S. Congrégation en a données elle-même. Deux doutes proposés, l'un par le rédacteur du directoire de Malines, l'autre par le rédacteur de l'*Ordo* de Cahors, ont amené la Congrégation des Rites à préciser la signification du décret de 1831 [2]. Nous les donnons ici.

MECHLINIEN. II. Juxta decretum S. R. C. diei 12 nov. 1831, celebrari non debet ritu I^æ^ classis cum octava et *Credo*, festum titularis capellarum publicarum, quæ existunt in hospitalibus domibusque regularium. Verum existunt in diœcesi Mechliniensi plura hujusmodi oratoria benedicta, quandoque etiam consecrata, quibus unus saltem sacerdos, tanquam director, seu pastor adscriptus est, qui ex speciali commissione Ordinarii, non tantum ibidem celebrat, sed et munia quædam pastoralia exercet, v. g. instruendo populum, aliqua sacramenta administrando, etc. Quæritur ergo, an sub decreto citato comprehendantur etiam prædicta oratoria, 1° si sint publica ; 2° si non sint publica, sed

(1) Cfr. *S. R. C. Decreta*, v. *Patronus*, num. 5.
(2) Gardellini, num. 4839 et 5280.

tantum inserviant personis determinatis, ex. gr. infirmis in nosocomio, vel monialibus, aut aliis in monasterio, sive conventu commorantibus?

Et S. R. C. respondendum censuit : *Negative, juxta decretum diei* 12 *novembris* 1831. Die 7 decembris 1844.

Cette décision parut une énigme, et les esprits se mirent à la torture pour l'interpréter. Le consulteur, chargé de confectionner la table du dernier volume de Gardellini, le résuma comme reproduisant la réponse de 1831, sentiment que les *Melanges théologiques* avaient déjà embrassé [1]. Mais cette explication, un peu tourmentée, ne pouvait être du goût de tout le monde, et pour en avoir le cœur net, le rédacteur de l'*Ordo* de Cahors questionna la S. Congrégation. Il rappela dans sa demande la décision de Marsi et celle de Malines; puis il ajouta :

Jam vero quum in indice collectionis decretorum authenticorum S. R. C. decretum istud Mechliniense indicetur hoc modo : Titulares oratoriorum seu cappellarum publicarum non sunt colendi ritu primæ classis cum octava, sacerdos D. Ferrand, ex urbe Cadurcensi, assentiente RR. Ordinario, ab eadem S. R. Congregatione humillime declarari petiit, quid in praxi tenendum a sacerdotibus adscriptis cappellis, in quibus ex speciali commissione Ordinarii munia quædam pastoralia exercent?

Sacra porro Rituum Congregatio... re accurate considerata, respondendum censuit : Standum decisioni prout continetur in laudato decreto diei 7 decembris 1844, ad dubium II, et non sensui qui eidem decreto tributus fuit per errorem a compilatore indicis. Die 26 martii 1859, in Cadurcen.

De cette réponse il appert que le décret de 1831 a été porté exclusivement pour les oratoires semi-publics repris dans la de-

(1) 6e série, page 146.

mande, que ce décret, quant à ces espèces d'oratoires est maintenu, mais qu'il ne faut pas l'étendre aux oratoires publics proprement dits.

61. Notre thèse s'appuie non-seulement sur les décrets de la S. Congrégation des Rites, mais encore sur des raisons tres-fortes. La première est que ces sortes d'oratoires ne sont pas ordinairement destinés, lors de leur érection, à l'exercice public du culte. Souvent ils ne reçoivent pas la bénédiction spéciale des lieux saints, mais la bénédiction générale des maisons et autres lieux profanes. Partant ils n'ont pas de titulaire, lequel devrait être désigné dans la cérémonie de la bénédiction de la première pierre de l'édifice. Nous avons déjà traité ce point. En second lieu, ces oratoires semi-privés, semi-publics, n'ont, en général, ni prêtre attaché strictement, ni service véritable du culte, et, de ce côté encore, personne ne devrait ou ne pourrait faire l'office du titulaire. En effet le prêtre qui est désigné pour desservir telle chapelle, tel oratoire, se borne le plus souvent à y dire la messe, soit pour sa propre facilité, soit pour la commodité de quelques personnes ou d'une famille, et c'est bien clairement alors, dit la Congrégation, le cas du décret de 1831. Nous allons encore confirmer cette double assertion par les décisions de la Congrégation des Rites [1].

Suessionen. 3. Juxta decretum in una marsorum, diei 13 novembris 1831, ad dubium 34, festum titularis cappellarum publicarum, quæ existunt in ædibus episcopalibus, seminariis, hospitalibus, celebrari non debet ritu duplici primæ classis cum octava. Et juxta decretum in una vicariatus Ruremundensis, in Hollandia, die 27 februarii 1847, ad dubium 3, professores et seminaristæ in ordinibus constituti, tenentur ad octavam ecclesiæ seminarii, quæ

(1) Cfr. *S. R. C. Decreta*, loc. cit.

quamvis non sit parochialis, patet tamen omnibus fidelibus ; quæritur quid intelligendum sit per ecclesiam, et cappellam publicam ?

R. Ecclesia intelligitur quæ eo potissimum fine ædificatur, ut publico fidelis populi usui deserviat. Cappella publica vero, quæ licet habeat ingressum in publica via, attamen non tam fidelis populi libero usui destinata videtur, quam alicujus familiæ vel collegii commoditati. Die 21 julii 1855 [1].

Bergomen. 2. An die consecrationis vel tituli ecclesiæ parochialis non cathedralis, et per octavas, celebrari possit missa dedicationis vel titularis, sub eodem ritu duplici ac in parochiali, etiam in oratoriis eidem ecclesiæ parochiali subjectis, in quibus de facto multi sacerdotes celebrant, ut in parochiali? Resp. *Negative*. Die 17 aug. 1709.

Mechlinien. dub. 1, quær. 1: An sacerdotes sæculares, qui censentur alicui ecclesiæ adscripti, quia missas ibidem celebrant, confessiones excipiunt, aut aliud quodcumque sacrum ministerium exercent, possint officium recitare de patrono vel tituiari ejusdem ecclesiæ (qui non est patronus civitatis vel loci), ut habeatur uniformitas inter sacerdotes illos, et pastorem ac vicepastores ecclesiæ, qui celebrant festum titularis ejusdem, ritu duplicis primæ classis cum octava, etiamsi nulla adsit obligatio ad chorum ?

Resp. Juxta alias decreta, *Negative*. Non enim censeri, sed revera esse debent adscripti stricto servitio ecclesiæ, uti parochus et vice parochus. Die 7 decembr. 1844.

Brixien. 16 et 17. An clerus adscriptus alicui ecclesiæ parochiali, choro tamen illius non obligatus, nec gaudens beneficio, et clerus sub eadem parochia tantum degens et alteri ecclesiæ non addictus, teneatur recitare particularia officia illius parochiæ, id est Dedicationis, titularis, vel alicujus sancti ob insignem ejus reliquiam, eo quod in illa parochiali fuerit introducta consuetudo

(1) Il est à remarquer que la Congrégation prend le terme de *Cappella publica*, dans son sens strict, entendant par là un oratoire semi-public. Il n'en sort aucune lumière pour décider la question principale qui nous occupera bientôt, celle des oratoires publics proprement dits.

recitandi prædicta officia a sacerdotibus et clericis adnotatis...?

Resp. Posse, sed non teneri ; ideoque adimplere onus horarum canonicarum, se conformando in recitatione officii calendario diœcesano.

— Num clerus adscriptus ecclesiæ parochiali aut non parochiali, nulloque præditus beneficio, possit officia particularia ut supra earumdem ecclesiarum recitare, etsi consuetudo non fuerit inducta ante Bullam laudatam, sed a paucis annis ?

Resp. *Negative*. Et ita declaravit et servari mandavit S. R. C. Die 20 sept. 1806.

Ces citations suffiront abondamment pour établir notre thèse, à savoir que tous les oratoires rangés par nous dans la catégorie inférieure, n'ont pas de titulaire proprement dit, puisqu'il n'y a pas de prêtre qui y soit strictement et canoniquement attaché.

62. A cette question : les oratoires publics ont-ils un titulaire dont on puisse célébrer l'office sous le rite de première classe avec octave, nous pourrions répondre: *Non*, et prétendre que les églises seules ont un titulaire. Mais ce serait là jouer sur les mots, et nous sauver par une équivoque. Car alors la difficulté serait d'expliquer ce qui est église, et ce qui n'est que oratoire public ; nous l'aurions éloignée, nullement résolue. Abordons-la donc franchement, et efforçons-nous de tirer des décrets la règle qui gouverne la matière.

Remarquons avant tout qu'il importe de ne pas confondre la *messe avec l'office*. La messe peut être adjugée, et se chanter avec solennité, quoique l'office ne puisse aucunement être récité. Nous en avons un exemple dans la décision suivante [1] :

Compostellana. 8. Aliquæ sodalitates patronum habent S. Thomam, S. Luciam, ac S. Josephum, sponsum B. M. V. Quæritur :

(1) *Decreta*, ibid. n. 9.

An quando prædicta festa occurrunt in dominicis privilegiatis Adventus et Quadragesimæ, attento concursu sodalium aliorumque devotorum, possit cantari missa de Patrono? Et quatenus affirmative, an dicenda sit in missa commemoratio dominicæ et octavæ occurrentis, cum ultimo evangelio in fine missæ?

Resp. In publicis oratoriis cantari potest missa de titulari occurrente in dominicis Adventus et Quadragesimæ privilegiatis, non autem in iis exceptis ; et in missa dicenda est commemoratio Dominicæ, et diei octavæ tantum occurrentis, cum evangelio ejusdem Dominicæ in fine. 8 *aprilis* 1808.

Que le titulaire de cet oratoire public n'ait pas droit à l'office de 1re classe, c'est ce qui est manifeste : car, dans cette supposition, on en chanterait de droit la messe au 2e, 3e et au 4e dimanche d'Avent ou de Carême, et il ne faudrait pas demander quelles sont les commémoraisons à ajouter, quel est le dernier évangile. C'est donc un simple titulaire dont la messe est accordée au jour d'incidence, pour satisfaire la dévotion du peuple, et ce cas n'a rien de commun avec la question que nous examinons.

Remarquons toutefois, avant d'aller plus loin, que la Congrégation ordonne qu'alors on récite pour dernier évangile celui du dimanche, parce que la messe est plutôt festive que votive, et qu'elle est accordée pour rappeler dans le peuple le souvenir du Saint, et apporter à celui-ci les hommages des fidèles. La messe, dans ces circonstances, se chante absolument comme si elle était conforme à l'office, et l'on y dira la préface de la Très-Sainte Trinité, laquelle appartient au dimanche. Nous trouvons donc incidemment dans cette décision la confirmation de l'opinion que nous avons soutenue ailleurs, quant à la préface de la Trinité à chanter un dimanche où l'on fait la solennité des fêtes transférées par le Concordat.

63. Venons-en maintenant à la question principale. Quels

sont les oratoires publics ou églises du titulaire desquels on doit faire l'office sous le rite de 1re classe avec octave? Nous passons sous silence les églises cathédrales, collégiales, conventuelles et paroissiales.

Elles ont toutes un titulaire à garder d'obligation. Ainsi le curé de deux églises paroissiales est tenu à l'office des deux titulaires, selon le décret *in Collen.* du 5 juillet 1698, ad 6. « An parochus duarum ecclesiarum unitarum, debeat de « ambarum patrono et titulari recitare officium juxta rubri- « cas? Resp. Pro utroque titulari, *affirmative,* maxime si « ecclesiæ sint peræque unitæ[1]. » Voici notre réponse.

64. *a.* Une église succursale établie dans une localité distincte, un hameau, reconnue par l'Etat, qui affecte un traitement au ministre qui la dessert, et ayant un vicaire, chapelain, ou coadjuteur nommé par l'Evêque avec charge de résidence auprès de cette église, une telle église, qu'on l'appelle oratoire, ou chapelle, a un titulaire dont on doit faire l'office.

Tel est le cas pour la plupart des chapelles annexes du diocèse de Namur. Là, bien que les localités ne soient pas considérables, les hameaux forment des groupes entièrement séparés, avec une église auprès de laquelle l'Evêque met un vicaire résidant. Ce vicaire n'a qu'une dépendance limitée de l'église paroissiale, où il ne va presque jamais rendre service. Dans de telles conditions l'église succursale peut être dite jusqu'à un certain point *per se stare*, elle est canoniquement

(1) « Unio fit æque principaliter et jure coæquali, dum duo beneficia, absque eo quod in unum veluti corpus coalescant, ita connectuntur, ut neutrum alteri subjiciatur; sed unumquodque sua jura, privilegia, præeminentias ac titulos retineat, etsi hæc omnia sint penes eumdem utriusque rectorem... Idem est de duabus parochiis. » Cfr. Leurenius, *Forum beneficiale*, tom. III, quæst. 880, n. 2.

érigée et l'on ne peut lui refuser la qualité d'église proprement dite [1].

Cette première règle se déduit logiquement d'une décision formelle de la S. Congrégation des Rites. Ajoutons que si une église de secours, dans les conditions que nous lui reconnaissons ici, n'avait pas de titulaire, il n'y en aurait jamais, ce qui serait contraire au décret de Malines rapporté plus haut [2], où nous avons vu nettement établie la distinction qui existe, sous ce rapport, entre les oratoires de degré inférieur et ceux qu'on peut considérer comme des églises. Voici maintenant le décret de la S. Congrégation des Rites [3].

Ordin. Minorum. 16. In ecclesiis non parochialibus, in quibus unus vel alter sacerdos quotidie celebrat, potestne missa sancti titularis hujusmodi ecclesiarum celebrari sub ritu duplicis primæ classis et octava, et cum *Credo;* vel potius an istæ eccle-

(1) Nous donnons ici le modèle des commissions que reçoivent les vicaires résidents au diocèse de Namur.

Tibi, prævio examine idoneo reperto, licentiam concedimus omnia vicarii munia obeundi in parochia A..., residendo B..., et sacramentales christifidelium confessiones excipiendi ac verbum Dei annuntiandi in tota nostra diœcesi, de consensu tamen pastorum vel aliorum quorum interest, et servatis aliis in hac diœcesi servandis.

Tibi insuper auctoritate apostolica concedimus facultatem in diœcesi nostra utriusque sexus christifidelibus in articulo mortis constitutis (non tamen monialibus, nisi illarum confessarius ordinarius fueris institutus, si vere pœnitentes et confessi, ac sacra communione refecti, vel quatenus id facere nequiverint, saltem contriti, nomen Jesu ore, si potuerint, sin minus corde devote invocaverint, et mortem tamquam peccati stipendium de manu Domini patienti animo susceperint, apostolicam benedictionem, cum plenaria omnium peccatorum suorum indulgentia et remissione, Summi Pontificis nomine impertiendi, omnino adhibita formula a fel. rec. Benedicto PP. XIV in suis litteris nonis aprilis 1747 expeditis præscripta.

Præsentibus valituris quamdiu eidem parochiæ addictus eris.

(2) Num. 61. (3) Cfr *Decreta citata*, num. 9.

siæ æquiparandæ sint cappellis publicis, in quibus, juxta decretum in una Marsorum diei 12 novembris 1831, ad 31, festum titularis celebrari sub ritu duplicis primæ classis cum *Credo* et octava non debet?

Resp. Affirmative quoad primam partem, si sint in honorem alicujus sancti consecratæ, eisque aliquis clerus addictus; quoad secundam, affirmative in casu superius expresso. 16 aprilis 1853.

Conséquemment, dans les églises non paroissiales, mais annexes ou succursales, canoniquement érigées, lorsqu'un prêtre y est attaché par l'autorité diocésaine, et que ces églises ont été dédiées dès leur première construction à un saint, il y a un titulaire dont on fait l'office de première classe avec octave. Il est vrai que le doute ne parle que de la messe, et certains seraient tentés de nous objecter ce que nous disions tout à l'heure; mais on voit évidemment qu'il s'agit de l'office, puisqu'on parle de double de première classe et d'octave, choses qu'on ne mentionnerait pas, s'il n'était question que d'une messe votive. En outre, on oppose ce rite avec la décision portée pour Marsi, laquelle néanmoins n'exclut pas la messe votive du saint, au jour de sa fête, ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure.

Quant à la seconde partie de la réponse, nous ne la comprenons pas, et elle ne peut guère s'expliquer, à moins qu'il ne s'y soit glissé une faute. *Affirmative* pour *negative*. Mais l'obscurité de cette partie ne peut nuire à la première qui est nette et précise.

On nous fera observer que nous étendons au-delà de sa portée la décision précédente, et qu'il faut la restreindre, selon les termes de la réponse, aux églises consacrées. Nous croyons néanmoins que notre explication est la bonne, et qu'on peut la suivre avec toute sécurité. Le terme *consecratæ* est ici générique, et comprend aussi les églises bénites.

En effet, il n'y a pas d'obligation de consacrer les églises même paroissiales, ou collégiales. La consécration, qui est une fonction très-longue et très-solennelle, est réservée d'ordinaire aux grandes églises. Aujourd'hui surtout que nous avons des diocèses d'une grande étendue et de près d'un million d'habitants, comment sera-t-il possible à un Evêque, déjà surchargé de besogne d'ailleurs, de pouvoir consacrer les églises de son diocèse? La Congrégation des Rites n'a donc pas pu exiger, pour les églises moindres, une condition qui n'est nullement requise pour les églises plus considérables. Ce qu'elle a voulu dire, c'est que l'église de secours soit dûment consacrée au culte, au moins par la bénédiction solennelle, et qu'un titulaire lui ait été donné, selon les règles, dans l'acte même de sa bénédiction.

65. *b.* Une église de secours, érigée dans un hameau, pour la commodité des habitants, et dans laquelle un vicaire de la paroisse célèbre la sainte messe et administre les sacrements sous l'entière dépendance du curé, n'a pas de titulaire dont on fasse l'office, le vicaire eût-il même sa résidence auprès de cette église.

Nous supposons donc une église ou chapelle préexistante. Elle avait appartenu ci-devant à un ordre religieux, à un monastère : ou bien c'était une simple chapelle dédiée à un saint. Les habitations se sont multipliées autour de l'édifice sacré, il s'est formé un hameau. Vu leur éloignement de l'église paroissiale, les habitants ont désiré avoir la messe le dimanche et l'on a agrandi ou approprié l'ancienne chapelle. Dans le principe, le curé a député son vicaire, ou un de ses vicaires, qui revenait à l'église paroissiale, aussitôt la messe terminée. Plus tard, en unissant mutuellement leurs efforts, les habitants du hameau et le curé sont parvenus à obtenir une maison pour le vicaire, à côté de la chapelle. Dès lors il y

réside, mais rien n'est changé ni dans ses attributions, ni dans la nature de la chapelle. Celle-ci est simple église de secours, bénite, il est vrai, mais sans aucune érection canonique; le vicaire n'y est pas attaché comme à son titre, et il n'est non plus que simple vicaire de l'église paroissiale, bien qu'il célèbre tous les jours ou à peu près, dans la chapelle auprès de laquelle il réside.

Dans ces conditions, il n'y a pas de véritable titulaire, parce que l'église ne subsiste pas *per se*, qu'elle n'est qu'une annexe de la paroisse, et que personne n'y est strictement attaché. C'est d'après ces principes que la décision suivante a été portée par la Congrégation des Rites.

Tuden. 4. Ecclesia collegiata habet quatuor alias ecclesias sibi subjectas, et totidem sacerdotes, unum ab alio independentem pro servitio harum quatuor ecclesiarum. Sed isti quatuor sacerdotes, in suis respectivis ecclesiis, dumtaxat pro commoditate populi concurrentis, missam celebrant, pœnitentiæ et eucharistiæ sacramentum administrant, concionem habent, catechismum explicant, et alia munia ecclesiastica explent. Verum nequeunt administrare sacramentum baptismi, communionem paschalem, viaticum infirmis, sepulturam defunctis dare, neque habent tabernaculum SS. Sacramenti. Unde fideles his quatuor sacerdotibus subjecti tenentur adire ecclesiam collegiatam, ut in pascha satisfaciant præcepto annuæ communionis, ut infantes baptizentur, et infirmi sacro reficiantur viatico, ut fiat officium sepulturæ et tumulentur defuncti. Quæritur ergo an ii quatuor sacerdotes sint veri parochi? Et an istæ ecclesiæ possint celebrare officium cum missa de suo respective sancto titulari, tanquam ecclesiæ parochiales, et quidem sub ritu primæ classis cum octava? Vel potius dicendæ sint cappellæ publicæ, in quibus juxta decretum S. R. C. diei 12 novembris 1831, festum titularis non debet celebrari sub ritu duplicis primæ classis cum octava, neque cum *Credo?*

Resp. Negative ad utrumque, et servetur decretum diei 12 nov. 1831. Die 23 maii 1846.

Remarquons que la circonstance qu'on n'administre dans ces églises ni le baptême ni la communion paschale, est inopérante dans le cas actuel, et qu'elle n'a été mise en avant par l'Evêque de Tuy, que pour montrer le vrai caractère de ces églises subalternes. Car l'Evêque, en érigeant canoniquement une église de secours, et lui conservant sa dépendance de l'église paroissiale, peut restreindre les droits et les pouvoirs du vicaire résidant, selon ce qu'il juge plus convenable pour ne pas porter de préjudice au curé. Sans cela, il faudrait prétendre que l'Evêque ne peut pas ériger de ces sortes d'églises succursales, et qu'il est toujours tenu de diviser les paroisses, ce que nous avons montré être contraire au droit. Conséquemment, que le vicaire n'ait pas tous les pouvoirs d'un curé, cela ne change rien à la résolution. Ce qu'il faut considérer, c'est la qualité de l'église, et le degré d'attache du prêtre qui y réside.

66. *c.* Parlant de la discipline qui est en vigueur dans nos pays, en vertu du concordat passé avec le premier consul, en 1801, nous avons donné comme signe de l'érection canonique d'une église de secours, la reconnaissance de l'Etat et l'affectation d'un traitement. En cette hypothèse, il n'y a pas de doute, et le titulaire a droit à l'office de première classe, et à la messe solennelle. Toutefois nous regardons également comme érection canonique celle qui serait faite par l'Evêque seul, indépendamment du concours de l'Etat.

Le concours de l'Etat n'est en effet requis que comme une approbation, une reconnaissance du fait posé ou à poser par l'Evêque ; c'est celui-ci qui confère à l'église sa qualité, et au vicaire sa juridiction, qui attache celui-ci à l'église près laquelle il réside, et qui détermine la dépendance qui lie le vicaire envers le curé.

Nous ne faisons donc pas de la reconnaissance de l'Etat et

de l'affectation d'un traitement à titre spécial, une condition *sine qua non* des droits liturgiques d'un titulaire, et si nous en avons parlé, dans le nº 64, c'était pour séparer ce qui est certain de ce qui nous semble le plus probable.

67. *d.* Voilà les règles que fixent les décrets pour ce qui concerne les églises de secours dépendantes des églises paroissiales. Actuellement passons à une autre catégorie d'oratoires publics, et voyons ce qu'il faut décider par rapport aux églises ou chapelles des séminaires.

Dans les séminaires, grands ou petits, colléges ecclésiastiques, maisons d'études du clergé, une des conditions que nous avons exigées pour les églises dépendantes se vérifie toujours. Là, il y a toujours un clergé qui y est attaché. Les professeurs, les élèves mêmes, qui sont dans les ordres, font partie de l'établissement, ils y habitent, y ont presque leur domicile, quand ils ne l'ont pas rigoureusement ; et d'autre part l'église ou l'oratoire est une partie intégrante du même établissement. En sorte que, dans un séminaire, ces diverses parties, église, établissement, professeurs, élèves, forment un seul tout moral, et, partant le lien qui unit les professeurs à l'édifice sacré est plus fort et plus étroit, étant plus naturel que celui qui unit un curé à son église, ce dernier lien provenant du droit positif.

Il ne faut donc pour un séminaire qu'une seule condition, savoir que l'église soit, non pas une chapelle intérieure, un oratoire, mais une église publique. Et c'est ce que la S. Congrégation des Rites a résolu en termes exprès [1].

Briocen. 6. Festum corporis Christi est festum patronale cappellæ majoris seminarii Briocensis omnibus patentis fidelibus, in qua missa solemnis celebratur et vesperæ solemniter decantan-

(1) *Decreta.* ibid. n. 5.

tur in omnibus dominicis et diebus festivis, seu festivitatis, aliunde festum Sancti Brioci est festum titularis necnon patroni urbis et diœcesis Briocensis.

Igitur quæritur 1° Utrum professores, necnon seminaristæ in majoribus constituti ordinibus, teneantur ad commemorationem festi corporis Christi inter suffragia ad laudes et vesperas, in diebus semiduplicibus et infra? Quæritur 2° Utrum iidem teneantur inter eadem suffragia ad commemorationem Sancti Brioci patroni, et titularis urbis et diœcesis Briocensis?

Resp. Quoad 1, *affirmative*, si agatur de ecclesia publica. Quoad 2, *affirmative*. Die 21 julii 1855.

Comme le titulaire de la chapelle du séminaire de S. Brieuc, est le vénérable S. Sacrement, il ne s'agissait pas de savoir si la fête en doit être célébrée sous le rite double de première classe avec octave, puisque telle est déjà cette solennité en vertu des rubriques générales. On était donc dans la nécessité de questionner la Congrégation sur une conséquence, puisqu'on ne pouvait l'interroger sur le principe. Voilà pourquoi on lui demande s'il faut ajouter dans les suffrages la mémoire du très-saint Sacrement. La réponse dépendait entièrement du point de savoir si le S. Sacrement est vraiment titulaire de l'église. S'il est le titulaire liturgiquement parlant, on en fait le suffrage, sinon on ne le fait pas. Résoudre la conséquence était donc en même temps décider la question de principe, et par son décret la Congrégation a déclaré qu'une chapelle de séminaire, pourvu qu'elle soit église publique, a un véritable titulaire, liturgiquement parlant.

Voici du reste un autre décret qui confirme pleinement ce que nous venons d'écrire, et qui renferme presqu'aussi explicitement la doctrine que nous avons attribuée à la Congrégation des Rites [1].

(1) *Decreta*, ibid., n. 5.

Ruremunden. 3, 5. Utrum professores necnon seminaristæ in majoribus constituti ordinibus teneantur ad octavam patroni ecclesiæ seminarii, quæ omnibus patet fidelibus, vel potius retinere patronum civitatis, in qua seminarium situm est ?

Ecclesia seminarii Ruremundensis quæ, quamvis parochialis non sit, tamen omnibus patet fidelibus, quæque titularem patronum habet sanctum Carolum Borromæum ; petitur num festum hujus sancti, quarta novembris die, per modum festi patronalis, sub ritu duplicis primæ classis cum octava, a præside, professoribus, atque alumnis seminarium inhabitantibus, celebrari possit ac valeat ; et inter suffragia ad vesperas et laudes, de eodem sancto Carolo, ut in Breviario, commemoratio fieri debeat ?

Resp. Ad 3. Teneri ad octavam titularis ecclesiæ adnexæ.

Ad 5. Jam provisum in tertio dubio ; fieri autem debere commemorationem in suffragiis ad tramites rubricæ. Die 27 feb. 1847.

68. La difficulté se résume donc dans le point de savoir ce qui constitue une église publique. D'après la définition de la Congrégation des Rites [1], « Ecclesia intelligitur quæ eo potis- « simum fine ædificatur ut publico fidelis populi usui deser- « viat. » Ainsi le but qu'on doit avoir de construire une église, *dans les dimensions qu'on lui donne*, est de servir à l'usage public du peuple. Donnons un exemple pour faire mieux comprendre ce que nous voulons dire. Un séminaire se construit, si l'on n'avait en vue que le service du séminaire, il suffirait de construire une chapelle de petite dimension, pouvant contenir de cent à deux cents personnes. Mais on veut en même temps que l'édifice sacré soit ouvert aux fidèles, qu'ils puissent y assister à la messe et recevoir les sacrements. La chapelle décidée primitivement, qui suffisait au séminaire, devient nécessairement trop exiguë, il faut lui donner de plus vastes dimensions. On construit alors un oratoire pou-

(1) Suessionen. 12 julii 1855, déjà cité.

vant contenir aisément de cinq à six cents personnes, tout en réservant une place à part pour les séminaristes. Cet oratoire est une église, car il est édifié tel, dans les proportions qu'on lui donne, pour servir à l'usage des fidèles. Il n'est donc pas requis que le motif qui fait décider la construction d'un lieu saint en général, soit l'usage des fidèles du dehors, il suffit que cet usage soit le motif qui détermine à lui donner telles dimensions, et à bâtir une église au lieu d'une simple chapelle.

Est-il nécessaire que l'église soit ouverte constamment au public pour garder sa qualité d'église, et conséquemment conserver son titulaire ; ou suffirait-il de n'y faire les offices et de n'y admettre les fidèles que trois ou quatre fois l'an? En un mot, le titulaire peut-il perdre ses droits liturgiques, si l'église ne répond plus à sa fin ? Nous répondons affirmativement, parce qu'alors elle sort de la catégorie des églises pour entrer dans la classe des oratoires, de même qu'en sens opposé, un oratoire très-vaste peut recevoir la qualité d'église, quand on le fait servir principalement à l'usage du public [1].

69. Nous sommes parti de ce principe pour résoudre le doute suivant, qui nous a été proposé par un abonné d'outre-Océan.

Notre maison est composée d'un corps de bâtiment et de deux ailes, dont l'une était, dans le plan primitif, destinée à contenir un oratoire assez vaste pour servir à la fois à la communauté et aux fidèles du dehors. Un prêtre devait résider dans la maison et exercer un certain ministère extérieur qui n'était pas encore bien défini. Les personnes du dehors auraient été admises dans la chapelle les jours de fêtes, et non pas (ce me semble) les jours sur semaine.

(1) Observons que la S. C., dans sa réponse, a bien eu soin de qualifier la destination de l'édifice sacré : il faut qu'il serve à l'usage *public*, complet des fidèles.

Mais la chapelle n'était pas encore terminée, quand le petit séminaire, contraint de quitter ses bâtiments, vint demeurer dans ceux du grand séminaire, tellement que quand l'oratoire fut achevé, les deux communautés suffisaient pour remplir le chœur et la nef Mgr l'Évêque déclara spontanément qu'il consacrerait la chapelle, ce qui eut lieu en effet, en 1864.

Depuis lors, le grand et le petit séminaire se sont réunis pour les offices chantés; toutefois il est certain que bientôt le petit séminaire aura une chapelle assez spacieuse pour y célébrer ses offices à part, et alors le nombre des élèves du grand séminaire sera assez considérable pour que le chœur occupe presque toute la chapelle, et qu'il ne soit plus question d'y introduire les personnes du dehors. Ainsi donc les portes du bas de la chapelle sont habituellement fermées, aussi bien que la grille qui termine une avenue de 25 pas, conduisant de la chapelle au chemin public.

Or, depuis la consécration de la chapelle, les directeurs et les séminaristes ont célébré, sous le rite double de première classe avec octave, l'anniversaire de la Dédicace et la fête titulaire. Il me semble qu'ils ont raison, quoique je sois embarrassé de le prouver. Qu'en pensez-vous? Je dois ajouter que, malgré l'absence du clocher et de cloches sur la chapelle, les fenêtres montrent suffisamment sa destination, et l'intérieur est tel, qu'elle ne peut servir à un autre usage.

Nous avons répondu que la chapelle de ce séminaire est un oratoire, et non une église publique, et qu'ainsi on ne doit pas faire l'office du titulaire de première classe avec octave. Cette chapelle ne sert pas et ne servira pas au public, et si même le projet primitif eût été exécuté, les fidèles n'eussent pas eu libre l'accès de l'église, aux jours sur semaine.

La consécration ne peut pas changer la qualité ou la destination de la chapelle, ni faire une église publique d'un oratoire. Elle est, à la vérité, requise pour qu'on soit autorisé à célébrer l'office de la Dédicace, mais elle ne donne pas à un

simple oratoire un titulaire ayant des droits liturgiques.

70. Le clocher et les cloches n'existent non plus que sur le papier. Or, il nous paraît que ce signe, distinctif d'un oratoire public, est requis nécessairement dans une église publique. Quoi, vous prétendez que votre église est principalement construite pour l'usage public des fidèles, pour leur donner toute facilité d'assister au saint sacrifice de la messe et aux offices solennels, et de venir recevoir les sacrements, et vous n'avez pas de cloche pour les appeler ! Vous n'avez aucun instrument qui leur annonce les solennités, et les invite à y accourir ! N'y a-t-il pas là une certaine contradiction, et conçoit-on une église publique sans moyen de convoquer les fidèles ? Gattico s'occupe de la question, mais à un autre point de vue, et tout en avouant que « Campanam oratoriis publicis aptissime convenire, et per eam tanquam per evidens signaculum publicitatis a privatis distingui, » il penche cependant pour le sentiment qui ne fait pas une obligation d'avoir une ou plusieurs cloches dans les oratoires publics [1]. Cette opinion de Gattico est loin d'être opposée à la nôtre ; car évidemment s'il pensait que, même dans les églises publiques, il n'est pas requis d'avoir des cloches, il en eût tiré un argument *a fortiori* à l'appui de son opinion. Or, loin d'apporter un tel argument, il semble plutôt insinuer le contraire.

Quoiqu'il en soit de cet argument, dont on croira peut-être pouvoir contester la valeur, il n'est pas moins certain que la chapelle du séminaire dont on parle n'est pas une église publique, et partant qu'on ne doit et ne peut faire l'office du titulaire sous le rite de première classe avec octave.

Nous croyons de même, et pour le même motif, qu'on doit pas faire l'office de la Dédicace de cette chapelle. Cet

(1) *De oratoriis domesticis,* cap. 3, num. 12 et 13.

office en effet est entièrement uni à celui du titulaire, et partout on le voit soumis aux mêmes règles, et placé sur le même rang. Il n'y a qu'une seule différence que nous avons déjà signalée, savoir que l'office de la Dédicace n'est pas permis lorsque l'église n'est pas consacrée, tandis que cette condition n'est pas exigée pour l'office du titulaire.

71. En confirmation de ce que nous avons écrit sur cette question du titulaire des séminaires, nous rapporterons un indult accordé au séminaire de Tournai, pour la célébration de la fête du titulaire avec toutes ses prérogatives.

Præses seminarii Tornacensis exponens SS. Domino nostro Pio Papæ IX, certo statui non posse quinam sit titularis ecclesiæ publicæ eidem seminario annexæ, ab eodem SS. Nostro supplicibus votis postulavit, ut amodo titularis ecclesiæ eligatur sanctus Carolus Borromæus, Episcopus confessor, qui etiam est seminarii ipsius præcipuus patronus.

Sanctitas porro Sua, referente subscripto S. R. C. Secretario, attentis expositis, ac imprimis commendationis officio RR. DD. Ordinarii diœcesis Tornacen. in supradictæ ecclesiæ titularem elegit S. Carolum Borromæum, cum omnibus juribus, privilegiis ac honorificentiis ecclesiarum titularibus competentibus; servatis rubricis ac sub onere præsens decretum exhibendi in cancellaria curiæ episcopalis Tornacen. antequam executioni mandetur. Contrariis non obstantibus quibuscumque. Die 18 julii 1872.

CARD. PATRIZI, PRÆF.
BARTOLINI, *secret.*

Ainsi qu'il appert de cet indult, une seule condition est indiquée dans le rescrit, la publicité de l'église annexée au séminaire [1]. La Congrégation des Rites reconnaît à S. Char-

(1) Nous n'oserions cependant affirmer qu'en fait on puisse, sans scrupule, mettre cet indult à exécution.

Les Jésuites possédaient autrefois deux maisons à Tournai : l'une, le

les Borromée tous les droits, titres et prérogatives dont jouissent les titulaires, et ne fait que désigner S. Charles, comme on le demandait. Voilà bien une preuve que dans ces sortes d'établissements, auxquels il y a de droit un clergé attaché, il suffit que l'église soit publique, pour avoir un titulaire, selon les règles liturgiques.

72. Faut-il raisonner de la même manière par rapport aux lieux pieux, hôpitaux, hospices, orphelinats, colléges patronnés ; et leur église aura-t-elle aussi un titulaire ?

Remarquons avant tout que cette église doit être publique, et servir à l'usage public des fidèles, autrement elle n'est plus qu'un oratoire, dont le titulaire n'a pas droit à une fête de première classe avec octave. On objectera peut-être le décret de Malines (num. 60), qui ne fait pas cette distinction. Mais il est aisé de voir que ce décret ne précise rien, et qu'il se borne à déclarer que *tous* les oratoires dont on parle *ne sont pas privés* de titulaires, sans cependant insinuer que *tous ont* un titulaire.

A cette condition, il faut en joindre une autre, savoir que la chapelle, annexée à l'un ou l'autre de ces établissements, ait reçu une érection canonique, et qu'il y ait obligation pour l'Evêque d'attacher un prêtre au service de la chapelle. C'est le même principe que pour les églises succursales.

Lorsque l'église de l'hospice est publique, mais que l'Evêque y députe ou n'y députe pas un prêtre, selon qu'il le juge à

noviciat, aujourd'hui Athénée communal ; l'autre était un collége, disent les *Délices des Pays-Bas*, et c'est le séminaire actuel. L'église du séminaire est donc l'église de l'ancien collége des Jésuites, et elle avait certainement alors un titulaire. Ce titulaire, n'ayant jamais été changé, ou du moins ne l'ayant pas été régulièrement, était resté affecté à l'Eglise. Or, était-il si difficile de remonter d'un siècle en arrière ? Et était-il exact de dire qu'on ne pouvait déterminer avec certitude quel était le titulaire de l'église?

propos; et lorsque ce prêtre n'a pas de fonctions bien déterminées, mais les exerce selon le bon plaisir du curé, le prêtre n'est pas attaché strictement au service de l'église, et partant il n'y a pas de titulaire liturgiquement parlant.

Lorsqu'un hospice, hôpital, ou autre lieu pieux a été fondé avec la clause expresse qu'un prêtre y serait attaché, que des revenus ont été affectés à sa subsistance, que l'Evêque a approuvé le tout, et que l'église de l'établissement a été bâtie sur ces conditions, peut-on dire qu'il y a érection canonique, et que l'église est dotée d'un titulaire ? Nous répondons affirmativement, parce qu'il y a là équivalemment création d'un bénéfice. Mais si les émoluments affectés aux fonctions de chapelain ou d'aumônier étaient indéterminés, ou vaguement indiqués, nous n'oserions nous prononcer dans le même sens; car alors tout dépendrait du bon vouloir de quelques administrateurs, il n'y aurait rien de fixe ni de stable, et l'Evêque n'aurait pas pu s'engager, dans de telles conditions, à attacher un prêtre à l'établissement, et à lui confier des fonctions déterminées d'avance.

Dans un prochain article, nous examinerons ce qui concerne les maisons religieuses.

CAS DE PASTORALE.

Messieurs,

Je prends la liberté de vous soumettre un cas qui vient de se présenter chez nous. Les questions qu'il soulève relativement à la direction et à la vocation des jeunes gens me paraissent assez intéressantes pour faire l'objet d'une étude dans votre savante publication. Le voici :

Depuis plusieurs années déjà un jeune homme, se sentant appelé à la vie religieuse, avait consulté son directeur, qui après un long et mûr examen, l'avait encouragé à suivre l'inspiration de l'Esprit-Saint.

Le jeune homme, ayant terminé sa syntaxe, se décida à entrer dans l'Ordre de *, et crut de son devoir d'en prévenir le Principal du collége *, où il faisait ses études. Il eut deux entrevues avec lui à ce sujet.

Dans la première, M. le Chanoine, puisque chanoine est M. le Principal, lui parla à peu près en ces termes : « Voyons d'abord si Dieu vous appelle à l'état religieux dans l'Ordre de * ; et ensuite, au cas où il vous appelle, si vous voulez employer les moyens ordinaires pour y arriver.

« D'abord, Dieu vous appelle-t-il à l'état religieux? Votre manière d'agir en tout cela m'en fait grandement douter. Car celui qui veut connaître la volonté de Dieu, doit recourir aux moyens les plus sûrs et qui se concilient le mieux avec les devoirs qu'il a à remplir. Or quels sont ces moyens ?

« Il faut prendre conseil de ceux que Dieu nous a donnés comme supérieurs. Votre père, en vous plaçant ici, m'a confié le soin de vous diriger, de vous former, et de vous aider dans le choix d'un état de vie. Vous n'avez pas voulu de mes conseils et du secours de ma longue expérience. Vous n'avez donc pas suivi la voie tracée par la divine Providence pour arriver au choix

d'un état de vie. Le mobile de votre conduite a été votre volonté propre. Vous vous êtes dit : je veux devenir * ; voilà tout. Loin de subordonner votre volonté à celle de Dieu, vous avez voulu faire plier la volonté de Dieu à la vôtre. Car qu'est-ce autre chose que de se dire : je veux embrasser tel état de vie, sans s'inquiéter des moyens qu'on doit employer pour arriver à la connaissance de la volonté de Dieu?

« Voilà pourquoi j'ai de graves raisons pour douter de ce que vous appelez votre vocation. »

Le jeune homme ayant alors dit qu'il avait pris conseil de son confesseur (qui est un religieux), M. le Principal répartit :

« C'est une raison de plus de persister dans mon doute. D'abord ces religieux ne sont pas vos supérieurs : ce n'est donc pas eux qu'il faut consulter. Ensuite vous voulez vous faire religieux, et il vous manque ce qui est le plus nécessaire au religieux, ce qui constitue pour ainsi dire l'essence de la vie religieuse, il vous manque l'esprit d'obéissance ; car en vous confessant à ce religieux, vous avez désobéi [1].

« Voyons maintenant si vous voulez employer les moyens ordinaires pour arriver à votre but.

« Si votre vocation est de devenir religieux, vous devez achever vos études latines. Tel est le désir qu'expriment aux Supérieurs de colléges les Evêques, les Congrégations de Rome, le Souverain Pontife enfin. C'est la voie tracée pour ainsi dire par la Providence. Je le dis dans votre propre intérêt : voilà le chemin par lequel vous devez entrer pour devenir et bon religieux et bon apôtre.

(1) Pour l'intelligence de ce point, il faut noter que le règlement du collége prescrit aux élèves de se confesser au collége même, au moins une fois le mois. Pour satisfaire à ce point de la règle, le jeune homme d'abord faisait chaque mois une confession au collége, se confessant toutes les semaines à un religieux de la localité. Plus tard, il se confessa uniquement à ce religieux remettant chaque semaine un billet de confession à son surveillant. Loin de trouver à redire à cette manière de faire, le surveillant l'approuva. Voilà cependant ce que M. le Principal qualifie de désobéissance !

« Maintenant ne craignez pas de perdre votre vocation : le temps pendant lequel vous devrez attendre ne sera qu'une épreuve, ne fera que vous affermir dans l'excellente résolution que vous avez prise. »

Nonobstant ces motifs, le jeune homme alla se présenter au Noviciat de *, et fut admis. Avant de quitter sa ville natale, il se présenta à M. le Principal pour lui annoncer son admission, et le remercier des soins qu'il en avait reçus, et voici le langage que celui-ci lui tint :

« Vous vous êtes engagé dans une mauvaise voie : vous deviez prendre le chemin ordinaire pour arriver au choix d'un état de vie, c'est-à-dire, faire entièrement vos études latines. Il est vrai que, dans des cas extraordinaires, pour des motifs spéciaux, on peut s'écarter de cette règle ; mais aucun de ces motifs n'existe pour vous. Si Mgr l'Evêque apprend qu'un élève de syntaxe veut embrasser la vie religieuse, il examinera la question, et dira que cela ne se peut pas. Vous êtes dans le même cas qu'un élève de syntaxe qui se présenterait pour entrer au séminaire. C'est à l'Evêché que M. le Président et le Père Provincial prennent leurs informations. »

Sur l'observation du jeune homme que le Père Provincial l'avait cependant admis, M. le Principal ajouta :

« Le Père Provincial n'est pas votre supérieur : ce n'était donc pas à lui, mais à moi qu'il fallait vous adresser, car aussi longtemps que votre père ne vous a pas retiré du collége, vous êtes sous ma direction. Maintenant vous vous passez de nous, eh bien, je vous le prédis, plus tard quand vos supérieurs vous ordonneront quelque chose que vous n'aimerez pas de faire, vous n'obéirez pas plus que maintenant. »

Je vous fais grâce des quelques mots qui ont encore été échangés et de la manière peu paternelle dont le jeune homme fut congédié, et je vous prie de me dire ce que vous pensez des principes émis par M. le Principal.

Rép. Ce cas nous donne l'occasion d'examiner quelques questions très-intéressantes touchant la vocation. Nous la

saisissons avec plaisir pour rappeler les principes des grands maîtres de la vie spirituelle sur cette matière. Nous dirons donc quelques mots sur chacun des points suivants :

1° En quoi consiste la vocation à la vie religieuse?

2° Quels sont les signes de vocation religieuse?

3° Quels moyens doit-on prendre pour la connaître ?

4° Les parents ont-ils qualité pour juger ce point ?

5° Les Supérieurs de collége peuvent-ils prétendre à ce droit ?

6° Quand doit-on se rendre à l'appel de Dieu ?

7° Est-il vrai que les Evêques, les Congrégations Romaines et le Souverain-Pontife veulent qu'on n'entre en religion qu'après avoir terminé ses humanités ?

8° Un règlement de collége ou les Supérieurs pourraient-ils défendre aux élèves de se confesser hors du collége ?

9° Peut-on engager ou exciter à entrer en religion?

10° Peut-on détourner quelqu'un de la vie religieuse?

1re QUESTION.

En quoi consiste la vocation à la vie religieuse?

Nous distinguons deux sortes de vocation à la vie religieuse : une vocation générale, et une vocation spéciale.

La vocation générale est l'invitation adressée par Notre-Seigneur à tous les chrétiens de le suivre dans la pratique des conseils évangéliques. Cette invitation générale n'impose aucune obligation d'embrasser la vie religieuse; mais elle assure à tous ceux qui ont le courage d'y entrer les grâces nécessaires, et même surabondantes, pour y faire plus facilement et plus sûrement leur salut.

Outre cette vocation générale, il y en a une spéciale, que l'on pourrait définir un acte de la divine Providence par lequel

Dieu appelle spécialement certaines âmes à la pratique de la perfection évangélique. Cette vocation impose aux personnes appelées l'obligation d'embrasser la vie religieuse. Elles ne pourraient négliger de se rendre à l'appel de Dieu sans mettre gravement leur salut en danger. « Si vero loqueris de vocatis, *dit S. Alphonse*, dico teneri (religionem ingredi), quia Deus negabit ipsis auxilia, quæ in religione eis parata habebit, et quibus destituti, licet auxiliis ordinariis salvari possent, de facto tamen difficulter salutem adipiscentur [1]. »

Nous n'en dirons pas davantage ici sur cette question des deux vocations. Nous la traitons spécialement dans un article qui sera ajouté à celui-ci comme *Appendix*. Ce que nous venons de dire paraîtra trop hasardé en présence de ce qu'on lit dans quelques théologies modernes, pour que nous n'ayons pas besoin de prouver nos propositions. Un peu de patience donc, et nous y viendrons. Passons pour le moment à la 2e question, supposant notre doctrine solidement établie.

2e QUESTION.

Quels sont les signes de vocation à la vie religieuse ?

On nous demandera peut-être à quoi bon cette question, si tout le monde est appelé à la vie religieuse ? Quelques mots suffiront pour montrer son utilité.

Comme nous l'avons dit dans la question précédente, il y a une vocation libre et une vocation nécessaire qu'on ne peut négliger sans compromettre son salut. Il faut donc étudier les signes de cette dernière, si l'on ne veut s'exposer à errer dans une affaire si importante.

Pour la vocation libre, aucun signe particulier n'est requis, il suffit qu'on n'ait aucun empêchement soit de droit naturel,

(1) *Theologia moralis*, lib. v, n. 78, in fine.

soit de droit ecclésiastique. Le fidèle, qui est soumis à un semblable empêchement, ne peut s'engager dans l'état religieux, aussi longtemps que l'empêchement subsiste. Tous les autres sont libres.

Est-ce à dire qu'il faille les envoyer tous au couvent, ou leur permettre d'y aller? Certainement non. C'est une affaire qui demande beaucoup de prudence et de discernement. « Licet enim, *dit saint Bernardin de Sienne*, aliquid facere ex voto semper sit melius de se, et, quantum est de se, semper expedientius videatur; tamen propter humanam infirmitatem et multorum dispositionem non semper magis expediens est. » D'où il conclut « quod talis status assumptio debet sale discretionis condiri [1]. »

On ne peut prudemment envoyer en religion des personnes qui n'ont pas assez d'énergie ou de vertu pour surmonter les difficultés qu'elles peuvent et doivent s'attendre à rencontrer dans le cloître. On ne peut prudemment y envoyer ceux qui ne s'y rendraient que par des vues tout humaines; ni ceux dont l'orgueil ne voudrait pas se plier au joug de l'obéissance; ni ceux dont la sensualité ne saurait supporter les austérités de la règle; ni ceux dont le cœur reste attaché aux vanités et aux biens périssables de ce monde. Toutes ces personnes sont impropres à la vie religieuse. « Non enim, *dit avec raison Rotario*, ad omnia omnes apti sumus, neque quod est in se melius, pro quolibet individuo melius est. Sunt enim aliqui adeo indispositi, et a vocatione quam de novo accepisse asserunt, nihil immutati, ut periculum evidens sit ex malis laicis pessimos evasuros religiosos [2]. »

Mais lorsque le directeur trouvera des cœurs bien disposés,

(1) *Opera S. Benardini Senensis*, tom. II, Serm. XVII, artic. 2, pag. 129. Edit. Venet. 1745.

(2) *Theologia moralis Regularium*, tom. I, lib. I, cap. VI, n. 1.

désireux d'arriver à la perfection, doués d'une force de caractère suffisante pour surmonter tous les obstacles, et animés de l'esprit de prière, avec lequel on obtient tout de Dieu, il peut, en toute sécurité, leur conseiller d'entrer en religion, persuadé qu'il ne se trompera pas en les y envoyant. Il y a lieu d'appliquer alors ces paroles de saint Bernardin de Sienne : « Tunc quidem evidenter est expediens, quando, omnibus circumstantiis sufficienter pensatis, manifeste apparet non imminere periculum perniciosæ transgressionis [1]. »

Revenons maintenant à la vocation nécessaire, et voyons les signes que les auteurs assignent communément.

Nous ne parlerons pas des signes extraordinaires de vocation : Dieu se plaît quelquefois à manifester sa volonté d'une manière insolite et évidente. Ainsi fit-il avec notre séraphique Père S. François et avec plusieurs autres. Qnand la volonté de Dieu se manifeste d'une manière aussi positive et aussi évidente, nul obstacle ne doit empêcher de se rendre immédiatement à l'appel divin. Mais ces vocations sont en dehors du cours ordinaire de la Providence. Nous ne nous y arrêterons donc pas, et nous venons aux signes ordinaires de vocation.

Ces signes sont au nombre de trois. Le premier est l'absence de tout empêchement soit de droit naturel, soit de droit ecclésiastique.

Du premier chef ne peuvent entrer en religion : A) ceux qui sont incapables de s'obliger, soit parce qu'ils n'ont pas l'usage de la raison, soit parce qu'ils sont sous la dépendance absolue d'autres personnes, comme les impubères [2], et les esclaves dans les pays où l'esclavage existe encore [3]. Il faudrait

(1) *Loc. sup. cit.*
(2) Can. 1, 2 et 4, caus. xx, quæst. ii.
(3) Can. fin. caus. xvii, quæst. ii.

cependant excepter le cas où l'impubère et l'esclave auraient obtenu l'autorisation des parents et du maître [1].

B) Ceux qui ont envers d'autres personnes des obligations incompatibles avec l'état religieux. Tels sont : 1° ceux qui ont contracté des dettes envers un tiers, s'ils ont espoir de pouvoir les acquitter dans un assez bref délai, et si le retard ne fait courir aucun danger à leur vocation [2].

2° Les personnes mariées, si le mariage est consommé. Un des époux ne pourrait en général entrer en religion que du consentement de son conjoint [3], et celui-ci devrait dans ce cas se soumettre aux mesures prescrites par l'Eglise [4].

Nous disons *en général*, car il y a exception en faveur de l'époux auquel les crimes du conjoint auraient donné le droit de l'abandonner. Par exemple, si son conjoint s'est rendu coupable d'adultère [5], d'hérésie ou apostasie [6]. Le directeur doit cependant noter que si l'adultère n'est pas juridiquement constaté, l'époux abandonné pourra civilement s'opposer à l'entrée en religion de son conjoint [7]. L'hérésie et l'apostasie n'étant pas des causes suffisantes pour demander le divorce d'après la loi civile, le même inconvénient se présentera, si

(1) Cf. Schmalzgrueber, *Jus ecclesiasticum universum*, lib. III, titul. XXXI, n. 23.

(2) Cf. S. Alphonsus, *Theologia moralis*, lib. V, n. 71; Schmalzgrueber, *Loc. cit.*, n. 25, 35 et 36; Rotario, *Op. cit.*, tom. I, lib. II, cap. II, punct. 4.

(3) Cap. *Placet*, 2, *De conversione conjugatorum*.

(4) Cap. *Cum sis*, 4; Cap. *Uxoratus*, 8, *eod titulo*. Cf. can. *Agathosa*, 21, caus. XXVII, quæst. II.

(5) Cit. cap. *Agathosa*; et cap. *Constitutus*, 15; et cap. *Veniens*, 16, *De conversione conjugatorum*.

(6) Cap. *Mulier*, 21, *De conversione conjugatorum*; cap. *De illa*, 6, *De divortiis*.

(7) L'article 214 du Code civil donnant aux époux le droit de contraindre le conjoint à la cohabitation. Cf. Rogron, *Code civil expliqué*, à l'article cité.

les époux n'ont pas obtenu le divorce par consentement mutuel [1].

Notons encore ici que la législation civile apporte une entrave à l'exercice d'un droit accordé par les lois ecclésiastiques aux époux dont le mariage n'est pas consommé. Ils ont toujours, d'après l'Eglise, le droit d'entrer en religion [2]. Or le Code, méconnaissant ce droit, et donnant aux époux celui de forcer leur conjoint à cohabiter, viole ainsi la liberté religieuse des époux catholiques.

3° Les enfants qui, en entrant en religion, laisseraient leurs parents dans une nécessité grave [3], ou leurs frères et sœurs dans une necessité extrême [4].

4° Les parents, dont l'entrée en religion plongerait ou laisserait leurs enfants mineurs dans une nécessité grave, soit sous le rapport de la subsistance, soit sous le rapport de l'éducation [5].

De droit ecclésiastique ne peuvent entrer en religion : 1° les personnes qui n'ont pas l'âge requis par les lois de l'Eglise. Le Concile de Trente annule toute profession faite avant

(1) Là où ce chef de divorce est admis, par exemple en Belgique. En Hollande, l'article 263 du Code civil statue en termes exprès que le divorce ne peut jamais avoir lieu par consentement mutuel. La loi du 8 mai 1816, en abolissant le divorce en France, a fait disparaître cette plaie honteuse pour un pays catholique.

(2) Cap. *Verum*, 2; *Ex publico*, 7, *De conversatione conjugatorum*.

(3) Dans les informations que les Supérieurs réguliers doivent prendre au sujet des postulants, Clément VIII leur ordonne de s'enquérir diligemment : « An eorum parentes ope et subsidio ipsorum indigentes destituantur. » Const. *Regularis disciplinæ*, § 23, *Magnum Bullarium Romanum*, tom. III, pag. 128. Cf. S. Alphons., *loc. cit.*, n. 66; Schmalzgrueber, *loc. cit.*, n. 40.

(4) S. Alphons., *loc. cit.*, n. 70; Schmalzgrueber, *loc. cit.*, n. 42 et 43; Suarez, *De Religione*, tom. III, lib. V, cap. VI, n. 4, 5.

(5) S. Alphons., *Ibid.*, n. 69; Salmanticenses. *Cursus theologiæ moralis*, tract. XV, cap. III, n. 52; Schmalzgrueber, *loc. cit.*, n. 27.

16 ans révolus [1]. Mais le Concile ne fixait point l'âge où les enfants pouvaient entrer au couvent. Ce point fut réglé par les Papes Innoncent X, Alexandre VII et Clément X.

Par ordre de ce dernier, la S. Congrégation sur l'état des Réguliers défendit à tous les Supérieurs de couvent de recevoir des enfants, à quelque titre que ce soit, à moins qu'ils n'aient 20 ans accomplis, s'il s'agit de frères convers [2] et 15 ans révolus, s'ils s'agit de frères clercs [3].

Le 19 mars 1857, la même Congrégation défendit aux frères clercs d'émettre les vœux simples, qui se font à la fin du noviciat, avant l'âge prescrit par le Concile de Trente pour la profession solennelle (16 ans accomplis); et aux frères laïcs et convers, avant d'avoir accompli leur vingt-unième année [4]; mais elle ne changea pas l'âge requis pour l'entrée. Il est toutefois à notre connaissance que des Ordres religieux ont un privilége qui, en certains cas, déroge à la règle générale [5].

2° Les Evêques, à moins qu'ils n'en obtiennent l'autorisation du Souverain Pontife [6]. La dignité épiscopale est plus noble, plus sublime, que l'état religieux : il n'est donc pas étonnant

(1) « In quacumque Religione, tam virorum quam mulierum, professio non fiat ante decimum sectum annum expletum. » Sess. xxv, cap. 15, *De Regularibus et Monialibus.*

(2) C'était l'âge fixé par Clément VIII pour leur admission. « Ipsi autem conversi non recipiantur ante vigesimum ætatis suæ annum. » Cf. Const. *Regularis disciplinæ*, § 22.

(3) « Nec quisquam censeatur habilis ad hujusmodi habitum suscipiendum ut clericus, nisi annum ætatis suæ decimum quintum, neque ut conversus, nisi annum vigesimum expleverit. » Apud Bizzarri, *Collectanea in usum Secretariæ S. Congregationis Episcoporum et Regularium*, pag. 305.

(4) Bizzarri, *Op. cit.*, pag. 906.

(5) Cf. *Bullar. Ord. FF. Min. Capuccin.*, tom. I, pag. 146.

(6) Cap. *Inter*, 2, *De translatione Episcopi;* cap. *Nisi*, 10, *De renuntatione ;* cap. *Licet*, 18, *De Regularibus et transeuntibus ad Religionem.*

que l'Eglise exige l'intervention du Saint-Siége pour permettre à un Evêque de descendre à un état moins parfait [1].

On n'a pas le même motif à faire valoir pour les ecclésiastiques d'un rang inférieur à l'Evêque. D'où l'on peut conclure que rien ne s'oppose à leur entrée en religion, et qu'ils n'ont besoin pour cela d'aucune autorisation spéciale. Et en effet, c'est un principe inscrit dans la législation ecclésiastique [2].

A la vérité nous lisons dans un ouvrage écrit par Mgr Malou : « La loi canonique a prévu des cas où il est permis à un ecclésiastique de quitter précipitamment le monde pour entrer dans l'état religieux, quelles que soient les dignités et les fonctions dont il est revêtu, et même malgré le refus de ses supérieurs ; mais ces cas sont rares et méritent d'être très-bien constatés avant qu'on ne les suppose. La prudence commune indique une autre voie. Quand on entend au fond du cœur une voix divine qui appelle à la vie parfaite, et que des liens extérieurs, que l'on ne peut briser sans empêcher un grand bien ou produire quelque mal, retiennent dans le monde:

(1) Cf. Rotario, *Theologia moralis Regularium*, tom, I, lib. II, cap. II, punct. II, n. 1.

(2) « Clerici, *lit-on dans un Concile de Tolède*, qui monachorum propositum appetunt, quia meliorem vitam sequi cupiunt, liberos eis ab Episcopis in monasteriis largiri oportet ingressus, nec interdici propositum eorum, qui ad contemplationis desiderium transire nituntur. » Cap. un. Caus. 19, quæst. 1. « Si quis horum, *lit-on dans un canon attribué par Gratien au Pape Urbain II*, in ecclesia sua sub Episcopo populum retinet, et sec.ulariter vivit, si afflatus Spiritu Sancto in aliquo monasterio vel regulari canonia salvare se voluerit, quia lege privata (Spiritus Sancti) ducitur, nulla ratio exigit, ut a lege publica constringatur. Dignior enim est lex privata quam publica. Spiritus quidem Dei lex est, et qui spiritu Dei aguntur, lege Dei ducuntur : et quis est qui Spiritui Sancto possit digne resistere ? Quisquis igitur hoc spiritu ducitur, etiam Episcopo suo contradicente, erat liber nostra auctoritate. » Can. 2. caus. 19, quæst. 2. Voir ce que nous avons dit sur ce point, *Nouvelle Revue théologique*, Tom. III, pag. 18 et suiv.

que l'on s'adresse avec confiance et simplicité à ses supérieurs dont les lumières sont connues, et dont la conscience est engagée dans ces cas, pour obtenir direction et conseil. S'ils permettent de suivre immédiatement l'inclination du cœur, tout est bien : on ne doit plus s'inquiéter du reste; s'ils croient devant Dieu qu'il faut attendre : que l'on ait un peu de patience et de résignation, pensant que l'on obéit à Dieu, lorsqu'on obéit à ceux qui tiennent sa place ici-bas. Le Seigneur a deux manières de manifester sa volonté sainte : dans l'âme, par sa grâce ; à l'oreille, par la voix des supérieurs. Quand il y a doute ou apparence de conflit entre ces deux manifestations de la volonté de Dieu, la seconde est toujours la plus sûre [1]. »

Nous aurions beaucoup à dire sur ce passage si nous voulions en faire une critique sévère. Tel n'est pas notre but ; nous nous contenterons de deux courtes observations.

La première :

Mgr Malou ne semble-t-il pas avoir pris ici le contre-pied de la législation canonique ? En effet, celle-ci pose, comme principe général, qu'un ecclésiastique peut partir, malgré son Evêque, pour embrasser un état plus parfait; et que, si son Supérieur peut s'y opposer, ce n'est qu'exceptionnellement [2]. Mgr Malou, au contraire, fait de l'exception la règle générale, et transforme celle-ci en exception, déclarant rare le cas où il sera permis de quitter le monde malgré le refus de ses supérieurs.

La seconde : de ce passage on est en droit de conclure que lorsque le Supérieur refusera son consentement, l'inférieur ne

(1) *Règles pour le choix d'un état de vie proposées à la jeunesse chrétienne*, pag. 188.

(2) V. Constit. *Ex quo*, de Benoît XIV. *Bullarium Benedicti XIV*, vol. IV, pag. 357.

peut partir sans s'exposer à désobéir à Dieu, *Dieu nous parlant à l'oreille par la voie des supérieurs.* Il est vrai que la volonté de Dieu se manifeste aux inférieurs par le canal des supérieurs. Mais quels sont les supérieurs par lesquels Dieu nous fait surtout connaître sa volonté à notre égard ? Est-ce son Vicaire sur la terre ? Sont-ce les supérieurs d'un ordre inférieur et qui sont subordonnés au Souverain-Pontife ? Tout le monde, croyons-nous, se prononçera pour le premier. Or, que nous dit le Vicaire de Jésus-Christ ? Que l'Evêque ne peut s'opposer au dessein inspiré par Dieu même ; qu'il est obligé d'accorder l'autorisation demandée ; et que, s'il la refuse, son inférieur est libre d'embrasser un état plus parfait. « Talis ergo, *dit Innocent III*, postquam a Prælato suo transeundi licentiam postulaverit, ex lege privata, quæ publicæ legi præjudicat, absolutus, *libere potest sanctioris vitæ propositum adimplere, non obstante proterva indiscreti contradictione Prælati.* Quocirca noverint universi, quibus hujusmodi privilegium est concessum, *se ad concedendam licentiam transeundi taliter postulantibus de jure teneri :* quia sicut subditus a Prælato cum humilitate et puritate debet transeundi licentiam postulare, ne bonum obedientiæ contemnere videatur [1] : sic profecto Prælatus subdito sine difficultate et pravi-

(1) Notons qu'il s'agit ici de religieux, et que l'obligation de demander la permission de passer à un état plus parfait n'existe que pour eux. Pour les ecclésiastiques séculiers, cette obligation n'est inscrite nulle part. On trouve seulement l'obligation pour les curés de prévenir l'Evêque avant leur départ, afin qu'il puisse pourvoir de suite aux besoins de la paroisse. Benoît XIV, *cit. Constit.* Les convenances demandent aussi que les autres ecclésiastiques préviennent l'Evêque ; mais ne leur en imposent pas l'obligation. Benoît XIV semble même approuver l'archidiacre de la cathédrale de Brescia, qui était parti à l'insu de son Evêque, le Cardinal Quirinus, mû par une crainte révérentielle, *ac desiderio propositi sui reipsa exequendi, justoque timore, ne forte ab ejus implemento revocaretur.*

Mais, nous dira-t-on, s'il s'agit, dans la décrétale d'Innocent III, de

tate qualibet *debet transeundi licentiam indulgere, ne videatur propositum impedire divinitus inspiratum* [1]. »

L'ecclésiastique que Dieu appelle intérieurement à la vie religieuse, et qui l'embrasse malgré l'opposition de son Evêque, ne désobéit pas à Dieu qui lui parle à l'oreille par ses supérieurs; mais il se rend à l'appel de Dieu qui lui manifeste sa volonté sainte de deux manières : dans l'âme par son inspiration; à l'oreille, en lui disant par la voix de son Vicaire : *Eat liber nostra auctoritate* [2].

De tout ceci nous concluons que l'opposition de l'Evêque au départ d'un ecclésiastique ne constitue pas un empêchement canonique, et n'est pas en conséquence un signe de non vocation. Cela suffit pour le premier signe de vocation; passons au second.

Le second signe de vocation est l'*aptitude* à la vie religieuse.

« Non enim, *dit très-bien S. Bernardin de Sienne,* sine magna experientia et lumine Dei regulæ sanctorum Patrum

religieux, pourquoi l'invoquons-nous pour établir le droit des ecclésiastiques séculiers? Parce qu'elle nous fournit un argument *a fortiori*, argument dont Benoît XIV lui-même s'est servi, *cit. Constit.* « Sin vero, *y dit-il*, denegetur (Episcopi consensus), hujusmodi dissensus, ex auctoritatibus superius citatis, presbyterum non adstringet, quominus Religionem ingredi valeat. Neque id mirum videri debet. Si enim presbyter Episcopo reverentiam et obedientiam in sua ordinatione promisit, multo solemnius Regulares eam promiserunt proprio Superiori in religiosa votorum professione. Et tamen quoties Regularis in Ordine laxiori professus ad strictiorem transire cupit, tenetur quidem a Superiore laxioris licentiam petere : verum tamen, ea sibi denegata, nihilominus ad strictiorem libere transire potest, ut expresse statuitur in capite Licet, *De Regularibus.* » L'obligation plus forte, qui lie le religieux à son supérieur, explique pourquoi il est tenu de lui demander la permission, tandis que les séculiers n'y sont point astreints.

(1) Cap. *Licet*, 18, *De Regularibus et transeuntibus ad Religionem.*

(2) V. le texte entier ci-dessus, pag. 85, note. 2

prudentissime statuerunt quod ad religionem venientes antea probarentur an ad talem religionem apti sunt et idonei. Quis enim ædificator domus, vel navis materialis non solerter, et provide perserutatur ligna et lapides, et diu cum multis scissuris et tonsionibus parat, antequam in ædificio ponantur? Nec ad hoc quoscumque accipit, sed solum solidos, et suo artificio aptos : quanto magis in spiritualium religionum ædificio hoc servari necesse est? Igitur sicut nullus est a pœnitentia, aut a spe veniæ rejiciendus, si pœniteat vere ; sic nullus est ad intima sanctorum vel sanctarum collegia, seu ad firmam vel familiarem societatem recipiendus, nisi prius ejus idoneitas per signa sufficientia fuerit comprobata [1]. »

En quoi consiste cette aptitude? Le R. P. Gautrelet a parfaitement traité cette question; nous lui laisserons la parole : « Distinguons, *dit-il*, ce qui est requis pour qu'un sujet soit propre à la vie religieuse en général et ce qui est nécessaire pour qu'il soit propre à tel ou tel ordre.

« 1. Ce qui constitue la vie religieuse en général, c'est l'état de tendance à la perfection, qui en est la fin et en fait l'essence; ce sont les vœux, qui sont les principaux moyens pour parvenir à cette fin; ce sont les règles, complément, développement et sauvegarde des vœux; c'est la vie de communauté, l'esprit de soumission à l'égard des supérieurs, d'union avec les membres de la famille, les exercices de piété plus ou moins nombreux qui facilitent la pratique des vertus. Par conséquent, quiconque désire tendre à la perfection, s'assujettir à une règle et se lier par des vœux dans l'intérêt de ce but; quiconque espère pouvoir pratiquer les vœux de pauvreté, chasteté et obéissance, et donne sur ce point des garanties suffisantes, s'il n'avait rien du reste sous le rapport physique

(1) *Serm. cit.*, artic. II, cap. I, pag. 129.

ou moral qui s'opposât réellement à l'accomplissement de son dessein, comme seraient des infirmités incompatibles avec la vie religieuse, une faiblesse d'esprit notable, des passions indomptées, un caractère incapable de se soumettre, d'obéir et de vivre en bonne intelligence avec ses frères ; quiconque, dis-je, remplit ces conditions, possède, ce me semble, l'aptitude générale à l'état religieux. Il suffirait de manquer entièrement d'une de ces conditions essentielles, pour donner à conclure qu'on n'est point propre à cet état...

« 2. Ce qui constitue la vie religieuse en particulier, c'est telle ou telle fin spéciale et propre à tel ordre ; car chaque ordre a sa fin particulière, et par conséquent des ministères, des règles, un genre de vie, des obligations qui lui sont plus ou moins propres et qui le distinguent des autres ordres religieux ; toutes ces choses demandent des dispositions analogues dans celui qui doit faire partie de cet ordre. L'ensemble de ces dispositions constitue l'aptitude ; leur défaut, surtout s'il s'agit des conditions essentielles, prouve la non-aptitude du sujet qui se présente. Prier, enseigner, prêcher, écrire, servir les malades, ou se livrer à des travaux corporels, sont choses bien différentes, et demandent des qualités diverses. Avoir de l'aptitude pour entrer dans tel ordre, c'est avoir dans le physique et le moral, dans la santé, le caractère, les talents, les inclinations, les habitudes, etc., ce qui est requis pour tendre avantageusement à la fin de cet ordre, exercer convenablement ses ministères, observer ses règles, garder ses vœux, aimer ses pratiques. Manquer absolument de quelqu'un de ces caractères essentiels, c'est manquer d'une condition nécessaire et par conséquent de l'aptitude pour tel ordre. Ainsi, par exemple, une personne dont la santé frêle et délicate a besoin de mille ménagements pour soutenir un reste de vie languissante, se présente pour être reçue dans une

maison où les plus vigoureux ont de la peine à porter le poids des travaux corporels et des austérités ; on peut conclure ordinairement du moins que cette personne n'est pas appelée à cet ordre. Cette autre personne voudrait entrer dans une de ces communautés exclusivement vouées à l'éducation de la jeunesse ; elle ne sait rien et on ne la juge pas capable d'apprendre ; elle n'a pas l'aptitude pour remplir la fin de cette communauté ; à moins qu'elle ne consentît à être appliquée aux ministères domestiques, elle n'y est point appelée. Nous pourrions pousser plus loin ce détail, et passer ainsi en revue tous les points essentiels ; mais la chose n'est pas nécessaire, et nous en avons dit assez pour être compris : voilà pour l'aptitude [1]. »

Le troisième signe de vocation est l'*attrait* pour la vie religieuse. « Nous donnons ce nom, *dit le même auteur*, à cette voix secrète par laquelle Dieu intime à l'âme sa volonté et lui fait connaître plus distinctement le choix qu'il fait d'elle pour tel genre de vie où il l'appelle, tel emploi auquel il la destine. Nous comprenons sous le nom d'*attrait* non-seulement ce penchant, cette inclination qui prévient, ce semble, toute réflexion, et qui porte l'âme à tel genre de vie, à tel ordre plutôt qu'à tel autre, mais encore cette inclination réfléchie, fruit de la considération et d'une mûre délibération, dans laquelle, après avoir pesé le pour et le contre, on se détermine pour un parti ou pour un autre. Le premier attrait est, pour ainsi dire, un attrait d'instinct, le second est un attrait de raison : le cœur fait presque tout dans le premier cas, dans le second l'impulsion a son origine dans l'intelligence d'où elle se communique à la volonté, et la conviction de l'esprit détermine la persuasion du cœur [2]. »

(1) *Traité de l'état religieux*, tom. I, pag. 23-25.
(2) *Ib.*, pag. 25.

En parlant de cet attrait, S. Bonaventure nous assure qu'il ne peut venir que de Dieu : « Religionis enim hujus propositum, ut nullum terrenum expectari possit emolumentum, nulli necessitate imponitur, nec carne et sanguine suggeritur; sed ab illo inspiratur, de quo dicit (S. Joan. III, 27) : *non potest homo accipere quidquam, nisi datum fuerit ei de cœlo* [1]. » C'est aussi ce que dit S. Thomas : « Illi, qui ad religionem accedit, non potest esse dubium, an propositum de ingressu religionis in corde ejus exortum sit a Spiritu Dei, cujus est ducere hominem in terram rectam... Et ideo propositum de ingressu religionis non indiget probatione utrum sit a Deo : quia certa discussione non eget [2]. »

Toutefois, pour que cet attrait soit un signe manifeste de la volonté de Dieu, il faut qu'il soit fondé sur des motifs purs, surnaturels. Celui qui se sent porté à embrasser la vie religieuse pour un motif purement humain ne montre pas une véritable vocation religieuse. Tels sont ceux qui voudraient entrer en religion pour se soustraire à l'autorité paternelle qui les tient dans une sévère dépendance, les enfants qui voudraient se venger de certains torts de leurs parents à leur égard; ceux qui auraient pour but de chercher dans le cloître une vie plus douce, plus commode, moins laborieuse, etc. Ces motifs n'ont pas Dieu pour auteur : on ne peut pas regarder ce désir d'entrer en religion comme venant de Dieu.

Mais si l'on est poussé à la vie religieuse par le désir de faire plus facilement son salut, d'éviter les périls du monde, de faire pénitence de ses péchés, d'arriver à une plus haute perfection, ou autre motif semblable, il n'y a pas de doute, l'attrait vient de Dieu. « Si autem, *dit Rotario*, quis movea-

(1) *Expositio in Regulam Fratrum Minorum*, In cap. 2. *Operum* Tom. XIV, pag. 563, Edit. Vivès. (2) 2-2, q. 89, a.10, ad 1.

tur ad assumendam religionem amore et desiderio captus eorum, quæ ad Deum assequendum conducunt, puta, ad evitandas occasiones peccati adeo frequentes et obvias in statu laicali, vel ad præteritæ vitæ correctionem et emendationem inchoandam, vel ad peragendam pœnitentiam de peccatis commissis, vel ad observanda consilia evangelica propter christianæ perfectionis consecutionem, vel ad quietem et pacem conscientiæ obtinendam, vel ad uniendum se Deo vinculis perfectæ charitatis, vel aliis spiritualibus motivis alliciatur ad statum perfectionis amplectendum; utique talis vocatio refundi debet in Deum, qui est auctor boni et sancti consilii : non enim hæc inclinatio ad eligendam vitam sejunctam a cunctis mundi deliciis, mortificationibus plenam, austeritatibus redundantem cum perpetua sui abnegatione, et humili subjectione ad Prælatum, oriri potest a natura quæ fugit ab iis, quæ carni sunt molesta; non a dæmone, qui ad bonum ex fine bono non inducit : remanet ergo ut sit a Deo, cujus est ad perfectionem vocare, et dicere ad cor eorum, quos eligit in servos : *Venite post me* [1]. »

Tels sont les signes de vocation à la vie religieuse, communément donnés par les auteurs qui se sont occupés de ce point. Lorsqu'un directeur les découvrira dans son pénitent, il pourra, en toute sécurité, décider que celui-ci est réellement appelé à la vie religieuse, et l'engager à suivre sa vocation, si rien ne s'y oppose d'ailleurs.

Mais, nous dira-t-on, il y en a tant qui, après être entrés dans le cloître, et chez lesquels par conséquent le confesseur devait avoir trouvé ces signes, en sont sortis, et sont rentrés dans le monde. N'est-ce pas une preuve qu'ils n'étaient pas

(1) *Loc. cit.*, lib. 1, cap. VI, n. 3.

appelés à la vie religieuse, et qu'ainsi les signes par nous indiqués ne prouvent nullement la vocation ?

Cette conclusion serait illégitime. Cette objection avait déjà été soulevée du temps de S. Thomas qui se l'est proposée dans les termes suivants : « Dicitur *Act.* v, 39 : *Si ex Deo consilium est hoc, aut opus, non poteritis dissolvere illud.* Dissolvitur autem propositum religionis intrandæ in multis per apostasiam. Non igitur hoc propositum fuit a Deo [1]. »

Cette argumentation conduit à l'absurde. Si elle avait quelque force, elle prouverait, comme l'observe très-bien S. Thomas, que Judas n'avait pas de vocation ; que la vocation de Simon le Magicien à la véritable foi ne venait pas de Dieu ; car c'est le même principe des deux côtés : « Assumamus etiam alia..... Si Judas a choro Apostolorum decidit, ejus electio a Deo non fuit ; si Simon magus post baptismum in hæresim decidit, a Deo non fuit quod eum Philippus baptizavit. Cum quibus omnibus addamus et horum argumentum mirabile, consimilem virtutem habens cum prædictis : si ille qui religionem intravit, ab ea egreditur, propositum quo intravit a Deo non fuit ; vel studium eorum a Deo non fuit qui eum ad religionem attraxerunt [2]. » Comme le dit encore le même saint Docteur, tout ce qui vient de Dieu n'est pas immuable ; tous ses dons ne sont pas inamissibles. « Nec propter hoc ostenditur non esse ex Deo quod aliqui retrocedunt (ab ordinibus religiosis). Non enim omne quod a Deo est, incorruptibile est. Alioquin creaturæ corruptibiles non essent ex Deo, ut Manichæi dicunt. Neque etiam aliqui qui

(1) Opusculum XVIII (al. XVII). *Contra pestiferam doctrinam retrahentium homines a religionis ingressu*, cap. 8. *Oper.* Tom. XIX, pag. 472. Edit. Venet. 1754.

(2) *Ibid.*, cap. 10, pag. 477.

habent a Deo gratiam, possent illam amittere : quod etiam est hæreticum [1]. »

Tout ce que l'on pourrait donc conclure de la sortie de ces personnes, c'est qu'elles ont été infidèles à la grâce de leur vocation, ou que leur confesseur s'est trompé sur les signes de leur vocation, ou de leur aptitude à la vie religieuse. Mais leur sortie ne prouve nullement qu'elles n'y étaient point appelées.

En voilà assez sur les signes de vocation à la vie religieuse : voyons maintenant quels sont les moyens à prendre pour les découvrir.

(1) *Summa*, 2-2, q. 189, A. 10, ad 1.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

I.

OFFICIA DE PASSIONE D. N. J. C. — (Tournai, Desclée et C°).

La Société de S. Jean l'Evangéliste, bien connue de la plupart de nos lecteurs par ses magnifiques impressions liturgiques, vient de mettre en vente, un charmant petit livre de cent pages, contenant *tout au long* les Offices de la Passion qui se récitent les mardis qui suivent la Septuagésime et la Sexagésime, et tous les vendredis de Carême. Ces Offices, au nombre de sept, concédés autrefois au clergé romain et à quelques familles religieuses, se récitent aujourd'hui dans la plupart des diocèses. Pour ne point grossir outre-mesure le volume des bréviaires, les éditeurs sont obligés de faire à ces Offices de nombreux renvois, qui en rendent la récitation difficile et sujette à de nombreuses distractions.

Sur les instances de plusieurs ecclésiastiques, la Société S. Jean a réuni dans un petit volume tout ce qui est nécessaire ces jours-là à la récitation de l'Office, les psaumes des Vêpres, Complies, Matines et petites heures, la leçon de la férie et sa commémoraison aux Laudes. Les amateurs de l'agréable joint à l'utile trouveront, dans ce volume, le caractère artistique du bréviaire. Au revers du faux titre se trouve un *Ecce homo* au milieu des insignes de la passion. Au commencement du volume, la tête de page représente la prière de N. S. au Jardin des Olives, etc. Les plus grands soins ont été apportés à la correction typographique, et sous ce rapport comme sous tous les autres, ce volume peut rivaliser avec les plus célèbres éditions plantiniennes.

La publication d'opuscules de moindre importance n'arrête pas l'impression du Bréviaire, laquelle avance rapidement, et promet d'être terminée l'été prochain. Nous nous proposons de dire alors à nos lecteurs tout ce qu'il a fallu de soins, d'études, et de recours à Rome pour mener à bien cette vaste entreprise, et faire du Bréviaire de la Société S. Jean l'Evangéliste un chef d'œuvre non moins pour le fond que pour la forme.

II.

COMMENTARIUS IN EVANGELIUM SECUNDUM MATTHÆUM, aliis Evangelistis pro concordia historica, præsertim in omnibus iis quæ ad passionem Christi spectant, collatis, ad usum Seminarii Brugensis per quæstiones et responsa digestus, Auctore J. A. VAN STEENKISTE, can. honor. eccl. cath. Brug., S. Theol. Lic. in Univ. Cath. Lovan., et S. Script. Prof. in Sem. Brug. *Altera editio, multum adaucta, cum tabula geographica.* 2 vol. in 8°. Brugis, Beyaert-Defort, 1875.

Il n'y a pas d'étude plus nécessaire au prêtre que celle de l'Ecriture Sainte, qui, suivant les termes de l'Apôtre, inspirée de Dieu, est utile pour enseigner, pour reprendre, pour corriger, pour instruire dans les devoirs de la justice ; afin que l'homme de Dieu soit parfait, étant préparé pour toutes sortes de bonnes œuvres [1]. Elle leur est tellement nécessaire que les Saints Pères appellent l'Ecriture Sainte le livre du prêtre [2], qu'ils engagent les prêtres à en faire l'objet de leurs études nuit et jour [3]; à ne jamais le déposer de leurs mains [4].

(1) « Omnis scriptura divinitus inspirata, utilis est ad docendum, ad arguendum, ad corripiendum, ad erudiendum in justitia : ut perfectus sit homo Dei, ad omne opus bonum instructus. » II Timoth. III, 16, 17.

(2) *Liber sacerdotalis,* dit S. Ambroise.

(3) « Noctibus ac diebus, *dit le même Saint,* sine ulla cessatione recenseto divinas Scripturas. »

(4) S. Jérôme dit : « Divinas Scripturas sæpius lege; imo nunquam de manibus tuis deponantur. » *Epist. ad Nepotianum.* Tom. IV *Oper.* Part. II, Col. 261.

Nous lisons aussi dans le Concile de Cologne de 1536 : « Nunquam a manibus eorum (sacerdotum) liber legis, hoc est, Biblia deponatur. »

« Que le sommeil, *dit saint Jérôme*, vous surprenne tenant en main les livres saints ; que leurs pages sacrées reçoivent et soutiennent votre tête, lorsqu'elle tombera accablée de sommeil [1]. »

Ce que les Saints Pères disent de la nécessité pour le prêtre d'étudier et méditer continuellement l'Ecriture Sainte s'applique plus spécialement encore aux Evangiles. Le prêtre, qui est le représentant de Jésus-Christ sur la terre [2], doit étudier son divin modèle, former son cœur sur le sien ; se pénétrer de sa doctrine, revêtir son esprit, s'embraser de son zèle pour la gloire de Dieu et le salut de ses frères. Comment y parviendra-t-il sinon par l'étude assidue et la fréquente méditation des Evangiles?

Tout travail, qui aura pour but de faciliter cette étude, de la rendre plus utile, doit être reçu avec reconnaissance par le clergé. C'est à ce titre que nous recommandons tout spécialement la seconde édition du *Commentaire sur l'Evangile de S. Matthieu*, dont M. le chanoine Van Steenkiste vient d'enrichir la littérature ecclésiastique. Il n'a pas écrit son livre pour les savants, quoique son commentaire, aussi solide que profond, ne laisse rien à désirer sous le rapport de la science. Toutes les questions exégétiques, critiques et morales qui s'y rattachent y sont traitées, et y reçoivent la solution la plus satisfaisante.

L'auteur a écrit son ouvrage pour les séminaristes et spécialement pour les prêtres employés dans le saint minis-

(1) « Ama scientiam Scripturarum et carnis vitia non amabis ; rarus sit egressus tuus in publicum; crebrius lege, disce quam plurima; tenenti codicem somnus obrepat, et cadentem faciem pagina sancta suscipiat. »

(2) « Pro Christo, *dit l'Apôtre S. Paul*, legatione fungimur. » II Cor. v, 20. Cf. Ad Ephes. vi, 20.

tère. Il a fait usage d'une méthode qui nous plaît beaucoup dans les ouvrages didactiques : il procède par questions et réponses. Non-seulement cette méthode est plus appropriée à l'intelligence des jeunes gens, mais elle a cela de particulier dans notre cas qu'elle prépare mieux les ecclésiastiques à répondre aux questions des examens et des conférences ecclésiastiques, et qu'elle leur facilite la connaissance et la mémoire des faits évangéliques. Ecrit avec simplicité et correction, ce commentaire est à la portée de toutes les intelligences, et sera lu par tous avec autant de fruit que de satisfaction.

Nous avons dit que l'auteur avait eu en vue de venir en aide au clergé employé dans le saint ministère ; et il nous semble avoir parfaitement réussi. Nous ne connaissons en effet aucun commentaire qui puisse leur être aussi utile que celui de M. Van Steenkiste. Ils y trouveront, outre le sens du texte sacré, sens qu'il est de la plus haute importance de connaître, de nombreuses applications du texte aux instructions pastorales. L'auteur fait très-souvent ressortir les instructions morales que le prédicateur peut puiser dans le texte sacré, et lui fournit ainsi une ample moisson pour ses sermons.

Et sous ce rapport, nous ne pouvons passer sous silence l'utilité que présente ce commentaire en ce qui concerne les sermons de Carême. Dans plusieurs diocèses de la Belgique existe la pieuse et louable coutume (coutume qu'il serait désirable de voir s'introduire partout) de prêcher tous les dimanches du Carême sur la passion du Sauveur. Pour faciliter la besogne des orateurs, l'auteur a longuement développé cette partie de la vie de notre divin Rédempteur, la faisant précéder de douze plans de sermons sur la passion en général. Les détails dans lesquels il entre sur chaque circonstance de la passion mettent à la disposition de chaque prédicateur un nombre considérable de sermons.

Ce peu de mots suffiront, croyons-nous, pour faire comprendre à nos lecteurs toute l'utilité du commentaire de M. Van Steenkiste.

Nous espérons que le clergé paroissial surtout saura gré à l'auteur de sa bonne œuvre, et fera le meilleur accueil à un ouvrage qui lui présente tant d'avantages.

III.

COLLECTIO OMNIUM CONCLUSIONUM ET RESOLUTIONUM quæ in causis propositis apud S. Congregationem Cardinalium S. Concilii Tridentini Interpretum prodierunt ab ejus institutione anno 1564 ad annum 1860 distinctis titulis alphabetico ordine per materias digesta cura et studio SALVATORIS PALLOTTINI S. Theologiæ Doctoris, in Romana curia advocati, penes eamdem S. Congregationem matrimoniorum, sacrarum ordinationum, professionum religiosarum defensoris ex officio, supplicum libellorum et commissionum, quæ Brevibus Apostolicis Literis annulo piscatoris obsignatis confectæ ad ecclesiasticos judices exteris in regnis morantes mittuntur, revisoris, et Concilii Vaticani Notarii. Romæ, typis S. Congregationis de Propaganda fide. 1868, et années suivantes [1].

Tous nos lecteurs connaissent l'autorité dont jouit la S. Congrégation du Concile, le pouvoir dont elle est investie, non seulement de faire exécuter les décrets du Concile de Trente, mais encore d'interpréter tous les doutes qui s'y rattachent. « Sacræ Congregationis Concilii, *écrit le savant Cardinal Petra*, proprium est, privative quoad alia tribunalia, interpretari decreta conciliaria [2]. »

Les décisions interprétatives du Concile ont force de loi dans toute l'Eglise, sans qu'elles aient besoin d'une promulga-

(1) On peut se procurer les volumes parus chez Mme Vve Henri Casterman, qui transmettra aux souscripteurs les livraisons, aussitôt leur apparition.

(2) *Commentaria ad Constitutiones Apostolicas.* Const. x Martini V, n. 42, tom. IV, pag. 246.

tion légale. Si le défaut de promulgation pouvait autrefois engendrer des inconvénients, la mesure prise par la S. Congrégation depuis plus d'un siècle et demi les a fait en grande partie disparaître. Depuis 1718, les décisions de la S. Congrégation, précédées du rapport du Secrétaire, sont imprimées chaque année. La collection jusqu'en 1860 se compose de 119 volumes in-4°, et a pour titre : *Thesaurus resolutionum S. Congregationis Concilii.*

La valeur légale des décisions nous fait comprendre toute l'importance de cette collection. Toutefois l'absence d'une table générale, au moins après un certain nombre de volumes, lui enlève une grande partie de son utilité. Celui qui ne connaît pas la date précise d'une décision ira-t-il la chercher dans les 119 volumes de la collection ? Et en dehors des hommes qui se livrent uniquement à l'étude du droit canon, qui aura le courage d'entreprendre la lecture de ce volumineux recueil ?

Frappé de cet inconvénient, Zamboni tenta d'y remédier au commencement de ce siècle. Il résuma les décrets de la S. Congrégation, et les publia par ordre alphabétique, en forme de dictionnaire, sous le titre : *Collectio declarationum S. Congregationis Cardinalium S. Concilii Tridentini Interpretum quæ consentanee ad Tridentinorum Patrum decreta, aliasque canonici juris sanctiones seculo* XVIII, *in causis propositis prodierunt.* Le recueil de Zamboni formait 8 volumes in-4°. Malgré ses nombreux défauts, il était d'une utilité réelle, en ce qu'il donnait l'ensemble de la jurisprudence de la S. Congrégation sur chaque matière, et indiquait la date précise des décisions, de sorte qu'il formait comme une table des matières des volumes du *Thesaurus* parus jusqu'à la fin du siècle dernier.

L'ouvrage de Zamboni était incomplet. Une soixantaine de

volumes étaient venus s'ajouter à ceux qu'il avait résumés. D'un autre côté, l'auteur s'était borné à enregistrer les décisions, sans indiquer les principes qui avaient dirigé la S. Congrégation en les édictant. Il semble cependant tout naturel, en présentant les décisions, d'en indiquer la base et les motifs, et de donner ainsi un corps de doctrine confirmé par l'autorité même de la S. Congrégation. Comme le dit M. Pallottini, cela était dans le vœu de tous : « Hinc votum ac desiderium omnium, ut plena ac uberrima hæc ecclesiasticæ disciplinæ copia, unde perfecta humanæ voluntatis in ordine domesticæ ac civilis christianæ societatis restauratio erumpit, sic in unum per dispertitas materias atque distinctis titulis colligeretur, ut ictu oculi in promptu haberi ac uti quisque in singulis variisque casibus ac circumstantiis in dies occurrentibus commode posset [1]. »

M. Pallottini a saisi cette idée, et a voulu donner dans son ouvrage un résumé complet de la jurisprudence ecclésiastique, reposant sur les décisions de la S. Congrégation, et sur les principes qui les justifient.

On a reproché à M. Pallottini de n'avoir pas, comme Zamboni, donné les décisions séparées des conclusions, ou motifs sur lesquels les premières semblent basées. « Chez lui, *dit-on*, tout est confondu, on passe continuellement des résolutions, qui sont l'acte direct de la Congrégation, aux conclusions qui n'ont pas même l'autorité des considérants qui servent de base aux sentences des tribunaux ordinaires [2]. »

Ce que les *Analecta* reprochent à M. Pallottini est, à nos yeux, un des mérites de son œuvre, et sera, croyons-nous, jugé tel par les amateurs des études canoniques. Les canonistes

(1) *Præfatio*, pag. XXVI.

(2) *Analecta juris pontificii*, série XI, col. 648.

aiment bien, lorsqu'on leur allègue une décision, de connaître les motifs qui l'ont probablement amenée. Et où ces motifs peuvent-ils être mieux placés qu'immédiatement avant ou après la décision ? Or, c'est ce que fait M. Pallottini, et il n'y a aucun danger qu'on confonde les conclusions avec les résolutions : les renvois qui accompagnent les unes et les autres établissent une distinction trop marquée pour que ce péril existe.

Comme Zamboni, M. Pallottini a adopté l'ordre alphabétique. Chaque mot, quand il y a lieu, est subdivisé en paragraphes, où sont traités les différents points qui s'y rattachent. Dans ces paragraphes, l'auteur pose les principes admis par la S. Congrégation, ainsi que le prouvent les décisions qu'il cite à l'appui. Des notes, placées au bas des pages, renvoient aux textes du droit, aux bulles des Papes qui établissent les principes et aux principaux canonistes qui les ont admis.

M. Pallottini ne s'est pas contenté de nous donner les décisions contenues dans le *Thesaurus :* il nous donne aussi celles qui lui sont antérieures, il les a soigneusement vérifiées sur les registres mêmes de la S. Congrégation, et nous indique ordinairement le livre des Décrets et la page où elles se lisent ; ce qui est très-précieux pour le cas où l'on aurait besoin d'une copie authentique de l'une ou l'autre de ces décisions.

L'ouvrage de M. Pallottini est le fruit de longues et savantes recherches, et est appelé à prendre place dans toutes les bibliothèques des séminaires, des maisons religieuses, et de tous les ecclésiastiques qui tiennent à être au courant des principes canoniques. Nous formons les vœux les plus sincères pour le succès de cet ouvrage appelé à rendre les services les plus signalés à la science juridique.

L'ouvrage doit avoir quinze volumes in-4° de 650 pages

environ, à deux colonnes. Le premier volume parut en 1868 ; le second en 1869 ; cinq livraisons du troisième en 1870. Des circonstances indépendantes de l'auteur le forcèrent à en suspendre la publication. Heureusement il put la reprendre en 1875, qui vit terminer le troisième volume, et les deux premières livraisons du quatrième.

Le premier nous conduit jusqu'au mot *Altaristæ ;* le second termine la lettre A. Le troisième contient toute la lettre B, et renferme un traité complet de la matière des bénéfices.

Les deux premières livraisons du quatrième volume nous donnent une matière bien intéressante, savoir : § I. *Cadavera quoad aspersionem, benedictionem et Antiphonam.* — § II. *Cadavera quoad associationem, funus et emolumenta.* § III. *Cadavera quoad sepulturam.* — § IV. *Cadavera quoad exhumationem et restitutionem cum funerum emolumentis.*

A mesure que les livraisons paraîtront, nous en préviendrons nos lecteurs, et nous les tiendrons au courant du contenu.

ADOPTION DU RITUEL ROMAIN DANS LE DIOCÈSE DE GAND.

Voilà quatre ans à peu près, l'archidiocèse de Malines adopta le Rituel Romain [1]. Son Eminence Mgr Dechamps donna ce témoignage d'attachement filial au Saint-Siége. Aujourd'hui Mgr Bracq donne aussi à Pie IX la consolation de voir le diocèse de Gand se conformer entièrement au Rite Romain.

Depuis longtemps déjà ce changement était dans les vœux de Sa Grandeur, qui en avait entretenu ses doyens à diverses reprises dans ses congrégations prosynodales. Ce vœu est aujourd'hui réalisé et Mgr a ainsi posé un acte qui sera un de ses plus beaux titres de gloire, un des plus brillants fleurons de sa couronne.

Si quelques membres du clergé manifestèrent autrefois quelques craintes au sujet de l'effet que cette innovation pourrait produire sur l'esprit des fidèles, ils ont dû être bien agréablement surpris en voyant le contentement universel manifesté par les fidèles, lorsqu'ils apprirent que dorénavant *toutes les cérémonies se feraient comme chez le Pape.* Les enfants aiment à prier comme leur père; et où le Pape a-t-il de meilleurs enfants que dans les Flandres?

(1) Ut Ecclesiæ unitas, *lit-on dans le Synode de* 1872, quæ in eadem fide ac sub uno visibili capite, Beati Petri successore, Romano Pontifice coalescit, in sacris etiam Religionis nostræ cæremoniis magis magisque eluceat, statuimus, ut in sacramentorum administratione aliisque ecclesiasticis functionibus, omnes totius diœceseos sacerdotes utantur Rituali Romano jussu Pauli V edito, quod *receptos et approbatos catholicæ Ecclesiæ ritus* complectitur. » *Statuta etc.*, nº 212, pag. 85.

Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en leur communiquant 1° les actes et décrets de la Congrégation prosynodale du 11 mai 1875, où Mgr de Gand annonça et ordonna ce changement; 2° le mandement par lequel Mgr en prévint les fidèles de son diocèse; 3° la lettre de Mgr à son clergé, lui notifiant le bref de Sa Sainteté, et quelques prescriptions relatifs à ce changement.

I.

ACTA ET DECRETA AB ILLMO AC REVMO D. HENRICO FRANCISCO, EPISCOPO GANDAVENSI IN CONGREGATIONE PROSYNODALI HABITA IN PALATIO EPISCOPALI DIE 11 MAII ANNO 1875.

Venerabiles et Reverendi admodum Domini,

In congregatione prosynodali anni elapsi plura circa cultum divinum ordinavimus, videlicet de variis instrumentis ejus, de ornamentis sacerdotalibus et leviticis, de vestibus lineis, de materia sacrificii Missæ, nec non de cera et thure ad altare adhibendis et de Oleo comburendo coram altari eucharistico. Jucundissimum Nobis fuit infra hujus anni decursum ex multorum relationibus audire per nostras Ordinationes de his rebus, jam passim observatas, remedium allatum fuisse quibusdam erroribus et abusibus; si quid autem in aliquo loco etiamnum perficiendum supersit, id assiduæ Decanorum vigilantiæ commendamus.

Hodie, juvante Domino et auditis vestris votis, Venerabiles ac plurimum Reverendi Domini, quædam ordinare intendimus circa *Librum Ritualem*, qui in administratione sacramentorum et sacris quibusdam cæremoniis servandus est.

Venerabiles Prædecessores nostri omni tempore curam habuerunt Libri Ritualis a Clero suo servandi.

Jansenius quidem, primus hujus sanctæ Ecclesiæ Gandavensis episcopus, librum composuit anno 1572, cui titulum dedit *Liber ecclesiæ Gandavensis*. Opus hoc præsulis doctissimi tam præclarum visum est cæteris provinciæ Mechliniensis episcopis,

ut in secundo concilio provinciali eum rogaverint novam editionem præparare adaptatam cæteris diœcesibus, quam communi consilio per totam provinciam promulgarent [1]. Operi manum admovit Jansenius, sed obrutus aliis laboribus in tam lugenda epocha et infirmitatibus pressus opus imperfectum reliquit.

Seculo sequenti Librum Ritualem edidit Antonius Triest, verus Pater pauperum et rerum liturgicarum eximius cultor. Maximilianus Van der Noot, post annos quasi centum, denuo evulgavit Rituale Gandavense, quod in antiqua diœcesi usque ad perturbationem a republicanis Galliæ suscitatam perseveravit. Seculo hoc incunte, immutato per Concordatum statu diœceseon Belgii, in nova diœcesi Gandavensi, a Pio VII ex partibus quinque diœceseon diversarum erecta, reperiebantur varia ritualia Gandavense, Mechliniense, Brugense, Iprense et Tornacense, unde non modica nascebatur difficultas et perturbatio. Stephanus Fallot de Beaumont, paucis annis hic versatus, nihil in hac parte perficere potuit; nec successor ejus, Mauritius de Broglie carcere detentus ab imperatore Napoleone et dein exulare compulsus a rege Gulielmo, aliquid remedii adferre valuit.

Joannes-Franciscus Van de Velde, indefesse continuo laborans in regenda diœcesi et in administrando Confirmationis Sacramento innumeris fidelium turbis, post paucos annos, morbis confectus obiit, difficultates quæstionis Ritualium relinquens successori suo, Ludovico Josepho Delebecque, qui, jam erecta diœcesi Brugensi, invenit tantum duo Ritualia in manibus Parochorum, videlicet antiquum Gandavense et antiquum Mechliniense. Quum autem res hæc etiamnum incommoda adferret presbyteris translatis ex una ad alteram diœceseos partem, statuit putans id licitum et utilissimum esse, unum edere Librum, magis conformem Rituali Romano. Opus suum edidit anno 1850, in Congregatione prosynodali.

Antistiti zelosissimo succedentes, jam ab initio, etiam ante Nostram consecrationem, statuimus exacte, in quantum Nobis foret possibile, servare non tantum omnes apices doctrinæ, tum

(1) *Synod. belgic.* I, 197. Cfr. *Journal de Kersten*, Tomo IV, 512.

dogmaticæ tum moralis ut eam tenet Sancta Romana Ecclesia, omnium ecclesiarum Mater et Magistra, sed et apices assequi in re liturgica. Pro Missali nihil habuimus immutandum, quum cuncta Missalis præscripta accurate hic serventur ab omnibus. Pro Pontificali et Cæremoniali Episcoporum servavimus omnia quæ ad Nos spectant, sed pro Rituali putavimus rem serio fore librandam, quum illud ab annis tantum quindecim fuisset modificatum a Prælato cujus reverentia in sanctam Sedem cunctis est perspectissima.

Nunc annum undecimum regiminis episcopalis ingressi, denuo ad ferventiores orationes recurrimus et Deum humillime sumus deprecati ut dignaretur suam de puro Rituali Romano inducendo, rejectis consuetudinibus, voluntatem Nobis manifestare.

Perpendimus verba a SSmo Dno scripta Episcopis Austriæ die 17 Martii 1856 : *Clerici sacras functiones et cæremonias juxta Pontificale et Rituale Romanum peragant* [1]. Cupientes itaque voluntati Summi Pontificis etiam alias manifestatæ [2] perfecte obsequi, ejusque vel minima desideria adimplere, volentes præterea uniformitatem cum ecclesiis universi orbis catholici perfectam adipisci, sperantes inde uberiorem ex Alto benedictionem mereri, vestigia Eminentissimi Cardinalis Archiepiscopi nostri [3] prementes, statuimus relinquere nostrum Gandavense Rituale, quamvis eximia cura exaratum multisque adnotationibus præstantissimum et præscribere, auditis votis vestris, usum Ritualis Romani.

Rituale hoc jussu Pauli V denuo examinatum et purgatum in lucem venit anno 1614 ; a Clemente VIII iterum fuit editum et anno 1752 a Benedicto XIV. Sanctissimus Dnus Pius PP. IX novam editionem fieri jussit in omnibus conformem præcedentibus, illique adjecit quædam in Appendice pro Missionariis et alia diversis temporibus approbata pro variis benedictionibus.

Parochis et cunctis clericis commendamus studium, amorem et observationem hujus libri ; vobis præsertim, Rev. adm. Decani,

(1) Opera Pii IX, Tomo II, p. 250 et apud Kersten, Tomo XXIII, 164. — (2) Respons. S. C. R. 10 jan. 1852. — (3) *Syn. diœc. Mechl*, anni 1872, Tit. III, cap. I, p. 85.

præ cæteris dicimus : Attendite per vestros districtus ut Rituale intelligatur, ametur et servetur assidue ab omnibus curæ vestræ concreditis.

Vehementer desideramus continuum Ritualis *studium* ex duplici motivo, primo quidem ut perfecte cognoscantur præscripta Ecclesiæ in hac parte, illaque exacte serventur, dein ut sensus rubricarum, cæremoniarum et verborum Clero rite perspecti populo explicentur tempore congruo. Mens enim et præceptum [1] Ecclesiæ in Tridentino datum est ut, ante administrationem sacramentorum, horum effectus proponantur fidelibus.

Amorem quoque Ritualis commendamus, quia quæ illic leguntur sancta vocari debent. Etenim a sancta Matre Ecclesia prodierunt, sanctitatem spirant et inculcant, et ad sanctitatem perducunt.

Tandem commendamus exactam et continuam curam, ne vel minimum quid mutetur vel omittatur in sacris ritibus. Si quasi Rituale sacerdotibus in veteri Lege datum a Domino exactissime servari debuerit, ita quidem ut per prophetam Jeremiam maledictiones minatus sit Deus ministro tepido et lurido in tractandis rebus illis, materialibus quidem, sed a se præscriptis, dicens : *Maledictus qui facit opus Domini fraudulenter* [2], quanto magis ritus et cæremoniæ a nobis servandæ sunt ? quantæ pœnæ infligerentur ministris mysteriorum novæ Legis ?

Accuratissime utique servemus quidquid pro ritibus et cæremoniis præscribit Ecclesia, etiam intuitu bonorum quæ profluunt ex filiali fidelitate in hac parte. Primum quidem maxime inde ædificantur fideles et excitantur ad interiorem pietatem et ad rerum altissimarum contemplationem, ut loquitur Tridentinum Concilium [3]. Dein et ipsorum ministrorum devotio stimulatur et sustinetur. Tandem et Deus honoratur eo quo voluit modo, non tantum interiori mentis affectu, sed et externo quem ab homine exigit cultu.

(1) Trid. sess. XXIV, de Ref. cap. VII: « Sacramentorum virtus, antequam populo administrentur, ab episcopis et parochis explicetur. »
(2) Jerem. XLVIII, 10. — (3) Sess. XXII, c. 5.

Vobiscum examinabimus quædam dubia circa Rituale quæ in ordinationibus jam præparatis et partim ad examen vestrum jam missis inseruntur. Alias quasdam ordinationes necessitatibus hodiernis adaptatas etiam diligenter perpendemus, ad majorem Dei gloriam et fidelium Nobis commissorum felicitatem.

ORDINATIONES.

ORDINATIO I.

A festo Natali Domini Nostri per totam diœcesim in administratione Sacramentorum et cæteris functionibus ecclesiasticis unice adhibebitur Rituale Romanum juxta recentem editionem factam de mandato Pii PP. IX.

ORDINATIO II.

Non tantum ipsi parochi, vicepastores et quotquot addicti sunt S. Ministerio sacerdotes studeant Rituali ut illud diligant et ad ipsos apices servent, sed adnotent ea quæ differunt a Pastorali antea in Diœcesi adhibito, ut cuncta explicent tempestive custodi et ecclesiæ ministris, ut illi in nulla re errent nec quid omittant.

ORDINATIO III.

Jam sæpius declaratum est a S. C. R. responsa a patrino et matrina baptismi facienda, non idiomate vulgari sed latine esse proferenda. Ideo apud typographum nostrum minimo pretio, 3 centesimorum franci, explicatio cæremoniarum baptismi juxta Rituale idiomate flandrico et gallico edetur ut ad omnium manus pervenire possit. In ea ponentur lingua latina ea quæ a patrino et matrina sunt respondenda et e regione vernacule, ut exacte fiant responsiones eæque intelligantur.

ORDINATIO IV.

Vascula SS. Oleorum et S. Chrismatis, quæ forsan alicubi angustiora sunt, amplificentur seu majori diametro conficiantur, ut pollice facilius SS. Olea attingere valeat sacerdos. Usus enim virgulæ, extra necessitatem, improbatus fuit a S. R. C. die 9 Maii 1857 et a Benedicto XIV, *de Syn. diœc.* lib. XIII, c. 19, nº 30.

ORDINATIO V.

Laudes vespertinæ celebrabuntur a dicta solemnitate more Romano, i. e. his ritibus :

1. Exponetur SSmum Sacramentum in silentio et a sacerdote genuflexo thurificabitur.

2. Cantabitur Antiphona de tempore in honorem B. V. Mariæ cum v., R. et oratione.

3. Sequetur cantus de sancto, vel de tempore, cum precibus ab Ordinario præscriptis.

4. Postea cantabitur *Tantum ergo* cum strophasequenti infra quam sacerdos, imposito thure in thuribulo, incensabit SSmum. Finitis strophis cantabuntur v. *Panem de cœlo* etc. et R. *Omne delectamentum* etc. et Oratio SS^mi^ Sacramenti, omisso *Dominus vobiscum*.

5. Tandem, silente cantu, organum cum omni melodia et gravitate pulsandum erit, et interim benedicet sacerdos populo cum SS^mo^ Sacramento.

In Missis infra quas exponitur SSmum Sacramentum, nulla benedictio dari potest initio, ad finem autem tenendus est ritus n^is^ 4 et 5 præscriptus (1).

ORDINATIO VI.

Cantum gregorianum foveant parochi, et juvenes excitent ut in Missis, Vesperis et processionibus in adjutorium accedant, ut jam ordinatum est (Tomo I, p. 412) ; sedulo autem invigilent ut vera cum pietate et debita interposita mora semper cantus persolvatur ad pietatem nutriendam in cordibus fidelium.

II.

HENRI-FRANÇOIS BRACQ,

PAR LA MISÉRICORDE DIVINE ET LA GRACE DU SAINT-SIÉGE APOSTOLIQUE, ÉVÊQUE DE GAND,

Au clergé et aux fidèles de Notre Diocèse, salut et bénédiction en Notre Seigneur Jésus-Christ.

Nos très-chers Frères,

L'un des vœux les plus chers au cœur de N. S. Père est l'unité des rites et des cérémonies dans tous les diocèses de l'Eglise occi-

1 Cfr. app. VIII, *Statut. Mechl.* pag. 80, et ibidem Resp. S. R. C. ad arch. Ultrajectin. de 11 Jul. 1857. *Collectio Gard.* n° 5250.

dentale, parce que cette conformité dans les prières et dans l'administration des Sacrements conduit à la parfaite union dans la foi.

La Flandre, toujours si intimement unie au Siége de Pierre, toujours si remplie de respect pour les vœux du souverain Pontife, désire ardemment s'approcher de plus en plus des pratiques de l'Eglise apostolique romaine et consoler le cœur d'un Père, que vous aimez tous avec tant d'ardeur, dont vous recevez les moindres paroles avec une vénération vraiment filiale.

Connaissant cette sainte disposition de votre cœur, N. T. C. F., Nous trouvons un vrai bonheur en vous annonçant aujourd'hui le changement de quelques coutumes religieuses, qui, quoique bonnes et louables, n'étaient pas complètement conformes aux pratiques qui plaisent davantage à N. S. Père Pie IX. Par ce changement nous effacerons jusqu'aux dernières différences entre nos usages et ceux de l'Eglise-Mère et, d'après la parole de la Sainte Ecriture, la terre entière n'aura qu'un seul langage, *labii unius*, et ce langage tout pur, agréable à Dieu et aux saints Anges qui assistent à l'exercice du culte divin, *labium electum*, un langage choisi entre tous et parfaitement beau.

Nous venons de donner à vos vénérés pasteurs le Rituel romain. Celui que nous employions était calqué sur ce précieux livre ; mais, d'après d'anciennes coutumes, on y avait gardé quelques rites particuliers dans l'administration des Sacrements du Baptême, de l'Extrême Onction et du Mariage. Ces rites cesseront dès la solennité prochaine de Noël.

Il y aura encore quelques changements dans l'ornementation des tabernacles et des saints ciboires. Nous avons également changé, toujours pour nous conformer aux désirs de Notre Saint-Père, les cérémonies du Salut du Saint Sacrement, qui désormais seront parfaitement conformes à celles que nous avons vu pratiquer à Rome.

Les cérémonies des funérailles et des enterrements restent à peu près les mêmes. On ne chantera qu'une absoute après la Messe, suivie du beau et touchant *Libera*, mais on le chantera plus lentement et avec plus de solennité.

Il y a un léger changement dans quelques églises au baptistère, changement qui sans doute vous inspirera un plus grand respect pour le sacrement de régénération. Aux confessionnaux on changera tout ce qui n'est pas conforme aux usages de Rome ; oui, à cette occasion on ornera les confessionnaux des deux côtés de pieuses images ou d'un crucifix, là où cela n'existe pas encore, afin que le pénitent, attendant le moment de se confesser, soit excité à la douleur de ses péchés et à une sainte confiance.

Nous avons eu le bonheur d'annoncer à l'immortel Pie IX notre projet et notre résolution, et notre auguste Père, toujours si bon pour nous, a eu la charité de répondre à notre lettre. Nous vous communiquons ces bonnes paroles, afin que vous preniez part à la joie qu'elles nous ont causée.

Voici le Bref du 21 juin dernier :

« Nous nous réjouissons, Vénérable Frère, de ce que, par vos soins, votre diocèse se conforme tous les jours davantage au Rite romain, par où son union avec ce Saint-Siége devient plus forte. Voulant favoriser ce dessein, Nous vous accordons volontiers que la difficulté signalée par vous soit enlevée, que dans l'administration du baptême, après qu'on aura fait en latin les interrogations et les réponses, on les répète en la langue maternelle, afin de les faire mieux comprendre par les personnes moins instruites. Vous souhaitant que votre travail continuel obtienne tous les jours de plus heureux succès, Nous vous accordons de tout cœur, comme gage de la grâce divine et de notre particulière bienveillance, notre Bénédiction apostolique, à vous, Vénérable Frère, à tout votre Clergé et à votre peuple. »

C'est donc au 25 décembre, fête de la naissance de N. S. J. C. à Bethléem, que nous pourrons nous écrier avec joie : le diocèse de Gand tout entier est en tout conforme à l'Eglise Romaine, la mère et la maîtresse de toutes les églises du monde.

Et vous, très-chers Diocésains, prenez part à la joie de votre Père en Dieu, et remerciez avec Nous notre divin Maître de cette grande grâce.

Vous entendrez peut-être quelques hommes s'écrier : Pourquoi ce changement ? Votre réponse est toute prête : Ce changement

plaît au Vicaire de Jésus-Christ, juge souverain de ce qui nous est salutaire ; il est agréable au divin Maître.

D'autres, plus méchants, séduits par le démon, cet esprit de mensonge et de déception, vous diront : La religion est changée. Et vous, N. T. C. F., sachant si bien qu'il n'y a rien de changé hormis quelques cérémonies extérieures, vous plaindrez ces orgueilleux égarés.

Et nos impies saisiront l'occasion pour blasphémer ce qu'ils ne connaissent pas. Vous en aurez pitié, et, à l'imitation de N. S. Jésus-Christ, priant sur la croix, vous direz : O Père du Ciel, pardonnez-leur, parce qu'ils ne savent ce qu'ils font.

En finissant cette Lettre pastorale, Nous félicitons nos très-chers diocésains qui ont déjà célébré le Jubilé de l'année sainte et obtenu les grâces ineffables attachées à ces pieux exercices, et Nous souhaitons ardemment à ceux qui se préparent encore au Jubilé, et notamment aux habitants de Gand et des trois paroisses avoisinantes, de jouir à leur tour de toutes les bénédictions célestes.

Notre présente Lettre sera lue au prône dans toutes les églises et tous les oratoires publics de notre diocèse, le dimanche qui en suivra la réception.

Donné à Gand, en la fête de tous les Saints, 1er Novembre 1875.

† HENRI, ÊVÊQUE DE GAND.

Par ordonnance de Mgr l'Evêque,

I. M. BODDAERT, Secrét.

Lieu + du sceau.

III

Gandæ, 2 Novembris 1875.

Clero nostro dilectissimo.

Fidelibus per litteras pastorales hesternæ diei annuntiavimus faustissimam fore solemnitatem Natalis Domini, qua Rituale Romanum in usum veniet ; nunc autem quædam vobis scribenda duximus, Reverendi et perdilecti Fratres, quæ præsertim vigilantissimis parochis propria sunt, ne particula quidem boni hac occasione inducendi prætermittatur.

Sed ante omnia Breve Sanctissimi Domini juxta textum originalem vobis transmittimus. Est autem tenoris sequentis :

PIUS PP. IX.

Venerabilis Frater, Salutem et Apostolicam Benedictionem. Gaudemus, Venerabilis Frater, tuis fieri curis, ut credita tibi diœcesis quotidie magis ad Romanum se ritum componat, quo arctior ipsius undecumque fiat cum hac Sancta Sede conjunctio. Cui sane proposito cum favere cupiamus, obstaculum submoturi a te significatum, libenter indulgemus ut in collatione baptismatis, propositis antea latine solemnibus interrogationibus et responsionibus, eadem deinde in faciliorem simplicium intellectum et commodum vernacula lingua proferantur. Faustiores autem successus in dies adprecantes operositati tuæ, divini favoris auspicem et præcipuæ Nostræ benevolentiæ pignus Apostolicam Benedictionem tibi, Venerabilis Frater, totique clero et populo tuo peramanter impertimus.

Datum Romæ, apud S. Petrum, die 21 Junii 1875, Pontificatus Nostri anno tricesimo.

PIUS PP. IX.

Benedictione illa apostolica roborati ultimam faciamus præparationem ut jam a primis Vesperis festi Natalitii gaudium sit magnum universis et in ipso festo omnia sint perfecta in Domino.

Quædam circa Rituale jam tradidimus tempore Exercitiorum spiritualium, quibus tanto numero et tam eximia pietate interfuistis ; præcipua nunc typis vobiscum communicamus, cum aliis quibusdam adnotationibus, juxta ordinem Ritualis Romani, de quibus in primis vestris Conferentiis ulterius agere velitis ut cuncta exactissime fiant.

I. Circa baptismum. Aquam fundenda est vasculo seu urceolo. Illud instrumentum argenteum ad hunc solum usum adhibeatur sitque semper valde nitidum.

Aquam e capite fluat in aliquam pelvim et nullatenus in baptisterium. Dein effundatur in piscinam, seu puteolum effossum in baptisterio, in quo a terra absorbeatur.

II. De confessionali dicit Rituale : « Sedes crate perforata inter pœnitentem et Sacerdotem sit instructa. » Sit crates hæc

conformis illi quam Romæ vidimus et quam viderunt numerosi illi confessarii qui peregrinationem ad Limina Apostolorum instituerunt.

In ecclesiis, in quibus hactenus crates irregulares existunt, illæ omnino immutentur ante 24 Decembris currentis anni, de qua re conscientiam Rectorum ecclesiarum oneramus. Præcipimus autem RR. adm. DD. Decanis ut in proxima prosynodali congregatione circa hoc præceptum specialem Nobis exhibeant relationem.

Porro res illa nulli difficultati est obnoxia. Faber cratem non convenientem serra excidat et hujus loco alteram præparet ex quercu vel ex cupro vel ex ære aliove metallo, quam aliquo glutinoso liquore (*un vernis*) obducat. In crate illa sint foramina rotunda ita ut per foramen cicer transire possit, ut loquitur S.Carolus Borromæus.

Quum autem mensura illa aliquibus clara non videatur, ad majus artificum commodum, mensura legali utamur, quemadmodum agebamus determinantes magnitudinem hostiarum quæ fidelibus communicantibus distribuuntur. Dicebamus : Sit diametrum hostiarum 3 centesimorum metri (0,03 *ou* 3 *centimètres*) ; nunc dicimus sit diametrum foraminum 16 millemetrorum (0,016, *ou seize millimètres).*

Custos juxta Statuta ipsi data tenetur singulis hebdomadibus purgare confessionalia ; præsertim autem attendat nitori cratis.

In confessionali a parte pœnitentium sint imagines valde piæ et sanctæ ad compunctionem et amorem Dei excitantes vel imago Domini in cruce pendentis.

III. De SS^mo^ Sacramento Eucharistiæ. Ciborium habeat velum album juxta formam in Exercitiis spiritualibus explicatam et jam traditam variis artificibus, vel a quatuor partibus dependens vel quasi sphericum. Utique in panno albo ornamenta quædam aurea, stellulæ vel similia admittuntur.

Velum humerale adhibendum est dum SS. Eucharistia ad ægrotos defertur ; nisi ob distantiam loci aut aliam causam canonicam in bursa deferatur ; tunc enim jam tectum est ipsa bursa parvum ciborium. Stola autem deferentis Viaticum est albi coloris, ut Rituale præscribit.

IV. Unctiones Olei infirmorum, et in baptismo S. Olei Catechumenorum et S. Chrismatis, pollice fieri debent; usus enim virgulæ ligneæ vel argenteæ tantum toleratur in casu morbi contagiosi.

Vasculum Olei infirmorum conjungi non potest vasculo seu ciborio SS. Eucharistiæ, sed separatim deferri debet in bursa violacea.

V. In pagis utiliter servatur consuetudo pulsandi campanam aliquibus ictibus ad significandum fidelibus instantem mortem ægroti, ut pro eo Deum deprecentur. Ubi non est, sed sine incommodo induci potest hæc pia praxis, plurimum proderit et morienti et cunctis fidelibus.

VI. Pro exequiis serventur quæ in Rituali occurrant, salvis manentibus diversis exequiarum classibus quæ in parœciis observantur; abusus autem, ubi existunt, in festo Natalis proximi sint prorsus aboliti.

VII. Sponsalia in longe majori parte diœcesis prorsus omittuntur. De illis ne verbum quidem in Rituali occurrit. Unde in parœciis quæ hactenus servarunt sponsalia coram parocho cum quodam ritu speciali, exinceps simplex fiet promissio sponsorum. Parochus autem quædam verba dicet ad inculcandam sponsis necessitatem præparationis, prudentiam et orationem, sed nullas preces recitabit.

Matrimonium celebrabitur juxta Rituale, nihil addendo.

Benedictio mulieris post partum semper in ecclesia fiet; domi autem nullatenus permittitur.

Hæc pauca selegimus ex nostris observationibus in Rituale. Cæterum librum illum a Sancta Sede præscriptum commendamus vestris meditationibus. Illum ex reverentia edidimus sine ullo additamento, ut prodiit Romæ de mandato Pii PP. IX. Nihil prætermisimus nisi Officium defunctorum cum cantu, quod majori et splendida forma Gandæ abhinc aliquot annis prodiit approbante venerabili Prædecessore Nostro.

DÉCISION DE LA S. CONGRÉGATION DES RITES.

On nous a demandé, à diverses reprises, et de différents côtés, de reproduire dans notre recueil les décisions données par la S. Congrégation des Rites, pour le diocèse de Luçon, le 12 août 1854. Nous nous rendons à ce désir avec d'autant plus de plaisir que cette cause contient un grand nombre de doutes très-intéressants, et qu'elle ne se trouve pas dans la collection authentique de Gardellini. La voici :

DECRETUM.

Dum Rmus Lucionensis Episcopus ad instaurandam in sibi concredita diœcesi Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Liturgiam sedulam curam suam impenderet, ut singula juxta præfinitas a Rubricis et Decretis leges ordinata procedant, nonnulla dubia SS. D. N. Pio IX Pontifici Maximo religiosissime proposuit, ut super iisdem hæc Sancta Apostolica Sedes sententiam suam eliciat, nimirum :

Articulus Primus.

De commemorationibus in diebus Litaniarum sive in Missa de Rogationibus, sive in Missa de festo occurrente.

Dubium I. Sub die 23 maii 1846 Sacra Rituum Congregatio decrevit faciendam esse commemorationem Festi occurrentis in Missa Rogationum in ecclesia ubi non solet quotidie Missa decantari. Quæritur ergo utrum in omnibus ecclesiis, ubi non cantatur alia Missa de festo occurrenti, aut de vigilia Ascensionis, debeat fieri commemoratio festi occurrentis, aut ejusdem Vigiliæ in Missa Rogationum ; et hoc etiam si in eadem ecclesia aliæ Missæ legantur de festo occurrente vel de vigilia ?

Dubium II. Utrum pro eodem casu in ecclesia Cathedrali, ubi ex jure alia Missa sive de festo, sive de vigilia cantari debet, sed de facto non cantatur, commemorationes occurrentes faciendæ sint in Missa Rogationum?

Dubium III. An pro iisdem diebus hæc Rubrica : *In missis privatis, si dicantur de Sancto, fit commemoratio Rogationum*, applicari debeat etiam si in eadem ecclesia, et ab eodem clero cantetur Missa Rogationum? Vel Missa cantata de Rogationibus sit motivum sufficiens omittendi commemorationem earumdem Rogationum in Missis lectis de festis vel de vigilia?

Dubium IV. Utrum iisdem diebus in Missis privatis de festo fieri debeat commemoratio Rogationum, etiamsi Missa de Rogationibus cantata, vel cantanda sit in eadem quidem ecclesia, sed ab alio clero, qui huc accedit stationem facturus et Missam celebraturus?

Articulus II.

De commemorationibus in Missis Votivis solemnibus de Epiphania et aliis, in Dominica infra Octavam.

Dubium V. Juxta indultum Cardinalis Caprara Legati a latere diei 9 aprilis 1802, in Galliis Dominica infra Octavam Epiphaniæ, SSmi Corporis Christi, Festi SS. Apostolorum Petri et Pauli, celebratur Missa votiva solemnis de his festis, atque ex SS. Rituum Congregationis decreto diei 22 julii 1848 in *Tornacen.* in tali Missa addenda est commemoratio festi occurrentis et Dominicæ, ubi alia Missa non cantatur. Plurima autem Directoria forsan non recte supponunt commemorationem festi occurrentis, vel Dominicæ omittendam esse etiam in ecclesiis, ubi alia Missa non cantatur, modo Missa legatur de festo occurrente. Quæritur ergo utrum in hac Missa votiva solemni fieri debeat commemoratio festi occurrentis et Dominicæ, etiam in ecclesiis ubi aliæ Missæ de prædictis festis vel Dominica leguntur? Vel Missæ lectæ de festo, aut de Dominica sint motivum omittendi ejusdem festi vel Dominicæ commemorationem in supradictis Missis votivis solemnibus?

Dubium VI. An in iisdem Missis votivis solemnibus de SSmo Corpore Christi, de SS. Apostolis Petro et Paulo, facienda sit commemoratio festi per accidens simplicis? Vel in Missis aliis de officio ex Dominica occurrente celebratis?

Dubium VII. Pro iisdem Missis votivis solemnibus nonnulla Directoria, quando in eis fit commemoratio de Dominica, indicant etiam Evangelium Dominicæ dicendum in fine : talis dispositio nonne repugnat regulæ generali Rubricarum, part. I, Tit. XIII, n. 2 : *in Missis Votivis numquam legitur in fine aliud Evangelium nisi S. Joannis?*

Articulus III.

De commemoratione Octavæ in Missis privatis de festo occurrente aut de Dominica in supradictis diebus.

Dubium VIII. Utrum dominicis infra dominicam Epiphaniæ vel alias SSmi Corporis Christi et SS. Apostolorum Petri et Pauli in Missis lectis de Dominica vel de festo occurrente fieri debeat commemoratio de Octava, etiam in ecclesiis ubi juxta Indultum Cardinalis Caprara celebratur alia missa votiva solemnis de prædictis festis?

Articulus IV.

De hora celebrandi prædictas Missas solemnes in Dominica infra octavam Epiphaniæ, etc.

Dubium IX. An Missæ illæ votivæ solemnes, de quibus supra jam sæpe actum est, celebrari debeant post Tertiam vel post Nonam juxta regulam generalem Missarum votivarum?

Dubium X. Quum pluries declaratum fuerit sive a S. Rituum Congregatione, sive a Cardinale Caprara in Instructione data 21 junii 1804 ad Vicarium Generalem Mechliniensem, prædictas Missas de Epiphania etc. in Dominica infra Octavam more votivo esse celebrandas ; quæritur utrum consequenter Hora solemniter cantata in his Dominicis ante Missam votivam Pontificalem debeat esse de officio occurrente in Kalendario, prout moris est ante alias missas votivas Pontificales, et sicuti regula generali

statuitur in prædicta Instructione Cardinalis Legati, de officio his Dominicis tam publice quam privatim juxta Rubricas occurrentes recitando? Vel contra morem aliarum Missarum votivarum, et per aliquam exceptionem ad regulam generalem a Cardinali traditam, hæc Hora debeat esse conformis officio Missæ votivæ?

Articulus V.

De Titularibus ecclesiarum.

Dubium XI. In his regionibus nonnullæ Capellæ Monialium has habent conditiones simul conjunctas : agitur tantum de Capella præcipua Domus religiosæ. — Non est consecrata, sed tantum benedicta. — Congregatio Monialium, utpote diœcesana, haud habet a S. Sede Apostolica approbationem. Moniales non dicunt officium canonicum, sed tantum in dicta sua capella recitant officium parvum B. M. V. Ibi asservatur SS. Eucharistiæ Sacramentum. Presbyter illic ab Episcopo adscriptus est tamquam Capellanus Monialium. Ibidem Capellanus quotidie celebrat Missam privatam, et de sero diebus dominicis et festivis dat Benedictionem cum SS. Sacramento. Audit confessiones Monialium et etiam aliorum. In diebus convenientibus concionem habet. Capella patet omnibus fidelibus. De cætero tamen numquam, aut nonnisi ter vel quater in anno ibidem cantatur Missa, aut celebrantur Vesperæ. Quæritur ergo an talis Capella his omnibus circumstantiis simul conjunctis, habenda sit ut ecclesia, adeo ut ejus Titulum sit vere titularis in sensu Rubricarum, cujus officium a Capellano recitari debeat sub ritu duplicis 1ae classis cum Octava? Vel potius dicenda sit tantum Capella publica, aut Oratorium ubi juxta Decretum diei 12 Novembris 1831 in *Marsorum*, ad 34, festum Titularis sub tali ritu non debet celebrari?

Dubium XII. Saltem in Capellis, ubi aliis circumstantiis expositis iisdem remanentibus, Vesperæ celebrantur singulis Dominicis et diebus festivis, Capellanus debet ne recitare officium de Titulari sub ritu 1ae classis? Debetne etiam si tempore horum officiorum aditus Capellæ non pateret omnibus fidelibus?

Dubium XIII. Anno superiori S. R. C. Kalendarium perpetuum

approbavit pro diœcesi N. ubi antea non exstabat concinnatum ad normam Ritus Romani, et pro nonnullis officiis perpetuo impeditis diem fixam tamquam propriam benigne constituit. Nunc autem cum agatur de assignandis ab Ordinario, vi Decretorum 22 Augusti 1741 in *Wilnen.* ad VII, 22 Augusti 1747 in *Frisingen,* diebus fixis aliquorum officiorum pro quibusdam ecclesiis in quibus perpetuo impediuntur, quæritur an intactæ remanere debeant etiam pro illis ecclesiis dies fixæ a S. R. C. jam statutæ, ita ut omnes dies, in quibus Kalendarium diœcesanum a S. R. C. approbatum habet officia duplicia, vel semiduplicia, sive sint in ipsa natali, sive alicui diei a S R. C. sint affixa, censeantur impeditæ relative ad assignationes ab Ordinario faciendas? Notandum est officia, de quorum translatione perpetuo facienda agitur, nunc nullam diem habere ad normam Ritus Romani pro iis ecclesiis præfixam ac proinde non frui aliqua possessione anteriori assignationibus a S. R. C. factis. An e contra officia perpetuo translata, et a S. R. C. certis diebus affixa, a sede ipsis statuta amoveri debeant, ut locum cedant assignationi alicujus officii in ecclesia aliqua perpetuo impediti ab Ordinario facienda? *Et quatenus negative :* An sic amoveri etiam officia omnino Diœcesi propria, v. g. S. Adalhardi Abbatis unius e Sanctis, qui solum N. sua vita illustrarunt, a die II Januarii ipsius Natali ad diem IX Februarii a S. R. C. fixe assignatum? Vel sic amovenda sint tantum officia Kalendarii generalis a die sua in aliam pro diœcesi a S. R. C. perpetuo reposita; sicut S. Andreæ Corsini diei XI Februarii affixum? Sit in exemplum : S. Melanius Episcopus Confessor, qui est Titularis unius ecclesiæ in diœcesi, et cujus nomen in Martyrologio ad diem VI Januarii recensetur, nec tempore præsenti possidet diem ipsi fixam juxta Ritum Romanum. Quæritur an, ubi S. Melanius est Titularis, festum ejus perpetuo impeditum debeat, aut deceat ad majorem uniformitatem officii divini per diœcesim, et ob reverentiam erga alias assignationes a S. R. C. jam antea factas, reponi post omnia officia perpetuo translata, quorum dies in Kalendario a S. C. jam statuta fuit? Vel erit ne ab Ordinario fixe assignandum in diem XI Februarii amoto S. Andrea Corsinio a die quam S. R. C. in Kalendario nostro

assignavit? Aut etiam in diem IX Februarii amoto nostro S. Adalhardo a die ipsi per S. R. C. statuta?

Dubium XIV. Officium S. Fulgentii Ruspensis Episcopi Confessoris jam a sæculo XIV in his partibus die VIII Octobris agebatur, et tempore præsenti in hac ipsa die celebratur in quadam ecclesia Diœcesis sub ejus titulo dicata : incertum est tamen, licet probabile, an consuetudo diem VIII Octobris ut propriam hujusce Sancti titularis a sæculo XIV sine interruptione perseveraverit. Ex altera autem parte nomen S. Fulgentii in Martyrologio Romano Kalendis Januarii recensetur. Quæritur ergo utrum in ecclesia S. Fulgentii ratione antiqui usus, probabiliter ab antiquo tempore perseverantis, retineri debeat præsens praxis celebrandi festum titularis die VIII Octobris? Vel potius juxta regulas communes hoc festum reponendum sit in primam diem non impeditam post diem primam Januarii?

Dubium XV. An decretum diei 16 Decembris 1721 in *Panormitana*, ad 1^m^, statuens festa ab assignata eorum die perpetuo amota, esse celebranda sine Octava, vel cum residuo illius, applicari debeat festo Titularis alicujus ecclesiæ quod ob perpetuum impedimentum ab Ordinario vi decreti 22 Aprilis 1741 in *Wilnensi*, ad VII, in diem fixum repositum fuit? Vel Titularis sic fixe translatus habeat privilegium servandi suam Octavam, uti Rubrica adnotat tit. x, n. 1, his verbis : *nisi Titularis ecclesiæ privilegio aliter fieri oporteat*?

Dubium XVI. In dubio utrum S. Gervasius sit solus Titularis alicujus ecclesiæ vel S. Protasius sit cum ipso contitularis per modum unius : similiter utrum S. Dionysius sit solus Titularis vel ejus socii sint cum ipso contitulares, fieri ne debet officium de uno martyre quasi unus tantum esset Titularis ad normam Rubricæ post tabellam occurrentiæ, et Decretorum die 22 Novembris 1663 in *Baren*, ad I et II, vel de pluribus martyribus, quasi essent simul Titulares?

Dubium XVII. Posito quod officium fieri debeat de uno martyre in prædicto casu, quæritur quo modo ordinanda erit Missa de S. Gervasio? 1. Omnia quæ sunt de communi plurimorum martyrum debent ne mutari in alia desumenda ex communi unius

martyris? 2. Si hæc mutatio fieri debeat, ad quamnam missam de communi unius martyris recurrendum sit? 3. Omnia quæ sunt propria, licet in numero plurali, ut Introitus, Epistola, V. *Hæc est vera fraternitas*, Offertorium, et Communio debent ne servari pro S. Gervasio, quum nonnumquam in Missis pro uno Sancto inveniantur verba in plurali numero?

Dubium XVIII. Similiter ubi S. Vitus est solus Titularis, ac proinde a sociis separandus, 1. Epistola et Offertorium, quæ sunt de communi plurium martyrum, debent ne mutari in alia ex communi unius martyris? 2. Et si hæc mutatio fieri debeat, ad quamnam Missam de communi unius martyris recurrendum sit? 3. Omnia quæ sunt propria debentne retineri pro S. Vito, etiamsi sint in plurali numero, mutando tamen numerum in Orationibus?

Articulus VI.

De ritibus in Missa servandis.

Dubium XIX. Juxta rubricas Missalis, 2 part., tit. 5, n. 3, hostiæ pro communione populi servandæ ponuntur vel super corporale, vel in alio calice seu vase : quæritur an per illud vas intelligere liceat aliam patenam, in qua ponerentur hostiæ consecratæ? Insuper an hostiæ consecrandæ poni possint in alio corporale plicato in parte corporalis superposito, quod tempore oblationis consecrationis explicetur, ut discooperiantur hostiæ?

Dubium XX. Adsunt dispositiones Cæremonialis Episcoporum, lib. 2, c. xxix, n. 3, de patena, a diacono tenenda sub mento communicantium quando communio in Missa solemni ab Episcopo administratur : adest etiam decretum 3 septembris 1661 in *Andrien*, declarans licitam esse patenæ suppositionem per sacerdotem cotta indutum in communione generali quæ per dignitates agitur. Sed quæritur utrum in aliis casibus, liceat, ubi talis est consuetudo, dum celebrans ministrat sacram communionem, patenam a Diacono supponi sub mento communicantium, prout suadetur a nonnullis præclaris liturgistis Merati et Bauldry? Experientia enim, ut dicunt, necessitatem hujus ritus evidenter probat.

Nous avons l'honneur de vous annoncer la mise en vente d'un nouvel ouvrage ayant pour titre: **LA THÉORIE ET LA PRATIQUE DU CHANT GRÉGORIEN**, par M. l'*abbé Léon Bernard, professeur de plain-chant et professeur (pro tempore) de théologie morale au grand séminaire de Tournay*. (Vol. in-8°, imprimé chez M. Pustet à Ratisbonne.)

C'est le sentiment des hommes les plus autorisés qu'une méthode classique de plain-chant est encore à désirer. Bien qu'en ces derniers temps il ait paru beaucoup d'écrits sur la musique religieuse, les uns n'envisagent que des questions isolées; les autres semblent n'avoir en vue que de progager telles ou telles éditions de livres liturgiques; enfin, parmi les méthodes, la plupart, suivant une voie plus aisée que rationnelle, ont laissé trop à l'arrière plan l'exposé des règles fondamentales et se sont occupés presqu'exclusivement d'assembler une certaine quantité d'exercices pratiques.

Désireux de parer à ces inconvénients et de combler ainsi une déplorable lacune, M. Bernard s'est efforcé, avant tout, d'exposer d'une manière complète et scientifique, les principes constitutifs des mélodies religieuses. Subsidiairement, il en montre ensuite l'application dans un petit nombre de modèles choisis avec soin. Enfin, il termine en établissant les principales règles à suivre dans l'accompagnement de l'orgue.

Cet ouvrage est spécialement destiné aux ministres du culte,

aux élèves des séminaires et des écoles normales, aux organistes et aux chantres. Avant d'être admis à l'impression, il a reçu les meilleurs éloges de M. Habert, Maître de chapelle à la cathédrale de Ratisbonne. Aussi nous croyons pouvoir en recommander l'examen aux chefs d'établissements qui seraient dans le cas d'adopter un manuel pour leurs élèves.

Le prix est de 2,50, plus 15 centimes pour le supplément.

Il pourra être fait une réduction de 20 %, en faveur des maisons d'éducation.

Vve H. CASTERMAN,
ÉDITEUR PONTIFICAL.

Tournay, 15 Avril 1876.

TABLE DES MATIÈRES

ORDONNANCE DE S. E. LE CARDINAL-ARCHEVÊQUE DE MALINES.

PREMIÈRE PARTIE.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

Chap. I. — Des éléments du chant et des signes qui les représentent
Art. I. — Des sons.
Art. II. — De la transcription des sons.
§ 1. Méthode ancienne.
§ 2. Méthode moderne.
Chap. II. — Définition succinte de la musique. — Sa division en trois genres. — Notions plus complète de la musique diatonique.
Chap. III. — Rapports des sons entre eux.
Art. I. — Des intervalles en général. — Solfèges.
Art. II. — De quelques intervalles en particulier.
Art. III. — Des relations proprement dites.
§ 1. Du tétracorde.
§ 2. Du pentacorde.
§ 3. De la gamme.
§ 4. Des autres relations indirectes.
§ 5. Solfèges sur les relations.
Chap. IV. — Du monocorde. — Sa constitution et sa division. — Ce qu'il faut penser du *Si* bémol.

DEUXIÈME PARTIE.

THÉORIE GÉNÉRALE DES TONS GRÉGORIENS.

Chap. I. — Définition. — Nombre et dénominations diverses des tons.
Chap. II. — Genèse ou origine des quatre tons impairs.
Chap. III. — Genèse des quatre tons pairs.
Chap. IV. — Tableau synoptique des gammes d'où dérivent les tons grégoriens.
Chap. V. — Elévation et dépression des huit tons. — Leur comparaison avec le monocorde.
Chap. VI. — Les quatre manéries des anciens.
Chap. VII. — Des modes mixtes ou connexes.
Chap. VIII. — Des notes ou des cordes modales.
Chap. IX. Des cadences. — Leur nature, leur nombre et leur position.

TROISIÈME PARTIE.

EXAMEN SPÉCIAL DE CHAQUE MODE.

QUATRIÈME PARTIE.

LA PSALMODIE.

Chap. I. — Des formules en elles-mêmes.
Art. I. — Leurs principes généraux et leurs divisions diverses.
Art. II. — Des formules solennelles des psaumes.
Art. III. — Des formules des cantiques.
Art. IV. — Tableau synoptique des formules.
Chap. II. Manière d'adapter les paroles aux formules.
Art. I. — Règles générales.
Art. II. — Théorie des accents.
Art. III. — Application des règles de la psalmodie.

CINQUIÈME PARTIE.

LA RYTHMIQUE.

Chap. I. — De la forme littéraire des compositions rythmiques.
Chap. II. — Du chant des hymnes et des proses.

SIXIÈME PARTIE.

INTONATIONS DIVERSES ET RÉCITS.

APPENDICE.

Notions élémentaires de l accompagnement du plain-chant. — Gammes fondamentales pour tous les modes.

N. B. — Un supplément spécial a été ajouté pour l'usage de ceux qui suivent les livres liturgiques édités à Liége.

Et revera, quoties pluribus administratur sacra communio, ex particulis consecratis parva fragmenta decidunt, quæ si in linteum ante communicantes extensum cadant, in terram postea labentur, dum hoc linteum movebitur per fideles successive ad sacram mensam accedentes, et præsertim quum, finita communione, auferetur linteum : itaque quum non appareant, pretiosissima fragmenta disperdentur. Ad hæc præcavenda prælaudati auctores prædictam praxim de cujus legitimitate inquirimus, commendant. Vel potius eo tempore, quo distribuitur S. communio, Diaconus debeat ministrare clericis purificationem, prout indicat Rubrica Missalis, 1 part. tit. x, n. 9 ?

Dubium XXI. Propter eadem motiva ad præcavendam sacrorum fragmentorum perditionem, potest ne sacerdos S. communionem sive intra Missam sive extra Missam administrans, tenere patenam inter digitos manus sinistræ, quæ sacram Pyxidem gestat, ut eam sic mento communicantium supponat, quamvis Rubrica sileat de hoc ritu ?

Dubium XXII. Quatenus autem suppositio patenæ, de qua in duobus dubiis præcedentibus agitur, non liceat, quæritur quodnam medium adhiberi deceat, ut præcaveatur S. fragmentorum disperditio, dum sacra communio administratur ?

Dubium XXIII. Quando S. communio ministratur monialibus ad fenestellam clausuræ, muri crassitudo impedit quin sacerdos prope os communicantium Pyxidem admovere possit ad præcavendum ne fragmenta cadant extra ipsam : licet ne in hoc casu servare consuetudinem apponendi supra linteum ante communicantes extensum laminam argenteam deauratam, seu bacile ejusdem materiæ ad recipienda fragmenta quæ decidere possunt, et inde a sacerdote, postquam ad altare regressus fuerit, colligentur ?

Dubium XXIV. Purificatio post communionem, de qua loquuntur Rubricæ Missalis, part. 2, tit. x, n. 9, et Cæremoniale Episcoporum, lib. 2, cap. xxix, n. 4, non est in usu apud nos : quæritur utrum instaurationis Liturgiæ Romanæ occasione in diœcesi nostra expediat hanc praxim inducere, saltem pro communione cleri sive generali sive particulari in Missa solemni ?

Dubium XXV. In Rubrica generali Missalis, 2 part. tit. VII, n. 4, legitur : *sacerdos producit signum crucis super ampullam aquæ et dicit : Deus qui humanæ substantiæ ;* — similiter pro missa solemni eodem titulo, n. 9 : *facto versus eam ampullam aquæ signo crucis, dicit orationem : Deus qui humanæ substantiæ;* Quæritur ergo an oratio *Deus qui humanæ substantiæ* incipienda sit a sacerdote eodem momento, quo benedicit aquam, vel potius aqua tunc benedicitur nihil dicendo, atque facto signo crucis, non autem antea, hæc oratio inchoari debeat?

Dubium XXVI. Decretum diei 11 septembris 1847 in *Londinen*, de missa solemni tempore adventus et quadragesimæ, statuit consuetudinem non adhibendi planetas plicatas esse eliminandam, adeo ut si casulæ plicatæ, vel quæ plicari valeant, non adsint, Missa potius celebranda sit a solo sacerdote sine sacris ministris. Hinc quæritur utrum hoc decretum spectet tantum ecclesias cathedrales aut collegiales? Atque utrum etiam post istud decretum in minoribus ecclesiis prædictis temporibus diaconus et subdiaconus ministrare possint induti alba et manipulo, diacono deferente stolam ordinariam prout conceditur per Rubricas Missalis, 1 part. tit. XIX, n. 7? Utrum idem fieri queat in ecclesiis seminarii?

Dubium XXVII. In fine v. Gradualis pro festo VII dolorum B. M. V. quædam Missalia habent : *hoc crucis fert supplicium auctor vitæ factus homo.* In multis autem legitur : *hoc crucis fert supplicium vitæ factus homo.* Quæritur quænam sit vera lectio?

Dubium XXVIII. Plurimi auctores, inter quos Gavantus *in Rubricas Missalis*, part. 2, tit. XII, n. 6, Merati, suadent sacerdoti lavare manus in fine Missæ postquam exuerit vestes sacerdotales. Alii econtra cum Diana, part. 10, tract. 12, res. 19 ; Hyppolyto a Portu, *de Miss. priv.* rub. 6 ; hanc lotionem esse faciendam negant, sive quia jam sacerdos lavavit digitos in ablutione post communionem, ac sic ejus manus illud esse sacrum quod habebant ex contactu Sacramenti deposuerunt ; sive quia Rubricæ, quibus nihil addendum videtur, prorsus silent de hoc ritu. Hinc quæritur an, occasione instaurationis S. Liturgiæ Ro-

manæ, expediat inducere hanc praxim in nostram diœcesim, in qua non est in usu?

Dubium XXIX. Juxta Rubricas Missalis, I part. tit. VII, n. 8, debet fieri variatio orationis, Secretæ, aut post communionis, quæ eadem esset cum alia de communi vel proprio; sed quid agendum quum simul deficiant commune et proprium? v. g. quando S. Barnabas translatus est in diem XXIII junii, Secreta Missæ hujus S. Apostoli et Secreta Missæ Vigiliæ S. Joannis Baptistæ eædem occurrunt. Quæritur quænam sit Secreta dicenda pro commemoratione Vigiliæ S. Joannis Baptistæ? An sumi possit Secreta de ipsius nativitate mutando verba : *illius nativitatem honore debito celebrantes*, in : *illius nativitatem honore debito prævenientes ?*

Dubium XXX. Singulis annis in pluribus locis diœcesis operarii sutores, minime in sodalitatem piam adunati, a Parochis postulant Missam in honorem SS. Crispini et Crispiniani, martyrum, quos ut conditionis suæ patronos venerantur, die XXV octobris celebrandam : quæritur ergo quid faciendum sit, quum in Kalendario diœcesano a S. R. C. approbato, adsit hac eadem die festum duplex? Licet ne saltem in Missa de festo duplici juxta Kalendarium celebrata, addere orationem de communi plurium martyrum in eorumdem Sanctorum honorem?

Articulus VII.

De horis canonicis.

Dubium XXXI. An in secundis vesperis festi pretiosissimi Sanguinis D. N. J. C. sive feria sexta post Dominicam IV Quadragesimæ, sive Dominica I Julii, dicendæ sint antiphonæ ut in primis vesperis, sicut in multis Breviariis indicatur? Vel assumendæ sint antiphonæ de laudibus, prout in aliis Breviariis notatur?

Dubium XXXII. Juxta Indultum de reductione festorum diei 9 Aprilis 1802, auctoritate Pii VII datum, et Instructionem Cardinalis Caprara 20 Julii 1804, celebratur apud nos in Dominica, quæ subsequitur Octavam omnium SS., anniversarium Dedicationis omnium ecclesiarum Galliæ. Quæritur autem utrum in

hoc festo fieri debeat commemoratio Dedicationis ecclesiæ Cathedralis in aliis ecclesiis, sicut nonnulli dicunt? Vel potius omitti debeat commemoratio Dedicationis ecclesiæ Cathedralis, sicut alii dicunt, innixi in eo quod hoc festum generale Dedicationis omnium ecclesiarum Galliæ comprehendat ipsam Dedicationem Cathedralis, cujus commemoratio sic videretur superflua?

Dubium XXXIII. Si autem in præfato casu facienda sit commemoratio Dedicationis ecclesiæ Cathedralis in aliis ecclesiis, hæc commemoratio debetne poni ante vel post commemorationem Dominicæ occurrentis, aut festi semiduplicis ad ritum simplicem redacti?

Dubium XXXIV. An decretum 10 Decembris 1740 in *Salisburgen.* de omittendo *alleluia* in officio votivo SS. Sacramenti, spectet etiam antiphonas : *Ego sum panis*, ad Benedictus, *O sacrum convivium*, ad Magnificat, vel istæ duæ antiphonæ a prædicto decreto eximi debeant, sicut quidam putant : et ipsis applicandum sit aliud decretum 29 Novembris 1708 in *Carthaginen.* ad IV, de retinendo *alleluia* in fine antiphonarum quarum verba exprimunt gaudium, victoriam et similia ?

Dubium XXXV. Huic decreto pro parte Theatinorum proposito: An eorum hebdomadarius quando celebrat vesperas, debeat accipere pluviale a principio Vesperarum, illudque durantibus Vesperis usque ad finem retinere, vel satis sit illud accipere ad capitulum, et retinere usque ad finem Vesperarum, prout hactenus consueverunt? — S. R. C. respondit : circa pluviale servandam esse eorum consuetudinem. Hinc potest ne concludi istam praxim esse licitam in omnibus ecclesiis, quamvis Cæremoniale Episcoporum, lib. 2, cap. III, n. 1, indicet pluviale ab initio accipiendum? Vel potius supradicta responsio est ne concessio specialis pro Theatinis, quæ extendi non debet, et in aliis ecclesiis servandum decretum diei 20 Julii 1593 in *Calaguritan.* statuens quod hebdomadarius in Vesperis solemnibus indui debeat pluviali a principio Vesperarum ?

Dubium XXXVI. In Vesperis solemnibus acolythi accedentes ad altare ut sua candelabra sumant, debent quidem genuflectere; sed quæritur utrum tunc quando ab Altari recedunt, ut adeant

hebdomadarium, genuflexio ab ipsis candelàbra gestantibus iterum facienda sit in hoc recessu ? Similiter utrum quando, cantato capitulo, iterum accedunt ad altare, ab ipsis acolythis in accessu genuflectendum sit, sive antequam sive postquam deposuerint sua candelabra?

Dubium XXXVII. Nonnulli contendunt in Cæremoniale Episcoporum, lib. 2, cap. xiv, in fine n. 5, legendum esse : *ob reverentiam divinæ Incarnationis*, et dicunt ritum elevandi et jungendi manus hic descriptum peculiarem esse Hymno : *Jesu Redemptor omnium*. Attamen editio Romana typis S. Congregationis de Propagande Fide anni 1848 habet : *ob reverentiam divinæ invocationis;* nec inanis est diversitas, ut patebit ex dubio sequenti : quæritur quænam sit vera lectio?

Dubium XXXVIII. Posito quod in præfato loco legendum sit : *ob reverentiam divinæ Incarnationis*, quæritur utrum cum Gavanto, *in Rub. Brev.* sect. x, c. iii, n. 15; et Bauldry, *Manuale S. Cær.* part. i, c. v, *de officio hebdomadarii*, n. 13, etc. exinde concludi debeat eumdem ritum ibi descriptum servandum esse a celebrante, quoties hic inchoat alios hymnos quorum initium continet divinam invocationem, quales sunt hymni : *Creator alme siderum*, *Audi benigne conditor*, *Placare Christe servulis*, et similes?

Dubium XXXIX. Utrum in Vesperis solemnibus hebdomadarius thurificans Altare, debeat interim recitare canticum · *Magnificat anima mea Dominum* alternatim, cum duobus assistentibus, prout moris est in pluribus ecclesiis, quamvis Cæremoniale Episcoporum prorsus sileat de hoc ritu? Vel celebrans nihil dicens hanc thurificationem peragere debeat, sicut fit in aliis ecclesiis?

Dubium XL. Utrum in sabbatis quadragesimæ ad antiphonam B. M. V. in vesperis ante meridiem celebratis sit standum? Vel genuflectendum, ut docet *Manuale ecclesiasticum*, n. 167, ed. Rom. ann. 1853 ?

Dubium XLI. Singulis annis dimidia pars cleri diœcesani ad exercitia spiritualia obeunda in Seminarium convenit, ibidemque in ecclesia Seminarii officium divinum, non quidem modo, aut ritu chorali, sed modo quasi privato una recitant. Quum autem varii

sint titulares diversarum ecclesiarum, varia etiam sunt suffragia in semiduplicibus, et infra dicenda; imo aliquando nonnulli presbyteri habent officium peculiare pro sua ecclesia recitandum, ob octavam festi Titularis nondum absolutam. Quæritur ergo utrum ad servandam piam consuetudinem officium una recitandi, quæ ad devotionem exercitantium non minime confert, liceat in hoc casu presbyteris omittere suffragium aut etiam officium suæ ecclesiæ speciale, et se conformare officio ecclesiæ Seminarii in quo recitant, vel ecclesiæ Cathedralis?

Articulus VIII.

De officio parvo B. M. Virginis.

Dubium XLII. Quomodo inchoari debeant horæ officii parvi B. M. V. quando recitatur a clericis non in sacris, aut ab aliis qui non dicunt officium canonicum? Nempe utrum dici debeant ante matutinum et ante primam : *Pater*, *Ave*, *Credo;* ante alias horas, excepto completorio, *Pater*, *Ave?* Vel etiam potius huic casui applicanda sit Rubrica tit. xxxii, n. 3, ass gnans tantum salutationem ang licam pro initio horarum officii parvi B. M. V., quando non conjungitur cum officio Domini, adeo ut in omni casu, etiam ante matutinum salutatio angelica sufficiat?

Dubium XLIII. Quomodo idem officium parvum a prædictis clericis, aut aliis similiter solum recitatum concludi debeat in variis horis? Nempe utrum post v. *Fidelium animæ* dicenda sit oratio dominica in fine laudum, horarum minorum, insuper in fine completorii post v. *Divinum auxilium*, addendo *Ave* et *Credo?*

Dubium XLIV. Utrum decretum 26 augusti 1752 in *Gadicen.* ad 2, de non addendo *Alleluia* tempore Paschali, in officio parvo quando ultra officium diei recitatur, atque similis Rubrica Breviarii de eodem officio tempore paschali, spectent etiam eos qui solum officium parvum recitant? Vel tantum sint pro casu quo horæ B. M. V. dicuntur ultra officium diei?

Articulus IX.

De ritibus servandis in exponendo et reponendo SS. Sacramento, et de veneratione ipsi exposito exhibenda.

Dubium XLV. Juxta Cæremoniale Episcoporum, lib. 2, c. xxxiii, n. 19, initio processionis SS. Corporis Christi, presbyter assistens ministrat Episcopo naviculam, absque osculo cochlearis, et manus. Exinde nonnulli concludunt oscula omnia sive manus, sive rei porrigendæ, aut acceptæ, omittenda esse in Missa coram SS. Sacramento exposito celebrata; excipiunt tamen osculum manus celebrantis a subdiacono faciendum post cantatam epistolam, et oscula consueta a diacono facienda ad benedictionem ante evangelium, ad oblationem hostiæ et calicis, et in porrigendo patenam post orationem Dominicam. Ita *Manuale ecclesiasticum*, n. 1042, ed. Rom. anni 1853. Alii econtra cum Tetamo, *Appendice ad Diarium*, c. iii, n. 31, Gardellini, in *Instructione Clementina*, § xxx, n. 14, statuunt hanc regulam : Illa tantum omitti debent oscula, quando faciendum aliquid est, quod specialiter Sacramentum expositum dumtaxat respiciat, non illa, quæ ad ritum Missæ solemnis proprie pertinent. Inter has ergo opiniones quæritur quænam sit in praxi sequenda? v. g. an coram SS. Sacramento exposito diaconus ministrans celebranti aspersorium ad aspersionem aquæ benedictæ faciendam debeat vel non osculari aspersorium, et manum celebrantis?

Dubium XLVI. Utrum in Vesperis coram SS. Sacramento celebratis, acolythi accedentes ad altare, ut accipiant sua candelabra, vel ea referant, debeant ante SS. Sacramentum expositum utrumque genu flectere vel unicum?

Dubium XLVII. In sacra functione expositionis et repositionis SS. Sacramenti, quando a processione, Missa aut vesperis est sejuncta, præter clericos intortitia deferentes, aliosque ministros a Cavalieri, tom. iv, c. viii, in decret. 46, n. 11, et c. ix, initio; et a Tetamo, *App. ad Diarium*, c. 9, art. iii, n. 8, et art. vi, n. 46, designatos, expedit ne insuper adhibere duos acolythos habentes sicut in Missa et Vesperis candelabra cum cereis accensis?

Dubium XLVIII. In eadem supradicta functione licet ne adhibere diaconum, absque subdiacono, nempe hoc modo : diaconus superpelliceo tantum indutus cum stola pendente sub brachio dextero, toto tempore functionis assistit celebranti, extrahit SS. Sacramentum e tabernaculo et in ostensorio ponit ; illud super thronum collocat etc. inservit ad impositionem incensi in thuribulum ? Vel potius quoties in hac functione adhibetur diaconus, iste debetne dalmatica parari simulque adesse subdiaconus tunicella indutus ?

Dubium XLIX. Quando in functione expositionis et repositionis SS. Sacramenti celebrans superpelliceo sub stola et pluviale indutus est, decet ne diaconum, et subdiaconum uti alba sub stola, aut dalmatica pro diacono, aut sub tunicella pro subdiacono ? Vel potius celebrans et ministri debeant uniformiter esse induti sive superpelliceo, sive alla cum paramentis sui ordinis ?

Dubium L. Utrum in prædicta functione expositionis aut repositionis canonicus possit uti rochetto sub stola et pluviali ? Vel debeat induere superpelliceum super rochetto, aut absque rochetto uti superpelliceo vel alba ?

Dubium LI. An liceat sacerdoti accipere ostensorium per manus diaconi istud ex altari porrigentis, ut populo benedictio impertiatur, et post benedictionem remittere ostensorium diacono, qui super altare deponet, prout fit in nonnullis ecclesiis? Vel ipsemet sacerdos debeat accipere ostensorium ex altari, et data benedictione, super altare deponere, sicut expresse docent Gavantus, *in Rubricas Miss.*, part. 4, tit. XIII, n. 7; Merati *in Gavantum;* et secundum ritum descriptum a Cavalieri, tit. 4, cap. IX, in præliminar. capitis ; Tetamo *Append. ad Diarium*, c. III, n. 48 ; Gardellini, in *Instructione Clementina*, § 31, n. 12 ; prout *Instructio Clementina* n. 21 tradit, et ipsum Cæremoniale Episcoporum, lib. 2, c. XXXIII, n. 27, de ipso Episcopo celebrante innuit, sive per suum silentium de hoc ritu, licet non omittat exprimere ministerium diaconi in principio et fine processionis, sive per ipsa verba, quibus hanc cæremoniam præscribit ?

ARTICULUS X.

De functionibus pontificalibus.

DUBIUM LII. Quando Episcopus cappa indutus accedit ad ecclesiam, aut ab ea recedit, tunc quum non sit processio sacra juxta Cæremoniale Episcoporum, lib. 1, c. xv, n. 1, 9, 11, post ipsum sequuntur canonici; sed quæritur quemnam locum habeant in suo incessu ministri de libro, de candela : an incedere debeant ante Episcopum quem sequuntur canonici, vel post Episcopum, sicut præscribitur a Cæremoniali Episcoporum, l. 2, c. VIII, n. 26, de processione sacra post Tertiam facienda ?

DUBIUM LIII. In prædicto incessu vel regressu quisnam sit locus clericorum Seminarii et aliorum non canonicorum : an tunc servanda sit regula tradita a Gavanto, *De ordine Synodi*, sess. 1, n. 1, ingressum Episcopi ad synodum celebrandam describente, nempe : *descendit Episcopus ad cathedralem ecclesiam cappa indutus ipso clero præcedente, canonicis autem Episcopum sequentibus?*

DUBIUM LIV. Juxta Cæremoniale, l. 1, c. III, n. 2, tempore Adventus et a Septuagesima ad Pascha, etc., Episcopum decet uti vestibus nigris, excipiendo tamen aliquot dies festivos, et quum celebratur aliqua publica lætitia : quæritur autem utrum excipi etiam debeant festum Immaculatæ Conceptionis B. M. V., feria V in Cœna Domini, et dies quibus Episcopus visitat parochias, quæ visitatio est festivitas lætitiæ?

DUBIUM LV. Per Cæremoniale, l. 1, c. XI, n. 5 et 6, cautum est ne minister baculum aut mitram gestans eam nudis manibus tangat, sed nihil tale statuitur circa ministros qui de libro, gremiali, thuribulo et navicula, candelabris serviunt : quæritur ergo an liceat hos ministros, atque illos qui serviunt de baculo aut mitra uti chirothecis?

DUBIUM LVI. Juxta Cæremoniale Episcoporum, l. 2, c. VIII, n. 48, Episcopus solemniter celebrans, si concionem habeat, id faciet in sua propria sede, vel apud ipsum altare, secundum variam dispositionem locorum. At ubi magna distantia adest ab altari, vel a sede episcopali ad populum, necesse est ut Episcopus concionaturus adeat suggestum, ex quo conciones solent fieri,

alioquin a populo suo non audiretur. Quæritur ergo an in hoc casu præter ministros de libro, candela, baculo, mitra, gremiali cum his insignibus episcopalibus, insuper acolythi de candelabris cum cereis accensis, Diaconus Evangelii, subdiaconus, diaconi assistentes, debeant associare Episcopum eum præcedendo ad dictum suggestum, ibique manere tempore concionis ab Episcopo factæ ? Quæ praxis conformis videtur regulis a S. Carolo traditis in IV Concilio Mediolanensi, *De prædicatione*, editionis Seminarii Patavini 1754, § III, et in *Instructione de prædicatione verbi Dei*, de ritu concionandi, § 409. Si vero non omnes prædicti ministri debent tunc comitari Episcopum, quæritur quinam ex illis ?

Dubium LVII. Utrum canonici ecclesiæ Cathedralis privilegio non genuflectendi ad benedictionem etiam solemnem Episcopi, uti possint extra cathedralem, nempe quando aliqui canonici ratione præsentiæ Episcopi sua insignia canonicalia gestantes adsunt cum eo in aliis ecclesiis diœcesis ? Vel in hoc casu debeant genuflectere ad benedictionem episcopalem, ut sic exemplum præbeant reliquo clero et populo ?

Articulus XI.

De exequiis.

Dubium LVIII. An sacerdos, qui juxta Rituale, superpelliceo et stola indutus præfuit elationi corporis, debeat retinere stolam dum præest Matutino et Laudibus, quæ immediate sequuntur ? Saltem si in hac functione utatur pluviali, quum in eo casu non possit deponere stolam, quin aliquantisper pluviale exuat ?

Dubium LIX. An R. *Subvenite*, in quo duo sunt asterisci in exequiis, dici debeat quoad repetitiones ad normam R. *Libera me, Domine*, et aliorum qui duos habent asteriscos juxta regulam per decretum 6 septembris 1834 in *Lauretana* statutam ? Vel potius per exceptionem ad regulam communem prima repetitio post v. *Suscipiat te*, fieri debeat a primo asterisco ad secundum v., uti præscribitur in hoc R. sub titulo *in expiratione ?*

Dubium LX. An hæc rubrica quæ legitur in Rituali circa finem totius ordinis exequiarum : *Si officium fuerit pro pluribus defunctis, oratio, et versus dicantur in plurali numero ; si fuerit mulier, in*

genere femineo, applicari debeat orationi : *Absolve*, quæ in exequiis dicitur ad finem Laudum? Vel hæc oratio invariabilis sit, sive dicatur pro pluribus, sive pro fœmina, dum in aliis orationibus data occasione sit variatio generis aut numeri? Insuper an oratio: *Deus, cui proprium est..... te supplices exoramus pro anima famuli tui N.*, recitanda in exequiis ante antiphonam : *In paradisum*, invariabilis sit, etiam si dicatur pro fœmina? Hic enim Rituale non indicat variationem, dum eadem oratio in fine officii defunctorum, ipso Rituali indicante, admittit variationem.

Dubium LXI. Juxta Rituale, dum in officio dicuntur Laudes, sacerdos cum ministris paratur ad celebrandam Missam solemnem pro defuncto. Exinde autem oriuntur dubia de modo concludendi Laudes : nempe 1. Ubi sunt duo vel plures presbyteri, alius debetne concludere Laudes, dum celebrans qui officium inchoavit paratur in sacristia? 2. Ubi unicus est presbyter, debetne iste relinquere officium Laudum sine præside et adire sacristiam, ut paretur ad Missam et deinde opportuno tempore redire in chorum vel ante altare alba, cingulo, et stola indutus ut concludat Laudes?

Articulus XII

Miscellanea.

Dubium LXII. An in administratione baptismi interrogationes, quibus respondere debet patrinus infantis, vel cathecumenus baptizandus, fieri debeant lingua vulgari, prout ipsum Rituale innuere videtur de baptismo adultorum : §§ *Catechumenus instructus?*

Dubium LXIII. Utrum in vv. et rr. qui in administratione Extremæ Unctionis post unctiones factas dicuntur, et in tribus orationibus quæ sequuntur, facienda sit variatio generis, quando recitantur pro muliere, dicendo v. *salvam fac ancillam tuam*, et similiter de aliis, sicuti variatio generis indicatur a Rituali in ritu benedictionis apostolicæ in articulo mortis, et a Pontificali in confirmatione unius?

Dubium LXIV. Similiter quæritur an in Litaniis brevibus in ordine commendationis animæ, quando preces recitantur pro

muliere, variandum sit genus, sicut placet Cavalieri, Tom. 3, c. XIX, dec. 2, n. XV, et etiam numerus quum recitantur pro pluribus ; et an in orationibus, et precibus ejusdem commendationis similiter fieri debeat variatio, ubi sensus eam exposcit?

Dubium LXV. Juxta decretum 7 decembris 1816 in *Tuden*, ad 40, congruit, ut fert praxis universalis præsertim Urbis, fieri inclinationem capitis, quum pronuntiatur nomen SS. Trinitatis ; imo Cæremoniale Episcoporum, L. 2, C. VI, n. 8, præscribit inclinationem profundam in fine hymni quum nominatur S. Trinitas. Exinde autem aliqua oriuntur dubia : 1. An hæc inclinatio locum habeat quoties fit expresse mentio S. Trinitatis, sive per enumerationem personarum, v. g. *Genitori Genitoque etc.*, *Procedenti ab utroque* ; sive per nomen ipsum *Trinitas*, vel per hæc verba : *Trinus et unus ;* aut similia ut tradunt Bauldry, *Manual. Cær.* part. 2, c. IV, n. 2, et alii ? 2. An fieri debeat etiam quando clerus est genuflexus, v. g. quando in sacra functione repositionis SS. Sacramenti cantatur *Genitori?* 3. An facienda sit ad totam stropham, in qua nominatur Trinitas, quum in ea datur gloria Deo, prout in stropha : *Sit salus illi.... Trinus et unus :* aut cum in ea exprimitur invocatio Dei, v. g. *Nunc sancte nobis Spiritus ?* vel dumtaxat ad verba, per quæ fit mentio Trinitatis, etiamsi supersint duo tantum versiculi, aut unus solus supersit? 4. An fieri debeat etiam ad verba strophæ nec glorificationem Dei nec invocationem exprimentia, v. g. in primo versiculo hujus strophæ : *Jam sol recedit igneus*, *Tu lux perennis unitas*, *Nostris beata Trinitas ;* vel inchoanda sit cum verbis glorificationis, *Tu lux perennis...* aut supplicationis etc. 5. Quatenus inclinatio facienda sit ad totam stropham, vel ad duos, vel tres versiculos, quæritur an eo tempore clerus stans debeat omnino conversus esse ad altare, vel sufficiat profunde inclinare caput versus altare semivertendo corpus, sicuti in inclinationibus quæ fiunt ad unum verbum, vel ad pauca verba ?

Dubium LXVI. In Rituali benedictio novæ Crucis ponitur inter reservatas ab Episcopis vel aliis facultatem habentibus faciendas : Decreto autem 12 julii 1704 in *Urbis*, ad 2, declaratur : Cruces Altarium et Processionum, quæ non sunt benedictæ de præcepto,

posse benedici privatim a simplici sacerdote. Quæritur ergo quid intelligendum sit per novas cruces, quarum benedictio est Episcopis reservata ? An simplex presbyter possit benedicere cruces usui privato, v. g. ut ponantur in domibus fidelium, destinatas . et in hoc casu adhibere formulam benedictionis novæ crucis a Rituali traditam ?

Dubium LXVII. Utrum subsequens formula, quæ in nonnullis libris invenitur pro benedictione Rosariorum aut coronarum S. Deiparæ sit authentica aut saltem licita, quamvis non adsit in Rituali Romano : *Oremus. Omnipotens et misericors Deus, qui propter eximiam charitatem tuam, qua dilexisti nos, Filium tuum unigenitum D. N. J. C. de cœlis in terram descendere, et de B. V. Mariæ Dominæ nostræ utero SSmo, Angelo nuntiante, carnem suscipere, crucemque et mortem subire et tertia die gloriose a mortuis resurgere voluisti, ut nos eriperes de potestate tenebrarum, obsecramus immensam clementiam tuam, ut hoc signum Rosarii in honorem et laudem ejusdem Genitricis Filii tui bene † dicas et sancti † fices, eique tantam infundas virtutem Spiritus S., ut quicumque illud super se portaverit, atque attente et devote recitaverit, per invocationem S. nominis tui, corporis sanitatem, et animæ tutelam percipiat. Per eumdem Christum D. N. Amen ?*

Dubium LXVIII. An in benedictionibus pro quibus Rituale non dat formulam, v. g. in benedictionibus seminum terræ mandandorum, efformando signum crucis super rem benedicendam expediat dicere : in nomine Patris, et Filii et Spiritus S. Amen? Atque adhiberi debeat cereus accensus? Et res aspergenda sit aqua benedicta ?

Dubium LXIX. An in Missa privata quando minister non est superpelliceo indutus, deceat eum, lecto offertorio a celebrante, ad altare ascendere, accipere et plicare velum calicis, vel hic ritus debeat reservari ministris superpelliceo indutis, vel etiam celebrans ipse debeat plicare velum et super altare ponere ?

Dubium LXX. An minister, posito quod non accedat ad altare ut accipiat et plicet velum, debeat genuflectere Cruci quando recedit a loco suo ut adeat credentiam, seu parvam mensam ad accipiendas ex ea ampullas ? Vel sicut nonnullis placet, facere

tantum inclinationem, eo quod tunc non recedat e medio Altaris? Vel prout alii contendunt, nullam facere in hoc recessu reverentiam? An in eadem circumstantia debeat genuflectere SS. Sacramento incluso in tabernaculo?

Dubium LXXI. Similiter an idem minister accedens ad cornu Epistolæ cum ampullis, debeat genuflectere cruci, vel tantum inclinationem facere, eo quod non accedat ad medium Altaris? An debeat tum saltem genuflectere quando adest in tabernaculo SS. Sacramentum?

Dubium LXXII. An in Missa privata dum celebrans administrat S. communionem, minister debeat eum comitari cum cereo accenso, sicut aliqui putant, quamquam Rubrica taceat de hoc ritu? Vel quum purificationem, quæ pro populo non est in usu, non præbeat, nec mappam communionis, utpote cancellis affixam ante communicantes sustineat, tunc debeat manere genuflexus in latere Epistolæ?

Dubium LXXIII. An in Missa solemni a simplici presbytero celebrata, dum administratur populo S. communio, duo acolythi, si non sustineant mappam ante communicantes, debeant comitari celebrantem cum suis candelabris et cereis accensis: vel manere ad credentiam genuflexi, ita ut diaconus et subdiaconus soli tunc comitentur celebrantem? An saltem in Missa absque ministris sacris cantata acolythi debeant assistere celebranti tempore communionis populi, sive cum candelabris, sive cum facibus?

Dubium LXXIV. In his regionibus, ordinarie chorus, ubi sedet clerus, situs est ante altare, sicuti describitur a Cæremoniali Episcoporum, L. 1, c. XIII, n. 2, et tunc ex antiqua consuetudine, et ex ipsa constructione chori loca digniora, immo sedes non solemnis Episcopi, de qua loquitur Cæremoniale, L. 1, c. XIII, in fine n. 3, et L. 2, c. 4, n. 1, sunt remotiora ab altari, prout fieri innuit posse idem Cæremoniale, L. 1, c. XIII, n. 3, circa finem. Insuper sæpe chorus separatur ab altari per amplum sanctuarium. In tali dispositione rerum quæritur quænam sit chori pars dignior, in qua collocari debet prædictum stallum Episcopi? Est ne pars ex latere Epistolæ, utpote sita ad dexte-

ram cleri conversi ad altare ? Vel pars a latere evangelii, utpote sita ad dexteram altaris?

Dubium LXXV. Juxta Cæremoniale Episcoporum, lib. 2, c. xvi, n. 15, in ecclesiis cathedralibus in processionibus cantores incedunt ante crucem : quæritur an hæc sanctio intelligenda sit de clericis superpelliceo indutis, qui officium cantorum obeunt, vel tantum de laicis, qui superpelliceum gestantes idem officium adimplerent? Atque an liceat quando cantores sunt clerici sequi praxim a Bauldry commendatam : cantores in medio regulariter procedere debent, ut ab omnibus audiantur ?

Dubium LXXVI. An sacerdos in fine administrationis communionis extra Missam proferens verba : *Benedictio Dei Omnipotentis etc.*, debeat elevare et extendere manus eodem ritu ac dum dicit in fine Missæ : *Benedicat vos Omnipotens*, sicut docent Cavalieri, Tom. 4, c. iv, dec. xiii, n. 41, et alii, aliis contradicentibus, et Rituali hunc ritum non indicante, vel dicendo hæc verba, tenere manus junctas, et tantum inclinare caput ?

Dubium LXXVII. An acolythus aut alius accendens cereos ante Missam, aut ante aliam sacram functionem, incipere debeat a cereis qui sunt a parte epistolæ, ut volunt plurimi auctores, vel prout aliis placet, ab iis qui sunt in parte evangelii ?

Dubium LXXVIII. Ex parte sacerdotum diœcesis Massæ et Populoniæ, anno 1832, S. R. Congregatio consulta de consuetudine in Sabbato Sancto benedicendi aquam in aliquo vase separato, ex quo ante infusionem Sacrorum Oleorum aqua extrahitur et mittitur in fontem, die 7 Aprilis, respondit : *ex speciali gratia servari posse consuetudinem.* Quum autem hæc consuetudo in hac diœcesi vigeat, quæritur similiter utrum servari possit, ut fideles de more pio possint ex hoc vase separato haurire aquam, et in domos suas asportare ?

Dubium LXXIX. In diœcesi N. et in aliis multi parochi ob distantiam locorum Olea Sacra feria V in Cœna Domini benedicta tempestive habere non possunt, ut ea in benedictione fontis baptismalis Sabbato S. facienda adhibeant, sed paucis post diebus accipiunt. Habetur quidem decretum 23 Septembris 1837 ; at forsan sanctio hujusce decreti spectabat casum particularem, in

quo versabantur diœceses Hispaniæ, in quibus benedictio Oleorum facta non fuerat, et nesciebatur quonam tempore accipi possent nova Olea Sacra. Hinc quæritur : an in prædicta nostra circumstantia benedictio fontis baptismalis fieri debeat cum chrismate et oleo præcedentis anni et sic tali casui applicanda sit responsio data in *Oriolen?* Vel potius omittenda sit tunc infusio chrismatis et olei usquedum accipiantur recenter consecrata, prout innuere videtur decretum 12 Aprilis 1755 in *Lucana*, ad 3?

Dubium LXXX. Posito quod in prædicto casu benedictio fontis facienda sit cum chrismate et oleo præcedentis anni, quæritur etiam, utrum accepta nova olea infundi debeant in hanc aquam, quæ cum infusione veterum oleorum fuit benedicta? An potius ad infundenda hæc nova olea exspectandum sit usque ad aliam benedictionem fontis, quæ fiet in vigilia Pentecostes?

Dubium LXXXI. In penultimo versu psalmi : *Legem pone* ad Tertiam, Breviaria Romæ et alibi edita satis communiter habent : *et loquebar in testimoniis tuis.* In aliquibus autem legitur : *et loquebar de testimoniis tuis*, prout invenitur in editione Vulgata S. Bibliorum. Sed nonnumquam textus S. Liturgiæ propter varias et antiquas lectiones aliquatenus differt a textu Vulgatæ editionis Scripturæ Sacræ. A Sacra ergo R. Congregatione, quæ integritati librorum liturgicorum invigilat, quæritur ex his duabus lectionibus, *in* vel *de*, quænam sit legitima in hoc loco Breviarii?

Suprascripta itaque dubia de mandato Sanctitatis Suæ quum per me infrascriptum Secretarium proposita fuerint in ordinariis S. R. Congregationis comitiis ad Vaticanum hodierna die habitis; post diligens omnium examen, rescriptum prodiit.

Ad I. Negative et servandam peculiarem Missalis Rubricam; nam in adducto decreto agitur de ecclesiis, in quibus Missa de festo occurrente, vel de vigilia omnino desideratur.

Ad II. Provisum in primo.

Ad III. Affirmative ad 1^{m} partem. Negative ad 2^{m}.

Ad IV. Affirmative.

Ad V. Affirmative ad 1^{m} partem. Negative ad 2^{m} : Missæ enim ejusmodi per speciale indultum concessæ ordinantur ad solemnitatem in populo recolendam.

Ad VI. Affirmative in omnibus.

Ad VII. Non repugnare ob rationem adductam superius ad V dubium.

Ad VIII. Affirmative.

Ad IX. Post Nonam juxta Rubricas.

Ad X. Affirmative ad 1^m^ partem. Negative ad 2^m^.

Ad XI. Negative ad 1^m^ partem. Affirmative ad 2^m^ : nam capellæ in dubio expressæ habendæ semper sunt ceu oratoria.

Ad. XII. Negative in omnibus.

Ad XIII. Affirmative ad 1^m^ partem. Negative ad 2^m^.

Ad XIV. Affirmative ad 1^m^ partem. Negative ad 2^m^.

Ad XV. Negative ad 1^m^ partem. Affirmative ad 2^m^.

Ad XVI. Deficientibus monumentis rem declarantibus, in casu. Affirmative ad 1^m^ partem. Negative ad 2^m^.

Ad XVII. Missam in casu legendam ut in missali die XIX Junii cum orationibus et graduali ut in Missa *Lætabitur* de communi.

Ad XVIII. In Missa *Lætabitur* de communi, evangelium de festo.

Ad XIX. Si multæ sunt particulæ conservandæ satius est eas ponere in pyxide : si paucæ, poni possunt in alia patena ; numquam vero in alio corporali complicato.

Ad XX. Quoad primam partem, licere. Quoad secundam, juxta consuetudinem ad purificationem etiam clericos subministrare posse.

Ad XXI. Negative.

Ad XXII. Quoad communiones solemnes, provisum in xx. Quoad alias curam et solertiam sacerdotis supplere debere.

Ad XXIII. Affirmative.

Ad XXIV. Provisum in xx.

Ad XXV. Affirmative ad 1^m^ partem. Negative ad 2^m^.

Ad XXVI. Decretum 11 Septembris 1847 non respicere minores ecclesias de quibus loquitur Rubrica Missalis, I Part. tit. 19, n. 7.

Ad XXVII. Dilata, et iterum proponatur.

Ad XXVIII. Arbitrio et prudentiæ Ordinarii ; sed non per modum præcepti.

Ad XXIX. In casu sumendam pro S. Barnaba orationem Secretam ex Missa S. Matthiæ apostoli, variato nomine.

Ad XXX. Quoad primum, ex indulto in casu Ordinarium concedere posse unicam Missam solemnem cum cantu de communi. Quoad 2^m^ negative.

Ad XXXI. Affirmative ad 1^m^ partem. Negative ad 2^m^.

Ad XXXII. Negative ad 1^m^ partem. Affirmative ad 2^m^.

Ad XXXIII. Provisum in præcedenti.

Ad XXXIV. Officium votivum SS. Sacramenti recitandum ut in Breviario, nihil addito vel dempto.

Ad XXXV. Negative ad 1^m^ partem. Affirmative ad 2^m^.

Ad XXXVI. Acolythos genuflectere tantùm debere in transitu ante medium altaris.

Ad XXXVII. Dilata et iterum proponatur.

Ad XXXVIII. Ut ad proximum.

Ad XXXIX. Laudandum usum recitandi in Vesperis canticum *Magnificat* in thurificatione Altaris.

Ad XL. Affirmative ad 1^m^ partem. Negative ad 2^m^.

Ad XLI. A Rev. Episcopo supplicandum SSmo Dno Papæ pro Apostolico assequendo Indulto.

Ad XLII. Negative ad 1^m^ partem. Affirmative ad 2^m^.

Ad XLIII. Uti habetur in Breviario.

Ad XLIV. Affirmative ad 1^m^ partem. Negative ad 2^m^.

Ad XLV. Sequendam regulam in collectione authentica Decretorum S. R. C. a Gardellini indigitatam, quum aspersio non spectet ad ritum Missæ, sed sit tantum actio præliminaris.

Ad XLVI. Negative ad 1^m^ partem. Affirmative ad 2^m^.

Ad XLVII. Posse; nam fieri assolet etiam in patriarchalibus Urbis.

Ad XLVIII. Deficientibus ministris dalmatica et tunicella indutis; sacerdos, vel ejus loco Diaconus in casu assistens superpelliceo indutus stolam assumet tantum quando occurrit, nam eam semper retinere non licet.

Ad XLIX. Celebrans, si sit cum ministris, debet habere albam, stolam et pluviale; item ministri, si dalmatica et tunicella induti sunt, etiam albam habere debent.

Ad L. Sufficere rochettum.

Ad LI. Quoad 1^m^ partem, licere ex praxi ecclesiarum Urbis; quoad 2^m^ provisum in prima.

Ad LII. Ministros de libro et de candela, sicuti Seminarii alumnos, non teneri ad hanc processionem accedere.

Ad LIII. Provisum in præcedenti.

Ad LIV. Feriam V in Cœna Domini non esse excipiendam.

Ad LV. Negative.

Ad LVI. Quoad 1^m^ partem, negative. Quoad 2^m^, Canonicos tantum throno assistentes Episcopum in casu comitari debere, regulasque a S. Carolo traditas spectare ad Ritum Ambrosianum.

Ad LVII. Affirmative ad 1^m^ partem, quando ceu canonici Cathedralis corpus efformant : assistunt ceu canonici Cathedralis uti in sacra Visitatione vel sunt in habitu canonici, ac proinde quoad 2^m^ provisum in prima.

Ad LVIII. In utroque casu licere.

Ad LIX. Dicendum ut in Rituali, titulo *De expiratione*.

Ad LX. Variandam esse semper, excepta oratione : *Non intres*.

Ad LXI. Affirmative ad 1^m^ partem. Quoad 2^m^ debet concludere laudes et postea sacristiam petere, ut sese vestiat pro Missæ celebratione.

Ad LXII. Negative.

Ad LXIII. Affirmative.

Ad LXIV. Affirmative.

Ad LXV. Quoad quæstionem I, inclinationem faciendam quando nominatur nomen *Jesu*, vel simul nominantur expresse tres Personæ ut in *Deo Patri sit gloria*, vel quum dicitur expresse, *Sancta Trinitas* in fine Hymnorum. Quoad quæstionem 2, negative. Quoad quæstionem 3, ab inclinatione cessandum, quum post nominatas expresse tres personas vel Sancta Trinitas superest aliquis versiculus. Quoad quæstionem 4, negative. Quoad quæstionem 5, negative ad 1^m^ partem. Affirmative ad 2^m^.

Ad LXVI. Quoad 1^m^ partem, intelligendas cruces cœmeteriorum aliasque publice exponendas. Ad 2^m^ affirmative.

Ad LXVII. Ad S. C. Indulgentiarum.

Ad LXVIII. Producendum signum crucis super re benedicenda

cum formula : *In nomine Patris etc.*; deinde rem ipsam absque cereo accenso cum aqua benedicta aspergendam.

Ad LXIX. Servandam consuetudinem.

Ad LXX. In transitu tantum ante medium altaris in casu genuflectendum vel inclinandum.

Ad LXXI. Provisum in præcedenti.

Ad LXXII. Negative ad 1m partem. Affirmative ad 2m.

Ad LXXIII. Servari posse laudabilem consuetudinem adstandi cum facibus.

Ad LXXIV. Negative ad 1m partem. Affirmative ad 2m.

Ad LXXV. Juxta praxim Urbis cantores superpelliceo indutos procedere debere post crucem, et in processionibus longioribus inter medium clerum, sed ita ut ipsi dividant corpus aliquod.

Ad LXXVI. Affirmative ad 1m partem. Negative ad 2m.

Ad LXXVII. A cornu Evangelii, quippe nobiliori parte.

Ad LXXVIII. Ex speciali gratia utrumque servandum.

Ad LXXIX. Pro diversitate circumstantiarum in praxi utrumque decretum servari posse ; nam in *Lucana* supponitur quod in aliquo fortuito casu Olea Sacra ad breve tempus retardentur ; et in *Oriolen.* loquitur de omnimoda impossibilitate habendi Olea Sacra a propria Cathedrali, vel a vicinioribus diœcesibus.

Ad LXXX. In sensu præcedentis responsionis. Negative ad 1m partem. Affirmative ad 2m.

Ad LXXXI. Juxta vetera et emendatiora Breviaria legendum : *in testimoniis tuis.*

Atque ita Sacra ipsa Congregatio rescribere rata est, ac proposita dubia declarare.

Die 12 augusti 1854.

CONFÉRENCES ROMAINES.

QUÆSTIONES MORALES DE JUBILÆO, AC STATIBUS ET OFFICIIS PARTICULARIBUS, DE QUIBUS DELIBERABITUR IN CONVENTIBUS

Quos auspice viro Emo Constantino Patrizi, Episcopo Ostiensi et Veliterno, S. R. E. Cardinali, S. Collegii Decano, sacros. patriarchalis Basilicæ Lateranensis Archipresbytero, Sac. Rituum Cong. Præfecto, et Sanctissimi D. N. PP. Pii IX Vicario generali, Romæ ad S. Apollinaris habebunt sacerdotes ex cœtu S. Pauli Apostoli diebus qui singulis quæstionibus inscripti sunt a mense novembri anni 1875 *ad septembrem* 1876.

MONITUM.

Qui propositas quæstiones enodare, aut enodatas magis magisque illustrare, vel piam habere collationem debeant, meminerint illud, quod nostro in cœtu semper solemne fuit, hæc omnia unius horæ spatio continenda. Initium vero cœtus toto anno erit hora vigesima secunda [1].

QUÆSTIONES MORALES

DE JUBILÆO AC STATIBUS ET OFFICIIS PARTICULARIBUS.

I.

Die 29 novembris 1875, hora 3 pom.

Titius Romæ confessarius plures pœnitentes interrogat, utrum labente jubilæi anno opera omnia ad jubilæum consequendum adimpleverint. Quidam ex eis respondet, omnia se observasse juxta indulti præscriptum, aliqua tamen adhibita industria.

(1) A la demande d'un grand nombre de nos lecteurs, nous donnerons dorénavant la solution des cas de morale. Nous recevrons avec reconnaissance et publierons les réponses que les lecteurs de bonne volonté auraient l'obligeance de nous envoyer. (*La Rédaction.*)

Scilicet, ait, se matutinis horis perrexisse ad basilicas designatas, una excepta S. Pauli extra muros, ad quam post vesperas accedebat; cumque circa solis occasum implesset opus, antequam discederet, iterum ibi adprecatum fuisse, ea intentione, ut oratio pro una ex visitationibus die crastino adimplendis inserviret. Alter vero e pœnitentibus fatetur, se usum esse privilegio sibi concesso invisendi tantummodo basilicam S. Petri, aliasque ecclesias quæ in itinere perficiendo sibi occurrissent. Verum etiam hic, qui brevi tempore opus adimplebat, cum illud absolvisset, iterum S. Petri templum ingrediebatur, iterumque, cum domum reverteretur, ceteras ecclesias invisebat, duplicem visitationem pro duobus distinctis diebus fecisse putans. Hæc confessarius audiens bis in eadem die opera pro singulis diebus eos contra Ecclesiæ mentem fecisse existimat. Quapropter eosdem admonet ut visitationum defectui suppleant. Cum vero illi hoc ægre ferant, nec ad opus iterum aggrediendum parati videantur, utens facultate confessariis concessa de præceptis operibus commutandis, eos jubet ecclesiam parrochialem invisere, ibique post effusas preces sacram synaxim recipere ad jubilæum lucrandum. Postea dubius de sua agendi ratione secum quærit:

1° *Quomodo sint interpretanda indulti verba a vesperis diei antecedentis usque ad ultimum crepusculum serotinum insequentis?*

2° *Quid de industria pœnitentium ut in casu?*

3° *Quid de suo judicio, et agendi ratione?*

II.

Die 20 decembris 1875, hora 3 pom.

Titius in urbe confessarius visitationem quatuor basilicarum in Bulla indictionis jubilæi ad illud lucrandum præscriptam, in alias ecclesias ad quas facilis est accessus cuidam commutat. Non tamen hic statim opus aggreditur: etenim ceteros ex sua familia eamdem commutationem ab eodem confessario esse habituros expectat. Item Titius alteri patrifamilias auctor est, ut ad jubilæi indulgentiam consequendam, illud tempus eligat, quo per aliquot menses, juxta ejus consuetudinem, in collibus tusculanis

moraretur : ibi enim tum ob ecclesiarum propinquitatem, tum ob otium quo frueretur facilius omnia adimplere posset. Hujusmodi Titii agendi ratio alteri præsbitero innotescit, apud quem illi extraordinariam confessionem peragunt. Hic re perpensa animadvertit levissima de causa datam esse commutationem, et nonnisi probabili ratione posse concedi jus de jubilæo extra proprii domicilii locum acquirendo. Attamen cum is Titium agnosceret virum pium, et doctrina præstantem : ac illum, ejusque pœnitentes in bona fide versari, silentium tenere statuit. Verum postea animi scrupulis agitatus, et vehementer dubitans utrum illi revera jubilæum essent consecuturi ab amico quærit :

1° *In quæ, et qua de causa opera pro jubilæo præscripto commutari possint?*

2° *An in alio quam proprii domicilii loco jubilæum acquiri possit, et quæ opera ab iis, qui hac de causa Romam veniunt, peragi debeant?*

3° *Quid de sua agendi ratione?*

III.

Die 3 januarii 1876, hora 3 3/4 pom.

Paulo post ab elapso jubilæi anno Titius timoratæ conscientiæ vir sacramentalem confessionem peragens exponit se dubitare utrum indulgentiam plenariam in jubilæo consecutus sit, licet pœnitentiæ, et eucharistiæ sacramentum susceperit, et numerum visitationum, quæ in Bulla indictionis præscribuntur rite absolverit. Dubitandi autem rationes sibi esse videntur. Prima : quia usus fuerat privilegio concesso cuidam collegio ad quod ipse pertinebat, de quatuor tantummodo visitationibus peragendis : quarum tantum duas adhuc in collegio manens fecerat, reliquas e collegio discessus absolverat. Secunda : quia de animæ suæ tantum salute sollicitus, in precibus de illa quidem semper, de S. Ecclesiæ vero exaltatione, ceterisque pro quibus Pontifex preces fundi jubet, nunquam omnino cogitaverat. Tertia : quia in confessione, licet inculpabiliter, cujusdam tamen peccati oblitus fuerat, ad quod absolvendum ea specialis facultas requirebatur,

quæ confessariis pro tempore jubilæi concessa est. His addit se dolere, quod etiam oblitus fuerit commutationem quærere cujusdam voti, quam tunc a suo confessario obtinere facile potuisset, neque indulgentias, si quas acquisiisset animabus in Purgatorio detentis applicare meminerit. Ut ei confessarius respondeat secum quærit :

1° *Quæ preces sint recitandæ in ecclesiarum visitatione pro jubilæo : et utrum earum objectum, si per verba Bullæ sit expressum, ut opus injunctum haberi debeat?*

2° *Utrum peccatum vel votum reservatum adhuc elapso jubilæi tempore absolvi, vel commutari aliquando possit?*

3° *Utrum privilegium communitati concessum quoad illum cesset, qui e communitate discedit?*

IV.

Die 17 januarii 1876, hora 3 1/2 pom.

Impletis omnibus quæ ad jubilæum consequendum imposita sunt, Titius jubilæum ipsum jam primis statuti temporis diebus lucratus erat, nullo tamen peculiari favore, eidem jubilæo adjuncto, gaudere potuerat ; cum neque absolutionem a censuris, et casibus reservatis, neque commutatione, aut dispensatione aliqua apostolicis facultatibus concedenda tunc indigeret. Post hæc cum in grave peccatum episcopo reservatum Titius incidisset, et votum de jejunio unaquaque hebdomada servando nuncupasset, cumque rem deinde serio perpendens illud servare facile se non posse sentiret, vertente adhuc jubilæi tempore, omnia opera ad jubilæum iterum consequendum necessaria absolvit, ac in confessione sacramentali commutationen voti, et absolutionem a peccato reservato consequitur a confessario quodam, cui persuasum est privilegiis frui posse Titium, plenariam indulgentiam iterum consequi adlaborantem, utpote qui nulli obnoxius culpæ, privilegiis iis prima vice uti non valuisset. Quæritur :

1° *Utrum pluries, infra tempus pro jubilæo præscriptum, jubilæum acquiri possit?*

2° *Quid saltem de commutatione super vota collata in casu judicandum?*

3° *Quid de confessarii sententia?*

Die 31 januarii 1876, hora 3 3/4 pom.

Recitatur Oratio de laudibus Divi Pauli Apostoli, quem Cœtus noster sibi Patronum adlegit.

V.

Die 14 februarii 1876, hora 4 pom.

Titius ex religiosa familia, in qua præter communia vota illud etiam ægrotis peste laborantibus ministrandi emittitur, e suo cœnobio ob gubernii legem ejectus id a S. Sede etiam obtinet, ut dimisso habitu apud suos redeat, ut eisdem, qui ob adversam fortunam in gravi inopia versantur, sua industria succurrat. In paternam domum igitur reversus cum esset acrioris ingenii, et ad plurima aptus ejusmodi munera consequitur ex quibus annuum censum ditissimum percipit. Inde factum est, ut ejus parentes, ac sorores lauta mensa, et splendida suppellectili, commodam vitam ducerent. Accedit quod ab amico, qui eum noverat quanta cura suæ familiæ consuleret, ad hoc ut iis beneficiis impendendis prosequeretur, hæres ex asse factus sororibus pinguem dotem, ex accepta pecunia parat, et cuidam nepoti, ut cum nobili puella nuptias contrahat, reliquam concedit. Pluribus interim in operibus ministerii parocho se adjutorem præbet. Sed quo tempore in Urbe pestis grassabatur omnia prætermittit, et præsertim ægrotis spirituali ope succurrere recusat, causatus vitæ suæ periculum, quod cum familiæ damno conjungebatur. Verum his in adjunctis et ipse graviter decumbens, parochum ad suam sacramentalem confessionem excipiendam advocat. Hic noscens Titii conditionem iter eundum secum quærit :

1° *Quid sentiendum de votis in religione emissis post suppressionem a lege civili proclamatam?*

2° *Quid de iisdem votis si data sit religioso facultas in domum paternam redeundi ut eidem succurrat?*

3° *Quid ei suggerendum?*

VI.

Die 6 martii 1876, hora 4 1/4 pom.

Mævia in generali confessione turpem elapsis annis consuetudinem cum viro cœnobita se habuisse vehementi animo dolore confessario aperit. Per illud vero temporis plurima ab eodem dona recepisse, et adhuc biscentorum scutatorum copiam sibi ab eo datam apud se servare fatetur. Addit præterea in præsentiarum eum domi excipere, nulla tamen a pluribus mensibus renovata, nec ulla experta tentatione facinoris, a quo et ille magnopere abhorret. Nihilominus confessarius Mæviam hortatur ut illum dimittat : cui Mævia se id facere non posse dicit eo quod adhuc pecuniam non quidem multam, quolibet mense ab eo recipiat. Sed iterum confessarius respondet, se eam non posse absolvere nisi antea accepta munera restituat, et nihil in posterum se ab eo accepturam promittat. Inabsoluta igitur Mævia discedit, et cœnobitæ iterum se invisenti omnia narrat. Hic eam docet quæ confessario reponat. Nempe : legitime anteacto tempore datam esse pecuniam, tum ob facultatem, quæ ei a suo generali data erat, impendendi pro lubitu quidquid sua industria sibi comparasset, tum ob quamdem compensationem ex justitia debitam. Pecuniam vero quæ penes se ipsa retinebat a divite fratre in ejus subsidium obtinuisse. Tandem si etiam modo munera quandoque ei largiatur, animadvertendum esse, se non diutius, ob gubernii legem, intra cœnobii claustra degere posse : munera proinde largiri partim ex charitate, partim ut benevolam sibi optimam Mæviæ familiam reddat, apud quam sævientibus magis Ecclesiæ hostibus, confugere tuto possit. Hæc omnia Mævia confessario refert qui secum quærit :

1° *Quid constituat munus a cœnobitis acceptum, et canonica lege vetitum?*

2° *Utrum hujusmodi prohibitio totam vim habeat ex nova conditione, in qua modo cœnobitæ versantur?*

3° *Quid de singulis in casu?*

VII.

Die 20 martii 1876, hora 4 3/4 pom.

Titius sacerdos defuncto patre primi ordinis negotiatore cunctis familiæ negotiis totus incumbit, eo quod ad eadem gerenda ejus frater minus aptus reperitur. Is itaque epistolas scribit vel dictat, contractus cujuscumque generis init, rationem impensarum examini subjicit, uno verbo, in negotiatione omnia agit, excepta personali contractibus adsistentia, et propria in cambii litteris subscriptione, quam a fratre fieri sinit, si tamen antea ipse probaverit. Præterea, cum in suo singulari peculio magnam pecuniæ copiam habeat, ex ea plurima sibi acquirit, quæ vulgo *effetti pubblici* dicuntur. Nec vero eidem sat est eadem permutare, si aliquod periculum passura esse videantur, sed quotidie hujusmodi permutationibus per emptionem, et venditionem ad lucrum majus captandum apud collybistas dat operam. Nec satis : homo cupidus occasione quæsita bis vel ter proprio nomine librorum et picturarum vim emit eo tamen fine, ut de emptis rebus aliquid sibi retineat, et quod reliquum est tanti vendat quanti omnium pretium exæquaretur. Tandem cum vinea propria ipsi sit, non solum folia arborum quæ in illa sunt plurimi vendit, sed sæpius ea lege petenti concedit ut lucrum quod ex bombycibus habeatur inter utrumque, serico proventu divendito, dividatur. Verum graviter ægrotans omnia hæc confessario enarrat qui secum quærit :

1° *Quæ et quatenus clericis interdicta negotiatio sit et sub quibus pœnis ?*

2° *Utrum in singulis de quibus in casu negotiatio habeatur ?*

3° *Quid Titio suggerendum ?*

VIII.

Die 3 aprilis 1876, hora 4 3/4 pom.

Titius vir hæreticus, sed a vulgo ob honestos quos præferebat mores catholicus habitus, in morbum lethalem incidit. Ejus mulier vere catholica ad parochum ocius pergit, eumque enixe adprecatur, ut virum suum invisere dignetur, eumque ad mortem

christiano modo obeundam disponat, ita tamen ut indulgentiis, de Romani Pontificis primatu, de sacramentali confessione omnino sileat ex eo quod in his nulla spes felicis exitus habeatur. Facilem se præbet parochus, et illico mulierem secutus Titium morti proximum, sed tamen sensibus non destitutum invenit. Cum eo proinde actum Fidei in Deum unum, et trinum ejusque filium Christum Jesum elicit, et præcipua quæ vera Fides docet credenda proponit, eumdemque ad dolendum de omnibus culpis in anteacta vita admissis omni industria excitat. Hinc tandem ei sacramentalem absolutionem sub conditione concedit. Viro defuncto mulier iterum ad parochum pergit, ut cum eo de funere peragendo constituat. Sed modo parochus anceps hæret, et adprecatus mulierem, ut paulo post ad se redeat, viciniorem parochum adit, ab eoque tota re enarrata consilium postulat. Hic secum quærit :

1° *Utrum parochus ad virum hæreticum in mortis periculo constitutum accedere debeat?*

2° *Utrum, et quando eidem possit absolutio dari : præsertim si antequam in hæresim inciderit fidem catholicam professus fuerit?*

3° *An Titius absolvi potuerit, et taliter absolutus in loco sacro sepeliri possit?*

IX.

Die 24 aprilis 1876, hora 5 1/4 pom.

Titius peritissimus in arte chirurgus omnem industriam adhibet, ut Mæviæ infelici partu laboranti opem ferat. At omnes conatus in irritum cadunt : hinc, adhibito sociorum consilio, matrem filiumque brevi morituros proclamat. Una tantum, ait, est via servandi matrem, si per operationem quæ dicitur *craniotripsia* infans extrahatur. At nonnulli ex familia Mæviæ ob vitam, ne dicam corporalem, sed spiritualem pueri, id fieri recusant. Quibus Titius se antea illum baptizari posse declarat, aquam ita injiciendo ut ejus corpus certo tangat. Hinc contradictio levior evadit. Interea tamen hanc quæstionem ægrota mulier animadvertit, et dubitans de eo quod sibi agendum sit parochum ad se advocat. Hic re audita suspensus hæret, et prævidens ægrotæ,

ejusque consanguineis, qui ejus mortis metu chirurgis favere videntur, sententiam suam non facile acceptam iri in suo judicio proferendo moras trahit : sed interim ob periculum quod est in mora Titius ad operationem propositam, Mævia non obstante, manus admovet : hinc parochus servato silentio discedit. Domum reversus rem alteri parocho enarrat, et cum eo quærit :

1° *An sententia quæ occidere infantem licere docet ad servandam matrem, quando ambo sint perituri, sustineri possit ?*

2° *An semper, quod certo tenendum est, declarari debeat?*

3° *Quid de sua agendi ratione in casu?*

X.

Die 8 maii 1876, hora 5 1/2 pom.

Mævia ex delicto gravida suam famam ex proximo partu esse periclitaturam queritur. Ad eam solandam peritissimus chirurgus adducitur, qui se septimo a conceptione mense, posse fœtum extrahere eidem asserit, quin nemo id sciat, dum tamen ipsa usque ad illud tempus ventrem celare facile posset. Neque timendum, ait, de morte pueri vel matris cum tanta modo sit chirurgicæ artis industria, ut hujusmodi operationes prospere cadant. Quievit Titia, et tempore opportuno adveniente, res executioni felici exitu demandata est. Eadem vero Titia non paulo post, iterum cum amasio peccat : et cum infra mensem se iterum esse gravidam suspicaretur, cujusdam famulæ consilio, quasdam potiones sumit, et post aliquot dies talia e sinu emittit, quæ ipsa novum fœtum existimat. Paschatis tempore omnia confessario dolentissime enarrat. At hic duplici peccato abortus eam esse ream judicat, itemque se illam non posse absolvere testatur, eo quod modo Romæ ejusmodi facinora Emo Card. Vicario sint reservata. Nihilominus post dimissam Mæviam rem melius recolens a viro theologo quærit :

1° *Quid sit abortus, et quando illicitum illum procurare?*

2° *Quæ, quando, et in quos urgeant pœnæ latæ in eos qui hoc facinus admittunt?*

3° *Utrum Romæ revera sit casus reservatus?*

XI.

Die 22 maii 1876, hora 5 3/4 pom.

Titius causarum civilium celebris patronus cum impar sit omnium litibus agendis, qui ejus flagitant patrocinium, eos defendendos suscipit, qui majora lucra ei pollicentur. Itaque non semel postquam suo examini subjecerat allegationes, et documenta cujusdam causæ pro viro cujus jus, sin minus certe tamen probabile sibi videbatur, rejecta ejusdem causæ defensione, adversarii partes, lucri amore ductus suscipit. Eadem de causa ditioribus clientibus obtestans se non posse eorum causam agere, ut eorum causam tuendam aggrediatur, præter ordinariam mercedem plurima haud exigua dona; quin olim decimam litis partem, seu rei de cujus dominio disputabatur, sibi reservatam voluit, si causa prospere caderet. Præterea cum optimæ causæ cujusdam in egestate versantis manus illico admovere non posset, ut ille rogabat, satius duxit pecuniæ vim eidem concedere, quæ juri suo responderet, habita tamen pro se causæ seu litis cessione. In excipiendis autem causis, omnes defendendas suscipit, quæ probabiliter justæ sibi videntur. Si vero quasdam in media discussione injustas agnosceret de causæ falsitate clientem fideliter admonet, eas tamen non deserit, eo quod habent sua sidera lites. Hæc omnia ipse Titius confessionem generalem peragens aliquando confessario enarrat. Hic secum quærit :

1° *An et quando patroni causas agendas suscipere valeant?*

2° *An aliquid accipere præter salarium a lege præscriptum, tum etiam ipsas causas redimere possint?*

3° *An et quando de damno clienti vel etiam adversario illato teneantur?*

XII.

Die 12 junii 1876, hora 6 1/4 pom.

Titius ferrarius faber non exigui census in eorum numerum adlegitur, qui in nova judiciorum forma jurati nuncupantur. Vir plane timoratæ conscientiæ, sed ingenio rudis, ab amico suo juris

peritissimo, quomodo in judicio efformando se gerere debeat instantissime petit. Hic eum docet esse attendendum ad criminis probationem : qua deficiente, reus haud damnari potest, quaque existente utique damnandus, licet judici ex privata scientia innotescat illum esse innocentem. Sed alter æque peritissimus ex adverso asserit hanc regulam falsam esse, vel saltem non a judicibus qui jurati dicuntur sequendam. Isti etenim judicium supra criminis existentiam ex intima sui animi convictione proferre debent, quam probationes contra reum allatæ, vel ejus defensionis momenta in eorum animis excitarunt juxta § 498 pœnalis codicis pedemontani. Interim Titius cujusdam causæ discussioni ut judex adsistit et ex ea nihil contra reum agnoscit, nisi indicia gravissima quidem, nullam tamen proprie dictam probationem. Inter autem tot et tanta quæ ex utraque parte in contrarium disputantur, in ejus mente ea confusio oboritur, ut quid sibi agendum sit non intelligat. Adveniente interim die in quo sententia proferri debet, ad suum confessarium confugit, eique totam rem enarrat, et simul ab eo quærit utrum in hac miserrima sua conditione judicium negativum in favorem rei proferre debeat, vel potius judicio quorumdam sociorum suorum, qui contra reum stare videntur, quique probatissimi, et peritissimi sunt, annuere tuta conscientia possit. Confessarius cuncta recolens secum quærit :

1° *Utrum sententia prioris jurisperiti admitti possit?*
2° *Qui sensus legis quoad juratos in casu adductæ?*
3° *Quid Titio respondendum?*

XIII.

Die 26 junii 1876, hora 6 1/4 pom.

Titius politicis sectis addictus studio partium honestum virum occidit. Cum tamen timeat, ne Cajus ex opposita fenestra rem cognoverit, eumdem accersit, et ab eo, enarrato facinore, promissionem de silentio quocumque in casu servando sub juramento obtinet. Interim Cajus duos honestos viros quidem innocentes hac de causa in carcerem esse detrusos agnoscit. Suspicans vero, se a potestate inquirente posse interrogari, longinquum iter aggredi

statuit. Sed cum grave incommodum ex eo habiturus sit, suum confessarium de eo quod sibi agendum esset interrogat. Hic eum monet potius reum esse denuntiandum, quam innocentes patiantur. Huic consilio non acquiescens alium petit, qui eum se silentium tenere, quin imo si ad tribunal adducatur, quod nihil sciat, posse asserere docet. Suæ autem sententiæ rationem addit : tum scilicet quia testis judici interroganti obedientiam præstare non tenetur, si facinus sub secreto naturali, et commisso, juramento interposito, sciat, tum si grave damnum ipsi testi immineat : quemadmodum in casu locum habet ; cum sectarii tam arcto fœdere inter se juncti sint, ut uno ex eis accusato atque damnato, ceteri contra accusatores et testes, non verbis tantum sed facto, vindices se præbere glorientur. In hac sententiarum discrepantia quæritur :

1° *Quæ sit theologorum doctrina circa obligationem accusandi reum apud judicem ?*

2° *Utrum et qua virtute judici interroganti testis parere teneatur ?*

3° *Quid de obligatione Caji ut in casu ?*

XIV.

Die 10 julii 1876, hora 6 1/4 pom.

Titius eorum qui de aliquo crimine accusati in carcerem detruduntur, ibique infirmantur non raro sacramentalem confessionem excipit. Eos vero licet in ceteris ad absolutionem obtinendam dispositos reperiat, in uno tamen deficere arbitratur, quod scilicet, cum adhuc in eos tribunal inquirat, judici interroganti crimen manifestare nolint. Nonnulli enim se excusant metu pœnæ, quam sic evasuros sperant : nonnulli ea de causa, quod aliter deberent complices omnino ocultos revelare : multi denique quia in iis circumstantiis putant haud esse mendacium respondere : *nescio, non memini.* Inter alios insuper est Cajus qui ad falsum omnino asserendum paratus est, denegandumque, se summo mane, districto ense, exisse, quippe ex ea circumstantia in suspicionem homicidii, quod certe non patravit, adducebatur. Hinc Titius

anxius manet, ejusque angor major evadit si agatur de reis qui jam ad triremes in perpetuum, vel ad mortem damnati adhuc innocentes se proclamant, licet vere esse reos et justissimam esse sententiam certo noscant. Hinc ad virum theologum accedit, ab eoque quærit :

1° *Quæ doctrina tenenda sit quoad obligationem reorum coram judice eos legitime interrogante?*

2° *Utrum saltem rei in pœna capitis subeunda admissum facinus publice denegare possint?*

3° *Quid sibi agendum in singulis enarratis casibus?*

XV.

Die 24 julii 1876, hora 6 pom.

Titius medicæ artis peritus illi systemati adhæret quod allopathia nuncupatur, in eoque apprime versatus est. Nihilominus operam dare studet alteri quod omiopathia dicitur ; quin tamen nunquam sibi suadere potuerit hanc methodum curandis morbis plane efficacem esse ; licet non pauci, neque aspernandæ notæ medicinæ cultores eam adhibeant, et apud cultas nationes nosocomia extent in quibus hac methodo infirmi curantur. Hinc in exercitio artis suæ prima utitur : verum cum a pluribus ex suis clientibus se dimitti videat, qui secunda curari cupiunt, ipse se eisdem offert paratum regulis omiopathiæ, quas apprime callet, eorum morbis mederi. Proinde quoties ad aliquem ægrotum accersitur, qua methodo curare velit ab eo sciscitatur, eidemque morem gerens medicamenta plura, quæ juxta hanc theoriam præscribi debent, ei suppeditat. Aliquoties tamen ægroto declarat eo in casu uti contraria methodo potius expedire ; sed cum ille renuat, priore uti prosequitur. Cum hæc agendi ratio suis sodalibus innotescat a quodam amico quod improbe, et inhoneste se gerat gravibus verbis corripitur. Hinc ad virum theologum accedit, qui, his auditis, secum quærit :

1° *Quæ certitudo de virtute medicinæ requiratur ut ea præstari possit?*

2° *Utrum requiratur suasio de ejusdem efficacia ex parte medici*

orta ex intima animi persuasione, vel sufficiat quæ ex praxi aliorum haberi possit?

3° *Quid Titio respondendum?*

XVI.

Die 7 augusti 1876, hora 5 3/4 pom.

Titius ex patricio genere cujusdam urbis ditionis jam pontificiæ duos filios habet, quorum natu minorem Romam mittit ad munus, quo sibi consulat obtinendum, assignata simul menstrua pensione ad rationem fructuum legittimæ, quæ super bona patrimonialia ei competit. Id autem facit quia filio majori natu reliqua bona, cum modo fidecommissa abrogata sint, dare velit. Titius Romæ manens honestissimam puellam ad familiam quæ ex negotiatione splendide vivit pertinentem, vehementissimo amore captus, in uxorem ducendi consilium init. Obstant vero ejusdem nobiles parentes, nec ullo modo ex filii precibus moventur, quibus eisdem suadere studet, nil detrimenti neque ex conditione, neque ex puellæ moribus suam familiam esse passuram. Quin eo pater devenit, ut filium etiam legittima privare minitetur, juxta jus ex codice pedemontano parentibus datum in filios, qui ante ætatem a lege præscriptam, absque patris consensu matrimonium inire audent. Sed Titius hasce minas tamquam ad metum factas aspernatus matrimonium contrahit. At paulo post pater obit, atque, hac de causa in testamento expressa, illum exhæredat. En ejus querimoniæ in fratrem ex asse hæredem, nec non minæ de testamento infirmando. Hic vero totam rem juxta conscientiæ regulas componere exoptans, a viro theologo una cum Titio quærit :

1° *Quæ obligatio filios familias erga parentes circa matrimonium urgeat?*

2° *An matrimonium contra parentum votum initum in foro conscientiæ ad exhæredandum causa legitima sit, et an lex civilis ut in casu sufficiat?*

3° *Quid modo agendum?*

XVII.

Die 21 augusti 1876, hora 5 1/4 pom.

Titius artis murariæ magister a Cajo adprecatus, ut ad suum ædificium quantocius absolvendum etiam diebus festis suos artifices mittat, firmissime renuit. Nonnulli tamen ex eis hæc audientes ad id faciendum se exhibent. Hinc Cajus, spreta Titii denegatione, illos secum adducit, eorumque opera juxta suum placitum utitur. At Titius postea mercedem laboris per illum diem dare eisdem recusat, ea sola de causa quia ipso denegante laboraverint, quin tamen ullo modo illos exprobet quod Ecclesiæ legem fregerint. Nihil enim sua refert utrum sui operarii religionem teneant. Similiter silentium tenet quoad famulam, quam domi habet. Hæc enim horis quæ vel ad quietem vel ad solatium ei conceduntur tot tantaque inhonesta, extra tamen heri domum, admittit, ut e vicinia plures de ejusdem agendi ratione cum Titio conquerantur. Item domi retinet puellam omni religionis principio insciam, quin tamen ei curæ sit, ut ad doctrinam et sacramenta suscipienda apud parochum accedat. Si qui interim Titium admonent de hac tam mala servorum suorum agendi ratione, respondet illos fideliter ac strenue famulatum præstare, et nihil inhonestum suæ domi peragere, seque opportunum tempus ad religionis opera exercenda eisdem concedere; si vero illi eo abutantur nil sua referre. Quæritur :

1° *Quænam in servos dominorum obligatio sit ?*
2° *Utrum in aliquo juxta casum Titius peccaverit ?*
3° *Quid eidem agendum sit ?*

XVIII.

Die 4 septembris 1876, hora 5 pom.

Titius in litteris eruditus, et in scribendo versatus se suamque familiam ex pecunia alit, quæ ipsi obvenit ob articulos, ut dicitur, a se scriptos quibus ephemerides conficiuntur. Cum vero degat in loco ubi plures quotidie ephemerides eduntur, quarum nonnullæ ad religionem catholicam defendendam, aliæ ad eamdem

impugnandam, suam operam utrinque præstat. Quapropter in articulis quos pro secundis exarat non paucas contra catholicos calumnias effundit, licet ita se contineat ut ad impugnanda quæ dogmatica sunt, et ad fidem stricte pertinent studiose se abstineat. Suo autem confessario hæc non licere asserenti respondet; se illum ipsum esse qui non modo in ephemeride catholica illos articulos refellit, sed etiam catholicæ religionis veritatem, et Sedis Romanæ jura propugnat : præterea cum hæc scribit, eo animi æstu et contentione articulos in religionis favorem conscribere, ut isti non solum rei veritate, sed etiam arte et industria scriptionibus aliis a se in contrarium editis quam longe præstent : omnes insuper se catholicum esse scire, ignorare autem se utrorumque articulorum esse auctorem : denique ab iis scribendis articulis qui religionis hostibus favere videntur sine maximo familiæ suæ detrimento se abstinere non posse. Hæret confessarius et secum quærit :

1° *An ulli liceat scribendo religioni detrahere suppresso nomine, si idem suppresso etiam nomine religionem scribendo defendat?*

2° *Num hoc licere dicendum sit cum de ephemeridum scriptione agatur?*

3° *Quid Titio præscribendum?*

CONFÉRENCES ROMAINES.

QUÆSTIONES CÆREMONIALES DE RE FUNERARIA, DE QUIBUS DELIBERABITUR IN ACADEMIÆ LITURGIÆ CONVENTIBUS

Quos auspice viro Emo Constantino Patrizi, Episcopo Ostiensi et Veliterno, S. R. E. Cardinali, Sacr. Card. Coll. Decano, sacros. patriarchalis Basilicæ Lateranensis Archipresbytero, Sac. Rituum Cong. Præfecto, et Sanctissimi D. N. Pii PP. IX Vicario generali, Romæ in ædibus præsbyterorum missionis prope curiam innocentianam habebunt sacerdotes e cœtu collationum spiritualium diebus qui singulis quæstionibus inscripti sunt.

MONITUM.

Qui propositas quæstiones enodare, aut enodatas magis magisque illustrare, vel piam habere collationem debeant, meminerint illud, quod nostro in cœtu semper solemne fuit, hæc omnia unius horæ spatio continenda.

QUÆSTIONES CÆREMONIALES

DE RE FUNERARIA.

I.

Die 25 novembris 1875, hora 2 3/4 a meridie.

Cum anno 1873 secunda mensis novembris dies inciderit in dominicam, gravis exarsit disputatio inter canonicos cujusdam collegiatæ ecclesiæ paucis abhinc annis canonice institutæ. Occurrente namque die tertia festo Patroni seu Titularis ejusdem, plerique canonici acriter contendebant solemnem commemorationem defunctorum ad insequentem quartam diem transferendam esse, ut festum Titularis, quod exteriori solemnitate et populi concursu celebrari solet, sua in die locum obtineat : alii vero op-

positam tuebantur magistri cæremoniarum sententiam, eo vel maxime quod festum hujusmodi haudquaquam de præcepto a populo servaretur. Unoquoque in suam, ut mos est, opinionem abeunte, Vincentio viro regulari, qui apud omnes doctrinæ laude florebat, quæstionem enucleandam uno animo proponere statuerunt ; qui fretus quibusdam S. R. C. resolutionibus respondit, posse utramque solemnitatem eadem in die componi, hac nimirum ratione : post vesperas diei dominici, in separato sacello defunctorum vigilias, nempe vesperas et matutinum cum laudibus recitandas esse, et primo mane insequentis diei ibidem missam solemnem *de requiem* decantandam ; cæteras vero privatas missas *de requiem* quidem, sed in paramentis violacei coloris legendas : tandem post tertiam, solemnem de festo missam esse persolvendam. Quæritur :

1° *Quænam origo, et antiquitas solemnis commemorationis omnium fidelium defunctorum?*

2° *Translata eadem commemoratione solemni ratione dominicæ ad diem tertiam novembris, si eodem hoc die occurrat festum Patroni principalis, aut secundarii diœcesis, vel civitatis, aut Titularis ecclesiæ, quodnam e duobus, et in quem diem transferri debet?*

3° *Num a die generalis commemorationis, solemne pro defunctis octiduum institui possit absque facultate : et an missa solemnis* de requiem *quotidie infra illud, etiam festo duplici occurrente, decantari valeat?*

4° *An ratio agendi proposita a Vincentio omni ex parte congruat cum decretis S. R. C. et in pari casu, tuto in praxim deduci possit?*

II.

Die 9 decembris 1875, hora 2 3/4 a meridie.

Canonici ecclesiæ cujusdam cathedralis, complurium quibus adstringuntur pro defunctis officiorum pertæsi, ea ducti ratione quod suffragia communia, officium nempe et missa exequialis, quæ a rubricis, tum prima die non impedita cujusque mensis, tum feriis secundis, item non impeditis, sive adventus sive quadragesimæ præscribuntur, sint potius meri consilii quam præcepti, illa

paucis abhinc annis ut plurimum prætermitti posse autumarunt, præsertim si in prædictis diebus et feriis dies obitus, seu depositionis, aut tertia, septima, vel trigesima, sive anniversaria alicujus defuncti forte occurrat; arbitrantes se utrique muneri per hoc peculiare officium tunc satisfecisse. Hæc cum ad aures novi ejusdem cathedralis ecclesiæ Episcopi pervenissent, peculiari decreto, canonicos ad pristinam hac super re rubricarum executionem reducere satagit ; declarans insuper eos ad præfata suffragia itidem teneri in adventu et quadragesima, prima die mensis non impedita, quoties omnes feriæ secundæ ejusdem temporis ab officio novem lectionum impeditæ noscantur. Ægre admodum hujusmodi decretum ferentes canonici, ut ejus executioni tuto obsistere possint, prius a presbytero quodam Romæ degente per litteras sciscitantur :

1° *Num clerici tum regulares tum sæculares choro addicti, retroactis temporibus tenerentur, atque etiamnum vi alicujus legis teneantur, ad communia pro defunctis suffragia : et quandonam Græci cœperint singulis sabbatis preces solemnes fundere pro iisdem defunctis ?*

2° *An posita obligatione hujusmodi suffragia persolvendi, in adventu et quadragesima, persolvi debeant prima die non impedita, si feriæ omnes secundæ rite impeditæ noscantur ?*

3° *An occurrente in præfatis diebus vel feriis die obitus seu depositionis, vel tertia, septima, et trigesima vel anniversaria alicujus defuncti, canonici teneantur eadem in die, ad utrumque officium et missam, vel potius ad alterutrum, et quodnam eo in casu sit transferendum ?*

4° *Quid ergo dicendum de Episcopi decreto prout in casu exponitur ?*

III.

Die 23 decembris 1875, hora 2 3/4 a meridie.

Ad cæteras calamitates, quibus afflictatur exiguus quidam pagus, accessit non ita pridem dira vis morbi duos tresve incolas die qualibet abripientis. Mos est loci, dum imminet alicui mors, proximos consanguineos ex quodam commiserationis affectu a

morientis conspectu abducere ; qui vero supérsunt, extranei, statim ac secuta mors fuerit, defunctum implicitum eodem linteo in quo jacuit infirmus deserunt, etiam ob metum contrahendi morbi, donec vespillones recto tramite ad cœmeterium deferant, nullis exequiis, neque parocho præsente, neque luminibus adhibitis. Superstites quamprimum rogant parochum oblato stipendio, ut justa funebria mortuis persolvat : qui ratus hunc esse casum in Rituali prævisum, videlicet angustiæ temporis et aliorum funerum instantis necessitatis, una cum presbyteris aliisque clericis recitat unum tantum nocturnum, cum aut etiam sine laudibus : atque ob eamdem, quam ipse putat rationabilem causam, missam *de requiem* legit sine cantu, idque servandum esse ab aliis sacerdotibus jubet, cujuscumque ritus festo occurrente, exceptis dumtaxat duplicibus primæ classis.

Quæritur :

1° *Quasnam olim curas veteres christiani exercerent tum erga animas tum erga corpora defunctorum statim a morte antequam funus deferretur ; et quænam juxta vigentem disciplinam intra illud spatium agenda præscribantur?*

2° *Quænam sit legitima interpretatio Ritualis romani, tituli* De exequiis, *circa recitationem officii defunctorum?*

3° *Quibus diebus missæ exequiales, corpore nondum sepulto sed absente, cantari possunt : et an legi privatim valeant quæ iisdem diebus cantari nequeunt?*

4° *Quid de singulis in casu expositis judicandum?*

IV.

Die 13 januarii 1876, hora 3 1/4 a meridie.

Arsenius sacerdos redux a quadam Italiæ urbe, quam valetudinis causa petierat, narrat amicis quæ sibi notatu digna occurrerint, atque inter alia funus cujusdam nobilis ac prædivitis, in quo plura animadvertisse dicit, quæ a legibus ritualibus plus minusve discedere sibi videntur. Nam cadaver defuncti noctu delatum, non ut moris est humeris sed curru vehebatur, quem præibant parochus et reliqui e clero. Postera die videt ecclesiam

undique funebri paratu indutam, atque hinc illinc super parietes dispositas imagines defuncti gesta repræsentantes, super altare et circum cadaver vel castrum doloris candelas ceræ albæ seu purificatæ, et inter media candelabra ramos cupressus et flores ad modum coronæ contextos. Expleto defunctorum officio canitur missa cum sonitu organi, variorumque instrumentorum, et musico vocum concentu. Inter missarum vero solemnia legitur oratio in laudem defuncti a presbytero superpelliceum et stolam deferente. Tandem sacro peracto, viris tum ecclesiasticis tum sæcularibus circumstantibus distribuuntur candelæ, quæ tantummodo absolutionis tempore, et etiam a celebrante et ministris, accensæ gestantur.

Quæritur :

1° *Utrum orationes in laudem defunctorum constanti Ecclesiæ praxi conveniant; et quibusnam legibus juxta præsentes sanctiones eædem coarctentur?*

2° *An usus musices, seu cantus quem vocant figuratum cum sonitu instrumentorum, vel saltem solius organi, tolerandus sit, vel omnino reprobandus?*

3° *Num quæ Arsenius animadvertit in funere de quo in casu, sint revera abusus contra liturgicas præscriptiones?*

V.

Die 27 januarii 1876, hora 3 1/2 a meridie.

Rogerius presbyter cum Romæ peractis spiritualibus exercitiis in quodam cœnobio exponeret peculiares in oppido suo vigentes consuetudines, laudat morem inibi receptum offerendi consueta Ecclesiæ suffragia, missam nempe et officium pro defunctis, non solum die tertia, septima, et trigesima ab eorum decessu, sed etiam statim ac accipitur nuntium mortis alicujus e loco dissito, licet aliquot et quandoque pluribus ab obitu elapsis diebus, quovis festo duplici etiam majori occurrente; qua occasione plurimi sacerdotes sibi tribuunt facultatem missam *de requiem* privatim celebrandi, dummodo stipem a defuncti necessariis acceperint. At in festis solemnioribus, et in duplicibus primæ clas-

sis, interveniente alicujus obitu pro quo detur onus suffragiorum, decantatur quidem officium, sed remoto cadavere missa solemnis de festo canitur cum applicatione pro mortuo; quod, inquit Rogerius, optime fieri potest; nam missa sive de requiem sive de festo ejusdem prorsus est valoris. Hæc audientes magna admiratione correpti plures sacerdotes, affirmant præfatas consuetudines non jam laudabiles esse, sed abusus ad Episcopum deferendos, et penitus extirpandos. Contra Rogerius majori contentione persuadere conatur eas quibusdam decretis S. R. Congregationis posse defendi.

Quæritur :

1° *Quonam tempore et qua ratione, specialis defunctorum memoria diebus tertia, septima, et trigesima ab eorum decessu in Ecclesia inducta fuerit : et quomodo hujusmodi dies supputandi sint juxta Rubricæ sensum?*

2° *Quibusnam diebus et conditionibus permittitur missa exequialis pro eo cujus mors e loco dissito nunciatur ; vel cujus corpus jam sepultum fuit : et quot missæ* de requiem *tunc licite celebrari possunt ?*

3° *Quandonam pariter eidem missæ exequiali locus sit juxta rubricas in die tertia, septima et trigesima : quænam vero e quatuor dici debet diebus intermediis si locum habeat : et num diebus vetitis suppleri possit per missam de festo?*

4° *Num praxis, de qua in casu, saltem ex parte sustineri valeat, nec ne?*

VI.

Die 10 februarii 1876, hora 3 3/4 a meridie.

In subterraneo oratorio monasterii cujusdam, ubi ex cultu vetustæ SSmi Crucifixi imaginis, et complurium Sanctorum Martyrum, quorum exuviæ itidem conditæ sunt, magna populi frequentia accedere solet, sæpissime infra annum, etiam in duplicibus majoribus occurrentibus, ad nutum petentium, anniversaria defunctorum celebrantur. Hæc agendi ratio non levi controversiæ occasionem præbuit inter monachos loci, et Josephum regularem

ab aliquibus hebdomadibus inter eos hospitii causa commorantem. Cum enim iste a viro nobili terræ postularetur ut die insequenti, in qua agebatur festum S. Barnabæ Apostoli, missam *de requiem* in levamen animæ matris suæ, quæ anno præcedenti eadem in die e vita decesserat, in prædicto oratorio celebraret, denegavit hujusmodi officium, utpote a duplici majori, et ab infra octavam Corporis Christi prohibitum : nec anniversarium illud a testatorum dispositione relictum esse constaret. Cum hæc ad aures monachorum pervenissent, oppositam sententiam acriter propugnare adnisi sunt, ex eo præsertim quod octava Corporis Christi quamvis semiduplicia translata respuat, nequit tamen rejicere anniversaria, quibus majora duplicia cedere perspicuum est : petitiones hæredum æquiparari testatorum dispositioni, quia hæres ex fictione juris tamquam eadem persona cum testatore habetur.

Quæritur :

1° *An prisci Christifideles consueverint anniversaria pro defunctis agere ; et quomodo hæc modo distingui possint ?*

2° *Quibusnam privilegiis anniversaria pro defunctis Episcopis, vel pro reliquis fidelibus, quovis modo relicta ex testatorum dispositione, exornentur : et quænam conditiones ut iis frui valeant a jure exigantur ?*

3° *Quid dicendum de consuetudine, in casu proposita, necnon de oppositis Josephi et monachorum sententiis, deque rationibus ab istis pro sua tuenda opinione productis ?*

VII.

Die 2 martii 1876, hora 4 a meridie.

In quadam primaria Italiæ urbe cessit e vita quidam dux militiæ, vir probus, et quod notabilius his temporibus, religioni catholicæ obsequentissimus, cujus amicus moderandis funeris expensis deputatus enixe rogat parochum. 1° Velit prohibere sonitum æris campani tempore tum delationis corporis, tum totius exequialis functionis, ne majori luctu afficiantur propinqui in domum ecclesiæ proximam penes amicum solatii causa receptos. 2° Ut distributio candelarum fiat non ad ecclesiæ parochialis

limina ingrediente cadavere, sed prope domum defuncti, ut dum cadaver ad ecclesiam effertur accensæ ab omnibus gestari possint. 3° Ut circumferatur funus per vias urbis frequentiores ab se designatas : quibus petitionibus parochus libentissime se satisfacturum spondet. Hora condicta a parocho sodales congregationis laicæ a S. Joseph nuncupatæ, cui defunctus nomen dederat, convenientes in proprium oratorium ab ecclesia parochiali remotum, associando funeri se comparant ; ac deinde præeunte cruce pergunt defuncti domum, præstolantes parochum et clerum, qui et ipsi confraternitatem expectabant : hinc transacta hora cappellanus sodalitatis mandat levari corpus defuncti, quod tuto fieri posse asseverat juxta decreta S. R. C.; jamque confratres feretrum accepturi oratorium repetebant, cum ecce eis obviam clerus cui se adjungunt, et parochus, qui graviter objurgatis confratribus explet cæremonias et preces consuetas supra cadaver, quod juxta modum præstitutum defertur ad ecclesiam alternantibus sibi invicem cantu psalmorum, ut moris est illius civitatis, gregoriano, et sonitu instrumentorum militaris concentus modos flebiles edentium.

Quæritur :

1° *An prioribus Ecclesiæ sæculis in deductione funeris psalmorum cantus, crux, et lumina adhiberentur, et quibus de causis?*

2° *Quænam ex hodierna disciplina servanda sint in deferendis ad ecclesiam corporibus fidelium ?*

3° *Quodnam judicium ferendum sit de facti serie in casu proposita, si summatim ad hujus disciplinæ normam expendatur?*

VIII.

Die 16 martii 1876, hora 4 1/4 a meridie.

Mos invaluerat in quodam cœnobio quoties aliquis ex monachis excederet e vita, dum missa pro ejus anima canebatur, eo in tempore quo fieri præcipitur commemoratio fidelium qui in Christo obierunt, recitarentur a diacono eorum nomina qui intra anni spatium in universo ordine decessissent, ut iisdem adstantes ferventiorum precum opem ferrent : atque hujusmodi elenchus

legebatur quotidie post primam, etiam in diebus solemnioribus, fiebatque pro ipsis defunctis, privatim, vel post missam conventualem, etiam in festis tantum duplicibus, ad gradus altaris et absque tumulo absolutio. Paucis vero ante recentem suppressionem annis, accidit ut, monacho vitæ innocentia spectatissimo, e vivis sublato, superior cupiens ejus funus a ceteris aliqua ratione distingui, jussit, ut in missa exequiali celebrans et ministri assumerent paramenta serica auro intexta, quale etiam voluit esse pallium altaris, et conopœum tabernaculi ubi asservabatur SS. Sacramentum. Hanc superioris jussionem valde probat cæremoniarum magister, quia, inquit, ex plurium auctorum nec infimæ notæ sententia, color aureus omnibus coloribus liturgicis æquivalet : quinimo in exequiis, si quæ contingant, procerum et nobiliorum loci, hoc in posterum servandum esse judicat. Alii vero mussitabant præfatæ jussioni rubricas obsistere.

Quæritur :

1° *Quænam fuerit vetus Ecclesiæ praxis quoad commemorationes, et absolutiones defunctorum ?*

2° *Quemnam colorem præferre debeant indumenta ministrorum, conopœi, et pallii altaris in officio et missa pro defunctis : et num color aureus vel flavus, nigrum rite suppleat ?*

3° *Num post missam de festo, detractis prius indumentis coloris convenientis, et assumpta stola nigri coloris, absolutionem ad gradus altaris pro defunctis peculiaribus persolvere liceat nec ne ?*

3° *Quodnam judicium ferendum de praxi in monasterio servata, deque agendi ratione superioris, prout in casu ?*

IX.

Die 6 aprilis 1876, hora 4 3/4 a meridie.

Habebitur sermo de Passione D. N. Jesu Christi, ut Divinum illud ac ineffabile mysterium circa quod tota versatur Liturgia, solemniter quotannis recolatur.

X.

Die 27 aprilis 1876, hora 5 a meridie.

In ecclesia collegiata non ignobilis civitatis extabat altare Divo Gregorio Magno dicatum, cui adnexum fuerat privilegium indulgentiæ plenariæ quotidianæ pro defunctis, hac conditione, ut in eadem ecclesia decem saltem quotidie missæ celebrarentur; quæ tamen quibusdam anni temporibus et hebdomadæ diebus, prædicationis, infirmitatis, rusticationis, vel aliis contingentibus causis, sæpe sæpius non attigissent præfinitum numerum, nisi adventitii quidam sacerdotes absentium canonicorum defectum supplevissent. Anselmus alter ex canonicis negat altare indulto gaudere privilegio nisi præfixus numerus missarum singulis diebus expleatur, et quidem a sacerdotibus ecclesiæ addictis : alii tamen communiter contradicunt, quia privilegia, ut fert juristarum effatum, sunt amplianda. Paucis retro annis, ecclesia terræ motu hac illac disjecta, mensa ejusdem altaris trabis ictu percussa finditur et consecrationem amittit ; exinde canonici incerti utrum periisset pariter privilegium, illud rursus postularunt pro eodem altare, sed in alia parte ecclesiæ magis conspicua et magnificentius reædificato. Vix illud impetraverant, cum visum est novo collegiatæ archipresbytero Gustavo substituere iconi S. Gregorii imaginem B. V. in cœlum Assumptæ, reclamantibus canonicis, qui per hanc mutationem privilegium desinere judicant : sed perperam ; nam Gustavus inibi fidenter celebrat missas pro defunctis altari privilegiato assignatas ; quinimo diebus non impeditis sæpe sæpius loco missæ *de requiem* legit vel votivam vel de festo occurrente.

Quæritur :

1° *Quænam sit origo et antiquitas altaris privilegiati : quænam etiam vis formulæ, qua edicitur, liberari animam e purgatorii pœnis quoties in eo missa celebratur ?*

2° *Quibusnam conditionibus conceditur, quibusque causis suspenditur, vel cessat privilegium ?*

3° *An sacerdos qui aliquo titulo in altari privilegiato celebrare*

tenetur pro defuncto, muneri suo satisfaciat, si in diebus non impeditis loco missæ de requiem, missam de festo vel votivam legerit ?

4° *Quid sentiendum de singulis in casu propositis ?*

XI.

Die 11 maii 1876, hora 5 1/2 a meridie.

Omnes fere incolæ cujusdam oppidi turmatim confluebant spectatum funus sacerdotis integerrimi, qui diutino morbo confectus efferebatur indutus vestibus sacris seu ordinis propriis, habens præ manibus calicem cum patena, et e conspectu missale patens supra feretrum. Præses civilis veritus populares turbas, vel alia potius ratione, vetuit sub gravissimis pœnis defunctum in ecclesia exponi; effecitque per vim ut sub noctem sepulturæ mandaretur. Nihilominus exequiali functioni, sequenti die peractæ, adfuit ingens populi multitudo, in qua Petrus romanus quidam presbyter sacras cæremonias apprime callens, qui in absolutione post missam sequentia notavit : nempe subdiaconum cum cruce et acolythis cepisse locum inter tumuli caput et altare : celebrantem cum diacono in latere a cornu epistolæ constitisse : benedictum fuisse thus ante incensationem, ac non modo latera, verum etiam extremitates lecticæ fuisse thurificatas, et aspersas : tandem inchoatam fuisse absolutionem cum oratione *Non intres*, et clausam quidem illis verbis adprecationis : *Anima ejus, et animæ omnium fidelium etc.;* absque antiphona et psalmo *De profundis* in reditu ad sacristiam. Quæ omnia deinde contulit Petrus cum parocho admonens ea liturgicis legibus non parum contraria sibi videri ; at ipse ingenue confessus est, se id quidem revera nescire, attamen quondam paria Romæ vidisse.

Quæritur :

1° *Utrum Ecclesia cadaveribus fidelium qui in sua communione obierunt, honorificentias et benedictiones semper exhibuerit : quaque de causa ritus hujusmodi fuerit institutus ?*

2° *Num ferenda sit consuetudo ponendi calicem cum patena in manibus presbyteri defuncti, et missale apertum super ejus feretrum :*

et an liceat sacros ministros proprii ordinis vestibus exutos sepulturæ tradere ?

3° *Quonam ordine disponi debent celebrans et ministri in absolutione defunctorum ?*

4° *Quid de Petri animadversionibus, ut in casu, dicendum ?*

XII.

Die 1 junii 1876, hora 5 3/4 a meridie.

Cum ex civilis potestatis decreto cautum esset, ut in universa quadam provincia suburbana cœmeteria extruerentur, non levis controversia inter magistratum terræ incolis frequentissimæ, et ejusdem archipresbyterum exarsit. Is siquidem exigebat, ut virorum ecclesiasticorum, et monialium sepulchra separata essent a sepulchris laicorum : ut cœmeterium ita componeretur ut nihil in eo nisi grave, et quod perutili mortis meditationi, mundique vanitatum excitandæ aptum esset : proinde amandarentur quæcumque levitatis indicia, viridaria, et viæ arboribus consitæ, inscriptiones et imagines sive sculptæ sive pictæ pietati, fideique christianæ sanctitati, haudquaquam respondentes ; et quæ uno verbo ad solatium et oblectationem potius quam ad luctum accommodata videntur : ut in medio cœmeterii crux nuda emineret : et quod in primis exigebat, ut nonnisi catholici qui in pace Ecclesiæ decederent, nullatenus vero sectarii, perduelles, facinorosi, inexpiati pœnitentia, in eo conderentur. At magistratus civilis hasce petitiones utut æquas aspernatur, tamquam pugnantes cum libertate conscientiæ et cultus, cum præsentis ut ajunt civilitatis principiis, cum consuetudine illustriorum Europæ urbium. Constructo cœmeterio, parochus de omnibus percontatus est Episcopum, qui districte prohibuit illud benedici, providens ut benedictio sepulturæ fieret juxta Rituale Romanum toties quoties aliquis tumulandus esset.

Quæritur :

1° *Ubinam conderentur olim fidelium, ac præsertim ecclesiasticorum cadavera : et quænam in sepulchris apponere solitum fuerit ?*

2° *Quinam ecclesiasticis sanctionibus a sepultura sacra prohibeantur ?*

3° *Num cœmeterium prout a civili magistratu, de quo in casu, exigitur, licite benedici queat : et in casu negativo, quœnam servanda sint in tumulatione cadaverum fidelium in Ecclesiæ pace defunctorum ?*

4° *Quid de archipresbyteri postulatis, deque Episcopi jussione dicendum ?*

XIII.

Die 6 julii 1876, hora 6 a meridie.

Ex pervetusta consuetudine cujusdam parochialis ecclesiæ fit, ut infantes morte abrepti post baptismum, deducantur ad ecclesiam inclusi feretro cooperto culcitra, cui superimponitur corona ex floribus artificialibus, dum campanæ eodem ac pro indicando adultorum obitu sono pulsantur : loco vero psalmorum a Rituale præscripti, alii decantantur breviores et faciliores, qui a comitantibus clericis memoria tenentur ; quod si pueri defuncti ad rationis usum vix pervenerint, missa *de requiem* non pro ipsorum anima, sed pro eorumdem consanguineis defunctis offertur. Has omnes consuetudines vituperat Erasmus parochus nuper electus, qui in delatione pueruli sexennis, a proprio fratre inter ludendum perempti, feria V majoris hebdomadæ, voluit accurate in praxim deduci Rituale Romanum quoad exequias infantium baptizatorum, nisi quod a doxologia, seu *Gloria Patri* in fine psalmorum, ratione temporis abstinuit. Plerique spectatores, qui puerum norant, dum casum lugebant, non poterant quin gratias divinæ providentiæ agerent, quod puerum sustulisset, ne malitia quæ jam superare ætatem videbatur, mutaret intellectum ejus. His vulgi vocibus minime obaudiens Erasmus, ut primum licuit missam *de Angelis* celebravit juxta votum parentum, qui puerum innocentissimum malitiæque expertem prædicabant. Non tamen iisdem morem gessit, cupientibus corpusculum filii in eodem sepulchro deponi quod sibi paraverant : quin zelo ecclesiasticæ disciplinæ plus æquo flagrans parochus, usque adeo restitit eorum

piæ voluntati, ut tandem obtinuerit condi in loculis separatis cum pueris qui ante annos discretionis obierant.

Quæritur :

1° *Num anteactis Ecclesiæ sæculis non solum parvuli, sed etiam adulti efferrentur et humarentur induti vestibus propriæ dignitati vel conditioni convenientibus ?*

2° *Qua de causa peculiares ritus pro parvulorum exequiis, et loculi speciales in cœmeteriis pro eorum corpusculis constituti ?*

3° *Quinam intelliguntur parvuli qui peculiaribus exequiis ab Ecclesia honorantur ; et num hæ vetitæ sint iis diebus, quibus adultorum funus prohibetur ?*

4° *Quidnam de consuetudinibus ab Erasmo improbatis, ac de ejus agendi ratione sentiendum et judicandum ?*

XIV.

Die 27 julii 1876, hora 5 3/4 a meridie.

Habebitur sermo de laudibus S. Vincentii a Paulo, de Divinis inter sacerdotes collationum institutoris, sub cujus auspiciis congregatur cœtus noster.

XV.

Die 17 augusti 1876, 5 1/2 à meridie.

Habebitur sermo de Assumptione Deiparæ Virginis, quam peculiarem sibi Patronam jam inde ab initio Academia selegit, quocum juxta morem, annuus Academiæ cursus absolvitur.

ÉTUDE SUR LES ORATOIRES PUBLICS.

7e article [1].

Sommaire . Différence fondamentale entre un Ordre et une Congrégation religieuse. 73.—Décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. 74. — Ordre religieux est-il synonyme de religion ? 75. — Autre différence provenant de la clôture, pour les femmes. 76. — Existe-t-il encore des religieuses proprement dites en Belgique? 77. — Sous quelles conditions les religieuses peuvent-elles donner l'éducation aux jeunes filles? 78. — Il n'y a donc plus de clôture stricte en Belgique, et partant plus d'Ordres religieux de femmes. 79. — Il y a toutefois un autre motif, c'est que le Saint-Siége tient pour non solennels les vœux des religieuses belges. 80. —Quelles sont les catégories de religieux (hommes) dont les églises ont un titulaire proprement dit? 81.—Les communautés de femmes, appartenant à un Ordre strictement dit, peuvent-elles encore revendiquer un titulaire pour leur église? 82.—Les maisons appartenant à une Congrégation qui n'a jamais été un Ordre sont privées de titulaire. 83. — On peut toutefois faire la solennité du saint par une messe votive. 84.

73. La question des titulaires qui, dans l'article précédent, était presque exclusivement liturgique, devient, quand il s'agit des religieux et religieuses, en grande partie canonique. Nous aurons donc, pour la résoudre, à faire une excursion sur cette branche importante des sciences ecclésiastiques.

Observons d'abord que, aux yeux de l'Eglise, il existe une différence essentielle entre un *Ordre* et une *Congrégation* religieuse. Par *Religion* ou Ordres religieux il faut entendre les institutions que l'Eglise a approuvées comme proprement

(1) V. tom. VI, pag. 167, 585; tom. VII, pag. 391, 519, 593.

religieuses, et dans lesquelles on émet des vœux solennels[1]; les *Congrégations* sont les institutions dont les membres émettent des vœux simples seulement et ne sont pas vraiment religieux.

74. Cette distinction, qui repose sur les vrais principes, a quelquefois été méconnue. Ainsi, dans les derniers temps, une Congrégation, d'ailleurs très-méritante et à juste titre très-avantageusement connue dans notre pays, a revendiqué la qualité de religion proprement dite : « Supplices preces S. C. Episc. et Regul. porrexerat, ut declararet.... 2. Eosdem professos esse *vere ac proprie dictos religiosos*, ita ut ea Congregatio in *statu vere religioso* constituta habeatur, ejusque professi sint de clero regulari, quamvis vota solemnia non emittant; aut (quemadmodum Gregorius XIII in Bulla *Ascendente Domino* pro alumnis Societatis, qui vota tantum simplicia emittunt, declaravit) *Sanctitas vestra edicere dignetur, alumnos nostræ Congregationis esse vere religiosos*). » Les motifs allégués par le Supérieur général de la Congrégation étaient que, de droit divin, les vœux solennels ne sont pas requis pour constituer quelqu'un dans l'état religieux, et que, d'autre part, en parlant de cette Congrégation, les Souverains Pontifes Léon XII et Pie VIII la classent parmi les familles et Ordres religieux. Il demandait, du reste, si on ne reconnaissait pas la qualité de religieux proprement dits aux membres de sa Congregation, qu'on voulût bien la leur accorder. Il s'appuyait en outre sur la solennité de la profession et l'acceptation des vœux par le Supérieur.

(1) Il y a cependant une exception en faveur de la Société de Jésus. « Porro, *dit le rapporteur de la cause dont nous allons immédiatement parler*, Apostolica Sedes nunquam hoc privilegium concessit, si excipias Societatem Jesu, in qua professi votorum simplicium, quæ post biennium probationis emittuntur, a Gregorio XIII veri religiosi declarati fuerunt. » Bizzarri, *Collectanea in usum Secretariæ S. Congregationis Episcoporum et Regularium*, p. 800.

En faveur de cette demande le Supérieur faisait valoir les avantages qui en résulteraient pour la Congrégation. « Efficacior esset, *dit le rapporteur de la cause en les résumant*, capitulorum celebratio, et sacra Superiorum visitatio, et frequentiores in eam postulantium ingressus, eo quod postulantibus grave sit Congregationem ipsam esse ecclesiastico-sæcularem, non vero regularem, et per consequens ejus alumnos non vere religiosos. »

Le rapporteur répondait à ces arguments que, si la solennité des vœux n'est pas nécessaire de droit divin, elle l'est de droit ecclésiastique. « Quare, *ajoutait-il*, non est vere religiosus juxta Ecclesiæ disciplinam, qui vota solemnia non emittit, sed dumtaxat vota simplicia profitetur, nisi speciale et expressum Sanctæ Sedis indultum accedat, quo Ecclesiæ disciplinæ derogetur. »

Aux Bulles de Léon XII et Pie VIII le rapporteur répond que les passages allégués se trouvent dans la partie énonciative et non dans le dispositif. Or, comme l'ont établi les Souverains-Pontifes Clément V et Grégoire XVI, une qualification, ou un titre donné au destinataire de l'acte papal dans la partie énonciative, ne lui confère aucun titre ou droit nouveau [1].

Enfin le rapporteur faisait remarquer que ni la solennité donnée à la profession ni l'acceptation des vœux par le Supérieur ne constituent l'état religieux; mais bien la solennité des vœux acceptés au nom de l'Eglise. « Quapropter, *concluait-il*, hujusmodi Congregationes improprie appellantur

(1) « Similiter quoque, *dit Clément V*, si quem sub titulo cujuslibet dignitatis, ex certa etiam scientia, verbo, constitutione, vel literis nominet (S. Pontifex), honoret, seu quovis alio modo tractet : per hoc in dignitate illa ipsum approbare non intelligitur, aut quicquam ei tribuere novi juris. » Clem. 4, *De sententia excommunicationis*.—Grégoire XVI, Const. *Sollicitudo*, Nonis Augusti 1831.

Ordines, religiosæ familiæ, et earum alumni Religiosi, non vero proprie et stricto sensu, ita ut in statu vere religioso constituantur. »

La S. Congrégation eut donc à se prononcer sur le doute suivant : 1. *An et quomodo conveniat declarare Congregationem presbyterorum sæcularium NN. qualitate vere regulari gaudere; aut saltem id ex gratia concedendum sit in casu?* Le 16 septembre 1864, elle répondit : « Ad I. Ad primam partem non esse vere regularem ; ad secundam partem non expedire [1]. »

D'où la conséquence que ces Congrégations ne participent aux grâces, faveurs, priviléges accordés aux Ordres religieux, que dans les limites des concessions faites à chacune d'elles en particulier [2].

75. Telle est donc la différence qui existe entre les *religions* et les *Congrégations*. Quant au terme *Ordres religieux*, il est synonyme de *Religion*, à l'exclusion des Congrégations. C'est le sens qu'il a dans le langage de l'Eglise, et c'est ainsi qu'on doit le prendre au cours de cet article.

76. A cette différence entre les Ordres et les Congrégations qui dérive de la solennité des vœux, il faut en joindre une autre pour les communautés de femmes. Celles qui appartiennent à un Ordre religieux doivent être cloîtrées, tandis que cette obligation ne concerne pas les simples Congrégations religieuses. Nous en avons une preuve dans le saint Concile de Trente qui défend aux religieuses professes de sortir de leur couvent [3]. « Nemini autem sanctimonialium liceat « post professionem exire a monasterio. » Or, le saint Pape Pie V, en confirmant cette disposition dans la Bulle *Circa pastoralis*, du 29 mai 1566, ordonne aux tierçaires qui vi-

(1) Bizzarri, *loc. cit.*, pag. 796-802. (2) Bizzarri, *ibid.*, pag. 797.
(3) Sess. XXV, *de Regularibus*, cap. 5.

vaient en communauté et n'émettaient que des vœux simples, d'avoir à faire des vœux solennels et se soumettre à la clôture, sinon elles devaient à l'avenir s'abstenir de recevoir des novices. Sous le nom de tierçaires, ce saint Pontife entendait bien comprendre toutes les Congrégations à vœux simples, ainsi que le témoigne la conduite de ses successeurs.

Il suffira d'en apporter en preuve le passage suivant d'une lettre de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, à Mgr l'Evêque de Gand, en date du 24 septembre 1816 : « Neque enim Sancta Sedes a tempore præsertim Concilii Tridentini permittit aut indulget, quod in Societatibus seu Communitatibus mulierum solemnia vota emmittantur, nisi eæ sub inviolata clausura degant, vivantque perpetuo [1]. »

77. Faut-il conclure de là que nous n'avons plus de vraies religieuses en Belgique, puisque nous voyons peu de monastères observer rigoureusement la clôture exigée par les Constitutions des Souverains Pontifes ?

On pourrait le conclure certainement pour les religieuses qui, en réalité, n'observent pas les lois de la clôture. En effet, comme nous venons de le voir, l'Eglise n'accepte pas comme solennels les vœux de ces religieuses. Or, sans l'acceptation de l'Eglise, des vœux, quels qu'ils soient, n'auront jamais la qualité de solennels. Pour les monastères où la clôture est strictement observée, d'autres motifs peuvent être invoqués contre la solennité des vœux. Un seul du reste nous suffit : le défaut d'acceptation de ces vœux comme solennels par l'Eglise. En effet les S. Congrégations Romaines nous en donnent la preuve en déclarant simples les vœux des religieuses Belges ainsi que ceux des religieuses de France. Quant à ces dernières, de nombreuses décisions de la S. Pénitencerie ont, depuis longtemps,

(1) Bizzarri, *Op. cit.*, pag. 455.

dissipé tout doute. Contentons-nous de rappeler ses paroles, dans la réponse au doute présenté par l'Evêque de Périgueux, touchant l'obligation de l'Office divin. « Respondet, *y lit-on*, moniales votis solemnibus obstrictas teneri sub gravi quotidie officium recitare ex consuetudine jam præscripta; cum vero moniales in Galliis nec vota solemnia emittere, neque esse moniales stricte tales, sed piarum tantum feminarum societates pluries responsum fuerit, ideo illæ non alia obligatione tenentur, quam ea quæ ex respectivis Constitutionibus resultat [1]. » Cette décision est du 26 novembre 1852.

Des décisions aussi formelles ont été rendues pour la Belgique. Le 2 décembre 1854, la S. Pénitencerie répondait à une demande d'une religieuse belge, qui voulait changer le testament fait avant sa profession, « quod vota monialium in Gallia et *Belgio* habentur ut simplicia, et ideo oratrix rem agat cum Ordinario, et ejus judicio se dirigat. » En 1867, on demanda au Saint-Siége si les vœux émis par les religieuses en Belgique étaient simples ou solennels. Une Congrégation spéciale chargée d'examiner la question répondit : « Jam provisum per responsa Sacræ Pœnitentiariæ [2], et præcipue per responsum diei 2 decembris 1854.»Réponse qui fut approuvée par le Souverain Pontife le 23 août 1867.

Notons toutefois que, malgré l'absence des vœux solennels, les religieuses en question jouissent de toutes les grâces, priviléges et faveurs spirituelles dont elles étaient autrefois en possession. Les Papes Pie VII et Grégoire XVI l'ont décidé pour la France, comme l'atteste la S. Pénitencerie [3]. Pie IX

(1) Gury, *Compendium Theologiæ moralis*, tom. II, n. 153. On en trouve d'autres dans Gautrelet, *Traité de l'état religieux*, Notes ou documents, D et Q ; Bizzarri, *Op. cit.*, pag. 94.

(2) On en trouve plusieurs dans Bizzarri, *Op. cit.*, pag. 794 et 795.

(3) Décision du 13 février 1841, rapportée dans Gautrelet, *loc. cit.*, Docum. I.

confirma la décision, que nous venons de rappeler et dans laquelle la Congrégation spéciale déclare aussi que les Religieuses de Belgique peuvent gagner toutes les indulgences et grâces spirituelles dont elles étaient en possession avant leur suppression. « Ut moniales lucrari possint indulgentias omnes et gratias spirituales, quibus ante suppressionem legitime fruebantur, salva jurisdictione Ordinariorum. »

78. Pour terminer ce qui concerne la clôture, remarquons que le Saint-Siége permet aux religieuses de donner l'éducation à de jeunes filles dans leurs monastères ; mais cette permission est soumise à des règles très-sévères, de manière à ce que la clôture ne soit pas violée. C'est ce que rappelle Benoît XIV, dans un Bref adressé à l'Evêque de Porto [1] : « Tenore et auctoritate præsentium statuimus et declaramus admissionem receptionemque quarumcumque fœminarum, sive puellarum educandarum, sive famularum in monasteria, quacumque ex causa, sine legitima authenticaque ejusdem Apostolicæ Sedis licentia, toties quoties opus fuerit, impetranda, et prævio examine super moribus, fama, habilitate et necessitate ipsarum educandarum puellarum, vel famularum, per Antistites locorum ordinarios tantummodo, et non alios quoscumque superiores, toties itidem quoties necessitas postulaverit, habendo, non obstante quacumque consuetudine etiam longi temporis, fieri non debere. »

Non-seulement il faut à chaque fois l'autorisation du Saint-Siége et celle que l'Evêque donne après examen, mais il est encore d'autres conditions très-sévères imposées lorsqu'une demande d'admission est présentée à Rome. Ecoutons Barbosa sur ce sujet : « Nullatenus permittant Episcopi puellas educationis causa in sanctimonialium monasteria introduci, nisi

(1) Constit. *Per binas*, du 24 janvier 1747. *Bullar.*, Edit. Mechlin. tom. IV, pag. 375.

S. Congregationis licentia suffultas, eamque exequi nullatenus permittant, nisi adimpletis sequentibus conditionibus : *Quod scilicet moniales capitulariter secretisque suffragiis, puellarum recipiendarum admissioni consentiant ; monasterium eas recipere sit solitum ; illasque actu retineat ; peculiaris habitatio seorsim a dormitorio et habitatione monialium professarum ac novitiarum, ubi interdum opus facere et exercere, ac noctu quiescere possint, pro eis existat ; excedant septimum et sint infra vigesimum quintum annum ætatis suæ ; non sint ultra numerum præfixum ; ingrediantur solæ, modesto vestitu utantur ; clausuræ legibus, monialium instar, sint obstrictæ ; et si unquam e monasterio egressæ fuerint, ad illud vel aliud monasterium redire non permittantur absque S. Congregationis licentia, cum egressus hujusmodi expressione, nisi habitum regularem suscipiendi animo essent reversuræ..... Finito* 25 *ætatis anno similes puellæ e monasterio expellantur.* Ita S. Congreg. in *Tortonen* sub die 27 maii 1603 : ubi quoque quod determinetur pariter numerus puellarum educationis causa inibi cum S. Congregationis licentia recipi solitarum, et quod educationis causa permitti possunt in eodem monasterio plusquam duæ sorores [1]. »

79. Si telles sont les règles, tels les principes du Saint-Siége ; qui osera soutenir que la clôture pontificale est gardée dans les monastères, où les religieuses se livrent à l'éducation de la jeunesse, avec plus d'exactitude que dans ceux qui sont annexés à des hôpitaux? Qui soutiendra que des communautés, où les règles pontificales sont ainsi violées par principe, ont conservé l'essence d'un Ordre religieux? Certes, nul ne contestera aux Souverains Pontifes le droit de définir quelle espèce de clôture est requise dans un Ordre religieux, pour

(1) *Jus ecclesiast. universum*, lib. I, cap. XLIV, n. 50.

qu'il jouisse des priviléges accordés par leur munificence, et l'autorité de quelques canonistes anciens ou modernes est inopérante pour étendre légitimement à d'autres les avantages que les Souverains Pontifes ont limités à quelques-uns spécialement désignés.

80. De tout ce que nous avons dit jusqu'à présent, il suit que nos religieuses, bien qu'elles portent ce nom, ne sont pas des religieuses dans le sens strict et canonique du mot, qu'elles n'appartiennent pas à un Ordre, mais, pour nous servir des termes de la S. Pénitencerie, forment une congrégation de femmes pieuses. D'où nous concluons qu'en principe elles ne jouissent pas des priviléges des Ordres proprement dits, et qu'une concession spéciale des Souverains Pontifes a été nécessaire pour les en mettre en possession : concession que nous avons rappelée ci-dessus [1].

81. Maintenant que les principes sont fixés, les conséquences découleront aisément, ainsi qu'on va le voir. Commençons d'abord par les églises ou oratoires d'Ordres ou de Congrégations d'hommes.

a) Lorsque des religieux proprement dits, c'est-à-dire appartenant à des Ordres dans lesquels se font des vœux solennels, sont autorisés à établir un monastère, ou couvent, ils ont en même temps le droit de bâtir une église. Tel est l'enseignement unanime des canonistes qui se fondent sur ce que l'église est la partie principale, indispensable d'un monastère. « Ecclesia conventualis virorum regularium, *dit Van de Burgt*, erigi potest, cum religiosi legitimam impetrarunt facultatem instituendi monasterium, conventum, collegium, et quo alio nomine vocetur domus destinata religiosorum conventuali et regulari vitæ generi. Est enim ecclesia hodierno jure communi pars earum domuum [2]. »

(1) N. 77, pag. 180.

(2) *De ecclesiis*, n. 99.

Ces églises ont un titulaire liturgiquement parlant, et les religieux sont tenus d'en célébrer l'office sous le rit double de première classe avec octave.

Remarquons cependant que cela s'entend des monastères proprement dits, ou couvents, mais non des maisons secondaires, comme refuges, granges, résidences, hospices, etc. « Non omnibus tamen, *ajoute Van de Burgt*, regularium domiciliis locisve hæc prærogativa competit. Etenim ea loca jure ecclesiæ publicæ gaudere dicenda non sunt, quæ regularitatis seu conventualitatis charactere destituuntur, quemadmodum *hospitia* mere sæcularia, et *grangiæ* stricte dictæ : imo teste Card. de Luca, interdum hoc jure privantur nonnullæ earum domus, quamvis per speciem conventus sub regulari disciplina ibi vivatur. Hospitia, quæ publicæ ecclesiæ prærogativam non habent, domus sunt regularium excipiendis dumtaxat hospitibus religiosis accommodatæ. Grangiæ vero, itidem regularium domus, in quibus fratres conversi pro agris colendis morantur. Æquiparandæ hisce sunt domus pastorales regularium ; insuperque seminaria forsan et alia pietatis et misericordiæ loca, illa videlicet quæ non sunt unita religiosorum conventui, sed eorum solummodo curæ demandata. » S'il y avait toutefois du doute sur la qualité des oratoires annexés à l'une ou l'autre de ces maisons secondaires, on s'en rapporterait à ce qui a été dit à l'article précédent.

b) Lorsque des religieux appartenant à une Congrégation qui ne reçoit pas de prêtres ont obtenu d'annexer un oratoire à leur maison, cet oratoire n'a pas de titulaire proprement dit. Tels sont les frères Alexiens, les frères des écoles chrétiennes. En effet, dans de telles congrégations, personne n'est astreint à l'office divin. D'autre part, il n'y a pas de prêtre strictement attaché au service public de l'oratoire, et conséquem-

ment il n'y a personne qui doive ou puisse réciter l'office du saint et en célébrer l'octave.

c) Une Congrégation de prêtres approuvée à Rome, qui n'est pas strictement un Ordre religieux, ne peut, ainsi que nous l'avons dit, ériger une église sans l'autorisation spéciale de l'Evêque. Pour décider si une telle église jouit d'un titulaire véritable ayant l'office de première classe avec octave, il faut examiner dans quel but elle a été édifiée. S'agit-il d'une Congrégation, comme serait, par exemple, celle des RR. Pères Rédemptoristes, dont la mission est d'exercer le saint ministère des âmes, qui célèbre pour le public des messes à heure fixe annoncées par le son de la cloche, fait des offices du soir le dimanche, solennise les grandes fêtes, prêche, confesse, etc., l'église possède un titulaire proprement dit. Les religieux de la communauté peuvent et doivent en faire l'office, sous le rite double de première classe avec octave.

Au contraire, si l'oratoire a été construit surtout pour l'usage personnel de la communauté, bien que les fidèles soient admis quelquefois, même souvent, aux offices qu'on y célèbre, il n'y a pas de titulaire proprement dit. Ce n'est plus alors une église publique servant, par destination, au service public des fidèles, mais seulement un oratoire dans lequel on est libre de les admettre, et dont on peut, à volonté, les écarter. Or, ainsi que nous l'avons établi, la publicité de l'église est une condition indispensable à l'existence d'un titulaire ayant des droits liturgiques.

d) Enfin, lorsque la Congrégation est simplement approuvée par l'Evêque, il faut, pour ce qui concerne le titulaire, se référer à ce que nous avons décidé dans l'article précédent, et regarder cette Congrégation comme une simple famille de prêtres séculiers, attachés à un lieu pieux ou à une église de secours. Il faut donc voir jusqu'à quel point ils dépendent de

l'Evêque, comment ils sont attachés à l'église publique qu'ils desservent. Partant de ces principes, nous croyons qu'en France, les missionnaires attachés au service des sanctuaires de Notre-Dame de la Salette, de Notre-Dame de Lourdes, sont tenus à l'office des titulaires de l'église qu'ils desservent. Leur église est réellement une succursale, avec des vicaires résidants nommés par l'Evêque et attachés strictement au service de l'église. Il en serait de même des missionnaires diocésains, s'ils avaient une église publique dans laquelle ils exerceraient les fonctions du saint ministère pour aider le clergé paroissial dans l'œuvre du salut des âmes.

Nous croyons avoir passé en revue toutes les catégories de maisons religieuses d'hommes, et nous allons aborder les difficultés bien plus grandes encore des couvents de femmes.

a) Les communautés religieuses de femmes qui font partie d'un Ordre, et dont les vœux sont solennels, jouissent du droit d'avoir une église publique avec un véritable titulaire. Il n'existe pas en effet de différence sous ce rapport entre les monastères d'hommes et ceux des femmes.

b) Que faut-il décider si une telle communauté ne garde qu'une clôture mitigée?

Il faut distinguer entre les divers pays; entre ceux qui ont obtenu la faveur dont il est parlé ci-dessus, n. 77, pag. 180, et les autres pays pour lesquels semblable privilége n'a pas été accordé. S'il s'agit des religieuses des pays de la première catégorie, nous pensons que leurs églises ont un véritable titulaire. Car bien que par suite de la mitigation de clôture, et pour d'autres motifs encore, ces religieuses soient privées de certains droits ou priviléges qui appartiennent aux Ordres proprement dits, elles ne perdent pas pour cela les droits qui ne sont pas exclusifs aux Ordres réguliers. Ainsi, dans la question qui nous occupe, les religieuses non stricte-

ment cloîtrées n'ont pas de vœux solennels, mais leur église, si elle est publique, n'est pas privée du droit d'avoir un titulaire liturgiquement parlant. C'est du reste une conséquence de la concession des Souverains Pontifes, qui leur accordent les priviléges de leur Ordre.

S'il s'agit des religieuses des autres pays, la chose est plus douteuse et deux opinions sont en présence. La première leur dénie le droit d'avoir un titulaire. Se soustrayant volontairement aux obligations qui leur étaient imposées, et en compensation desquelles elles avaient obtenu certains priviléges, n'est-il pas juste que ceux-ci leur soient retirés, lorsqu'elles rejettent leurs obligations ?

La seconde opinion, qui maintient leur droit au titulaire, fait valoir que dans les décrets de la S. Congrégation des Rites, on ne découvre aucune trace de différence entre les monastères strictement cloîtrés et les autres. Ces religieuses, dit-on, ont un chapelain qui célèbre tous les jours la messe conforme à l'office des religieuses et sont tout à fait comptées, sous le rapport liturgique, au nombre des religieuses cloîtrées strictement. Pourquoi le droit au titulaire leur serait-il enlevé ? A l'appui de ces assertions on cite les Décrets de la S. Congrégation des Rites du 1er décembre 1717, du 7 avril 1832 et du 7 décembre 1844. Nous nous contenterons de rapporter celui de 1832.

Tarentina. Sanctimoniales ordinis S. Benedicti, utentes jam fere a decem sæculis breviario monastico licet Ordinario subjectæ, tenentur dumtaxat ad officia Patroni civitatis, titularis ecclesiæ cathedralis, et ex convenientia ad officium Dedicationis ejusdem, in omnibus sine octava... Reliquæ vero tum ordinis S. Augustini, tum ordinis Minorum S. Francisci, sicut et prædictæ Benedictinæ non exturbandæ sunt a sequendo proprii Ordinis calendario ; et licet sint ordinario subjectæ, non possunt illi calendario

addere alia officia, præter supradicta, nisi aliter ad hac S. Sede fuerit indultum pro clero sæculari cujuscumque diœcesis, et regularibus utriusque sexus. 7 april. 1832.

Dans tous ces décrets, ajoute-t-on, on ne trouve aucune trace de distinction entre les religieuses qui gardent exactement la clôture et les autres. Leurs priviléges sont les mêmes, pourvu qu'elles appartiennent à un Ordre et récitent l'office en vertu des règles.

A ce motif vient se joindre une autre considération. Les monastères, dont nous parlons sont, dit-on, en possession immémoriale de célébrer avec octave la fête du titulaire de leur église. Jamais, même lorsqu'on les excitait le plus à adopter la clôture italienne, il n'a été question de leur ôter les autres priviléges, notamment celui de faire célébrer la messe conventuelle conforme à leur office, et de garder la fête du titulaire. Or cette longue possession, sans créer un droit strict, produit néanmoins ce résultat qu'il faut une certitude morale en sens contraire pour dépouiller les monastères des droits qu'ils ont toujours exercés. Cette certitude en sens contraire n'existant pas, les monastères ne doivent pas être privés de leurs titulaires.

Les partisans de la première opinion ne trouvent pas ces arguments concluants. D'abord ils font remarquer que les Décrets invoqués se servent purement et sans aucune addition des termes *moniales* et *sanctimoniales*. Or, dans le langage canonique et liturgique, ces expressions doivent s'entendre des religieuses proprement dites, c'est-à-dire de celles qui ont fait des vœux solennels. Celles qui n'émettent pas de vœux solennels n'ont pas appartenu à un Ordre religieux ou ont cessé d'en faire partie.

Quant à la possession immémoriale qu'on invoque, cela est

tellement vague qu'il n'y a guères lieu de s'y arrêter. S'il est question de notre pays, ou de la France, on a vu ci-dessus, n. 77, pag. 180, que les Souverains Pontifes y ont pourvu ; inutile dès-lors de recourir à une possession quelconque. S'il s'agit d'autres pays, il faut d'autres preuves qu'une allégation aussi vague.

Tels sont les arguments que l'on fait valoir de part et d'autre. Que chacun prenne l'opinion qui lui agrée le plus.

83. *c)* Les couvents dépendant, non d'un Ordre proprement dit, mais d'une Congrégation, dans laquelle les religieuses ne sont pas tenues à la récitation du grand office, qu'elles soient ou non approuvées de Rome, n'ont pas d'église avec titulaire, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles. Un des motifs de cette décision est que les oratoires, bien que très-vastes, de ces couvents ne servent principalement qu'à la communauté, et qu'ils ne peuvent être rangés dans la catégorie des églises publiques. Ensuite, ces religieuses ne récitant pas l'office canonial, il n'y aurait personne pour faire l'office et l'octave du titulaire. Ainsi à Namur, la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame possède à l'usage de la maison mère, des novices et des pensionnaires, qui y sont très-nombreuses, une église à belles proportions, dans l'intérieur du couvent. Cette église, dans laquelle les fidèles ne sont pas admis de droit, ni toujours, n'est qu'un grand oratoire. Il en est de même de l'église des Sœurs de la Providence de Champion, dont les règles ont cependant été, ainsi que celles des Sœurs de Notre-Dame, approuvées à Rome.

La seconde raison que nous venons d'apporter est corroborée d'une décision formelle de la Congrégation des Rites, qui paraît avoir fixé le droit en cette matière. La voici [1] :

Lucionen. xi. In his regionibus nonnullæ capellæ monialium

(1) *S. R. C. Decreta*, v. *Patronus*, num. 7.

has habent conditiones simul conjunctas (Agitur tantum de capella præcipua domus religiosæ). — Non est consecrata, sed tantum benedicta. — Congregatio monialium, utpote diœcesana, haud habet a Sancta Sede apostolica approbationem. — Moniales non dicunt officium canonicum, sed tantum in sua capella officium parvum B. M. V. recitant. — Ibi asservatur SS. Eucharistiæ sacramentum. — Presbyter illic ab Episcopo adscriptus est tanquam capellanus monialium. — Ibidem capellanus quotidie celebrat missam privatam, et de sero diebus dominicis et festivis dat benedictionem cum SS. Sacramento. — Audit confessiones monialium, et etiam aliorum; in diebus convenientibus conciones habet. — Capella patet omnibus fidelibus. — De cætero tamen nunquam, aut nisi ter vel quater in anno ibidem cantatur missa aut celebrantur vesperæ. — Quæritur ergo an talis capella, his omnibus circumstanciis simul conjunctis, habenda sit ut ecclesia, adeo ut ejus titulus sit vere titularis in sensu rubricarum, cujus a capellano recitari debeat officium sub ritu primæ classis cum octava ?

Vel potius dicenda sit tantum capella publica, aut oratorium, ubi, juxta decretum diei 12 nov. 1831, in *Marsorum*, ad 34, festum titularis sub tali ritu non debet celebrari ?

Resp. *Negative* ad primam partem. — *Affirmative* ad secundam. Nam capellæ in dubio expressæ habendæ semper sunt ceu oratoria. 12 aug. 1854.

Pour démontrer que le vrai motif qui a amené cette décision est bien celui que nous avons signalé, il suffira de discuter brièvement les circonstances du cas exposé par Mgr Baillès, alors Evêque de Luçon. Parmi ces circonstances, il en était de très-favorables. Le Saint Sacrement est gardé dans la chapelle, le chapelain reçoit sa nomination de l'Evêque, célèbre tous les jours, entend les confessions des fidèles qui se présentent, prêche de temps en temps, chante le salut tous les dimanches.

En outre la chapelle est ouverte constamment aux fidèles,

qui peuvent à volonté y assister aux offices. Néanmoins il n'y a pas de titulaire liturgiquement parlant. Est-ce parce que la chapelle n'est pas consacrée ? Mais il y a une foule d'églises paroissiales qui ne le sont pas. Est-ce parce que l'institut n'est pas approuvé du Saint-Siége ? Mais cette approbation du Saint-Siége se borne à éliminer des règles et des constitutions ce qui paraît contraire au droit, et ne confère nul droit, nul privilége. Est-ce parce qu'on n'y chante presque jamais la messe ? La messe conventuelle ne doit pas être chantée de rigueur, pour être strictement conventuelle, et il existe certains Ordres qui ont, avec l'autorisation du Saint-Siége, banni le chant de leurs cérémonies liturgiques.

Il ne reste donc qu'un motif, savoir que ces communautés ne sont que des congrégations, non astreintes à la clôture et à la récitation de l'office canonial, n'ayant conséquemment aucune fête propre à leur église, puisqu'elles n'ont personne pour la célébrer.

On dira : le chapelain fera l'office du titulaire.

Mais le chapelain n'appartient pas à la communauté, il lui est totalement étranger, et est censé, sous ce rapport, ne pas être. Le chapelain a son office tout à fait différent de celui des religieuses, et nous avons vu que souvent il est obligé de célébrer une messe autre que celle réclamée par son office, parce qu'il doit se conformer à l'office des religieuses. Ici pas d'office, partant pas de saint ayant droit à un office spécial, ou à une octave, que personne n'est tenu de garder. Il est aisé de concevoir que si le chapelain, ou le confesseur attaché à un monastère strictement dit, ayant une église publique, ne peut pas dire le même office que les religieuses [1], bien qu'il doive

(1) « An capellani qui in ecclesia monialium juxta ritum earumdem quotidie missam celebrant, possint officium monialium recitare ? Resp. *Negative*. Die 21 martii 1795, in CONIMBRIEN, ad 3. » Cfr. *S. R. C. Decreta*, v. *Capellanus*, n. 2.

se conformer à l'*ordo* du couvent pour la messe, la destination qu'on lui a donnée de célébrer dans une chapelle de religieuses qui ne récitent pas l'office, ne pourra jamais faire naître la fête d'un titulaire avec octave.

A ce motif d'exclusion d'un titulaire liturgique, l'hypothèse que nous avons mise en avant, au commencement du numéro, en renferme d'autres. Ainsi les oratoires dont nous avons fait mention ne sont pas réellement publics, ils sont renfermés dans une cour intérieure, les fidèles n'y sont pas admis de droit, mais par exception. Un prêtre y est bien attaché, mais seulement pour y exercer quelques fonctions, et non pour remplir les devoirs du ministère pastoral envers les fidèles : ce qui suffit pour ôter à ces chapelles intérieures le caractère d'églises publiques.

Nous avons ajouté, à *moins de circonstances tout à fait exceptionnelles*, pour le cas où une communauté aurait été annexée à une église publique. Mais alors ce n'est plus un oratoire, ou église de réguliers, mais une église de secours, dans laquelle une congrégation assiste aux offices divins.

84. Rappelons, en terminant ce paragraphe, que les Congrégations religieuses, bien que leur chapelle n'ait pas un titulaire jouissant de tous les droits liturgiques, ne sont pas privées pour cela de tout moyen d'honorer solennellement le saint auquel la chapelle est dédiée. Nous avons dit plus haut qu'il est permis, à cause du concours du peuple, de chanter solennellement la messe votive du titulaire, au jour de son incidence, sauf quelques exceptions. Cette messe sera solennelle avec *Gloria* et *Credo*, la préface de la Sainte-Trinité, si c'est un dimanche avec le dernier évangile, absolument comme si l'on en avait célébré l'office. Et puisqu'il est question de religieuses qui ne sont pas astreintes à la récitation de l'office, que le chapelain même, le titulaire eût-il tous ses

droits liturgiques, n'en pourrait dire l'office, il n'y aurait pour ainsi dire pas de différence dans la pratique, que la chapelle ait ou n'ait pas un titulaire proprement dit.

Nous ne traitons pas l'hypothèse de religieuses simplement congréganistes, et astreintes au grand office. Nous ignorons s'il y en a : s'il en existe, qu'on veuille nous proposer la difficulté, nous l'examinerons attentivement.

DÉCISION DE LA S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

Nous empruntons aux *Acta Sanctæ Sedis* cette décision et les deux suivantes, que, suivant notre coutume, nous aurions mises en tête de la livraison, si elles nous étaient parvenues plus tôt.

DUBIA CIRCA PRIVILEGIA REGULARIUM.

Die 4 septembris 1875.

Episcopus N. supplici libello sacram Congregationem Episcoporum et Regularium adivit exponens :

« I. In litteris, quæ pro Sacerdotibus ab Ordinario approbatis, tam Cleri Secularis quam cujuscumque Ordinis Religiosi, ad audiendas fidelium confessiones etc. in hac nostra exarantur Cancellaria, sequens, inter alias, apponitur clausula nempe : *Nos Sacerdoti N.N. facultatem concedimus per præsentes ad unum tantum annum vel ad biennium, triennium, etc., ad audiendas confessiones, ad Evangelium prædicandum, et sanctissimum Missæ Sacrificium celebrandum.* — Paulo vero antequam talis licentiæ, vel facultatis præfinitum tempus absolvatur, Sacerdotes pro ipsarum facultatum nova prorogatione Ordinarium adire tenentur, ac tunc Synodum vel examen patiuntur ad illorum scientiam et aptitudinem experiendam. Quidam autem Religiosi ægre ferunt memoratam clausulam, quoad limitationem scilicet temporis ad missas celebrandas, asserentes suis privilegiis et exemptionibus adversari. Ego nihilominus, etsi vereor, qua par est observantia, omnes exemptiones Regularium et privilegia, utpote de ipsa Apostolica Sede suam ducunt originem, non ita judico... Quæro igitur a Sanctitate Vestra : I. *Clausula præfata juri et exemptionibus Regularium ullo modo adversatur?*

« II. Quando ob justam causam in aliquem Sacerdotem reli-

giosum extra claustra degentem propter publicam perturbationem et leges anticatholicas, pœnam suspensionis, etiam missam celebrandi, decernit Episcopus, exceditne terminos juris et male se gerit? Aut potius, ut arbitror, jure et ratione facit, ac propterea Religiosus obedire et subjici inflictæ pœnæ tenetur? Quid ergo juris in casu? Sunt namque Sacerdotes regulares honorantes quidem suspensionem quoad fidelium confessiones et prædicationem Evangelii, minime vero quoad missæ celebrationem, existimantes quod tali pœna ipsorum privilegia et exemptiones Episcopus graviter lædit : et nolunt obedire ac resistunt auctoritati Ordinarii. Hinc, ut patet, varia et gravissima incommoda.

Hisce habitis precibus, S. Congregatio Regularium et Episcoporum negociis præposita, cum de interpretanda Synodo Tridentina ageretur, rescripsit : *Transmittatur ad S. Congregationem Concilii.* Hæc autem accepto libello decretum edidit : *Per summaria precum.*

DISCEPTATIO SYNOPTICA.

Ex officio animadversum fuit Constitutionem S. Pii V, *Etsi Mendicantium*, 17 Kalendas Junii anni 1567, Mendicantes liberare a plurimis gravaminibus ipsis ab Episcopis illatis, et multa loca Concilii Tridentini declarare. Siquidem § 8, dum obligationem populi fidelis conveniendi saltem dominicis et majoribus festivis diebus ad suas Ecclesias commemorat, subdit : « Volumus quod Fratribus Mendicantibus hujusmodi, non solum prohiberi non possit (ab Episcopis) ne Missas et alia divina Officia faciant in eorum Ecclesiis, verum etiam in quibuscumque aliis, ubi celebrari Missas solitum est, etiam ipsis non vocatis; seu ad id requisitis, celebrare valeant [1]. »

Accedere, quod iisdem Regularibus facta fuerit facultas admittendi Religiosos advenas, absque Episcopi licentia, ad S. Sacrificii celebrationem, prout decisum fuit a Sac. Congregatione de Propaganda Fide, sub die 28 Junii 1626 (apud Nicol. in *Lucubr.*

(1) *Bullarum, privilegiorum ac diplomatum Romanorum Pontificum, amplissima collectio,* Tom. IV, part. II, pag. 376.

Canon. Tom. 2, lib. 3, tit. 31, nnm. 15) : in qùa refertur quod *Ordinarii locorum ex dispositione Sacr. Concilii Tridentini prohibere non possunt, ne Regulares peregrini in ecclesiis suorum Ordinum missas celebrent, absque eorum licentia.* Præterea, adducto Tridentini decreto non obstante, Sacra Congregatio Episcoporum et Regularium in Syracusana, 19 Aprilis 1606, quoad Ordinem Hierosolymitanum expresse edixisse, quod : *Prohibere non potest Episcopus, ne celebretur in ecclesiis Religionis Hierosolymitanæ, a Sacerdotibus tam Fratribus, quam Capellanis, absque suâ licentia.* Hujusmodi autem privilegium, licet Ordini Militari concessum sit, cum tamen observantiam regularem non lædat, immo foveat, videtur procul dubio et alteris religionibus communicari. Tunc enim solummodo non communicantur privilegia unius Religionis alteri, quando ex tali communicatione observantia regularis labefactatur, uti docent Suarez, lib. 8, *De Legibus*, cap. 17, n. 5 ; et Schmalzgrueber, *Jus Ecclesiasticum universum*, Tom. V, part. III, tit. 33, *De Privilegiis.* Jamvero hæc omnia satis superque innuere, Regularibus omnimodam libertatem quoad Missæ celebrationem esse relinquendam.

Altera autem ex parte hæc animadvertenda visa sunt. Quod Rmus Episcopus sæculari Clero facultatem indulgens Sanctissimum Missæ Sacrificium celebrandi præfata clausula uti possit, hoc nemo prudens in dubium revocare valet, siquidem cæteris omissis, quotidiana praxis Vicariatus Urbis id luculenter edocet.

Jamvero Regulares hisce luctuosissimis temporibus extra claustra degentes sæcularibus Sacerdotibus æquiparari posse videntur. Hinc quoad politiam et disciplinam ecclesiasticam ab jurisdictione Ordinarii loci, in quo degunt, eximi haud valere. Quapropter Episcopum ipsis facultatem celebrandi concedentem citata clausula uti posse visum est. Ad rem facit quod traditum est ex S. Pœnitentiaria Apostolica die 18 Aprilis 1867. Ibi : « Sacra itaque Pœnitentiaria mandatis Sanctitatis Suæ obsequens, decernit... II ..... Licet quisque Regularis degens extra claustra quoad politiam et disciplinam Ecclesiasticam ab jurisdictione Ordinarii loci, in quo degit, exemptus non sit, attamen quoad disciplinam regularem et obligationes, quæ ex regulari profes-

sione promanant, et cum novo ejus statu sunt compatibiles, propriis Superioribus subesse, eisque obedire tenetur... X. Declarat ac decernit, Regularibus suppressis... licere... non obstante defectu tituli sacri, suos Ordines exercere, Missamque in quacumque Ecclesia, de licentia Ordinarii loci celebrare. »

Quoad II vero dubium, exploratum est in jure Regulares Episcopo omnino subesse, si degant et delinquant extra claustra, textu expresso in Concilio Tridentino, Sess VI, *De Reform.* cap. 3, ubi dicitur : « Nemo Regularis extra monasterium degens, etiam sui Ordinis privilegii prætextu, tutus censeatur, quominus, si deliquerit, ab Ordinario loci, tamquam super hoc a Sede Apostolica delegato, secundum canonicas sanctiones visitari, puniri et corrigi valeat. » Quæ Tridentini monita eo vel magis Episcopo suffragari, quia in casibus particularibus (prout in themate), in quibus vigore prædicti Concilii datur Episcopis facultas coercendi, corrigendi et puniendi Regulares, ab illis possunt censuris percelli, et proinde etiam a Missæ celebratione suspendi, nisi habeant ad id privilegia sibi concessa vel confirmata post Concilium Tridentinum, prout decisum est a S. Congregatione Rituum in Tarentina 31 Maii 1642, et in Camerinen 21 Februarii 1699; et probavit quoque S. Congregatio Concilii, in Venefrana *Interdicti*, 26 Januarii 1679. Et Cardinalis de Luca, in *Miscellan.*, Disc. 15, num. 8, asserit, quod hic punctus, post emanatam Constitutionem Gregorii XV, incipientem *Inscrutabili*, non meretur amplius discuti. Item Barbosa, *De officio et potestate Episcopi*, Part. 3, alleg. 78, num. 25; Monacelli, *Formul.* tom. IV, supplement. ad tom. II, nº 335; Ventriglia, in *Praxi*, Part. 1, adnotat. 48, § *Huic*, num. 106; Gallemart, *Collectanea in Concilium Tridentinum*, sess. XXV, cap. 14, n. 10, remiss. ; et alii, qui sentiunt hisce in adjunctis Episcopos Regulares censuris plectere posse, non tamquam judices, sed tamquam juris executores.

Verum ex altera parte animadversum fuit, in themate agi de Regularibus extra claustra degentibus temporum nequitia, non vero proprio arbitrio et absque suorum Superiorum venia. Jamvero in hoc casu non deesse Doctores, qui aiunt dictum Tri-

dentini decretum intelligi solum de Religiosis degentibus extra Monasterium absque licentia Prælati, non vero de illis qui hanc licentiam præseferunt. Ita Cespedes, *Tractatus De exemptione Regularium*, cap. 16, dub. 245, num. 2; De Peyrinis, *De Privilegiis*, tom. I, in 2 Const. Sixti IV, § 11, n. 22; Donatus, *Praxis rerum regularium*, tom. I, part. II, *De exemptione religiosorum*, tract. XIII, Quæst. 35, n. 4. Et hoc tenent, tum quia Regularis dicitur esse in Monasterio, ubicumque reperiatur de licentia aut jussu sui Superioris; Panormitanus, in cap. *Ex rescripto*, de jurejur. num. 5; tum quia justum et æquum non est, ut qui a Superiore quotannis visitatur, et toties quoties opus fuerit punitur, puniatur ab alio, vel quod alii extraordinario judici subdatur, aliter duplici contritione contereretur. Tandem illud unum animadversione dignum reputatum fuit, quod de applicatione hujusmodi Tridentini decreti in Regulares quomodocumque extra claustra degentes acriter disputant Doctores, inter quos Sanchez, *De Matrimonio*, Lib. 5, disp. 35, n. 28; Donatus, *Loc. cit.*, quæst. 24; Henriquez, in *Summa*, Lib. VII, cap. 25, § 7; De Peyrinis, tom. I, in Const. 2 Sixti IV, n. 60; Tamburinius, *De jure abbatum*, tom. I, disp. 19, quæst. 7, n. 7; Ferraris, in *Bibliotheca*, ad verbum *Regulares*, art. II, n. 80, 81. Ibi enim aiunt Episcopos hujusmodi censuris in Regulares procedere non posse, non solum ex eo quod Tridentinum, quando illis hanc potestatem fecit, id conceptis terminis expressit; verum etiam quia nulla adest Religio, quæ sive per specialem concessionem, sive per communicationem tale privilegium non prætendat.

Hisce pro utraque parte prænotatis, judicio et sapientiæ EE. CC. decernere remissum fuit quid propositis esset respondendum.

Resolutio. S. Congregatio Concilii, die 4 septembris 1875, causa cognita, respondere censuit:

Agendi rationem Episcopi N. non excedere terminos juris.

DÉCISION DE LA S. CONGRÉGATION DE L'INQUISITION.

DECRETUM.

Cum nuper inter Theologos Urbis exorta fuerit quæstio, utrum scilicet reservatio casuum facta Episcopis seu locorum Ordinariis a Constitutione *Apostolicæ Sedis moderationi*, diei 12 octobris 1869, comprehendat etiam Cardinalem Urbis Vicarium pro-tempore, ita ut confessarii teneantur facultatem ab ipso obtinere pro validitate absolutionis, quamvis hactenus in usu fuerit jurisdictionem memoratis Confessariis haud cohibere quoad casus a jure Episcopis et Ordinariis locorum reservatos. Emus ac Rmus Cardinalis Constantinus Patrizi modernus Urbis Vicarius pro sua spectata prudentia litteris diei 15 octobris labentis anni expositis hinc inde eorumdem Theologorum opinionibus cum rationum momentis quibus innituntur, ejusmodi controversiam examinandam proposuit S. Congregationi Supremæ Inquisitionis, hac rogationis formula.

An in vim Constitutionis *Apostolicæ Sedis moderationi* diei 12 octobris 1869, Confessarii Urbis speciali facultate Emi Urbis Vicarii indigeant ut absolvant a censuris quæ in dicta Constitutione Episcopis seu locorum Ordinariis reservantur?

Feria IV die 1 decembris 1875.

In Congregatione generali S. Romanæ et Universalis Inquisitionis habita coram Emis ac Rmis DD. S. R. E. Cardinalibus Inquisitoribus proposito suprascripto dubio, et præhabito voto DD. Consultorum; iidem Emi et Rmi DD. dixerunt: Ad. R. P. D. Adsessorem cum SSmo ut, attentis omnibus, declarare dignetur posse servari solitum.

Eadem die ac Feria.

SSmus D. N. D. Pius Divina Providentia PP. IX, in solita audientia R. P. D. Adsessori impertita, audita relatione ut supra, suffragia DD. Eminentissimorum adprobare dignatus est.

I. Pelami S. Romanæ et Universalis Inquisitionis Notarius.

Loco † Signi.

DÉCISION DE LA S. PÉNITENCERIE.

Quum Gubernium italicum constituisset visitare per ministros ad id deputatos Seminaria; istorum moderatores recursum habuerunt ad S. Tribunal Pœnitentiariæ exposcentes quomodo se gererent :

I. Quoad notitias super eisdem Seminariis a Gubernio requisitas;

II. Quoad Provisoris studiorum visitationem.

Sacrum Tribunal respondere censuit:

Ad I. Ad evitanda graviora mala, quæ secus declinari non possent, tolerari ut moderator Seminarii dare possit Gubernio notitias, quas de ipso Seminario idem Gubernium violenter requirit; prævia tamen protestatione, qua declaretur Seminaria a quacumque laica potestate, prout constat ex Concilio Tridentino, esse omnino libera et exempta; et cauto ne Gubernii Ministri in Seminarii studia ac disciplinam (quod nunquam est tolerandum) se ingerant.

Ad II. Quatenus adhibitis omnibus mediis et cautelis, quas prudentia et zelus Religionis suggesserit, visitatio regii Provisoris evitari nequeat, et aliunde gravia timeantur mala; ac dummodo eadem visitatio sit ejusmodi, ut moderatio disciplinæ et studiorum Seminarii integra maneat apud Episcopum, passive se habeat; præmissa tamen protestatione, qua declaretur Seminaria a quacumque laica potestate, prout constat ex S. Concilio Tridentino, esse omnino libera et exempta.

CAS DE PASTORALE[1].

3e QUESTION.

Quels moyens doit-on prendre pour connaître si l'on est appelé à la vie religieuse ?

Nous réduirons ces moyens au nombre de trois : la prière, l'examen et le conseil ; nous dirons un mot de chacun.

1° *Prière.* S'il est une circonstance de la vie où l'on ait besoin des lumières du Très-Haut, c'est bien certes lorsqu'il s'agit de choisir un état de vie, choix qui est de la plus haute importance, qui est, selon l'expression de saint Grégoire de Nazianze, la base du bonheur ou du malheur de notre vie [2], et, pouvons-nous ajouter, qui est la cause du salut ou de la perte éternelle d'un grand nombre.

Bien se connaître soi-même, ses inclinations, ses passions, la force de volonté dont on dispose pour les dominer ; juger de son aptitude pour la vie religieuse ; en apprécier sainement les avantages et les difficultés : voilà autant de points d'une indispensable nécessité. Et quel moyen de réussir dans cette étude, sinon en recourant à la prière ? C'est bien le cas d'appliquer ici ces paroles de l'Esprit-Saint : « In his omnibus deprecare Altissimum, ut dirigat in veritate viam tuam [3]. »

« Si quis autem vestrum indiget sapientia, *nous dit l'apôtre saint Jacques,* postulet a Deo, qui dat omnibus affluenter, et non improperat : et dabitur ei. Postulet autem in fide nihil

(1) V. ci-dessus, pag. 75.

(2) *Orat.* 23, *in laudem Heronis philosophi.*

(3) *Eccli.*, XXXVII, 19.

hæsitans [1]. » Que celui donc qui veut connaître s'il est appelé à la vie religieuse, commence par invoquer les lumières du Saint-Esprit pour se diriger dans sa recherche, sans péril de s'égarer.

2° *Examen*. Pour bien faire cet examen, les auteurs ascétiques engagent à se soustraire à ses occupations ordinaires, à s'éloigner du tracas et des distractions du monde, et à se retirer dans la solitude, où, selon la parole du prophète, Dieu parlera au cœur [2]. C'est le conseil que saint Bernard donnait à un jeune homme dans une circonstance analogue : « Si vous voulez, *lui disait-il*, prêter une oreille attentive et préparer un cœur docile à la voix divine, qui l'emporte en suavité sur le miel, fuyez les occupations terrestres, afin qu'ayant l'esprit en repos et le cœur en paix, vous puissiez dire avec le prophète : *Parlez, Seigneur, car votre serviteur écoute*. La voix de Dieu ne retentit pas sur les places publiques ; elle ne se fait pas même entendre en public [3]. »

Quant à la matière de l'examen, elle se résume : *a*) dans la considération des avantages et des prérogatives de la vie religieuse, ainsi que dans celle de ses charges et obligations. Si l'état religieux est le plus noble aux yeux de Dieu, le plus parfait et celui qui vous offre le plus de facilité et d'assurance pour le salut; c'est aussi celui qui impose les plus graves obligations. Celui qui se bornerait à peser les avantages, sans

(1) *Epist.* I, 5.

(2) « Ducam eam in solitudinem, et loquar ad cor ejus. » *Oseæ*, II, 14.

(3) *Epistol.* 107, n. 13 : « Cæterum tu, o charissime, huic voci Dei tui dulciori super mel et favum si præparas aurem interiorem, fuge curam exteriorem ; ut expedito et vacante interno sensu dicas et tu cum Samuele (I *Reg.* III, 10) : *Loquere, Domine, quia audit servus tuus*. Vox hæc non sonat in foro, sed nec auditur in publico. » *Opera*, tom. I, pag. 53.

tenir compte des charges, s'exposerait à de grands mécomptes; et lorsque l'heure du désenchantement sonnerait, n'y étant point préparé, saurait-il en soutenir le choc?

b) Il doit en outre bien examiner l'origine de son inspiration et le motif qui le porte vers la vie religieuse. Une véritable vocation religieuse doit reposer sur un motif surnaturel : un motif purement humain ne peut en être le principe.

Le P. Gautrelet fait une longue énumération des motifs surnaturels qui ont coutume de faire impression sur l'âme et de lui inspirer du goût pour la vie religieuse [1]. Nous nous contenterons d'en rappeler quelques-uns des principaux. Saint Alphonse en indique trois, auxquels on peut rattacher tous les autres. Ce sont : le désir de réparer les fautes de la vie antérieure ; le désir de faire son salut avec plus de facilité et de sécurité ; enfin le désir de s'unir plus intimement et plus parfaitement à Dieu [2].

c) Il ne suffit pas d'examiner le motif de la préférence que l'on donne à l'état religieux, il faut de plus examiner si nos forces sont proportionnées à cette entreprise. « Car quel est celui d'entre vous, *dit Notre Seigneur*, qui, voulant bâtir une tour, ne suppute auparavant, en repos et à loisir, la dépense qui y sera nécessaire, pour voir s'il aura de quoi l'achever ; de peur qu'en ayant jeté les fondements et ne pouvant la terminer, tous ceux qui verront cet édifice imparfait ne commencent de se moquer de lui, en disant : cet homme avait commencé de bâtir, mais il n'a pu achever ? Ou quel est le

(1) *Traité de l'état religieux*, tom. I, pag. 28 et 29.

(2) *Praxis confessarii*, n. 92. Saint Bernardin de Sienne donne presque les mêmes : « Signum autem, *dit-il*, quod ducatur spiritu Dei triplex est : Primum est jucunditas mentis ex affectione consideratæ religionis ; secundum est propositum cavendi circumstantias peccatorum ; tertium est propositum proficiendi in melius. » *Opera S. Bernardini Senensis*, tom. II, serm. XVII, artic. III, argum. 15, pag. 136.

roi, qui, se mettant en campagne pour combattre un autre roi, ne consulte auparavant, en repos et à loisir, s'il pourra marcher avec dix mille hommes contre un ennemi qui vient l'attaquer avec vingt mille ? S'il ne le peut, il lui envoie des ambassadeurs, lorsqu'il est encore bien loin, et lui fait des propositions de paix[1]. »

Dans ces paraboles, Notre Seigneur indique ce que doit faire celui qui veut marcher à sa suite dans le chemin de la perfection. Il faut qu'il examine si son cœur est réellement détaché des biens du monde et décidé à ne chercher que les biens célestes ; s'il a renoncé à tous les plaisirs du monde et ne soupire qu'après les joies pures et ineffables de l'amour de Dieu ; s'il a renoncé à sa propre volonté et ne veut porter d'autre joug que celui de l'obéissance ; s'il a dit adieu à toutes les satisfactions des sens pour crucifier sa chair avec ses vices et ses concupiscences ; en un mot, s'il n'a d'ardeur que pour embrasser la croix et la porter à la suite de notre divin Sauveur.

Certes ce n'est pas dans notre pauvre nature que nous trouverons les forces nécessaires pour faire ces sacrifices, que nous puiserons l'énergie dont nous avons besoin pour parfaire une œuvre si sublime. Cette grâce doit venir d'en haut, et elle sera donnée à celui qui la demande. Mais a-t-on une bonne et solide résolution de coopérer à la grâce pour marcher d'un pied ferme dans le chemin de la perfection ? Est-on bien persuadé de son insuffisance, de la nécessité de l'assistance divine, et est-on bien décidé à employer l'arme de la prière afin de triompher de tous les obstacles que le démon suscitera dans cette sublime carrière ?

Tels sont les points sur lesquels doit surtout porter l'exa-

(1) *Luc.* XIV, 28-32.

men, examen auquel on doit procéder avec la plus grande maturité, et disposé à surmonter tous les obstacles, si l'on reconnaît que Dieu nous *veut* dans la voie de la perfection religieuse.

3° *Conseil.* Nous pourrions nous tromper dans notre examen : on n'est pas bon juge dans sa propre cause. Aussi l'Esprit-Saint nous dit-il de ne pas nous fier à notre propre prudence [1], et de ne rien faire sans prendre conseil : c'est le moyen d'éviter tout regret [2]. Comme l'affaire de la vocation est de la plus haute importance, il faut surtout se garder de vouloir la décider par ses propres lumières. Nous devons donc, pour nous guider, choisir un homme pieux, prudent et expérimenté, qui nous éclaire et dicte, pour ainsi dire, la décision à laquelle nous devons nous arrêter.

Quel sera ce conseiller auquel nous devons nous adresser ? Il a besoin, pour nous diriger dans ce choix, de nous connaître intimement, c'est-à-dire de connaître nos bonnes et nos mauvaises qualités ; nos vertus et nos vices ; nos penchants au bien ou au mal ; nos goûts et nos répugnances ; nos luttes, nos triomphes et nos défaites ; notre force et notre faiblesse. Comment veut-on qu'il juge de notre vocation, s'il n'a pas tous ces éléments d'appréciation ?

Or, où le trouvera-t-on ordinairement, sinon dans le confesseur auquel on a donné toute sa confiance, auquel on a ouvert son cœur en toute simplicité, auquel on a découvert les replis les plus cachés de sa conscience ? Aussi est-ce à lui que les auteurs ascétiques supposent qu'incombe ordinairement la charge de diriger ses pénitents dans le choix de leur vocation. A moins donc qu'il ne manque d'une des qualités énumérées

(1) « Ne innitaris prudentiæ tuæ. » *Proverb.* III, 5.

(2) « Fili, sine consilio nihil facias, et post factum non pœnitebis. » *Eccli.*, XXXII, 24.

ci-dessus, il est à souhaiter qu'on s'adresse à lui pour obtenir une décision.

Mais si ce confesseur est un religieux, n'est-ce pas un motif de s'adresser à un autre, de récuser sa compétence ? N'est-il pas à craindre qu'il se prononce trop facilement pour la vocation religieuse ?

Loin que sa qualité soit un motif d'écarter le confesseur religieux, c'est au contraire un motif de lui donner la préférence. Quel est, en effet, le plus à même de donner un conseil sur la vie religieuse, l'aptitude qu'elle requiert, les avantages qu'elle présente, les obstacles qu'on y rencontre : ou celui qui y est engagé, qui goûte les douceurs et les jouissances de cette vie, qui profite de ses avantages, et qui en connaît les obstacles ; ou celui qui, y étant complètement étranger lui-même, n'en peut parler que par ce qu'il en a lu dans les livres, ou ce qu'il a recueilli de la bouche d'autrui ? Si un jeune homme, sur le point de se lancer dans le commerce, avait un conseil à demander sur la branche qui lui offre le plus de chances de succès, à qui s'adresserait-il ? A un avocat ou à un médecin, qui n'entendent absolument rien au commerce ? Ou à des sommités commerciales, auxquelles une longue expérience, rehaussée par des capacités spéciales, assure le droit de donner des conseils marqués au coin de la sagesse et de la prudence ? Le choix n'est pas douteux. Pourquoi en serait-il autrement quand il s'agit de se prononcer dans l'affaire la plus importante ; et pourquoi devrait-on délaisser les personnes qui peuvent le mieux nous renseigner et nous conseiller ?

Terminons ce point par le sage conseil que donne Passerini : « Recepturus autem consilium, *dit-il*, bene attendat D.Thomæ consilium, et cautus sit ne consilium accipiat ab illis, qui vel male affecti circa statum religiosum, vel interesse habentes in ejus statu regulari, sunt potius impedituri ejus propo-

situm, quam sincerum daturi consilium. Ideo consilium sumat a sanctis, præcipue ab illis, qui cognitionem habent status religiosi, et etiam qualitatum ipsius consilium petentis, et ejus status. Et juxta consilium Ecclesiastici, 37, *Non] attendat iniquis in omni consilio, sed cum viro sancto assiduus sit* [1]. »

4e QUESTION.

Les parents ont-ils qualité pour décider de la vocation religieuse de leurs enfants?

Il y a des auteurs qui donnent aux parents un droit exagéré, surtout si on l'applique aux vocations religieuses, celui d'examiner et d'éprouver la vocation religieuse de leurs enfants. « Les parents, *dit le P. Gautrelet*, ont en général le droit d'examiner et d'éprouver la vocation de leurs enfants; ils peuvent donc ordinairement exiger un délai et prendre le temps nécessaire pour s'assurer de la volonté de Dieu, et épargner à leurs enfants les regrets qui suivraient peut-être une détermination prise trop légèrement [2]. »

Ce n'est pas seulement un droit pour eux, mais c'est même un devoir, aux yeux de Mgr Gousset. « Ils peuvent, ils doivent même, *dit-il*, éprouver sa vocation; mais ils n'ont pas le droit de s'y opposer, lorsqu'il est reconnu qu'elle vient d'en haut [3]. »

De ces principes, d'autres auteurs ont tiré la conséquence qu'en règle générale un enfant est tenu de consulter ses parents sur sa vocation, de leur manifester ses inclinations et ses projets, afin qu'ils soient à même de prononcer sur cette vocation. « Liberi igitur *ordinarie* tenentur, *écrit M. Daris*, consulere parentes de vocatione sua, eisque propositum et

(1) *De hominum statibus et officiis*, quæst. 189, art. x, n. 9.
(2) *Op. cit.*, tom. I, pag. 51.
(3) *Théologie morale*, tom. I, n. 532.

inclinationem manifestare, ut isti vocationem examinare ac rectum consilium præbere possint. Attamen liberi consilium eorum sequi non tenentur nisi in quantum consentaneum creditur voluntati divinæ. Imo in casu extraordinario liberi dispensantur ab obligatione parentibus manifestandi propositum suum eorumque consilium exquirendi, scilicet, quando CERTE prævident parentes dissensuros atque omni via se opposituros, quominus vocationem divinam sequantur [1]. »

Si les parents ont le droit d'examiner, et par conséquent de juger [2] de la vocation de leurs enfants, il semble naturel de leur accorder le droit d'interdire à leurs enfants l'entrée en religion, lorsqu'il leur plaira de ne pas reconnaître en eux les signes d'une vocation véritablement divine ; ce qui arrivera immanquablement presque toujours.

Nous ne voyons pas comment on pourrait nier cette conséquence. Elle est, il est vrai, rejetée par le P. Gautrelet et Mgr Gousset. « Ils n'ont pas le droit de s'y opposer, *dit le dernier*, lorsqu'il est reconnu qu'elle vient d'en haut [3]. » Mais par qui cela doit-il être reconnu? Sans doute par ceux qui ont le droit d'examiner et d'éprouver la vocation. Et quand reconnaîtront-ils que la vocation vient d'en haut? L'enfant a-t-il le droit de leur imposer cette reconnaissance ? S'il l'a, à quoi se réduit le droit d'examen attribué aux parents ?

En cas de conflit entre les parents et l'enfant, M. Daris décide qu'entretemps l'enfant doit rester à la maison paternelle et employer les moyens les plus propres à obtenir le

(1) *Quæstiones canonico civiles de statu religioso*, n. 38, pag. 54.

(2) Le droit de prononcer sur la vocation est le corollaire obligé du droit d'examiner. En effet, si les parents n'ont pas le droit de juger et de prononcer, sur quoi basera-t-on le droit d'examen qu'on veut leur attribuer?

(3) *Loc. cit.* Cf. Gautrelet, *ibid.*, pag. 51.

consentement de ses parents. Quand il aura attendu assez longtemps (per *notabile* tempus), s'il n'a pas d'espoir d'obtenir bientôt leur consentement, il pourra user de son droit, et partir malgré ses parents. Toutefois, en pratique, le confesseur consultera l'Evêque, et l'enfant se tiendra à sa décision [1].

Tout autres sont les principes des saints Docteurs et des théologiens. Ecoutons d'abord le Docteur Angélique, S. Thomas :

Ab hoc consilio primo quidem amovendi sunt carnis propinqui. Dicitur enim *Proverb.* xxv, 9 : *Causam tuam tracta cum amico tuo, et secretum extraneo non reveles.* Propinqui autem carnis in hoc proposito amici non sunt, sed potius inimici, secundum illud quod habetur *Michææ*, vii, 6 : *Inimici hominis domestici ejus;* quod etiam Dominus introducit, *Matth.*, x, 36. In hoc igitur casu sunt præcipue vitanda carnalium propinquorum consilia. Hinc etiam est quod Hieronymus in Epistola ad Heliodorum impedimenta religiosi propositi, quæ a propinquis carnalibus ingeruntur, enumerat dicens : *Nunc tibi blandis vidua soror hæret la-*

(1) « Non raro accidit, *dit-il*, ut parentes non consentiant ut liberi statum religiosum amplectantur, quamvis isti fidenter credant se ad hunc statum a Deo vocari. In hoc casu liberi non possunt *statim domum paternam relinquere* ac in monasterium se recipere, sed differant ingressum et interim meliora, quæ poterunt, media adhibeant ad consensum eorum obtinendum. Quod si per *notabile* tempus jam distulerint ingressum, nec spes affulgeat parentes brevi consensuros, liberi jure suo uti possunt ac monasterium ingredi, non obstante dissensu parentum, modo tamen non sint minorennes, nec ingressus injiciat parentes in gravem necessitatem... In praxi res est magnis difficultatibus obnoxia, nec cæco modo procedendum est. In casu irrationabilis reluctantiæ parentum, multa perpendenda veniunt, scilicet, certitudo vocationis ad statum religiosum, periculum non exequendi vocationem et peccandi in sæculo, probabilitas spei parentes post aliquod tempus consensuros, ac tandem querelæ, adjurgationes, calumniæ, tumultus, quibus ingressus in religionem contra voluntatem parentum præbebit occasionem. Hisce omnibus perpensis confessarius consulat episcopum et vocatus exequatur quod in Domino rectius judicaverit episcopus. » *Loc. cit.*, pag .55.

certis ; nunc illi, cum quibus adolevisti, vernaculi aiunt : cui nos servituros relinquis? Nunc et gerula quondam, jam anus, et nutritius secundus post naturalem pietate pater clamitant : morituros expecta paulisper, et sepeli. Et Gregorius dicit III *Moralium : Callidus adversarius cum a bonorum cordibus repelli se conspicit, eos qui ab illis valde diliguntur, exquirit, et per eorum verba blandiens loquitur, quia plus ceteris amantur ; ut dum vis amoris cor perforat, facile persuasionis ejus gladius ad intimæ rectitudinis munimina irrumpat.* Hinc est quod beatus Benedictus, ut Gregorius refert in II *Dialogorum*, nutricem suam occulte fugiens deserti loci secessum petiit ; sed Romano monacho propositum suum aperuit, qui ejus desiderium et secretum tenuit, et adjutorium impendit[1].

Saint Cyrille, exposant les paroles suivantes de l'Evangile selon saint Luc, IX, 61 : *Sequar te, Domine; sed primum permitte mihi renuntiare his qui domi sunt*, ne s'exprime pas d'une manière moins énergique :

Imitanda promissio, *dit-il*, et omni laude plena. Sed quærere renuntiare his qui domi sunt, licentiando se ab eis, ostendit, quod utcumque divisus sit a Domino, dum hoc perfecte adire proposuerit mente. Nam velle consulere proximos non consensuros huic proposito, indicat se utcumque habentem, propter quod Dominus improbat. Sequitur enim : *Ait ad illum Jesus : Nemo mittens manum suam in aratrum, et respiciens retro aptus est regno Dei.* Apposuit manum aratro qui affectuosus est ad sequendum, tamen respicit retro qui dilationem petit occasione redeundi ad domum et cum propinquis conferendi. Non hoc invenimus fecisse sacros Apostolos, qui protinus omissa navicula et parente secuti sunt Christum. Sed et Paulus statim non acquievit carni et sanguini. Tales esse decet volentes sequi Christum [2].

(1) Opusc. XVIII (alias XVII), *Contra pestiferam doctrinam retrahentium homines a religionis ingressu*, cap. 9. Operum, tom. XIX, pag. 476. Edit. Venet. 1754.

(2) Apud S. Thomam, *ibid.*, pag. 473.

Saint Bernardin de Sienne s'exprime tout à fait dans les mêmes termes que S. Thomas : inutile donc de rapporter ses paroles [1].

Citons encore le nouveau Docteur de l'Eglise, saint Alphonse :

« Il importe particulièrement, *dit-il*, que celui qui reçoit la grâce de la vocation, n'en donne point connaissance à ses parents... Il en est qui prétendent que, lorsqu'on est appelé de Dieu à l'état religieux, et qu'on peut facilement et avec sûreté obtenir l'assentiment de ses parents, sans qu'on ait à craindre aucun obstacle de leur part, il serait convenable de chercher à avoir leur bénédiction. — Cette doctrine, dans la spéculation, pourrait passer, mais non dans la pratique ; car dans la pratique, d'après ce qui arrive ordinairement, l'opposition est toujours à craindre. — Il est bon d'éclaircir pleinement cette difficulté afin d'ôter à quelques-uns certains scrupules pharisaïques.

Il est certain que, dans le choix d'un état de vie, on n'est point obligé d'obéir à ses parents. Tel est le sentiment commun des théologiens, d'accord avec S. Thomas, qui enseigne que, lorsqu'il est question de contracter mariage, ou de garder la virginité, ou de prendre quelque autre parti semblable, ni les serviteurs envers leurs maîtres, ni les enfants envers leurs parents, ne sont tenus à l'obéissance ; *Non tenentur, nec servi dominis, nec filii parentibus obedire, de matrimonio contrahendo, vel virginitate servanda, vel aliquo alio hujusmodi* [2]. Cependant, quant à l'état conjugal, le P. Pinamonti adopte avec raison l'avis de Sanchez, Coninck et d'autres théologiens, qui pensent que les jeunes gens doivent prendre conseil de leurs parents ; parce que, dans cette affaire, les parents peuvent avoir plus d'expérience, et qu'en pareille circonstance un père se rappelle facilement qu'il est père. Mais quant à la vocation religieuse, ajoute le même P. Pinamonti, avec non moins de raison, l'enfant n'est aucunement obligé à

(1) *Loc. cit.*, Argum. 20, pag. 138.
(2) 2-2, q. 104, a. 5, in corp.

consulter ses parents; parce qu'ils n'ont en cela aucune expérience, et que l'intérêt les change ordinairement en ennemis. C'est aussi la remarque de saint Thomas qui, en parlant également de la vocation religieuse, dit que nos amis selon la chair sont souvent opposés à notre progrès spirituel : *Frequenter amici carnales adversantur profectui spirituali*[1]. En effet, les parents aiment mieux voir leurs enfants se damner avec eux que de leur permettre de se sauver loin d'eux ; telle est la cruauté des pères et des mères ! s'écrie saint Bernard : *O durum patrem, o sævam matrem, quorum consolatio mors filii est; qui me malunt perire cum eis quam regnare sine eis*[2] !

Lorsque Dieu, dit un auteur grave cité par saint Thomas, appelle une âme à la vie parfaite, il veut qu'elle oublie son père et toute sa famille pour ne considérer et n'écouter que lui seul : *Audi, filia, et vide, et inclina aurem tuam ; et obliviscere populum tuum et domum patris tui* (Ps. XLIV, 11). Sans aucun doute, ajoute-t-il, le Seigneur nous avertit par ces paroles que, pour suivre sa vocation, on ne doit pas demander conseil à ses parents : *Si Deus vult animam ad se vocatam oblivisci patrem et domum patris, suggerit utique per hoc, quod vocatus ab ipso ad religionem non debet suorum carnalium domesticorum consilium interponere vocationis exsecutioni...*

Si donc c'est une grande faute de demander conseil à ses parents pour suivre sa vocation, ce serait une faute plus grande encore de vouloir attendre leur consentement, et, par conséquent, de leur en faire la demande ; puisque, par cette démarche, on s'exposerait au péril évident de perdre sa vocation ; car il est probable que les parents tâcheraient d'y mettre obstacle. Aussi voyons-nous que les saints, dès qu'ils ont été appelés à quitter le monde, sont partis tout à fait à l'insu de leur famille. Ainsi agirent un saint Thomas d'Aquin, un saint François Xavier, un saint Philippe de Néri, un saint Louis Bertrand. Et nous savons même que le Seigneur a témoigné par des miracles qu'il approuve ces glorieuses fuites...

(1) 2-2, q. 189, a. 10, ad 2. (2) *Epist.* 111, n. 2. *Oper.*, tom. II, p. 54.

Ainsi, mon cher frère, si Dieu vous inspire le dessein de renoncer au monde, ayez bien soin de ne pas en donner connaissance à vos parents ; contentez-vous de la bénédiction du Seigneur, et tâchez de réaliser votre vocation le plus tôt possible et à leur insu, si vous ne voulez pas vous mettre en danger de la perdre ; car, pour l'ordinaire, comme nous l'avons dit ci-dessus, les parents, surtout le père et la mère, s'opposent à l'exécution de semblables projets ; lors même qu'ils sont doués de sentiments pieux, l'intérêt et la passion les égarent tellement, que, sous divers prétextes, ils ne se font pas scrupule d'entraver par tous les moyens la vocation de leurs enfants [1].

Clôturons ces citations par un extrait d'une lettre de saint François de Sales, du 6 juillet 1612 :

Madamoiselle, vous avez opinion que vostre désir de vous retirer du monde ne soit pas selon la volonté de Dieu, puisqu'il ne se treuve pas conforme à celuy de ceux qui de sa part ont le pouvoir de vous commander, et le devoir de vous conduire. Si c'est de ceux à qui Dieu a donné le pouvoir et le devoir de conduire vostre ame, et vous commander ès choses spirituelles, certes, vous avez raison : car en obeyssant à ceux-là, vous ne pouvez pas faillir, bien qu'eux se peuvent tromper et vous mal conseiller, s'ils le font principalement regardant ailleurs qu'à vostre seul salut et avancement spirituel. Mais si ce sont ceux que Nostre Seigneur vous a donnez pour directeurs ès choses domestiques et temporelles, vous vous decevrez vous-mesme de les croire ès choses, èsquelles ils n'ont point d'authorité sur vous. Que s'il falloit ouyr les advis des parens, la chair et le sang, sur de telles occurrences, il se treuveroit peu de gens qui embrassassent la perfection de la vie chrestienne [2].

(1) *Avis sur la vocation religieuse*, III, 1, *Œuvres ascétiques*, tom. XII, pag. 44-47. Edit. Casterman. Cf. *Theologia moralis*, lib. V, n. 68.

(2) *Epistres spirituelles*, liv. VI, épist. 65. *Œuvres*, tom. I, col. 1219. Edit. Paris, 1609.

La doctrine des théologiens ne diffère pas de celle des saints que nous venons de citer, et qui étaient eux-mêmes célèbres par leur science théologique.

Difficultas est, *disent les Docteurs de Salamanque*, an in electione status teneantur filii obedire parentibus. Et quidem, si quæstio sit de statu perfectiori, v. gr. Religionis aut Clericatus, CERTUM EST posse, inscio patre, Religionem ingredi, aut Clericatum sumere, maxime si sciat, patrem admonitum ex affectu carnali impediturum. Tum quia plenum dominium suorum corporum filii habent, dum ad legitimam ætatem perveniunt. Tum etiam quia in hoc sensu celebre est illud effatum Divi Hieronymi, *Epist. ad Heliodorum*, et refertur a D. Thoma, 2-2, q. 101, a. 4: *Per calcatum perge patrem, per calcatum perge matrem, ad vexillum crucis evola : summum genus pietatis est, in hac re fuisse erudelem* [1].

Hinc colligi potest, *dit Bonacina, Archevêque de Milan*, 3° filium non peccare non obediendo patri in iis, quæ pertinent ad vitæ statum... Ex quo licet inferre, filium posse, inscio et non admonito patre, statum perfectiorem assumere, si filius sciat patrem de hac re admonitum reclamaturum et injuste impediturum ; filius enim non est subditus patri in iis quæ pertinent ad perfectiorem vitæ statum [2].

Nec peccat, *dit Trullench*, filius non obediens patri in iis, quæ pertinent ad vitæ statum, sive in status electione ; nam in status electione liber est, sive fiat clericus, sive religiosus... Imo si fieri religiosus velit, communiter expediens est, ut id faciat inscio patre, præsertim si timeat patrem de hac re admonitum reclamaturum et injuste impediturum ; in iis enim quæ ad status perfectionem spectant, filius non est patri subditus [3].

Rotario rapporte, en l'approuvant, le passage de saint Thomas cité ci-dessus [4].

(1) *Cursus theologiæ moralis*, tract. XXIV, cap. un., n. 7.
(2) *Opera omnia*, tom. II, disp. VI, quæst. un., punct. IV, n. 2.
(3) *Expositio Decalogi*, lib. IV, cap. I, dub. II, n. 12.
(4) *Theologia moralis Regularium*, tom. I, lib. I, cap. VI, n. 13.

Azor attaque vivement un certain Major qui avait critiqué ce passsage de saint Thomas et avancé qu'on ne devait pas sur ce point consulter les religieux.

Sed, *dit-il*, quantæ sit auctoritatis Major, si cum S. Thoma conferatur, quis non videt? Quam multis argumentis et quam firmis rationibus S. Thomas suam sententiam confirmet, quis ignorat? Profecto ego non dubito quin aliquando multi fallantur, dum varias moræ causas interponunt ut a salutari religiosæ vitæ suscipiendæ consilio, ad quod divinitus invitantur, avocentur. Videndum est num sit dæmonis ars persuadentis in re tam gravi diu esse consultandum, mature deliberandum, *amicos consulendos*, vires explorandas, bonorum operum exercitationem debere præcedere quæ viam paret, ac muniat ad difficiliora et severiora religiosæ vitæ officia obeunda. Nam clamant Sancti Patres rumpendas esse moras, nihilque omnino cunctandum : *hærenti in sala navicula funem magis præcide quam solve*, ait Hieronymus, *Epist.* 103 *ad Paulin.* Et Chrysostomus, Homil. 57 ad populum : *Dum tibi fervens est hic amor, abi statim ad illos ipsos Angelos, eumque magis accende. Ne dicas : alloquar prius propinquos, resque meas expediam. Torporis initium est hæc dilatio. Patrem sepelire discipulus voluit, nec id Christus permisit. Quid ita? Quoniam acer instat diabolus, ut se in animum insinuet, et si vel brevem arripuerit vacationem, vel prorogationem, ad magnum inducit tempus*[1].

Pour ne pas trop abuser de la patience de nos lecteurs, nous terminerons par la citation d'un des plus grands théologiens de notre pays, Sylvius, que Benoît XIV qualifie très-docte et très-prudent[2]. Après avoir cité le passage de saint Thomas que nous avons donné ci-dessus, Sylvius ajoute :

Quam sapientis et B. Thomæ doctrinam, si attendisset author libri anonymi, de quo dicebamus artic. 6, merito abstinuisset ab horum duorum assertione.

(1) *Institutiones morales*, part. I, lib. XII, cap. I, quær. 1.
(2) *De Synodo diœcesana*, lib. VI, cap. IX, n. 6.

Prius est, quod discretio spiritus vocantis puerum ad religionem, fieri debet ex patris et matris judicio, pag. 7.

Posterius, quod ut bonum opus, quale est professio monastica bene fiat, non possit aliunde haberi bonum consilium, quam ex patre et matre, pag. 22.

Ejusmodi enim assertio et Doctoris Angelici sententiæ manifeste repugnat, et ab antiquorum Ecclesiæ Doctorum mente prorsus aliena est, nec ferenda. Quamvis enim propositum religionis possit cum parentibus catholicis communicari, si tales sint qui nolint impedire, sed potius velint promovere : si tamen verisimiliter timeatur quod sint impedituri ; non ab illis consilia petenda sunt : imo nec eis pium propositum cito est aperiendum; sed tunc demum quando vir aliquis zelator perfectionis, rerumque spiritualium peritus fuerit auditus super iis punctis de quibus consultandum videbitur. Existimare autem quod a nullo melius consilium sit super proposito religionis ingrediendæ expectandum quam a parentibus tametsi catholicis, aut quod discretio spiritus, qui ad religionem vocat, per eos fieri debeat, novum est dogma sanctis religionibus valde noxium[1].

Résumant donc la doctrine des auteurs que nous venons de citer, nous disons : 1° que les parents n'ont aucune qualité pour juger et décider de la vocation de leurs enfants.

2° Que vouloir les établir juges de cette vocation est une *doctrine tout à fait opposée à l'esprit des Docteurs de l'Eglise et qu'on ne peut tolérer ; un dogme nouveau nuisible aux Ordres religieux*, selon les expressions de Sylvius.

3° Qu'il n'y a pour les enfants aucune obligation de demander l'avis de leurs parents sur leur vocation.

4° Qu'en règle générale, ils font bien de ne pas consulter leurs parents, vu surtout le peu d'esprit de foi qui règne en ce siècle.

(1) *Commentarii in Summam S. Thomæ*, 2-2, q. 189, art. 10.

5e QUESTION.

Les supérieurs de collége peuvent-ils prétendre au droit de juger de la vocation religieuse d'un enfant?

S'ils le peuvent, ce n'est certainement pas en vertu de la délégation des parents. Cette délégation d'abord n'est pas prouvée. En plaçant leurs enfants dans un collége ecclésiastique, les parents, sans doute, n'ont pas que le but de voir orner l'esprit de leurs enfants de connaissances utiles et brillantes, ils ont surtout en vue de les mettre à l'abri de la corruption du monde et de voir former leurs jeunes cœurs à la pratique de toutes les vertus chrétiennes. Mais prétendre qu'ils délèguent au supérieur de l'établissement le soin de guider leurs enfants dans le choix d'un état de vie est une supposition purement gratuite, et qui serait souvent en opposition avec les sentiments réels des parents.

A quoi servirait, du reste, cette délégation? Il y a un axiome qui dit : *Nemo dat quod non habet.* Il est conforme à une règle du droit qui porte expressément : *Nemo potest plus juris transferre in alium quam sibi competere dignoscatur* [1]. Or, nous avons vu dans la question précédente que les parents n'ont pas le droit de s'ingérer dans la vocation religieuse de leurs enfants; que ceux-ci ne sont pas, en règle générale, obligés de les consulter sur ce point; que, presque toujours, ils manqueraient de prudence en le faisant. Quel droit veut-on, dès lors, que les parents délèguent aux supérieurs des colléges? Il est donc bien clair que, si ces messieurs ont quelque droit d'intervenir dans la vocation religieuse des élèves, ils ne le tiennent pas d'une délégation des parents.

Ce droit leur viendrait-il d'une autre source? Serait-il par hasard attaché à leur qualité de supérieur? Cette qualité leur donne le droit de gouverner la maison selon le but de son érec-

(1) *Reg.* 79 *juris in* 6. Cf. Barbosa, *Axiomatum juris usufrequentiorum expositio,* Axiom. LXIV, n. 1-3.

tion. Le supérieur doit donc veiller à ce que le corps professoral soit, par sa science et sa vertu, à la hauteur de sa mission et puisse ainsi former l'esprit et le cœur des jeunes gens qui lui sont confiés. Il doit établir dans son collége une discipline sévère qui maintienne l'ordre parmi les enfants, leur donne la facilité de s'adonner à l'étude, et éloigne d'eux tout péril de perversion. Il doit, par ses prières, ses exemples, ses exhortations et au besoin ses corrections les stimuler à l'étude et à la pratique des vertus.

Voilà, nous semble-t-il, les principaux droits et devoirs des supérieurs de collége. Leur qualité ne leur confère aucun droit de *diriger la conscience* des enfants : ce droit, ou plutôt ce devoir, n'incombe qu'à celui auquel l'enfant donne sa confiance, en le choisissant pour confesseur. Le seul cas donc où le supérieur pourrait s'immiscer dans l'examen de la vocation religieuse d'un enfant serait celui où l'enfant lui aurait confié la direction de sa conscience.

Et encore l'enfant n'est-il pas obligé de s'adresser à lui pour la décision de sa vocation. A la vérité, comme nous l'avons dit ci-dessus (pag. 206), le confesseur sera ordinairement plus à même que tout autre de diriger l'enfant dans son choix. Mais, d'un autre côté, il peut se faire que le confesseur n'ait pas toutes les qualités requises pour procéder à cette élection. Et dans ce cas l'enfant fera bien de s'adresser à un autre.

Quoi qu'il en soit, il n'en reste pas moins évident que le supérieur d'un collége n'a, en cette qualité, aucun motif valable de s'immiscer dans l'examen de la vocation des enfants, et que l'ignorance seule des principes en cette matière pourrait expliquer la revendication de ce droit en faveur des supérieurs. Ils ne l'auront que quand un enfant les aura choisis à cette fin, et ils ne l'auront alors que dans les limites fixées par l'enfant. Vouloir s'imposer de force aux enfants, serait un acte d'une tyrannie inqualifiable autant qu'injustifiable.

DÉCISION DE LA S. CONGRÉGATION DES RITES.

NUSCANA.

Sacerdos Raphaël Vecchi Redactor Kalendarii in usum Nuscanæ diœcesis a Sacra Rituum Congregatione quæ sequuntur dubiorum declarationem enixe postulavit, nimirum :

Dubium I. Quum Aloisius Maria de Carpo in *Kalendario perpetuo*, Capite V, *de concurrentia*, num. II, tenet : Quod in concurrentia festorum ejusdem ritus, sed diversæ dignitatis, præferendum sit, in Vesperis, festum primarium juxta posteriora decreta, etiamsi secundarium habeat dignitatem objectivam, exempli gratia : In regno Neapolitano die 4 augusti Festum S. Dominici confessoris et Patroni minus principalis sub ritu duplicis majoris cum octava concurrit cum festo S. Mariæ ad Nives etiam duplicis majoris : Item in diœcesi festum Matris Divini Pastoris, adsignatum Dominica 4 octobris, concurrit cum festo S. Raphaëlis Archangeli ; festum S. Joachim, Patris B. M. V., quando transfertur, concurrit cum festo Sanctissimi Nominis B. M. V. ; et festum Sacr. Cordis Domini Nostri Jesu Christi cum festo S. Barnabæ Apostoli. His positis, quæritur : in supradictis casibus vesperæ quomodo ordinandæ sint, de S. Dominico, S. Raphaële, S. Joachim, et S. Barnaba, uti festis primariis, an de S. Maria ad Nives, Matre Divini Pastoris, SS. Nomine B. M. V., et Sacr. Corde D. N. J. C. uti dignitate præditis, sed secundariis ?

Dubium II. Festa B. M. V. Septem Dolorum Mensis martii, et septembris sunt ambo festa primaria, an secundaria ? Et festa primaria B. M. V. an sint solummodo septem festivitates nempe Purificationis, Annuntiationis, Visitationis, Assumptionis, Nativitatis, Præsentationis et Conceptionis? Dummodo aliqua festa secundaria non gaudeant alicubi prærogativa Patroni principalis loci et Titularis Ecclesiæ ?

Dubium III. In Dominica ultima julii pro hac diœcesi adsignatum est festum Patrocinii S. Amati Episcopi Patroni principalis diœcesis ; quæritur : quando occurrit cum festo S. Annæ Matris B. M. V. ejusdem ritus duplicis majoris, transferendum est festum patrocinii S. Amati, an S. Annæ ?

Dubium IV. In Kalendariis cujusdam diœceseos die secunda novembris legitur præscripta in præcipuis Ecclesiis una missa lecta in altari majori de die occurrente, cum juxta Rubricas solummodo præcipitur canenda in cathedrali et collegiatis. Quæritur : præter cathedralem et collegiatas potestne dici in præcipuis Ecclesiis una missa lecta in altari majori de die occurrente ? An vero omnes sint dicendæ de *Requie* pro defunctis ?

Dubium V. Quum ex Brevi Apostolico die 22 octobris 1850 concessa fuit pro regno utriusque Siciliæ Vigilia Immaculatæ Conceptionis tam in officio, quam in Missa ; considerandumne est uti privilegium speciale cum incidat semper tempore adventus ?

Dubium VI. Quum hoc anno in civitate Montismarani feria VI in Parasceve inciderit festum duplicis præcepti S. Joannis Episcopi præcipui Patroni, quæritur : An parochus teneatur missam applicare pro populo in die, quo transfertur, quamvis absque onere audiendi missam, et abstinendi ab operibus servilibus ?

Dubium VII. Ex decreto generali sub die 27 maii 1826 prohibitum fuit sub quovis prætextu processionaliter circumferre Reliquias et Imagines Sanctorum sub baldachino, seu pallio, et juxta sententiam vero Aloisii Gardellini, ad Decr. 4570, penitus vetitum est circumferri, cum sit honor tantum SS. Eucharistiæ debitus ; quæritur : an liceat circumferri processionaliter baldachinum saltem retro Reliquias, et simulacra Sanctorum, uti pluribus in locis in praxi observari videtur ? Et si negative, an liceat saltem circumferri dum Episcopus Diœcesanus ad processionem intervenerit ?

Dubium VIII. De missis votivis quæritur ? Ut piis fidelium votis fiat satis, an liceat in missis votivis legi missa propria de Monte Carmelo, et de SS. Rosario juxta Aloisium de Carpo, quemadmodum in Missalibus notatur concessum pro missis septem

Dolorum B. M. V. et Immaculatæ Conceptionis ; an vero una de quinque Votivis B. M. V. juxta temporis qualitatem ? Et quoniam ex Rubricis vetitum est legere missas pro Festivitatibus B. M. V. id est, de Purificatione, de Annuntiatione, de Visitatione, de Assumptione, de Nativitate et de Præsentatione, an saltem liceat legere missas proprias sub præclaris titulis de Gratia, de Mercede, de Bono Consilio, de Arco, de Succursu, et de Puritate, etc. ?

Dubium IX. Quando in missa adjungitur de mandato Episcopi collecta extraordinaria pro Papa, *Deus omnium fidelium* etc., est ne derelinquenda, vel mutanda in alia oratione, quando occurrit anniversarium consecrationis Episcopi Diœcesani ?

Sacra porro eadem Congregatio, referente infrascripto Secretario, audita sententia in scriptis alterius ex apostolicarum cæremoniarum magistris, omnibus mature perpensis ac consideratis, rescribere rata est :

Ad Im et IIm. Ponantur in Folio.

Ad IIIm. Tam in concurrentia quam in occurrentia præferendum esse festum sanctæ Annæ.

Ad IVm. Servetur Rubrica Missalis die II novembris.

Ad Vm. Servetur Rubrica ut in Vigilia S. Thomæ Apostoli scilicet in officio de Vigilia.

Ad VIm. Recurrat ad sacram Congregationem Concilii.

Ad VIIm. Negative in omnibus, et servetur decretum generale diei 27 maii 1826.

Ad VIIIm. Dentur decreta in una *Mexicana* diei 12 martii 1678 ad VIIIm, et una *Ordinis Minorum Sancti Francisci Capuccinorum* die 30 septembris 1679.

Ad IXm. In casu omittatur collecta pro Papa.

Atque ita rescripsit, declaravit, ac servari mandavit. — Die 22 januarii 1876.

C. Ep. Ostien et velitern. Card. Patrizi S. R. C. Præf.

Plac. Ralli *S. R. C. Secretarius.*

Decreta quæ citantur in responsione ad Dubium VIIIm in una Nuscana diei 22 januarii 1876 ex Registris Secretariæ Sacro-

rum Rituum Congregationis excerpta sunt quæ sequuntur, nimirum :

Mexicana. — ... 8. In multis Ecclesiis solent celebrari missæ de Festivitatibus Beatæ Mariæ Virginis pro re gravi et concursu populi ; quæritur : An quando celebratur missa de Annuntiatione modo dicto, sit faciendum ad *Incarnatus* quod fit in ipsa die Annuntiationis ?

Et eadem Sacra Rituum Congregatio respondit...

Ad 8m. Missas proprias de Festivitatibus Beatæ Mariæ Virginis non esse celebrandas, nisi diebus in quibus dictæ solemnitates occurrant, et per eorum octavas quas habent, cæteris temporibus earum loco celebrandam unam ex Votivis B. M. V. in fine Missalis positis, juxta distributionem temporis in eo factam cum intentione ad honorem Annuntiationis, Assumptionis, etc. — Hac die 12 martii 1678.

Ordinis Minorum Capuccinorum. Cum post ultimam approbationem a S. R. C. factam Kalendarii ad usum Fratrum Minorum Capuccinorum supervenerint nonnulla Sanctorum officia, de mandato ejusdem S. C. in Breviario Romano apponenda ; quapropter P. Procurator et Commissarius Generalis Fratrum Minorum Capuccinorum (ad uniformem divini officii recitationem in sua Religione servandam) supplicavit pro assignatione sequentium dierum infrascriptis Sanctis prout eadem Sacra Congregatio assignavit, nempe...

Insuper idem P. Procurator Generalis supplicavit pro sequentium Dubiorum declaratione, nempe :...

I. An missa assignata Festivitati Conceptionis Virginis Mariæ pro Fratribus Minoribus, possit celebrari in Sabbatis, ut Votiva ?...

Ad supradicta... dubia sacra Congregatio respondit, ut sequitur :

Ad Im. Negative etc... Die 30 septembris 1679.

In quorum fidem etc... Ex eadem Secretaria hac die 8 februarii 1876.

Plac. Ralli *S. R. C. Secretarius.*

BREF DE S. S. PIE VI ACCORDANT DES INDULGENCES A LA RÉCITATION DU *VENI CREATOR.*

La plupart des ouvrages qui mentionnent les indulgences attachées à la récitation de cette prière, ne donnent pas exactement les conditions requises pour les gagner. Nous croyons donc faire chose utile en publiant le Bref suivant.

PIUS P. P. VI.

Ad perpetuam rei memoriam. Salvator Noster Jesus Christus Cœlum ascendens, ne relinqueret Nos orphanos, Patrem rogavit, ut nobis daret alium Paraclitum, qui in æternum manendo Nobiscum mentes nostras visitaret, supernaque gratia corda impleret, ut hostem repellere, pacemque veram quærere, ac eo ductore omne noxium vitare possemus. Cum igitur hisce præsertim calamitosissimis Nostris temporibus, in quibus gubernacula Ecclesiæ non nostris meritis, sed Dei misericordia tenemus, impia novitas insurrexerit, quæ pacem evertere, mentes peregrinis et variis doctrinis obfuscare, Nosque liberos, libertate, qua Christus Dominus Nos donavit, nova captivitate captivare præsumit; Nos quibus summopere incumbit, ne Christifideles novis et variis doctrinis abducantur, sed tantum veritatis lumen in simplicitate cordis et unitate fidei aspiciant, cœlestes Ecclesiæ thesauros, quorum concredita est Nostræ fidei dispensatio, libenter reserare studemus, ut Christifideles hisce illecti ad hunc Divinum Paraclitum, toto corde confugiant, ipsum invocent, ut mentes illuminet, corda inflammet, animasque nostras sui roris intima aspersione fœcundet, et sic lumine charitatis suæ faciem terræ renovare dignetur. Itaque de Omnipotentis Dei misericordia, ac BB. Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi; omnibus et singulis utriusque sexus Christifidelibus vere pœnitentibus ac sacra communione refectis, qui semel aut pluries in die Hymnum *Veni Crea-*

tor Spiritus, mentes, etc., ac etiam quocumque alio idiomate flexis genibus devote recitaverint, et pro christianorum Principum concordia, hæresum extirpatione, ac Sanctæ Matris Ecclesiæ exaltatione pias ad Deum preces effuderint, plenariam in uno die cujuslibet mensis dumtaxat per unumquemque Christifidelem ad sui libitum eligendo lucrifaciendam omnium peccatorum suorum Indulgentiam et pœnitentiarum remissionem misericorditer in Domino concedimus. Insuper eisdem Christifidelibus contritis dictum Hymnum Dominica Pentecostes, singulisque diebus intra illius octavam ut supra recitantibus et, ut præfertur, orantibus tercentum dies ; in quolibet vero ex reliquis diebus totius anni, quoties id egerint, centum dies de injunctis eis seu alias quomodolibet debitis pœnitentiis in forma Ecclesiæ consueta relaxamus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem ut præsentium Literarum transumptis seu exemplis etiam impressis manu tamen alicujus Notarii publici subscriptis et sigillo personæ in Ecclesiastica Dignitate constitutæ munitis eadem prorsus fides adhibeatur, quæ ipsis præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ.

Datum Romæ apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris die XXVI Aprilis MDCCXCVI, Pontificatus nostri anno XXII.

R. Card^lis BRASCHIUS de HONESTIS.

Concordat cum Originali quod asservatur in Tabulario Secretariæ Brevium.

Pro Dno Card^li ASQUINIO,
D. Jacobini *Substitut.*

INDULT EN FAVEUR DES SOLDATS DU PAPE.

On nous a demandé, à différentes reprises et de divers côtés, s'il est vrai que les Zouaves Pontificaux ont le privilége de manger de la viande tous les jours de l'année. Divers organes des Soldats Pontificaux, restés fidèles quand même à leur drapeau, ont publié que Sa Sainteté avait prorogé, en faveur de son armée dissoute, l'ancien Indult annuel et quadragésimal. Nous n'avons aucun motif de révoquer en doute cette assertion, qui a paru d'abord à Rome. Bien plus, une plume autorisée nous assure que tous les militaires pontificaux, étrangers aussi bien qu'indigènes, qu'ils aient servi à telle ou telle époque, qu'ils soient restés ou non jusqu'au 20 septembre 1870, ont droit au privilége de l'Indult.

Or voici le texte même de l'Indult prorogé[1].

INDULT APOSTOLIQUE

ANNUEL ET QUADRAGÉSIMAL EN FAVEUR DE LA TROUPE PONTIFICALE, A PARTIR DU 1er MARS 1876 JUSQU'AU PREMIER JOUR DU CARÊME 1877.

Prenant en considération les circonstances particulières de toutes ses troupes, Sa Sainteté, usant de son Autorité Apostolique, a daigné accorder pour un an, à commencer du 1er mars

(1) **Indulto apostolico annuale e quadragesimale per la truppa pontificia, dal 1 marzo 1876 al 1° giorno di Quaresima del venturo anno 1877.** — La Santita' di Nostro Signore considerando le particolari circostanze della sua Truppa d'ogni arma coll' Apostolica sua Autorità si è degnata concedere per un anno, da cominciare col giorno 1 marzo prossimo, l' indulto alle Truppe Pontificie, compresi i Finanzieri ed impiegati militari, con le loro rispettive famiglie, di poter far uso nei giorno vietati indistintamente delle carni e cibi di grasso nel decorso dell' anno, escluse la vigilia della Purificazione per Roma solamente a causa del voto, le

prochain, l'Indult autorisant toutes les troupes pontificales, y compris les douaniers et employés militaires, et leurs familles respectives, à faire usage indistinctement de viandes et d'aliments gras, tout le cours de l'année, les jours défendus, excepté la vigile de la Purification, pour Rome seulement, à cause du vœu, et les vigiles de la Pentecôte, de Saint Jean-Baptiste, des Saints Apôtres Pierre et Paul, de l'Assomption, de la Toussaint et de Noël.

De plus, Sa Sainteté a daigné accorder pour le carême, à la troupe, aux douaniers et employés militaires, et à leurs familles

vigilie di Pentecoste, di S. Gio : Battista, dei Santi Apostoli Pietro e Paolo, dell' Assunta, di tutti i Santi, e del Natale.

Di più la Santita' Sua si è degnata di accordare per la Quaresima il seguente Indulto Apostolico, cioè, che la Truppa, compresi i Finanzieri, gl' Impiegati militari e le rispettive famiglie, possano cibarsi di qualunque sorta di carne e cibi di grasso, eccettuati però il mercoledì delle Ceneri, gli ultimi due giorni della Settimana Santa, ed i giorni 9, 10, 11 marzo nei quali cadono le *Tempora* di Quaresima.

Permette inoltre Sua Santita' ai sotto-Ufficiali e Comuni, ed alle loro famiglie di fare e confezionare il secondo ordinario senza variazioni dal primo e nei modi di sopra espressi.

Concede la Santita' Sua nel tempo di marcia l' uso dei cibi di grasso anche nei giorni eccettuati nel presente Indulto.

Nei giorni di digiuno, in cui si possono, come sopra si è detto, mangiare le carni e latticinii dai militari, ordina N. S. che, ad eccezione delle giornate in marcia e di qualche eventuale e straordinaria fatica, tutti gli Ufficiali da Generale a Sotto-Tenente, compresi gl' impiegati e le respettive famiglie, compiuti che abbiano gli anni 21, nella refezione dalla Chiesa tollerata, debbano escludere le carni e latticinii, nella qual refezione peraltro potranno essi usare i condimenti di grasso.

Finalmente si avverte esser proibita nella stessa commestione la pro miscuità di carne e pesce nei giorni di digiuno nei quali si gode l'Indulto

Per ispecial concessione poi del S. Padre i militari potranno soddisfare al Precetto Pasquale fin dal 1° Giovedì di Quaresima, e lucrare le indulgenze delle Stazioni visitando la Chiesa più vicina alla loro Caserma, se la Chiesa della Stazione ne fosse lontana.

Roma li 10 gennajo 1876.

† Vincenzo, Arcivescovo di Nisibi,
Cappellano maggiore delle Truppe Pontificie.

respectives, l'usage de toute espèce de viandes ou d'aliments gras, excepté le mercredi des Cendres, les deux derniers jours de la Semaine Sainte et les jours des Quatre-Temps de Carême.

Sa Sainteté permet en outre aux sous-officiers, aux simples soldats et à leurs familles de préparer le second repas comme le premier et de la manière indiquée plus haut.

Sa Sainteté permet que, quand les troupes seront en marche, elles fassent usage de mets gras, même aux jours exceptés plus haut.

Sa Sainteté ordonne que, les jours de jeûne dans lesquels, comme il vient d'être dit, l'usage de la viande et de laitage est permis aux militaires, tous les officiers, depuis le grade de général jusqu'à celui de sous-lieutenant (y compris les employés et leurs familles respectives), qui ont 21 ans accomplis, exceptés les jours de marche et d'une fatigue imprévue et extraordinaire, s'abstiennent de viande et de laitages dans la collation que l'Eglise tolère ; ils pourront cependant se servir d'aliments préparés au gras.

Enfin, le mélange de viande et de poisson dans un même repas demeure défendu pour les jours de jeûne dans lesquels on profite de l'Indult. En outre, par concession spéciale du Saint-Père les militaires peuvent satisfaire au précepte pascal à partir du premier jeudi du carême, et gagner les Indulgences des Stations en visitant l'église la plus rapprochée de leur caserne, si l'église où se fait la station en est éloignée.

Rome, 10 janvier 1876.

† Vincent, Archevêque de Nisibe,
Grand Aumônier de la Troupe pontificale.

LETTRE DE LA S. CONGRÉGATION DU CONCILE A MGR LE NONCE APOSTOLIQUE EN BAVIÈRE (1863).

Ad aures Beatissimi Patris pervenit in nonnullis Bavariæ diœcesibus adesse ecclesiasticos viros, qui novitatis vel potius levitatis spiritu perducti, usum jamdiu insoletum barbam gestandi iterum introducere et exemplo suo alios ad illud imitandum allicere conantur. Quidquid de anteactis sæculis dici debeat, in confesso est modernam et vigentem Ecclesiæ latinæ disciplinam huic usui prorsus obstare, novamque consuetudinem, ut legitime introducatur, necessario requirere assensum saltem tacitum supremi Ecclesiæ Pastoris. Hic autem hujusmodi novitatem omnino se reprobare declarat, eo vel magis quod tristissimis hisce temporibus spiritus omnia innovandi haud paucos seducat ; et ex una novitate in aliam facile procedi possit. Quæ cum ita sint, placuit Sanctitati Suæ mihi in mandatis dare, ut omnibus Bavariæ Antistitibus suo nomine significarem, ab ipsis omnimode curandum esse, non solum ut prædictus usus expresse prohibeatur, sed etiam ut disciplinæ unitas et perfecta cum Ecclesia Romana omnium magistra conformitas in omnibus, ac proinde etiam in habitu et tonsura clericorum servetur, vel si opus sit restauretur, ac qualiscumque nova consuetudo vitetur, quæ supremo Ecclesiæ Capiti apprime cognita atque ab ipso probata non sit.

DÉCISIONS DE LA S. CONGRÉGATION DES RITES.

I.

Hodiernus magister Cæremoniarum ecclesiæ metropolitanæ de Venezuela, a Sacra Rituum Congregatione humillime insequentium dubiorum solutionem expostulavit, nimirum :

Dubium I. In ecclesia cathedrali de Venezuela, ad benedictionem fontis baptismalis in sabbato sancto et in vigilia Pentecostes, loco cerei paschalis alius cereus adhibetur : quia magnitudo cerei paschalis non permittit eum asportare ad dictam benedictionem. An hujusmodi consuetudo possit tolerari ?

Dubium II. An in missis de instrumentis Dominicæ Passionis, quæ in hac diœcesi ex speciali concessione celebrantur in feriis sextis Quadragesimæ, paramenta sacerdotalia debeant esse coloris rubri, vel potius violacei ?

Dubium III. An in ecclesia cathedrali celebrari debeat cum missa votiva a rubricis designata non tantum anniversarium consecrationis, sed etiam electionis Episcopi ?

Dubium IV. An sacerdos, in anniversariis defunctorum, quæ ex devotione petuntur, satisfaciat celebrando missam de sancto, quando juxta rubricas non possit celebrari de Requiem ?

Dubium V. An commemoratio feriarum tertiæ et quartæ Rogationum omitti debeat in missis primæ vel secundæ classis ?

Dubium VI. An in missis votivis, quæ pro re gravi celebrantur in ecclesiis ubi una tantum cantatur missa, fieri debeant commemorationes quæ admittuntur in festis primæ classis, scilicet de Dominica vel de Feria majore, vel de sancto duplici aut semiduplici de quibus ea die recitetur officium ?

Dubium VII. An pro ecclesiis majoribus, in quibus diebus jejunii diaconus et subdiaconus servire debent in missa cum planetis ante pectus plicatis, veniant etiam ecclesiæ parochiales ?

Dubium VIII. An commemoratio festorum, quæ in anno simplificantur, omitti debeat in secundis vesperis, quando sequitur festum primæ vel secundæ classis?

Dubium IX. An recurrente aliqua die infra Octavam in feria sexta post octavam Ascensionis, officium recitari debeat die infra octavam vel potius de feria sexta?

Sacra vero eadem Congregatio, audito voto in scriptis alterius ex apostolicarum cæremoniarum magistris, re mature accurateque perpensa, propositis dubiis rescribendum censuit :

Ad I. Affirmative, dummodo etiam cereus sit benedictus, in eoque infixa sint quinque grana thuris.

Ad II. Affirmative ad primam partem ; negative ad secundam.

Ad III. Affirmative, et detur decretum in una *Granaten* 14 augusti 1858 [1].

Ad IV. Detur Decretum generale, die 5 augusti anni 1662 [2].

(1) Voici le premier des doutes de cette cause. « An missa solemnis in anniversario electionis et consecrationis Episcopi sit præceptiva in cathedralibus et collegiatis diœcesis, licet Cæremoniale Episcoporum, lib. II, cap. XXXV, n. 1, solum dicat *celebrari convenit ?* — Affirmative, accedente mandato Episcopi. » Gardellini, *Decreta authentica Congregationis Sacrorum Rituum*, app. III, n. 5274, tom. V, pag. 26.

(2) « S. eadem Congregatio, ut Missalis Rubricæ inviolatæ serventur, districte præcipit omnibus et singulis sacerdotibus tam sæcularibus, quam regularibus cujusvis Ordinis, Congregationis, Societatis et Instituti, etiam necessario exprimendi, ut in posterum omnino dictam Rubricam servent, ita ut missas privatas pro defunctis, seu de Requiem, in duplicibus nullatenus celebrare audeant, vel præsumant. Quod si ex benefactorum præscripto missæ hujusmodi celebrandæ incidant in festum duplex, tunc minime transferantur in aliam diem non impeditam, ne dilatio animabus suffragia expectantibus detrimento sit, sed dicantur de festo currenti cum applicatione sacrificii, juxta mentem eorum benefactorum, curentque ecclesiarum rectores, sacristæ, aliique, ad quos pertinet, ut hujusmodi Decretum inviolate servetur, et in sacristia affixum retineatur, ubi commode ab omnibus celebrare volentibus conspici ac legi possit. In eos autem, qui contra facere ausi fuerint, vel præmissa adimplere neglexerint, locorum Ordinarii tum Sæculares, tum Regulares, pro modo culpæ animadvertant... Et facta de prædictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit, et cum applicatione Sacrificii satisfieri, ac

Ad V. Affirmative diebus primæ classis; negative diebus secundæ classis.

Ad VI. Negative, et detur decretum in una *Carmelitarum excalceatorum provinciæ Poloniæ*, 29 januarii 1752 [1].

Ad VII. Affirmative ad effectum de quo in casu.

Ad VIII. Affirmative vel negative juxta regulas tabellæ concurrentiæ, non secus ac si de ipsis factum esset officium.

Ad IX. Affirmative ad primam partem; negative ad secundam, et detur decretum in *Veronen* 17 septembris 1853 [2].

Atque ita rescripsit et servari mandavit. Die 23 aprilis 1875.

C. Episcopus Ostien. et Velitern. Card. PATRIZI,
S. R. C. Præfectus.

Plac. Ralli, *S. R. C. Secretarius.*

benefactorum mentem impleri voluit. » Gardellini, *Ibid.*, n. 2178, tom. I, pag. 370.

(1) Voici le doute auquel on renvoie. « 9. Iis in ecclesiis Regularium, in quibus non est consuetudo cantandi quotidie missam currentis officii, utrum in missa solemni, quæ sola canitur pro re gravi, vel ob occursum festi solemnis, de quo eodem die officium nequit fieri, non cantata missa diei, nempe de dominica privilegiata, feria majori, vel festo aliquo, debeat addi collecta illius diei officii currentis, nempe festi alicujus, dominicæ, feriæ majoris? —Ad 9. In missis votivis solemnibus, quæ pro re gravi, vel ob occursum festi solemnis in aliam diem transferendi, etsi unica tantum cantetur missa, unica tantum oratio dicenda est. » Gardellini, *Ibidem*, n, 4223, tom. II, pag. 433.

(2) Le voici : « 4. Juxta Decretum S. R. C. diei 2 aug. 1691, in *Romana Dubiorum*, ad 10, feria VI post octavam Ascensionis fieri potest de festo semiduplici translato, quod ad aliam diem esset amandandum; si in prædicta feria occurreret dies infra octavam Titularis : quæritur an in hoc casu agendum sit officium de prædicta feria, ut autumant nonnulli; vel de die infra octavam Titularis, cui aliunde Symbolum jure competit? — Ad 4. Agendum de die infra octavam. » Gardellini, *Ibid.*, n. 5196, App. II, vol. IV, pag. 176.

II.

MECHLINIEN.

Memoriale Rituum jussu Benedicti XIII editum permittitur adhibendum pro aliquibus præstantioribus sacris functionibus persolvendis in minoribus ecclesiis parochialibus. In diœcesi autem Mechliniensi plures existunt ecclesiæ non parochiales et oratoria regularium, fratrum religiosorum, et monialium seu fœminarum religiosarum, in quibus, ob defectum sive ministrorum, sive paramentorum, officia hebdomadæ sanctæ aliaque similia solemniter celebrari nequeunt, convenienter vero persolvi possunt juxta præfatum parvum Memoriale Rituum, prout in pluribus ex dictis ecclesiis et oratoriis etiam fieri solent. Porro nonnullis dubitantibus, num sibi eo Memoriali uti liceret, et dubia sua exponentibus compositori Kalendarii diœcesani, ipse ad quæstionem dirimendam, approbante Emo et Rmo Domino Cardinali Archiepiscopo, ad Sacram Congregationem recurrit, et humiliter ab eadem exquirit.

I. An in dictis minoribus ecclesiis non parochialibus et oratoriis officia hebdomadæ sanctæ aliaque similia juxta Memoriale Rituum Benedicti XIII persolvi possint?

II. Si negative, supplicatur ut Sacra Rituum Congregatio ejus usum in præfatis ecclesiis et oratoriis diœcesis Mechliniensis indulgere dignetur.

Sacra porro eadem Congregatio, re mature accurateque perpensa, auditoque voto Rmi Dni Assessoris ejusdem Sacræ Congregationis, rescribendum censuit :

Ad dubium : negative.

Ad postulatum vero, pro gratia juxta modum, nimirum : ut petita facultas concedatur solummodo oratoriis sive publicis sive privatis Monialium sub clausuræ lege viventium, et aliis oratoriis sive ecclesiis publicis pro locorum necessitate, sive magna utilitate, juxta prudens Rmi Ordinarii pro tempore arbitrium, et facto verbo cum Sanctissimo.

Die 16 martii 1876.

Facta autem de prædictis Sanctissimo Domino nostro Pio Papæ IX per infrascriptum Secretarium fideli relatione, Sanctitas Sua benigne annuit pro gratia ad tramitem supradictæ resolutionis, limitato tamen tempore ad proximum quinquennium.

Die 23 iisdem mense et anno.

Ita reperitur in Actis et Regestis Secretariæ Sacrorum Rituum Congregationis.

Ex eadem Secretaria die 26 aprilis 1876.

Plac. Ralli, *S. R. C. Secretarius.*

Loc. † sig.

DE POLLUTIONE FEMINEA.

I

Nullam sensu theologico dari pollutionem in feminis affirmat atque propugnat cl. auctor anonymus operis paucis abhinc annis publici juris facti, cui titulus : *De l'ovulation spontanée de l'espèce humaine.* Itidem illustrissimus Guriani *Theologiæ moralis Compendii* annotator, ex principiis circa istam materiam communiter receptis, rationem apprehendit « ambigendi, num aliter quoad hoc sit nunc judicandum de feminis quam de impuberibus aut eunuchis judicatur. » Rem vero definire minime ausus est, immo ad « peritiores » appellat; quin sane etiam imperitioribus quæstionem, si placuerit, ad novam trutinam revocandi jus adēmisse censendus sit. Quapropter et nos, cum hic de re minime spernenda agi persuasum habemus, eam novo examini subjicere duximus.

Notandum igitur imprimis est nullam usque ad hodiernam diem apud theologos moralistas hac de re extitisse controversiam. Omnes unanimi ore, ubi de consummatis luxuriæ peccatis et de pollutione sermocinantur, feminas perinde ac viros hujusmodi peccatum posse admittere affirmant, vel tamquam indubiam veritatem supponunt. Unde et S. Alphonsus peccatum istud ita definit : « Mollities, sive pollutio, est cum absque congressu, seu copula, voluntarie procuratur fluxus seminis, sive ut foras effundatur, uti in maribus, sive intus diffluat in matricem, ut in fœminis (l. IV, n. 465). »

Si rationem jam quæras quare ab consentanea theologorum sententia recedendum nunc foret, eam sistere dicunt in eo,

quia « modo res sit non jam incerta aut hypothetica, sed certa et apud medicos seu physiologiæ peritos exploratissima, id quod femineum semen appellari consuevit, a veri seminis natura penitus diversum esse, nec alium ejusmodi humoribus finem a natura præstitutum esse, quam ut opus conjugii facilius efficiant. » Ita clar. annotator (*De præceptis Decal.*, n. 429, nota a). Auctor vero anonymus supra laudatus rem fusiori omnino calamo versat atque evolvit : « Pollutio, *ait*, sensu theologico est *seminis humani effusio seclusa copula*. In feminis autem verum semen dari semini virili proportionale hodie procul dubio affirmandum est. Quemadmodum enim vir liquorem seminalem spermatozois fartum secernit, ita femina *ovum*. Utrumque autem semen, pari ratione, generationi absolute necessarium est. » Quo præmisso, duplex putat auctor anonymus suboriri dubium. Et quidem : 1° *Utrum, quemadmodum in viro datur mere naturalis pollutio, sic in femina ad mere naturalem pollutionem menstrua referenda non sint?*..... 2° *Utrum saltem, ad instar voluntariæ pollutionis viri, sic detur feminæ voluntaria pollutio, si ipsa, solitariis incitationibus libidinis ovi maturitatem lapsumque procuraverit?*..... Negative ad utrumque suum quæsitum respondet, et ita concludit : « Ex his liquet in feminis pollutionem sensu a theologis unanimiter recepto, sive mere naturalem, sive voluntariam, omnino impossibilem esse. » — Ast pace anonymi nostri, nedum ipsi post discussum duplex allatum dubium taliter concludere licuerit, hucusque nec acu quidem quæstionis medullam attigisse omnino nobis videtur. Quis enim unquam ovuli feminei menstrualem ex Graafianis vesiculis decisionem virili pollutioni æquiparari sensu quocunque posse excogitavit? Sane qui theologi in sequiori etiam sexu dari veram pollutionem affirmarunt et affirmant, horum nullus ex isto pacto sententiam suam comprobari unquam ar-

bitratus est. Nomine feminei seminis aliud sane intellexerunt theologi omnes quam ovum illud, quod hodierna scientia unicum verum semen in feminis esse demonstrat. — Utique, dices, sed ex physiologicæ scientiæ defectu ignoranter sermocinati sunt. — Transeat; ita respondeo, cum tamen error ille minime nos affirmare sinit theologos *generice* tantum ut pollutionem habuisse veri seminis seclusa copula effusionem, non vero *specifice* illius humani humoris quem feminæ communiter in copula secernunt, quæcumque demum ejus sint natura et scopus. — Unde etiam factum est ut, inventa jam feminei ovuli existentia (quæ inventio ita omni ratione recens non est, uti putat anonymus, cum jam anno 1668 publici juris facta fuit a Joanne Van Horne celebri medico Leydensi in epistola quadam ad Rolfinium [1], theologi recentiores ex professo præsentem materiam trutinantes ab antiquioribus in feminea pollutione definienda non recesserint. « Licet, *ait Lupellus* [2], seminis nomen titulumque hodie communiter denegent humori, qui in feminis, sive intra, sive extra vas, effunditur..... in ejus effusione extra coitum reponenda est muliebris pollutio. »

Ut demonstrasse te jure contendas *sensu theologico* non dari pollutionem in feminis, minime sufficiet ut, medicorum auctoritate suffultus, affirmes humorem illum vulvo-vaginalem verum semen non esse, et veri feminei seminis, ovi scilicet humani, decisione feminas non pollui; sed demonstres omnino oportet istius humoris libidinosam, extra copulam, effusionem nulla vera ratione pollutionis nomen mereri.

Nos autem servandam omnino esse hac de re theologorum doctrinam censemus, quæcumque demum sint ejusdem effusionis natura et finis; eo vel magis quia istam effusionem ad

(1) Vid. Diemerbrœck. (2) *De Castitate*, Tom II, p. 167.

generationem non esse necessariam minime veteres, uti infra dicemus, ignorarunt.

II

Priusquam ad tuendam nostram sententiam veniamus, analytice inquirere quid pollutio generatim sit omnino oportet. « Seminis humani seclusa copula effusionem » eam communiter definiunt. Quo autem sensu definitio hæc intelligenda sit, sedulo notare est.

Dicimus itaque theologos omnes, si unum vel alterum demas a cæteris in hoc saltem uno ore repudiatum, pollutionis nomine actum intellexisse contra naturam atque idcirco essentialiter malum. Quapropter magis principale ejus illud distincte censeri debet, ex quo pollutionis malitia desumitur, quodque proprie pollutionem in suo esse formali constituit ; ita quidem ut, si illud idem principale formaliter in feminis perinde ac in viris invenies, apud eas etiam pollutionis peccatum dari posse admittas ; quia forma est quæ dat esse rei.

Jam vero undenam depromitur, juxta theologos, formalis ratio pollutionis malitiæ ? — Si anonymum nostrum audias, aperta et singulis pervia solutio est : « Juxta omnes, *ait*, ex illo depromitur fonte, *quod est jactura seminis humani finem a natura intentum præcludens* (p. 119). » In qua jactura seu præclusione reponenda foret ratio cur intrinsece et essentialiter mala est pollutio, ita ut nunquam licita fieri possit, nequidem ad vitam salvandam.

Utrum autem undequaque doctrina hæc sit *juxta omnes*, ex iis tibi judicare est quæ scribit doctissimus Sanchez, sane minime spernendæ auctoritatis theologus : « Pollutionem procurare, *ait*, nunquam potest licere, etiam mediis alias licitis, ut pharmacis, nec id aliquo bono fine potest honestari, licet omnino ad vitam præservandam necessarium

sit. Conclusio ab omnibus admittitur : *at ejus rationem assignare est difficillimum.* Communiter ea traditur, Quia.... seminis, utpote a natura instituti, non ad ipsius individui bonum, sed ad speciei conservationem medio conjugali congressu, nullatenus dominium aut administratio ipsi homini concessa sunt : ac subinde ejus effusionem extra conjugalem copulam in nullo eventu procurare poterit. *Quamvis autem hæc ratio communis sit, non omnino placet.* »

Rationes hujus affert quæ, ait, « me valde urgent, ut censeam *non esse legitimam rationem communiter traditam :* atque ita legitimam rationem esse censeo cur in nullo eventu, et ubi ad vitam tuendam necessarium esset, liceat seminis effusionem procurare : quia adeo vehemens in seminis emissione delectatio sentitur, ut illam, teste *Abul.*, homines tanquam summum bonum prosequantur, illique veluti suæ felicitati adhæreant [1]. »

Ita Sanchez, quem sequuntur Laymann, Arriaga, Fagundez, Busembaum et S. Alphonsus, imo quoad partem saltem affirmativam fere theologi omnes, qui generatim tum in seminis frustratione, tum in delectatione seminis decisioni intrinseca pollutionis malitiam reponunt. « Ut seminis effusio, *aiunt Salmanticenses* [2], sit vera et voluntaria pollutio a natura prohibita, requiritur *quod fiat cum libidinosa delectatione, et carnis motione,* ut docet Div. Thomas (opusc. *de Fluxu libidinis*) his verbis : *Et ideo sciendum quod illius seminis effusio non est pollutio* (loquitur de emissione seminis insensibiliter), *quia, ut dicunt medici, sine libidinosa delectatione et carnis motione,* nullus potest pollui vigilando. »

(1) *De matrim.* L. IX, disp. 17, n. 16.
(2) Trat. XXVI, Cap. VII, n. 18.

Item Bonacina [1] ait mollitiem seu pollutionem dici, « quando semen emittitur et *quæritur carnalis voluptas* absque conjunctione naturali per sui corruptionem. » Unde et hæc definitio Giribaldi dicentis : « Mollitiem esse peccatum contra naturam, per quod voluntaria pollutio procuratur extra concubitum causa explendæ delectationis venereæ [2]. »

Affirmare igitur nobis licet pollutionis malitiam, juxta theologos, minime in mera humani seminis frustratione sitam esse; sed in eo etiam quod pollutio veneream maximam delectationem causat, quam extra copulam inquirere homini semper nefas est.

III

Jam ex duabus supra memoratis pollutionis malitiæ causis, quænam altera sit principalior atque efficacior, nunc inquiramus opportet. Qua de re ita argumentari legitime nos posse arbitramur.

Illa causa in pollutionis peccato censeri debet magis efficax atque principalis, quæ tali malitia pollutionem voluntariam afficit, qua illicita omni in casu ista evadit. Atqui hujusmodi causa non est mera seminis frustratio, quæ in pollutione obtinet, sed specifica illa completa et satiativa delectatio quæ naturaliter effusionem seminis comitatur. Ergo et ista delectatio causa principalior est quæ pollutionem in suo esse peccati constituit.

Majorem propositionem probatione indigere non putamus. Minor autem duo enunciat : negativum unum, alterum positivum ; ad quod utrumque probandum accedamus.

Dicimus itaque 1° rationem essentialem malitiæ pollutionis

(1) *De matrim.*, Quæst. IV, Punct. X, n. 1.
(2) Tract. XI, *in præc. Decal.*, n. 51.

non simpliciter, nec primario desumi ex eo quod sit seminis voluntaria deperditio atque naturæ frustratio.

1. Re quidem vera, natura ipsa duce, in feminis verum semen non interdum solum et per accidens, sed regulariter et continuo ita deperditur, ut minima ejusdem pars generationi de facto inserviat. Omni enim mense femineum ovulum, cum ad maturitatem sibi propriam pervenerit, ex ovario secernitur, et nisi in suo cursu virile sperma ei occurrat, extra corpus infœcundum ejicitur. Immo si mulierem contigisset ex non deciso et ejecto ovulo detrimentum pati, medicinalibus remediis hujus decisionem et ejectionem directe procurare omnino, ni fallor, liceret. In hujusmodi igitur etiam voluntaria seminis frustratione, nihil est quod naturæ legibus repugnet, et propterea humani seminis frustratio absolute et essentialiter mala dici nequit.

2. Si virilia jam organa inspiciamus, ea ita esse comparata videmus, ut etiam in iis totum semen, quod continuo procreatur, minime asservari possit. Spermaticæ etenim vesiculæ angustæ nimis sunt atque non longiori interjecto intervallo apud cœlibes ad plenam repletionem distenduntur. Quapropter, natura iterum auctore, superabundans semen per nocturnas pollutiones extra copulam evacuatur, atque fine suo omnino frustratur. Jam hujusmodi frustrationem intrinsece malam esse quis dicat? Apud cœlibes etiam castissimos obtinet, et honestum, imo, si ob Dei amorem suscipitur, matrimonio perfectiorem, esse cœlibatum de fide credimus. Natura igitur ipsa superfluum semen, ad quod asservandum vesiculæ seminariæ insufficientes sunt, ejaculat, quatenus nempe equilibrio humorum plethoricus iste corporis status officeret; eodem sane sensu quo in sexu femineo ovula matura superflua seu ad generationem minime actu inservientia procul extra corpus ejiciuntur et suo fine frustrantur.

Quod autem natura operatur, malum intrinsecum et essentiale non est. Unde concludere iterum licet pollutionem in viro, quatenus in ea mera superflui seu nocivi seminis ejaculatio consideratur, absolute quid malum non foret. Alia propterea ejusdem omnimodæ malitiæ causa quæri atque inveniri debet.

3. Accedit licere ob individui bonum amputari vasa spermatica et testiculos qui generationis principaliora organa sunt, cum in ipsis virile semen producatur et asservetur. A fortiori ergo licere deberet, ut vitæ propriæ consulatur, in quantum necesse est, effundere semen, qua effusione omissa, vita ipsa et generandi potentia extinguerentur ; qua e contra admissa, utraque integra servatur. Attamen nunquam hoc licet : quapropter quid amplius præter naturæ frustrationem in pollutione est, ex qua prohibitio omnimoda originem suam habet.

Disparem esse rationem inter vasa spermatica seu testiculos et ipsum semen affirmant Lessius et Angel. Bossius, aientes ista esse « partes corporis, proinde de illis, sicut de aliis partibus corporis, disponere possumus. At semen proprie et vere non pars est corporis, nec propter illius bonum est institutum, sed prolis procreandæ causa. »

Quid roboris ista habeant, judicet lector. Infirma omnino esse atque ad infirmandum supra enunciatum argumentum minime apta mihi prorsus videtur. Et sane rationem si inquiramus distinctionis quam afferunt auctores memorati inter partes et non partes corporis, duplicem invenire est. Vel tanquam corporis tantum partes habent ejusdem organa ; tunc utique non semen tantum, sed nec sanguis, nec bilis, nec humores ulli sunt partes corporis, et hos etiam sanitatis causa ejicere non liceret, quod foret absurdum. Vel ut corporis proprie dictæ partes habenda sunt quæ *propter illius bonum* sunt

instituta. Tunc nec testiculi, nec spermatica vasa, sensu adversariorum, merito corporis partes dicerentur, cum proprie *prolis procreandæ causa* homini donata sint; et nec has abscindere ad vitam conservandam licitum foret; quod iterum absurdum redoleret.

Distinctio igitur isthæc omni fundamento caret, nec eam ab ullo physiologiæ perito admitti putamus. Restat ut concludamus non plus esse contra naturam, *si res per se spectetur*, emittere semen superfluum aut nocivum, quam abscindere testiculos ad salvandum integrum corpus.

Manet propterea illud primum minoris propositionis causam, nempe malitiæ omnimodæ pollutionis non desumi ex seminis frustratione.

Dicimus 2° rationem istam seu causam ultimam et definitivam in venerea satiativa delectatione sistere, quam in pollutione homo experitur, et quam extra copulam legitimam ob finem quemcumque procurare vel appetere illicitum omnino est.

Hoc alterum nostrum assertum ex demonstratione prioris exurgere nemo est qui non apprehendat.

Sane si detur seminis frustrationem, quæ in pollutione obtinet, imparem esse ad hujusmodi peccati omnimodam malitiam causandam, jam unum superest, ut nempe in venerea delectatione causam istam positam esse affirmemus. Nil enim præter duo hæc pollutio præ se fert quod peccatum redoleat.

Rursus cum Clemente Alexandrino dicere nobis liceat delectationem esse quasi condimentum, quod directe appetere nemo potest, nisi tanquam accessionem finis principalis, sive operis, ob quem ipsa provisa est. Verbi gratia, quia delectatio gustus ex cibis provisa est, ut individuum nutriatur et conservetur, propterea qui tantum edit ut delectetur, non est

labis expers, cum oporteret duntaxat edere et delectationem esui adjunctam quærere ut vita conservetur et prorogetur [1]. Similiter ergo quia delectatio commixtioni corporum adjuncta, tendit ad bonum perpetuandæ speciei, is profecto ea delectatione abutitur, eamque intemperate et contra finem in quem a natura destinatur usurpat, qui captat illam ex opere quod perpetuationi speciei adversatur.

Demum omittendum minime est quod ait Sanchez, nempe : « Adeo vehemens in seminis emissione delectatio sentitur, ut illam homines tanquam summum bonum prosequantur illique veluti suæ felicitati adhæreant. Quare ob id natura in omni eventu ipsius administrationem homini denegavit; ea enim in aliquo casu concessa, evidentissimum subesset periculum, ut homo a passione libidinis obcœcatus, passim sibi persuaderet causam effundendi justam adesse, atque ita semen prodigeret, indeque fornicationes, adulteria, aliaque innumera luxuriæ vitia adversus commune bonum pullularent. Quibus ut obviaret natura, merito ac jure optimo prædictam administrationem negavit non obstante vitæ individui periculo, quæ bono communi cedere debet, illique postponenda est. Non sic autem contingit concessa cæterorum membrorum ob totius bonum administratione; dolor enim maximus, ex ipsorum amputatione consurgens, coercebit a necessaria, nedum a prodiga ipsorum administratione : unde concludo legitimam rationem, cur pollutio voluntaria sit vitium contra naturam, esse quia adversatur generationi, ad quam natura semen destinavit : non autem ea est legitima, cur in nullo eventu permissa sit : sed quia omnino est denegata homini seminis extra matrimonii

(1) Huc in memoriam revocare juvat octavam ab Innocentio XI damnatam propositionem, quæ sic sonat : « Comedere et bibere usque ad satietatem, ob solam voluptatem, non est peccatum, modo non obsit valetudini, quia licite potest appetitus naturalis suis actibus frui. »

copulam administratio, ob commune bonum, ad occurrendum periculis ex ea administratione concessa orientibus ob vehementem delectationem. »

Quæ omnia optime cum luxuriæ definitione universaliter tradita consonant. « Luxuriosus enim aliquis dicitur, quasi *solutus in voluptates*. Cæterum quia quod maxime animum hominis solvit, est venereorum voluptas, ideo communiter *luxuria* jam solum accipitur pro voluptate inordinata venereorum. » Ita Salmanticenses post S. Thomam, Tract. XXVI, Cap. I, n. 1.

Hic autem rursus occurrit Lessius, ita objiciens : « Sic non tam jure naturali quam positivo divino pollutio esset prohibita (quod est contra communem DD. sententiam) ; illa enim causa prohibendi (scilicet delectatio) est omnino extrinseca et remota, et etiam locum habet in actu conjugali. Secundo, quia pollutio non est prohibita propter voluptatem, sed voluptas illa est prohibita ob pollutionem seu seminis inordinatam emissionem ; tum quod natura sua incitet ad spermatismum, tum quia voluptas in ratione moris sequitur conditionem operationis ex qua resultat [1]. »

Quibus ita respondemus :

Jure utique naturali, non positivo tantum, prohibita est pollutio. Scimus enim inter innocentianas damnatas propositiones sub num. 49 eam inveniri, quam de hac re tenebat Caramuel, sub his verbis : « Mollities jure naturæ prohibita non est. Unde si Deus eam non interdixisset, sæpe esset bona et aliquando obligatoria sub mortali. » — Negamus autem ex nostra doctrina, quæ cæteroquin undequaque nostra non est, sequi jure divino tantum positivo pollutionem esse prohibitam. Consentientibus theologis omnibus, docemus primo ex duplici

(1) *De Just. et Jure*, L. II, c. 9, dub. 10, n. 61.

capite pollutionis communiter admissæ malitiam depromi : ex seminis nempe et generationis frustratione, atque ex illicita delectatione venerea quæ resolutionem seminis comitatur. Secundo affirmamus primario et principaliter ex hac altera causa pollutionem fieri peccatum, ita ut si Creator Deus generationis organa ita disposuisset, ut perinde ac in sexu sequiori, ita etiam apud virum superfluum semen, vel nocivum absque libidine effflueret, liceret utique procurare hujusmodi fluxum ad servandam vitam vel sanitatem. Quoad hoc etiam alterum a-sertum, scholæ discipulum me esse omnino puto. Imo ipse Lessius docet licitum etiam nunc fore, si fieri potest, ob corporis bonum semen detrahere *medicamento catharico*, « eo scilicet modo, quo bilis, pituita, et melancholia absque libidinis sensu [1] » educuntur. Porro amplius nihil volumus, cum exinde apparet voluptatem seu libidinem proprie et ultimo causam esse quare nullo in casu ejaculatione pollutionem admittere liceat.

Jam hisce positis, luce clarius apparet jure vere naturali prohibitam esse pollutionem, cum ex una parte, nemini licet delectationem contra ordinem naturæ inquirere ; et ex parte altera, si in ullo aliquo casu hoc liceret, consectaria generi humano maxime noxia inde sequerentur. Minime autem delectatio venerea extrinseca est causa prohibendi, sed maxime intrinseca, cum in ea principaliter pollutio consistat; ast in actu conjugali, ad quem pertinet, non est de se quid malum, imo huic actui a Deo optimo et sapientissimo annexa est ne homines in propagando genere humano segniores fiant.

Addit vero Lessius : « pollutio non est prohibita propter voluptatem, sed voluptas illa est prohibita ob pollutionem [2]. »

(1) *De Just et Jure*, L. 4, c. 3, dub. XIV, n. 96.
(2) *Op. cit.*, Lib. II, cap. IX, n. 61.

Quomodo affirmatio hæccum iis cohæreat, quæ ex alio loco ejusdem auctoris mox retulimus, videat lector. Nos utramque dicimus, nimirum pollutionem esse prohibitam propter voluptatem et voluptatem prohibitam esse ob pollutionem. Sane voluptas sub duplici ratione, ut ex dictis jam elucet, considerari potest, quatenus nempe a Deo instituta est tanquam *condimentum*, seu incitamentum ad actum conjugalem, et ad generationem procurandam; et rursus qua, dato præsentis generis humani corrupto statu, apud homines incitamentum esset ad libidinem et ad actus generationi omnino contrarios.

Priori ratione, delectatio seu voluptas causa est prohibitionis pollutionis, cum ipsa, ut sæpe diximus, principaliter atque essentialiter hanc constituat. Altero sensu, voluptas prohibita etiam est ob pollutionem, h. e. quia, si permitteretur, vir continuo semen spargeret cum detrimento maximo totius humani generis.

Quoad hoc ultimum auctoris : « voluptas in ratione moris sequitur conditionem operationis ex qua resultat, » distinguo : Et valet hoc principium de voluptate spirituali seu mere sensibili ; concedo. Et etiam valet de voluptate venerea ; subdistinguo : hoc tamen sensu, quod omnis operatio, quæcumque demum sit, illicita declaretur ex eo solo quia effectum sibi proprium habet producendi voluptatem istam ; Concedo. — Hoc sensu, quatenus supposita virtute veneream delectationem tanquam effectum proprium immediate causandi, ex aliunde adhuc quærenda sit operationis moralitas; Nego. — Quare etiamsi in pollutione nulla haberetur seminis frustratio, uti apud senes obtinet, idem specie peccatum foret, dummodo vir voluntarie satiativam istam delectationem experiatur.

Pollutionem hucusque descriptam speciem esse luxuriæ

completæ seu consummatæ omnes sciunt. Si jam ab auctoribus quæras, quid libidinosos actus in suo esse completo constituat, atque ab actibus impudicis incompletis, seu non consummatis, distinguat ; ita uno ore respondebunt : « Actus venerei completi seu consummati ii sunt in quibus intervenit ultimus terminus luxuriæ, scilicet emissio seminis ; incompleti seu non consummati qui eo non pertingunt, sed sistunt in erectione et agitatione organi genitalis. »

Sub duplici autem ratione, ut sæpius dicebamus, ultimus ille terminus, seu seminis emissio, considerari potest : primo, ut formaliter est humani seminis deperditio seu frustratio secundo, quatenus causa est venereæ delectationis completæ. Sub qua ultima formali ratione seminis emissionem ultimum esse terminum actuum venereorum exomnibus hucusque dictis, ni fallor, elucet. Cæteroquin si quis dubitasset in completa venerea delectatione sat rationis formalis inveniri, qua specifice ab incompleta secernatur, auctores adeat qui de re physiologica scripserunt, et hos communiter affirmantes audiet delectationem, quæ seminis ejaculatione producitur, esse « une sensation bien autrement vive que celle que l'on éprouvait, » scilicet in actibus incompletis : esse « une sensation voluptueuse extraordinaire, sensation enivrante,à laquelle on attribue la cause du spasme général ; une impression déterminant une sorte de ravissement, de convulsion nerveuse, comparée par les anciens à l'épilepsie ; une sensation indéfinissable accompagnée d'un sentiment de chaleur, de l'accélération du pouls et d'efforts convulsifs d'expiration [1]. » — Hic descriptum habes quid proprium est venereæ completæ seu consummatæ delectationis, ob quod etiam, angelico Doctore præeunte, theologi generatim istam appellant *delecta-*

(1) Ita D.D. Béclard, Brachet, Bossu, etc.

tionem mentem suffocantem, et actus libidinosos, quibus ea obtinetur, ab omni alia impudicitia specifice distinguant.

IV

Ast, ait auctor noster anonymus, delectatio hujusmodi completa et specifica tantum in viro, minime vero in femina obtinet, quæ cæteroquin extra copulam libidinosis motibus indulgere potest,in quibus utique major minorve datur delectationis et peccati gradus, nihil autem invenitur quod speciem novam inducat.

Priusquam sententiam hanc directe discutiendam aggrediamur, eam quasi a posteriori seu ex sequelis falsam demonstramus, cum non erronea tantum, sed et absurda exinde forent admittenda. Et re quidem vera, dicat anonymus noster quid respondeat, si ab eo de ratione quæratur qua apud puellas seu feminas irreparabiliter coram Deo virginitas ruit et perit.

Vel affirmas eam sola carnali copula ruere, et tunc doces virgines esse et agnum secuturas quocumque ierit, etiam quæ per annos omnimodæ solitariæ libidini indulserint. Sed hoc pudicis auribus horrendum resonat, atque omni sensui christiano necnon theologorum doctrinæ repugnat.

Vel dices virginitatem in puellis irreparabiliter cum egregio jure ad cœlestem aureolam levissimo venereo motu perire cui voluntas plene consenserit, et tunc quid affirmas inauditum, cum omni quocumque peccato venereæ delectationis virgines in perpetuum ruere nemo est qui unquam docuerit. « Sola delectatio in seminis resolutione est materia virginitatis, » ut ait Cajetanus, minime vero delectatio quæ in meris motibus venereis habetur. Aliunde qui ita sentiret feminarum statum pejorem nimis statu virorum redderet, cum in his sane sola pollutione perditur virginitas.

Vel iterum respondes virgines puellas suam coronam irremisse amittere, quum venereo alicui vehementioris gradus motui indulgent. Sed, quæso, quem gradum concupiscentiæ attingere iste motus debet, et quo principio naturali vel revelato innixus quintum aut sextum, v. g. potiusquam decimum vel duodecimum gradum tanquam sufficientem definies?

Vel demum autumas iis tantum motibus irreparabiliter virgines ruere quibus voluptuose virginitatis frangatur sigillum. Verum nescire te, in naturalibus scientiis peritissimum, non puto sigilli violationem parum, juxta physiologistas, necessariæ relationis cum libidinosis actibus habere. Ordinarie et natura duce primo admisso viro evanescit: extra copulam autem seclusa omni voluptate, vel leviori venereo motu frangi aliqua ratione potest, cum aliunde repetitis etiam solitariis maxime impudicis actibus integrum de se remanere valet. In virginali sigillo virginitatem canonicam sistere scimus: minime vero moralem.

Quid igitur amplius restat, nisi ut, semel posita anonymi supra memorata sententia, fateamur Ecclesiam imparem omnino esse, ut rationem doceat qua in puellis amittatur virginitatis corona? Quis autem hujusmodi imbecillitatis atque ignorantiæ stigma Christi Domini Ecclesiæ, cui Spiritus veritatis datus est, ut eam omnem doceat veritatem, inurere unquam audeat? Quis potius libenti animo doctrinam non respuat, quam hujusmodi sequi consectaria necessarium foret?

Jam vero falsam doctrinam istam esse, atque in sequiori etiam sexu obtinere quod modo de completa venerea delectatione dicebamus, expertæ mulieres fatentur, atque physiologistæ docent. Quis confessarius pœnitentes feminas accusantes se non audivit quod tot vicibus se privatis actibus *satisfecerint*, quod omni conatu *plenam satietatem* solitariæ libidinis

efficaciter vel secus sibi procurare exquisierint; quod tali vel tali ætatis anno prima vice plenum istud peccatum admiserint ?

Ad auctores vero physiologistas quod spectat, non est cur longiori mora in eorum verbis inhæreamus, cum uno ore extremam voluptatem, quam regulariter in actu conjugali, necnon in privatis impudicitiis feminæ experiuntur, describant. Dixi *regulariter :* quia non raro quasi frigida mulier virum admittit, quin exinde conceptio impediatur. Quia autem feminea voluptas non necessaria ad generationis finem sit, concludere inde minime licet feminas pollui non posse.

Audiamus jam quid iidem auctores circa effectus nos docent quos libido solitaria secum trahit : « L'amaigrissement, l'affaiblissement des sens et des facultés intellectuelles, la surexcitation nerveuse, l'épilepsie, l'hystérie et la folie, le rachitisme, la carie vertébrale..... les maladies du cœur, la phthisie pulmonaire, les flueurs blanches, l'impuissance, la stérilité, enfin toutes les maladies auxquelles l'économie se trouve prédisposée, tels sont les maux que préparent, chez les garçons les pertes séminales, *chez les filles l'exhalation muqueuse* des organes (illud quod semen femineum antiquiores dicebant), provoquées par des manœuvres que désavoue la nature et qui causent leurs fâcheux effets par l'épuisement nerveux. Il est donc d'une importance extrême de prévenir une habitude si pernicieuse et de corriger ceux qui la contractent [1]. »

Eodem plane sensu alius recens auctor medicus ita affirmat : « La masturbation *dans les deux sexes* produit les mêmes effets moraux : perdition de la mémoire et de l'intelligence : les onanistes deviennent stupides, sots, imbéciles,

(1) Dr Bossu, *Anthropologie*, n. 621.

sombres, tristes, mélancoliques, hypocondriaques, timides, indolents, lâches, paresseux. Ils montrent une grande inégalité dans le caractère, de l'indifférence, ou même de l'aversion pour les jeux et les plaisirs légitimes et honnêtes ; ils recherchent la solitude.... Enfin pour terminer ce triste et noir tableau, nous ajouterons que le masturbateur finit par tomber dans un marasme affreux et dans une décrépitude dégoûtante... Tous les onanistes sans doute ne sont pas aussi rigoureusement traités, et ne meurent pas des suites de leurs criminels excès... Il y a, dit le docteur Deslandes, des circonstances inconnues, occultes, insaisissables, qui font que l'on supporte inégalement l'abus des plaisirs.... *Le mal cependant paraît avoir plus d'activité dans le sexe que chez les hommes et les femmes livrées à cette luxure périssent misérablement en victimes.* » (Debreyne).

Ex hisce verbis deducere est, hodierna etiam scientia præ-lucente, feminas in solitaria re venerea, excepta veri seminis frustratione, quæ in eis non datur, nec pollutionis essentiam constituit, viris omnino æquiparari ; imo plus his detrimenti pati quæ lugendæ isti libidini se tradunt, cum cæteroquin experientia constat puellas citius pueris hujusmodi crimine se posse contaminare. « Sexus enim femineus, *ait Cajetanus* (in 2-2, q. 152, a. 1), invenitur seminare, si ad hoc provocatus fuerit, non solum parum ante pubertatem, sed in sexto ætatis anno, ut ipsæ mulieres ex parte testantur [1]. »

(1) En quæ exempli causa narrat Dr Debreyne oculatus facti testis : « Une jeune demoiselle de dix à onze ans, héritière unique d'une fortune considérable, fut traitée inutilement par les plus habiles médecins de Paris. Est appelé à la fin l'homme de l'art qui raconte ce fait; il n'est pas plus heureux que ses confrères. Ne pouvant s'expliquer cet insuccès général sur l'état de faiblesse toujours croissante de la jeune personne, il fait part à la mère de ses soupçons sur la nature de la cause de tous ces accidents. La mère extrêmement étonnée et indignée d'une assertion

Et hæc pro argumenti valore sufficere putamus, quin ad singula momenta ab anonymo in contrarium proposita respondere necessarium sit. Quapropter ita concludere jam nos licet.

I. Pollutio in genere recte definiri potest : *Peccatum luxuriæ* consummatæ, quo homo, extra copulam, sibi completam venereamdelectationem procurat, vel in eam consentit.

II. Hujusmodi peccatum feminæ, non secus ac viri admittere possunt.

Unum corrollarii instar addimus, nimirum : non leviori, sed cauto omnino pede procedendum, si tuto procedere velimus, quotiescumque periculosa nimis movetur quæstio de antecessorum nostrorum in re theologica et morali peritissimorum doctrina derelinquenda, ut modernorum placitis satisfaciamus; nam, ut ait D. Bernardus, « novitas est mater temeritatis [1], » et Vincentius Lirinensis : « vitanda est novitas ; tenenda est antiquitas : profana est novitas, sacrata est vetustas [2]. »

A cette savante dissertation, qui nous est envoyée de Rome, nous n'ajouterons qu'un mot : c'est qu'elle nous

qui lui paraissait si téméraire, soutient avec vivacité que la chose est impossible, vu que son enfant a toujours été sous ses yeux et confiée à une gouvernante incapable de lui apprendre le mal... Cependant le médecin fait éloigner la demoiselle;... on la conduit chez une tante, laquelle lui fait subir un interrogatoire secret. La jeune fille s'émeut, s'embarrasse, mais n'avoue rien. Bientôt le docteur dirige contre elle une dernière et vigoureuse attaque..... et lui demande de qui elle avait appris sa détestable habitude..... La jeune fille avoue tout. C'était sa vieille gouvernante qui lui avait appris la masturbation. Les secours de la médecine furent impuissants à lui rendre la santé. »

(1) *Epist.* 174, *ad Canon. Lugdun.*

(2) *Commonitor.*, c. 26.

montre avec combien de raison et de vérité la S. Congrégation de l'Inquisition, à l'occasion du même ouvrage : *De l'ovulation spontanée, etc.*, tout en s'abstenant de se prononcer sur les théorèmes physiologiques y exposés, a fait observer « quod eorumdem theorematum applicatio moralis theologiæ principiis gravibus difficultatibus ac periculis obnoxia esse possit. »

ORDONNANCES DU DIOCÈSE DE GAND.

1er ARTICLE.

Depuis qu'il est devenu très-difficile de tenir des synodes diocésains, ces assemblées si utiles pour le maintien de la discipline ecclésiastique, un grand problème a occupé la sollicitude des premiers pasteurs. Ils se sont mis à la recherche du moyen praticable de porter, sans devoir réunir de synode, des règlements aussi utiles et aussi scrupuleusement étudiés, que s'ils avaient été promulgués synodalement. Divers partis ont été pris, toutefois l'un d'eux a réuni le plus d'adhésions et paraît devoir être suivi généralement. Mgr l'Evêque de Gand vient d'entrer résolument dans cette voie. La chose est aussi simple qu'avantageuse. Après que l'Evêque, aidé de son conseil, a annoté les points sur lesquels il désire attirer l'attention du clergé, il les adresse aux doyens, pour les soumettre aux observations des prêtres du diocèse. Ces observations sont transmises à l'évêché, qui les examine, y fait droit au besoin, et rédige alors définitivement les statuts à publier.

Cette méthode, disons-nous, est très-avantageuse. D'abord on écarte par là certains statuts qui seraient mal reçus, ou demeureraient inobservés. On se borne aux points utiles sans entrer dans des détails qui n'auraient point de portée pratique.

La rédaction des articles est mieux soignée, plus claire, plus nette. Les expressions qui pourraient faire naître des doutes sont soigneusement évitées, et la portée de la loi bien déterminée. Enfin l'observance des statuts est plus assurée,

le clergé ne craignant pas de présenter, avant la promulgation des statuts, les observations qu'il n'oserait plus faire ensuite. Disons encore que les règlements, ainsi rédigés, sont en quelque façon synodaux dans leur forme, l'Evêque s'aidant du concours de tout son clergé, et demandant son avis avant de les imposer en vertu de son autorité suprême.

Deux séries d'Ordonnances ont paru à Gand. La seconde, qui a trait à l'introduction du Rituel romain, a été publiée dans la *Revue* [1]. Nous donnons aujourd'hui les ordonnances de 1874. Comme la plupart des règles qui y sont prescrites, concernent non seulement le Clergé du diocèse de Gand, mais encore les prêtres de tous les pays, nous les ornerons d'un petit commentaire, soit pour montrer les raisons sur lesquelles elles sont fondées, soit pour limiter leur compréhension aux points qu'on a voulu atteindre, soit, quand la chose se présentera, pour en déterminer les exceptions.

Aujourd'hui nous donnerons le texte entier de ces ordonnances de 1874, et nous ferons le commentaire du n. 3, qui concerne la garde de la clef du tabernacle.

ORDINATIONES

DIE 19 MAII 1874 PROMULGATÆ.

ORDINATIO I.

Ecclesiæ diligenter præserventur ab omni nocumento. Aquæ pluviales semper abducantur longe a fundamentis ecclesiæ et sacristiæ. Nihil prope muros vel ad illos ponatur ex quo humiditas procreari possit.

ORDINATIO II.

Quotannis bis tectum et cæteræ partes ædificii examinentur a viris peritis, ut tempestive refectiones etiam minimæ fiant, ne

(1) V. ci-dessus, pages 106-117.

majus detrimentum ex illarum prætermissione oriatur. Sint cuncta valde munda per totam ecclesiam, etiam a parte posteriori altaris et in sacristia ; nullo pulvere nullove squalore sint infecta, juxta caput 15 tituli IX Statutorum. Ideo Parochus invigilet custodi aliisque quorum est curare decorem domus Dei, quum ei attribuantur culpabiles subditorum negligentiæ, et serio ac paterne eos omnes moneat ut, zelosi Nepotiani exemplum secuti, toto corde munus suum adimpleant.

ORDINATIO III.

Clavis tabernaculi sit cæteris pulchrior, argento vel auro obducta vel saltem pretioso linteo ornata. Accurate servetur, nec in sera tabernaculi umquam remaneat, nec in altari, elapso tempore distributioni Sacræ Communionis destinato, sed in sacristia loco tuto et obserato custodiatur. Parochi in hoc puncto conscientia graviter oneratur, ut statuit Concil. Later. IV, can. 20, et dein explicaverunt S. Congregationis decreta. *Cfr. Epistola de* 25 *Octobris* 1872, *N*o 2.

ORDINATIO IV.

Ciborium sit argenteum, nihil ænei, nihil stannei habens, sit intus deauratum, sit benedictum ; sit nitidum et sæpius, dum renovantur Sacræ Species, lavetur aqua tepida, ut fulgeat. *Calix* quoque sit argenteus, nec alius dein toleratur in diœcesi ; sit ejus cuppa saltem optime deaurata. Quotidie bene seponatur calix in arca sacristiæ, lavetur primo sabbato mensis, et tempestive denuo deauretur, et post deaurationem consecrandus Episcopo offeratur.

ORDINATIO V.

Fons baptismalis sit passim lapideus, operculo ligneo tectus, super quod ornamenta etiam ænea apponi possunt. Sit clausus semper sera convenienti ; sit etiam clausum baptisterium. Prope fontem sit sacra piscina in quam aqua baptismi effundatur.

Sit pelvis in quam aqua e capite infantis effluat. Aqua autem fundatur instrumento, vasculo, vel urceolo, ut loquitur Rituale Romanum.

ORDINATIO VI.

Ornamenta sacerdotalia et levitica sint pulchra juxta facultates ecclesiæ, sint solida et ideo emantur a mercatoribus peritis et vere catholicis, non autem a circumeuntibus judæis. Sint apta, non minora, non ponderosa aut dura per adjectas ad intra materias, sint omnino conformia præscriptis Ecclesiæ. Gothica non adhibeantur. Hinc sacerdotes, quibus facultas datur benedicendi vestes sacras, rite examinent an hæc juxta regulas in diœcesi servatas sint confectæ.

Vetera quæ adhiberi amplius non possunt comburantur.

Velum humerale sericum pro benedictione et delatione SS^mi^ Sacramenti adhiberi debet, et quidem album, qualiscumque sit festivitas. In solemnitatibus pretiosius adhibeatur. Strophium pro velo humerali inductum in delatione SS. Sacramenti ad infirmos ad tempus toleratur.

ORDINATIO VII.

Vestes autem sacerdotales lineæ sunt : Amictus, alba, cingulum. Pro Missæ Sacrificio linea quoque esse debent coporalia, purificatoria, pallæ et mappæ altaris. Circas mappas sint hæc monita desumpta ex S. Carolo : « Nullæ mappæ altaris ab ulla parte bombacio cœrulei alteriusve coloris elaboratæ sint. Grandiores.., ab utroque altaris latere circiter tribus digitis quam planum bradellæ dimissæ sint [1]. » Notum est tres requiri mappas præter pannum ceratum.

Pallæ sunt quasi corporalia, proin a parte interiori pure lineæ esse debent ; a parte superiori aliquid pii repræsentari potest, attamen color niger vetitus est.

Albis ornamentum aliquod adjici potest, opus acu pictum vel ut dicimus denticulatum (broderie ou dentelle), sed sit parvum, et in nullo casu ultra genua ascendat. Abscindantur statim omnia ornamenta quæ ultra 45 centesimos metri ascendunt.

ORDINATIO VIII.

Rochettum est vestis episcopalis, quæ quidem Romæ ab ipso Romano Pontifice traditur sacerdoti in episcopum Electo. Qui-

(1) *Acta Eccl., Mediol.*, pag. 520.

busdam dignitatibus fuit Rochettum communicatum ex privilegio. Proin usus rochetti quamprimum aboleatur et parochi aliique in administratione sacramentorum, infra concionem, in choro et processione, assumant superpelliceum, juxta formam Ecclesiæ Romanæ [1]. Hæc vestis non stricte linea esse debet.

ORDINATIO IX.

Custos laicus habeat quasi superpelliceum, formæ diversæ a forma superpellicei clericalis, id est manicæ togæ ejus nullatenus tegantur, sed ornamentum lineum prorsus liberum assutum sit vesti albæ. Illo induatur semper dum officio sacristæ fungitur juxta instructiones ei datas, imo et ipse et alius quicumque minister tali superpelliceo sit indutus dum candelas accendit vel ordinat in altari in quo exposita est adorationi fidelium SS. Eucharistia.

Acolythi habeant togam vel nigram, vel rubram, vel cœruleam, vel viridem cum quasi superpelliceo, ut de custode dictum est. S. C. R. prohibuit albam, cingulum, mozzettam, et pileolum [2]. Proin in omnibus ecclesiis et oratoriis hoc decretum Romanum omnino servetur.

Cuncta hæc omnino nitida esse convenit. Lavari et instaurari possunt in monasteriis, quum ita provideatur et longiori eorum usui et œconomiæ.

ORDINATIO X.

Ampullæ cristallinæ vel argenteæ sint semper valde nitidæ intus et foris ; ideo purgentur saltem singulis octiduis.

ORDINATIO XI.

Committitur vigilantiæ parochi sollicitudo earum rerum quibus opus est in cultu divino, videlicet vini, panis, ceræ, olei et thuris.

1. *Vinum* ematur a mercatore catholico et pio et bene monito

(1) Decretum præfixum Missali Romano.

(2) Die 19 Julii 1859, in Petrocor. ad 2. Pileolus vulgo est *Solideo*. Proin biretum infra processionem Rogationum extra ecclesiam prohibitum non est.

illud ad sacrificium esse adhibendum. Pretium impendatur tale ut bonum et purum tradi possit.

2. *Panis* sit optimus, recens, rite coctus. In monasteriis solent emi hostiæ tum pro Sacrificio tum pro communione fidelium. Director religiosarum inquirat aliquoties quomodo ematur farina pure triticea et quomodo præparetur ad coctionem, et an parvæ hostiæ habeant diametrum trium centesimorum, ut anno 1873 præceptum est.

3. *Cera* sit vere opus apum et quidem purum, expers omni fraude. In altari nihil præter ceram comburi potest.

Cerei illi recentioris inventionis, sebacei sed purgati, extra altare, ad ornamentum tolerantur, sed ab ipso altari prorsus removeantur, juxta sequens decretum S. C. R. « Nec luminaria nisi cerea, vel supra mensam altaris vel ei quomodocumque imminentia adhibeantur [1]. »

Metallici cerei (de fer blanc ou de zinc) vel etiam lignei in quorum extremitate parvi cerei affiguntur vel ex quorum vacuitate exsurgit lumen aliquod modicum, nullo modo sacræ liturgiæ conveniunt ; proin, si adhuc alicubi reperiuntur, in perpetuum removeantur.

4. *Oleum* pro lampade SS^mi^ Sacramenti juxta Liturgiæ leges intelligitur olivarum ; attamen in regionibus multis illi substituuntur olea ex vegetalibus. Oleum autem e petra seu petroleum, etiam purgatum, in diœcesi nullatenus admittitur.

5. *Thus*, quod pietatem cordis significat et suavi odore suo corda ad pietatem excitat, semper adhibeatur genuinum, et abjiciantur illæ materiæ nuper inventæ quæ vix aliquid de natura thuris habent, quæque fumum edunt plurimum et odorem spargunt nauseabundum.

ORDINATIO XII.

Decreta S. C. Rituum circa Rubricas quæ in Kalendario inseri jubemus præ oculis habeantur, ut sit uniformitas ubique, et summus ille reverentiæ sensus in sanctam Sedem, qui admodum Deo placet, magis magisque foveatur.

(1) Decretum diei 13 april. 1831.

Ritus, laudabiles consuetudines et privilegia ecclesiæ cathedralis ad alias ecclesias transferre nullo modo licet. Id equidem fieri solet ex pietate et ad splendorem cultus ; sed quidquid a rubricis deviat, non prodest pietati, sed potius nocet. Nec quis imitetur praxim alibi inductam usurpandi ritus Episcopis proprios quum solius Romani Pontificis sit similia privilegia quibusdam Prælatis inferioribus concedere.

Togæ sint talares, id est pendentes usque ad talos et præsertim in ecclesiis infra Missæ Sacrificium. In hanc regulam peccant qui togam altius attrahunt ita ut pars tibiarum videatur. Sed si talares esse debeant, nullo modo caudatæ esse possunt, ita ut trahantur per pavimentum. Quod vetitum est, non solum acolythis, sed et omni clerico et sacerdoti [1].

ORDINATIO XIII.

Quum ephemerides nutrimentum sint animæ, bonum quidem si bonæ fuerint, nocivum autem si illæ vel impiæ, vel impudicæ, vel imprudentes fuerint ; parochi et confessarii attendant toto corde ne fideles malis ephemeridibus inficiantur et allaborent ut foliis vere catholicis ad majorem instructionem et zelum informentur.

La troisième ordonnance porte :

« Clavis tabernaculi... Accurate servetur, nec in sera tabernaculi unquam remaneat, nec in altari, elapso tempore distributioni sacræ communionis destinato; sed in sacristiæ loco tuto et obserato custodiatur. Parochi in hoc puncto conscientia graviter oneratur, ut statuit Concil. Lateran. IV, can. 20, ei dein explicaverunt S. Congregationis decreta. » Il ne faut donc pas que la clef du tabernacle reste sur l'autel, ou dans la serrure du tabernacle, mais qu'elle soit reportée en un lieu sûr et fermé.

Cette disposition adoptée au Concile de Latran, sous Inno-

(1) Decretis de 17 et 22 Decemb. 1673, nec non de 2 Decemb. 1690.

cent III [1], a été inculquée et renouvelée par tous les Evêques dans leurs statuts synodaux. Que le tabernacle, dit le Rituel de Liége [2], « sit instructum sera solida cum clave, qua extra officia obseretur; clavisque, non in loco patulo, sed in armorio pariter obserato, quod solus pastor, vel ejus vicarius adire possint, resideat. » Le nouveau Pastoral de Bruges [3] porte que le tabernacle « sit semper clave obseratum, quæ nonnisi a parocho aut alio sacerdote custodiatur. » Le synode de Namur, tenu en 1639, demande [4] que le curé seul ait la clef à sa disposition. « Pastores semper penes se reservent claves tabernaculi venerabilis Sacramenti .... quas ex parochia discedentes custodientes committant substituto suo. »

Mgr De Wavrans, Évêque d'Ypres, n'avait garde d'omettre ce point important de la discipline liturgique, dans sa célèbre Instruction pastorale du 7 janvier 1768, et il a soin d'en rappeler l'observance ponctuelle à ses curés [5]. « Claves tabernaculi in ecclesiis parochialibus solus pastor, ejusve vicarii; in aliis autem ecclesiis, earum superiores, aut qui ab eis ad hoc designati sunt, diligenter custodiant; neque eas unquam in loco aperto, quantumvis secreto et ignoto, relinquant; curentque etiam ut tabernaculum semper sera clausum sit, ne ulla unquam Sacramento injuria aut profanatio fiat. »

Remarquons que, dans tous ces statuts, le curé est toujours mis personnellement en cause. Lui seul est responsable, et il ne peut rejeter la faute sur un employé inférieur ; car c'est à lui que la clef est confiée, et il doit en être le gardien. A Malines, le curé coupable de négligence légère était puni

(1) Rapportée dans les décrétales, lib. III, tit. 44, cap. 1.
(2) *De SS. Euchar. Sacram.* § 6.
(3) *De cultu SS. Euchar.* n. 1.
(4) Tit. XI, cap. 7. Hartzheim, *Concil. German.* tom. IX, pag. 582.
(5) Num. 69. *Concil. German.* tom. X, pag. 626.

d'une amende pécuniaire [1]. « Quoniam pluribus in locis in visitationibus archipresbyterorum deprehensum est claves tabernaculi SS. Eucharistiæ esse male custoditas.... mandamus archipresbyteris, ut pro hujusmodi aut aliis similibus defectibus non accedentibus ad crimen, in visitatione imponant negligentibus pœnitentiam seu mulctam pecuniariam statim solvendam. » A Cologne, on allait plus loin, et le curé, qui confiait la clef du tabernacle à un sacristain, ou à une religieuse, était frappé d'excommunication. C'est ce que rappelle le célèbre synode de 1652 [2]. « Clavis tabernaculi nunquam in ejusdem ostiolo, altari, aut vicino loco relinquatur : neque ulli unquam laico vel ædituo, neque moniali etiam credatur : quod sub excommunicationis pœna prædecessor noster Hermannus IV vetuit, sed in ecclesiis parochialibus a solo parocho, vel alio sacerdote cum ipsius licentia ; in aliis autem ecclesiis tam sæcularium, quam regularium, a sacerdote per superiorem speciatim deputato custodiatur, qui diligentissime advigilet ut tabernaculum semper sit clausum, ne temeraria cujuspiam manus ad horrenda sacrilegia consecratis hostiis abutatur ; neque unquam ab ullo in majoribus ordinibus non constituto aperiri seu claudi patiatur. » En menaçant les coupables de telles peines, on ne faisait du reste qu'entrer dans l'esprit de l'Eglise, qui, au Concile de Latran, prononçait contre les négligents une suspense de trois mois [3]. « Si vero is, ad quem spectat custodia, ea incaute reliquerit, tribus mensibus ab officio suspendatur : et si per ejus incuriam aliquid inde nefandum contigerit, graviori subjaceat ultioni. »

Les Réguliers ne sont pas exempts de la juridiction épisco-

(1) Congreg. archipresbyt. 4 aug. 1626, n. 7.

(2) Part. II, tit. 7. *De sacram. Euch.* n. 7. Hartzheim, tom. IX, p. 686.

(3) *Decret. cit.* supra.

pale, sur le point qui nous occupe, et les Evêques, comme délégués du saint Siége Apostolique, ont le droit de sévir contre les supérieurs qui seraient en faute. C'est la doctrine expresse de Benoît XIV [1] : « Regulares, *dit-il*, delinquentes contra Decretalem Innocentii III, in cap. 1, *De custodia Eucharistiæ*, non solum a suo Superiore regulari, sed etiam ab Episcopo, cui tanti Sacramenti cura debet potissimum incumbere, corrigi et puniri possunt ; sicuti, approbante Innocentio XIII, die 8 januarii 1724, responsum fuit a Sacra Congregatione Episcoporum et Regularium, cujus decretum refertur in appendice ad Synodum Neapolitanam habitam a Cardinale Pignatello. »

Le curé, ou le supérieur de l'église, essaierait donc en vain de se soustraire à l'obligation qu'il a contractée en vertu de sa charge. Les lois de l'Eglise le tiennent pour personnellement responsable, et il doit veiller à ce que ses subalternes ne commettent aucune négligence en ce point si important : « La clef du tabernacle, *dit Mgr Crispino* [2], doit être bien travaillée et dorée, comme la chose se pratique d'ordinaire ; elle doit être gardée en lieu sûr par le curé, ou par celui qui a la garde du Saint Sacrement. On ne doit pas tolérer qu'elle reste sur l'autel, sur le tabernacle, ou dans un lieu ouvert de la sacristie : ce qui serait une grande négligence. » Le Cardinal Petra appuie cette règle de plusieurs décisions des Congrégations Romaines [3]. « Claves tabernaculi hujus augustissimi Sacramenti solus parochus privative quoad alios retinere debet, non obstante contrario statuto vel consuetudine,cum sit de juribus parochialibus ; quod intellige in eccle-

(1) *De synodo diœcesana*, lib. IX, cap. XV, n. 4.

(2) *Della visita pastorale*, part. II, § 2, n. 10.

(3) *Comment. ad Constit. apost.* Constit. I Urbani IV, num. 41 et ss. Tom. III Operum, pag. 196, edit. Veneta, 1729.

sia parochiali ; nam in cæteris retinetur a capellanis, seu rectoribus, nunquam autem a monialibus et laicis. Ita Pax Jordanus et DD. et resolvit sacra Congregatio Concilii in *Asculana*, 25 junii 1689, in qua proposito dubio : *An clavis tabernaculi stare debeat penes archipresbyterum, aut penes capellanos confratres ?* Respondit : *Penes archipresbyterum privative* (Lib. 39. *Decret.* pag. 218). Et in *Neapolitana* 14 novembris 1693, propositis dubiis : II. *An claves sacri tabernaculi retinendæ sint a solo Parocho privative ad sacristam a Confraternitate deputatum ; an vero liceat sacristæ aliam clavem retinere, ut præscribitur in* 7 *statuto?* III. *An solus parochus debeat esse custos et curator SS. Eucharistiæ sacramenti privative quoad Confraternitatem ; an vero liceat confratribus curam et œconomiam ejusdem assumere, uti in primo statuto ?* Sacra Congregatio respondit : *Ad utrumque juxta votum EE. Casanatæ relatoris*, quod fuit : *affirmative pro parocho* (Lib. 43 *decret.* pag. 548). »

Le savant Cardinal fait voir ensuite que les mêmes principes s'appliquent à la clef du reposoir où l'on conserve la sainte hostie, au jeudi-saint, et il apporte en preuve plusieurs décrets de la S. Congrégation des Rites. Comme nous possédons maintenant la collection authentique des décrets de cette Congrégation, avantage dont on était privé au temps du Cardinal Petra, nous y puiserons directement les quelques décisions qui nous semblent les plus concluantes.

Civitaten. Supplicavit Episcopus Civitaten. per hanc S. R. C. declarari SS. Sacramentum, feria V in Cœna Domini, asservari debere sub unica tantum clave retinenda per sacerdotem in crastinum celebraturum, et nullo modo apud personas laicas et sæculares cujuscumque gradus, status, vel conditionis existant, non obstante quacumque contraria consuetudine. Item sub hoc decreto, comprehendi omnes ecclesias suæ diœcesis, tam sæcu-

lares, quam regulares, quoquo modo a jurisdictione Ordinarii exemptas.

Et S. R. C. respondit : SS. Sacramentum, feria V in Cœna Domini, sub unica tantum clave asservari debere, retinenda per sacerdotem in crastinum celebraturum, et nullo modo apud personas laicas et sæculares, cujuscumque status, gradus et conditionis existant, non obstante quacumque in contrarium consuetudine, quam abusum esse declaravit. Item prædictum decretum afficere omnes ecclesias tam sæculares, quam regulares, quovis modo a jurisdictione Ordinarii exemptas. *Die* 6 *decembris* 1631.

Carthagenen. Cum RR. Archiepiscopus episcopus Carthagenen. mediante epistola S. R. C. directa exposuerit, quod in civitate Lorcitana, clavis capsulæ, in qua, feria V in Cœna Domini, asservatur SS. Sacramentum in sepulcro, aliquibus annis ab Abbate, sive canonicis ecclesiæ collegiatæ S. Patritii, insciis Episcopis, et contra dispositionem decretorum S. R. C. tradita fuisset gubernatori vel ejus locumtenenti, sive illis absentibus, senatui, qui adhuc dictam clavem, ut supra, tradendam esse prætendunt ; cumque idem RR. Episcopus, tam ad penitus evellendos abusus, quam etiam ad pacem in universa sua jurisdictione in posterum servandam, pro declaratione super detentione præfatæ clavis S. R. C. enixe supplicaverit.

Eadem S. R. C sub die 15 martii 1732, inhærendo aliis resolutionibus in similibus editis, respondit ac declaravit : Non licere, sed omnino servanda esse decreta, et signanter in *Granaten.* 26 januarii 1664, et *Conversana*, 21 aprilis 1668. Die 15 martii 1732.

La Lettre Encyclique du Pape Innocent XIII, dont nous donnerons le texte tout à l'heure, ordonne aux Evêques de procéder sans pitié contre les curés, recteurs, sacristains, et autres personnes préposées à la garde d'un si grand Sacrement, de leur infliger la peine de la prison, même sans faire précéder la sentence d'une inquisition judiciaire, et d'appliquer d'autres peines, selon leur prudence, d'après la gravité de

la faute, et décerne des peines spéciales contre les sacristains et les Réguliers.

La peine spéciale édictée contre le sacristain ne libère pas le curé ou recteur, ou en son absence, le vicaire de leur part de responsabilité, ils doivent être punis, s'il y a eu quelque négligence de leur côté. Il en est de même du prêtre qui aurait laissé la clef sur le Tabernacle. Quoique n'ayant aucune charge dans l'église, il sera aussi condamné pour sa négligence.

Un sacrilége récemment commis a éveillé la sollicitude pastorale de Mgr l'Evêque de Namur, qui rappelle, dans une circulaire courte, mais substantielle, les principes que nous venons de développer, et prémunit son Clergé contre les abus dans lesquels il est aisé de tomber par les illusions qu'on se fait. On a pu voir dans les extraits que nous avons cités, de quelles précautions il faut s'entourer pour garder le trésor incomparable qui nous est confié. Les uns veulent que le curé garde la clef sur lui ou chez lui ; les autres que le curé et le vicaire seuls connaissent l'endroit où elle est placée ; d'autres que l'armoire où elle se trouve ne soit jamais ouverte ; bref, ainsi que le fait remarquer avec raison Mgr de Namur, qu'on n'apporte pas moins de vigilance que pour garder un trésor matériel.

Ajoutons un mot sur une précaution qu'on oublie parfois aussi, savoir que la serrure du tabernacle soit forte, solide, et autant que possible, à secret, afin qu'on ne puisse pas la crocheter ; mais que, pour l'ouvrir, il soit nécessaire de la briser. L'industrie des malfaiteurs a fait du progrès comme toutes les autres industries, et l'on ne saurait trop se mettre en garde contre elle.

Cela dit, voici la circulaire de Mgr de Namur, dont nous recommandons la lecture à tous nos abonnés :

Namur, le 1er décembre 1875.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Vous aurez appris l'horrible sacrilége commis à Gembloux. Des enfants s'introduisant dans l'église en un moment où il ne s'y trouvait personne, et s'emparant de la clef du tabernacle laissée sur l'autel, ont ouvert le tabernacle et le saint Ciboire, et ont enlevé un nombre considérable d'hosties, mangeant les unes, jetant les autres au vent ou dans les cendres, au milieu desquelles plusieurs furent retrouvées à moitié consumées par le feu.

On voudrait espérer que ces malheureux enfants n'ont pas compris la grandeur du sacrilége qu'ils commettaient ; mais comment l'espérer chez des enfants dont quelques-uns, dit-on, ont atteint l'âge de onze ans et au delà ? Il faudrait qu'on les eût laissé croupir dans une ignorance bien profonde, ce qui n'est guère vraisemblable dans une localité où les moyens d'instruction sont si multipliés : que s'ils ont su ce qu'ils faisaient, n'y a-t-il pas à trembler devant une perversité si précoce ?

Quoi qu'il en soit, Messieurs, nous ne demeurerons pas indifférents en présence d'une si horrible profanation, d'un pareil outrage infligé à Jésus-Christ dans le Sacrement de son amour. C'est au milieu de nous, dans notre diocèse, que ce crime a été commis. C'est un motif de plus pour nous d'en gémir, de le déplorer, de tâcher de le réparer.

Nous redoublerons donc de zèle et d'amour envers Jésus-Christ dans la sainte Eucharistie ; nous approcherons de son autel avec plus de respect ; nous célébrerons les saints mystères avec plus de piété ; nous recevrons l'auguste Sacrement avec plus de ferveur ; et afin de donner au divin Sauveur quelque dédommagement pour un si grand affront, nous nous efforcerons de communiquer les sentiments dont nous sommes nous-mêmes pénétrés aux âmes confiées à nos soins.

Ce triste événement nous fournira aussi l'occasion de nous examiner sur notre sollicitude à veiller à la garde de ce Sacrement adorable. C'est à nous qu'il est confié : le Sauveur s'est livré entre nos mains, il s'est abandonné à notre discrétion ; il

est, il doit être pour nous le plus précieux des trésors. Comment veillons-nous sur ce trésor ? Ne serions-nous pas de grands coupables, si par notre négligence il était exposé à de semblables profanations ?

A Gembloux, la clef était restée sur l'autel, cachée, à la vérité; le sacristain avait ordre de tenir, le dimanche, l'église fermée depuis midi jusqu'à l'heure des Vêpres. Par mégarde, sans doute, cette précaution avait été négligée ce jour-là. Les enfants ont profité de cet intervalle pour perpétrer leur horrible dessein. Que ceci nous serve de leçon et nous apprenne à éviter toute négligence.

Trop souvent, en effet, on se contente de cacher la clef sous la nappe de l'autel, dans la prévision qu'on en aura incessamment besoin, et avec la conviction que personne ne sera assez osé pour aller violer le Saint des Saints ; c'est là un abus, Messieurs, et une grande illusion ; l'événement de Gembloux le prouve. Nous devons tout craindre pour un Sacrement contre lequel sont toujours conjurées les puissances infernales. Certes, nous ne nous bornerions pas à ces simples précautions, s'il s'agissait d'un trésor matériel ; devons-nous faire moins pour mettre en sûreté ce qu'il y a de plus sacré, de plus auguste sur la terre ?

La Ste Eglise, Messieurs, n'en juge pas ainsi : elle fait à cet égard à ses ministres les recommandations les plus pressantes et les plus rigoureuses, que nous croyons utile de mettre sous vos yeux.

Voici d'abord comment elle s'exprime par l'organe du Pape Innocent III : « Statuimus ut in cunctis Ecclesiis chrisma et Eu-« charistia sub fideli custodia clavibus adhibitis conserventur, ne « possit ad illa temeraria manus extendi ad aliqua horribilia et « nefaria exercenda. Si vero is ad quem spectat custodia, ea « incaute relinquat, tribus mensibus ab officio suspendatur ; et « si per ejus incuriam aliquid nefandum inde contigerit, graviori « subjaceat ultioni. » (Lib. III Decret., tit. 44, cap. 1).

Les SS. Pontifes n'ont pas manqué de rappeler de temps en temps cette disposition du Droit canon, entre autres Benoît XIV, par une lettre Encyclique de la Sacrée Congrégation des Evê-

ques et Réguliers, en date du 9 février 1751, qu'il a sanctionnée de son autorité [1]. Voici l'analyse de cette lettre extraite du registre de cette S. Congrégation : « Ad nefariam prævertendam « scelestorum hominum audaciam, qui sacrilegas manus in vasa « sacratissimam hostiam continentia furtive injicere ac rapere non « reformidant, Romani Pontifices non solum sacrilegos hujus « furti reos brachio sæculari tradi jusserunt ultimo supplicio « puniendos, sed etiam sacri tabernaculi custodes, quorum incu- « ria tanto flagitio aditus aperitur, debitis pœnis affici præscripse- « runt. Nihilo tamen secius cum non raro acciderit ut pluries « sacrilegum hujusmodi furtum perpetraretur, Pontifex, Inno- « centii XIII sui decessoris exemplum secutus, huic S. C. Ep. « et Reg. mandatum facit, ut encyclicam cuique ex Ordinariis « perscribat epistolam, qua ipsis injungat, ut gravissimis et effi- « cacissimis quisque verbis inculcet parochis, rectoribus, ædituis « et cæteris omnibus ad quos sacri tabernaculi custodia pertinet, « ne omnino negligant apud se accuratissime ejusdem tabernaculi « clavim retinere aut alio tutissimo loco asservare ; necesse enim « est omne tam nefarii facinoris periculum prorsus amovere et « avertere. Quod si ex eorum incuria aliave culpa scelestissimum « sacræ hostiæ furtum consequatur sine violenta sacri taberna- « culi effractione, ac potissimum si tabernaculum patefactum « reperiatur aut cum clavi ostiolo affixa, aut alio loco relicta, ita « ut delinquentes facili negotio scelus suum exequi potuerint, hoc « et similibus in casibus Sanctitas Sua archiepiscopis, episcopis, « aliisque ordinariis et superioribus generalibus ordinum regula- « rium per hanc S. C. præcipit imperatque, ut juxta censuram « *cap. Statuimus, De cust. Euch.* contra parochos, rectores, ædi- « tuos, aliasve personas custodiæ tanti Sacramenti mancipatas, « inexorabiliter et absque judiciali inquisitione ad carceris pœnam « irrogandam, et ad alias pœnas eorum arbitrio pro culpæ qua- « litate determinandas procedant, præter perpetuam officii « æditui amissionem, et quoad regulares privationem vocis

(1) Le texte s'en trouve en italien dans Bizzarri, *Collectanea in usum Secretariæ S. Congregationis Episcoporum et Regularium*, page 34-36.

« utriusque. Quod si memoratæ incuriæ locus fiat, quin scelus « ullum consequatur, nihilominus custodes, quos dicimus, per « tres menses officii sui suspensioni subjiciantur, ceu per Inno- « centium III jam cautum est. Neque vero ad hasce pœnas decli- « nandas iisdem suffragabitur, si tabernaculum apertum ab alio « sacerdote vel sacro administro relinquatur, vel clavis tuto « in loco reposita non fuerit ; ad ipsos enim fidelis et accurata « venerabilis Sacramenti custodia pertinet, adeoque hujusmodi « culpa ipsis est imputanda. Cæterum sacerdos ille vel admi- « nister iisdem pœnis obnoxius sit, itemque alius quilibet, qui « nefando huic sacrilegio dederit occasionem . . . . . « Deinde iisdem præsulibus gravissime jubetur ut de novo edi- « ctum in sacrario affigendum decernant, in quo vehementissimis « quibuscumque formulis parochos, rectores, ædituos, aliasve « personas sanctissimæ Eucharistiæ custodiæ adstrictas ad ea « observanda adigant quæ hisce in litteris continentur. »

Vous voyez par cette Encyclique, Messieurs, qu'en appelant toute votre sollicitude sur cet objet, nous ne faisons qu'accomplir un devoir qui nous est imposé par notre charge et par le Chef de l'Eglise. Nous avons la confiance que nos recommandations seront observées universellement, et qu'aucune précaution nécessaire ne sera désormais négligée. En particulier, vous ne permettrez plus que la clef du tabernacle demeure sur l'autel, et vous aurez soin de la faire tenir dans un lieu sûr, auquel nul autre que les prêtres ne puissent avoir accès. Vous veillerez aussi à ce que la porte du tabernacle et sa serrure soient d'une solidité qui ne laisse rien à désirer.

Nous croyons devoir aussi vous rappeler, à cette occasion, les prescriptions contenues dans notre instruction pastorale du 2 novembre 1868, concernant le culte dû au Très-Saint Sacrement de l'Eucharistie, et vous en recommander de nouveau la lecture.

Agréez, Messieurs et très-chers Coopérateurs, l'assurance de nos sentiments bien affectueux et dévoués.

† TH.-J. Evêque de Namur.

CONFÉRENCES ROMAINES.

RÉSOLUTION DES QUATRE PREMIERS CAS DE MORALE.

I.

Titius Romæ confessarius plures pœnitentes interrogat, utrum labente Jubilæi anno opera omnia ad Jubilæum consequendum adimpleverint. Quidam ex eis respondet, omnia se observasse juxta indulti præscriptum, aliqua tamen adhibita industria. Scilicet, ait se matutinis horis perrexisse ad basilicas designatas, una excepta S. Pauli extra muros, ad quam post vesperas accedebat ; cumque circa solis occasum implesset opus, antequam discederet, iterum ibi adprecatum fuisse, ea intentione, ut oratio pro una ex visitationibus die crastino adimplendis inserviret. Alter vero e pœnitentibus fatetur, se usum esse privilegio sibi concesso invisendi tantummodo basilicam S. Petri, aliasque ecclesias quæ in itinere perficiendo sibi occurrissent. Verum etiam hic, qui brevi tempore opus adimplebat, cum illud absolvisset, iterum S. Petri templum ingrediebatur, iterumque, cum domum reverteretur, ceteras ecclesias invisebat, duplicem visitationem pro duobus distinctis diebus fecisse putans. Hæc confessarius audiens bis in eadem die opera pro singulis diebus eos contra Ecclesiæ mentem fecisse existimat. Quapropter eosdem admonet, ut visitationum defectui suppleant. Cum vero illi hoc ægre ferant, nec ad opus iterum aggrediendum parati videantur, utens facultate confessariis concessa de præceptis operibus commutandis, eos jubet ecclesiam parrochialem invisere, ibique post effusas preces sacram synaxim recipere ad Jubilæum lucrandum. Postea dubius de sua agendi ratione secum quærit :

1° *Quomodo sint interpretanda indulti verba a vesperis diei antecedentis usque ad ultimum crepusculum serotinum insequentis?*

2° *Quid de industria pœnitentium ut in casu ?*

3° *Quid de suo judicio et agendi ratione ?*

RESP. AD I. La difficulté que présente cette clause consiste dans la fixation de l'heure où commencent les premières vêpres. Nous avons examiné cette difficulté dans un volume précédent [1]. Nous n'y reviendrons pas, nous contentant de rappeler succinctement les quatre opinions qui se partagent les auteurs.

Les uns, et c'est le plus grand nombre et qui ont traité *ex professo* la matière des indulgences, assignent pour commencement le moment où le son de la cloche annonce les vêpres, ou les y annoncerait, si elles y étaient chantées.

D'autres sont d'avis que les premières vêpres commencent immédiatement après midi.

D'autres quand le soleil est plus près de son coucher que du midi.

D'autres enfin les font commencer vers deux heures et demie de l'après-midi. C'est la pratique suivie à Assise et généralement ailleurs pour l'indulgence de la Portioncule [2]; et cette pratique a été formellement approuvée par un rescrit de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, en date du 22 septembre 1769 [3]. Quel motif aurait-on de s'écarter de cette interprétation pour les autres indults qui contiennent la même clause ? On la retrouve dans la traduction du Bref du 27 février 1872, par lequel Sa Sainteté Pie IX accorde l'indulgence de la Portioncule au Sanctuaire de Notre-Dame du Sacré-Cœur d'Issoudun : *Depuis les premières vêpres*, y lit-on, *c'est-à-dire vers deux heures de l'après-midi* [4]. N'ayant vu nulle part le texte du Bref, nous ne savons s'il

(1) Tom. VII, pag. 172.

(2) V. le R. P. Rombaut, *L'indulgence de la Portioncule*, chap. X, pag. 163.

(3) Cf. *Analecta juris Pontificii*, Série XIV, Col. 1011, n. 1368.

(4) V. *Annales de Notre-Dame du Sacré-Cœur*, année 1872, pag. 165.

contient réellement cette explication. Si elle s'y trouve, ce serait une interprétation authentique de la clause, et dès lors il faudrait s'y tenir et rejeter les opinions qui s'en écarteraient.

Tant que ce point ne sera pas éclairci, sans répudier les deux premières opinions comme improbables, nous conseillons cependant en pratique de ne pas commencer les visites au moins avant 2 1/2 heures de l'après-midi, pour ne pas s'exposer à faire des visites insuffisantes au gain de l'indulgence.

Quant à la dernière partie de la clause, elle n'offre aucune difficulté : le jour ne finit qu'avec le crépuscule du soir : *usque*, portent les Bulles, *ad integrum ipsius subsequentis diei vespertinum crepusculum*.

Resp. ad II. Pour bien résoudre ce point, nous devons poser quelques remarques préliminaires.

1° Les fidèles sont libres de choisir pour leurs visites ou le jour civil ou le jour ecclésiastique : « per 15 dies, *lit-on dans les indults*, sive naturales, sive etiam ecclesiasticos, nimirum a primis vesperis unius diei usque ad integrum ipsius subsequentis diei vespertinum crepusculum computandos. »

2° Il faut noter cette différence entre le jour naturel ou civil et le jour ecclésiastique, que le premier ne commence que quand le jour précédent est terminé : il commence aussitôt après minuit et prend fin au minuit suivant. Le jour ecclésiastique au contraire commence avant la fin du jour précédent. Son commencement date des premières vêpres et il finit bien après les premières vêpres, puisqu'il dure jusqu'à la fin du crépuscule du soir [1].

(1) D'après Zaccaria, le jour ecclésiastique ne commence qu'après la fin du jour précédent, c'est-à-dire, après le crépuscule du soir. *Dell' Anno Santo trattato storico, ceremoniale, morale e polemico*, lib. III, cap. III, § III, n. II, tom. II, pag. 52. Cette manière de supputer le jour

3° D'où il suit que les visites faites entre ces deux moments : les premières vêpres et le crépuscule du soir, n'appartiennent par elles-mêmes à aucun des deux jours, et que l'intention seule de leur auteur peut les assigner à l'un ou à l'autre.

4° Le Souverain Pontife permettant aux fidèles de suivre le jour ecclésiastique dans la supputation de leurs visites, il suit qu'il les autorise à commencer leurs visites lorsque le jour ecclésiastique a pris cours, quoique le jour ecclésiastique précédent ne soit point encore terminé; ou à terminer leurs visites avant la fin du jour ecclésiastique, quoique le jour suivant soit déjà commencé depuis les premières vêpres. Refuser ce droit aux fidèles est se mettre en contradiction flagrante avec les Bulles pontificales.

5° De tout ce qui précède nous concluons que celui qui termine ses visites d'églises vers quatre heures de relevée, par conséquent après les premières vêpres et avant le crépuscule du soir, peut, après être sorti un moment de l'église, y rentrer, et recommencer ses visites pour le lendemain selon la supputation ecclésiastique [1].

6° Pour que les visites soient distinctes, il faut sortir de l'église, et y rentrer autant de fois qu'on veut avoir de visites; il ne suffit pas d'y réciter les prières autant de fois qu'il y a de visites à faire. C'est ce que la S. Congrégation des Indulgences et la S. Pénitencerie ont décidé à maintes reprises. Nous avons rapporté ces décisions dans le volume précédent [2],

ecclésiastique est en opposition manifeste avec la mesure assignée par les Souverains Pontifes au jour ecclésiastique. V. sur ce point J. J. Loiseaux, *Traité canonique et pratique du Jubilé*, pag. 220 et suiv.

(1) Cf. J. J. Loiseaux, *ibid.*, pag. 219 et 220.

(2) V. tom. VII, pag. 169, note (1); pag. 171, dub. IV; pag. 235, dub. II.

où nos lecteurs pourront les lire. Ce point est donc hors de toute contestation.

Ces préliminaires posés, nous répondons à la question.

A. Quant au premier pénitent, ou il n'est pas sorti de l'église de Saint-Paul après sa visite, avant de recommencer ses visites pour le jour suivant; ou il en est sorti et y est rentré pour recommencer les visites prescrites.

1. Dans la première hypothèse, qui paraît le résultat de l'exposé du cas, il n'a pas satisfait aux visites prescrites, puisqu'il fait compter une seule visite pour deux jours (Resp. ad I, 6°).

2. Si, au contraire, après avoir fait sa visite de l'église de Saint-Paul, il en était sorti, et y était rentré pour recommencer ses visites du lendemain, ses deux visites eussent été suffisantes (*Ibid.*, 4° et 5°).

B. Pour ce qui regarde le second pénitent, nous supposons qu'il a été légitimement dispensé de la visite des autres basiliques, visite à laquelle on aura substitué celle des églises qui se trouvent sur le chemin qui le conduit à la basilique de Saint-Pierre.

Dans cette supposition, il faut voir à quelle heure le pénitent faisait ses visites. Avaient-elles lieu entre les premières vêpres et le crépuscule du soir; ou étaient-elles faites en dehors de ce temps?

1. Dans le premier cas, et supposé les autres conditions requises, les visites étaient valables pour deux jours, selon le comput ecclésiastique.

2. Dans le second cas, elles ne pouvaient compter que pour un jour.

Resp. ad III. Deux points sont ici à examiner: d'abord le jugement porté par le confesseur sur la légitimité des visites de ses pénitents; et ensuite le moyen employé par lui

pour réparer les visites mal faites. Commençons par le premier.

1° *Jugement du confesseur.* D'après l'exposé du cas, le confesseur prononce, d'une manière absolue et sans aucune distinction, que les deux visites faites le même jour ne sont pas valables pour deux jours. Cela serait vrai, si le Souverain Pontife voulait que les visites fussent faites dans le même jour civil. Cela cesse d'être vrai du moment que le Souverain Pontife permet de les faire dans un jour ecclésiastique, permission donnée pour notre cas (RESP. AD II, 4°).

Le confesseur eût donc dû distinguer comme nous l'avons fait ci-dessus : trouver suffisantes les visites faites dans la seconde hypothèse du premier pénitent (A, 2) ; et dans le premier cas du second pénitent (B, 1). Son jugement n'était juste que si les visites avaient eu lieu comme dans la première hypothèse du premier pénitent (A, 1), et dans le second cas du second pénitent (B, 2).

2° *Moyen pris par le confesseur.* Ce moyen est la commutation des visites prescrites en la visite de leur église paroissiale et en une communion. Le confesseur pouvait-il recourir à ce moyen ?

Comme nous le verrons dans le cas suivant, le confesseur ne peut user du pouvoir de commuer les œuvres prescrites qu'en faveur des personnes légitimement empêchées de les accomplir. Une commutation faite en faveur des personnes qui peuvent remplir les conditions est nulle et prive le pénitent des faveurs du Jubilé [1].

Il faut donc, dans notre cas, pour l'hypothèse où les visites auraient été nulles, distinguer si les pénitents étaient dans l'impossibilité de faire ces visites, ou non. S'ils l'étaient, le

(1) V. J. J. Loiseaux, *Op. cit.*, pag. 578. Cf. ci-dessous, pag. 281.

confesseur a pu employer le moyen en question. Cela résulte des principes que nous poserons dans le cas suivant.

Si, au contraire, les pénitents n'étaient pas légitimement empêchés de faire ces visites, le confesseur ne pouvait pas les commuer : la mauvaise volonté des pénitents ne lui conférait pas ce pouvoir. Il devait donc purement et simplement leur dire qu'ils devaient, s'ils voulaient gagner le Jubilé, suppléer au nombre requis des visites, en renouvelant celles qui étaient prescrites pour chaque jour où elles ont été mal faites.

II.

Titius in urbe confessarius visitationem quatuor basilicarum in Bulla indictionis Jubilæi ad illud lucrandum præscriptam, in alias ecclesias ad quas facilis est accessus cuidam commutat. Non tamen hic statim opus aggreditur : etenim ceteros ex sua familia eamdem commutationem ab eodem confessario esse habituros expectat. Item Titius alteri patrifamilias auctor est, ut ad Jubilæi indulgentiam consequendam, illud tempus eligat, quo per aliquot menses, juxta ejus consuetudinem, in collibus tusculanis moraretur : ibi enim tum ob ecclesiarum propinquitatem, tum ob otium quo frueretur facilius omnia adimplere posset. Hujusmodi Titii agendi ratio alteri præsbitero innotescit, apud quem illi extraordinariam confessionem peragunt. Hic re perpensa animadvertit levissima de causa datam esse commutationem, et nonnisi probabili ratione posse concedi jus de Jubilæo extra proprii domicilii locum acquirendo. Attamen cum is Titium agnosceret virum pium, et doctrina præstantem : ac illum, ejusque pœnitentes in bona fide versari, silentium tenere statuit. Verum postea animi scrupulis agitatus, et vehementer dubitans utrum illi revera Jubilæum essent consecuturi, ab amico quærit :

1° *In quæ, et qua de causa opera pro Jubilæo præscripta commutari possint ?*

2° *An in alio quam proprii domicilii loco Jubilæum acquiri*

possit, et quæ opera ab iis, qui hac de causa Romam veniunt, peragi debeant?

3° *Quid de sua agendi ratione?*

Resp. ad I. La question comprend deux membres : 1° En quelles œuvres peut-on commuer les œuvres prescrites pour le Jubilé ? 2° Quelles causes sont requises pour pouvoir faire cette commutation ? Nous allons donner brièvement la solution de ces deux questions.

1° *Quelles œuvres peuvent être substituées à celles que le Souverain Pontife a prescrites pour le Jubilé?*

La première qualité des œuvres subrogées est qu'elles soient libres, c'est-à-dire qu'elles ne soient pas obligatoires à un autre titre.

A la vérité un certain nombre d'auteurs [1] sont d'un autre avis ; parce que, selon l'enseignement commun [2], les œuvres prescrites d'ailleurs peuvent servir à gagner le Jubilé. Or l'œuvre subrogée ne doit pas être d'une autre nature que l'œuvre primitive.

La base de cette opinion était fortement attaquée par des auteurs du plus grand mérite [3], et a été renversée par Benoît XIV. Il déclare *plus vraie* l'opinion qui exige des œuvres

(1) Entr'autres Gobat, *De Jubileo quintuplici*, cap. xvii, n. 108 ; Bellegambe, *Enchiridion theologo-practicum tripartitum de Jubilæo ecclesiastico*, part. iii, sect. viii, quæst. 4 ; Ferraris, *Bibliotheca canonica*, V. *Jubilæum*, art. ii, n. 53.

(2) V. les nombreux auteurs qui ont soutenu ce sentiment dans notre *Traité canonique et pratique du Jubilé*, chap. v, art. i, n. 7, pag. 148.

(3) Entr'autres par Viva, *De Jubilæo*, quæst. viii, art. i, n. 2 seq. ; Théodore du St-Esprit, *Tractatus historico-theologicus de Jubilæo*, cap. v, § ii ; Amort, *De origine, progressu, valore ac fructu indulgentiarum*, Quæstiones ac resolutiones practicæ, quæst. 33 ; Passerini, *Tractatus de indulgentiis*, n. 328 ; Minderer, *Tractatus de Jubilæo*, n. 108. Cf. notre *Traité canonique, etc.*, ibid., n. 8, pag. 149.

ibres pour pouvoir gagner l'indulgence, sauf déclaration contraire de la part de celui qui l'accorde [1]. Le 29 mai 1841, la S. Congrégation des Indulgences a consacré le même principe [2]. Or si l'indulgence ne peut être gagnée par une œuvre prescrite d'ailleurs, il s'ensuit clairement que le confesseur ne peut commuer les œuvres du Jubilé en d'autres œuvres déjà obligatoires. En le faisant, il exposerait son pénitent à se voir frustré de l'indulgence du Jubilé. Tel est le sentiment d'Amort [3], Collet [4], Bouvier [5], Minderer [6], Daris [7], Wiestner [8] et Schmalzgrueber [9]. C'est aussi l'opinion que nous avons embrassée dans notre *Traité canonique et pratique du Jubilé* [10].

En second lieu, quand il s'agit d'une simple commutation, l'œuvre subrogée doit être au moins égale à l'œuvre commuée. C'est la règle tracée par Benoît XIV dans les termes suivants :

(1) « *Verior* opinio esse videtur, quod acquiri nequeat indulgentia per opus, ad quod præstandum ex alio titulo quis obligatur, nisi qui indulgentiam concedit, nominatim dicat, quod per prædictum opus acquiri possit. » Const. *Inter præteritos*, § 53. *Bullarium Benedicti XIV*, vol. VIII, pag. 92.

(2) « 2. An possit per preces jam obligatorias, v. g. per horas canonicas satisfieri precibus a Summo Pontifice præscriptis ob lucrandam indulgentiam plenariam? Sac. Congregatio respondit : *Negative.* » Prinzivalli, *Decreta authentica S. Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ*, n. 511, pag. 428.

(3) *Loc. cit.* Quær. 78, n. 7.

(4) *Traité historique, dogmatique et pratique des Indulgences et du Jubilé*, tom. II, chap. V, art. I, n. XI, 8°.

(5) *Traité dogmatique et pratique des Indulgences, des Confréries et du Jubilé*, part. IV, chap. III, art. II, § V, 7°, pag. 400.

(6) *Loc. cit.*, n. 362.

(7) *Prælectiones canonicæ*, Tractatus de Indulgentiis, n. 225, pag. 336.

(8) *Institutiones canonicæ*, lib. V, titul. XXXVIII, n. 179.

(9) *Jus ecclesiasticum universum*, lib. V, titul. XXXVIII, n. 142.

(10) Chap. VI, art. II, § IV, n. 34, pag. 595.

« Sola ac simplex commutatio subrogationem exigit in materiam majorem, aut saltem æqualem [1]. »

Notons toutefois que, pour le Jubilé dont il s'agit ici, Pie IX s'est servi du mot *dispensare*, en ordonnant cependant de substituer d'autres œuvres à celles qu'on permet d'omettre. Ce n'est donc pas un simple pouvoir de commuer qu'il confie. On pourra ainsi être moins scrupuleux sur l'égalité de l'œuvre subrogée avec l'œuvre primitive [2].

Telles sont les deux qualités que doivent présenter les œuvres subrogées. Passons à la seconde question.

2° *Quelles causes sont requises pour pouvoir faire cette commutation ?*

L'Indult du Jubilé permet de faire cette commutation en faveur des personnes qu'un empêchement quelconque met dans l'impossibilité de remplir les œuvres prescrites : *alio quocumque impedimento detentis*, y lit-on. Il ne suffit pas que l'empêchement rende l'œuvre difficile ; elle doit être moralement impossible [3]. Si le confesseur commuait ces œuvres en faveur de personnes qui peuvent moralement les accomplir, il outrepasserait ses pouvoirs et la commutation serait nulle, de sorte que le pénitent ne gagnerait point le Jubilé. « Talis

(1) Const. *Inter præteritos*, § 45, *Bullar. Bened. XIV*, vol. VIII, pag. 80. Quant à l'appréciation de cette égalité, cf. notre *Traité canonique, etc.*, chap. VI, art. II, § IV, n. 37, pag. 597.

(2) Cf. notre *Traité canonique, etc.*, chap. VI, art. II, § III, 1er point, n. 3, pag. 462 ; et § IV, n. 35-37, pag. 596.

(3) « Nequaquam licitum est, *dit Benoît XIV*, Pœnitentiariis, salva eorum conscientia, numerum visitationum Basilicarum imminuere, aut in alia pia opera commutare, nisi impedimentum vere adsit, aut moralis impotentia visitationes prædictas faciendi. » Const. *Inter præteritos*, § 54, *Loc. cit.*, pag. 94. On peut voir dans notre *Traité canonique, etc.*, loc. cit., n. 10, pag. 578, des exemples d'une semblable impossibilité.

causa, *écrit Minderer*, si desit, et deesse cognoscatur [1], commutatio non solum illicita, sed etiam invalida est, et pro Jubilæo obtinendo insufficiens; quia facultas prorogationis et commutationis est coarctata ad existentiam legitimæ causæ, qua proin deficiente, deficit facultas, et conditio aPontifice requisita non ponitur, sicque pactum corruit [2]. »

Resp. ad II. *Ad* 1^m *partem quæstionis.* 1° Pas de difficulté pour les fidèles qui se rendent à Rome dans le but de gagner le Jubilé : le Souverain Pontife les y autorise. « Omnibus, *lit-on dans la Bulle*, et singulis Christifidelibus, tum in alma Urbe Nostra degentibus, vel ad eam advenientibus. »

2° Dans les autres endroits, il faut distinguer si les fidèles séjournent dans le lieu où ils veulent gagner le Jubilé, ou si, sans faire aucun séjour, ils vont simplement y remplir les œuvres prescrites.

Dans la première hypothèse, ils peuvent y gagner le Jubilé. Une décision de la S. Pénitencerie semble avoir tranché la question. La voici : « Utrum lucretur Jubilæum, qui conditiones præscriptas adimplet in aliena diœcesi, ubi non habet domicilium, si observet ordinationes Ordinarii loci ubi moratur ? R. Affirmative. »

Nous avons, dans une livraison antérieure, montré la portée de cette décision; et nous nous contenterons de renvoyer nos lecteurs au commentaire que nous en avons donné [3].

(1) « Sufficit, *dit un peu plus bas le même auteur*, si bona fide confessarius procedat, hoc est probabiliter credat dari causam sufficientem, licet errore invincibili causam insufficientem pro sufficiente agnosceret, commutatio aut prorogatio et licita, et valida erit : alioquin conscientiæ tam confessariorum, quam pœnitentium nunquam possent quietari. » Cf. notre *Traité canonique, etc.*, loc. cit., n. 11, pag. 579.

(2) *Loc. cit.*, n. 361. Cf. notre *Traité canonique etc.*, ibid., n. 9, pag. 578.

(3) *Nouvelle Revue théologique*, tom. VII, pag. 462 sq.

Dans la seconde hypothèse, tout en admettant que les fidèles peuvent, à l'effet de gagner le Jubilé, se confesser et communier hors du lieu de leur domicile [1], même y faire les visites d'églises, pourvu que la paroisse appartienne à leur diocèse, nous croyons que ces visites ne pourraient leur servir pour le Jubilé, si elles avaient lieu dans une paroisse ressortissant à un autre diocèse. C'est la distinction établie dans une décision de la S. Congrégation des Indulgences [2]; décision qui ne nous semble pas révoquée par celle de la S. Pénitencerie.

Ad 2^m *partem quæstionis.* Les œuvres prescrites aux étrangers qui vont à Rome pour gagner le Jubilé sont :

1° La confession.

2° La communion.

3° La visite dévote des quatre basiliques de Saint-Pierre, de Saint-Paul, de Saint-Jean de Latran et de Sainte-Marie-Majeure dans la même journée et durant quinze jours soit interrompus, soit consécutifs, soit naturels, soit ecclésiastiques, c'est-à-dire pouvant se compter depuis les premières vêpres d'un jour jusqu'au crépuscule du soir du jour suivant.

Et 4° y prier pieusement pour la prospérité et l'exaltation de l'Eglise catholique et du Siége apostolique, pour l'extirpation des hérésies et la conversion de tous les pécheurs, pour

(1) La S. Pénitencerie l'a expressément décidé. «Utrum lucretur Jubilæum, qui confessionem et communionem peragit in aliena diœcesi ubi non habet domicilium, dum cetera opera injuncta in propria diœcesi adimplevit, aut adimplere intendit juxta modum a proprio Ordinario præscriptum? R. Affirmative. » *Nouv. Revue théol.*, tom. VII, pag. 467. Cf. notre *Traité canonique etc.*, chap. V, art. I, n. 13, pag. 163.

(2) V. cette décision dans la *Nouvelle Revue théologique*, tom. VII, pag. 210.

la paix et l'unité de tout le peuple chrétien et selon l'intention du Souverain Pontife [1].

Resp. ad III. 1° Ou Titius avait, dans le premier cas, ou du moins croyait avoir un motif légitime de commuer les visites prescrites ; ou il l'a fait sans une raison suffisante.

Dans la première supposition, le prêtre en question a bien fait de garder le silence et de demander conseil avant de parler.

Si, au contraire, Titius n'avait pas un juste motif d'accorder la commutation, le confesseur eût dû prévenir le pénitent qu'il n'avait pas gagné le Jubilé, et que, pour en profiter, il devait recommencer la visite des quatre basiliques pendant quinze jours, conformément à la teneur de l'Indult Apostolique. La bonne foi du pénitent ne lui assure pas le gain du Jubilé. Dès lors le confesseur doit l'instruire de l'obligation de réitérer les visites prescrites, s'il veut profiter du Jubilé.

2° C'est à tort que, dans le second cas, le confesseur estime que le pénitent n'a pas satisfait aux conditions prescrites. Comme nous l'avons vu ci-dessus (Resp. ad II, ad 1m quæstionis partem, 2°), le pénitent pouvait faire les visites d'églises là où il séjournait momentanément : il avait donc

(1) Voici le passage de la Bulle qui les concerne : « Omnibus et singulis Christifidelibus, tum in alma Urbe Nostra degentibus, vel ad eam advenientibus... vere pœnitentibus et confessis, et sacra communione refectis, (qui) BB. Petri et Pauli, nec non S. Joannis Lateranensis et S. Mariæ Majoris de Urbe Basilicas semel saltem in die per quindecim continuos aut interpolatos dies, sive naturales, sive etiam ecclesiasticos, nimirum a primis vesperis unius diei usque ad integrum ipsius subsequentis diei vespertinum crepusculum computandos... devote visitaverint, ibique pro catholicæ Ecclesiæ et hujus Apostolicæ Sedis prosperitate et exaltatione, pro extirpatione hæresum, omniumque errantium conversione, pro totius populi christiani pace et unitate, ac juxta mentem Nostram pias ad Deum preces effuderint... Cf. *Nouvelle Revue théologique*, tom. VII, p. 9 et suiv.

pu légitimement suivre le conseil de Titius. Le dernier confesseur a donc bien fait de ne pas l'inquiéter à ce sujet.

III.

Paulo post ab elapso Jubilæi anno Titius, timoratæ conscientiæ vir, sacramentalem confessionem peragens exponit se dubitare utrum indulgentiam plenariam in Jubilæo consecutus sit, licet pœnitentiæ, et eucharistiæ sacramentum susceperit, et numerum visitationum, quæ in Bulla indictionis præscribuntur rite absolverit. Dubitandi autem rationes sibi esse videntur. Prima: quia usus fuerat privilegio concesso cuidam collegio ad quod ipse pertinebat, de quatuor tantummodo visitationibus peragendis: quarum tantum duas adhuc in collegio manens fecerat, reliquas e collegio discessus absolverat. Secunda: quia de animæ suæ tantum salute sollicitus, in precibus de illa quidem semper, de S. Ecclesiæ vero exaltatione, ceterisque pro quibus Pontifex preces fundi jubet, nunquam omnino cogitaverat. Tertia: quia in confessione, licet inculpabiliter, cujusdam tamen peccati oblitus fuerat, ad quod absolvendum ea specialis facultas requirebatur, quæ confessariis pro tempore Jubilæi concessa est. His addit se dolere, quod etiam oblitus fuerit commutationem quærere cujusdam voti, quam tunc a suo confessario obtinere facile potuisset, neque indulgentias, si quas acquisiiset animabus in Purgatorio detentis applicare meminerit. Ut ei confessarius respondeat, secum quærit:

1° *Quæ preces sint recitandæ in ecclesiarum visitatione pro Jubilæo: et utrum earum objectum, si per verba Bullæ sit expressum, ut opus injunctum haberi debeat?*

2° *Utrum peccatum vel votum reservatum adhuc elapso Jubilæi tempore absolvi, vel commutari aliquando possit?*

3° *Utrum privilegium communitati concessum quoad illum cesset, qui e communitate discedit?*

Resp. ad I. *Ad* 1m *quæstionis partem.* 1° Si le Souverain Pontife avait spécifié les prières que les fidèles doivent

réciter, comme l'ont fait autrefois Grégoire XIII, lors de l'extension du Jubilé ordinaire [1], et Innocent X, dans une semblable circonstance [2], il faudrait s'en tenir à cette désignation, et réciter les prières prescrites. La récitation d'autres prières, fussent-elles même plus longues, ne remplirait pas la condition, et ne servirait pas à faire gagner le Jubilé [3].

2° Si, selon la coutume qui a maintenant prévalu, le Souverain Pontife ne détermine pas les prières, mais se contente d'exiger qu'on prie dévotement : *pias ad Deum preces effuderint*, les fidèles sont libres de choisir les prières qu'ils entendent réciter [4].

3° De graves auteurs ont enseigné que toute prière, quelque courte qu'elle fût, était suffisante pour gagner le Jubilé [5]. Cette opinion fut combattue par d'autres auteurs également graves [6], dont le sentiment mérita les éloges de Benoît XIV, qui déclara ne pas vouloir s'écarter de leurs considérations [7].

(1) Cf. Theodorus a Spiritu Sancto, *Op. cit.*, cap. II, § III, Jubil. X, pag. 56. Il prescrivait la récitation de cinq *Pater* et de cinq *Ave*.

(2) Const. *Salvator noster*, ap. Gobat, *Op. cit.*, n. 412. Il exige également la récitation de cinq *Pater* et de cinq *Ave*.

(3) Minderer ajoute cependant : « Obin tamen non est prohibitum in eadem specie orationis plura addere, v. g. loco quinque Orationes Dominicas et salutationes Angelicas recitando decem ; quia talis per quinque jam satisfecit, et quod additum fuit, non inducit variationem contra mentem et sensum concedentis. » *Tractatus de Jubilæo*, n. 193. Cf. *De indulgentiis in genere*, n. 663.

(4) Minderer, *De indulgentiis in genere*, n. 668; Passerini, *Op. cit.*, n. 412.

(5) Amort, *Loc. cit.*, quær. 74 ; Ferraris, *Loc. cit.*, art. III, n. 18 seq.

(6) Viva, *De Jubilæo*, quæst. VIII, art. V, n. 7; Van Ranst, *Opusculum historico-theologicum de Indulgentiis et Jubilæo*, quæst. VII, n. 21 ; Pasqualigo, *De Jubilæo*, quæst. 99, n. 5 ; Quarti, *De Jubilæo*, cap. II, punct. III, pond. 2, dub. 2.

(7) « Contra nimiam hanc orationis modicitatem tam ipse etiam Viva, quam reliqui superius citati auctores exclamant ; licet enim oratio brevis cum sensu ferventis pietatis adhibita præscripto ac legi Constitu-

4° En tout cas, l'enseignement commun est que cinq *Pater* et cinq *Ave*, ou toute autre prière équivalente, sont tenus comme suffisants pour remplir l'intention du Souverain Pontife [1].

Ad 2m *quæstionis partem*. Cette question est controversée. Gobat [2] et Bellegambe requièrent, dans le fidèle qui veut gagner le Jubilé, la connaissance des fins du Souverain Pontife, et en conséquence l'intention actuelle, ou du moins virtuelle, de prier selon ces fins. « Probabile quidem est, *dit le dernier*, sufficere intentionem confusam, scilicet, faciendi opus ad intentionem seu intentiones a Pontifice præscriptas, etiamsi de illa seu illis nihil distincte et in particulari sciat aut sciverit qui lucrari vult Jubilæum : at probabilius videtur, illam non sufficere, sed requiri intentionem formalem, actu sciendo finem seu intentionem Pontificis, aut virtualem, faciendo opus ad finem quem ante scivit, seu audivit prælegi. Vide Gobatum, *De Jubilæo*, cap. 12, et *De Indulgentiis*, cap. 16, id accurate probantem [3]. »

La majeure partie des auteurs ne se montrent pas aussi sévères : ils se contentent de l'intention générale de faire la prière telle que le Souverain Pontife la requiert pour le Jubilé. L'intention générale de faire ce qui est prescrit pour gagner le Jubilé leur paraît suffisante. « Ejusmodi fines injuncti, *écrit Théodore du Saint-Esprit*, implicite et vir-

tionis *Peregrinantes* satisfacere possit, plerumque tamen orationis brevitas ex modico pietatis studio, aut parum propenso ad res spirituales animo, sive tædio negligentiaque proficisci solet. Nos itaque ab istorum considerationibus nihil recedentes... » Const. *Inter præteritos*, § 83, *Bullar. Bened. XIV*, vol. VIII, pag. 148.

(1) Cf. Minderer, *De Jubilæo*, n. 194 ; Schmalzgrueber, *Loc. cit.*, n. 148 ; notre *Traité canonique, etc.*, chap. V, art. II, § IV, n. 34, pag. 245.

(2) *Loc. cit.*, n. 80 seq.

(3) *Op. cit.*, part. I, sect. II, quæst. 2. Cf. part. III, sect. IV, quæst. 11.

tualiter continentur in intentione faciendi opus pro acquirenda indulgentia requisitum : ideoque si quis animum hunc haberet, implicite et virtualiter vellet etiam fines, quos Summus Pontifex in Indulgentiarum litteris expressit [1]. »

Resp. ad II. Nous devons distinguer entre le péché réservé et le vœu [2].

I. Quant au péché réservé, ou le confesseur approuvé pour le Jubilé [3] a eu l'intention expresse d'enlever la réserve, ou il ne l'a pas eue. Dans le premier cas, pas de doute : tous les auteurs sont d'accord que la réserve est enlevée. « Omnes affirmant, *dit S. Alphonse*, si tempore Jubilæi confessarius habuerit expressam intentionem absolvendi etiam a reservatis [4]. »

S'il n'a pas eu cette intention expresse, l'opinion commune, et qui a rallié les suffrages des plus célèbres théologiens [5],

(1) *Op. cit.*, cap. VI, § 1. Cf. Minderer, *Loc. cit.*, n. 187 ; Bossius, *Tractatus de triplici Jubilei privilegio*, sect. IV, cas. XVII, n. 5 ; Passerini, *Op. cit.*, n. 302.

(2) Nous supposons le péché commis ou le vœu émis avant la fin du Jubilé. S'il s'agit d'un péché commis après le Jubilé, le confesseur ne pourrait en absoudre, si le pénitent a reçu l'absolution pendant le Jubilé. Si son confesseur avait jugé à propos de lui différer l'absolution jusqu'après le Jubilé, il pourrait, selon l'opinion la plus probable, user de ses pouvoirs pour tous les péchés commis jusqu'au moment de l'absolution. V. notre *Traité canonique, etc.*, Loc. cit., n. 30, pag. 410. Nous ne voyons pas pourquoi, dans ce cas, mais dans ce cas seulement, le confesseur ne pourrait aussi commuer tous les vœux émis jusqu'au moment de l'absolution.

(3) Nous disons : *approuvé par le Jubilé*, parce que si le pénitent s'était adressé à un confesseur non investi des pouvoirs extraordinaires du Jubilé, la réserve ne serait pas enlevée en vertu du Jubilé. Card. de Lugo, *De Pœnit.*, d. X, n. 106 ; Viva, *Op. cit.*, quæst. XI, art. ult. n. 1 ; Coriolanus, *Tractatus de casibus reservatis*, part. I, sect. II, art. XVIII, n. 3 ; notre *Traité canonique, etc.*, ibid., n. 48, pag. 423.

(4) *Theologia moralis*, lib. VI, n. 537, quær. 4. Cf. Vasquez, *Tom. IV in 3 part.*, quæst. 91, art. III, dub. V, n. 23.

(5) Vasq., *Ibid.*, n. 38 et 39 ; Suarez, *Tom. IV in 3 part.*, disp. XXXI,

enseigne que la réserve est néanmoins enlevée, et que tout confesseur approuvé peut ensuite en donner l'absolution. La raison en est que rien ne s'oppose à ce que l'absolution du confesseur du Jubilé produise cet effet. S'il y avait un obstacle, il viendrait, ou de la part du Souverain Pontife, ou de la part du confesseur, ou de la part du pénitent. Or ni d'un côté, ni de l'autre ne surgit pareil obstacle.

D'abord il n'en provient point 1° *de la part du Souverain Pontife.* Celui-ci, accordant des pouvoirs extraordinaires aux confesseurs en faveur des pénitents, veut, autant qu'il est en lui, que la réserve soit enlevée, si les pénitents usent du privilége dans le délai fixé avec l'intention de gagner l'indulgence. Or c'est ce qu'a fait le pénitent dans notre hypothèse ; il cesse par conséquent d'être soumis à la réserve, quoique par accident, à cause de l'oubli, le péché réservé n'ait pas été directement effacé par l'absolution sacramentelle.

2° Il n'y a aucun obstacle *de la part du confesseur.* En effet, il ne lui manque ni le pouvoir, ni la volonté d'enlever la réserve. *Le pouvoir :* vu qu'il peut absoudre de leurs péchés réservés les pénitents qui ont l'intention de gagner le Jubilé; disposition que nous supposons exister. *La volonté :* car on doit raisonnablement présumer, dans tout confesseur sage et prudent, la volonté de subvenir, autant qu'il est en lui, aux nécessités spirituelles du pénitent, surtout lorsque celui-ci est censé l'en prier. Pour élider cette présomption, il faudrait l'intention contraire bien formelle chez le confesseur. Or quel confesseur la formera jamais ?

sect. IV, n. 20 ; Card. de Lugo, *De sacramento Pœnitentiæ,* disp. XX n. 96 ; S. Alphonsus, *Loc. cit.* ; Theodorus a Spiritu Sancto, *Op. cit.*, cap. IX, § III, n. 11; Viva, *Op. cit.*, quæst. XI, art. IV, n. 2; Schmalzgrueber, *Loc. cit.*, n. 163 ; Minderer, *Op. cit.*, n. 470 ; Salmanticenses, *Cursus Theologiæ moralis,* tract. VI, cap. XIII, n. 55 ; notre *Traité canonique, etc.*, chap. VI, art. II, sect. I, § I, n. 53 seq., pag. 426.

3° Aucun obstacle n'existe *de la part du pénitent.* Etant bien disposé, désirant gagner le Jubilé, il prie interprétativement le confesseur d'user de tout son pouvoir en sa faveur, pour l'absoudre de tout ce qui pourrait gêner sa conscience, et par conséquent de toutes les censures et de tous les cas réservés qu'il a encourus.

Tel est donc le principe généralement admis : la réserve est enlevée. Toutefois on doit excepter le cas où la confession du pénitent aurait été invalide.

Cette exception est généralement admise, si la confession a été sacrilége. En effet, les pouvoirs extraordinaires donnés par le Souverain Pontife ont pour but le gain du Jubilé, et en sont la préparation [1]. La confession, dans laquelle on fait usage de ces facultés, doit donc pouvoir servir de préparation au Jubilé. Or telle n'est pas, à coup sûr, une confession sacrilége.

Si la confession n'est pas sacrilége, mais seulement nulle, la chose est plus douteuse. De graves auteurs [2] se prononcent pour la cessation de la réserve, en se fondant sur l'intention présumée du confesseur, et sur ce que le pénitent a satisfait au but de la loi qui a établi la réserve.

Des autorités non moins graves [3] sont d'avis que la réserve est maintenue. Cela paraît résulter de la Bulle de Benoît XIV, qui déclare accorder les pouvoirs spéciaux comme moyen de

(1) Suarez, *Loc. cit.*, n. 22 ; Vasquez, *Loc. cit.*, n. 39 ; Minderer, *Loc. cit.*, n. 467 ; Lacroix, *Theologia moralis*, lib. VII, part. II, n. 1449 et 1475 ; Salmanticenses, *Ibid.*, n. 43 ; Giribaldi, *Universa moralis Theologia*, tom. II, tract. VII, cap. XXI, n. 35 ; S. Alphonsus, *Loc. cit.* Cf. notre *Traité canonique, etc.*, Loc. cit., n. 47, pag. 421.

(2) Gobat, *Loc. cit.*, n. 265 ; Viva, *Op. cit.*, quæst. XI, art. II, n. 3 ; Ferraris, *Loc. cit.*, art. II, n. 28 ; Card. de Lugo, *Loc. cit.*, n. 110.

(3) Minderer, *Loc. cit.*, n. 468; Lacroix, *Ibid.*, n. 1449 ; Theodorus a Spiritu Sancto, *Op. cit.*, cap. IX, § III, n. 10; S. Alphonsus, *Ibid.* Cf. notre *Traité canonique, etc.*, ibid., n. 48 seq., pag. 422.

gagner le Jubilé. Une confession nulle ne pouvant servir à cette fin, le Pape n'est pas présumé permettre l'usage des facultés extraordinaires.

Une autre exception a été formulée par quelques auteurs [1]. Ils enseignent que le pénitent, qui, en se confessant avec l'intention de satisfaire aux conditions du Jubilé, a omis un péché réservé, ne peut ensuite en obtenir l'absolution d'un simple confesseur, s'il a négligé de gagner le Jubilé.

Saint Alphonse [2], avec d'autres autorités imposantes [3], est d'avis que la réserve a cessé ; car, au moment où le pénitent a reçu l'absolution, il avait posé toutes les conditions requises pour que la réserve fût enlevée; l'absolution a été donnée absolument et a par conséquent produit ses effets d'une manière également absolue.

II. Pour ce qui concerne le vœu, l'opinion la plus commune [4] enseigne que le pénitent, qui a rempli les conditions du Jubilé, peut obtenir la commutation de ses vœux, même après le Jubilé, parce que le Jubilé une fois gagné donne droit à profiter en tout temps de ses priviléges [5]. Mais ils lui refusent ce droit s'il a négligé de gagner le Jubilé [6].

(1) Vasquez, *Loc. cit.*, n. 40; Suarez, *Loc. cit.*, n. 23; Schmalzgrueber, *Loc. cit.*, n. 163.

(2) *Loc. cit.*, quær. 5.

(3) Giribaldi, *Loc. cit.*, n. 34; Coriolanus, *Tractatus de casibus reservatis*, part. I, sect. III, art. XVII, n. 4; Mendo, *Bullæ Cruciatæ elucidatio*, disp. XXIII, n. 26. Cf. notre *Traité canonique, etc.*, Loc. cit., n. 57, pag. 430.

(4) Minderer, *Loc. cit.*, n. 515; Salmanticenses, *Op. cit.*, tract. XVII, cap. III, n. 157; Bossius, *Op. cit.*, sect. II, cas. XLV, n. 4.

(5) On peut voir dans notre *Traité canonique, etc.*, Loc. cit., § III, point IV, n. 15, pag. 533, les conséquences que les partisans de cette opinion ont tirées de leurs principes.

(6) Cf. Bossius, *Loc. cit.*, cas. XL, n. 2; Sanchez, *Opus morale in præcepta Decalogi*, lib. IV, cap. LIV, n. 52; Bellegambe, *Op. cit.*, part. III, sect. XV, quæst. I.

De graves auteurs [1] font valoir contre l'opinion commune un argument puissant. Le pénitent ne peut obtenir la commutation de ses vœux que d'un confesseur choisi à cet effet. Or, lorsque le Jubilé est fini, le pénitent n'a plus le droit de choisir un confesseur qui lui commue ses vœux : car ce choix n'est accordé aux fidèles que pour les engager à gagner le Jubilé : *ad hunc effectum eligere possint.* Dès que le temps assigné pour l'obtention de la faveur principale est expiré, et qu'on ne peut plus par conséquent y prétendre, n'est-il pas naturel que les faveurs accessoires, qui sont uniquement accordées pour exciter les fidèles à l'acquisition de la première, disparaissent par le fait même ?

Ajoutons un argument : Benoît XIV déclare expressément que les pouvoirs extraordinaires des Pénitenciers et des autres confesseurs du Jubilé ordinaire expirent à la fin de l'Année Sainte [2]. S'il en est déjà ainsi pour le Jubilé de l'Année Sainte, qui est le plus privilégié, pourquoi en serait-il autrement dans les autres Jubilés ? Benoît XIV ne nous apprend-il pas que le Saint-Siége n'a jamais, même en temps de Jubilé, accordé aux confesseurs qui exercent leur ministère hors de la ville de Rome, des pouvoirs aussi étendus que ceux qu'il confère aux Pénitenciers pendant l'Année Sainte [3] ? D'un autre côté, il dit que, dans l'usage de leurs pouvoirs, les autres confesseurs doivent suivre les règles qu'il a établies pour les

(1) Suarez, *De virtute et statu religionis*, tom. II, tract. VI, lib. VI, cap. XVI, n. 14 et 15 ; Bonacina, *In præcepta Decalogi*, disp. IV, quæst. II, punct. VII, § III, n. 14. Cf. notre *Traité canonique, etc.*, Loc. cit., n. 17, pag. 534 ; et sect. III, n. 14, pag. 652.

(2) Constit. *Convocatis*, n. 3, *Bullarium Benedicti XIV*, vol. VII, pag. 340 ; n. 35, *ibid.*, pag. 347 ; n. 41, *ibid.*, pag. 348.

(3) « Cum vero facultates, quæ Pœnitentiariis pro Anno Sancto Romæ deputatis indulgeri solent, nunquam generaliter concedi consueverint, etiam Jubilæi tempore, confessariis extra Urbem constitutis..... » Constit. *Celebrationem*, § 8, *Bullar.* vol. VIII, p. 216.

confesseurs de Rome [1]. Or, ceux-ci ne pouvant user de leurs pouvoirs que pendant le Jubilé, il suit que les premiers ne pourront non plus dépasser la durée du Jubilé.

Toutefois ce sentiment admet des exceptions. 1° D'abord quand le Jubilé a été légitimement prorogé pour le pénitent. 2° Quand la cause n'est plus entière; c'est-à-dire, quand le pénitent a demandé la commutation générale de ses vœux, ou d'un vœu en particulier, pendant le Jubilé et que le confesseur, pour une juste cause, a différé de l'accorder afin de procéder avec plus de maturité. Mais il faut, dans ce cas, que le pénitent ait gagné le Jubilé. S'il a omis les œuvres prescrites, il ne peut réclamer le bénéfice de la commutation après l'expiration du Jubilé [2].

Resp. ad III. Avant de répondre à la question ,nous devons faire quelques remarques préliminaires.

1° Le privilége en question, qu'un canoniste nomme *collégial* [3], peut être accordé à un corps de deux manières diffé-

(1) « In quarum (facultatum) intelligentia et usu, si quod ullibi dubium oriri contingat, consuli poterunt eædem Litteræ Nostræ : *Convocatis*, aliæque italicæ *Fra le fatiche;* in quibus omnia ad hujusmodi dubiorum solutionem facientia reperientur. » *Ibid.*

(2) V. Sur ces différents points notre *Traité canonique, etc.* chap. vi, art. ii, sect. i, § iii, point iv, n. 18, pag. 535; sect. iii, n. 14 seq., pag. 652.

(3) Verani, *Juris canonici universi commentarius paratitlaris*, lib. v, titul. xxxiii, § i, n. 16. Les autres auteurs communément le rangent dans la catégorie des priviléges réels. Cf. Suarez, *De Legibus*, lib. viii, cap. iii, n. 4; Schmalzgrueber, *Jus ecclesiasticum universum*, lib. v, titul. xxxiii, n. 35; Krimer, *Quæstiones canonicæ*, lib. v, n. 1167; Castropalao, *Opus morale;* tract. iii, disp. iv, punct. ii, § i, n. 2; Salmanticenses, *Cursus Theologiæ moralis*, tract. xviii, cap. i, n. 18; Reiffenstuel, *Tractatus de Regulis Juris*, cap. ii, reg. vii, n. 3. Ailleurs cependant il appelle ce privilége *mixte*, « hoc est, partim personale partim reale, eo quod multum de natura realium participat. Talia privilegia sunt, quæ conceduntur certo corpori aut collegio, et ideo a quibusdam privilegia *corporalia* nuncupantur. » *Jus canonicum universum*, lib. v, titul. xxxiii, n. 14.

rentes. 1) La concession peut être faite directement et immédiatement à la corporation elle-même, en tant que corps moral. 2) Elle peut être faite directement et immédiatement aux personnes qui composent la communauté. Il y a une différence entre les deux priviléges: le premier profite aux membres de la communauté, seulement en tant qu'ils sont unis au corps et le représentent. Le second, au contraire, étant accordé à tous les membres de la corporation, en particulier, leur est utile même lorsqu'ils ne sont pas réunis, aussi longtemps qu'ils font partie du collége.

2° L'Indult du Jubilé accordait des priviléges à certains corps. Ainsi les Chapitres, les Congrégations séculières ou religieuses, les Sodalités, les Confréries, les Universités, les Colléges, pouvaient jouir de la réduction du nombre des visites, en les faisant en corps processionnellement [1].

3° Une concession postérieure étendit ce privilége aux membres étrangers à ces corps qui se joindraient à eux pour faire la visite processionnelle [2].

Ceci posé, nous disons que le privilége accordé à une communauté ne peut plus être invoqué par celui qui a cessé d'en faire partie. A) Si la concession a été faite à la communauté comme *corps*, il est de toute évidence que ceux qui ne font pas partie de ce corps ne peuvent en jouir.

B) Il est également certain que celui qui abandonne une communauté, perd les priviléges qui lui avaient été accordés comme membre de ce corps. Ces priviléges n'appartiennent

(1) « Atque etiam Capitulis et Congregationibus tam sæcularium, quam regularium, Sodalitatibus, Confraternitatibus, Universitatibus, seu Collegiis quibuscumque ecclesias hujusmodi processionaliter visitantibus, easdem visitationes ad minorem numerum pro suo prudenti arbitrio reducere possint ac valeant, earumdem tenore præsentium concedimus pariter et indulgemus. »

(2) V. *Nouvelle Revue théologique*, tom. VII, pag. 233 et 235, n. V.

pas aux personnes, en tant que personnes, mais en tant qu'elles font partie de tel ou tel corps. « Licet, *disent les Docteurs de Salamanque*, conveniant singularibus personis, non vero quatenus singulares sunt, seu ratione ipsarum personarum, sed ut partes sunt illius communitatis. Unde hoc ipso, quod desinant esse partes illius, tale privilegium amittunt [1].»

Ces sortes de priviléges peuvent se classer dans la catégorie des priviléges conditionnels, qui se perdent avec la qualité à laquelle ils sont attachés. « Ad hoc membrum (privilegiorum sub conditione concessorum), *dit Suarez*, reducuntur amissiones privilegiorum, quæ contingunt per mutationem status, vel alicujus vinculi, a quo talia privilegia pendebant, tanquam a conditione necessaria, saltem virtuali, seu generali, et ideo desinunt esse desinente conditione ; et ita omnia illa habent certum terminum durationis in concessione præfixum, non in particulari definitum, sed per comparationem ad alium terminum, seu conditionem. Sic novitius religionis, dimisso habitu religionis, amittit privilegia, quibus in probatione gaudebat : quia solum fuerunt concessa sub illa conditione, seu durante illo vivendi modo. Sic quotiescumque unus gaudet privilegio propter unionem cum alio, cui principaliter concessum est, et in quo solo ratio concessionis invenitur, tunc dissoluta unione,... consequenter amittere privilegium alterum, vel alios, quibus per talem communicationem privilegium conceditur. Fundamentum hujus regulæ est, quia respectu aliorum concessio illa est virtualiter conditionata et temporalis, scilicet, quamdiu..... duraverit..... conjunctio cum illo, ut sic dicam [2]. »

(1) *Loc. sup. cit.* Cf. Reiffenstuel, *Jus canonicum universum*, loc. cit.; Verani, *loc. cit.;* Castropalao, *loc. cit.;* Pichler, *Jus canonicum*, lib. v, titul. xxxiii, n. 8 ; Donatus, *Praxis regularis*, tom. i, part. i, tract. vi, Quæst. 22, n. 4. (2) *Op. cit.* lib. viii, cap. xxix, n. 6.

Nous avons satisfait aux demandes du cas. Nous ajouterons un mot sur la réponse que le confesseur doit donner aux doutes de Titius.

Quant au premier sujet d'inquiétude de Titius, il est fondé. Comme nous venons de le voir, l'Indult du Jubilé permettait d'accorder le privilége de la diminution des visites aux Colléges en tant que corps. A moins donc que le Collége de Titius n'eût obtenu un indult spécial, concédant directement le même privilége aux membres particuliers du Collége, Titius devait être uni au Collége pour les quatre visites. En en faisant seulement deux avec le Collége, il n'a satisfait qu'à la moitié des visites prescrites par le Pape (Ad III, A).

En cas d'un indult spécial, les deux visites personnelles de Titius compléteraient le nombre exigé par la Bulle, si Titius n'a pas cessé de faire partie du Collége, quoiqu'il en fût momentanément éloigné : hypothèse que les termes *e collegio discessus* permettent de supposer (Ad III, 1°).

Les deux visites suffiraient également, si, pour les faire, Titius s'était adjoint à une corporation quelconque, par suite de la Concession du Souverain Pontife, postérieure à l'Indult du Jubilé (Ad III, 3°).

En dehors de ces deux dernières hypothèses, le confesseur dira à Titius que, réellement il n'a pas gagné le Jubilé, par défaut d'accomplissement des conditions prescrites [1].

Sur le second motif des doutes de Titius, le confesseur pourra le tranquilliser, du moment que Titius avait l'intention de faire sa prière dans le but de gagner le Jubilé (Ad 2m 1æ quæstionis partem).

Le troisième motif n'est pas plus fondé ; car Titius, étant *timoratæ conscientiæ*, n'eût pas voulu faire une confession nulle (Ad II, I).

(1) Cf. notre *Traité canonique etc.*, chap. v, art. 1, n. 3, pag. 143.

En ce qui regarde le vœu, Titius, n'en ayant pas demandé la commutation pendant le Jubilé, ne peut en être relevé par un confesseur non investi du pouvoir de commuer les vœux. Il ne suffirait pas qu'il s'adressât à un confesseur qui avait été approuvé pour le Jubilé, puisque les pouvoirs de ce confesseur ont cessé à l'expiration du Jubilé (Ad II, II).

IV.

Impletis omnibus quæ ad Jubilæum consequendum imposita sunt, Titius Jubilæum ipsum jam primis statuti temporis diebus lucratus erat, nullo tamen peculiari favore, eidem Jubilæo adjuncto, gaudere potuerat ; cum neque absolutione a censuris, et casibus reservatis, neque commutatione, aut dispensatione aliqua Apostolicis facultatibus concedenda tunc indigeret. Post hæc cum in grave peccatum Episcopo reservatum Titius incidisset, et votum de jejunio unaquaque hebdomada servando nuncupasset, cumque rem deinde serio perpendens illud servare facile se non posse sentiret, vertente adhuc Jubilæi tempore , omnia opera ad Jubilæum iterum consequendum necessaria absolvit, ac in confessione sacramentali commutationen voti, et absolutionem a peccato reservato consequitur a confessario quodam, cui persuasum est privilegiis frui posse Titium, plenariam indulgentiam iterum consequi adlaborantem, utpote qui nulli obnoxius culpæ, privilegiis illis prima vice uti non valuisset. Quæritur :

1° *Utrum pluries, infra tempus pro Jubilæo præscriptum, Jubilæum acquiri possit ?*

2° *Quid saltem de commutatione super voto collata in casu judicandum ?*

3° *Quid de confessarii sententia ?*

Resp. ad I. Il faut distinguer entre l'indulgence et les autres priviléges du Jubilé.

1° Quant aux derniers, on ne peut en jouir qu'une seule fois, si l'Indult du Jubilé ne permet pas expressément d'en

profiter plusieurs fois. Toujours les Souverains Pontifes ajoutent la clause *hac vice* à la partie de la Bulle qui contient la concession des priviléges autres que l'indulgence. Or, l'intelligence de cette clause nous est donnée par Benoît XIV dans les termes suivants : « Illum qui semel illarum (gratiarum) particeps factus est prima vice, qua Jubilæum consecutus fuit, iterum earum participem fieri non posse, si post primam Jubilæi assecutionem, iterum in censuras incurrerit, aut casus reservatos commiserit, vel novis votorum commutationibus aut dispensationibus indigeat [1]. »

Les successeurs de Benoît XIV ont adopté les règles qu'il avait tracées pour l'interprétation des Bulles du Jubilé, quand les termes de leurs Indults ne s'en écartent pas [2]. Il en est cependant qui doutèrent si l'on devait s'en tenir à cette interprétation pour le Jubilé du Concile et pour celui de 1875, et soumirent la question à Rome. Le 10 juillet 1869, la S. Congrégation des Indulgences a déclaré que les termes *hac vice tantum* sont l'équivalent de *una tantum vice* [3].

Peu de temps auparavant, c'est-à-dire le 1er juin 1869, la S. Pénitencerie émit une semblable déclaration [4]; déclaration

(1) Constit. *Inter præteritos*, § 84. *Bullarium Benedicti XIV*, vol. VIII, pag. 154. Cf. Constit. *Convocatis*, n. 52, *Ibid.*, vol. VII, pag. 351 ; Constit. *Benedictus Deus*, § 4, *Ibid.*, vol. VIII, pag. 199 ; et Constit. *Celebrationem*, § 8, *Ibid.*, pag. 215.

(2) Cf. notre *Traité canonique etc.*, chap. III, n. 3, pag. 89 ; et chap. IV, n. 29, pag. 128.

(3) « X. Attenta clausula *hac vice tantum*, quæritur, an qui in censuras et casus reservatos inciderit, una tantum vice absolvi possit, prout edixit Benedictus XIV in Constitutione *Inter graviores*, vel potius in hoc Jubilæo toties quoties in censuras et casus reservatos incurrerit, absolvi possit? — R. *Affirmative ad primam partem; negative ad secundam.* » — Cf. *Nouvelle Revue théologique*, tom. I, pag. 577.

(4) « 13° An, durante Jubilæo, ille, qui vi ejusdem a censuris et a casibus reservatis absolutus fuit, si denuo in casus et censuras reservatas incidat, secunda vice possit absolvi opera injuncta iterando? — R. Negative. » Cf. *Nouvelle Revue théologique*, tom. I, pag. 566.

qu'elle a renouvelée, à différentes reprises, pour le Jubilé de 1875 [1]. De sorte qu'on ne peut soulever aucun doute sur ce point [2].

2° Pour l'indulgence du Jubilé, une nouvelle distinction est nécessaire. Ou il s'agit d'un Jubilé ordinaire, ou d'un Jubilé extraordinaire.

A. Dans le premier cas, il y a encore lieu de distinguer entre ceux qui accomplissaient à Rome toutes les œuvres prescrites, et les personnes privilégiées. Benoît XIV permit aux premiers de gagner l'indulgence du Jubilé autant de fois qu'ils réitéreraient les œuvres prescrites [3]. Deux motifs portèrent Benoît XIV à faire cette concession. Le premier est la durée du Jubilé ; le second le nombre et la difficulté des œuvres prescrites [4]. La décision de la S. Congrégation des

(1) Nous avons inséré ces déclarations dans le tome VII, pag. 111, n. 3°; pag. 338, n. I.

(2) Nous avons combattu une interprétation des Bulles de Benoît XIV, d'après laquelle il était permis d'user plusieurs fois des priviléges du Jubilé en faveur de celui qui ne l'avait pas encore gagné. V. *Nouvelle Revue théologique*, tom. I, pag. 555. La dernière décision de la S. Pénitencerie a formellement tranché la question, puisqu'on a posé le cas du pénitent qui n'avait pas encore terminé les œuvres du Jubilé. V. *Nouvelle Revue théologique*, tom. VII, pag. 338, n. I.

(3) « Qui hoc anno sancto bis aut pluries omnia et singula opera.... præscripta.... iteraverit, bis quoque aut pluries poterit hoc anni sancti Jubilæum lucrari. » Constit. *Convocatis*, n. 52. *Bullarium Benedicti XIV*, vol. VII, pag. 351.

(4) « Considerantes minime hic agi de duarum hebdomadarum Jubilæo, verum de Jubilæo, quod annum integrum perdurat, non de operibus injunctis agi, quæ pluries in die adimpleri possint, quemadmodum fit, quando plenaria indulgentia illis conceditur, qui certis ac præscriptis diebus certam ecclesiam visitaverint... verum de visitationibus agi numero non paucis basilicarum quæ inter se dissitæ ac distantes sunt, quæque non nisi multis ac distinctis diebus fieri possunt, minime dubitavimus declarare, posse pluries per annum sanctum, injuncta opera iterando, sanctam indulgentiam acquiri. » Constit. *Inter præteritos*, § 84, *Ibid.*, vol. VIII, pag. 152.

Indulgences, en date du 6 février 1852, confirmée par le Pape le 15 mars suivant, rend cette règle de Benoît XIV applicable à tous les Jubilés ordinaires, pour lesquels les Souverains Pontifes n'établiront pas expressément une autre règle [1].

Les mêmes motifs n'existant pas pour les personnes privilégiées [2], qu'elles habitent Rome, ou qu'elles soient étrangères à la ville, il n'est pas surprenant que Benoît XIV ne les ait pas traitées aussi favorablement. Il ne leur permet de gagner l'indulgence du Jubilé que deux fois dans le courant de l'Année sainte, en réitérant les œuvres prescrites [3]. Les successeurs de Benoît XIV ont maintenu cette règle [4].

Benoît XIV fut encore moins libéral dans l'extension du Jubilé de l'Année sainte à tout l'univers : il y permet de gagner l'indulgence une fois seulement [5]; disposition également adoptée par ses successeurs [6].

B. *En règle générale*, l'indulgence des Jubilés extraordinaires ne peut être gagnée qu'une seule fois. La manière dont s'exprime Benoît XIV, les motifs qu'il fait valoir pour déroger à ce principe en l'Année sainte, ne permettent pas de nous écarter de cette règle, conforme d'ailleurs aux principes qui régissent la matière des indulgences [7].

(1) V. cette décision dans notre *Traité canonique, etc.* Document IV, page 705.

(2) Les personnes privilégiées sont les religieuses, les anachorètes, les ermites, les prisonniers, les malades et infirmes. Cf. notre *Traité canonique etc.*, chap. V, art III, n. 5 et suiv., pag. 256.

(3) « Plenissimam omnium peccatorum suorum indulgentiam, veniam et remissionem, etiam duabus vicibus intra ipsius anni sancti decursum, si omnia opera injuncta iteraverint, per eorum singulos consequendam tenore præsentium, ac de Apostolicæ liberalitatis amplitudine concedimus et elargimur. » Const. *Paterna charitas*, § 7, *Bullarium Benedicti XIV*, vol. VIII, pag. 183.

(4) Cf. notre *Traité canonique etc.*, chap. IV, n. 31, pag. 132.

(5) Cf. *Ibid.*, n. 32, pag. 132.

(6) *Ibid.*, pag. 133.

(7) Cf. *Ibid.*, n. 33, pag. 133 ; et *Nouvelle Revue théologique*, tom. I, pag. 416.

Nous avons dit: *en règle générale;* car les Souverains Pontifes autorisent quelquefois le gain réitéré de l'indulgence. Ainsi une décision de la S. Pénitencerie tranchait la question par rapport au Jubilé du Concile : on pouvait gagner plusieurs fois l'indulgence, en répétant les œuvres prescrites [1]. Il n'en était pas de même pour le Jubilé de 1875. Par ordre du Souverain Pontife, la S. Pénitencerie déclara « semel tantum acquiri posse ipsius Jubilæi indulgentiam [2]. »

Resp. ad II. Cette commutation ne pourrait être attaquée que de trois chefs, savoir: 1° du défaut de pouvoir dans le confesseur; ou 2° de l'absence d'une juste cause de commutation; ou 3° enfin de la qualité du vœu. Examinons la question sous ces trois points de vue.

1° Quant au pouvoir du confesseur. Nous le supposons dûment et légitimement approuvé, et en conséquence muni des pouvoirs extraordinaires concédés aux confesseurs du Jubilé. Un seul cas se présente, où il serait dépouillé de ses pouvoirs vis-à-vis de Titius : celui où Titius aurait déjà profité, pendant ce Jubilé, de la faveur qu'il réclame. Or, d'après l'exposé du cas, il n'a jusque-là demandé la commutation d'aucun vœu. De ce chef donc rien ne s'oppose à ce que son vœu soit légitimement commué.

2° L'obstacle viendrait-il du second chef, c'est-à-dire de l'absence d'une juste cause ? Si quelques auteurs exigent une cause raisonnable pour légitimer la commutation [3], l'opinion commune trouve que la seule raison du Jubilé et l'accomplissement des œuvres prescrites la justifient suffisamment.

(1) « 14. An qui Jubilæi indulgentiam semel lucratus est, eam possit iterum lucrari, dummodo injuncta opera repetat ? — R. Affirmative. » *Nouvelle Revue théologique*, tom. I, pag. 566.

(2) Cf. *Nouvelle Revue théologique*, tom. VII, pag. 111, n. 3°.

(3) Collet, *Traité du Jubilé*, chap. VI, § IV, n. 8 ; Bouvier, *Traité des Indulgences*, part. IV, chap. III, art. II, § III, 4°, pag. 392.

« Recte, *dit S. Alphonse*, advertunt Suarez et Holzmann, cum communi, quod pro commutatione præfata votorum non requiritur specialis causa, sed sufficit causa illa communis, ob quam Pontifex motus est ad Jubilæum indicendum [1]. »

Nous devons cependant avouer que l'autorité ne paraît pas favorable au sentiment commun [2]; mais nous ferons en même temps observer que l'opinion la plus rigoureuse tient comme motif suffisant de commutation la répugnance et la difficulté qu'éprouve le pénitent à accomplir son vœu [3]; difficulté qui se rencontre dans notre cas. De ce chef donc nul obstacle ne s'élève contre la commutation.

3° En naîtrait-il un de la qualité du vœu? L'exposé ne s'explique pas sur le motif qui a donné lieu au vœu de Titius. Il pourrait se faire que ce vœu fût un vœu pénal ayant pour but de préserver Titius du péché, comme il peut avoir été émis sans cette intention. Dans ce dernier cas, rien ne le soustrait au pouvoir du confesseur du Jubilé, de sorte que Titius pourrait légitimement en obtenir la commutation.

Quant aux vœux de la première catégorie, le pouvoir des confesseurs est plus limité. Les Souverains Pontifes ont coutume de mettre une restriction à l'usage de la faculté de les commuer; comme l'a encore fait Sa Sainteté Pie IX dans l'indult du Jubilé de 1875. « Necnon, *y lit-on*, vota quæcumque..... exceptis necnon pœnalibus quæ præservativa a peccato

(1) *Theologia moralis*, lib. VI, n. 537, quær. IV. Cf. Minderer, *Tractatus de Jubilæo*, n. 540; Theodorus a Spiritu Sancto, *Tractatus de Jubilæo*, cap. XI, § I, n. 6; Gobat, *op. cit.*, n. 297; Bellegambe, *op. cit.*, part. III, sect. XII, quæst. 4.

(2) Nous avons cité quelques documents dans notre *Traité canonique, etc.*, chap. VI, art. II, sect. I, § III, point IV, n. 8, pag. 527; et sect. II, § I, n. 11 et suiv., pag. 610 seq.

(3) V. les causes admises par ces auteurs dans notre *Traité canonique, etc.*, chap. VI, art. II, sect. I, § III, point IV, n. 6, pag. 526.

nuncupantur, nisi commutatio futura judicetur ejusmodi, ut non minus a peccato committendo refrænet, quam prior voti materia, in alia pia et salutaria opera commutare. »

Si donc le vœu de Titius rentrait dans cette catégorie, son confesseur était encore en droit de le commuer, pourvu que la matière subrogée fût autant de nature à éloigner Titius du péché que l'objet primitif de son vœu [1].

En résumé donc, le confesseur de Titius était en droit de commuer son vœu.

Resp. ad III. 1° Le confesseur de Titius avait raison de croire qu'il pouvait user en faveur de son pénitent des priviléges extraordinaires du Jubilé : qu'il pouvait en conséquence commuer son vœu et l'absoudre de son péché réservé. (Resp. ad I, 1°, et ad II, 1°).

2° Il se trompait, s'il croyait nécessaire, pour l'usage de ces facultés, que Titius gagnât une seconde fois l'indulgence. D'abord, s'il s'agit d'un Jubilé où le Pape n'a pas permis le gain réitéré de l'indulgence, par exemple s'il s'agit du Jubilé de 1875, parce que c'est en vain que Titius aurait essayé de gagner l'indulgence une seconde fois (Resp. ad I, 2° B).

Ensuite parce que l'usage des pouvoirs extraordinaires ne doit pas être nécessairement uni au gain de l'indulgence. Il est vrai que le confesseur ne peut user de ses pouvoirs qu'en faveur des pénitents qui ont l'intention de gagner le Jubilé [2],

(1) V. sur ce qui concerne la commutation des vœux pénaux, notre *Traité canonique, etc.*, loc. cit., point III, n. 60 et suiv., pag. 250.

(2) « Intelligant (confessarii), *dit Benoît XIV*, hujusmodi facultatibus peculiaribus a Nobis, ut supra, pro hoc anno sancto sibi concessis uti se non posse, nisi cum iis pœnitentibus qui præsens ejusdem anni sancti Jubilæum consequi sincere et serio volunt, atque ex hoc animo ipsum lucrandi, et reliqua opera ad id lucrandum necessaria adimplendi, ad confessionem apud ipsos peragendam accedunt. » Const. *Convocatis*, n. 24, *Bullar. Bened. XIV*, vol. VII, pag. 345. Cf. Constit. *Inter præte-*

ou qui l'ont déjà réellement gagné. Mais aussi longtemps que le pénitent n'a pas encore profité des facultés extraordinaires du confesseur, il peut, pendant toute la durée du Jubilé, en réclamer le bénéfice, tout en se contentant de se confesser, et en négligeant les autres œuvres prescrites.

ritos, § 62, *Ibid.*, vol. VIII, pag. 100; Constit. ***Benedictus Deus***, § 6, *ibid.*, pag. 201 ; Constit. *Celebrationem*, § 8, *ibid.*, pag. 216.

CAS DE PASTORALE [1].

6e QUESTION.

Quand doit-on se rendre à l'appel de Dieu?

Pour résoudre cette question, nous interrogerons la doctrine de notre divin Sauveur, la conduite des Apôtres, l'enseignement des Saints Pères et Docteurs de l'Eglise, qui se sont spécialement occupés de ce point.

Nous avons souvent entendu dire, et depuis plusieurs siècles on le dit, que, dans une affaire d'aussi grande importance, on ne saurait trop réfléchir avant de se décider; qu'il faut longtemps s'éprouver pour s'assurer que la vocation vient de Dieu, selon cette parole de S. Jean : *Nolite omni spiritui credere, sed probate spiritus si ex Deo sint* [2]. Une longue épreuve peut seule nous donner cette assurance. Voyons si cela s'accorde avec la doctrine de notre Seigneur.

Nous lisons dans l'Evangile que le Sauveur appelait un jeune homme, en lui disant : *Sequere me.* Le jeune homme lui répondit : « Seigneur, permettez-moi d'aller auparavant ensevelir mon père. » Jésus lui répartit : « Laissez aux morts le soin d'ensevelir les morts; pour vous, allez, et annoncez le royaume de Dieu [3]. » Par cette réponse, le Sauveur fit comprendre qu'on devait se rendre immédiatement à son appel. Le Seigneur ne lui permit point, dit Menoch, d'aller ensevelir

(1) V. ci-dessus, pag. 75 et 202. (2) I *Joan.* IV, 1.

(3) « Domine, permitte me primum ire, et sepelire patrem meum. Dixitque ei Jesus : Sine ut mortui sepeliant mortuos suos : tu autem vade et annuntia regnum Dei. » *Luc.*, IX, 59, 60.

son père, « quia docere voluit, cum ab eo vocamur, ne unius quidem diei, aut horæ moram, etiam pietatis causa, etiam ad sepeliendum jam mortuum patrem interponendam esse, quo minus vocantem e vestigio sequamur [1]. »

Un autre jeune homme, également invité par notre Seigneur à le suivre, lui dit : « Je vous suivrai, Seigneur; mais permettez moi de disposer auparavant de ce que j'ai dans ma maison. » Jésus lui répondit : « Quiconque ayant mis la main à la charrue, regarde en arrière, n'est point propre au royaume de Dieu [2]. » Sur quoi le docte et pieux Evêque de Gand, Jansenius, ajoute : « Cum Christus significat eum respicere retro, satis notat illum non fuisse satis promptum, sed affectum ejus fuisse divisum..... Deinde (docemur) eum, qui vocatur divinitus, nullam dilationem quærere debere, vel pietatis, vel honestatis prætextu; sed mox vocantem sequi debere, cura parentum, ac domesticorum quorumcumque, et omnium bonorum aliis relicta [3].» Nous n'ajouterons à ces passages, que la conclusion pratique que tira des paroles du Sauveur saint Jean Chrysostôme, Archevêque de Constantinople : « Nihil igitur, *dit-il*, aliud inde discimus, quam quod ne minimum quidem temporis terere oporteat [4]. »

La conduite des Apôtres fut conforme à la doctrine du Maître. Nous lisons en effet dans l'Evangile : « Jésus se promenant le long de la mer de Galilée, vit deux frères, Simon, qui se nomme Pierre, et André son frère, qui jetaient leur filet dans la mer; car ils étaient pêcheurs; et il leur dit :

(1) *Commentaria in Evang. S. Matth.* VIII, 21.

(2) « Sequar te, Domine; sed permitte mihi primum renuntiare his quæ domi sunt. Ait ad illum Jesus : Nemo mittens manum suam ad aratrum, et respiciens retro, aptus est regno Dei. » Luc., IX, 61, 62.

(3) *Commentarii in concordiam evangelicam*, Cap. 29, versus finem.

(4) *Homiliæ in Matthæum*, Homil XXVII (al. XXVIII), n. 4. tom. VII, part. I, col. 348. Edit. Migne.

« Suivez-moi, et je vous ferai devenir pêcheurs d'hommes. Eux *aussitôt*, laissant là leurs filets, le suivirent [1]. » Donnant ainsi, selon la remarque d'un célèbre commentateur des Evangiles, Luc de Bruges, le meilleur exemple à ceux que Dieu appelle : « Optimum certe exemplum iis qui a Deo vocantur, nihil disputare aut hæsitare, nihil contari, nihil ulla de re esse sollicitum, sed obsequi simplicissime Deo, eique se totum committere [2]. »

L'Évangéliste dit ensuite que Jésus s'étant avancé, « vit deux autres frères, Jacques, fils de Zébédée, et Jean son frère, avec Zébédée leur père, raccommodant leurs filets, et il les appela. *Aussitôt* ils abandonnèrent leurs filets et leur père, et suivirent le Sauveur [3]. »

Le publicain Matthieu ne se rendit pas moins promptement à l'appel de Jésus, qui lui dit : *Sequere me. Et surgens*, dit l'Evangéliste, *secutus est eum* [4]. Commentant ces paroles, Jansenius déjà cité, relève la prompte obéissance de S. Matthieu : « Jam, *dit-il*, et obedientia magna vocati Matthæi hic commendatur, quod ad unam vocem Domini, omnibus statim relictis, non dubitaverit Dominum sequi [5]. »

Telle fut la conduite des Apôtres, en parfait accord avec la doctrine de leur Maître; conduite qui nous apprend, comme dit Noël Alexandre, à nous rendre sans le moindre retard à

(1) « Ambulans autem Jesus juxta mare Galilææ, vidit duos fratres, Simonem, qui vocatur Petrus, et Andræam fratrem ejus, mittentes rete in mare (erant enim piscatores), et ait illis : venite post me, et faciam vos fieri piscatores hominum. At illi continuo, relictis retibus, secuti sunt eum. » *Matt.* IV, 18-20.

(2) *In sacrosancta 4 Jesu Christi Evangelia*, Matth. IV, 20.

(3) « Et procedens inde, vidit alios duos fratres, Jacobum Zebedæi, et Joannem fratrem ejus in navi cum Zebedæo patre eorum, reficientes retia sua : et vocavit eos. Illi autem statim relictis retibus et patre, secuti sunt eum. » *Matth.* IV, 21,22.

(4) *Matth.* IX, 9.

(5) *Op. cit.*, cap. 33.

la voix du Christ qui nous appelle. « Ex Apostolorum vocatione discamus..... 2. Sine cunctatione parendum Christo interius vocanti, etiamsinos aliquid necessarium urgere videatur [1]. »

L'enseignement des saints Docteurs de l'Eglise ne pouvait s'en écarter. Ecoutons-les. Commentant le premier passage, où il est question de la vocation des frères Pierre et André, S. Jean Chrysostome appelle l'attention de ses auditeurs sur la promptitude de leur obéissance. « Perpende, *dit-il*, illorum et fidem et obedientiam. Etenim in medio opere (scitis autem quam avida res sit piscatio) illum jubentem audientes, non distulerunt, neque cunctati sunt : non dixerunt : Reversi domum, propinquos alloquemur : sed relictis omnibus sequuti sunt, quemadmodum et Elisæus fecit cum Elia. Talem quippe Christus obedientiam quærit a nobis, ita ut ne momento quidem temporis differamus, etiamsi quid ex admodum necessariis urgere videatur [2]. »

Expliquant la défense faite par le Sauveur au jeune homme qui lui demandait d'aller d'abord ensevelir son père, il écrit : « Jesus id prohibuit ipsi, non quod juberet honorem parentibus debitum contemnere, sed ut ostenderet, nihil nobis æque necessarium esse atque res cœlestes, iisque summa cum diligentia esse incumbendum, nec vel tantillum differendum, etiamsi admodum urgentia videantur esse ea quæ alio trahunt [3]. »

Il dit encore en parlant de la vocation de S. Matthieu : « Disce vocati obedientiam. Neque enim repugnavit, neque dubitans dixit : Quid est hoc ? Num me hominem hujusmodi

(1) *Expositio litteralis et moralis S. Evangelii J. C. secundum quatuor Evangelistas*, Matth. IV, *Sensus moralis*, n. 8.

(2) *Commentarius in S. Matthæum Evangelistam*, Homilia XIV ; n. 2. *Operum* tom. VII, Part. 1, col. 219, édit. Migne.

(3) *Op. cit.*, Homil. XXVII (al. XXVIII), n. *Ibid.*, col. 348.

fraudulenter vocat ? Nam certe intempestiva fuisset hujusmodi humilitas. Sed statim obedivit : neque petiit ut domum ire liceret, ut rem cum suis communicaret, quemadmodum etiam piscatores fecerunt : ut enim illi retia, naviculam et patrem, ita et hic toloniariam mensam et lucrum reliquit, ut sequeretur, ad omnia paratum animum exhibens; et a rebus omnibus sæcularibus se statim abscindens, per obedientiam perfectam testificabatur, quam tempestive vocatus fuisset [1]. »

Dans la réponse à la quatrième question nous avons rapporté un passage de S. Cyrille, où l'enseignement du S. Evêque est entièrement conforme à celui de S. Jean Chrysostome [2].

S. Jérôme exhorte son ami Héliodore à rompre de suite les liens qui le retiennent à la maison paternelle, et à embrasser immédiatement la vie érémitique. « Quid facis, *lui dit-il*, in paterna domo delicate miles?... Licet parvulus ex collo pendeat nepos; licet sparso crine et scissis vestibus ubera quibus te nutrierat mater ostendat; licet in limine pater jaceat; per calcatum perge patrem, siccis oculis ad vexillum crucis evola. Solum pietatis genus est, in hac re esse crudelem... Quid agis, Frater, in sæculo, qui major est mundo ? Quamdiu te tectorum umbræ premunt ? Quamdiu fumosarum urbium carcer includit [3] ? »

Ailleurs il félicite le prêtre Paulin d'avoir mis de suite en pratique le conseil du Sauveur : « Tu, audita sententia Salvatoris : *Si vis perfectus esse, vade et vende omnia quæ habes, et da pauperibus, et veni, sequere me ;* verba vertis in

(1) *Op. cit.*, Homil. xxx (al. xxxi), n. 1. *Ibid.*, col. 163. V. en outre un autre passage du même S. Docteur, rapporté ci-dessus, pag. 216.

(2) V. ci-dessus, pag. 211.

(3) *Epist* 5. *Operum*, tom. IV, part. II, col. 7 et 11. Edit. Paris, 1706.

opera, et nudam crucem nudus sequens, expeditior et levior scandis scalam Jacob [1]. »

S. Bernard, écrivant à un sous-diacre de Rome, le presse vivement d'exécuter immédiatement son projet d'entrer en religion. « Nunc itaque, *lui écrit-il*, rumpe moras : fac cito quod scripsisti : et si veraciter stilus expressit affectum, efficaciter opus stilum testificetur. Quid tardas ipsum quem jamdudum concepisti spiritum parturire salutis ? Nil mortalibus vel morte certius, vel incertius hora mortis. Siquidem tanquam fur in nocte ita veniet. Væ prægnantibus in illa die, si supervenerit et prævenerit hunc tam salutiferum partum [2]. »

Dans un sermon qu'il prononça le jour de Saint-André, il propose à ses auditeurs l'exemple de saint Pierre et de saint André comme modèle à suivre : « At illi, *dit-il*, continuo nihil dijudicantes aut hæsitantes, non solliciti unde viverent, non considerantes quonam modo rudes homines et sine litteris prædicatores fieri possent : nihil denique interrogantes, sine omni mora relictis retibus et navi secuti sunt eum. Agnoscite, Fratres, quoniam propter vos scripta sunt hæc, propter vos singulis annis in Ecclesia recitantur [3].»

L'Ange de l'Ecole se demande : « Utrum sit laudabile, quod aliquis religionem ingrediatur absque multorum consilio, et diuturna deliberatione præcedente ? » Voici sa réponse :

Respondeo dicendum, quod diuturna deliberatio et multorum consilia requiruntur in magnis et dubiis, ut Philosophus dicit in tertio *Ethicorum*. In his autem quæ sunt certa et determinata, non requiritur consilium. Circa ingressum autem religionis tria possunt considerari. Primo quidem ipse religionis ingressus se-

(1) *Epist.* 49. *Ibid.*, col. 563.

(2) *Epist.* 105. *Operum* tom. I, pag. 50. Edit. Lugdun. 1687. Cf. Epist. 104 et 106. *Ibid.*, pag. 49 et 50.

(3) *Sermo II de S. Andrea*, n. 2. *Ibid.*, tom. II, pag. 156.

cundum se : et sic certum est quod ingressus religionis est melius bonum : et qui de hoc dubitat, quantum est in se, derogat Christo, qui hoc consilium dedit. Unde Augustinus dicit in *Lib. de verbis Domini* (Serm. VII, Cap. II, parum a princ.) : *Vocat te Oriens, id est Christus, et tu attendis Occidentem, id est ad hominem mortalem, et errare potentem.*

Alio modo potest considerari religionis ingressus per comparationem ad vires ejus qui est religionem ingressurus : et sic etiam non est locus dubitationis de ingressu religionis : quia illi qui religionem ingrediuntur, non confidunt in sua virtute se posse subsistere, sed auxilio virtutis divinæ, secundum illud *Isaiæ*, XL, 31 : *Qui sperant in Domino, mutabunt fortitudinem, assument pennas sicut aquilæ, current, et non laborabunt, ambulabunt, et non deficient.* Si tamen sit aliquod speciale impedimentum, puta infirmitas corporalis, vel onera debitorum, vel aliqua hujusmodi, in his requiritur deliberatio, et consilium cum his de quibus speratur quod prosint et non impediant. Unde dicitur Eccli, XXXVII, 12 : *Cum viro irreligioso tractas de sanctitate, et cum injusto de justitia ?* Quasi dicat, non : unde sequitur : *Non attendas his in omni consilio, sed cum viro sancto assiduus esto.* In quibus tamen non est diuturna deliberatio habenda. Unde Hieronymus dicit in *Epist. ad Paulin.* (Cap. 3, prope fin.) : *Festina, quæso te, et hærentis in salo naviculæ funem magis præscinde quam solve.*

Tertio autem modo considerari potest modus religionem intrandi, et quam religionem aliquis ingredi debeat : et de talibus potest haberi etiam consilium cum his qui non impediant [1].

Dans l'opuscule, que nous avons déjà cité, il prouve longuement, par les paroles et les gestes du Sauveur, qu'on doit se rendre de suite à l'appel de Dieu, et réfutant les objections, il ajoute :

Cum igitur homo instinctu Spiritus Sancti movetur ad religionis ingressum, non est ei differendum, ut humanum requirat

(1) 2-2, q. 189, a. 10.

consilium, sed statim homo impetum Spiritus Sancti sequi debet. Unde et Ezechiel. I, 20, dicitur : *Quocumque ibat spiritus, illuc eunte spiritu et rotæ pariter levabantur sequentes eum.* Nec solum hoc Scripturæ auctoritatibus, sed etiam Sanctorum exemplis manifestatur. Narrat enim Augustinus in VIII Confess., de duobus militibus, quorum unus lecta vita Antonii subito repletus amore sancto, ait amico suo : *Ego Deo servire statui, et hoc ex hac hora, in hoc loco aggredior : te si piget imitari, noli adversari.* Respondit ille adhærere se socio tantæ mercedis, tantæque militiæ. *Et ambo jam tui ædificabant turrim sumptu idoneo relinquendi omnia sua, et sequendi te.* In quo etiam libro Augustinus seipsum reprehendit de hoc quod retardabat suam conversionem, ubi dicit : *Non erat omnino quid responderem veritate convictus, nisi tantum verba lenta, et somnolenta :* Modo, Ecce modo, Sine paululum, Sed modo ; et Modo *non habebat modum, et* Sine paululum *in longum ibat.* Et in eodem libro dicit : *Erubescebam nimis, quia illarum nugarum murmur*, scilicet sæcularium et carnalium, *adhuc audiebam et cunctabundus pendebam.* Non est ergo laudabile, sed magis vituperabile post vocationem interiorem, vel exteriorem, vel verbo, vel scripturis factam differre, et quasi in dubiis consilium quærere.

Hoc etiam ad interioris inspirationis efficaciam pertinet, ut homines inspirati subito ad majora provehantur. Quod significatur per hoc quod, congregatis in unum discipulis, ut legitur *Act.* XI, repente Spiritus Sanctus super eos veniens eos fecit magnalia loqui, ubi dicit Glossa : *Nescit tarda molimina Spiritus Sancti gratia...* Virtutem igitur Spiritus Sancti vel ignorat, vel ei resistere nititur, qui a Spiritu Sancto motum diuturnitate consilii detinere contendit [1].

Saint Bernardin de Sienne se propose l'objection suivante :

Disc. Non tamen ex omnibus quæ dicta sunt elicere possum quod, si quis religionem intrare inspiratus est, debeat hoc perfi-

(1) Opusc. XVIII. *Contra pestiferam doctrinam retrahentium homines a religionis ingressu*, cap. 9. *Operum* tom. XIX, pag. 475.

cere, nisi antea probet si inspiratio sua ex Deo est, dicente Joanne, in *Canon.* sua, cap. IV : *Nolite omni spiritui credere, sed probate spiritus si ex Deo sunt;* quod maxime in religionis assumptione observandum est.

MAG. Oh! Quid est legere, *répond-il*, et recte non intelligere. Hoc verbum ad propositum non est. Ibi enim probatio necessaria est, ubi certitudo apparere non potest. Unde super illud I Timoth. *Omnia probate*, Glossa ait : *Certa non egent discussione.* Incertum enim esse potest his qui alium ad religionem suscipere debent, seu recipiendi officium incumbit, quo spiritu tales ad religionem inducti sunt, utrum desiderio spiritualis profectus, an etiam, sicut quandoque accidit, ad furandum, seu ad aliud malum faciendum, vel an ad statum religionis suæ sint idonei, seu apti. Hæc quidem, quia dubia sunt, prudenti discussione examinanda sunt. Non sicut quidam, qui inconsiderate recipiunt omnes; quorum fructus est infamia et scandalum suæ religionis. Proinde indicitur eis tam per Ecclesiæ sanctiones, quam per regularia instituta qui sint recipiendi, seu spernendi. Sed his qui propositum gerunt assumendæ religionis minime dubium esse potest qua intentione id agant. Propterea enim longæ deliberationis necessitas non incumbit; præcipue si de suis corporalibus viribus non diffidunt. Ad quas quoque examinandas religionem intrantibus conceditur annus probationis [1].

Un peu plus avant, saint Bernardin développe fort au long notre thèse, et emploie pour l'établir les preuves de saint Thomas. Il emprunte souvent même ses propres paroles [2].

Nous terminerons ces citations par le passage suivant de saint Alphonse, qui a parfaitement traité ce point.

Dès que le Seigneur appelle quelqu'un à un état plus parfait, s'il ne veut pas mettre en péril son salut éternel, il doit obéir, et obéir aussitôt. Autrement il entendra Jésus-Christ lui adresser

(1) *Operum* tom. II, Serm. XXIV, Art. III, Argum. 17, pag. 136.
(2) *Ibid.*, Argum. 20, *Loc cit.*, pag. 137 et 138.

le même reproche qu'à ce jeune homme qui, invité par le Sauveur à le suivre, lui demanda la permission d'aller auparavant mettre ordre à ses affaires et disposer de ses biens : *Sequar te, Domine; sed permitte mihi primum renuntiare his quæ domi sunt.* Jésus lui répondit que quiconque, ayant mis la main à la charrue, regarde en arrière, n'est point propre au royaume de Dieu : *Nemo mittens manum suam ad aratrum, et respiciens retro, aptus est regno Dei* [1].

Les lumières que le Seigneur nous envoie, sont passagères, et non permanentes; c'est ce qui fait dire à saint Thomas que les divines invitations à une vie plus parfaite doivent être suivies sans retard : *Quanto citius.* Le Docteur Angélique pose la question de savoir s'il est louable d'entrer en religion, sans avoir consulté beaucoup de personnes et délibéré longtemps ; et il répond affirmativement, en disant qu'il est nécessaire de consulter et de délibérer dans les choses douteuses, mais non dans celle-ci, qui est certainement bonne, puisque Jésus-Christ l'a conseillée lui-même dans l'Evangile : la vie religieuse, en effet, n'est que la pratique de divers conseils donnés par ce divin Maître.

Chose étonnante! Quand il s'agit d'entrer en religion, pour mener une vie plus parfaite et plus assurée contre les dangers du monde, les gens du siècle prétendent que, pour prendre une telle résolution, il faut délibérer longuement, et ne pas se hâter de l'exécuter, afin de s'assurer si cette vocation vient réellement de Dieu et non du démon. Mais ils ne parlent point ainsi, lorsqu'il s'agit d'accepter une charge, un évêché, etc., où l'on court tant de dangers de se perdre! Ils ne disent point alors qu'il faut beaucoup d'épreuves pour s'assurer qu'on y est vraiment appelé de Dieu.

Le langage des Saints est tout différent..... S. Jean-Chrysostome dit que Dieu, quand il nous favorise de semblables inspirations, veut que nous n'hésitions pas un instant à les suivre : *Talem obedientiam Christus quærit a nobis, ut neque instanti temporis moremur.* Pourquoi cela? Parce que le Seigneur aime à voir en

(1) *Luc.* IX, 61, 62.

nous cette docilité ; et plus elle est prompte, plus il ouvre la main pour nous remplir de ses bénédictions. Les délais, au contraire, lui déplaisent beaucoup ; alors, il resserre la main et retient ses grâces ; de sorte que celui qui tarde à correspondre à sa vocation, parvient avec peine à la suivre, et l'abandonne aisément. Ainsi, ajoute saint Jean Chrysostome, quand le démon ne peut détourner quelqu'un de la résolution de se consacrer à Dieu, il cherche au moins à lui persuader d'en différer l'exécution, et il croit avoir gagné beaucoup, quand il a obtenu un délai d'un jour, d'une heure même : *si levem arripuerit prorogationem ;* car, si, pendant ce jour ou cette heure, une nouvelle occasion se présente, il lui sera moins difficile d'obtenir un plus long terme. L'esprit malin procède ainsi jusqu'à ce que le sujet appelé de Dieu, se trouvant plus faible et moins assisté de la grâce, finit par céder tout à fait, et par abandonner sa vocation. Oh ! combien de fois, par de tels retards, l'ennemi est parvenu à faire perdre la grâce de la vocation à ceux qui l'avaient reçue [1] !

De toutes ces preuves il résulte à l'évidence que celui qui est appelé de Dieu à la vie religieuse, doit l'embrasser le plus tôt possible.

7me QUESTION.

Est-il vrai que les Evêques, les Congrégations Romaines et le Souverain Pontife veulent qu'on n'entre en religion qu'après avoir terminé ses humanités ?

Commençons par les Souverains pontifes, et les Congrégations Romaines, et voyons ce qu'ils ont ordonné sur ce point.

Le Concile de Trente permet de faire la profession religieuse à seize ans accomplis [2], mais ne fixe point l'âge où

(1) *Avis sur la vocation religieuse*, II, 2°. *Œuvres ascétiques*, t. XII, p. 37. Edit. cit.

(2) « In quacumque religione, tam virorum quam mulierum, professio non fiat ante decimum sextum annum expletum ; nec qui minore tempore, quam per annum, post susceptum habitum in probatione steterit, ad professionem admittatur. » Sess. XXV, cap. 15, *De Regularibus et Monialibus*.

l'entrée en religion est permise. Toutefois il suit du décret du Concile de Trente que les jeunes gens pouvaient entrer au couvent à l'âge de 15 ans, ou même avant, le Concile n'ayant pas changé l'ancienne discipline sur ce point [1].

Dans sa Bulle *Regularis disciplinæ*, où il règle les conditions d'admission au noviciat, Clément VIII statue, quant à l'âge requis, qu'on doit s'en tenir aux Constitutions de chaque Ordre. « § 22. Quisque recipiendus in aliquo Ordine regulari, etiam mendicantium, in ea sit ætate constitutus, quam ejus Ordinis, in quo recipietur, regularia instituta et ordinationes requirunt [2]. »

Or la plupart des Constitutions religieuses admettaient les enfants à l'âge de puberté, et même avant cet âge, s'ils étaient offerts par leurs parents [3].

Les Papes postérieurs ont fixé l'âge de l'entrée en religion à 15 ans révolus [4]. Il est certain qu'à cet âge la plupart des enfants n'ont pas terminé leurs humanités. Dès lors comment pourrait-on soutenir que les Souverains Pontifes et les Congrégations Romaines, qui leur permettent de prendre l'habit religieux à quinze ans, exigent que leurs études humanitaires soient alors achevées? Il est évident que cette prétention ne repose sur aucun fondement.

L'acte le plus récent de la S. Congrégation sur l'état des

(1) Fagnanus prouve longuement que, même après le Concile de Trente, on pouvait donner l'habit religieux avant l'âge de puberté. *Commentaria in V libros Decretalium*, lib. III, cap. *Cum virum*, n. 9 — 23.

(2) *Bullarium Romanum*, Tom. V, Part. II, pag. 413. Ed. Cocquelines.

(3) Cf. Passerini, *De hominum statibus et officiis*, Quæst. 189, n. 14, et seq.; Thomassin, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, part. I, liv. III, chap. 59, n. 1 et suiv.

(4) Nous ne parlons ici que des frères *clercs* ; car pour les frères *convers*, les lois de l'Eglise exigent un âge plus avancé, comme nous avons eu occasion de le dire antérieurement, ci-dessus, pag. 84.

Réguliers se contente de rappeler le Décret du Concile de Trente quant à l'âge requis pour la profession [1]. C'est donc en vain qu'on invoquerait les Congrégations Romaines pour étayer cette prétention.

Est-on plus fondé à invoquer l'autorité des Evêques? Nous ne connaissons aucun acte épiscopal, qui favorise cette prétention; et l'on conçoit qu'il n'en existe point. Nos Evêques connaissent trop bien le droit pour porter des réglements sur une matière qui n'est pas de leur compétence. Les lois générales de l'Eglise permettant de donner l'habit religieux aux enfants qui ont accompli leur quinzième année, de quel droit les Evêques exigeraient-ils un âge plus avancé? Un inférieur peut-il changer la loi de son supérieur [2]? Si donc un Evêque portait un réglement défendant aux jeunes gens d'entrer en religion avant d'avoir terminé leurs humanités, ce réglement serait nul, et personne ne serait tenu de l'observer, à moins que l'Evêque n'eût obtenu du Saint-Siége la confirmation de son Ordonnance.

8me QUESTION.

Un réglement de collége ou les supérieurs pourraient-ils défendre aux élèves de se confesser hors du collége?

Une distinction nous paraît nécessaire: la nature même des choses établit une différence entre les élèves internes et les

(1) Lettre encyclique du 19 mars 1857, où on lit: « Peracta probatione et novitiatu ad præscriptum S. Concilii Tridentini, Constitutionum Apostolicarum, et Statutorum Ordinis a S. Sede approbatorum, novitii vota simplicia emittant postquam expleverint ætatem annorum sexdecim ab eodem Tridentino Concilio statutam, vel aliam majorem, quæ forsan a statutis proprii Ordinis a S. Sede approbatis requiratur. » Bizzarri, *Collectanea in usum Secretariæ S. Congregationis Episcoporum et Regularium*, pag. 906.

(2) « Lex superioris per inferiorem tolli non potest, » lit-on dans le Droit. Clement. *Ne Romani*, 2, *De electione et electi potestate.* Cf. Cap. *Cum inferior*, 16, *De Majoritate et obedientia.*

externes. Accorder aux premiers le droit de sortir sous prétexte d'aller trouver leur confesseur, est introduire un élément d'anarchie dans le collége. Comment veut-on y maintenir la discipline avec une mesure aussi dissolvante ? Ce point ne nous paraît donc souffrir aucune difficulté, *aussi longtemps que les élèves sont dans le collége.*

Nous ajouterons cependant que nous trouvons très-sage la mesure adoptée dans plusieurs colléges, et même dans des séminaires, d'y appeler chaque semaine des confesseurs étrangers au corps professoral. On comprend combien la liberté de conscience des élèves y gagne, et Dieu seul sait combien de sacriléges sont évités par là.

Nous avons dit : *aussi longtemps que les élèves sont dans le collége.* Aux jours de sortie, on ne peut leur dénier le droit d'aller ouvrir leur cœur à un confesseur qui a leur confiance, et réparer peut-être les mauvaises confessions qu'ils ont faites au collége. Si le Supérieur le leur interdisait, il poserait un acte tyrannique, et dont on pourrait ne tenir aucun compte.

Quant aux externes, si le réglement porte, comme certains le font en réalité, qu'ils se confesseront une fois par mois au collége, certes nous engagerions les étudiants à s'y conformer, et à ne pas se soustraire à ce point de la règle sans l'autorisation de leurs supérieurs, comme nous engagerions ceux-ci à se montrer faciles à donner cette permission.

Pour les autres confessions, qui ne sont pas prescrites par le réglement, les élèves sont parfaitement libres de s'adresser à qui ils veulent. Les supérieurs de collége n'ont aucun droit d'y mettre leur *veto :* toute ingérence de leur part dans cette matière constituerait un abus de pouvoir, et ne lierait aucunement l'élève.

CONSULTATION I.

I. — In libro cui titulus : « *Quæstiones in rubricas Breviarii et Missalis Romani, ad usum seminarii Mechliniensis, auctoritate Eminentissimi etc...Cardinalis Sterckx, Archiepiscopi Mechliniensis in lucem editæ etc.,* « pagina 70, sectio II, *De missis defunctorum*, quæstio 138, auctor petit :

« Quot orationes dicuntur in missis defunctorum *de Requiem?* » Et respondet : « R. 2. Dicitur etiam una tantum oratio, quandocumque pro defunctis solemniter celebratur, ut pergit rubrica citata ; et etiam juxta recens S. R. C. decretum, 16 aprilis 1853, quando missa non est stricte solemnis, sed tantum cantatur, hoc est sine diacono et subdiacono. »

Subscriptor harum istum librum non habet et textus supra scriptus ipsis communicatus est ab alio vestri præcellentis operis subscriptore. Itaque tum meo, tum nomine illius aliorumque membrorum Conferentiæ hujus tractus, peto ut in proximo fasciculo vestri operis prænominati velitis :

1° Inscribere textum ipsum authenticum decreti S. R. C. 16 aprilis 1853.

2° Quum auctor dicat positive et absolute. *Dicitur etiam una etc.;* petitur an res ita decisa est, ut non licentia, sed obligatio sit dicendi, in casu citati auctoris, unam tantum orationem ?

Addo : an illa decisio non tantum valet pro Mechliniensi, sed etiam pro omni alio loco, et quidem observanda quam primum notio illius certo aliter quam per promulgationem sui respectivi Episcopi habita fuerit ?

II. An liceat celebrare, quando missa juxta rubricas celebrari non potest de *requiem* seu in nigro, missam quidem cum vestibus coloris diei aut festi, et cum antependio ejusdem istius coloris, *sed cum* aliis signis nigris aut lugubribus in altare cum craniis depictis affixis candelabris altaris etc. ?

III. An liceat sacerdoti soli celebranti, aut ministro assistenti

cum vestibus nigris, quibus usi sunt in celebratione missæ, *immediate post hanc osculandas præbere reliquias sanctorum* ; an vero nigra deponere debeat et induere stolam coloris diei aut festi, vel *coloris*, qui convenit reliquiis, cum color est liber ista die ?

IV. Dum servitium funebre fit cum uno nocturno, cum commendationibus et laudibus, aut laudibus solis, quia omnino est simplex, ante missam, et cum post officium feretrum ficte in medio ecclesiæ instructum, post missam peragendo ; an juxta rubricas necessario infra *Pater noster* feretrum est aspergendum et incensandum circumeundo, a celebrante, ut fit et fieri debet quando corpus est præsens ?

V. An rubricæ circa fundata anniversaria necessario sunt observandæ, ni velit celebrans deperdere jus stipendii missæ? — Quid, dum solum ex tabella inscriptionis fundationum scitur quod servitium annue celebrari debet per *mensem* v. g. januarii, quin ulla fixa dies indicetur ? Quid, si tantum scitur quod officium annue ex fundatione, cujus onus incumbit mensæ pauperum, celebrandum est sine ulla diei aut mensis quidem indicatione stabilita ? Qualis tunc missa sumi debet ?

Resp. ad I. Il se trouve évidemment une faute typographique dans le texte du questionnaire, tel que nous le transmet notre respectable abonné ; et au lieu de *sine* il faut lire : *Cum diacono et subdiacono*. Avec la conjonction *sine*, la phrase présente un sens évidemment faux, puisque le décret serait censé avoir déclaré tout le contraire du Missel.

Au surplus, en admettant même cette correction, le texte du Manuel laisse encore à désirer. En effet, la Congrégation décide, dans le décret dont on parle, que la solennité dont il est question au Missel ne doit pas s'entendre dans le sens que lui prête Cavaliéri, mais que par solennité le Missel entend la présence du diacre et du sous-diacre. Voici la teneur du décret :

Ord. minor. S. Francisci. *Dub.* xxii. An quoties missa *de*

Requie quotidiana decantatur cum diacono et subdiacono, una tantum oratio in ea dicenda sit (excepta prima die mensis et feria secunda), vel requiratur etiam concursus et pompa exterior, ut opinatur Cavalieri explicans illud *solemniter* rubricæ Missalis, tit. v, n. 3?

Resp. *Affirmative* ad primam partem; *negative* ad secundam. Die 16 aprilis 1853.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette difficulté qui a été élucidée dans la *Revue*, il y a quelque années [1]. On y verra qu'aux messes simplement chantées, et même aux messes mensuelles ordonnées par la rubrique, et chantées avec diacre et sous-diacre, on peut dire trois oraisons. Le doute de notre respectable abonné provient uniquement du texte fautif qui lui a été communiqué.

Ad II. Il est défendu, même aux messes chantées en ornements noirs, de placer à l'autel, des os croisés, des têtes de morts, etc. Telle est la disposition du *Cérémonial des Evêques* [2]. « Omnia paramenta, tam altaris quam celebrantis et « ministrorum, librorum et faldistorii sint nigra, et in his « nullæ imagines mortuorum, vel cruces albæ ponantur. » Il porte encore au même endroit : « Altare nullo ornatu festivo « sed simpliciter et nullis imaginibus, sed sola cruce et sex « candelabris paretur.... » Or, si ces images et figures lugubres sont déjà interdites à l'autel, quand la messe se dit en noir, à plus forte raison devra-t-on les éloigner quand les ornements de l'autel et du célébrant indiquent la joie.

Pio Martinucci, maître des cérémonies apostoliques, entend de la même manière que nous le *Cérémonial des Evêques*. Parlant de ce qu'il faut préparer pour la messe solennelle qui se dit pour le soulagement des trépassés, il fait les observa-

(1) *Nouvelle Revue théologique*, tom. I, pag. 676 et suiv.
(2) Lib. II, cap. XI, n. 1.

tions suivantes [1] : « Caveatur autem ne paramentis nigris altaris, celebrantis ac ministrorum, intextæ sint cruces albi coloris, calvæ mortuorum cum ossibus, rami lauri aut olivæ aut cupressus, neque alia signa funerea, sive acu picta seu texta; sed sine ejusmodi emblematibus. » Bauldry avait également écrit [2] : « Altare parari debet pallio nigri coloris, sine ullis figuris mortis, lacrymarum, ossium in modum crucis, aut aliarum hujusmodi... » La chose n'est donc pas douteuse : de tels ornements ne peuvent en aucun temps se placer à l'autel.

Ad III. Voici d'abord ce que nous trouvons sur cette difficulté dans un auteur italien qui n'est guère connu ici :

« Sanctorum Reliquias Ecclesia Dei semper est venerata : cujus venerationis initium ab apostolicis usque temporibus repetendum esse infinita propemodum monumenta evincunt. Jure ergo meritoque in eorum festivitatibus aliisque diebus exponuntur, ac etiam fidelibus ipsis ad osculandum exhibentur. Hoc autem, sicuti, ex Concil. Trident. sess. xxv, plurimum valet excitandæ eorum fidelium pietati ac devotioni, ita quoque summa honestate ac decentia per sacerdotes fieri debet.

Quoties itaque eædem exhibendæ sunt osculandæ, superpelliceo ac stola indutus esse debet sacerdos, et quadam verborum forma sancti illius, cujus est reliquia, intercessionem auxiliumque precari. Hæc autem forma nec ubique semper, nec eadem. Nam si reliquia sit SS. Crucis, aut alterius instrumenti Passionis, vel infantiæ Jesu Christi, aliquibus in locis osculo exhibetur sub silentio; alibi vero diversæ adhibentur formulæ. Sed hæc juxta auctores convenientior videtur : « Per merita Passionis, *aut* Infan- « tiæ D. N. J.-C. liberet te Deus ab omni malo. Amen. » Si vero sit reliquia B. M. V. aut alterius sancti, adhibetur communiter hæc : « Per intercessionem B. M. V. *aut* Sancti N. (addendo titu-

(1) *Manuale sacr. cærem.*, tom. II, pag. 97.
(2) *Manuale sacr. cær.*, part. 3, cap. 13, n. 1.

« lum Apostoli, martyris, etc.), liberet te Deus ab omni malo. « Amen. » Addunt nonnulli hæc verba *In nomine Patris*, etc., quæ tamen minime convenire videntur : hunc siquidem reddunt sensum : *Liberet te Deus in nomine*, etc. Iis itaque omissis, rectior atque expeditior remanet forma. Toties vero sacerdos cum panno lineo reliquiam absterget quoties deosculandam præbebit, ne alterius deosculatio nauseam faciat. »

Ainsi s'exprime Bragalia, maître des cérémonies de la cathédrale de Faenza [1].

Les mêmes règles se trouvent aussi tracées dans le recueil des observations liturgiques du maître des cérémonies de Bologne, Cuppini, qui, comme le précédent, réunit en un volume les remarques qu'il avait publiées dans divers directoires de Bologne [2]. Nous allons les transcrire pour l'utilité des lecteurs :

Poterunt reliquiæ super altare exponi fidelium venerationi, iisdemque osculandæ exhiberi. Quem morem laudat præ cæteris, atque antiquissimum esse in Ecclesia demonstrat clarissimus vir J.-C. Trombelli, canonicus regularis et abbas Congreg. Rhenanæ Bononien. dissertat. VII, cap. 29, num. 2 et ss. Quod uti excitandæ eorumdem fidelium pietati ac devotioni plurimum valet, ex Conc. Trid., ita summa honestate ac decentia per sacerdotes fieri debet. Nostra synodus ultima, anni 1698, lib. I, cap. 7, hæc habet : « Pia veneratione coli præcipimus sacras « Beatorum reliquias, quibus in altari expositis, ardeant saltem « duo cerei. Nullus laicus audeat easdem de loco ad locum trans- « ferre; sed sacerdotis munus erit, superpelliceo et stola indutus, « de loco ubi asservatur ad altare deferat, et de altari pariformiter ad repositorium revehat..... Nudæ nunquam deosculan-

(1) *Annotationum in rem liturg. brevis collectio*, tom. I, pag. 264. Faventiæ, 1788.

(2) *Instruct. Liturg.* Bononiæ, anno 1781, pag. 223 ss.

« tium pateant occursui, verum sub crystallo, séu solidiori vitro « fideli populo præparentur ad osculum. »

Cum itaque sanctorum reliquiæ ex authenticis locis extractæ, ac hierothicis decentibus inclusæ, in eorumdem festivitatibus, aliisque diebus exponuntur, fidelibus ipsis exhiberi poterunt ad osculandum, a sacerdote superpelliceo et stola induto [1], qui etiam poterit quadam verborum forma, sancti illius, cujus est reliquia, intercessionem auxiliumque precari. « Hæc autem forma nec ubique nec semper eadem... »

Le reste exactement comme l'auteur cité plus haut, qui aura emprunté son texte à celui-ci, ou à leur guide commun, Trombelli.

Ce n'est pas seulement en Italie qu'on trouve ces règles tracées : partout nous voyons le culte et l'exhibition des reliques soumises à des prescriptions générales, qui tendent à en augmenter la vénération dans les peuples chrétiens. « Quand on portera les reliques en procession, *dit le synode de Grenoble, de l'an* 1692 [2], ou qu'on les tirera des armoires pour les mettre sur l'autel, les prêtres et les diacres seuls les pourront porter, revêtus de surplis et d'étoles, et accompagnés de cierges allumés, et jamais on ne les fera porter par les laïques. » Le célèbre synode diocésain, tenu à Cologne, en 1662, renferme un traité presque complet du culte que l'on doit rendre aux reliques. Voici entre autres ce qu'il statue sur le point qui nous occupe [3] : « Quamdiu insignes reliquiæ sacræ in altari vel alio loco erunt palam expositæ, tamdiu candelæ accensæ duæ ibidem colluceant, atque ad earumdem custodiam adsit cle-

(1) « Qui etiam defert pannum lineum, quo reliquiam toties abstergat, quoties deosculandam præbet, ne alterius deosculatio nauseam faciat. »

(2) *Ordonnances synodales* du Cardinal Le Camus, titre v, art. 3, num. 4.

(3) Tit. IX, cap. 3, § 10. *Parte prima. Concil. german.* Tom. IX, pag. 956.

ricus majoribus initiatus ordinibus, a vitæ morumque honestate comprobatus, et superpelliceo indutus : hujus enim, non laici opera ministeriove adhibito, licet christifidelibus pietatis et religionis causa, rosaria seu numismata ad sacrarum reliquiarum capsulas oculosve admovere et attingere vel aliquas sacras reliquias fidelibus osculandas porrigere. »

Le synode de Liége, tenu en 1851, par Mgr Van Bommel, ne pouvait pas omettre ce sujet. Voici les dispositions qui y sont tracées [1] : «Ubi mos est SS. reliquias fidelibus deosculandas præbere, id fiat a sacerdote superpelliceo et stola induto. Juxta laudabilem usum, adhibeatur formula sequens pro reliquiis Passionis dominicæ : *Per signum crucis de inimicis nostris libera nos Deus noster :* et pro reliquiis sanctorum : *Per merita et intercessionem B. M. V. (vel sancti N.) concedat nobis Dominus salutem et pacem.* »

Nous bornerons là nos citations, et nous passerons de suite aux difficultés qu'elles soulèvent.

L'étole est-elle nécessaire au prêtre qui donne des reliques à baiser ? Malgré l'autorité que nous reconnaissons aux liturgistes et aux synodes que nous avons cités, nous pensons que *non*, avec le synode de Cologne. Cette cérémonie n'est pas de celles qui sont rangées par le Rituel, au nombre des fonctions qui requièrent le port de l'étole. Sans doute si elle était unie à une procession qu'elle terminerait, ou à une bénédiction qu'elle précéderait, nous admettrions que l'officiant ne pût se passer de l'étole ; mais quand elle est seule et isolée, il nous paraît que l'étole n'est nullement nécessaire. Quant aux synodes et aux canonistes qui nous paraissent opposés, nous ferons remarquer qu'ils supposent l'exhibition et le baisement des reliques, comme unie à une procession ou une bénédiction, et que partant ils ne nous sont pas réellement contraires.

(1) *Statuta diœcesis Leodien.* num. 270.

Ajoutons toutefois que si le port de l'étole ne nous paraît pas nécessaire, nous ne le condamnons pas cependant, et nous estimons que, si celui qui offre la relique à baiser est prêtre, il peut mettre l'étole sur le surplis.

Faut-il que celui qui donne la relique à baiser soit prêtre Non, il suffit qu'il soit dans les ordres sacrés. Pour le diacre, nous ne trouvons aucune difficulté, puisqu'en assistant le prêtre à l'autel, il a le droit de toucher l'ostensoir contenant l'hostie sainte, le saint ciboire rempli de particules consacrées, le calice avec le précieux sang. Ce droit est bien supérieur à celui de prendre en main un reliquaire et de le faire baiser au peuple ; aussi croyons-nous que le sous-diacre jouit également de la prérogative que nous venons de reconnaître au diacre, quoiqu'il ne puisse toucher les vases sacrés que lorsqu'ils sont vides.

Le surplis est-il indispensable ? Oui, sans doute. Le surplis est en effet le vêtement ecclésiastique de rigueur dans toute fonction à l'église. Non seulement le prêtre doit porter un surplis quand il administre des sacrements, mais le clerc, ou ecclésiastique qui l'accompagne et qui l'assiste dans ces cérémonies, doit aussi nécessairement porter le surplis. Telle est la disposition formelle du Rituel romain. A plus forte raison, le ministre sacré, qui présente une relique à baiser, devra-t-il porter le surplis.

Pourrait-on donner une relique à baiser , revêtu des ornements sacrés, immédiatement après la messe ?

Lorsque la cérémonie se fait à l'autel même où l'on a célébré, et où sans doute, on a fait l'exposition de la relique, rien ne s'oppose à ce que celle-ci soit donnée à baiser par le prêtre encore revêtu de la chasuble. Mais si elle se fait en un autre autel, comme il n'y a nulle liaison entre la messe et la fonction qui suit, nous estimons qu'il est nécessaire d'ôter au moins

la chasuble et le manipule. Nous tirons cette résolution de l'analogie qu'il y a entre cette cérémonie et la distribution de la sainte communion. On sait qu'aux termes du Rituel romain, pour distribuer la sainte communion à l'autel où il vient de célébrer, le prêtre conserve la chasuble et le manipule, mais qu'il les ôte, quand il donne la communion à un autre autel [1]. Pourquoi n'en s'erait-il pas de même quand il s'agit de faire baiser des reliques ? Au surplus la S. Congrégation des Rites s'est prononcée sur le premier point, et elle autorise le célébrant de donner, à l'issue d'une messe basse, quelque relique à baiser, sans ôter la chasuble et le manipule. Voici le décret qui autorise cette manière de faire.

Veronen. 5. Utrum sacerdos in missa privata, sacris indutus paramentis, possit cineres distribuere, et sanctorum reliquias deosculandas præbere, uti mos est in Veronensi diœcesi, expleta missa ?

Resp. *Affirmative.* Die 16 martii 1833.

Il est question exclusivement de la messe basse, comme on le voit, et réellement la pratique n'est pas tolérable dans la messe solennelle. Que feraient le diacre et le sous-diacre pendant que le célébrant donnerait la relique à baiser ? Peuvent-ils rester au pied de l'autel ? Iront-ils accompagner le célébrant ? L'un ni l'autre ne convient. Et puis, quelle nécessité y a-t-il de mêler le baisement d'une relique à une fonction aussi solennelle que la messe chantée avec diacre et sous-diacre ? Dans une église qui peut fournir des officiers sacrés, il ne sera pas difficile sans doute de trouver un prêtre pour faire baiser une relique, sans que le peuple doive atten-

(1) Excepté cependant le cas de nécéssité : « Si adsit necessitas, posse tolerari. » répondit la S. C. des Rites, en 1836. *S. R. C. Decreta*, v. *Communio*, § 2, n. 8.

dre. Il faudrait néanmoins excepter le cas d'une exposition solennelle avec bénédiction de la relique et baisement après. En cette circonstance, le baisement ferait partie de la fonction, et rien n'empêcherait le célébrant d'y procéder lui-même.

Nous voici enfin arrivés à la difficulté proposée par notre respectable abonné. La réponse ne sera pas difficile, d'après ce qui vient d'être expliqué.

Après une messe solennelle en noir, ni le célébrant ni les ministres ne peuvent donner de relique à baiser : ils doivent retourner à la sacristie. L'un d'eux après s'être déshabillé, prêtre ou diacre, ou quelqu'autre viendra présenter à baiser la relique aux fidèles.

Après une messe basse, nous pensons que le célébrant, comme il peut distribuer la sainte communion, pourra également offrir une relique à baiser. Nous n'ignorons pas qu'on trouvera, pour autoriser la distribution de la communion en noir, immédiatement après la messe, des motifs particuliers qu'on ne pourra invoquer pour le baisement d'une relique ; mais d'un autre côté il semble que l'opposition est bien plus grande entre la couleur noire et la sainte Eucharistie, qu'avec la relique d'un saint, qui, à bien le prendre, est un ossement mort.

Nous pourrions également faire valoir, non sans quelque raison, à l'appui de notre décision, la réponse déjà citée de la S. Congrégation des Rites. En effet on n'y établit aucune distinction, aucune restriction, mais la Congrégation répond uniformément qu'après une messe basse, le célébrant peut ne pas ôter sa chasuble pour donner une relique à baiser. Pourquoi supposer une distinction où la S. Congrégation n'en met pas?

Un autre doute est renfermé dans la question. De quelle couleur sera l'étole, en un jour où les messes votives sont per-

mises ? Est-ce l'étole de la couleur qui convient au saint dont on possède la relique ? Est-ce l'étole de la couleur du jour ? Cette dernière est exigée pour la distribution de la sainte communion, quoique le blanc convienne spécialement au Saint Sacrement ; mais, ainsi que chacun le sait, il y a entre la célébration de la messe et la communion une connexité de droit qui n'existe pas pour le baisement d'une relique. D'autre part, le port de l'étole n'étant pas requis pour cette fonction, il ne paraît pas que l'une couleur doive être plutôt exigée que l'autre. C'est pourquoi nous estimons qu'on pourra, à son choix, prendre soit l'étole de la couleur du jour, soit celle qui convient au saint, dont on fait baiser la relique. Le lecteur comprendra qu'il est difficile de donner une solution catégorique en un point qui n'est pas traité par les auteurs, et sur lequel la S. Congrégation des Rites n'a pas été amenée à se prononcer.

Ad IV. Il n'y a nulle obligation de faire l'absoute en dehors du jour des funérailles ; la rubrique du Missel le fait assez clairement entendre [1], et la Congrégation des Rites l'a déclaré [2]. Il serait donc préférable de l'omettre entièrement que de la faire d'une manière inconvenante et au mépris des règles. Or, on nous demande s'il n'est jamais licite de faire une absoute sans asperger et encenser, en faisant le tour de la représentation, même quand la messe est chantée simplement et sans aucune solennité ?

A cette question nous répondons qu'on trouve au *Cérémo-*

(1) « Finita missa, *si facienda est absolutio*, celebrans retrahet se ad cornu epistolæ... » Tit. XIII. n. 4. *De his quæ omittuntur in missa pro defunctis.*

(2) « Non ex obligatione, sed ad arbitrium facienda est absolutio in anniversariis defunctorum, ad formam rubricarum Missalis Romani. » 31 julii 1665 in Nullius Treviren. ad 7.

nial des Evêques l'exposé d'une telle absoute, et partant qu'une telle absoute n'est pas toujours ou entièrement contre les règles. Voici comment la chose se pratique aux termes du *Cérémonial* [1]. Quand l'Evêque, dit-il, a officié au fauteuil, on va, après la messe, étendre un drap noir devant l'autel, ou y porter une représentation. Pendant ce temps-là, on chante le *Libera me*. Lorsqu'il est fini, et après le *Pater noster*, l'Evêque de sa place : « Stans aspergit ter super pannum ni-« grum, vel lecticam mortuorum, et reddito aspersorio pre-« sbytero, et ab eodem accepto thuribulo, thurificabit eo modo, « ter thuribulum ducens super pannum vel lecticam, mini-« stris oras pluvialis similiter elevantibus. »

D'après cela les liturgistes n'ont pas fait difficulté d'admettre une absoute plus simple, dans laquelle le célébrant ne fait pas le tour de la représentation. Laissons parler l'auteur, que nous citions tout à l'heure, le maître des cérémonies de Bologne, Cuppini [2].

Si clerus non pergat ad tumulum, sed in choro remanens cantet ibi responsorium, sacerdos quidem cum thuriferario et acolytho aquæ benedictæ, vel alio etiam digniori ministro, nulla præcedente cruce (etiamsi adsint ministri sacri), ibunt ad absolutionis locum, et ibi omnia præstabunt ; *aspergendo tamen, et incensando tumulum minime circuibunt*. Cavalieri, cap. XVIII, decret. 3, n. 3. Quod si nec thuriferarius adesset, saltem non desit acolythus aquæ benedictæ.

Est alia minus solemnis absolutio quæ fit ab altari. Tunc autem celebrans, finita missa, ad cornu Epistolæ, in plano, accipit pluviale nigrum, prout supra... et per laterales gradus suppedaneum conscendens, stat in eodem cornu versa facie ad altare. Ibidem suo tempore, ministrante diacono, ponit incensum in thuribulum solita benedictione, dicit *Pater noster* intelligibili voce,

(1) Libr. II, cap. 12, n. 12.
(2) *Instructiones liturgicæ*, pag. 176, num. 36.

quam orationem secreto prosequitur ; versus medium accedit, et facta cruci reverentia, semiconversus ad tumulum, seu pannum ante altare jam stratum, ministrante diacono, ter aspergit, in medio, a dextris et a sinistris; ter etiam incensat, ministris oras pluvialis elevantibus.

Interdum etiam, nullo parato feretro, aut panno strato, recitatur in choro *Libera me, Domine,* cum versiculis et oratione, quæ dicuntur ab hebdomadario seu digniori. Tunc autem nulla fit aspersio aut thurificatio ; et celebrans, statim finita missa recedit.

Cela suffira, pensons-nous, pour satisfaire notre respectable abonné, et le délivrer de ses inquiétudes au sujet des absoutes moins solennelles.

Ad V. Les anniversaires fondés par les testateurs pour le jour anniversaire de leur mort, à perpétuité ou du moins pendant un certain nombre d'années, peuvent et doivent se chanter par la messe *de Requiem*, et si le jour est empêché, il faut remettre l'anniversaire à un autre jour, y eût-il incidence d'un office double majeur. Mais si le jour n'est pas fixé, ou si l'anniversaire se chante à la demande des parents, les mêmes règles ne peuvent s'appliquer.

Pour ne pas devoir traiter cette matière dans tous ses détails, et avec toutes les distinctions qu'elle comporte, nous nous contenterons de rapporter la doctrine de Brassinne qui l'a fort bien élucidée [1].

Alter casus in Rubricis, tit. V, n. 2, expressus, in quo licite cantari potest missa de Requiem in festo duplici, est : *In anniversario pro defunctis.* Quem casum Alexander VII his paucis verbis abunde declarat in Brevi, quod incipit *Creditæ nobis:* « Anniversaria, *inquit præfatus Papa,* et Missas cantatas de Requiem, relictas ex dispositione testatorum, quotannis in die ipsorum obi-

(1) *Elucidatio dubiorum.* Lovanii 1733. pag. 141 et ss.

tus, etiam in duplici majori contingentis, in prædicto decreto de 5 augusti minime comprehendi [1].»

Dicitur primo, *Anniversaria et missas cantatas*, et non lectas ; nam hæ, cum etiam præsente corpore... dici nequeant, multo minus non existente corpore, et in anniversario dici nequeunt. Præterea dicitur : *Relictas ex dispositione testatorum*, et non ad arbitrium vivorum, quod bene notandum...

Prædicto privilegio gaudere videntur missæ illæ solemnes, quæ per alterutrum conjugem, seu consanguineos, aut hæredes, sunt fundatæ de expressa voluntate et dispositione defuncti ex bonis ab eo acceptis aut relictis ; quod ad mentem præfati Pontificis decreti, rubricam generalem interpretantis, sufficere videtur, prout multa anniversaria ex dispositione expressa, tali post ejus obitum assignato liquido annuo reditu, fundantur ; et notarii vel parochi manu conscripta, registris ecclesiarum inscribuntur.

Tali expressa defunctorum voluntate seu dispositione (nisi oppositum constet) supponuntur fundata antiquiora anniversaria, quorum pacifica possessio, præsertim si sit immemorialis, vel citatum Pontificis decretum antecedat, privata authoritate non videtur turbanda. In quorum anniversariorum favorem accedere potest, quod hæredes posteriores jam defuncti et in suam et suorum tam parentum quam prolium, consanguineorum et hæredum successive mortuorum et moriturorum salutem, refrigerium, suffragium ac memoriam, dicta anniversaria fundarint, et simul servari disposuerint.

Nota insuper dici : anniversaria et missas cantatas de *requiem*, relictas ex dispositione testatorum, quotannis *in die ipsorum obitus* seu depositionis, quando corpus præsens sepelitur, et quodie defunctus potiori jure ecclesiasticæ sepulturæ subjacet. Quare anniversaria, etsi relicta ex dispositione testatorum, dum ex beneplacito hæredum seu consanguineorum, vel etiam ecclesiarum rectorum, cantantur diebus arbitrariis et vagis, sive a die obitus moraliter remotis ; hoc anno, hac die, septimana

(1) C'est-à-dire qu'on ne l'exonère pas par la messe du jour, ainsi que le dispose ce décret pour d'autres messes.

vel mense; altero deinde anno, alia die, septimana vel mense, etc. dicto Rubricæ generalis privilegio carent. Proinde non sunt cantanda in festo duplici et officio æquivalente ; sed alia die simili officio non impedita : vel cantanda de officio currenti impediente, cum applicatione sacrificii ad mentem testatorum defunctorum.

Tous les auteurs s'expriment d'une façon équivalente.

Pavone conclut en ces termes sa discussion sur ce point [1] : « Ainsi jouissent du privilége des anniversaires, les messes chantées, fondées par le testateur en quelques jours que ce soit après sa mort, *pourvu qu'il ait fixé ces jours à l'avance.*»

Le *Compendium* autographié, à l'usage du Séminaire de Malines, résume toute la discussion de la manière suivante : « Pro anniversario requiritur ut missa cantetur; sit relicta ex dispositione testatorum saltem mediate; quotannis vel per determinatos annos dumtaxat celebretur ; recurrente die obitus ipsius, vel sepulturæ, aut alia etiam die juxta testatoris verba, vel ex loci consuetudine. » Ce peu de mots suffiront, pensons-nous, pour lever tous les doutes.

CONSULTATION II.

Dans le mandement de Carême pour le diocèse de Malines il est dit :

« Il est permis de manger de la viande le dimanche, le lundi, le mardi et le jeudi de chaque semaine, excepté le Jeudi Saint.

« Il est défendu de manger de la viande plusieurs fois le jour. »

Est-il permis à ceux qui sont exemptés du jeûne, ou qui n'y sont pas obligés, de manger de la viande à telle heure qu'il leur plaît, pourvu qu'ils ne le fassent qu'une fois le jour ?

La cause du doute, pour quelques-uns de nos confrères, est

(1) *La guida liturgica*, tom. I, n. 278.

que l'usage de viande en Carême est déjà une dispense pour tous, et qu'il est dit dans la théologie : *dispensatus pro esu carnis non potest tamen prævenire horam.*

Rép. Il est certain que celui, qui a obtenu la permission de manger de la viande, n'est pas pour cela dispensé du jeûne, et ne peut par conséquent anticiper l'heure du repas, s'il est d'ailleurs soumis à la loi du jeûne. C'est un point que Benoît XIV a formellement décidé. Parmi les doutes qui lui furent proposés par l'Archevêque de Compostelle, se trouvait le suivant : « III. An qui jejunii tempore vescl carnibus permittuntur, et unica comessatione uti debent, horam jejunantibus præscriptam servare opus habeant ? » A ce doute le Souverain Pontife répondit : « Edicimus observandam iis esse [1]. » Ce point est donc hors de contestation.

Rappelons, avant d'aller plus loin, qu'on a autrefois soutenu que, d'après plusieurs décisions de la S. Pénitencerie, les personnes dispensées du jeûne pouvaient nonobstant les termes des Mandements de Carême des Evêques belges, manger de la viande plusieurs fois les jours où l'indult le permettait une fois seulement [2]. Sauf déclaration contraire de la part de l'Evêque [3], cette opinion doit être abandonnée, ayant été ré-

(1) Constit. *Si Fraternitas*, §. 1, *Bullarium Benedicti XIV*, vol. II, pag. 85. Edit. Mechlin. 1826.

(2) Cf. *Mélanges théologiques*, série IV, pag. 235.

(3) Comme l'a fait dans sa superbe *Instruction pastorale et Mandement de Carême* du 8 février 1876, Mgr l'Evêque de Saint-Denis (Ile Bourbon), où nous lisons :

« Art. 4. Vu l'indult de N. S. P. le Pape Pie IX du 12 mai 1872, nous permettons l'usage de la viande le dimanche, à tous les repas, et une seule fois les lundi, mardi et jeudi de chaque semaine, depuis le mercredi des Cendres jusqu'au mardi de la Semaine Sainte inclusivement.

Art. 5. Les personnes qui sont dispensées du jeûne par leur âge, les infirmités ou de pénibles travaux peuvent user d'aliments gras à tous les repas. » Page 21.

prouvée par la S. Pénitencerie le 27 mai 1863. Voici le doute qui lui fut soumis, et la réponse qu'elle y donna :

Eminentissime Princeps,

Quidam sacerdotes regnorum Belgii et Hollandiæ, ad tranquillitatem conscientiæ suæ, et ad certam fidelium directionem, instanter petunt ab Eminentia Vestra solutionem sequentium dubiorum :

Gury, Scavini et alii referunt tanquam responsa S. Pœnitentiariæ data die 16 januarii 1834.....

Altera resolutio : « Fideles qui ratione ætatis vel laboris jejunare non tenentur, licite posse in quadragesima, dum indultum concessum est, omnibus diebus indulto comprehensis, vesci carnibus aut lacticiniis per idem Indultum permissis, quoties per diem edunt. »

Dubitatur igitur an hæc resolutio valeat in diœcesi cujus Episcopus auctoritate apostolica concedit fidelibus ut, feria 2ª, 3ª, 5ª temporis quadragesimæ, possint semel in die vesci carnibus et ovis ; iis vero qui ratione ætatis vel laboris jejunare non tenentur, permittit ut ovis sæpius in die utantur.

Quæritur itaque : 1° An non obstantibus memorata phrasi ovis sæpius in die utantur, et tenore concessionis, possint ii, qui ratione ætatis vel laboris jejunare non tenentur, vi dictæ resolutionis vesci carnibus quoties per diem edunt?

2° An iis, qui jejunare non tenentur ratione ætatis vel laboris æquiparandi sint qui ratione infirmæ valetudinis a jejunio excusantur, adeo ut istis quoque pluries in die vesci carnibus liceat?

S. Pœnitentiaria, mature consideratis propositis dubiis, dilecto in Christo oratori respondet.....

Ad duo vero posteriora dubia respondet : Quoad primum *negative;* quod secundum, *non æquiparari.*

Datum Romæ in S. Pœnitentiaria, die 27 mai 1863.

A. M. CARD. CAGIANO M. P.

Ceci posé, répondons à la question qui nous est soumise. Nous pensons que les personnes qui ne sont pas obligées de

jeûner, ou sont dispensées du jeûne, peuvent manger de la viande à telle heure qu'il leur plaît, pourvu qu'elles ne le fassent qu'une fois le jour. La défense de prévenir l'heure des repas ne concerne que les personnes tenues au jeûne. Dès lors quel motif aurait-on de défendre à celui qui n'y est pas obligé de manger de la viande à son premier repas? Nous ne voyons pas de raison qu'on puisse alléguer pour justifier semblable défense. Celle qui est mise en avant dans la Consultation n'a de force que quand il s'agit des personnes soumises à loi du jeûne; et quand les théologiens disent : *dispensatus pro esu carnis non potest tamen prævenire horam*, ils parlent des personnes qui ne peuvent faire qu'un seul repas. Vouloir appliquer ce principe à d'autres personnes, c'est aller contre leur intention, et donner à leurs paroles une extension qu'elles ne comportent pas.

CONSULTATION III.

Jusqu'ici le Bref diocésain a toujours indiqué pour le dimanche qui suit immédiatement la fête du patron du diocèse, la solennité transférée de cette fête. Je crois qu'il en était déjà ainsi avant le retour de notre diocèse à la liturgie romaine, retour qui s'est effectué en l'année 1854. Toutefois, je dois dire que dans les livres liturgiques en usage dans le diocèse depuis sa restauration, jusqu'en 1854, saint N. n'avait pas le titre de patron du diocèse, titre qu'il a reçu dans le propre soumis en 1854 à l'approbation de la S. C. des Rites. — Mais encore que la qualité de patron du diocèse appartiendrait réellement à ce S., comme d'après De Herdt, IV^e^ partie, n^n^ 39, ad II^m^, resp. 1^c^, les paroles de l'instruction du card. Caprara y relatives : *Patronorum cujuslibet Diœcesis vel paræciæ*, doivent s'entendre *non copulative*, *sed disjunctive* (opinion qui me semble bien appuyée) ; il s'en suivrait qu'il n'y aurait pas lieu d'en faire cette solennité transférée. Car, dans ce diocèse, on a toujours fait aussi la solennité transférée du titulaire

de chaque église paroissiale, en qualité de patron du lieu ; et cet usage a été légitimé *in quantum opus erat*, par un indult apostolique donné il y a trois ou quatre ans pour toutes les paroisses alors existantes dans le diocèse.

Malgré ce sentiment de De Herdt et les décisions sur lesquelles il l'appuie, je vois tous les Brefs diocésains français que j'ai à ma disposition, indiquer comme le nôtre la solennité du patron du diocèse transférée au dimanche suivant.

Je viens donc vous demander :

I. Si, en la fête du patron du diocèse, les curés sont obligés d'appliquer la messe pour leurs paroissiens ?

II. Si l'on doit faire cette solennité transférée du patron du diocèse, dans les conditions sus-mentionnées?

III. Si l'on peut la faire, ou du moins si l'Evêque peut laisser subsister cet usage qui n'a suscité jusqu'ici aucune réclamation ?

Resp. ad I. Selon la jurisprudence constante de la S. Congrégation des Rites, les curés qui ont un patron local particulier, ne sont pas tenus à faire la fête du patron diocésain, ni conséquemment à appliquer en ce jour la messe pour leurs paroissiens.

« Ficiclenses qui proprium patronum habent, non teneri recitare officium S. Genesii totius diœcesis patroni; posse tamen et debere, attenta consuetudine, sub duplici majori tantum, » répond-elle en 1828 [1]. Par un Bref du 10 avril 1818, pour la réduction des fêtes en Sicile, le Souverain Pontife avait ordonné de transporter au dimanche la fête et l'office des patrons locaux. Cédant ensuite aux réclamations qui s'élevaient de toutes parts, il consentit à conserver les fêtes des patrons locaux en leur jour propre; mais il ajouta [2] : « Ea tamen lege, ut quando res sit de patronis diœcesium, præceptum non protendatur ultra civitatem principalem, vel ultra ea

(1) *S. R. C. Decreta*, v. *Patronus*, n. 3.
(2) Apud Gardellini, n. 4402.

loca, quæ, cum peculiari patrono careant, festum patroni diœcesis, ex Rubricarum præscripto pari solemnitate celebrare teneantur. »

La raison en est que le patron du diocèse n'est pas strictement un patron local, mais plutôt le patron de la ville épiscopale, dont l'office est rendu obligatoire, soit par ordre de l'Evêque, soit en vertu de la coutume. En effet le terme *Patron du diocèse* est très-récent, et il n'en est fait mention ni dans la célèbre Constitution d'Urbain VIII, qui détermine les fêtes d'obligation, ni dans les Brefs de réduction des fêtes en Belgique, portés par Benoît XIV et Clément XIV. En outre, pour qu'un patron local soit légitimement élu, il est absolument indispensable d'observer les formes prescrites par le décret général du 23 mars 1630 [1]. Aussi la S. Congrégation des Rites n'hésita pas à déclarer nul et de nul effet le Bref d'Innocent XI, qui approuvait le choix de S. Joseph comme patron de toutes les Espagnes [2] : « S. R. C. respondit non suffragari Breve, attenta inobservatione decretorum ipsius S. C. » De nos jours, elle a également rappelé cette nécessité des formes, en écrivant à l'Evêque de S. Brieuc [3] : « Patronus loci is est quem certa civitas, diœcesis, provincia, regnum, etc. sibi delegit velut singularem apud Deum patronum, servatis in ejusmodi electione regulis in decreto s. m. Alexandri VII, die 23 sept. 1659 statutis. » Or, il est incontestable que, depuis le concordat de 1801, il n'y a eu nulle part élection dans les formes d'un patron diocésain, et partant que ce patron n'a pas de fête dans le peuple, de solennité le dimanche suivant.

Quant au décret de Caprara, il doit s'interpréter d'après ce

(1) Cfr. *Decreta*, v. *Patronus*, n. 1.
(2) Bened. XIV, *De Canoniz.* SS. lib. IV, part. 2, cap. 14, n. 11.
(3) 9 mai 1857. Gardellini, n. 5240.

principe : que le S. Siége voulait, par cet acte, non pas établir de nouvelles fêtes, ou introduire de nouvelles obligations, mais supprimer une partie des fêtes existantes, et remettre au dimanche quelques solennités qui se célébraient autrefois sur semaine. Il n'a donc pas voulu rendre obligatoire la fête du patron diocésain là où elle ne l'était pas auparavant, et conséquemment la fête et la solennité du patron ne concernent que ceux-là qui n'ont pas de patron local.

S'il n'y a pas de fête, il n'y a pas d'obligation d'appliquer la messe pour le peuple. Cette conclusion est indiscutable.

Ad II. Ce doute revient au précédent. Sans fête, pas de solennité. En conséquence ceux qui ont un patron local, ne doivent et ne peuvent même pas remettre au dimanche suivant la solennité du patron du diocèse. Voilà pour le droit.

Ad III. Mais ici se présente un fait accompagné de ses circonstances. Le Bref diocésain annonce tous les ans la solennité du patron du diocèse. Il en est de même du Bref de tous les diocèses de France, en sorte que la coutume de célébrer la solennité du patron diocésain paraît générale. Enfin l'irrégularité que l'on commettait en solennisant la fête des titulaires, au lieu et à défaut des patrons locaux, a été couverte par un indult du S. Siége. N'est-ce pas un signe de sa condescendance pour l'usage actuel, qui s'écarte bien moins des règles que la solennisation des titulaires particuliers ?

Certes ces motifs ne sont pas sans valeur, et il est bien probable que, s'ils étaient exposés à Rome, on obtiendrait la tolérance de l'usage établi. Nous nous permettrons cependant deux observations à ce sujet. D'abord est-il bien certain que la règle tracée par tous les Brefs de France, quant à la solennisation du patron diocésain, s'adresse à tous sans exception ? Ou n'est-elle pas là plutôt pour rappeler cette obligation à ceux qui n'ont pas de patron local ? Il nous semble qu'une note

ainsi conçue : *hodie solemnitas Sancti N. patroni diœceseos*, ne prouve pas que les prêtres, ayant un patron particulier de lieu, célèbrent encore la fête du patron diocésain. Une telle annotation peut n'être faite que pour ceux qu'elle concerne.

En second lieu, il nous paraît que ce ne serait pas chose bien difficile de supprimer la solennité du patron diocésain. Ce patron n'a pas d'attaches particulières, les fidèles des diverses paroisses le connaissent à peine, et sa solennité doit le plus souvent passer inaperçue. L'expérience du reste pourrait se tenter en quelques paroisses de différentes villes ou localités, mais à la muette, sans prévenir les paroissiens. Si la chose se passe sans aucune observation de la part des fidèles, comme il arrivera très-probablement, et si personne ne remarque, sauf peut-être le clerc ou le sacristain, qu'on a omis une solennité qui se faisait auparavant, il sera aisé de généraliser la mesure l'année suivante, et de rentrer dans les règles : ce qui, après tout, est toujours le mieux.

ADDITION.

On a omis par erreur à la page 316, ligne 21, après le mot *achevées*, les lignes suivantes que nous rétablissons.

Il y a mieux : immédiatement après ce qui concerne l'âge, Clément VIII s'occupe de la science requise chez les candidats, et n'exige que l'espoir fondé qu'ils acquerront les connaissances nécessaires pour la réception des ordres mineurs et pour la réception subséquente des ordres majeurs. Or, pour les premiers, il suffit, d'après le Concile de Trente, que *linguam latinam intelligant* (Sess. XXIII, Cap. 11, *De reform.*). Les Souverains Pontifes sont donc bien loin d'exiger que les candidats à la vie religieuse aient terminé leurs études humanitaires.

LETTRE DE NOTRE SAINT-PÈRE, LE PAPE PIE IX, AUX ÉVÊQUES DU BRÉSIL.

Venerabilibus Fratribus Episcopis Brasilianæ regionis

PIUS PP. IX.

Venerabiles Fratres, salutem et apostolicam benedictionem.

Exortæ in ista ditione superioribus annis perturbationes ex parte eorum, qui massonicæ sectæ addicti in piorum christianorum sodalitates irrepserunt, uti Vos, Venerabiles Fratres, in diœcesibus præsertim Olindensi et Belemensi de Para in gravem adduxere conflictum, sic Nostro animo, ut scitis, molestæ admodum et acerbæ extiterunt. Non enim poteramus sine dolore respicere, quod exitiosa illius sectæ pestis ad corruptionem prædictarum sodalitatum manasset, atque ita ea instituta quæ ad sincerum fidei et pietatis spiritum fovendum ordinata essent, superseminata funesta zizaniorum messe, in miseram conditionem essent prolapsa. Hinc Nos Apostolico Nostro munere admoniti, et paterna caritate impellente qua istam Dominici grecis partem prosequimur, huic malo occurrendum esse incunctanter existimavimus, ac litteris datis die 29 maii anno 1873 ad Te, Venerabilis Frater Olindensis, Nostras voces contra hanc deplorandam perversionem in Christianas sodalitates invectam extulimus, ea tamen lenitatis et clementiæ ratione erga deceptos et illusos massonicæ sectæ asseclas adhibita, ut ad congruum tempus reservationem censurarum in quas ipsi inciderant, suspenderemus, in eum finem, ut Nostra benignitate uterentur ad detestandos errores suos, et ad damnatos, quos iniverant, cœtus deserendos. Mandavimus insuper Tibi, Venerabilis Frater Olindensis, ut eo temporis spatio elapso, nisi ipsi resipuissent,

prædictas sodalitates supprimeres ac suppressas declarares, easque novis sociis adscriptis ab omni massonica labe immunibus, juxta suæ originis rationem de integro restitueres.

Præterea cum Nos in encyclica epistola ad catholici orbis Episcopos data die 1ª novembris anno 1873 fideles omnes adversus sectariorum artes et insidias pro munere Nostro munire studeremus, palam ex occasione Pontificias Constitutiones contra pravas societates sectariorum editas in memoriam fidelium revocavimus, atque ediximus iis Constitutionibus non unos percelli massonicos cœtus in Europa constitutos, sed omnes quotquot in America aliisque totius orbis plagis habentur. Hinc Nos non potuimus non vehementer mirari, Venerabiles Fratres, quod, cum auctoritate Nostra, et consiliis errantium salutem spectantibus interdicta sublata essent, quibus in ista regione nonnullæ Ecclesiæ et sodalitia ex massonicis asseclis late conflata, subjecta fuerant, ex hoc occasio capta fuerit in vulgus disseminandi, massonicam societatem in istis plagis consistentem apostolicarum damnationum exsortem esse, ac proinde eosdem sectarios tuto posse in piorum christianorum sodalitatibus partem habere. Sed quantum hæc a veritate et a Nostri animi sententia aberrent, id aperte declarant tum ea acta, quæ superius memoravimus, tum epistola ipsa quam ad Serenissimum Imperatorem istius regionis scripsimus die 9 februarii anno 1875, in qua dum interdictum, quod nonnullas Ecclesias istarum Diœcesium afficiebat, revocatum iri spondebamus, ubi Vos Venerabiles Fratres Parensis et Olindensis injusto carcere detenti in libertatem essetis restituti, eam tamen reservationem et conditionem adjecimus, ut scilicet massonici asseclæ ab officiis, quæ in sodalitiis gererent, summoverentur. Quæ ratio providentiæ Nostræ non aliud habuit neque habere potuit propositum, nisi ut Imperatoris votis hac ex parte expletis, ac tranquillitate animorum revocata, opportunitatem imperiali Gubernio præberemus pias sodalitates massonica labe depulsa in pristinum statum restituendi, ac efficiendi, ut damnatæ sectæ homines Nostra erga ipsos clementia permoti, a perditionis via sese eripere curarent. Ne vero in re tam gravi ullum dubium superesse possit, vel ullus deceptioni locus, Nos non omittimus

hac occasione iterum declarare et confirmare massonicas societates, sive quæ in ista regione, sive quæ alibi terrarum existunt, quæque a multis vel deceptis, vel decipientibus socialem tantum utilitatem et progressum, mutuæque beneficentiæ exercitium spectare dicuntur, Apostolicis Constitutionibus et damnationibus esse proscriptas atque perculsas, eosque omnes qui sectis iisdem nomen infauste dederint, ipso facto in majorem excommunicationem Romano Pontifici reservatam incidere. Vehementer autem cupimus, Venerabiles Fratres, ut sive per Vos, sive per cooperatores Vestros de hac exitiosa peste fideles admoneatis, eosque omni qua potestis ratione ab ipsa incolumes præstare adnitamini. Nec minori cum sollicitudine Vestro zelo commendamus, ut religiosa doctrina per prædicationem verbi Dei, per opportunas instructiones Christiano populo isthic sedulo tradatur; scitis enim quæ utilitas ex hac ministerii parte, si rite impleatur, quæ damna gravissima, si negligatur, in Christianum gregem dimanent. At præter ea de quibus hic egimus, deplorare etiam cogimur potestatis abusum ex parte eorum qui memoratis sodalitatibus præsunt, qui nempe, ut ad Nos perlatum est, omnia ad suum arbitrium revocantes, indebitum jus in rebus et personis sacris, et in iis quæ spiritualia sunt sibi vindicare præsumunt, ita ut ecclesiastici viri et Parochi ipsi in sui officii muneribus obeundis, eorum potestati penitus obnoxii reddantur.

Quæ res non modo ecclesiasticis legibus, sed et ipsi ordini a Christo Domino in Ecclesia sua constituto omnino adversatur; non enim laici homines a Christo positi sunt rerum ecclesiasticarum rectores, sed ii pro sua utilitate et salute legitimis pastoribus subesse debent, eorumque et pro singulorum statu sese Cleri adjutores præbere, non autem sese immiscere in iis rebus quæ sacris Pastoribus sunt a Christo concreditæ. Quapropter nihil magis necessarium agnoscimus, quam ut prædictarum sodalitatum statuta ad rectum ordinem exigantur; et quæ in iis abnormia et incongrua hac ex parte sunt, cum Ecclesiæ regulis et canonica disciplina rite componantur. Ad hunc finem assequendum Nos, Venerabiles Fratres, spectatis rationibus quæ inter ipsas sodalitates et civilem potestatem intercedunt in eo quod attinet ad ea-

rum in temporalibus constitutionem et ordinationem, jam Cardinali Nostro a Secretis Status opportuna mandata dedimus, ut cum imperiali Gubernio agat, et concordia cum ipso studia ad optatos effectus obtinendos convertat. Confidimus potestatem civilem in hanc rem suas curas Nobiscum studiose collaturam, ac Deum enixe precamur, a quo bona cuncta procedunt, ut hoc opus quod ad religionis et societatis civilis tranquillitatem pertinet, sua gratia prosequi et adjuvare dignetur. Horum votorum ut compotes simus, Vos etiam, Venerabiles Fratres, vestras preces nostris adjungite, ac in pignus sinceræ dilectionis nostræ accipite Apostolicam Benedictionem, quam Vobis et Clero ac Fidelibus cujusque Vestrum curæ concreditis peramanter in Domino impertimus.

Datum Romæ, apud S. Petrum, die 29 aprilis an. 1876. Pontificatus Nostri anno tricesimo.

Pius PP. IX.

INSTRUCTION DE LA S. CONGRÉGATION DE L'INQUISITION TOUCHANT LA DÉNONCIATION DES CONFESSEURS.

Cédant aux nombreuses demandes qui nous ont été adressées de divers pays étrangers, nous publions l'Instruction envoyée, en 1867, à tous les Archevêques et Evêques, fixant les principes et la marche à suivre dans une matière aussi délicate. On y verra avec plaisir, avec quelle sollicitude l'Eglise veille sur la réputation de ses ministres et de quelles garanties elle l'entoure. Puissent tous ceux, entre les mains desquels est remis le sort des ecclésiastiques, se pénétrer de cet esprit de l'Eglise et en vivifier tous leurs actes!

A l'Instruction de la S. Congrégation, nous avons ajouté, en note, le texte des déclarations auxquelles elle se contentait de renvoyer et quelques autres décisions qui se rattachent à la matière. Ce sont des documents importants et qu'il est bon d'avoir sous la main.

S. R. ET U. INQUISITIONIS INSTRUCTIO AD OMNES ARCHIEPISCOPOS, EPISCOPOS ALIOSQUE LOCORUM ORDINARIOS CIRCA OBSERVANTIAM CONSTITUTIONIS S. M. BENEDICTI XIV, QUÆ INCIPIT : *SACRAMENTUM PŒNITENTIÆ.*

Quæ Supremus Pontifex gl. mem. Benedictus XIV, in Constitutione die 1 junii 1741 edita, cujus initium est *Sacramentum Pœnitentiæ*, confirmavit ac decrevit, ea ad hæc quatuor maxime capita reducuntur. In primis, quemadmodum jam antea sancitum fuerat, præsertim a Gregorio XV, Constitutione quæ sub die 30 Augusti anno 1622 data incipit : *Universi*, omnes locorum

Ordinarii æque ac Inquisitores deputantur judices ad inquirendum et procedendum et condignis pœnis animadvertendum contra sollicitantes ad turpia in confessione, quamvis ab ordinaria jurisdictione quomodolibet exemptos. Itidem omnes sacerdotes ad audiendas sacras confessiones constituti, sicut antea quoque præscriptum erat, obligantur monere suos pœnitentes, ut sollicitantes hujusmodi quamprimum poterunt Inquisitoribus aut locorum Ordinariis deferant; eosdemque pœnitentes non absolvere, qui huic adimplendo muneri parere recusent. Præterea tertio loco Apostolicæ Sedi reservatur, excepto mortis articulo, eorum casus qui innoxios sacerdotes apud ecclesiasticos judices falso sollicitationis insimulant, vel sceleste procurant ut id ab aliis fiat. Quarto denique sacerdoti cuilibet omnis facultas et jurisdictio ad sacramentales confessiones personæ complicis in peccato turpi contra sextum decalogi præceptum commisso excipiendas adimitur, nisi extrema prorsus urgeat necessitas, nimirum si in ipsius mortis articulo alter sacerdos desit, qui confessarii munere fungatur, vel sine gravi aliqua exoritura infamia vel scandalo vocari aut accedere nequeat [1]. Et Apostolicæ Sedi reservatur eorum confessariorum casus, qui complicem in peccato turpi absolvere ausi fuerint.

Nullum sane dubium est, quin hæ præscriptiones, prohibitiones, reservationes omnes et singulæ in cunctas nationes universim vires suas extendant, et ubique terrarum *inconcusse ac inviolabiliter* observandæ sint. Quod quidem vel legenti Gregorii XV et Benedicti XIV Constitutiones evidentissime patet; et idipsum consequentium Pontificum suffragio, prout se occasio, dedit ad hanc usque diem confirmatum est (*a*). Et re quidem vera Vi-

(1) Const. ejusdem S.P.Bened. XIV: *Apostolici muneris*, die 8 Februarii 1745 (*Bullar. Bened. XIV*, vol. III, p. 82, Edit. Mechlinien. 1827).

(*a*) Voici une décision donnée par le S. Office pour un pays voisin du nôtre :

An in missione nostra Batava tanquam suffiienter promulgatæ, adeoque vim obligationis habere censendæ sunt : 1° Constitutio *Sacramentum Pœnitentiæ*, quam Benedictus XIV, 1 junii 1741, ad Ecclesiam universam extendit, qua nulla decernitur absolutio data a confessario

cario Apostolico Cocincinæ sciscitanti : 1. *An Constitutio Benedicti XIV adversus sollicitantes obliget etiam missionarios franciscanos, qui ministerium exercent in Cocincina?* 2. *An eadem Constitutio restringi possit ac moderari in aliquo casu ob magnam confessariorum penuriam in eodem regno Cocincinæ?* Jussu Pii VI anno 1775 opportuna Instructione responsum fuit : *Ad* 1. *Affirmative. Ad* 2. *Negative.* Et proxime SSmus D. N. Pius Papa IX, decreto hujus supremæ Inquisitionis sub feria IV, die 27 junii anno 1866, edixit : *in facultatibus quibus Episcopi aliique locorum Ordinarii ex concessione Apostolica pollent absolvendi ab omnibus casibus Apostolicæ Sedi reservatis excipiendos semper in posterum, et exceptos habendos esse casus reservatos in Bulla Benedicti XIV, quæ incipit* : Sacramentum poenitentiæ.

Hoc decretum vero omnibus ubique terrarum Ordinariis prædicta absolvendi facultate donatis, absque ulla exceptione significandum mandavit.

Quamobrem omnibus locorum Ordinariis enitendum summopere est, ne eorum vigor, quæ in prædicta Constitutione salubriter

complice in peccato externo contra castitatem, et insuper ipse confessarius complicem absolvere ausus majoris excommunicationis pœnam ipso facto incurrit ?

2° Bulla Gregorii XV *Universi Dominici* anni 1622, et supradicta Benedicti XIV confirmata, qua præscribitur ut confessarii sollicitantes ad peccata contra castitatem in confessione, vel hujus occasione, Ordinariis denuntientur ?

Feria IV, die 25 *aprilis* 1838.

In Congregatione generali S. Romanæ et Universalis Inquisitionis habita in conventu S. Mariæ supra Minervam coram Eminentissimis et Reverendissimis DD. S. Rom. Ecclesiæ Cardinalibus in tota republica Christiana contra hæreticam pravitatem generalibus Inquisitoribus proposita dicta instantia, iidem Emin. et Rever. Domini dixerunt :

Affirmative ad utrumque, nempe supramemoratas Constitutiones Apostolicas vigere ad utrumque.

Sanctissimus Dominus Noster Gregorius divina Providentia Papa XVI, in solita audientia R. P. Commissario Generali S. Officii impertita, præfatam Eminentissimorum resolutionem approbavit.

Angelus Argenti, *S. Rom. et Univ. Inquis. Notarius.*

providentur, paulatim uspiam elangueat. At Emi PP. Cardinales supremi Inquisitores nuper cognoverunt, eamdem Constitutionem non ubique, sicuti par esset, executioni tradi, atque in aliquibus locis nonnullos tum in denunciationis onere adimplendo, tum in judicio contra sollicitantes instituendo irrepsisse abusus, qui sine justitiæ ac providæ severitatis discrimine tolerari minime possent. Itaque neque inopportunum, neque ipsis locorum Ordinariis ingratum fore judicarunt, si quæ contra eosdem abusus ab hac suprema Congregatione ad tramites Sacrorum Canonum decreta fuerunt, in unum collecta præ oculis habeantur. Ad quem effectum præsentem Instructionem edi mandarunt.

1. Personæ sive mares (*a*), sive fœminæ, quæcumque illæ sint (*b*), ad turpia sollicitatæ in confessione, vel ocasione aut prætextu confessionis, quemadmodum enucleate in memorata Constitutione præcipitur, rem ad Sanctam Sedem vel ad loci Ordinarium deferre debent.

2. Denunciare oportet quemcumque Sacerdotem etiam jurisdictione carentem (*c*), sollicitantem in confessione, vel etiam pœnitentis sollicitationi consentientem, quamvis statim dissentientem de turpi materia loqui, illius complementum ad aliud tempus differentem et non præbentem absolutionem pœnitenti [1].

(*a*) V. ci-après, pag. 359, n. I, la décision de Paul V, qui déclare « vi Constitutionis Pii IV comprehendi sollicitantes masculos.» Le Cardinal Albitius cite une autre décision rendue sous le même Pape, le 6 février 1619. *De inconstantia in fide*, cap. xxxv, n. 34. Cf. Cozza, *Dubia selecta de confessario sollicitante*, dub. 2.

(*b*) « 2° Dic, *écrit le Cardinal Albitius*, quod omnes mulieres sollicitatæ, sive sint virgines, sive matrimonio junctæ, sive viduæ, sive moniales, sive nobiles, sive ignobiles, et cujuscumque conditionis sint, tenentur denunciare confessarium..... Nam bulla Gregorii utitur dictione *quæcumque illæ sint*, quæ comprehendit omne genus personarum, et quocumque privilegio munitas. Barbosa, *Diction.* 317, n. 7 et 8; et a Suprema (Congreg. Inquisit.) decretum fuit, ut id significaretur per Urbis Vicarium omnibus parochis, et per Religionum Superiores eorum subditis, ut ex *decreto* die 3 et 17 octobris 1623.» *Loc. cit.* n. 29.

(*c*) V. la réponse du 11 février 1661, ad 5m, ci-après, pag. 357.

(1) Ex declar. díei 11 Februarii 1661 confirmata in Constitut. *Sacramentum Pœnitentiæ*. V. ci-après, pag. 357, Dub. 2m.

3. Hujusmodi denunciationes a nemine absque culpa lethali omitti possunt. Qua de re pœnitentes debent admoneri, neque ab iis admonendis instruendisque eorum bona fides excusat.

4. Sacerdotes ad sacras audiendas confessiones constituti, qui de hac obligatione pœnitentes suos non admonent, debent puniri [1].

5. Pœnitentes admoniti et omnino renuentes, nequeunt absolvi (*a*) : qui vero ob justam causam denunciationem differre debent, eamque quo citius poterunt faciendam spondent serioque promittunt, possunt absolvi.

6. Denunciationes anonymæ contra sollicitantes ad turpia nullam vim habent : denunciationes enim fieri debent in judicio, nempe coram Episcopo ejusve delegato cum interventu ecclesiastici viri, qui notarii partes teneat, et cum juramento et cum expressione et subscriptione sui nominis, nec sufficit si fiat per apochas vel per litteras sine nomine et cognomine auctoris . Ceterum prohibetur, ne in recipiendis denunciationibus præter judicem et notarium, virum utrumque ecclesiasticum, spe-

(1) Ex declar. sub diebus 20 martii 1624, 1 octobris 1626 penes Albit. *De inconstantia in fide*, cap. 35, n. 17.

Voici ce qu'on lit dans Albitius à l'endroit cité : « Et 1° Sciendum est, ex Decretis Supremæ die 20 martii 1624 et 1 octobris 1626, teneri Episcopos injungere confessariis, dum eos approbant, observationem Bullæ Gregorii XV contra sollicitantes, et eam illis intimare, et jubere legi, ita ut non modo sciant gravitatem delicti, et quibus pœnis plectantur hujusmodi rei, sed etiam noscant obligationem, quam habent admonendi pœnitentes sollicitatas, ut denuncient sollicitantes, alias poterunt et ipsi puniri in Sancto Officio. »

(*a*) On présenta à Rome le doute suivant : « 3. An qui non denuntiavit infra mensem hæreticum, possit, denuntiatione secuta, a quolibet absolvi? » A ce doute, qui est applicable à notre matière, la S. Pénitencerie répondit en 1832 : « Ad 3. Facta denuntiatione, licet post tempus ab ecclesiastica lege præscriptum, cessare reservationem, et casum cum adnexa censura absolvi posse a quocumque confessario. » Cf. Constitutio *Apostolicæ Sedis*, Titul. *Excommunicationes latæ sententiæ S. Pontifici reservatæ*, n. IV.

(2) Albit. *Loc. cit.* n. 21. Albitius invoque à l'appui de ces propositions un décret de l'Inquisition suprême, en date du 12 mars 1608.

ciali et scripto exarata Episcopi deputatione munitum, testes intersint. Cavendum quoque ne ex denunciantibus quæratur, num sollicitationi consenserint : et convenientissimum foret si de hujusmodi consensu, quantumvis sponte manifestato, nihil notetur in tabulis [1].

7. Denunciationis onus est personale et ab ipsa persona sollicitata adimplendum. Verum si gravissimis difficultatibus impediatur, quominus hoc perficere ipsa possit, tunc vel per se, vel per epistolam, vel per aliam personam sibi benevisam, suum adeat Ordinarium, vel Sanctam Sedem per Sacram Pœnitentiariam, vel etiam per hanc supremam Inquisitionem, expositis omnibus circumstantiis, et deinde se gerat juxta Instructionem quam erit acceptura. Si vero necessitas urgeat, se gerat juxta consilia et monita sui confessarii. Ast si nullo impedimento detenta denunciationem omnino renuat ; in hoc casu aliisque supra memoratis laudandus est confessarius, qui operam suam pœnitenti non denegaverit, et vel Ordinarium, vel Sanctam Sedem pro opportunis providentiis consuluerit, suppresso tamen pœnitentis nomine. Formulas autem hisce in casibus adhibendas tradunt probati auctores, quos inter Pignatelli, tom. 1, *Consult.* 104; Carena, Albitius, etc.

8. Non infrequenter occurrit casus, ut confessarius aliusve ecclesiasticus vir ab Episcopis (quorum utique hæc potestas est) deputetur ad denunciationes recipiendas in re ad sollicitationis crimen spectante absque interventu notarii. Huic Instructioni folium adjicitur circa modum, quo hisce in casibus confici denunciatio debet (*a*). Qui enim ad hoc gravissimum munus viri maxime idonei destinantur, de actu denunciationis judiciaria ratione assumendo instrui debent ac moneri, ut statim a recepta denunciatione eam continuo ad ipsum Episcopum a quo fuerunt deputati caute transmittant, neque confecti actus exemplum vel vestigium

(1) Ex declar. Urbani VIII, sub fer. v, die 17 aprilis 1624. Nous en donnons ci-après, pag. 359, n. II, une autre du 25 juillet 1624. La S. Congrégation fit communiquer cette dernière décision au cardinal Borromée, par une lettre dont le texte italien se trouve dans Albitius, *Loc. cit.* n. 36.

(*a*) V. ci-après, pag. 355.

aliquod sibi retineant. Atque in hunc fere modum haud difficulter denunciandi munus adimpletur. Profecto a locorum Ordinariis efficiendum est, ne ad loca suæ jurisdictioni subjecta applicare oporteat quod pro missionibus Pernambuci in America die 22 januarii an 1627 declaratum fuit : *Mulieres* videlicet *sollicitatas non teneri ad denunciationem, si ministri Inquisitionis et vicarii Episcopi in longinquis regionibus degentes sine gravi incommodo adiri nequeant* (*a*).

9. Si in denunciationibus, quod non raro contingit, aliæ indicantur personæ forte pariter sollicitatæ, vel quæ de hoc crimine testimonium ferre aliqua ratione possint, hæc quoque omnes et seorsim judiciaria forma superius enunciata examinandæ sunt, et primo per *generalia*, deinde per gradus, quoad ita res ferat, ad *particularia* deveniendo, interrogari debent, utrum et quomodo revera fuerint ipsæ sollicitatæ, vel alias personas fuisse sollicitatas viderint vel audierint.

10. Accepta denunciatione non illico proceditur, sed a superiore ecclesiastico inquiri sedulo debet, utrum persona denuncians sit fide digna. Sollicitationis crimen ut plurimum secreto perpetratur ; hinc privilegium est, ut in causis, quæ contra hoc crimen instituuntur, ad plenam probationem faciendam attestationes etiam singulares admittantur. At in memoratis Summorum Pontificum Constitutionibus præscribitur, ne cum testibus singularibus procedatur, nisi præsumptiones, indicia et alia adminicula concurrant. Pondus igitur cujusque denunciationis, qualitates et circumstantiæ serio accurateque perpendendæ sunt, et antequam contra denunciatum procedatur, perspectum exploratumque judici esse debet, quod mulieres vel viri denuntiantes sint boni nominis, neque ad accusandum vel inimicitia vel alio humano affectu adducantur. Oportet enim, ut testes hujusmodi singulares

(*a*) Nous en donnons la teneur ci-dessous, pag. 359, n. VII. Seulement nous ferons remarquer que le P. Antoine, *Theologia moralis universa*, Tract. de Pœnitentia, *Appendix de sollicitatione*, Notæ, 3 ; et Giraldi, *Expositio Juris Pontificii*, Part. I, Sect. 809, Appendix, pag. 641, edit. Rom. 1769, lui assignent la date de 1727, au lieu de 1627.

ab omnibus privatis affectionibus sint immunes, ut ipsis integra fides haberi possit [1].

11. Ea est hujus supremæ Inquisitionis consuetudo, ut post unam alteramve denunciationem rescribatur, quod denunciatus *observetur*, ita videlicet super delato crimine suspectus habeatur, ut quum primum per novas denunciationes res explorata erit, in judicium vocandus sit. Ut plurimum nonnisi a tertia denuntiatione procedi solet (*a*). Ad formale examen vocantur Parochi vel probatæ fidei spectatæque virtutis viri præsertim ecclesiastici, qui cum juramento de veritate dicenda et de secreto servando super qualitatibus denunciantium et denunciati, et super mutuis eorum odiis et inimicitiis examinentur. Hisce peractis diligentiis, reus in judicium adducitur, et coram judice cum interventu ecclesiastici viri, qui notarii partes agat, super singulis cujusque denunciationis et examinis adjunctis, juramento dicendæ veritatis obstrictus respondere debet. Cavetur solertissime, ne denunciantium nomina reo manifestentur et ne sacramentale sigillum quoquomodo violetur.

12. Quando perspecta evaserit patrati criminis veritas, reo ad defensionem, prout jura exposcunt, admisso, deveniendum erit ad illi interdicendum in perpetuum ne confessiones excipiat, subtrahendo omnes et quascumque facultates ad id muneris eidem etiam per quodcumque privilegium, vel ab ipsa Sancta Sede impertitas. Hujusmodi sententiam Episcopus ipse, et non alius ab

(1) Ex Instruct. jussu Pii VI, anno 1775, ad Vicar. Apost. Cocincinæ data.

(*a*) Dans une réponse du S. Office à un Archevêque d'Irlande, en date du 6 juillet 1835, on lit : « Praxim Sanctæ Sedis esse contra sacerdotem confessarium, post unicam denuntiationem abusus confessionis ad turpia, tantummodo decernere ut observetur, quin statim deveniatur ad gravium pœnarum inflictionem ; repetitis autem denuntiationibus, inquiri de fama tam denuntiati quam denuntiantium, et super inimicitia ; et nonnisi exclusa inimicitia et habita bona qualitate testium, decerni ut inquisitus constituatur, seu ut eidem communicentur gravamina (tacitis tamen testium nominibus) et habeantur ejus responsiones, post quæ et factis defensionibus judicium proferatur. » Angelus Argenti, *S. R. et Univ. Inquis. Notarius.*

eo delegatus, proferat ; et pro modo culpæ, atque omnibus attentis circumstantiis, cæteras quoque pœnas reo irroget, quæ in supradictis Pontificiis Constitutionibus decernuntur. Præterea si reus in judicio crimen confessus fuerit, congruam debet emittere abjurationem, ut se ita purget ab ea, quam incurrit, hæresis suspicione : et hac quoque pœna in ipsa sententia mulcetur. Notandum est, pœnas hujusmodi omnes et ipsam inhabilitatem ad sacrosanctum Missæ sacrificium celebrandum in decreto Benedicti XIV, die 5 Augusti ann. 1745 præscriptam, esse tantum *ferendæ sententiæ*. Abstinendum tamen erit ab infligenda degradatione et traditione brachio sæculari. Id nimirum a Gregorio XV statutum fuit : ceterum *ad terrorem* potius impositum haberi debet quam ut executioni mandetur [1].

13. Qui nullis omnino super hoc crimine prævenli denunciationibus, conscientia victi, Ordinario loci ejusve delegato se sistunt, patrata a se sollicitationis flagitia sponte confitentur et veniam petunt, dimitti debent cum congrua abjuratione et pœnitentiis dumtaxat salutaribus, adjecto consilio vel præcepto, ut ab excipiendis personarum sollicitatarum sacris confessionibus se abstineant : nec ceteris pœnis antea dictis, accedentibus licet postmodum denunciationibus, afficiantur. Qui vero judiciaria forma jam prævenli, sed nondum citati, sua sponte se sistunt ; et ii pariter, quos veritatem non integram, sed diminutam, in spontanea apparitione confessos esse Ordinarius loci ex acceptis postea denunciationibus deprehenderit, beneficio impunitatis non gaudent, verumtamen pro ipsius Ordinarii prudentia mitius puniantur.

14. Quod in hisce causis vel ex commissione Apostolica vel ex jure Episcoporum proprio tractandis majorem in modum curari et observari debet, illud est, ut eædem causæ utpote, ad fidem attinentes, secretissime peragantur, et postquam fuerint definitæ et executioni jam traditæ perpetuo silentio omnino premantur.

(1) Albit. *Op. cit.*, Cap. 15, n. 13, et Benedictus XIV, in privata epistola die 11 Novembr. anno 1748 data ad Emmanuelem de Azevedo S. J. Presbyterum (*Bullar. Benedicti XIV*, Vol. XIII, pag. 163, Edit. Mechlin. 1827).

Omnes curiæ ecclesiasticæ administri, et quicumque alii ad has pertractandas vel patroni ad defendendas causas assumentur, jusjurandum de secreto servando debent emittere, et ipsi Episcopi aliique locorum Ordinarii ad servandum secretum obstringuntur, prout in jure cautum est, Cap. *Statuta* fin. *De hæret.* in 6, et in Clementina *Multorum*, § Porro, *De hæreticis*. Qui vero denunciationis oneri satisfaciunt, quique in hisce causis examini subjiciuntur, juramentum ab initio de veritate dicenda, et actu expleto, de secreto servando, tactis sacrosanctis Dei evangeliis, etiamsi sint sacerdotes, præstare tenentur. Hæc si caute, sancteque teneantur, nullum invidiæ infamiæque, vel aliud quodvis periculum timeri potest, quod vel testes a dicenda veritate, vel competentes judices ab investigando et condignis pœnis animadvertendo sollicitationis crimine contineat.

15. Indultum fuit a Pio VI, in *Instructione*, de qua antea dictum est, anno 1775 ad Vicarium Apostolicum Cocincinæ data, ut cum difficillimum sit in illis tam dissitis ac disparatis regionibus ea omnia adamussim servare, quæ in hisce causis servanda sunt; et cum, si aliqua ex his omittantur, justitia non patiatur, ut pœnæ infligantur adversus reos, de quorum crimine judiciaria ratione adhuc sufficienter non constat, tunc consultius fortasse esset si extra judicii ordinem procedatur ad occurrendum tanto malo mediis et modis magis facilibus et expeditis, quos in casibus particularibus Vicarii Apostolici prudentia cum animarum zelo conjuncta suggeret. Jam vero quisque videt hanc indulgentiam pro locis adeo dissitis ac disparatis factam neque omnibus esse communem, neque absque Apostolicæ Sedis auctoritate jure posse ubivis induci.

16. Ceterum si locorum Ordinarii in conficiendis processibus, vel etiam confecto processu, in proferenda sententia contra sollicitantes ad turpia in confessione gravioribus involvantur difficultatibus, rem, transmissis actis, deferre poterunt ad hanc supremam Congregationem, quæ peculiares Instructiones singulis casibus accommodatas, ut sæpe fit, tradet, ac definitivam sententiam, si expediens fuerit, ipsa proferet.

Hæc sunt quæ ad prædictam Pontificiam Constitutionem caute

recteque exequendam conducunt, quæque, utpote ubique locorum observatu facilia, Sacra hæc Congregatio supremæ et universalis Inquisitionis pastorali Ordinariorum zelo ac sollicitudini vehementer commendat.

Datum Romæ die 20 Februarii an. 1867.

MODUS

QUO RECIPI DEBENT DENUNCIATIONES IN RE AD SOLLICITATIONEM SPECTANTE AB IIS, QUI AD DENUNCIATIONEM ALIQUAM ABSQUE INTERVENTU NOTARII RECIPIENDAM DELEGANTUR.

Die Mensis Anni

Sponte personaliter comparuit coram me infrascripto sistente in (*notabit locum, ubi reperitur ad actum recipiendum*) ad hunc actum tantum ab Illmo et Rmo N. specialiter delegato, prout ex ejusdem Ordinarii literis mihi directis et datis sub die (*exprimet quo die ipsi scriptæ fuerint literæ*) præsenti positioni alligandis, N. N. (*scribet nomen, cognomen, patrem, patriam, ætatem, conditionem et habitationem personæ denunciantis; et si hæc religiosa fuerit, exprimet etiam nomen, quo ea vocabatur in sæculo. Deinde prosequetur*), cui delato juramento veritatis dicendæ, quod præstitit tactis SS. Dei Evangeliis (*quæ manu tangere faciet*) exposuit prout infra, videlicet :

Hic persona denuncians vernaculo sermone declarare debet, se scire obtentam esse ab Ordinario loci facultatem recipiendi absque interventu notarii, quod ad suam conscientiam exonerandam expositura est, propterea quia justis de causis eidem Rmo Antistiti se sistere nequit : deinde narrare continuo debet quæ ad sollicitationes ei factas attinet, seu verba fuerint, seu scripta, seu actus, accurate describendo locum, tempus, occasionem, vices ac singula adjuncta, nec non utrum in actu confessionis, an prius, vel post sacramentalem absolutionem ea evenerint. Nominare debet confessionalem sedem et ipsum confessarium sollicitantem, et quatenus hujus nomen et cognomen aut ignoret, aut oblita fuerit, describet accurate illius personam, omnes distincte characteres notando, ita ut ille reco-

gnosci possit. Animadvertat delegatus, non esse interrogandam personam denunciantem, utrum consensum ad actum turpem, quocumque modo præstiterit vel recusaverit, cum ipsa ad suos defectus manifestandos non teneatur. Hisce exscriptis prout narrantur, delegatus quæ sequuntur, neque aliud præterea quidpiam requiret.

Interrogata : An sciat, vel dici audierit, dictum N. N. (*nominando personam*) confessarium sollicitasse alias pœnitentes ad turpia ? et quatenus etc.

Respondit : (*Notabit responsionem, et si hæc affirmativa fuerit, nomen et cognomen personarum sollicitatarum exquiret, et causam scientiæ*).

Interrogata: De fama supradicti confessarii N. N. tam apud se, quam apud alios ? et quatenus etc.

Respondit : (*Responsionem exscribet*).

Interrogata : An odio vel amore præfata deposuerit, et super inimicitia, aliisque generalibus etc. et quatenus etc.

Respondit : Recte (*si ad propriam conscientiam exonerandam denunciasse se dicet). Si a sollicitatione plus uno mense præterlapsum fuerit, erit etiam interroganda :*

Interrogata : Cur tamdiu distulerit præfata denunciare proprio Ordinario et conscientiam suam exonerare ?

Respondit: (*Notabit responsionem*).

Actus claudatur hac ratione.

Quibus habitis et acceptatis etc. dimissus (vel dimissa) fuit juratus (vel jurata) de silentio servando ad novum tactum SS. Dei Evangeliorum : (*Super Evangelium iterum jurabit*) : et in confirmationem præmissorum se subscripsit, (*et si scribere nesciat*) et cum scribere nesciret, prout asseruit, fecit signum crucis, (*crucis signum calamo faciendum ab ea exiget*).

Postquam denuncians se subscripserit, aut crucis signum fecerit, subscribet se delegatus hoc modo :

Acta sunt hæc per me N. N. ab Illmo et Rmo Antistite N. N. ut supra specialiter delegatum.

Integrum deinde actum directe ad proprium Ordinarium delegantem transmittet una cum Instructione et literis acceptis, nihil omnino apud se retinendo.

DÉCISIONS DE LA S. CONGRÉGATION DU S. OFFICE TOUCHANT LA SOLLICITATION.

Die 11 Februarii 1661.

1° An sit denuntiandus confessarius qui dat pœnitenti chartam, postea domi legendam, in qua ad venerem sollicitabat ?

Domini qualificatores censuerunt esse denunciandum, et opinionem negativam non esse probabilem.

2° An Confessarius consentiens sollicitationi, sed statim desistens de illa turpi materia loqui, differendo illius complementum ad aliud tempus, et non præbendo absolutionem pœnitenti, incidat in pœnas contentas in Bulla Gregorii et sit denunciandus ?

Censuerunt incidere, et confessarium esse denunciandum, rejecta opinione contraria, quam non esse probabilem censuerunt.

3° An confessarius, sollicitando propter parvitatem materiæ sit denunciandus ?

Cum in rebus venereis non detur parvitas materiæ, et si daretur, in re præsenti non dari, censuerunt esse denunciandum, et opinionem contrariam non esse probabilem.

4° An confessarius, qui fœminæ in confessionario dicenti, se velle in crastinum confiteri, illam sollicitat et confessionem dissuadet, sit denunciandus ?

Si sollicitatio fiat extra locum confessionis, et absque prætextu confessionis, censuerunt negativam opinionem esse probabilem : secus in confessionario seu in loco confessionis.

5° An sacerdos carens jurisdictione, si sollicitet in confessione pœnitentem, sit denunciandus ?

Censuerunt esse denunciandum, et opinionem negativam non esse probabilem.

6° An interpres, si sollicitet in confessione pœnitentem, sit denunciandus ?

Censuerunt opinionem negativam non carere probabilitate.

7° An mandans confessario, ut in confessione sollicitet, sit denunciandus ?

Censuerunt opinionem negativam non carere probabilitate.

8° An quando confessarius et pœnitens invicem se sollicitant, confessarius sit denunciandus ?

Affirmative responderunt, et opinionem negativam non esse probabilem.

9° An confessarius sollicitatus, si metu inductus, sollicitanti consentiat, sit denunciandus ?

Censuerunt esse denunciandum, et opinionem negativam non esse probabilem.

10° An confessarius incidat in pœnas Constitutionis Apostolicæ contra sollicitantes, si sollicitet mulierem in aliis Sacramentis, scilicet baptismi, matrimonii; sit denunciandus, et si denunciandus, possit ab Inquisitoribus puniri ?

Quoad utrumque articulum, censuerunt opinionem negativam esse probabilem.

11° An confessarius, qui sollicitat pœnitentem ad actus illicitos extra actus venereos, sit denunciandus ?

Censuerunt opinionem negativam esse probabilem.

12° An confessarius, si laudat pœnitentem de pulchritudine et venustate, dicatur illam sollicitare et ideo sit denunciandus ?

Censuerunt, si laus illa sit seria, et nihil pravæ intentionis redoleat, negativam esse probabilem ; si vero secus, non esse probabilem.

13° An sit denunciandus confessarius qui propter sollicitationem alterius abjuravit ?

Censuerunt negativam non esse probabilem ; et ideo esse denuntiandus (quod etiam fuit resolutum die 26 julii 1628).

14° An quis teneatur denunciare confessarium sollicitantem, si hoc audivit non solum a fide dignis, sed etiam a levibus personis ?

Censuerunt opinionem negativam non carere probabilitate.

15° An sit denunciandus confessarius qui sedens in confessionario, sollicitat mulierem stantem ante confessionarium, non simulando confessionem ?

Censuerunt opinionem negativam non carere probabilitate.

16° An sit denunciandus confessarius, qui, audiens confessionem, dat donum mulieri ita ut dicatur illam sollicitasse ?

Idem responderunt quoad duodecimum.

Resolutionem dubii primo loco expositam confirmavit Alexander VII, die 24 septembris 1665, qui proscripsit contrariam propositionem, quæ est VIa inter alias ab ipso damnatas; eodemque die proscripsit et istam, numero VII^am^.

Modus evadendi obligationem denunciandæ sollicitationis, est, si sollicitatus confiteatur cum sollicitante, hic potest ipsum absolvere absque onere denunciandi.

Præter resolutiones, seu decreta circa sollicitationem superius jam relata, attendenda etiam sunt sequentia, excerpta a Carboneano, ex *Dubiis selectis* Card. Laurentii Cozzæ, olim S. Universalis Inquisitionis Consultoris. Is ait :

I. Paulum V, sub die 29 novembris 1612, declarasse, quod etiam vi Constitutionis Pii IV comprehenderentur sollicitantes masculos : et ita rescripsisse Cardinalem Merlinum an. 1613, sub die 28 februarii, ad Petrum Castillo Inquisitorem Generalem Lusitaniæ.

II. Quod a Congregatione Universalis Inquisitionis, sub die 25 julii 1624, declaratum fuerit mulierem quæ sollicitanti sacerdoti consenserit, non teneri in denunciatione consensum a se præstitum manifestare : teneri tamen denunciare, etiamsi ipsa prius sollicitaverit, et ad consensum ipsa traxerit confessarium.

III. Sub die 17 novembris 1624, decisum fuisse confessarios sollicitantes non esse cogendos ad denunciandum se ipsos.

IV. Refert Carboneanus decretum Pauli V, quo sub die 10 julii 1614, decrevit, ut procedatur in S. Officio contra confessarios tractantes cum mulieribus in confessionali de rebus inhonestis etiam extra occasionem confessionis.

V. Decretum Alexandri VII, sub die 8 julii 1660, quo declaratur teneri pœnitentem ad denuntiandum, etiamsi nulla fraterna correctio præmissa fuerit, vel alia monitio.

VI. Decretum Universalis Inquisitionis editum 26 julii 1628, quo definitum fuit, mulierem sollicitatam teneri ad denuntiationem, etiamsi sciret sollicitantem sponte comparuisse.

VII. Decretum quo, die 22 januarii 1727, S. Congregatio S. Officii respondens dubiis propositis a P. Carolo Josepho Spediæ, Præfecto Missionum in America, declaravit mulieres sollicitatas

non teneri ad denuntiationem, si ministri Inquisitionis et Vicarii Episcopi, in longinquis regionibus degentes, sine gravi incommodo adiri nequeant.

VIII. Decretum quo eadem S. Congregatio, die 11 maii 1707, declaravit puellam in simplicitate constitutam et absque notitia inhonestatis teneri denunciare confessarium sollicitantem, postquam compos effecta fuerit, et notitiam præteritæ sollicitationis acquisiverit.

Subnectitur tandem decretum Benedicti XIV, quo approbantur pœnæ contra sollicitantes, tenoris, ut sequitur :

Feria 5, *die* 5 *Augusti* 1745.

In generali Congregatione Sacræ Romanæ et Universalis Inquisitionis habita in Palatio Apostolico Quirinali coram SS. D. N. Benedicto Divina Providentia Papa XIV, et Eminentissimis ac Reverendissimis DD. Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus adversus hæreticam pravitatem Inquisitoribus generalibus a S. Sede Apostolica specialiter deputatis, Sanctissimus D. N. sollicite animadvertens quam grave sit delictum illorum perditorum hominum, qui sacrosanctæ Missæ sacrificio, ac salutaris Pœnitentiæ sacramento, ad animarum reparationem a Christo Domino institutis, in illarum perniciem et damnationem abutuntur, decrevit, quod in posterum sacerdotes tam sæculares quam Regulares cujuscumque Ordinis, Instituti, Congregationis et Societatis, etiam de necessitate exprimendæ, vel in actu sacramentalis confessionis, sive illius occasione, aut prætextu ad turpia sollicitantes, vel sacrificio Missæ abutentes ad sortilegia, præter pœnas a jure, et Apostolicis Constitutionibus, ac signanter san. mem. Sixti V et Gregorii XV contra eosdem inflictas, perpetuam etiam inhabilitatem incurrant ad præfati Sacrificii celebrationem [1], quodque ejusmodi decretum significetur singulis

(1) On a demandé : «2° An confessarius sollicitans ipso facto incurrat in privationem, seu inhabilitationem ad celebrationem missæ? » En 1822, la S. Pénitencerie répondit : « Ad 2. Pœnam perpetuæ inhabilitationis

cujuscumque Ordinis Superioribus, ac Præpositis, ad hoc, ut de illo, sicuti et de prædictis, aliisque Summorum Pontificum Constitutionibus, juxta præscriptum in generali decreto supremæ Inquisitionis die 15 Decembris 1633, semel saltem in anno, id est feria sexta post octavam Assumptionis B. M. Virginis in publica mensa, vel in Capitulo ad hoc specialiter convocato : ac insuper in quocumque generali vel provinciali Capitulo, vel alio quovis nomine nuncupato capitulari congressu, suos subditos ac Religiosos commonendos curent, ejusdemque commonitionis coram suprema Congregatione juratum testimonium exhibeant.

ad sacrificii Missæ celebrationem a Benedicto XIV contra sacerdotes sollicitantes ad turpia inflictam, non incurri in foro conscientiæ, nisi post juridicam denuntiationem et condemnationem ». Nous avons vu, ci-dessus, pag. 353, n. 12, que la S. Congrégation de l'Inquisition pose le même principe dans son *Instruction*.

DÉCISIONS DE LA S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

I.

LE DIGNITAIRE QUI CHANTE LA MESSE CONVENTUELLE DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE AUX JOURS DE GRANDE FÊTE PENDANT LA VACANCE DU SIÉGE ÉPISCOPAL, OU QUAND L'ÉVÊQUE N'OFFICIE PAS, N'EST PAS TENU D'APPLIQUER LA MESSE POUR LES BIENFAITEURS : C'EST A L'HEBDOMADAIRE A FAIRE CETTE APPLICATION.

On sait que les Chapitres sont obligés d'appliquer la messe conventuelle pour les bienfaiteurs tous les jours de l'année [1], et ce nonobstant toute coutume contraire, même immémoriale [2].

(1) On lit dans la Bulle *Cum semper oblatas* de Benoît XIV : « Gradum facientes ad ea quæ pertinent ad missam conventualem, neminem vestrum latere putamus sacrorum Canonum sanctiones, quibus præcipitur, ut singulis diebus in ecclesiis patriarchalibus, metropolitanis, cathedralibus et collegiatis, tum horæ canonicæ debitis modo et forma recitentur, tum etiam missa conventualis celebretur; quæ adeo clarè sunt, ut nulla super iis oriri possit dubitatio. Eaque de re perspicue pariter et per omnia uniformes existunt resolutiones ab hac Congregatione Vener. Fratrum Nostrorum Concilii Tridentini Interpretum repetitis vicibus emanatæ, quas omnes Apostolica Auctoritate Nostra confirmamus et approbamus, earum executionem Vobis enixe inculcantes : ut scilicet missa conventualis, quæ singulis diebus canitur a Clero prædictarum ecclesiarum, pro earumdem benefactoribus in genere quotidie applicetur; eodem prorsus modo, quo missam parochialem ab iis qui curam animarum gerunt, pro populo sibi commisso, singulis saltem diebus festis de præcepto, applicari debere superius declaravimus. » § 11, *Bullarium Benedicti XIV*, Vol. II, pag. 313. Edit. Mechlin.

(2) « Nonnulli, *lit-on dans la même Bulle*, obtentu contrariæ consuetudinis, etiam immemorabilis, in propria ecclesia vigentis, se ab hujusmodi onere eximi posse sibi persuaserunt. Verum jam pluries responsum fuit, hujusmodi consuetudinem, licet immemorabilem, quæ potius abusus et corruptela dicenda est, nemini suffragari. » § 16. *Ibid.*, pag. 314.

On sait, d'un autre côté, qu'aux jours de fêtes solennelles l'Évêque officie pontificalement dans son église cathédrale [1] ; et comme l'Evêque a coutume en ces jours d'appliquer la messe pour son peuple, les Chanoines doutèrent si leur obligation d'offrir la messe pour les bienfaiteurs était maintenue en ces jours.

Le doute ne reposait sur aucun fondement solide. Les lois de l'Eglise imposent aux Chanoines l'obligation d'appliquer chaque jour la messe conventuelle pour les bienfaiteurs vivants et trépassés. Si l'Evêque est obligé d'offrir le saint Sacrifice pour ses diocésains, et s'il le fait solennellement en certains jours dans l'église cathédrale, comment l'accomplissement de ce devoir épiscopal pourrait-il avoir pour effet de libérer les chanoines de leur obligation? On pourrait lui attribuer cet effet, si l'obligation de l'Evêque et celle des Chanoines étaient identiques; mais il n'en est pas ainsi, elles sont tout à fait différentes. En effet, pour qui l'Evêque doit-il appliquer sa messe? Pour son peuple. Et les Chanoines? Pour les bienfaiteurs de l'église cathédrale. Ce sont deux obligations disparates : l'accomplissement de l'une ne peut dispenser de l'autre.

On pouvait déduire cette conséquence d'une décision de la S. Congrégation du Concile en date des 2 et 16 mai 1716,

(1) Les jours où l'Evêque est obligé d'officier Pontificalement, sont le jour de Pâques et le jour de Noël à la troisième messe. *Cæremoniale Episcoporum*, Lib, II, Cap. XIV, n. 11; et Cap. XXIX, n. 1. Les jours où il convient qu'il le fasse, hors le cas d'un empêchement légitime, sont : Noël, l'Epiphanie, le Jeudi-Saint, l'Ascension, la Pentecôte, l'Annonciation et l'Assomption de la Sainte-Vierge, la Fête des SS. Apôtres Pierre et Paul, la Toussaint, la Fête du Titre de l'église et du Patron, l'Anniversaire de la Dédicace de l'église cathédrale. *Cærem. Episc.* Lib. II. Cap. XXXIV, n. 2. Cf. S. C. Rituum 11 martii 1820, ad 3. Gard. 4565.

où il était dit en termes clairs et formels que, aux fêtes solennelles (c'est-à-dire lorsque l'Evêque officie pontificalement) les dignitaires des cathédrales sont tenus d'appliquer la messe conventuelle pour les bienfaiteurs [1]. La question, du reste, a été expressément soumise à la S. Congrégation des Rites, laquelle, en date du 12 novembre 1831, a déclaré que, l'hebdomadaire, ou celui à qui incombe la charge de célébrer la messe conventuelle, est tenu de l'appliquer pour les bienfaiteurs, soit avant, soit après l'office pontifical. Voici le doute formulé et la réponse.

20. Quum Episcopus diebus festivis applicare debeat pro ovibus suis, quæritur an, Episcopo hisce diebus pontificaliter celebrante, canonici debeant Missam conventualem pro benefactoribus cantare, et quando?

Ad 20. Hebdomadarius, vel is, cui onus inest Missæ conventualis, illam celebret lectam vel ante, vel post Missam pontificalem [2].

Un autre doute, qui n'est pas explicitement résolu par cette décision, a surgi. En cas de vacance du Siége épiscopal, ou lorsque l'Evêque est légitimement empêché d'officier aux jours de fêtes solennelles, il appartient à la première dignité de le remplacer, et en cas d'empêchement de celle-ci, ce droit passe à la dignité suivante. On s'est demandé si le dignitaire, qui officie en lieu et place de l'Evêque, est obligé d'appliquer

(1) 1. An sit onus Capituli Cathedralis Burgi quotidiana applicatio missæ conventualis?

2. An dignitates in solemnioribus festivitatibus, canonici in diebus festis, et Vicarius perpetuus in feriis teneantur applicare missam conventualem pro benefactoribus ad formam decreti Revmi Episcopi?

S. Congregatio Concilii respondit : Ad. I. Affirmative. Ad. II. Affirmative. *Thesaurus resolutionum S. Congregationis Concilii*, tom. IX, page 576.

(2) Gardellini, *Decreta authentica Congregationis sacrorum Rituum*, vol. III, Append. I, pag. 74 et 77.

sa messe pour les bienfaiteurs; et en cas d'affirmative, s'il est obligé de fournir l'honoraire de la messe à son substituant, lorsque lui-même est empêché de la chanter?

Le motif allégué ci-dessus, c'est-à-dire que l'obligation de l'Evêque est tout à fait distincte de celle des chanoines, et que l'accomplissement du devoir episcopal ne libère nullement les chanoines du leur, devait amener une réponse négative au premier doute, et c'est ce que décida réellement la S. Congrégation le 4 mars 1876. Cette solution tranchait également le second doute, ou plutôt le rendait sans objet.

Voici le texte des doutes et des réponses :

I. An Episcopo impedito, vel sede vacante, dignior Capituli, qui præposito demortuo succedit jure devolutionis in celebratione missæ in diebus Episcopi, teneatur ad illam missam applicandam pro benefactoribus in genere in casu?

I. An hic primus substitutus legitime impeditus teneatur subministrare eleemosynam missæ in diebus Episcopi illi canonico, qui ipsi succedit jure devolutionis in casu?

Sacra Congregatio Concilii respondendum censuit :

Ad I. Negative, et missam pro benefactoribus applicandam esse eo die ab hebdomadario.

Ad II. Provisum in primo.

II.

LES CHANOINES NE PEUVENT DIRE LEUR MESSE, NI CONFESSER PENDANT L'OFFICE DU CHOEUR. LA COUTUME CONTRAIRE EST ILLÉGITIME. INDULT.

Dans une supplique présentée à la S. Congrégation du Concile, l'Evêque de Girgenti expose que, depuis un grand nombre d'années, diverses coutumes ont prévalu dans son église cathédrale. Quoiqu'elles soient contraires au droit, les circonstances semblent suffisamment les justifier.

La première de ces coutumes concerne la célébration de la messe. Le grand nombre de messes que les chanoines doivent dire à la cathédrale, la durée de l'office divin, l'heure où l'on peut commencer les messes, l'insuffisance des calices, ornements et servants, mettent les chanoines dans la nécessité de célébrer pendant l'office du chœur sans perdre les distributions quotidiennes.

Une autre coutume se rapporte aux confessions. La cure de la paroisse étant unie au chapitre, une nombreuse population afflue à la cathédrale pour la confession, surtout depuis la suppression des communautés religieuses. Aussi de temps immémorial, les chanoines confessaient-ils pendant une partie de l'office, ou même pendant tout l'office, si l'Evêque les y autorisait. Défendez aux chanoines de confesser pendant l'office, la ville entière subira un grand dommage, privée qu'elle sera du sacrement si nécessaire de la Pénitence. Cette nécessité ne légitime-t-elle pas surabondamment la coutume des chanoines?

Pour ces motifs, l'Evêque demandait, de concert avec le chapitre, que le Saint-Siége voulût bien autoriser les points suivants : « 1. Du commencement de l'office du chœur jusqu'à la fin, les chanoines et les mansionnaires pourront célébrer, selon le rang des stalles, de façon toutefois que plus du tiers des chanoines ou des mansionnaires ne pourra abandonner le chœur pour ce motif. 2. Les chanoines et les mansionnaires peuvent confesser à partir du capitule de laudes le matin, et du capitule de vêpres le soir; il restera toujours au chœur un nombre suffisant pour remplir le besoin et même la décence de l'office divin. 3. Les chantres ne pourront ni confesser, ni célébrer pendant tout le temps que leur concours est nécessaire au chœur pour le chant de l'office. 4. Aux époques où les besoins sont plus grands, par exemple en ca-

rême, en temps de jubilé, et autres, on pourra, au jugement de l'Evêque, désigner quelques chanoines et mansionnaires pour confesser pendant tout le temps de l'office. 5. Les chanoines convalescents ou malades peuvent célébrer dans la chapelle de la sacristie et gagner les distributions quotidiennes, excepté les dimanches et les fêtes. »

Sur cette demande de l'Evêque, la S. Congrégation examina la légitimité des coutumes du chapitre de Girgenti. En leur faveur on fit valoir l'opinion d'auteurs de premier mérite, qui enseignent qu'un juste motif peut introduire la coutume en vertu de laquelle les chanoines qui célèbrent pendant l'office sont en droit de percevoir les distributions quotidiennes. « Quæ consuetudo, *dit Garcias*, cum sit ex justa causa, cum totum sit cultus divinus in eadem ecclesia, et ut beneficiati inducantur ad celebrandum, videtur tolerabilis.... et videtur approbari a Concilio Compostellano [1]. »

Il en est de même de la coutume d'entendre les confessions pendant l'office. « Id, *écrit Moneta*, quod etiam tamquam satis rationabile consuetudine legitima induci posse puto [2]. »

Contre les usages du chapitre s'élève la pratique constante de la S. Congrégation du Concile, laquelle a toujours réprouvé de semblables coutumes comme de véritables abus. Il existe sur ces différents points une foule de décisions. Nous nous bornerons à en rapporter quelques-unes des principales.

Dans la Cathédrale de Plaisance, vers la fin du siècle

(1) *Tractatus de beneficiis*, Part. III, Cap. II, n. 401. Cf. Moneta, *Tractatus de distributionibus quotidianis*, Part. II. Quæst. XI, n. 56; Coccoperius, *Lucubrationes canonicales*, Lib. III, Titul. XI, n. 13 et 14; Barbosa, *Tractatus de canonicis et dignitatibus*, Cap. XXIII, n. 16 et Cap. XXV, n. 12; Marchinus, *de sacramento Ordinis*, Tract. III, Part. II, Cap. XXXV, n. 9.

(2) *Loc. cit.*, n. 68. Cf. Barbosa, *Loc. cit.*

dernier, les chanoines et les bénéficiers avaient introduit l'usage d'entendre les confessions pendant l'office du chœur, probablement à cause de la disette de confesseurs, occasionnée par l'expulsion des religieux. Cet usage durait depuis plus d'un demi-siècle, quand la S. Congrégation du Concile fut interrogée sur le point de savoir si les Chanoines et les bénéficiers ainsi occupés pouvaient percevoir les distributions quotidiennes ; et le 27 mai 1847, elle donna une réponse négative.

I. An canonici, vel beneficiati S. Antonini qui ferme quotidie audiunt confessiones tempore divinorum officiorum, lucrari possint distributiones quotidianas in casu?

Et quatenus affirmative.

II. An eas lucrentur, si tempore tantum divinorum officiorum excipiant confessiones, vel post confessiones supervenientes in chorum privatim recitent horas canonicas in casu ?

Ad I. Negative.

Ad II. Negative in omnibus [1].

Antérieurement elle avait eu à se prononcer sur une coutume de plusieurs siècles, basée sur les statuts donnés au chapitre lors de son érection, et confirmée par un décret épiscopal : ce nonobstant, la décision fut la même, c'est-à-dire que les chanoines ne peuvent gagner les distributions quotidiennes, s'ils s'absentent du chœur pour entendre les confessions. Il n'y a d'exception que pour le pénitencier, à qui sa prébende impose cette obligation. Voici le texte de cette décision qui date du 8 février 1817.

I. An, et quomodo canonici cathedralis S. Miniatis absentes ad audiendas confessiones in eadem ecclesia cathedrali, quo tem-

(1) *Thesaurus resolutionum S. Congregationis Concilii*, tom. XVII, pag. 148 et 207.

pore confessiones audiunt, pro præsentibus haberi debeant, ita ut lucrari possint quotidianas distributiones in casu?

Ad I. Negative in omnibus, excepto Pœnitentiario [1].

Quant à la célébration de la messe, les décisions de la S. Congrégation du Concile ne sont pas moins explicites. Les chanoines de l'église cathédrale de Côme, se prévalant d'une antique coutume et de l'impossibilité de trouver le temps suffisant pour qu'ils pussent tous célébrer en dehors de l'office, et alléguant encore d'autres motifs, étaient habitués de dire la messe pendant l'office canonial. La S. Congrégation du Concile fut interpellée sur la licéité de cette coutume, et la condamna, le 23 novembre 1771, dans les termes suivants :

II. An sustineatur consuetudo celebrandi missas a canonicis tempore horarum canonicalium in casu?

Ad II. Negative, nisi de legitimi Superioris licentia [2].

La question fut renouvelée dans ce siècle dans la même cause de S. Miniato mentionnée ci-dessus. Là le chapitre se réclamait d'une coutume de plusieurs siècles, et nonobstant la coutume, la S. Congrégation du Concile décida, le 8 février 1817, que ceux-là seuls pourraient gagner les distribu-

(1) *Ibid.*, tom. LXXVII, pag. 13 et 27. L'exception en faveur du Pénitencier actuellement occupé à entendre la confession a été établie par le Concile de Trente lui-même. « Qui pœnitentiarius), *y lit-on*, dum confessiones in ecclesia audiet, interim præsens in choro censeatur. » Sess. XXIV, cap. 8, *De reformatione*. « Idem quoque, *lit-on aussi dans le Recueil cité des décisions de la S. Congrégation*, dicendum de canonico, quem Episcopus ad fidelium confessiones excipiendas loco Pœnitentiarii suffecerit, ut resolvit S. Congregatio in *Lucana* 10 martii 1635. Hi tamen si actuali administratione sacramenti Pœnitentiæ non fuerint detenti, cum aliis in choro convenire tenentur, alias distributiones amittent, ut dixit eadem S. Congregatio in *Fanen* 24 januarii 1642, lib. 16 *Decretor.*, pag. 632. » *Op. cit.*, tom. XL, pag. 33.

(2) *Ibid.*, tom. XL. pag. 270 et 292.

tions qui célébreraient pendant l'office de l'autorité du Préfet du chœur et pour la commodité des fidèles.

II. An, et quomodo iidem canonici absentes ad missam in eadem ecclesia cathedrali celebrandam tempore choralis officiaturæ lucrari possint distributiones quotidianas in casu?

Ad II. Negative, nisi de licentia Præfecti choro in populi commodum [1].

Le motif de ces décisions est puisé dans la Décrétale *Consuetudinem* de Boniface VIII et dans le Concile de Trente. Dans sa Décrétale, Boniface VIII statue que le chanoine ou bénéficier qui percevra des distributions quotidiennes, hors des cas exceptés par lui, ne les fera pas siennes et sera tenu de les restituer [2]. Le Concile de Trente renouvela, pour autant que besoin en était, la Décrétale de Boniface VIII, nonobstant tout statut et coutume contraires : « Distributiones vero, *décrète-t-il*, qui statis horis interfuerint, recipiant; reliqui, quavis collusione aut remissione exclusa, his careant, juxta Bonifacii VIII decretum, quod incipit *Consuetudinem* : quod sancta Synodus in usum revocat, non obstantibus quibuscumque statutis et consuetudinibus [3]. »

Comme le fait remarquer Passerini, auteur, au jugement

(1) *Ibid.*, tom. LXXVII, pag. 13 et 27.

(2) « Statuimus, *y lit-on*, ut distributiones ipsæ quotidianæ, in quibuscumque rebus consistant, canonicis ac aliis beneficiatis, et clericis ecclesiarum ipsarum, qui eisdem officiis in ipsis ecclesiis adfuerint, tribuantur juxta Ecclesiæ cujuslibet ordinationem rationabilem jam factam, seu etiam faciendam. Qui vero aliter de distributionibus ipsis quicquam receperit (exceptis illis, quos infirmitas, seu justa et rationabilis corporalis necessitas, aut evidens Ecclesiæ utilitas excusaret), rerum sic receptarum dominium non acquirat, nec faciat eas suas : imo ad omnium restitutionem, quæ contra hujusmodi Nostram Constitutionem receperit, teneatur. » Cap. unic. *De Clericis non residentibus in ecclesia, vel præbenda in* 6.

(3) Sess. XXIV, cap. 12, *De Reformatione.*

de Benoît XIV, *Romanæ Curiæ peritissimus*[1], « Cum Bonifacius VIII solum tres causas generales approbaverit ex quibus licet non interessentibus distributiones percipere, cæteras omnes reprobasse censetur[2]. » D'où il conclut à l'illégitimité de la coutume en vertu de laquelle les chanoines, qui célèbrent ou entendent les confessions pendant l'office canonial, pourraient toucher les distributions quotidiennes : « Præcisa deputatione, vel legitima licentia superioris, consuetudine introduci non potest, ut canonici non interessentes choro causa celebrandi missas privatas lucrentur distributiones. Nam causa excitandi canonicos ad frequentem celebrationem cum præjudicio obligationis ad chorum nec est rationabilis, nec est nova causa et specialis, sed generalis et prævisa a jure, et reprobata ex eo, quod tantum tres aliæ fuerunt approbatæ. Et idem dicendum de absentibus causa confessionum audiendarum[3]. »

Il n'est pas étonnant, en présence de ces motifs et de sa jurisprudence antérieure, que la S. Congrégation du Concile ait déclaré illégitimes les coutumes du chapitre de Girgenti. Toutefois, vu les motifs allégués, elle approuve le règlement proposé par l'Evêque, absout les chanoines et leur permet de retenir les distributions perçues, à condition qu'une messe sera chantée en présence de tout le Chapitre.

Voici le texte des doutes, avec la décision, en date du premier avril 1876.

I. An, et quomodo, ad effectum lucrandi distributiones, sustineatur consuetudo celebrandi missas tam in ecclesia, quam in sacello tempore divinorum officiorum in casu ?

(1) *Institutiones ecclesiasticæ*, Instit. CVII, n. 16.

(2) *Commentaria in sextum librum Decretalium*, lib. III, in Cap. *Consuetudinem*, De clericis non residentibus etc., n. 145.

(3) *Ibid.*, n. 163. Cf. Bened. XIV, *Loc. sup. cit.*, n. 76.

II. An et quomodo, ad effectum lucrandi distributiones, sustineatur consuetudo excipiendi sacramentales confessiones tempore divinorum officiorum in casu?

Et quatenus negative,

III. An consulendum Sanctissimo pro absolutione et condonatione perceptarum distributionum in casu?

S. Congregatio Concilii respondendum censuit:

Ad I et II. Consuetudinem non sustineri; attentis tamen peculiaribus circumstantiis, normam ab Episcopo de consensu Capituli propositam admitti posse, addito de licentia Præfecti Chori.

Ad III. Affirmative, celebrata una missa cum cantu, universo adstante Capitulo.

ORDONNANCES DU DIOCÈSE DE GAND [1].

DU CIBOIRE.

La première partie de l'ordonnance 4e se rapporte au ciboire, et est conçue en ces termes : « Ciborium sit argenteum, nihil ænei, nihil stannei habens; sit intus deauratum, sit benedictum: sit nitidum, et sæpius, dum renovantur sacræ species, lavetur aqua tepida, ut fulgeat. »

Les théologiens et les liturgistes, qui s'étendent beaucoup sur les calices, touchent à peine ce qui concerne les ciboires et se bornent à quelques mots. Nous croyons donc faire chose agréable à nos lecteurs en traitant cette matière en détail.

Et d'abord l'usage des ciboires est-il ancien dans l'Eglise? Si l'on veut parler du vase destiné à la réserve des saintes espèces, sans égard à sa forme, nous prouverons tout à l'heure que son emploi est très-ancien et qu'il remonte aux premiers siècles de l'Eglise. Mais si l'on entend uniquement par là les ciboires dans la forme qui leur est communément attribuée aujourd'hui, nous devons convenir que leur emploi ne date pas des premiers siècles, mais qu'il ne remonte guère au delà du moyen âge.

Il faut savoir en effet que, dans les premiers siècles, les patènes étaient d'une grandeur démesurée, devant contenir tous les fragments des saintes espèces qui étaient distribuées au clergé et au peuple. C'est ce que nous apprend l'érudit Bocquillot [2]. « La patène, ainsi nommée du verbe latin *patere*, qui

(1) Cfr. *supra*, pag. 352 et ss.

(2) *Traité historique de la liturgie*, lib. I, chap. 8.

veut dire *être ouvert*, était autrefois un grand plat un peu creux, à peu près comme les bassins qui ornent les buffets des grands... Saint Grégoire de Tours [1] nous raconte un fait qui montre de quelle capacité étaient alors les patènes. Il dit qu'un comte de Bretagne, ayant mal aux pieds, et ne recevant point de soulagement de l'art des médecins, quelqu'un lui dit : — Faites-vous apporter l'un des vases sacrés qui servent à l'autel, lavez vos pieds dedans, et vous en serez soulagé. — Quelle folie, dit sur cela ce saint Evêque ; ignoraient-ils que des vases sacrés ne doivent jamais servir à des usages profanes ? — Ce prince envoya donc quérir une patène de l'église et se lava les pieds dedans, mais bien loin d'en être soulagé, ses douleurs redoublèrent, et depuis il ne put jamais faire un pas. Il fallait donc que cette patène fût un grand plat, puisqu'un homme pouvait se laver les pieds dedans.

« Mais rien ne montre mieux de quelle grandeur devaient être les patènes dans les premiers siècles que de savoir à quel usage elles servaient alors. C'est ce que l'Ordre Romain va nous apprendre. Il paraît par la suite des cérémonies qui y sont marquées, qu'outre la patène qui servait au célébrant et à ses ministres, il y en avait d'autres plus grandes, qu'on appelait *patenæ ministeriales*, parce qu'elles servaient à administrer le corps du Seigneur aux peuples... Le clergé était nombreux, puisqu'il y avait souvent plusieurs Evêques outre le Pape, plusieurs prêtres, plusieurs diacres et sous-diacres, mais beaucoup plus de chantres, de lecteurs, etc. Il fallait donc que la patène sur laquelle on rompait toutes les hosties pour la communion du clergé fût grande et large ; mais il fallait que les autres le fussent davantage, puisque le nombre des fidèles qui communiaient alors était sans comparaison plus grand que celui des

(1) *De gloria martyrum*, lib. I, cap. 55.

clercs. Toutes les hosties devaient être rompues sur les deux patènes que l'on devait porter de rang en rang aux fidèles placés dans la nef et dans les aîles. Ce devait donc être de très-grands plats, et et il ne faut pas s'étonner de ce qu'Anastase dit qu'il y en avait de la pesanteur de vingt-cinq et trente livres...

« On pourrait demander ici d'où vient que les patènes, si grandes autrefois, sont devenues aussi petites que nous les voyons maintenant. Mais il est si aisé d'en découvrir la cause, qu'on pourrait laisser au lecteur le soin de la chercher..... Pourquoi fallait-il de grands plats autrefois pour servir de patènes? C'est qu'il y avait une multitude de communiants, tant du clergé que du peuple. Tous ceux qui assistaient à la messe y offraient pain et vin, et communiaient..... Voilà ce qui faisait la nécessité des grandes patènes. Elles étaient plus ou moins grandes selon le nombre des communiants de chaque église. Ainsi lorsque les fidèles se sont relâchés de la communion, et de l'assistance aux messes solennelles des églises cathédrales, collégiales et paroissiales, n'y ayant plus ou presque plus de communions à ces messes, les grandes patènes devinrent inutiles.

« Les Mendiants vinrent cependant, s'établirent, prêchèrent avec édification, attirèrent les peuples à la sainte table; et pour leur faciliter la fréquente communion, quelques-uns d'entre eux déchargèrent trop facilement les fidèles de l'obligation des messes solennelles qui se disaient pour eux, et leur apprirent à communier aux messes basses, et même hors le temps de la messe. L'usage ancien de conserver l'Eucharistie dans l'église pour les malades contribua à faire penser qu'on pouvait en conserver aussi pour les personnes saines. Il fallut donc agrandir les vases où l'on conservait l'Eucharistie. De là sont venues les coupes larges et creuses, garnies d'un couvercle fait en voûte ou en dôme, que nous appelons *ci-*

boires, qui sont si communs aujourd'hui, et qui étaient inconnus à nos ancêtres, chez qui le nom de ciboire signifiait autre chose, comme nous l'avons vu précédemment. »

Cette explication que donne Bocquillot de l'origine des ciboires est tout à fait plausible; mais il se trompe évidemment, quand il prétend que, dans les premiers siècles, on ne conservait les saintes espèces que pour les malades. C'était là sans doute le motif principal, mais il y en avait d'autres encore que nous fait connaître Etienne Durant [1], et que résume très-bien Catalani, dans son Commentaire sur le Pontifical romain [2]. Pour s'en convaincre il suffit de se rappeler qu'à Rome même on ne célébrait pas tous les jours, et néanmoins au temps de saint Jérôme, les fidèles étaient dans l'habitude de communier tous les jours.

Le jeudi etait un des jours aliturgiques. « Aliturgicis veterum diebus, *dit Tompa* [3], accensenda est quævis quinta feria. Hæc enim, quod a gentilibus vanissima religione colerentur, omnis honoris et celebritatis expertes esse voluere christiani, ut ex auctore sermonis 265 de tempore, Augustino tributi [4] et ex Concilio Narbonensi, anno 589 celebrato, colligi potest [5]. Hinc Gregorius, in dispositione Sacramentarii, quum

(1) *De ritibus Ecclesiæ catholicæ*, lib. I, cap, 16.

(2) Tom. II, tit. 18, *De Benedictione tabernaculi.*

(3) *Institut. de sacris Christianorum ritibus*, tom. I, pag. 150.

(4) « Quia audivimus quod aliquos viros vel mulieres ita diabolus circumveniat, ut quinta feria nec viri opera faciant, nec mulieres sacrificium, coram Deo et sanctis ejus angelis contestamur, quia quicumque hoc voluerint, nisi per prolixam et duram pœnitentiam tale sacrilegium emendaverint, ubi est arsurus diabolus, ibi et ipsi damnandi sunt. Illi enim infelices et miseri qui in honore Jovis, in quinta feria, opera non faciunt, non dubito quod ipsa opera die dominica facere non erubescant, nec metuunt. »

(5) « Ad nos pervenit quosdam de populis catholicæ fidei execrabili ritu quintam feriam, qui et dicitur dies Jovis, multos excolere, et operationem non facere. Quam rem pro Dei timore execrantes et blasphemantes,

quadragesimæ feriis proprias missas adsignasset, quintas ferias vacantes permisit, primusque, Anastasio teste, Gregorius II fuit, qui quadragesimali tempore, ut in quinta feria jejunium atque missarum celebritas fieret in Ecclesiis, quod non agebatur, instituit. » Grancolas dit également [1] : « Ce fut donc pour abolir ce reste du paganisme qu'on s'abstenait de célébrer, même en carême, les jeudis. Dans le Sacramentaire de S. Grégoire, il n'y avait pas de messe pour le jeudi. C'est pourquoi il y a tant de variété au sujet des épîtres et des évangiles et de la collecte pour les jeudis, comme le remarque Durand [2]. »

Il y avait encore d'autres jours aliturgiques, et nous ne peuvons mieux traiter ce sujet, qu'en empruntant les paroles de Bocquillot [3] : « Dans les plus anciens Sacramentaires de l'Eglise Romaine, nous voyons des messes propres pour tous les vendredis et samedis du carême, excepté le vendredi saint, le samedi veille des Rameaux, et le samedi saint. Nous y voyons encore que le samedi qui précédait le carême était aussi sans office et sans messe : d'où je conclus avec raison, ce me semble, que les autres samedis de l'année avaient office et messe. Car pourquoi dire de celui-là seul, *sabbatum vacat*, si les autres avaient été vacants comme lui, c'est-à-dire sans office et sans messe ?

quicumque ab hac die, præter festivitates in eo die venientes, ausus vel ausa fuerit vacare et operam non facere ; si ingenuus est vel ingenua, de Ecclesia repellendus, et sub pœnitentia mittendus uno anno... »

(1) *Ancien sacramentaire*, tom. I, pag. 461.

(2) Il est vrai que Walafride Strabon pense que, le jeudi, on répétait la messe du dimanche, parce que ce jour était considéré comme une fête par les chrétiens. Mais cet écrivain, qui vivait au moyen âge, et qui attribue à Grégoire III, ce qui est le fait de Grégoire II, ne mérite pas créance sur ce point. Ce qu'il avance est en effet contraire aux textes que nous avons cités. Aussi son sentiment est-il communément rejeté. V. Catalani, *loc. cit.*, et De Berlendis, *de oblation. ad altare*, 2e édit. pag. 97.

(3) *Oper. cit.*, pag. 321.

« Mais pourquoi ne disait-on point la messe à Rome, ni le samedi avant le carême, ni celui qui précède les Rameaux? Il y a d'anciens Sacramentaires qui disent que c'est parce que le Pape distribuait ses aumônes ces jours-là. « Sabbatum vacat, Dominus Papa eleemosynam dat. » Amalaire rapporte cela de son Sacramentaire Romain, lib. 1, cap. 9, et l'on voit la même chose dans celui que Pamelius a donné au public. L'abbé Grimaud, qui vivait au neuvième siècle, nous en apprend davantage. Il dit que le Pape ne faisait point de stations dans certains jours, parce qu'étant fatigué des stations qu'il faisait pendant la semaine, il prenait ceux-là pour se reposer, faire des aumônes et traiter des affaires externes.

« Ainsi, selon le témoignage de cet auteur, il y avait à Rome, en chaque semaine, certains jours où l'on ne s'assemblait point pour célébrer la messe. Et il est vrai que, dans les anciens Sacramentaires, il n'y a point de messes pour les jeudis de toute l'année, même du carême, excepté le jeudi saint, ni pour les lundis et mardis, excepté ceux du carême. Ces trois jours étaient donc des jours sans messes, dans l'église de Rome, longtemps avant le neuvième siècle, où vivait l'abbé Grimaud. Il y avait néanmoins près de cent ans que l'ancien usage de ne pas dire la messe à Rome, les jeudis de carême, était aboli. Car Grégoire second avait ordonné le jeûne et la messe pour ces jeudis comme pour les autres jours du carême. Il donna même des messes propres non seulement aux jeudis de carême, mais encore à celui de l'octave de Pâques qui n'en avait point non plus que les autres.....

« De tout ce que nous venons de dire des Romains, nous pouvons conjecturer qu'ils ne célébraient la messe que quatre jours par semaine durant l'année : savoir le dimanche, le mercredi, le vendredi et le samedi; et qu'il y avait trois jours où ils ne la célébraient pas, savoir le lundi, le mardi et le

jeudi, à moins qu'il n'arrivât dans ces jours quelques fêtes de mystères ou de saints. Mais pendant le carême, ils célébraient la messe tous les jours de la semaine, excepté le jeudi, à qui Grégoire second donna enfin une messe, comme nous l'avons dit. »

Néanmoins, au témoignage de S. Jérôme, l'usage de Rome voulait qu'on communiât tous les jours. « De sabbato quod quæris, *écrit-il à Lucinius* [1], et de Eucharistia, an accipienda quotidie, quod Romana Ecclesia et Hispaniæ observare perhibentur : scripsit quidem et Hippolytus vir disertissimus, et carptim diversi scriptores e variis auctoribus edidere. Sed ego illud breviter te admonendum puto, traditiones ecclesiasticas (præsertim quæ fidei non officiant) ita observandas, ut a majoribus traditæ sunt... » Ce grand Docteur affirme le même fait dans son apologie contre Jovinien, adressée à Pammachius. « Quid est majus, orare, an corpus Christi accipere? Utique accipere corpus Christi. Si per coitum, quod minus est impeditur (orare), multo magis quod majus est. Diximus in eodem volumine, panes propositionis ex lege non potuisse comedere David et socios ejus, nisi se triduo mundos a mulieribus respondissent : non utique a meretricibus, quod damnabatur a lege; sed ab uxoribus, quibus licite jungebantur. Populum quoque quando acceptu-rus erat legem in monte Sina, tribus diebus jussum esse ab uxoribus abstinere. Scio Romæ hanc esse consuetudinem, ut fideles semper Christi corpus accipiant, quod nec reprehendo, nec probo. Unusquisque enim in suo sensu abundat. » Desquelles paroles il est permis de conclure, dit Mamachi [3],

(1) Epist. 52, ad Lucinium Bœticum, alias 28, pag. 579, tom. 4, app. edit. Mart.— Tom I, pag. 66, edit. Erasmi, Parisiis 1546.

(2) Epist. 30, alias 50, pag. 233, tom. 4, *supra*. — Tom II, pag. 37. *edit. Parisiis.*

(3) *De' costumi de' primitivi cristiani*, tom. II, cap. I, pag. 21 et ss.

que la communion quotidienne était en usage dans l'Église latine, mais que vers la fin du 4e et au commencement du 5e siècle l'ardeur se refroidit, et l'on s'approcha plus rarement de la Sainte Table.

Or il est évident que si les fidèles communiaient tous les jours, il fallait qu'aux jours aliturgiques, les saintes espèces eussent été réservées du jour précédent, et conséquemment qu'on eût des vases assez grands pour conserver toutes les hosties à distribuer aux fidèles.

Ces vases étaient en outre destinés à garder les petites parcelles qui s'étaient détachées des grandes qu'on distribuait, et même un certain nombre de celles-ci, quand il y en avait de trop. « Reliquias fragmentorum corporis Domini custodire debent, ne qua putredo in sacrario inveniatur, ne cum negligenter agitur, corpori Domini gravis inferatur injuria. » Ainsi parle S. Clément, dans sa deuxième lettre à l'Apôtre S. Jacques le mineur [1]. Et un peu plus loin il dit que ceux, « qui residua corporis Domini, quæ in sacrario relicta sunt, consumunt, non statim ad communes accipiendos cibos conveniant. Si ergo mane dominica portio editur, usque ad sextam jejunent ministri qui eam consumpserunt. Et si tertia vel quarta hora acceperint, jejunent usque ad vesperam. » Nous lisons également dans les Constitutions Apostoliques, aussi attribuées à S. Clément [2], qu'après que tous les hommes et toutes les femmes ont communié, « sumant diaconi

(1) *Collect. Concil.* edit. Labbe-Coleti, tom. I, colon. 98 et 99. Si nous citons cette lettre et les Constitutions Apostoliques, ce n'est pas que nous leur attribuions une authenticité que les savants sont d'accord à leur refuser, mais c'est parce que, de l'aveu général, ces documents, quoique apocryphes, font connaître avec assez d'exactitude la discipline de l'Eglise au temps où on les croit composés, c'est-à-dire vers le 3e siècle.

(2) *Ibid* colon. 486. *Pastophoriæ* est le terme grec que certains ont conservé dans la traduction latine.

reliquias et inferant in tabernaculum (alias in pastophoria). »

En voilà assez sur le point historique; arrivons maintenant au côté pratique.

Quelle doit être la forme du ciboire ?

Cette forme n'est déterminée par aucun de nos livres liturgiques, mais la description, qu'en donnent S. Charles Borromée et quelques auteurs, montre que cette forme est la même partout.

Voici d'abord ce qu'en dit le grand restaurateur de la discipline ecclésiastique [1] : « Pes pyxidis, ut manu facile firmiterque capi queat, altitudine sit sex unciarum [2].

« Nodus in medio decore recteque ornatus, nihil vel minimum eminens habeat, quo dum pyxis capitur, incommode capiatur aut digiti quidquam lædantur ; præsertim quo tempore inter missæ sacrum populo SS. Eucharistia ministratur, et illa indice et pollice conjunctis manu tenetur.

« Vas seu cuppa, forma rotunda aut ovata, profunda sit et decenter pro profunditatis ratione ampla in fundoque medio paululum aliquid habeat, quod in orbem tenuiter emineat.

« In summa pyxide circulus tenuis a labro minimum distans insit, cui in orbem prominenti operculum innitatur.

« Pyxidis operculum forma itidem sit rotunda vel ovata, quæ respondeat formæ pyxidis, quod in medio instar fere pyramidis extet : ab uno et altero item latere parvulos tenuesque uncinos habeat, quibus in circulo apte includatur.

« In ejus summo, crux parvula, aut imago Christi crucifixi vel resurgentis infixa hæreat. »

Veut-on entendre Bauldry ? Sa description est en tous

(1) *Actor. Mediolanen.* part. IV. *Instruct. supell. Eccles.* lib. II, part. 2, pag. 528. Lugduni, 1683.

(2) Environ 11 centimètres.

points semblable à celle de S.Charles [1]. «Pyxis,quæ ad SS.Eucharistiam custodiendam adhibetur, ex argento puro saltem; eoque inaurato fieri debet in interiori parte; cujus pes ut manu facile firmiterque capi queat, altitudine sit sex unciarum, nodus in medio sit ejusmodi quo monuimus de calicis nodo. In fundi medio paululum aliquid habeat, quod in orbem tenuiter emineat, ad facilius capiendas ultimas particulas, operculum respondeat pyxidis formæ : quod in medio instar fere pyramidis extet ; ab uno et altero item latere nervulos tenuesque uncinos habeat, quibus in circulo apte includatur et fiat immobile. In summo parvula crux emineat. »

Citons encore De La Croix [2] : « Le ciboire doit avoir le pied de six pouces de hauteur en tout. La coupe, haute de trois pouces, son diamètre peut avoir cinq pouces et le pied autant. Le couvercle doit être séparé de la coupe, quand c'est pour donner la communion dans l'église. Il y doit avoir une croix au-dessus de deux pouces de hauteur. La coupe et le couvercle doivent être dorés par le dedans tout au moins ; le dedans de la coupe doit être un peu relevé au lieu de le faire tout creux, afin de prendre plus facilement les petites hosties, quand il n'y en a plus guère, et qu'on le purifie plus commodément, quand il en est besoin. La façon de les fermer avec une broche d'argent et une charnière ne vaut rien pour les incommodités que cela apporte. »

On voit que partout la forme est identique, et qu'il y a pour les ciboires un type commun, dont il ne serait pas sage de s'écarter.

De quelle matière doit être le ciboire ?

(1) *Manual. Cæremon. Appendix de mensuris supellet.* v. *Pyxis.*

(2) *Le parfait ecclésiastique,* 4e part. chap. 5. *La juste mesure des vaisseaux sacrés.* V. aussi Crispino, *Della visita pastor.*, part. 2, § 10, n. 33, *b.*

L'ordonnance de Mgr l'évêque de Gand veut qu'il soit d'argent avec la coupe dorée à l'intérieur, n'ayant aucune partie d'étain, de cuivre ou de bronze. Telle est également la règle du *Cérémonial des Evêques* [1]. C'était la prescription tracée par S. Charles Borromée [2]. « Pyxis quæ ad sanctissimum Eucharistiæ sacramentum pie recteque custodiendum adhibetur, ex auro, aut ex puro argento saltem, eoque inaurato fieri debet. Quæ pyxis cum ex argento fit, si minus ab exteriori et interiori parte, auro non illinitur, saltem ab interiori parte illiniatur. »

Nos Rituels et statuts diocésains s'expriment de la même manière. « Quoad ciborium, *dit le Rituel* de Liége [3], et alia vasa, in quibus sacræ species asserventur, sint ex argento, intus saltem inaurata. » « Ciborium, seu pyxis et calices sint ex argento intus deaurato, » porte le Rituel de Bruges [4]. Mgr de Wavrans, dans sa célèbre Instruction de l'an 1768, rappelle cette obligation [5] : « Omnia sacra vasa quæ ad ostensionem, deportationem, aut custodiam sanctæ Eucharistiæ deserviunt, ut sunt ostensoria, ciboria, monstrantiæ, arculæ, calices et pyxides (quæ omnia ad minus argentea esse debent, ac intus decenter deaurata), quotannis semel ad minimum, idque circa festum Paschæ, intrinsecus et extrinsecus mundentur, et suo splendori restituantur. » C'est pourquoi la Congrégation des archiprêtres du diocèse de Malines porta, en 1626, le décret suivant [6] : « Mandamus omnibus pastoribus aliisque ad quos ea res pertinet, ut procu-

(1) Lib. II, cap. 30, n. a. « Præparentur particulæ in numero sufficienti... in vase aureo, vel argenteo, saltem intus deaurato.

(2) *Loco supra citato.*

(3) *De SS. Euchar. sacram.* § 6.

(4) *De cultu SS. Euchar.* n. 1.

(5) § 70. *Concil. German.*, tom. X, pag. 627.

(6) *Collectio synod. Mechlin.*, tom. II, pag. 291.

rent argentea ciboria, vel capsas custodiendæ vel deferendæ S. Eucharistiæ..... si vero uspiam tanta sit tenuitas facultatum ecclesiæ vel fabricæ, ut hæc impensa inde præstari nequeat, neque patronus vel aliquis alius ad hoc teneatur : instabitur ut eam sufficiat communitas, eidem significando a Principe obtentum ad hoc iri indultum necessarium. »

Ces dispositions toutefois sont locales, particulières, et les lois générales ne paraissent pas exiger que le ciboire soit d'or ou d'argent. Le Rituel romain qui est véritablement le code religieux en cette matière, demande seulement que le ciboire soit solide et décent [1]. « Particulæ..... conserventur in pyxide ex solida decentique materia, eaque munda et suo operculo bene clausa, albo velo cooperta. » Sur quoi Baruffaldi ajoute dans son commentaire [2]. « Pyxidis..... materia non est determinata, sed sequi debet conditionem calicis, et proinde confici solet ex materia ex qua ille conficitur, et quidem ob reverentiam debitam tanto sacramento, requiritur materia nobilis ut conservetur cum eo decore, cum quo convenit..... Non esse necessarium pyxidem deaurari ad instar calicis, affirmat Suarez, qui etiam addit quod si pyxis de puro stanno fuerit, deberet imponi frustillum telæ cum amylo accommodatum, sicuti fit in corporalibus. De facto Rituale non præscribit neque aurum, neque argentum, neque aurichalcum, sed tantum dicit quod debet esse de solida decentique materia, non autem ex vitro seu crystallo..... sed conveniens materia esse solet argentum vel aurichalcum. »

S. Charles Borromée, quoiqu'il prescrive en général le contraire, estime cependant que le cuivre peut suffire, quand on ne peut pas avoir mieux [3].« Ubi præ inopia aliud non potest,

(1) *De Sacr. Euchar.* tit. IV, cap. 1, n. 5.
(2) *In hunc locum*, tit. XXIII, num. 55.
(3) *Loc. cit.* fine.

Episcopi judicio operculum et pyxis ex aurichalco aut stanno inaurato esse poterit.» Citons encore le célèbre Synode de Cologne de l'an 1662 [1]. « Duæ pyxides..... quas aureas esse oportet vel argenteas, eburneas, aut minimum stanneas, easque mundas et nitidas, nequaquam vero ligneas, testaceas aut vitreas, ob periculum fractionis, neque lapideas ob humiditatem et gravitatem, neque æneas vel cupreas propter æruginem .....Pyxidis, ciborii aut calicis operculum pyxidi, ciborio, aut calici ita inhæreat, ut tametsi ciborium, calicem aut pyxidem cadere contingeret, non aperiretur. »

Ce sentiment trouve sa confirmation dans la rubrique du Missel, qui autorise l'usage de calices dont la coupe seule serait en argent [2]. Or si le calice, qui sert immédiatement au S. Sacrifice, et qui est consacré pour recevoir le précieux sang, peut avoir le pied d'un métal moins riche, pourquoi serait-on plus exigeant pour le ciboire, qui n'est pas consacré? On conçoit que le *Cérémonial des Evêques* qui traite, en l'endroit cité, d'une fonction épiscopale, requière que le ciboire soit d'or ou d'argent. Cette fonction est d'un ordre supérieur, et pour une cathédrale l'achat d'un ciboire d'argent n'est pas une dépense exorbitante; mais il en est autrement d'une simple église paroissiale, d'une chapelle, dont les revenus suffisent quelquefois à peine aux dépenses.

Les curés sont-ils tenus de garder l'ordonnance épiscopale qui concerne le ciboire?

Evidemment. C'est aux Evêques qu'il appartient de compléter les lois générales, surtout en cette matière que le concile de Trente confie tout spécialement à leur sollicitude. Aussi voyons-nous que, presque dans tous les diocèses, il y a des statuts qui règlent ce point. Les Souverains Pontifes, tant

(1) Part. II, tit. 7, cap. 1, § 7. Hartzheim. *Concil. Germ.* tom. IX, pag. 986.

(2) *Ritus celebrandi missam*, tit. I, n. 1.

dans le Rituel que dans leurs Constitutions, ne peuvent entrer dans tous les détails; ceux-ci, ils les abandonnent à la sagesse et à la prudence des Evêques. Conséquemment, lorsqu'un Evêque est convaincu que les églises de son diocèse possèdent des revenus suffisants pour acquérir des ciboires en or ou en argent, il est en droit d'imposer cette dépense.

Si toutefois il s'en trouvait quelques-unes qui fussent dénuées de resssources, les curés ou recteurs de ces églises devraient s'adresser à l'Evêque pour obtenir dispense de la loi. Ils ne sont pas juges dans leur propre cause, le supérieur n'est pas éloigné, et il écoutera certainement les motifs qu'on fera valoir, s'ils sont fondés. Au surplus, il reste un expédient que signalait le synode tenu à Cambrai, en 1661 [1]. C'est d'acquérir une petite boîte d'argent, sans pied, qui entrerait dans le ciboire : « Ubicumque pyxides sanctissimi Sacramenti cupreæ sint aut stanneæ, satagat Pastor ut ex eleemosynis parochianorum, parva saltem pyxis argentea comparetur, quæ majori pyxidi cupreæ aut stanneæ imponatur, sitque inferius rotunda, instar cuppæ calicis, ut facilius ac planius mundari queat.»

Mais que fera le curé dont l'église est dans un endroit plus ou moins écarté, éloignée des habitations et exposée aux visites nocturnes des larrons?

En gardant dans le tabernacle, un ciboire d'argent, il encourt une grave responsabilité. D'abord, il expose sa fabrique à une perte notable, souvent difficile à réparer, si les voleurs emportent le ciboire. Ensuite, il expose la sainte réserve au péril d'une sacrilége profanation. Les voleurs d'église sont ordinairement dépouillés de tout sentiment de foi, et ils se rendent coupables des plus grandes indignités envers le saint

(1) *Ordinata in Congreg. Decan.* § XVI. Cfr. *Synod. Camer.*, *tom.* I, page 298.

Sacrement. Que le ciboire soit d'une matière de peu de valeur, il n'y aura plus rien qui tente les larrons, et le curé échappera à la haute responsabilité dont nous parlons.

Sera-t-il permis, dans ces circonstances, de ne pas garder la loi, et de n'avoir qu'un ciboire d'étain ou d'autre matière semblable?

Nous répondons affirmativement, mais avec restriction : d'abord, que le curé consulte l'Evêque, et qu'il se dirige d'après sa décision ; ensuite, nous pensons qu'alors, il faudrait deux ciboires : l'un d'argent, que le curé garderait chez lui, la nuit, et l'autre de moindre valeur pour rester au tabernacle. Et pourquoi ne suivrait-on pas alors la manière indiquée par le synode de Cambrai, mais en sens inverse? Avoir un ciboire d'argent et une custode argentée, dorée à l'intérieur, qui se mettrait dans le ciboire au besoin, et passerait la nuit dans le tabernacle. Nous avons vu suivre cette méthode en plusieurs églises, et les curés qui l'employaient paraissaient entièrement rassurés sur sa licéité. Du reste, en consultant son Evêque, on saura à quoi s'en tenir.

Quelques théologiens conseillaient de mettre dans la coupe du ciboire un corporal sur lequel reposeraient les hosties consacrées [1], et Vasquez en faisait même une obligation en invoquant la coutume. Cette opinion est tout à fait abandonnée aujourd'hui, presque tous les liturgistes l'ayant condamnée pour les inconvénients qu'elle présentait.

La coupe du ciboire doit-elle être dorée à l'intérieur?

Nous répondons affirmativement, car telle est la prescrip-

(1) C'est ce que portaient les anciens synodes de Cambrai : « Pyxis, in qua corpus Christi reservatur ad infirmos, sit eburnea, vel argentea, vel ad minus cuprea, vel bene elimata; et semper pannus albus, linneus, vel sericus et mundus intra pyxidem ponatur, super quem corpus Christi in pixide collocetur.» *Loc. cit.* pag. 86.

tion de la plupart des statuts diocésains, et la règle tracée par le commun des théologiens et liturgistes. D'ailleurs, la dorure de la coupe entraîne si peu de frais aujourd'hui, qu'on ne pourrait guère apporter de raisons pour s'en dispenser, et refuser à la sainte réserve ce témoignage de vénération. Rappelons encore que les ciboires ont remplacé les grandes patènes d'autrefois, qui certes étaient dorées intérieurement, et que par conséquent ils doivent leur ressembler autant qu'il est possible.

Le ciboire doit-il être consacré ou bénit ?

Quelques anciens théologiens ont pensé que le ciboire doit être consacré, mais ce sentiment est abandonné. Il n'existe en effet aucune formule de consécration des ciboires. Le Pontifical et le Rituel ne font mention que d'une simple bénédiction.

Cette bénédiction est-elle de rigueur ?

Un grand nombre de théologiens, cités par S. Alphonse [1] ont contesté cette obligation, parce que nulle part elle n'est imposée. Le Pontifical Romain semble laisser la faculté de bénir, ou non, le ciboire : «Pontifex tabernaculum, seu vasculum pro conservanda sacrosancta Eucharistia benedicere volens..... »

Mais le sentiment contraire a prévalu et est aujourd'hui suivi communément. Le Missel paraît le confirmer, lorsqu'il dit que, pour consacrer de petites hosties, on les place dans un calice consacré, ou dans un autre vase bénit [2]. Or, quel peut être cet autre vase bénit, sinon le ciboire ou une custode? Au surplus, dans la plupart des diocèses, cette bénédic-

(1) *Theol. moral.*, lib. VI, n. 385.

(2) *Ritus celebr. missam*, tit. II, n. 3. Dans la nouvelle édition du Rituel Romain imprimée à la Propagande, 1874, on trouve à l'appendix la bénédiction de l'ostensoir, des vases aux saintes huiles, des reliquaires, etc.

tion, fût-elle facultative de droit commun, a été imposée par les statuts ou les ordonnances des Evêques. Il faut donc suivre ce sentiment en pratique.

Le Rituel Romain, parlant du ciboire, porte cette prescription, *albo velo cooperta*. Mgr de Gand ne la mentionne pas dans son ordonnance : peut-on l'omettre ?

Disons d'abord que ce voile ne doit être adapté au couvercle du ciboire, que lorsque celui-ci renferme la sainte réserve. Hors de là, quand il convient de voiler le ciboire, par exemple, quand on le porte à l'autel ou à la sacristie, ou quand il demeure quelque temps sur un meuble de la sacristie ou sur la crédence, on le couvre d'un linge propre. Quand on a purifié le ciboire, dit Gavantus [1] « non debet vacua pyxis tegi velo, sed panno lineo. » Bauldry [2] et Pavone [3] répètent les mêmes paroles.

Remarquons ensuite que ce voile doit être en soie. Il ne doit pas en effet, disent les auteurs, être en matière moins précieuse que celle requise pour les voiles des calices [4]. Il est fort convenable de l'orner de broderies, de franges d'or ou d'argent, selon les instructions de S. Charles Borromée : « vela pyxidi aut tabernaculo minori adhibenda, auro aut argento sint contexta, vel quod magis laudabile esset, aurea aut argentea, fimbriis circumquaque ex eadem materia adhibitis. » On lui donne la forme d'un pavillon ou d'un petit manteau. « In modum pallioli, seu parvuli fere pluvialis, » dit Muller [5]. Il y

(1) *Comment. in rubr. Missalis*, part. II, tit. 10, n. 7.

(2) *Manuale Cæremon.* part. III, tit. 10, rubr. 7.

(3) *La Guida Liturg.* n. 386, *nota*.

(4) La rubrique elle-même, dit l'abbé Bourbon, *Introd.* n. 171, détermine la matière pour le voile du calice: ce voile doit être en soie. Cette prescription doit s'observer lors même que la chasuble et le reste de l'ornement seraient en quelque autre matière. Toutefois le voile peut être en drap d'or ou d'argent, pourvu que le dessous soit toujours en étoffe de soie.

(5) *Ornatus eccles.* cap. 27.

a, sous ce rapport, assez de latitude, puisque rien n'est prescrit par les livres liturgiques, et il importe de tenir compte des usages reçus.

Venons-en maintenant au doute principal : A ne considérer que le Rituel Romain, et l'obligation qui résulte de ses prescriptions, on doit répondre que c'est une faute de ne pas adapter un petit voile au couvercle du ciboire. L'Eglise ayant jugé que cette marque de respect est dûe au saint Sacrement, et que l'emploi d'un petit pavillon témoigne de notre vénération pour ce divin mystère, nous devons nous incliner, et ratifier notre obéissance par nos actes.

Mais, dira-t-on, la coutume est contraire dans toute la Belgique. Soit, supposons-la aussi générale qu'on le dit, chose que nous ignorons. N'était-elle pas générale en France avant le retour à la liturgie romaine ? On y a renoncé cependant, et l'on a repris la règle. Or ce qui s'est fait là, pourquoi ne pourrait-il pas se faire ici ? Est-il plus difficile de répudier une coutume, en se soumettant à la règle, pour nous, que pour les Français ? Vouloir est bien ici le synonyme de pouvoir.

Au demeurant, il serait peut-être bien difficile de justifier cette coutume. La prescription du Rituel, c'est incontestable, tend au respect dû à la sainte Eucharistie. La coutume opposée tend par conséquent à amoindrir ce respect. Or une telle coutume peut-elle être légitime ? Nous en doutons beaucoup.

Quoi qu'il en soit, puisque le diocèse de Gand a repris le Rituel Romain, dans son intégrité, avec toutes ses lois et ses prescriptions, il a repris également la règle qui a trait au voile du ciboire, et a implicitement renoncé à la coutume contraire. Pour les autres diocèses, que n'essaie-t-on, en quelques paroisses, d'observer la prescription du Rituel ? Le bon

effet qui en résultera suffira pour amener beaucoup d'autres curés à la suivre à leur tour.

Les laïcs, bedeaux, sacristains, enfants de chœur, peuvent-ils toucher le ciboire, quand il est purifié ?

Voici comment Bourbon résout ce doute [1] : « Par les vases sacrés, dont le contact est prohibé aux laïcs, il faut entendre le calice et la patène, dès lors qu'ils sont consacrés, et avant même qu'ils aient servi au saint sacrifice. Mais les ciboires, custodes, cercles ou croissants d'ostensoir, quand ils n'ont pas encore servi à recevoir ou soutenir la sainte Eucharistie, peuvent être touchés par les laïcs. Quant à l'ostensoir lui-même, comme ce n'est pas un vase sacré, les laïcs peuvent le toucher, lors même qu'il a déjà servi, mais il convient beaucoup, et c'est la pratique commune, qu'ils s'en abstiennent.

« Il convient beaucoup que les laïcs qui, soit par concession spéciale, soit à raison de quelques fonctions dont ils sont chargés, jouissent de la faculté de toucher les vases sacrés, s'abstiennent d'user de ce pouvoir publiquement dans l'église.

« D'après la doctrine de plusieurs auteurs, il paraît que la prohibition canonique de toucher les vases sacrés ne concerne point un contact qui ne se ferait que médiatement, par exemple, avec un linge ou avec des gants, pourvu que ces vases soient vides de la sainte Eucharistie, et même purifiés. Toutefois en plusieurs pays, l'usage n'admet pas que, sans permission, les laïcs touchent, même de la sorte, les vases sacrés ; et par tout pays, il convient qu'ils ne le fassent pas sans un motif raisonnable. »

Nous n'ajouterons qu'un mot. Ce que Bourbon dit des ciboires, qui n'ont pas encore servi à contenir le corps de

(1) *Introduction aux cérémonies romaines*, num. 138.

Jésus-Christ, il faut l'appliquer aux ciboires qui ont été employés à cet usage, mais que l'on a purifiés. Dans ces conditions, les custodes, ciboires, peuvent être touchés par des laïcs sans aucun scrupule. Seulement, lorsque les employés de l'église doivent porter ainsi publiquement un ciboire de l'autel à la sacristie, ou *vice versa*, ils feront bien de le couvrir d'un voile blanc.

CONFÉRENCES ROMAINES [1].

RÉSOLUTION DES CINQUIÈME ET SIXIÈME CAS DE MORALE.

V.

Titius ex religiosa familia, in qua præter communia vota illud etiam ægrotis peste laborantibus ministrandi emittitur, e suo cœnobio ob gubernii legem ejectus, id a S. Sede etiam obtinet, ut dimisso habitu apud suos redeat, ut eisdem, qui ob adversam fortunam in gravi inopia versantur, sua industria succurrat. In paternam domum igitur reversus, cum esset acrioris ingenii, et ad plurima aptus, ejusmodi munera consequitur ex quibus annuum censum ditissimum percipit. Inde factum est, ut ejus parentes, ac sorores lauta mensa, et splendida suppellectili, commodam vitam ducerent. Accedit quod ab amico, qui eum noverat quanta cura suæ familiæ consuleret, ad hoc ut is beneficiis impendendis prosequeretur, hæres ex asse factus, sororibus pinguem dotem ex accepta pecunia parat, et cuidam nepoti, ut cum nobili puella nuptias contrahat, reliquam concedit. Pluribus interim in operibus ministerii parocho se adjutorem præbet. Sed quo tempore in Urbe pestis grassabatur omnia prætermittit, et præsertim ægrotis spirituali ope succurrere recusat, causatus vitæ suæ periculum, quod cum familiæ damno conjungebatur. Verum his in adjunctis et ipse graviter decumbens, parochum ad suam sacramentalem confessionem excipiendam advocat. Hic noscens Titii conditionem inter eundum secum quærit:

1° *Quid sentiendum de votis in religione emissis post suppressionem a lege civili proclamatam ?*

(1) V. ci-dessus, pag. 272 et suiv.

2° *Quid de iisdem votis si data sit religioso facultas in domum paternam redeundi ut eidem succurrat ?*

3° *Quid ei suggerendum ?*

Resp. ad I. Qu'un vœu, c'est-à-dire le lien qui oblige une personne envers Dieu, soit une chose purement spirituelle, c'est tellement évident, qu'il serait ridicule de s'arrêter à le prouver. D'où il suit qu'aucun pouvoir temporel ne peut ni détruire ce lien, ni l'empêcher de se former, ni fixer un âge avant lequel les vœux ne seraient point obligatoires.

Néanmoins des gouvernements se sont prétendus en droit de légiférer sur ces différents points, envahissements contre lesquels les Souverains Pontifes ont aussitôt et énergiquement protesté [1].

Les lois civiles dans cette matière, émanant d'une autorité incompétente, sont sans aucune force, et n'ont aucune influence sur les vœux émis en religion. Ces vœux ont donc la même valeur qu'ils avaient avant la promulgation de ces lois impies : ils sont valides et licites, et par conséquent leurs auteurs sont obligés de les observer aussi rigoureusement que si les lois civiles ne s'en étaient pas occupées.

Vers la fin du siècle dernier, le pouvoir civil supprima aussi des monastères, et chassa les religieux et les religieuses. Un Evêque crut qu'il pouvait déclarer les Chartreux de son diocèse soustraits aux lois et aux statuts de leur Ordre, et libres de suivre la condition et l'état des prêtres séculiers. Or le Pape Pie VI réprouva cette déclaration comme inopportune et pleine de périls.

(1) Pius VI, Allocutio habita in Consistorio secreto die 29 martii 1790. *Collectio Brevium atque Instructionum SS. D. N. Pii Papæ VI*, tom. I, pag. 2. Pius IX, Allocutio 27 septembris 1852, *Pii IX Pontificis maximi acta*, part. I, pag. 385; Allocutio 22 januarii 1855, *Ibid.*, part. II, pag. 5; Allocutio 26 julii 1855, *Ibid.*, pag. 436; Allocutio 15 decembris 1856, *Ibid.*, pag. 543 et 546; Syllab. Prop. 52, 53.

D'abord, dit-il, on doit avoir soin de maintenir tous les religieux et religieuses dans leur vocation : en conséquence qu'ils se retirent dans d'autres monastères, soit de leur Ordre, soit d'un autre Ordre, où ils puissent bien observer les vœux par lesquels ils se sont consacrés au Seigneur. C'est à ceux-là seuls qui n'auront pu trouver aucun refuge, que nous permettons de rester dans l'état de prêtre séculier, mais aussi longtemps seulement que la nécessité l'exigera.

Tout en restant dans le monde, que ces religieux n'oublient pas leur vocation, et ne négligent pas la discipline et la vie régulière qu'ils avaient embrassée. Ils doivent garder et observer les vœux solennels, qui resteront toujours fermes et immuables [1].

(1) « Dolenda quidem res est, *lit-on dans ce Bref,* quæ nonnullos Regularium Ordines huc illucque submovet, ac viros religiosos, sacrasque virgines dejicit a monasteriis. Sed nimis properasse te arbitramur ea declaratione, quæ Monachos Carthusianos, tua in diœcesi, statim a propriis legibus statutisque liberos solutosque renuntiat, ut conditionem statumque presbyterorum sæcularium illico inire valeant. Generalis hæc namque declaratio, quæ inscia prorsus Sede Apostolica, Tibi, Ven. Frater, opportuna malis visa est, Nobis cum intempestiva, tum periculi plena videtur.

« Curandum in primis est, ut omnes in vocatione sua permaneant, ideoque in alia, vel proprii, vel alterius Instituti monasteria se recipiant, ubi vota solemnia, quibus vitam Deo consecrarunt, rite recteque persolvant. Nulla rerum humanarum ratio, quam Te, in monachorum causa, præ oculis habuisse scribis, sed una conscientiæ et salutis cura habenda est.

« Hæc sane verbis nostris dicito iis ad quos pertinet, eosque confirma, si a proposito declinare cognoscas. Ac si forte cuipiam accidat, ut receptorem sibi nequeat invenire, in hoc tantum infortunio sinimus eum tamdiu in statu presbyteri sæcularis permanere, quamdiu ita vivere sola necessitate cogetur.

« Sed quisque debet versari in sæculo, memor vocationis suæ, ejusque tenax disciplinæ et vitæ regularis, cui se pridem adscripserit. Vota solemnia, quæ semper firma, semperque immota permanebunt, custodiat et servet. Sacrilegium profecto esset, si quid a purissima castitatis obli-

De ces paroles de Pie VI il résulte : 1° Que les religieux continuent à être liés par leurs vœux.

2° Que s'ils peuvent se réunir et vivre en communauté, ils sont tenus de le faire, et d'y garder l'observance régulière [1].

3° S'ils ne le peuvent, ils doivent demander au Saint-Siége, ou à ses Délégués [2], un indult qui leur permette de vivre dans le siècle sous l'obéissance de l'Ordinaire, comme sécularisés *ad tempus* [3].

gatione detraheretur. Studio etiam paupertatis, quantum pro nova vivendi ratione fas erit, omnes addicti sint, ut fallaci terrestrium cupiditate immunem lætumque animum præseferant. Obedientiam quoque præstent Episcopo, et sub veste signum aliquod gerant regularis professionis, ne ex hac revera exiisse videantur. » *Collectio Brevium atque Instructionum SSmi D. N. Pii PP. VI*, tom. I, pag. 33, nota *.

(1) « Curandum esse pro viribus, *dit la S. Pénitencerie dans son rescrit du* 28 *juin* 1866, ut Regulares expulsi a propriis conventibus in alios conventus collocentur ac recipiantur. » Et dans son rescrit du 18 avril 1867 : « Curandum est... ut Regulares a propriis domibus expulsi, præsertim vero clerici professi, quatenus in aliud cœnobium recipi nequeant, in peculiarem aliquam domum, a Superioribus suis designandam, conveniant, ibique regulam, quam professi sunt, meliori quo fieri potest modo, observare non omittant, facta cuique absque debita licentia, discedendi prohibitione. »

(2) Lors de la grande révolution française, les Evêques furent délégués par le Pape pour accorder cette dispense aux religieux qui en feraient la demande. Mais ces pouvoirs n'étaient accordés aux Evêques que pour un an. Nous avons eu sous les yeux des pièces constatant qu'ils ont été renouvelés tous les ans au moins jusqu'en 1813. En Italie, les Généraux d'Ordres sont spécialement délégués pour accorder cette permission. Rescrit de la S. Pénitencerie du 28 juin 1866. Cf. not. seq.

(3) « Quatenus vero, *lit-on encore dans le rescrit de* 1866 *de la S. Pénitencerie*, Regulares expulsi præsertim ob defectum domorum alibi collocari nequeant, concurrentibus gravibus justisque causis, super quibus conscientia Superioris Generalis graviter onerata remaneat, ipse Superior Generalis Apostolica auctoritate eisdem indulgere poterit, ut manere valeant extra claustra sub obedientia Ordinarii loci tamquam sæcularizati ad tempus, et ad nutum S. Sedis, ac ipsius Superioris, et in habitu religioso, ac etiam, quatenus ita ferat necessitas, in habitu presbi-

4° Ils doivent observer leurs vœux et les règles de leur Ordre, en tant qu'ils sont compatibles avec leur nouvel état [1], et en tant qu'ils n'en ont pas été légitimement dispensés [2].

teri sæcularis quoad sacerdotes, et in habitu laicali modesti coloris quoad laicos, seu conversos, retento tamen interius aliquo signo habitus religiosi, servatis quantum fieri potest substantialibus votorum, ac relaxatis regulis, quæ cum novo eorum statu minime fuerint compatibiles. »

On lit aussi dans le Bref cité de Pie VI : « Hinc facile intelliges Nos minime iis assentiri, qui dispensationem a votis solemnibus postulant, ut carnales nuptias contrahant, vel condere valeant testamenta. Cave igitur ne dispensatio hujusmodi, qua decor et pulchritudo domus Dei pollueretur, audiri contingat in Ecclesia. Neque tu potes jure ordinario concedere, ut recte cogitas, neque Nos tibi ejus tribuendæ jus vel potestatem delegamus. » *Loc. cit.*, pag. 34.

(1) « Pariter curandum, *porte le rescrit de la S. Pénitencerie du* 18 *avril* 1867, ut etiam Regulares, qui extra claustra et præfatas domos, tanquam sæcularizati ad tempus, vivere coguntur, in sua vocatione permaneant, votaque solemnia, quibus se Deo consecrarunt, meliori similiter quo fieri possit modo, persolvant. Unde omnibus Superioribus regularibus S. Pœnitentiaria declarat, ipsorum jurisdictionem in proprios subditos suppressos, etiam extra claustra degentes, minime cessasse. Nam licet quisque regularis degens extra claustra quoad politiam, et disciplinam ecclesiasticam a jurisdictione Ordinarii loci, in quo degit, exemptus non sit, attamen quoad disciplinam regularem, et obligationes, quæ ex religiosa professione promanant, et cum novo ejus statu sunt compatibiles, propriis Superioribus subesse, eisque obedire tenetur. » Cf. Rotario, *Theologia moralis Regularium*, t. II, lib. III, cap. III, punct. I, n. 9.

(2) On lit dans le rescrit de la S. Pénitencerie du 18 avril 1867 : « XVII. Facultatem concedit locorum Ordinariis quoad moniales, et Superioribus generalibus quoad viros regulares, indulgendi sive per se, sive per idoneas personas ab eis subdelegandas respectivis subditis in Italia suppressis, ut attentis peculiaribus circumstantiis, iisque perdurantibus, non obstante solemni paupertatis voto, bona sibi legitimo jure spectantia, ac etiam hæreditates, salvo tamen jure tertii quæsito, recipere, adire, ac retinere, deque iis nedum contractus inire, sed etiam in pios honestosque usus, ac præsertim in favorem sui Ordinis aut Instituti, nec non in grati animi significationem per actus sive inter vivos, sive causa mortis disponere valeant, accedente ipsius Ordinarii, aut Superioris, vel alterius per eum deputati, aut saltem, in casu necessitatis,

5° Les dispenses obtenues sont de stricte interprétation. C'est le principe posé par le droit pour toute dispense [1]. Il recevra donc ici son application, et les dispenses seront restreintes à ce qui y est expressément accordé [2].

Resp. ad II. Le principe que nous venons d'émettre servira à établir la réponse à la seconde question.

D'abord en ce qui concerne le vœu de chasteté, rien n'y est absolument changé. Ce serait commettre un sacrilége, dit Pie VI, si l'on enlevait la moindre chose à la très-pure obligation de chasteté [3].

Il n'en est pas tout à fait de même pour les deux autres vœux. Quant au vœu d'obéissance, ordinairement l'indult de sécularisation soumet le religieux à l'Ordinaire du lieu, auquel il est tenu d'obéir en vertu de son vœu [4]. L'indult ne le

confessarii consilio et approbatione ; ita tamen, ut rerum suarum administrationem ac reditus, quamdiu vixerint in Communitate, quæ temporalia bona possidere possit, eidem Communitati tradere et quidquid ex bonis propriæ Religionis eisdem provenerit, ipsi Religioni, adhibitis cautelis, relinquere teneantur. Quod si communitas sit ex iis, quibus possessio bonorum temporalium permissa non sit, administrationem hoc in casu committant alicui tertiæ personæ ita, ut absque licentia Ordinarii, aut Superiorum regularium nihil de fructibus sibi applicare, aut quocumque modo disponere possint. »

(1) Cap. *Is qui*, 1, *De filiis presbyterorum in* 6.

(2) Cf. *Acta S. Sedis in compendium redacta et illustrata*, vol. IV, pag. 390. (3) V. ci-dessus pag. 393, note 1.

(4) Un décret du Cardinal Caprara, en date du 1er juin 1803, portait : « De expresso mandato et auctoritate SSmi D. N., omnes singulos utriusque sexus Regulares etiam exemptos, in territorio gallicanæ reipublicæ existentes, in præsenti statu ab obedientia suorum respectivi Ordinis Superiorum liberos et solutos esse; atque in habitu sæculari decenti incedentes, firmo tamen singulis remanente solemni perpetuæ castitatis voto, et servato, quantum in eo statu commode fieri poterit, voto paupertatis, sub obedientia et jurisdictione Ordinarii, communionem et gratiam Sedis Apostolicæ habentis, in cujus diœcesi morari contigerit, immediate subjectos esse et manere declaramus. »

fît-il pas, on comprend que le religieux, qui, comme dans notre cas, a obtenu la permission de demeurer dans sa famille, serait, par le fait même, dispensé de la partie la plus pesante du joug de l'obéissance : de la sujétion continuelle et absolue à la volonté de son Supérieur.

Dans notre cas, le lien de l'obéissance est plus relâché que dans le cas des indults ordinaires. Les soins que Titius doit donner aux affaires de sa famille exigent plus de liberté qu'il n'en faut au religieux retenu dans le monde par l'impossibilité de trouver une maison religieuse où il puisse passer ses jours. La dépendance de Titius envers ses Supérieurs sera donc limitée par la liberté qui lui est nécessaire pour profiter de l'indult obtenu.

Il serait cependant tenu à toutes les pratiques et observances de la règle qui ne seraient pas incompatibles avec sa nouvelle position : *relaxatis regulis*, dit la S. Pénitencerie, *quæ cum novo eorum statu minime fuerint compatibiles* [1]. Les autres restent donc obligatoires pour lui.

Du reste, quand Titius aura atteint le but pour lequel il a obtenu son Indult, il devra se réunir à ses confrères, si cela est possible (V. ci-dessus 1° et 2°). Ces sortes de dispenses ne durent qu'aussi longtemps que la cause qui les a fait accorder. Elles sont censées données sous la condition : tant que le même motif durera [2]. Cette cause venant à cesser, l'indult cesse de produire ses effets; Titius sera donc obligé de retourner à sa Communauté.

En vertu de l'indult qui l'autorise à consacrer ses soins au soulagement de sa famille, Titius voit aussi se restreindre

(1) V. ci-dessus, pag. 394 not. 3.

(2) V. Schmalzgrueber, *Jus ecclesiasticum universum*, lib. v, titul. xxxiii, n. 172 sq.; Suarez, *Tractatus de Legibus*, lib. vi, cap. xx, n. 18.

l'obligation qu'il avait contractée par le vœu de pauvreté. Son vœu l'avait rendu incapable de rien acquérir pour lui ou pour sa famille, de poser aucun acte de propriété, d'user des choses estimables à prix d'argent indépendamment du consentement du Supérieur [1]. Tout ce qu'il acquérait appartenait par le fait même à son couvent; d'où la règle qu'on trouve dans les auteurs : *quidquid acquirit monachus, monasterio quærit, si sit capax bonorum* [2].

Ces principes ne sont plus en tout applicables à notre cas. Titius acquiert le fruit de son industrie, quoiqu'il n'en devienne pas le véritable propriétaire, mais sa famille, et pose les actes nécessaires pour tirer celle-ci du besoin.

Il faudrait cependant bien peser les termes de l'indult, et voir si Titius n'y contrevient pas en donnant à sa famille une vie trop luxueuse, telle, *ut ejus parentes, ac sorores lauta mensa, et splendida supellectili, commodam vitam ducerent.* N'est-ce pas dépasser l'intention du Souverain Pontife ?

En outre, comme nous l'avons vu ci-dessus, 5°, nous ne devons pas aller au delà de la concession : l'indult n'accorde à Titius que le droit d'user à l'avantage des siens des produits de son industrie. Tels ne sont certainement pas les biens qui lui sont donnés, soit par acte entre-vifs, soit par testament. Titius cependant, de sa propre autorité, les cède à ses parents.

(1) « Cum paupertas religiosa, *dit Pellizzarius*, ex diametro opponatur dominio, et de ratione dominii sit, ut dominus rei liberam facultatem habeat illam usurpandi arbitratu suo absque injuria alterius, quæ sit contra justitiam commutativam, eaque libere utatur independenter a voluntate alterius ; obligatio paupertatis religiosæ duo debet operari, nimirum, ut religiosus nullam habeat facultatem disponendi de ulla re proprio arbitratu ; et quod ea uti non possit independenter a voluntate superioris. » *Manuale Regularium*, tract. IV, cap. II, n. 238. Cf. *Conc. Trid.* Sess. XXV, cap. 2, *De Regularibus et Monialibus.*

(2) Cf. Donatus, *Praxis regularis*, tom. I, part. II, tract. XI, quæst. 2, n. 1.

N'y a-t-il pas là extension de la dispense au delà de ce qu'elle autorise ? Ces biens ne sont-ils pas la propriété de son couvent, s'il est membre d'un Ordre qui peut posséder [1] ? Titius ne se rend-il pas ainsi coupable d'une véritable injustice en formant de ces biens la dot de sa sœur et celle de son neveu ?

Une distinction nous paraît nécessaire : ou ces biens ont été donnés à Titius en fidéicommis [2], ou non. Dans le premier cas, Titius n'en serait pas devenu, à proprement parler, le propriétaire, mais plutôt le dépositaire, devant les transmettre à sa famille. Ce sont les termes du testament, ou la volonté expresse du testateur qui doit décider. Dans le second cas, il faut voir si Titius appartient à un Ordre habile à posséder, ou à un Ordre incapable de posséder. Dans la première hypothèse, le couvent devient propriétaire des biens légués à Titius, et celui-ci, en les donnant à sa famille, commettrait une véritable injustice à l'égard de son Ordre. Ces biens ayant été donnés à un incapable dans la seconde hypothèse, devraient retourner aux héritiers naturels du donateur [3].

Vient enfin le vœu spécial qui oblige Titius à servir les

(1) Ne peuvent posséder des biens en commun les Frères Mineurs Capucins et Observantins (*Conc. Trid.* Sess. xxv, c. 3, *De Regular.*); les maisons professes de la Compagnie de Jésus. Const. *Exposcit debitum* Julii III, § 9, *Bullar. Roman.* tom. IV, part. I, pag. 273. Edit. Cocquelines. Cette incapacité n'est cependant pas absolue comme celle des Frères Mineurs Capucins et Observantins. « Habent, *dit Pellizzarius*, in communi dominium non solum bonorum mobilium, sed etiam stabilium sibi relictorum, quæ ad habitationem aut recreationem sunt necessaria, aut valde convenientia, et jus civile ad ea repetenda : necnon dominium cujuscumque alterius rei stabilis sibi relictæ, jusque civile ad eam repetendam, non quidem ut eam retineant, sed ut vendant. » *Loc. cit.* n. 56. Cf. *ibid.*, n. 117 seq.

(2) « Fideicommissum est *hæreditas*, vel *pars illius, quam heres a testatore rogatur, vel jubetur alteri restituere.* » Ferraris, *Bibliotheca canonica etc.*, v. *Fideicommissum*, n. 1.

(3) Cf. Pellizzarius, *Loc. cit.*, n. 87-89.

malades attaqués de la peste : est-il enlevé par l'indult, ou Titius continue-t-il à être lié par son vœu ; et a-t-il ainsi manqué à son devoir, en refusant ses secours aux pestiférés ?

Ou en consacrant le temps nécessaire aux intérêts de sa famille, Titius peut donner ses soins au soulagement des pestiférés, ou cela lui est impossible. Dans le premier cas, il manque à son devoir, l'indult ne l'ayant ni expressément, ni implicitement relevé de son vœu. *Expressément ;* nous le supposons d'après l'exposé du cas, où il n'en est fait aucune mention. *Implicitement ;* ce qui aurait lieu, si l'accomplissement de son vœu était impossible. Or, dans notre hypothèse, son observation est réputée possible. Titius est donc tenu de secourir les pestiférés sous peine de forfaire à son engagement solennel.

Dans le second cas, Titius n'est pas obligé, *en vertu de son vœu*, de prêter son ministère aux pestiférés : le Souverain Pontife l'en a implicitement dispensé, en l'autorisant à une besogne incompatible avec l'accomplissement de son vœu.

Nous disons : *en vertu de son vœu ;* car il pourrait se présenter des circonstances où Titius serait tenu de négliger momentanément les intérêts temporels de sa famille pour subvenir aux besoins spirituels des pestiférés [1].

Resp. ad III. 1° Le Curé montrera à Titius, d'après ce qui a été dit ci-dessus, en quoi celui-ci a violé ses vœux, et l'excitera à la douleur de ses péchés.

2° Il fera promettre à Titius, en cas de guérison, et si cela est compatible avec les soins qu'il doit donner aux affaires de sa famille, d'observer dorénavant son vœu de secourir les pestiférés.

3° Il exigera, si Titius a commis une injustice envers le couvent, ou envers les héritiers du testateur, qu'il la répare

(1) Cf. S Alphons. *Theologia moralis*, lib. III, n. 27.

autant qu'il est en lui. En conséquence, s'il est encore en son pouvoir de disposer des sommes qui forment la dot de ses sœurs et de son neveu, il les restituera à qui de droit. Si les sommes ne sont plus à sa disposition, il devra employer toute son influence sur les détenteurs actuels pour les décider à faire cette restitution. A cette condition seulement Titius montrera les dispositions nécessaires, et se rendra digne d'absolution.

VI.

Mævia in generali confessione turpem elapsis annis consuetudinem cum viro cœnobita se habuisse vehementi animi dolore confessario aperit. Per illud vero temporis plurima ab eodem dona recepisse, et adhuc bisscntorum scutatorum copiam sibi ab eo datam apud se servare fatetur. Addit præterea in præsentiarum eum domi excipere, nulla tamen a pluribus mensibus renovata, nec ulla experta tentatione facinoris, a quo et ille magnopere abhorret. Nihilominus confessarius Mæviam hortatur ut illum dimittat: cui Mævia se id facere non posse dicit eo quod adhuc pecuniam, non quidem multam, quolibet mense ab eo recipiat. Sed iterum confessarius respondet, se eam non posse absolvere nisi antea accepta munera restituat, et nihil in posterum se ab eo accepturam promittat. Inabsoluta igitur Mævia discedit, et cœnobitæ iterum se invisenti omnia narrat. Hic eam docet quæ confessario reponat. Nempe: legitime anteacto tempore datam esse pecuniam, tum ob facultatem, quæ ei a suo Generali data erat, impendendi pro lubitu quidquid sua industria sibi comparasset, tum ob quamdam compensationem ex justitia debitam. Pecuniam vero quam penes se ipsa retinebat a divite fratre in ejus subsidium obtinuisse. Tandem si etiam modo munera quandoque ei largiatur, animadvertendum esse, se non diutius, ob gubernii legem, intra cœnobii claustra degere posse: munera proinde largiri partim ex charitate, partim ut benevolam sibi optimam Mæviæ familiam reddat, apud quam sævientibus magis

Ecclesiæ hostibus, confugere tuto possit. Hæc omnia Mævia confessario refert qui secum quærit :

1° *Quid constituat munus a cœnobitis acceptum, et canonica lege vetitum ?*

2° *Utrum hujusmodi prohibitio totam vim habeat ex nova conditione, in qua modo cœnobitæ versantur ?*

3° *Quid de singulis in casu ?*

Resp. ad I. Par sa Bulle *Religiosæ Congregationes*, du 19 juin 1594, Clément VIII défendit à toute personne régulière de l'un ou de l'autre sexe *omnem et quamcumque largitionem munerum* [1]. Il n'excepte de cette defense générale que *leviora esculenta aut poculenta, seu ad devotionem, vel religionem pertinentia, munuscula ;* et encore est-ce à condition que ces présents seront faits au nom de la communauté, et pas en celui des particuliers : *communi tantum, nunquam vero particulari nomini :* et que le Supérieur obtienne à cet égard le consentement de la communauté [2]. Des peines graves étaient portées contre les transgresseurs de la loi, [3], et devaient ainsi en assurer l'exécution.

(1) § 1, *Bullarium Romanum*, tom. v, part. ii, pag. 31. Edit. Cocquelines.

(2) § 3, *Ibid.*

(3) Le § 8 de la même Bulle, porte : « Quod si quis ex supradictis Regularibus utriuslibet sexus, cujuscumque gradus, ordinis, dignitatis, ac ubilibet locorum existentibus, conjunctim cum cæteris, seu divisim, nostrarum hujusmodi prohibitionum, statutorum, ordinationum, jussionum, decretorum, mandatorum transgressor fuerit, statuimus, ut omnibus et singulis per eum obtentis dignitatibus, gradibus, muneribus et officiis eo ipso privatus, ac ad illa, et alia similia, vel dissimilia in futurum obtinenda inhabilis perpetuo, et incapax, ac perpetua infamia et ignominia notatus existat. Et præterea privationem vocis activæ et passivæ absque ullo Superioris decreto aut ministerio ipso facto incurrat, nec non ultra hujusmodi pœnas etiam tamquam contra furti et simoniæ criminum reum, tam per viam denunciationis, accusationis, aut querelæ, quam etiam ex officio procedi et inquiri, condignisque suppliciis affici debeat, pœnis aliis a jure statutis, ac per alias Constitutio-

Des doutes ayant été soulevés à cette occasion, Urbain VIII les décida, en modifiant un peu la Bulle de Clément VIII, par sa Constitution *Nuper a Congregatione*, en date du 16 octobre 1640.

Il étendit d'abord les exceptions mises par son Prédécesseur à la prohibition générale : il augmente le nombre des motifs pour lesquels les personnes religieuses de l'un et de l'autre sexe peuvent faire des présents : *declaravit et declarat, munera a religiosis utriusque sexus tribui posse ex causis gratitudinis, conciliationis, benevolentiæ, ejusque conservationis erga ipsam religionem, vel conventum, aliisque causis ex sua natura actum virtutis et meriti continentibus* [1]. » Il veut néanmoins que ces présents soient faits avec mesure et discrétion : *modeste tamen ac discrete.*

En outre, tout en maintenant la nécessité de la permission des Supérieurs locaux, il n'exige plus, comme Clément VIII, le consentement unanime de la communauté, mais il se contente de l'assentiment de la majorité, et même il ne le requiert que dans les cas où le droit, et les constitutions ou coutumes de l'Ordre le rendraient nécessaire : «dummodo id non fiat nisi de Superiorum localium licentia, ac etiam cum consensu majoris partis conventus, si talis consensus de jure[2], vel ex constitutionibus seu consuetudinibus cujusque religionis respective in hujusmodi casibus requiratur[3].»

nes Apostolicas, aut propria cujusvis Ordinis, Congregationis, Monasterii, domus, aut loci, statuta, vel consuetudines, contra personas aliquid præmissorum committentes forsan decretis et inflictis, nihilominus in suo robore permansuris. » *Ibid.*, pag. 33.

(1) *Bullarium Romanum*, tom. VI, part. II, pag. 263, edit. cit.

(2) Le Pape fait ici allusion à l'aliénation des immeubles et des meubles précieux, pour laquelle le consentement du Chapitre est requis de droit. Cf. Lezana, *Summa Quæstionum Regularium*, tom. II. V. *Dare, seu donare quoad Regulares*, n. 12.

(3) *Loc. cit.*

Quant aux petits présents, consistant en choses comestibles ou potables, ou objets de dévotion, pour lesquels Clément VIII avait établi la nécessité du consentement du couvent et d'une permission expresse et écrite du Supérieur, Urbain VIII la restreint aux cas où elle est requise par le droit, et où, en même temps, concourrait le soupçon d'ambition; quand il n'y aura pas lieu à semblable soupçon, la permission orale du supérieur sera suffisante. « Consensum vero conventus in § 3 ejusdem Constitutionis (Clementis VIII) ad leviora esculenta, aut poculenta, seu ad religionem et religiositatem pertinentia munuscula largienda etc., requisitum, intelligi debere de consensu alias de jure requisito, et ubi concurrit ambitionis suspicio [1], qua cessante, nec in his requiri licentiam Superiorum in scriptis in § 4 ejusdem Bullæ requisitam, sed sufficere licentiam etiam oretenus eisdem concessam declarat [2].»

En résumé donc, il est permis aux religieux de faire, avec la permission de leur Supérieur, les présents qui semblent conseillés par la reconnaissance, par le désir légitime d'obtenir ou de conserver, en faveur de l'Ordre ou de la maison, la bienveillance de quelque personnage, ou enfin par quelque autre motif renfermant un acte vertueux et méritoire ; pourvu que ces présents restent dans les limites de la discrétion et de la modération [3].

(1) Il y aura *ambitionis suspicio*, quand le religieux sera soupçonné faire ces présents pour parvenir aux dignités ou aux charges de son Ordre: «Ne prava ambitione impulsi, *dit Clément* VIII, pro consequendis in sua Religione gradibus et dignitatibus alter alterius gratiam, aut benevolentiam aucupetur.» *Cit. Constit.*, § 4, *Bullar. Roman.* tom. v, part. II, pag. 32. (2) *Loc. cit.*

(3) Il est clair que les membres des Ordres qui sont incapables de posséder en commun, ne peuvent se prévaloir de ces concessions papales. Ils ne peuvent absolument rien donner, et les Supérieurs ne peuvent permettre de faire des présents, leur maison n'ayant point la propriété des choses qu'ils donneraient.

Tout don qui dépassera ces limites, et qui ne sera pas motivé par un acte de vertu, ou sera fait sans la permission des Supérieurs, sera rangé au nombre des présents qu'il est défendu d'accepter d'un religieux.

Mais la difficulté est de fixer ces limites, et de préciser quand on les dépasse ; car sur ce point les auteurs sont loin d'être d'accord.

Les uns ont voulu fixer un chiffre, soit global, soit mensuel, soit annal, que le Supérieur peut autoriser [1]. Mais la plupart des auteurs sont d'avis qu'on ne peut, sur ce point, établir une règle précise, et qu'on doit remettre la chose à la prudence et à l'arbitre du Supérieur. Celui-ci devra, dans son appréciation, tenir compte de trois circonstances. « Ad tria reflectere debet, *dit Rotario*, ut præscribat quantitatem modestam et discretam, nimirum primo ad qualitatem personæ cui fit donum. Secundo ad qualitatem causæ rationabilis ob quam fit donum. Tertio demum ad qualitatem dantis. Totum hoc clare probat Riccius, *Prax. for. eccles.* Part. IV, Resol. VIII, n. 2, cujus verba placet referre : relatis ergo supradictis aliorum opinionibus dicit : Ego tutius censerem, quod cum in hac Bulla, nempe Urbani VIII, non sit determinata quantitas, debeat id remitti arbitrio Superioris, qui, ruminatis conditionibus religiosi donare volentis, et ejus, cui fit munusculum, et cognita causa, ob quam donatio impartitur, et considerata facultate monasterii, poterit majorem vel minorem facultatem impertiri in quantitate et qualitate. Ubi enim aliquid in statuto et lege non est determinatum, judicis arbitrium versari debet ; sed adverte, quod tunc succedit judicis arbitrium, quando a lege, vel consuetudine, aut statuto

(1) V. les différentes opinions dans Donatus, *Praxis regularis*, tom. I, part. I, tract. XV, quæst. V, n. 1 et seq.

certam sanctionem et declarationem non habemus, et arbitrium debet regulari juxta conditiones prædictas et qualitatem personarum. Hæc opinio, quam ipse vocat tutiorem, mihi videtur in praxi usu recepta [1]. » Tout ce que le religieux donnera donc au-delà de la quantité fixée par son Supérieur, constituera un don défendu par Clément VIII et Urbain VIII.

Outre les peines portées contre le religieux qui viole la défense pontificale [2], Clément VIII déclare incapable d'absolution, aussi longtemps qu'il n'aura pas restitué, celui qui aura reçu ces dons : « Quod si.... quicquam receperint, id quod acceperint, suum non facient. Verum ipso facto absque aliqua monitione judicis, decreto, sententia, aut declaratione ad illius restitutionem omnino in utroque foro teneantur, adeo ut restitutione ipsa realiter non facta, neque etiam in

(1) *Op. cit.*, tom. II, lib. III, cap. III, punct. II, n. 2. Cf. Bonacina, *Operum* tom. I, *Tractatio de largitione munerum Regularibus interdicta*, punct. VI, n. 8 ; Scortia, *In selectas S. Pontificum Constitutiones*, Theor. 396; Passerini, *De hominum statibus et officiis*, quæst. 187, art. I, n. 870; Donatus, *Loc. cit.*, n. 6, tom. IV, tract. XV, quæst. 34; Verricelli, *Quæstiones morales et legales*, tract. VIII, quæst. LII, n. 13; Diana, *Resolutiones morales*, tom. VII, tract. III, resol. V, n. 2.

(2) « Quod si quis ex supradictis regularibus, *porte la bulle de Clément VIII*, nostrarum hujusmodi prohibitionum, statutorum, ordinationum, jussionum, decretorum, mandatorum transgressor fuerit, statuimus, ut omnibus et singulis per eum obtentis dignitatibus, gradibus, muneribus et officiis eo ipso privatus, ac ad illa, et alia similia, vel dissimilia, in futurum obtinenda inhabilis perpetuo et incapax, ac perpetua infamia et ignominia notatus existat. Et præterea privationem vocis activæ et passivæ absque ullo Superioris decreto, aut ministerio, ipso facto incurrat ; necnon ultra hujusmodi pœnas, etiam tamquam contra furti et simoniæ criminum reum, tam per viam denunciationis, accusationis, aut querelæ quam etiam ex officio procedi et inquiri, condignisque suppliciis affici debeat, pœnis aliis a jure statutis, ac per alias Constitutiones Apostolicas, aut propria cujusvis Ordinis, Congregationis, Monasterii, domus, aut loci statuta vel consuetudines contra personas aliquid præmissorum committentes forsan decretis et inflictis, nihilominus in suo robore permansuris. » § 8, *Loc. cit.*, pag. 33.

foro conscientiæ absolvi possint [1]. » Le religieux et les supérieurs sont sans pouvoir pour dispenser de cette restitution [2].

Resp. ad II. Avant de répondre, notons 1° que la fin principale de la défense des Souverains Pontifes, est l'observation du vœu de pauvreté. « Quarta causa finalis, *dit encore Rotario*, quæ est primaria et præcipua, respicit custodiam voti paupertatis, quæ violatur frequenter occasione munerum, quæ vel sine debita causa et intentione, vel sine debito modo prodige fiunt, ac si quis esset non administrator fidelis, sed proprietarius et absolutus dominus potens ad libitum disponere de patrimonio Christi et Religionis [3]. »

Notons 2° que, d'après l'enseignement unanime des auteurs, les religieux qui vivent hors du couvent, en vertu d'une permission légitime, restent soumis à cette défense. « Nec dubitari potest, *dit Rotario*, an comprehendantur Religiosi aut Moniales existentes extra clausuram, cum debitis licentiis; quia, ut dicunt citati Doctores, locus non eximit personam ab observantia regulari, quæ est compossibilis cum permanentia extra claustra, qualis est abstinere a munerum largitione. Adde, quod vota sequuntur personam quocumque ierit; unde, sive commoretur in claustro, sive extra, adhuc secum defert sua vota : quare cum abstinentia a munerum largitione sit obligatio orta a voto, non cessat per hoc quod quis extra claustrum commoretur [4]. »

(1) *Cit. Constit.*, § 7. *Loc. cit.*, pag. 32.

(2) « Hanc autem restitutionem fieri volumus..... ita ut nec qui donavit, nec conventus, capitulum, Congregatio, Ordo, aut Religio, cui restitutio facienda est, illam remittere, et iterum condonare, aut recipientem ab obligatione restituendi eximere, vel ut in pauperes eroget, concedere quoquo modo possit. » *Ibid.*

(3) *Loc. cit.*, n. 5.

(4) *Loc. cit.*, Punct. I, n. 9. Cf. Bonacina, *Loc. cit.*, Punct. II, n. 12; Donatus, *Loc. cit.*, Quæst. 7, n. 3; Sorbo, *Compendium privilegiorum*

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le voir et de le dire [1], les religieux chassés de leur couvent ne sont pas déliés de leurs vœux, mais ils sont obligés de les observer, autant que cela est compatible avec leur nouvelle position.

Cela posé, il est certain que, chassés de leur couvent, et obligés de subvenir à tous leurs besoins, il est impossible aux religieux d'observer le vœu de pauvreté dans toute sa perfection, comme ils le peuvent dans le monastère. Ils doivent toutefois le garder, autant que cela leur est possible. En tout cas, pour vivre isolément dans le monde, ils ont besoin d'un indult du Saint-Siége, ou d'un indult de l'Evêque ou du Général de l'Ordre, au cas où l'Evêque et le Général seraient autorisés à donner semblable permission. Ces indults contiennent certaines dérogations au vœu de pauvreté, dérogations que les religieux ne peuvent étendre ou dépasser. Dans tout le reste, ils restent liés par leurs vœux.

Dans les indults, que les Evêques et les Généraux sont autorisés à accorder, nous lisons la faculté de recevoir et de retenir les successions et les autres biens qui leur échéeront à un titre légitime; non-seulement de passer les contrats qui concernent ces biens, mais même d'en disposer en œuvres pies et honnêtes, et surtout en faveur de leur Ordre ou Institut, et en témoignage de reconnaissance, soit par actes entre vifs, soit par testament, du consentement de l'Ordinaire, ou de leur Supérieur ou de son délégué, ou du moins, en cas de nécessité, de l'avis et de l'assentiment de leur confesseur. Toutefois si le religieux appartient à une communauté incapable de posséder, il ne pourra s'appliquer aucun fruit, ou en

Fratrum Minorum, V. *Dare*. Constitutionis Clementis VIII declaratio, 2°.

(1) V. ci-dessus, pag. 394.

disposer en aucune manière, sans la permission de l'Evêque ou des Supérieurs réguliers [1].

Nous ne voyons rien dans ces dispositions qui abroge absolument la défense de Clément VIII et Urbain VIII ; elle s'y trouve plutôt confirmée jusqu'à un certain point, puisqu'en autorisant les donations en faveur d'œuvres pies, ou celles dictées par la reconnaissance, on exige encore l'intervention de l'Ordinaire ou des Supérieurs réguliers, ou, en cas d'impossibilité, du moins celle du confesseur. Quant aux dons faits en dehors de ces conditions, ils restent donc sous le coup de la prohibition de Clément VIII et Urbain VIII, et par conséquent soumis à restitution.

Resp. ad III. 1° *Argent reçu du religieux par Mævia.*— Deux hypothèses peuvent se présenter. L'argent donné à Mævia par le religieux peut provenir du couvent, en ce sens que tout ce qu'acquiert un religieux, est la propriété du monastère. D'un autre côté, cet argent peut lui avoir été donné pour cette destination spéciale, ce qui paraît avoir eu lieu dans notre cas, si l'assertion du religieux est véridique. Examinons l'une et l'autre hypothèse.

I. 1re *hypothèse.* Ou l'argent était donné à Mævia 1) en retour de services rendus par elle, ou 2) pour un motif honnête, ou 3) pour tout autre motif.

1) Dans le premier cas, il faut voir s'il y avait, ou non, proportion entre la somme donnée et les services rendus, en tenant compte des ressources du couvent. Si, tout considéré, les dons n'étaient pas exagérés, Mævia peut les retenir, toutes les conditions exigées par les Souverains Pontifes se trouvant réunies dans l'occurrence. Une seule condition pourrait soulever quelque difficulté : la permission du Supérieur. Mais on

(1) Nous en avons donné le texte ci-dessus, pag. 395, note 2.

la trouve suffisamment dans l'autorisation donnée par le Général de dépenser à son gré tout ce que son inférieur acquérait par son industrie.

Si, au contraire, ces dons sont notablement exagérés, Mævia est tenue de restituer la partie qui excède ce que la reconnaissance autorisait à donner : le consentement du Supérieur était illicite dans ce cas [1], et ne soustrait pas la donation aux dispositions des Bulles de Clément VIII et Urbain VIII.

2) La solution que nous venons de donner est également applicable à la seconde supposition. Toutefois nous ferons remarquer qu'on trouvera plus facilement de l'exagération dans ce cas que dans le précédent. Il sera, par exemple, difficile d'admettre que le religieux soit resté dans les bornes de la discrétion et de la modération en donnant à Mævia une somme qui dépasse un millier de francs.

3) Si aucun motif honnête, vertueux, ne légitimait cette largesse, Mævia est obligée de restituer la somme : la permission du Supérieur régulier n'était d'aucune valeur, et ne pouvait laver le vice radical qui affectait la donation. Le Supérieur n'a de pouvoir que pour autoriser les dons dictés par la reconnaissance ou un autre motif honnête : toute donation faite contrairement aux dispositions des Bulles de Clément VIII et Urbain VIII est déclarée par eux sujette à restitution. Tel était déjà l'enseignement commun avant les Constitutions de ces Papes [2].

II. 2e *hypothèse*, qui est proprement celle du cas, si l'asser-

(1) Cf. Donatus, *Praxis regularis*, tom. I, part. II, tract. XV, quæst. XI; et tom. IV, tract. XV, quæst. XVI, n. 2 et seq.; Bonacina, *Loc. cit.*, punct. I, n. 9; Rotario, *Loc. cit.*, n. 3.

(2) Cf. Sanchez, *Opus morale in præcepta Decalogi*, lib. VII, cap. XIX, n. 23; Suarez, *De Religione*, tom. III, tract. VII, lib. VIII, cap. XV, n. 4; Rodericus, *Quæstiones regulares*, tom. III, quæst. XXIX, art. 11; Donatus, *Loc. cit.*, quæst. XXV; Rotario, *Loc. cit.*, cap. I, punct. VI, n. 21.

tion du religieux donateur repose sur la vérité. Ou la propriété de la somme en question a été donnée au religieux pour qu'il pût venir en aide à Mævia, ou son frère s'est servi de lui comme d'un simple canal pour transmettre sa libéralité à Mævia. Dans le premier cas, nous retombons dans la première hypothèse, vu que la somme serait devenue la propriété du couvent [1]. Il en est tout autrement dans le second cas, et Mævia pourrait alors retenir l'argent qu'elle a reçu par l'entremise du religieux. Celui-ci n'a nullement contrevenu à son vœu de pauvreté [2], en se chargeant simplement de remettre à Mævia l'aumône de son frère. Le confesseur de Mævia devrait donc éclaircir ce point, avant de l'obliger à restituer la somme qu'elle conserve encore devers elle.

2° *Visites du religieux à Mævia.* Le confesseur ne peut absolument défendre à Mævia de recevoir les visites du religieux, que si elles sont pour l'un ou pour l'autre une occasion prochaine de péché, comme elles l'étaient au temps de leur mauvaise habitude. Mais aujourd'hui qu'ils ont rompu avec cette déplorable habitude, qu'une expérience de plusieurs mois a prouvé qu'il n'y plus entr'eux péril prochain d'une chute, il n'y a pas d'obligation rigoureuse pour eux de s'abstenir de ces visites. « Quando quis, *dit Cardenas*, per actus suos proprios vitat periculum formale, non tenetur deserere occasionem externam. Patet. Nam occasio externa eatenus deserenda est, quatenus est occasio proxima peccandi; sed quando homo per actus suos proprios extinguit periculum formale peccandi, jam illa non est occasio proxima peccandi : ergo tunc non tenetur deserere occasionem externam [3]. » De

(1) Cf. Suarez, *Loc. cit.*, cap. xv, n. 15.

(2) Cf. Sanchez, *Ibid.*, cap. xxx, n. 2; Suarez, *Ibid.*, n. 17.

(3) *Crisis theologica in propositiones damnatas ab Innocentio XI*, diss. xl, n. 63. Cf. Berardi, *De recidivis et occasionariis*, tom. ii, n. 21.

ce chef donc le confesseur ne peut d'une manière absolue interdire à Mævia de recevoir les visites du religieux. Il agira toutefois sagement en l'y engageant : il y a toujours lieu de craindre que ces relations ne ramènent un péril prochain de pécher.

3° *Argent que Mævia reçoit chaque mois.* Si ces donations du religieux restent dans les bornes de la modération et se font du consentement du Supérieur, le confesseur ne peut exiger de Mævia la promesse qu'elle n'acceptera plus rien à l'avenir. En effet, ces libéralités sont légitimées par d'excellents motifs : la charité et le désir de se concilier la bienveillance de la famille de Mævia pour les circonstances où le religieux en aurait besoin. Elles se font donc dans les conditions où les Souverains Pontifes les autorisent. Pas de motif donc de défendre à Mævia de les recevoir.

Une seule raison pourrait justifier cette défense. C'est le cas où ces dons serviraient à entretenir un amour déshonnête dans le donateur ou dans Mævia. Mais cette supposition est en dehors de notre cas.

CONFÉRENCES ROMAINES 1876.

PREMIER ET SECOND CAS DE LITURGIE.

I.

Cum anno 1873 secunda mensis novembris dies inciderit in dominicam, gravis exarsit disputatio inter canonicos cujusdam collegiatæ ecclesiæ paucis abhinc annis canonice institutæ. Occurrente namque die tertia festo Patroni seu Titularis ejusdem, plerique canonici acriter contendebant solemnem commemorationem defunctorum ad insequentem quartam diem transferendam esse, ut festum Titularis, quod exteriori solemnitate et populi concursu celebrari solet, sua in die locum obtineat : alii vero oppositam tuebantur magistri cæremoniarum sententiam, eo vel maxime quod festum hujusmodi haudquaquam de præcepto a populo servaretur. Unoquoque in suam, ut mos est, opinionem abeunte, Vincentio viro regulari, qui apud omnes doctrinæ laude florebat, quæstionem enucleandam uno animo proponere statuerunt; qui fretus quibusdam S. R. C. resolutionibus respondit, posse utramque solemnitatem eadem in die componi, hac nimirum ratione : post vesperas diei dominici, in separato sacello defunctorum vigilias, nempe vesperas et matutinum cum laudibus recitandas esse, et primo mane insequentis diei ibidem missam solemnem *de requiem* decantandam ; cæteras vero privatas missas *de requiem* quidem, sed in paramentis violacei coloris legendas : tandem post tertiam, solemnem de festo missam esse persolvendam. Quæritur :

1° *Quænam origo, et antiquitas solemnis commemorationis omnium fidelium defunctorum ?*

2° *Translata eadem commemoratione solemni ratione dominicæ ad diem tertiam novembris, si eodem hoc die occurrat festum Patroni principalis, aut secundarii diœcesis, vel civitatis, aut Titu-*

laris ecclesiæ, quodnam e duobus, et in quem diem transferri debet?

3° *Num a die generalis commemorationis, solemne pro defunctis octiduum institui possit absque facultate : et an missa solemnis* de Requiem *quotidie infra illud, etiam festo duplici occurrente, decantari valeat?*

4° *An ratio agendi proposita a Vincentio omni ex parte congruat cum decretis S. R. C. et in pari casu, tuto in praxim deduci possit?*

Resp. ad I. Selon Thomassin, la Commémoration générale et solennelle des défunts n'a été introduite que vers la fin du dixième siècle [1], et il apporte en preuve les paroles suivantes de S. Pierre Damien : « Venerabilis pater Odilo (abbé de Cluni, vers l'an 998) per omnia sua monasteria constituit generale decretum, ut sicut primo die mensis novembris, juxta universalis Ecclesiæ regulam, omnium sanctorum solemnitas agitur, ita sequenti die, in psalmis et eleemosynis, et præcipue missarum solemniis, omnium in Christo quiescentium memoria celebretur. » Sans doute, ajoute le savant Oratorien, dès l'origine de l'Eglise, on priait pour les défunts en général, aussi bien qu'en particulier; mais jusqu'au temps de S. Odilon, il n'y avait pas de jour reconnu et fixé pour la commémoration générale.

Remarquons toutefois, après Martène [2], que Amalaire, lequel vivait deux siècles auparavant, avait déjà fixé l'office des morts immédiatement après la Toussaint [3]. « Post officium omnium sanctorum inserui officium pro mortuis; multi enim transierunt de præsenti sæculo, qui non illico sanctis conjunguntur, pro quibus solito more officium agitur. » Mais ce texte d'Amalaire perd toute sa force, si on lit, non pas *post offi-*

(1) *De dierum festorum celebratione*, lib. II, cap. 21, num. 8, ss.
(2) Cfr. Martene, *De antiquis Eccles. ritibus*, lib. IV, cap. 34, n. 29.
(3) *De ordine antiphonarii*, cap. 65.

cium, comme Gavantus et Thomassin, mais *post officia*, après Catalano [1].

Resp. ad II. Il faut distinguer les cas divers. *A*) S'il s'agit du patron principal avec fériation dans le peuple, on doit remettre la commémoration des fidèles trépassés au mardi, 4 novembre, sans déranger pour cela la fête de S. Charles. *B*) S'il est question d'une fête double majeure ou au-dessus, mais sans fériation, on doit transférer celle-ci au premier jour libre selon les rubriques, c'est-à-dire sans privilége particulier, et faire l'office de l'octave avec la solennité des trépassés [2]. *C*) Si au contraire la fête est double mineure tout simplement, et sans solennité, ou concours de peuple, on la laissera en son jour, et toutes les messes seront *de Requiem*. *D*) Et même s'il y avait solennité ou concours, on laisserait la fête, quand il y a à craindre des murmures ou du mécontentement dans le peuple.

Tout cela sort des décrets de la S. Congrégation des Rites [3]. Il ne reste qu'une difficulté par rapport au titulaire de l'église. Les avis sont partagés à ce sujet; mais quand le titulaire est distinct du patron local, il n'est pas d'obligation, et partant, nous paraît-il, il sera mieux de le transférer au premier jour libre. Si toutefois on donnait la préférence au titulaire, la commémoration générale des défunts serait remise au mardi 4.

Resp. ad III. Que l'on ne puisse célébrer une octave proprement dite, à partir du jour des âmes, ni dire la messe *de Re-*

(1) *Cærem. Episcop. comment. illustratum*, lib. II, cap. 10, n. 7.

(2) Cavalieri soutient le contraire, tom. III, cap. 7, decr. 2, n. 4. Mais il ne paraît pas avoir saisi l'esprit de la S. C. des Rites. On sait du reste que cet auteur est singulier dans ses opinions, et que des décisions multipliées lui ont fait perdre beaucoup de son crédit. Il ne paraît heureux, que lorsqu'il s'écarte des opinions de Merati.

(3) Cfr. *S. R. C. Decreta*, v. *Defuncti*, § I, Parisiis, 1863, 4ª editio.

quiem aux jours doubles et équivalents, c'est ce qui résulte suffisamment, non-seulement des rubriques générales du Missel, mais encore de plusieurs décrets de la S. Congrégation des Rites [1]. Sur ce point aucune coutume ne peut prévaloir ; car elle ne tendrait à rien moins qu'à introduire des nouveautés dans l'Eglise ; et sans indult, quel que soit l'usage, la messe *de Requiem* aux fêtes doubles sera certainement défendue.

Mais Cavalieri [2] pense que la règle rappelée par les décrets se borne à la défense de la messe, et que nombre de cérémonies funèbres sont permises, et son opinion paraît assez goûtée des liturgistes qui l'ont suivi ; car nul ne le combat.

Il n'est pourtant pas aisé de concilier les paroles de cet auteur avec celles du décret de 1695, où, après avoir rappelé qu'il est interdit, à moins d'indult général, de célébrer l'octave des trépassés, la S. Congrégation ajoute [3] : « Neque infra eamdem octavam posse ibidem haberi concionem pro animabus purgatorii, neque pro eisdem fieri expositionem SS. Sacramenti, neque recitari publice officium defunctorum cum tribus nocturnis, cum funebri apparatu, castro doloris et extraordinaria luminum copia. » Que restera-t-il de l'octave, si vous ôtez, outre la messe, les sermons, la représentation avec ses cierges, l'office, l'absoute, etc ?

Plus rien assurément. Conséquemment si l'on s'en réfère au décret de 1695 pour avoir l'interprétation du terme *octave*, il faudra avouer que cette expression comprend et la messe, et tout ce qui indique ou relève une octave. Vous direz que cette décision *Romana*, de 1695, est locale, particulière, et ne fait pas le droit. Mais comment prouver votre assertion,

(1) 13 août 1677 ; 8 oct. 1695. *Opere et loco cit.*
(2) *Oper.* tom. III, cap. 12, decr. 9, n. 4.
(3) *Decreta*, supra, pag. 114, n. 7.

sinon par un cercle vicieux ? N'est-elle pas d'ailleurs incompatible avec les termes du décret qui porte : *Nemini licere;* termes tout à fait généraux?

En résumé l'opinion de Cavalieri est sujette à caution, et l'on fera sagement de s'en défier.

Resp. ad IV. Le parti que propose le père Vincent est tout à fait anormal, et ne s'accorde nullement avec les décisions romaines. Il faut l'un ou l'autre, remettre la fête, ou différer la commémoration des trépassés. On peut encore, pour s'en convaincre davantage, lire le décret du 19 février 1707, porté pour les Capucins de Liége [1].

II.

Canonici ecclesiæ cujusdam cathedralis, complurium quibus adstringuntur pro defunctis officiorum pertæsi, ea ducti ratione quod suffragia communia, officium nempe et missa exequialis, quæ a rubricis, tum prima die non impedita cujusque mensis, tum feriis secundis, item non impeditis, sive adventus sive quadragesimæ præscribuntur, sint potius meri consilii quam præcepti, illa paucis abhinc annis ut plurimum prætermitti posse autumarunt, præsertim si in prædictis diebus et feriis dies obitus, seu depositionis, aut tertia, septima, vel trigesima, sive anniversaria alicujus defuncti forte occurrat ; arbitrantes se utrique muneri per hoc peculiare officium tunc satisfecisse. Hæc cum ad aures novi ejusdem cathedralis ecclesiæ Episcopi pervenissent, peculiari decreto, canonicos ad pristinam hac super re rubricarum executionem reducere satagit ; declarans insuper eos ad præfata suffragia itidem teneri in adventu et quadragesima, prima die mensis non impedita, quoties omnes feriæ secundæ ejusdem temporis ab officio novem lectionum impeditæ noscantur. Ægre admodum hujusmodi decretum ferentes canonici, ut ejus executioni tuto obsistere possint, prius a presbytero quodam Romæ degente per litteras sciscitantur :

(1) Ad. 8. Cfr. *Decreta*, pag. 112.

1° *Num clerici, tum regulares, tum sæculares, choro addicti, retroactis temporibus tenerentur, atque etiamnum vi alicujus legis teneantur, ad communia pro defunctis suffragia : et quandonam Græci cœperint singulis sabbatis preces solemnes fundere pro iisdem defunctis?*

2° *An posita obligatione hujusmodi suffragia persolvendi, in adventu et quadragesima, persolvi debeant prima die non impedita, si feriæ omnes secundæ rite impeditæ noscantur* ?

3° *An occurrente in præfatis diebus vel feriis die obitus seu depositionis, vel tertia, septima, et trigesima, vel anniversaria alicujus defuncti, canonici teneantur eadem in die, ad utrumque officium et missam, vel potius ad alterutrum, et quodnam eo in casu sit transferendum?*

4° *Quid ergo dicendum de Episcopi decreto, prout in casu exponitur?*

Resp. ad I. Sur cette question on consultera utilement Merati [1], Bona [2], Etienne Durant [3]; et pour ce qui regarde les grecs, Thomassin [4].

Resp. ad II. Le sentiment négatif est adopté par tous les rubricistes, Gavantus qui modifie sa première opinion [5], Merati [6], Turrinus [7], Guyet [8], de Carpo [9], etc.

La raison est manifeste. Tant dans les rubriques du Missel [10], que dans celle qui précède l'office des morts au Bréviaire, les temps d'Avent et de Carême sont exclus de l'obli-

(1) *In Breviar,* sect. ix, cap. 2, num. 1.
(2) *De rebus liturgicis,* lib. ii, cap. 14.
(3) *De ritibus eccles. cathol.* lib. ii, cap. 43.
(4) *Opere et loco citato,* num. 18.
(5) *In rubricas Breviarii,* sect. ix, cap. 2, num. 12.
(6) *In Gavanti hunc locum,* num. 5.
(7) *Directòr sacrificant.* Part. ii, sect. 1, cap. 4, pag. 191.
(8) *Heortolog.* lib. iv, cap. 23, quæst. 4.
(9) *Kalendar perpet.* cap. 7, num. 5.
(10) Part. 1, tit. 5. *De missis defunct.*

gation de la première fête libre du mois. Si donc les lundis ne sont pas libres, il n'y aura pas d'office des morts.

Quant à la messe, observons que le profit pour les défunts n'est pas très-considérable, lorsque le lundi est libre, ou une férie dans le mois. Voici pourquoi : c'est que le Missel n'ordonne pas alors une messe de plus, une messe outre la conventuelle qui est célébrée tous les jours pour les bienfaiteurs de l'église, mais c'est cette même messe principale, conventuelle, qui est célébrée pour les trépassés prêtres, bienfaiteurs et autres [1].

Resp. ad III. Voici comment Guyet résout ce doute [2] : « Ratio dubitandi est, quod ex mente Doctorum, unico actu pluribus obligationibus possit satisfieri, puta unius missæ auditione obligationi tum Dominicæ, tum Festi in ipsa occurrentis. Verum ratio hæc quoad præsentem casum deficit in duobus. Primo quod cum obligationes ejusmodi pendeant ex mente obligantium, quorum hic unus est Ecclesia, alius vero fundator : neutrius mens esse præsumitur, ut una eademque recitatione officii defunctorum, existimet satisfactum esse obligationi a se impositæ. Secundo. Quod altera illarum obligationum, nempe quæ est ex legato, seu ex fundatione, vim habeat ex justitia commutativa, quæ cum spectet æqualitatem rei ad rem, non potest expleri solutione, quæ sit alteri communis, ut docent Sanchez, Medina, Suarez et alii communiter apud Bonacinam, *de Pœnitentia*, disp. 5, quæst. 5, sect. 3, punct. 2.

« Censeo itaque vel bis ea die dicendum officium defunctorum, vel si molestum nimis id videatur, illud quod ex fundatione est, in alium diem esse transferendum.

« In iis tamen ecclesiis, ubi ex proprio usu, aut etiam ex

(1) Quelques jours cependant sont exceptés, comme on peut le voir là même.

(2) *Loc. cit.*, quæst. VI.

confusa et promiscua fundatione, officium defunctorum recitari consuevit singulis diebus quibus non est officium duplex vel dominica, existimaverim tum unica recitatione satisfieri; quippe non videtur obligatio esse ex justitia commutativa, potestque præsumi eam esse mentem obligantium; perinde atque præsumitur mentem esse confessarii imponentis pro pœnitentia jejunium singulis feriis sextis per annum, vel per aliquot menses servandum, ut si in aliqua illorum occurrat jejunium ex præcepto Ecclesiæ, unico jejunio utrique jejunio pœnitens satisfaciat. Qua ratione in Breviario Ordinis Prædicatorum, explicatur sic obligatio semel qualibet hebdomada recitandi officium defunctorum, ut si quod occurrat in hebdomada anniversarium, aut officium etiam pro præsente defuncto, idem valeat et pro penso illo hebdomadario. »

Ces diverses solutions ont été adoptées, à peu de chose près, par la S. Congrégation des Rites, dans la cause de Taggia en 1678. Nous nous bornons à la résumer : on en trouvera le texte aux *Decreta* [1]. Dans le cas proposé on ne peut accomplir la double obligation par un seul office, il faut le dire deux fois, ou en transférer un. S'il y a incidence d'un anniversaire, on l'anticipera; si c'est le jour des obsèques d'un défunt, on transfère l'office du mois ou de la semaine. Quoique la règle soit qu'il y ait autant d'offices que d'obligations, si l'on peut cependant croire qu'autre était l'intention du fondateur, on dira de préférence l'office des funérailles, en ajoutant autant d'oraisons qu'il y a d'obligations.

Resp. ad IV. Il est facile, d'après les réponses antérieures, d'apprécier la valeur de l'ordonnance épiscopale. Disons plutôt, avec Guyet[2], un mot de la coutume que certains vou-

(1) *V. Defuncti*, § 2, n. 2. (2) *Ibid.*, quæst. 9.

draient peut-être invoquer pour se soustraire à l'obligation de l'office et de la messe du mois ou de la semaine.

« Sit ne legitimus usus omittendi officium defunctorum præscriptis a rubrica diebus ?

« Ut sunt rigidiores aliqui in adhibendo crebrius officio defunctorum, ita sunt alii solutiores, quibus nimirum illius recitandi. præterquam in die commemorationis omnium fidelium defunctorum, et in obitibus seu anniversariis particularibus defunctis usus alius non est. An vero id legitimum? Næ tu vel perquam sanctus es, vel tibimet crudelis et iniquus admodum qui affirmando responderis : sanctus equidem, si talis es cui nullum ex hac mortali vita decedenti vel levissimum delictum expiandum supersit (at vide ne hoc ipsum inaniter præsumendo gravioris te pœnæ superbia reum constituat) : crudelis vero tibimet et iniquus admodum, qui profuturum tibi aliquando, perinde atque aliis, tam opportunum tamque salutare subsidium non despicis modo, sed expungis et obliteras. Absit ut me tuæ in hac parte opinionis asseclam habeas. Quin fidenter assero illegitimum esse prorsus ejusmodi usum, saltem apud omnes Breviarii Romani sectatores, quos nulla consuetudo ab hac ipsius lege servanda eximit, quippe quæ et juri communi contraria est, et quacumque præscriptione nitatur, ei per Bullam Pii V plane fuit derogatum.

« Quoad vero alios qui Breviario proprio legitimo adhærent, si quibus talis non est rubrica qualis in romano, non aliunde id factum crediderim, quam quod apud eos crebrius, non tantum in mense, sed etiam in hebdomada, imo apud aliquos quotidie, præterquam festis diebus, idem officium soleat in choro decantari, sive ex fundatione, sive ex usu stato et ordinario, unde ad id non fuit opus certos alios præfigere dies, cum

alterutro modo quotidie, aut sæpe sæpius usurpetur, quod valere posse diximus.

« Quibus vero talis usus non est, nolo suum iis jus præscriptione vindicatum eripere : at consulant ipsi suos antiquos codices, num vel quotidie olim, vel stato in hebdomada die id officium præscriptum haberent; ab eo autem more levandi paulo durioris oneris prætextu penitus descivisse, quis æquus rerum æstimator non paulo nimiæ laxitatis arguat? Quod si fuit minuendus in gratiam infirmitatis humanæ tanto oneri ferendo minus idoneæ, nulla minutio æquior, quam quæ quotidianum in quadragesima officium, ad singulas secundas feriàs; hebdomadarium vero ut minimum reliquis temporibus ad primam mensis diem non impeditam redigit. Romani Breviarii ea ratio est, cui optandum ut cætera se conforment. Obstabunt moderni officiorum correptores, digni ipsi magis qui corripiantur. »

CAS DE PASTORALE [1]

9me QUESTION.

Peut-on engager ou exciter à entrer en religion ?

On peut envisager la question sous deux aspects différents, d'abord par rapport à l'état religieux en général, et par rapport à un Ordre particulier. Nous l'examinerons sous ces deux points de vue.

Et d'abord *peut-on exciter quelqu'un à embrasser la vie religieuse en général ?* La question a été posée par S. Thomas presque dans les mêmes termes: *Utrum*, se demande-t-il, *aliquis debeat alios inducere ad religionem intrandam ?* Il ne balance pas à répondre, non-seulement qu'on le peut, mais qu'on exerce un acte très-méritoire en le faisant. Nous le citons: « Respondeo dicendum, quod inducentes alios ad religionem non solum non peccant, sed magnum præmium merentur. Dicitur enim Jacob. ult.: *Qui converti fecerit peccatorem ab errore viæ suæ, salvabit animam ejus a morte, et operit multitudinem peccatorum.* Et Daniel, XII, dicitur quod *qui ad justitiam erudiunt plurimos, erunt quasi stellæ in perpetuas æternitates* [2]. »

La solution du Docteur Angélique est universellement admise. Toutefois quelques auteurs ont voulu y mettre une restriction, en disant qu'il convient rarement d'engager quelqu'un à embrasser la vie religieuse avant que le Saint-Esprit n'ait déjà commencé à l'appeler. Ecoutons Suarez, qui

(1) V. ci-dessus, pag. 75, 202 et 305.
(2) 2-2, q. 189, a. 9, *in corp.*

le premier a émis cet avis : « Ille etiam, *dit-il*, quem Spiritus Sanctus movere cœpit, juvandus est, vel ut in sancto proposito firmus maneat, vel ut Spiritui Sancto non resistat, sed potius pernotationes et bona opera se disponat, ut ab illo efficacius moveatur. Prius autem quam Spiritus Sanctus incipiat aliquem vocare, raro expedit, ut opinor, illum directe inducere ad hunc statum assumendum, quamvis optimum sit ad Dei timorem et conscientiæ puritatem, et ad vitanda pericula peccandi quemlibet excitare, et inducere, simulque status religiosi commoda et excellentiam proponere [1]. »

Rotario approuve la manière de voir de Suarez : « Regulariter tamen, *dit-il*, hoc non expedire monet Suarez : non enim præveniendus est Spiritus Sanctus, qui novit suis temporibus vocare quem elegit, et, sicuti ipse ibidem testatur, raro convenit ante ejus inspirationem alicui directe suadere assumptionem hujus status : hæc enim mutatio debet esse opus dexteræ Excelsi. Nullum tamen inconveniens est, imo optimum consilium ad Dei timorem, conscientiæ puritatem, et ad vitanda peccandi pericula quemlibet inducere, imo et demonstrare religiosi status commoda, merita, perfectionem et sanctitatem, quod prævie facit D. Bernardinus in præcitato sermone, ubi ad trutinam et examen vocat religionis propositum [2]. »

M. Daris, professeur de droit canonique au séminaire de Liége, fait siennes les paroles de Suarez [3].

La restriction de Suarez est combattue avec force par le P. Passerini, qui confirme d'abord en quelque mots la thèse de S. Thomas. « Est igitur, *dit-il*, in hac parte certa con-

(1) *Tractatus de religione*, tom. III. tract. VII, lib. V, cap. VIII, n. 10.
(2) *Theologia moralis regularium*, tom. I, lib. I, cap. VI, n. 15.
(3) *Quæstiones canonico-civiles de statu religioso*, n. 36, pag. 32.

clusio D. Thomæ, quia scilicet per se, ex objecto et genere inducere alium ad intrandam Religionem nedum est licitum, sed valde meritorium; quoniam hoc est erudire ad justitiam, ducere peccatorem ad pœnitentiam, et adducere justum ad augmentum sanctitatis [1]. »

Après avoir rappelé la restriction que Suarez pose au principe de S. Thomas, Passerini la réfute en ces termes :

Verum huic assertioni obstat, quod cum vocatio ad Religionem de se, et ex suo genere sit bona, cum sit Spiritus Sancti opus, qui non semper vocat interius absque mediis sensibilibus externis, imo usitatior modus gratiæ excitantis est, ut mediis exterioribus Deus interius doceat, suadeat et moveat voluntatem ad bonum; ideo non est inexpediens, sed per se valde expedit, ut homo sit minister et instrumentum Spiritus Sancti ad excitandum in alio desiderium perfectionis vitæ spiritualis, cum et hic sit mos Spiritus Sancti ut per homines homines doceat. Et eo magis, quod eisdem rationibus, quibus non expedit excitare in aliquo desiderium Religionis, nec expedit conceptum desiderium fovere. Ad utrumque enim præstandum requiritur maxima prudentia, et qui alteri Religionem consulere vult, debet summopere considerare, an aliquis conveniat Religioni, et an Religio conveniat illi; et si hæc mutua convenientia deficit, sicut nec excitare, sic nec fovere convenit desiderium Religionis; quia nec excitandum, nec fovendum est, quod omnibus pensatis non est bonum, vel est minus bonum. Sed si hæc mutua convenientia adest, sicut est bonum fovere, sic est bonum excitare desiderium Religionis in eo, quem expedit Religiosum fieri et a Religione recipi. Prudenter igitur excitare in alio primum desiderium Religionis, vel conari ad illud excitandum semper expedit; imprudenter vero id facere, nunquam expedit. Et quia raro contingere potest, ut detur etiam in singulari, cui aliqua Religio non competat, si sit sui juris, ideo raro contingere potest, ut non expediat etiam

(1) *De hominum statibus et officiis*, Quæst. 189, art. IX, n. 2.

nondum vocatum a Spiritu Sancto primo vocare ad Religionem.

Universalissime igitur debet intelligi conclusio per se, et præscindendo ab accidentalibus, ex quibus actio bona in genere, si imprudenter fiat, efficitur mala in individuo [1].

Ajoutons à ces considérations si justes du P. Passerini qu'en instituant l'état religieux, Notre-Seigneur a invité tous les chrétiens à l'embrasser ; nous le démontrerons bientôt. Comment dès lors oserait-on prétendre qu'il convient rarement de rappeler cette invitation à ceux que l'Esprit-Saint n'a pas encore prévenus par un appel intérieur? L'invitation de Notre-Seigneur serait-elle par hasard imprudente ? Si elle n'est pas imprudente, quelle imprudence peut-on trouver dans la voix de ceux qui se font ses échos?

Aussi si nous consultons la vie des saints religieux, les voyons-nous souvent exhorter les personnes du monde à le quitter pour se revêtir des humbles livrées des disciples du Christ dans la voie de la perfection. L'Ange de l'école attendit-il que l'Esprit-Saint eût intérieurement prévenu ses sœurs, qui venaient l'arrêter dans son pieux projet, pour les engager à le suivre dans la voie de la perfection [2]? S. Bernard n'agit-il pas de même avec ses frères, qui, eux aussi, voulaient le détourner de la vie religieuse [3]? La conduite de S. François d'Assise avec l'officier Ange Tancrède, ne fut-elle pas la même [4]? Ces faits, que nous pourrions facilement multiplier, suffisent pour nous montrer que les saints n'attendaient pas que l'Esprit-Saint eût déjà fait entendre sa voix pour engager, pour presser même à embrasser la vie religieuse

(1) *Ibid.*, n. 4 et 5.

(2) Légende du Bréviaire Romain, au jour de la fête de S. Thomas d'Aquin, au 7 mars.

(3) *Item* au jour de la fête de S. Bernard, au 20 août.

(4) Chalippe, *La vie de S. François d'Assise*, liv. I, pag. 106.

ceux qu'ils croyaient propres à étendre le royaume du Seigneur.

Nous avons dit qu'une semblable invitation est *par elle-même* une œuvre méritoire. Les circonstances pourraient lui enlever tout son mérite et même la rendre mauvaise. S. Thomas énumère trois de ces circonstances ; laissons-lui la parole : « Posset tamen, *dit-il*, contingere circa hujusmodi inductionem triplex inordinatio. Primo quidem si violenter aliquis alium ad religionem cogeret, quod prohibetur in Decreto 20, quæst. 3 [1]. Secundo si aliquis simoniace alium ad religionem trahat muneribus datis, ut prohibetur in Decreto, ibidem [2], quæst. 2, can. *Quam pio* [3]. Nec tamen ad hoc per-

(1) Cap. *Præsens*, 4. Gratien attribue ce canon au Pape Nicolas. Berardi le lui conteste, en s'appuyant sur la différence entre le style de ce canon et les lettres authentiques de Nicolas, et sur les circonstances de la cause. *Gratiani canones genuini ab apocryphis discreti*, part. II, tom. II, pag. 247. Du reste, le Concile de Trente a assuré d'une manière efficace la liberté des personnes du sexe, en frappant d'excommunication « omnes et singulas personas, cujuscumque qualitatis vel conditionis fuerint, tam clericos quam laicos, sæculares, vel regulares, atque etiam qualibet dignitate fulgentes, si quomodocumque coegerint aliquam virginem, vel viduam, aut aliam quamcumque mulierem invitam, præterquam in casibus in jure expressis, ad ingrediendum monasterium, vel ad suscipiendum habitum cujuscumque Religionis, vel ad emittendam professionem ; quique consilium, auxilium vel favorem dederint ; quique scientes eam non sponte ingredi monasterium, aut habitum suscipere, aut professionem emittere; quoquo modo eidem actui vel præsentiam, vel consensum, vel auctoritatem interposuerint. » Sess. XXV, cap. 18, *De Regularibus et Monialibus*.

(2) Non *ibidem*, mais caus. I, quæst. 2, can. 2.

(3) Ce canon est attribué par Gratien au Pape Boniface. Mais Berardi prouve que c'est à tort. *Op. cit.* Part. II, tom. I, pag. 241. La Constitution *Apostolicæ Sedis* frappe d'une excommunication réservée au Souverain Pontife *reos simoniæ realis ob ingressum in Religionem*. Titul. II, n. X. Ajoutons avec Rotario, développant ce point : « Descendamus ad secundum vitium, quod facilius inficere potest animam consiliarii inducentis ad Religionem, si in ejus officio, loco unice respiciendi ad spiritualia, paulisper ad temporalia aciem mentis declinet. Si ergo consi-

tinet si aliquis alicui pauperi necessaria subministret in seculo nutriens eum ad religionem, vel si sine pacto aliqua munuscula tribuat ad familiaritatem captandam. Tertio si mendaciis eum alliciat. Imminet enim sic inducto periculum, ne cum se deceptum invenerit retrocedat, et sic fiant novissima illius hominis pejora prioribus, ut dicitur Lucæ XI [1]. »

On pourrait encore découvrir d'autres circonstances qui vicieraient le conseil d'entrer en religion : par exemple, si on le donne à une personne qu'on sait avoir de mauvaises habitudes et ne vouloir pas travailler à son amendement; si on l'y engage par des motifs purement humains, ou n'ayant en vue que son propre intérêt temporel. Il n'y a pas de doute que, dans ces cas et autres semblables, le conseiller ne se rende coupable devant Dieu.

Tout emploi de motifs humains n'est cependant pas radicalement mauvais, comme le fait observer Rotario. « Si etiam

liarius respiciens in juvenem pinguium bonorum hæredem, copiosas secum ferentem facultates, variis artibus etiam bonis ad sequelam sui Instituti attrahat, non utique dicens ei : *Vade, vende omnia,quæ habes, et da pauperibus*, sed potius suaviter se insinuet dicens : veni, et omnia tua bona tecum porta, et liber ab omnibus periculis, quæ reddunt difficilem aditum divitis in cœlum, habebis meliorem portionem inter tuos confratres, qui grati animi gratia te tamquam benefactorem maximum respicientes ad primarios etiam Ordinis honores elevabunt ; tuæ erunt nobiliores et insigniores Ordinis cathedræ, et præcipuis monasteriis præficieris Prælatus : itaque securius servies Deo in claustris, nec perdes etiam in hoc mundo licita tuarum divitiarum commoda et emolumenta. Isti, aut consimiles modi alliciendi adolescentem divitem, et forte unicum superstitem nobilis familiæ, alieni esse debent a Religionis consiliario, qui vocatus ad examinandum spiritum vocationis alicujus volentis ingredi Religionem, et ibi se cum suis facultatibus servitio Dei mancipare, advertat diligentius debere latebras illius cordis rimare, et ei clare detegere sacrificium hoc, ut sit Deo gratum, ab omni fine temporalis emolumenti prius esse purgandum. » *Loc. cit.*, n. 16.

(1) 2-2, q. 189, a. 9, in corp. Cf. Rotario, *Loc. cit.*, n. 14; Passerini, *Loc. cit.*, n. 13 et seq.

utatur, *dit-il*, aliquo humano motivo naturali, puta, quod familia paterna pluribus aggravata filiis nequit omnibus decenter providere, et similibus prudentialibus rationibus, neque recte fungitur officio suo ; res enim divinas humano medio pertractat : unde Suarez, *Loc. cit.*, n. 9, bene docet, hunc esse modum imperfectum inducendi ad Religionem pluribus periculis expositum, quia facile mutatis rebus, sicuti in humanis persæpe contingit, mutatur etiam pia affectio ad Religionem, quam ex hoc motivo quis fuit ingressus; hinc accidiose in ea vivit sibi et aliis gravis ; et vocatio hæc ad Religionem humana, non divina dicenda est. Si quis tamen non sistat in motivis prudentialibus humanis, sed iis tantum utatur ad captandam audientis voluntatem, ut libentius attendat motivis divinis ad Religionem inducentibus, et ita paulatim disponatur ad desiderium Religionis ex debito fine, in hac consiliandi methodo nulla est inordinatio et intrinseca malitia [1]. »

Jusqu'ici nous avons considéré la vie religieuse en général, et nous avons vu qu'en règle générale celui qui engage à l'embrasser pose un acte méritoire. *En est-il de même lorsqu'il s'agit d'exciter à entrer dans tel ou tel Ordre, dans telle ou telle maison en particulier?* C'est le second point que nous avons à examiner.

Il n'est pas douteux qu'on puisse plus facilement pécher dans ce cas que dans le précédent. Et d'abord si une maison ou un Ordre n'a plus de religieux que le nom, et si par suite le salut de ceux qui y sont est en péril, on ne peut conseiller d'y entrer, à moins qu'il ne s'agisse d'un individu dont la persévérance serait certaine et qui pourrait introduire la réforme dans la maison. « Si Religio, *dit Passerini*, in tantum sit relaxata

(1) *Loc. cit.*, n. 15.

ut non sit amplius status perfectionis, sed via perditionis, quia in ea non servantur substantialia legis Dei et Religionis, non erit licitum consulere alicui ingressum in talem Religionem, quia hoc non est illum inducere in perfectionem, sed exponere illum periculo evidenti et certo perditionis, ut Cajetanus advertit. Nisi persona talis sit, quæ pensatis pensandis in individuo, nedum non sit defectura ab observantia statutorum, sed sit cooperatura ad Religionis reformationem[1]. » S. Bernardin de Sienne s'exprime de même : « Si igitur, *dit-il*, multitudo congregationis, aut status, licet, de se melioris, non observat communiter statum suum, ita quod ex hoc omni instanti imminet notabile periculum illum statum minime observandi, sed potius sequendi communes transgressiones illius ; tunc talis introitus est potius dissuadendus, quam consulendus, etiamsi ad tales vovisset intrare. Melius est enim quod votum impleat in alia Religione, quam se committere periculo tanti casus. Facilius enim inficimur ex societate malorum, quam corrigimur ex societate bonorum. Et plus inficit unus malus, quam alicui proficiant multi boni[2]. »

(1) *Loc. cit.*, n. 5.

(2) *Operum*, tom. II, serm. XXIV, artic. II, cap. 2, pag. 130. Corduba prouve longuement qu'il y aurait péché mortel à donner semblable conseil. « Et facit ad hoc, *dit-il*, illud *Matth.* XXIII : *Væ vobis, Pharisæi, qui circuitis mare et aridam, ut faciatis unum proselytum ; et cum fecerit, facitis eum filium gehennæ, etc.* Ex quo innuitur peccatum mortale committere Prælatum recipientem, item alium inducentem aliquem ad Religionem ubi deformate vivitur, et ad statum periculosum, ubi regula promissa non servatur. Nam communis regula Doctorum est, quod ubi in Sacra Scriptura ponitur ly *væ*, significatur pœna inferni, et peccatum mortale transgressoris. Et ratione patet exemplari : quia si quis a me peteret cibum, quem ego scio esse venenatum, putans ille bono animo per illum cibum sanitatem consequi posse, nonne ego si tacerem et darem, essem reus mortis illius, vel damni inde provenientis?... Ergo similiter si quis veniens ad Religionem deformatam, ubi

Le conseil pourrait encore être illicite d'un autre chef, v. g. si le conseiller engage sciemment quelqu'un à entrer dans un Ordre pour la fin duquel il n'a aucune aptitude, ou dont il ne pourra observer les pratiques. « Hoc etiam considerandum, *écrit encore Passerini*, an Religio sit futura status perfectionis respectu personæ cui consulitur. Nam si ille sit ineptus ad onera et observantias alicujus Religionis, illicitum est illum inducere ad illius Religionis ingressum : ineptum enim recipi ad Religionem non fit sine maximo damno tum ingredientis, qui in Religione non est profecturus, cum sit ineptus ad observantias regulares, tum Religionis, quæ maximas perturbationes et scandala patietur nutriendo eum, qui regularia statuta observare non potest impotentia vel necessaria, vel malitiosa et voluntaria. Et ideo quod consulere Religionem hujusmodi inepto sit ex genere peccatum mortale tradit Corduba, *in Regulam S. Francisci*, Cap. II, Quæst. 2 [1]. »

sunt innumera pericula peccatorum mortalium, propter communem ac multiplicem regulæ transgressionem, veniens, inquam, ad talem Religionem bono animo ut quærat salutem animæ suæ, si ignoret deformitatem ejus ac pericula quæ illic sunt, qualiter excusabitur janitor, seu Prælatus introducens illum, vel alius illum inducens ad talem Religionem mortiferam? Nullo certe modo excusatur talis Prælatus recipiens, et multo minus qui tales inducit ad Religionem deformatam. » *Expositio evangelicæ Regulæ Seraphici Patris S. Francisci*, Cap. II, Quæst. 2.

(1) *Ibid.*, n. 6. Il ajoute cependant, n. 7 : « Et nihilominus, si ineptitudo viri ad observantias Religionis non sit malitiosa et ex habitu malo, aut mala inclinatione, et sit solum respectu observantiarum super quibus cadit dispensatio, quia non est v. g. respectu castitatis, vel obedientiæ, aut paupertatis, aut alicujus præcepti legis naturalis, sed respectu jejuniorum, silentii, vel chori, vel alterius observantiæ, in qua in Religione datur ex occasione dispensatio, cessante dolo et deceptione inducere aliquem sic ineptum ad Religionis ingressum, non esset malum, si tamen etiam ex parte Religionis hoc fieri posset sine suarum legum

Celui-là manquerait encore à son devoir qui, à un jeune homme capable des actes les plus héroïques et tout disposé à suivre l'avis qui lui sera donné, conseillerait d'entrer dans un Ordre moins parfait : il serait cause du préjudice que subirait le jeune homme qui a mis sa confiance en lui, et qui avait droit au conseil le plus avantageux pour lui [1]. Nous supposons que l'Ordre le plus parfait est aussi observant que le moins parfait ; car si l'observance régulière était mieux gardée dans celui-ci, le conseil d'y entrer serait irréprochable. C'est la remarque de Corduba à la suite de Cajetan. « Unde etiam non licet, *dit-il*, inducere obligatum in minori Religione ad majorem et perfectiorem Religionem, nisi ipsa major et perfectior Religio sit reformata et regulariter in ea vivatur de facto, licet ex se, vel ex debito seu ex jure sit absolute major [2]. »

Serait encore plus coupable celui qui, poussé par sa prédilection pour un Ordre, ou une Congrégation, engagerait à y entrer en calomniant, ou dépréciant injustement les autres [3]. L'emploi d'un moyen injuste n'est jamais permis.

Telles sont les principales circonstances où le conseiller pourrait pécher, en engageant à entrer dans tel Ordre, ou telle Congrégation ou maison déterminée. Pour n'avoir rien à se

transgressione, et sine magna Religionis perturbatione et periculo relaxationis, et ex gravi causa tali effectui proportionata. » Cf. Suarez, *Tractatus de Religione*, tom. III, tract. VII, lib. V, cap. IX, n. 7.

(1) Qui acceptat consiliarii munus, *dit Suarez*, eo ipso veluti ex quodam tacito pacto obligatur ad consilium fideliter præstandum. Quæ obligatio major est, quando consilium ab bonos mores pertinet. » *Ibid.*, n. 9.

(2) *Loc. cit.*

(3) Hæc deceptio, *dit Suarez*, sæpe fit graviter detrahendo, vel de religioso statu, vel de aliqua religione in particulari, ut alter ab ejus affectu avertatur ; et tunc peccatum deceptionis adjungitur peccato detractionis, quod per se grave est, et circumstantiam specie distinctam, ac proinde in confessione aperiendam addit. » *Loc. cit.* n. 9.

reprocher, qu'il se laisse guider uniquement par le bien spirituel de celui qui a la confiance de le consulter : qu'il lui conseille le lieu où, d'après son talent, son aptitude, ses dispositions etc., il pourra travailler avec le plus de fruit à la gloire de Dieu, à sa propre sanctification et au salut des autres.

10me QUESTION.

Peut-on détourner quelqu'un de la vie religieuse?

1° Cela est quelquefois permis. D'abord dans tous les cas où un empêchement s'oppose à l'entrée de quelqu'un en religion [1]. On peut alors le détourner de la vie religieuse, du moins pour aussi longtemps que durera l'empêchement.

En outre, cela est permis quand le jeune homme ne montre aucune aptitude á la vie religieuse, quand il ne présente pas un espoir fondé qu'il y persévérera, ou quand il n'y veut entrer que dans des vues tout humaines [2].

2° Hors de ces cas, cela n'est pas pas permis, et celui qui le ferait se rendrait coupable d'un péché mortel, dit saint Alphonse, avec la plupart des Théologiens. « Ratio est, *dit-il*, quia hoc non potest esse sine gravi damno illius, qui a Religione distrahitur, ut fatetur ipse Suarez ; unde sive id fiat vi aut fraude, sive precibus, aut alio modo, non potest a peccato gravi excusari. Et idem Suarez videtur tandem in nostram sententiam descendere, dum *loc. cit. n. 9, in fine* sic concludit : *Licet verum sit id non esse tam grave peccatum* (quam si per vim aut per deceptionem avertatur), *est tamen sine dubio peccatum multum repugnans ordini charitatis, et*

(1) Nous avons énuméré ces empêchements ci-dessus pag. 81 et suiv.

(2) V. ci-dessus, pag. 80 et pag. 248. Cf. Sporer, *Theologia moralis super Decalogum*, tract. v, n. 125; Lacroix, *Theologia moralis*, lib. III, part. II, n. 346 ; Molina, de *Justitia et jure*, tract. IV, disp. LI, n. 2.

respectu Dei, a cujus majori obsequio homo separatur, et respectu ipsius proximi, qui a majori bono impeditur. Si igitur tale peccatum multum repugnat ordini charitatis, quis dicet illud non esse grave [1] ? »

Cette solution serait-elle applicable à celui qui ne détournerait pas complètement le jeune homme du service des autels, mais l'engagerait à donner la préférence au sacerdoce séculier sur la vie religieuse?

La réponse ne nous paraît pas douteuse en présence des motifs donnés par Suarez et S. Alphonse, motifs qui conservent toute leur force dans le cas que nous discutons. En effet, Dieu est privé du culte plus parfait que voulait lui rendre le jeune homme, et celui-ci est en même temps privé du plus grand bien auquel il aspirait ; et ce sont ces deux motifs qui faisaient trouver à Suarez un si grand désordre, une si grande répugnance à la loi de la charité dans l'acte du conseiller.

Mais les besoins des diocèses ne légitimeraient-ils pas cette espèce d'opposition aux vocations religieuses ?

Si l'on examine les choses au point de vue de la foi, nous ne le pensons pas. Si Dieu, qui connaît parfaitement les besoins de chaque diocèse, inspire à un jeune homme le désir de le servir d'une manière plus parfaite, de quel droit s'opposera-t-on à la volonté divine ? Dieu ne peut-il pas récompenser au centuple le sacrifice qu'il demande à ce diocèse ? Ne peut-il pas changer les pierres en enfants d'Abraham ? Se laisse-t-il jamais vaincre en générosité ?

Et puis est-il bien sûr qu'un prêtre séculier rendra plus de services à son diocèse qu'un prêtre régulier ? Quand on examine, d'un œil attentif et impartial, les travaux apostoliques du

(1) *Theologia moralis*, lib. v. n. 77. Cf. Busembaum, ap. S. Alph. *Op. cit.* lib. IV, n. 661 ; Laymann, *Theologia moralis*, lib. III, tract. II, cap. VIII, n. 2 ; Molina, *De Justitia et Jure*, tract. IV, disp. LI, n. 2 ; Lessius, *De statu vitæ eligendo*, Quæst. 8 ; Sporer, *Loc. cit.* n. 124.

clergé régulier en Belgique, n'y a-t-il pas lieu d'en douter sérieusement?

Du reste, qu'arrive-t-il assez souvent, quand un jeune homme est détourné de la vie religieuse vers laquelle il aspirait? Une triste expérience ne l'apprend que trop. Les uns, après être entrés au séminaire, ne se trouvant, ou ne se croyant pas où Dieu les appelait, ont abandonné les études théologiques, et sont rentrés dans le monde. A quels périls leur salut n'est-il pas exposé par suite de l'imprudent conseil auquel ils ont cédé! — D'autres à la vérité terminent leur théologie et entrent dans le ministère. Mais nous pourrions en citer un certain nombre dont la conduite a contristé le cœur paternel de leur Evêque. Mais encore une fois, à qui la faute? Ne retombe-t-elle pas tout entière sur ceux qui ne les ont pas laissés aller où Dieu les voulait? De quelle responsabilité ne se chargent-ils pas devant Dieu!

3° Quant à l'espèce du péché dont le conseiller s'est rendu coupable, elle dépend des moyens dont il a fait usage. S'il a employé, pour détourner le jeune homme de la vie religieuse, la violence, la crainte, la fraude ou le dol, il a commis une véritable injustice envers lui, et il est tenu, *ex virtute justitiæ*, de la réparer. Ecoutons sur ce point le docte Sporer.

Qui vi, vel metu, fraude, dolo alium abstraxit a Religione, vel ingredienda jam vocatum vel resolutum, vel profitenda jam novitium, aut etiam jam professa, utique peccat contra justitiam. Quia invitum et involuntarium aliquo modo, quippe vel metu coactum, vel fraude deceptum privat maximo spirituali bono: ideoque ex justitia obligatur ad compensationem damni illati modo sibi possibili juxta communissimam sententiam. Obligatur ergo talis ex justitia:

I. Amovere causam damni illati, scilicet remittere vim, vel aperire fraudem, et relinquere eum in sua plena libertate, ut jam,

si velit, et libere eam religionem ingredi, vel eam profiteri, vel ad eam professam redire possit.

II. Etiam ablata vi, vel fraude, tenetur ei ex justitia compensare pro damno illato : utpote procurando ei reditum ad talem Religionem, in qua vel novitius, vel professus erat, si is aliunde non possit. Item resarciendo ei omne detrimentum spirituale vel temporale, quod ea de causa passus est, si tamen compensare, vel reparare possit, quia totius istius damni injusta causa fuit.

III. Ablata autem vi vel fraude, ut jam plane ei liberum sit Religionem ingredi, vel ad eam reverti, si ipse amplius nolit, jam non ex justitia, sed ex charitate tantum tenebitur ei procurare ejus ingressum vel reditum : quia non amplius invitus, sed volens damnum subit [1].

Dans ce cas, le conseiller pourrait être tenu à restitution non seulement envers celui qu'il a détourné de la vie religieuse, mais encore envers l'Ordre ou la maison où il voulait entrer, si ce sont ses moyens violents ou frauduleux qui l'en ont empêché. Laissons encore la parole à Sporer sur ce point.

At vero qui per vim vel fraudem aliquem retrahit a Religione ingredienda, vel profitenda, sicut peccat contra justitiam ex dictis, ita ex justitia obligabitur ad compensandum Religioni damnum illatum. Est item communis DD. Ratio est : quia quicumque nocet alteri cum injuria, tenetur restituere damnum illatum. Sed quicumque per vim, vel fraudem retrahit aliquem ab ingressu, vel professione Religionis, ipsi Religioni nocet cum injuria, cum quilibet habeat jus, ne sibi per vim vel fraudem noceatur : etsi enim Religio nullum adhuc habeat jus

(1) *Loc. cit.* n. 126-129. Cf. Molina, *Loc. cit.*, n. 10 ; Lacroix, *Loc. cit.* n. 347 ; Billuart, *Tractatus de jure et justitia*, dissert. x, artic. xi, Append. , § 2 ; Card. de Lugo, *De Justitia et Jure*, disp. ix, n. 28 ; S. Alphonsus, *Op. cit.*, lib. iv. n. 662.

acquisitum ad ingressurum, vel novitium absolute, ut dictum est ; quælibet tamen Religio hoc ipso, quod approbata est ab Ecclesia, vel Sede Apostolica, habet jus acquisitum respectu cujusvis, ne quis per vim, vel fraudem avertat eum, qui jam statuit ingredi, vel jam ingressus profiteri : esto interim ipsi ingressuro, vel professuro, semper maneat sua libertas ad ingrediendum, vel profitendum, necne, quemadmodum legatarius v.g. etsi nullum adhuc habeat jus acquisitum ad legatum sibi destinatum, idque semper maneat in libertate legantis, quamdiu vivit, habet tamen jus ne per vim, vel fraudem ab eo excludatur, ideoque per vim, vel fraudem ipsum a tali legato impediens nocet ei per injuriam, ac per consequens compensare tenetur, ut latius visum suo loco. Ergo similiter per vim, vel fraudem retrahens aliquem ab ingressu, vel professione Religionis, vere nocet Religioni, per injuriam privans ipsam jure suo ad illum et ejus commoda sperata, ac per consequens damnum illatum compensare tenebitur [1].

S'il n'a pas usé de moyens violents ou frauduleux, il a péché contre la charité seulement, et cette vertu seule l'oblige à faire disparaître, autant qu'il est en lui, les mauvais effets de ses conseils. « Ex charitate, *dit Carrière*, tenetur corrigere quantum in se est pravos effectus ex consiliis suis secutos aut secuturos [2]. »

Nous voilà arrivé au terme des questions que nous nous étions proposé d'étudier. Il nous reste, pour satisfaire à nos promesses, à établir que l'invitation de Notre Seigneur à la vie religieuse s'adresse à tous les chrétiens sans exception, et qu'il n'est aucunement nécessaire d'une vocation spéciale pour qu'on puisse licitement embrasser l'état religieux. Ce sera l'objet de l'Appendix que nous publierons dans notre prochaine livraison.

(1) *Loc. cit.* n. 132. Cf. Molina, *ibid.*; Lessius, *De justitia et jure*, lib. II, cap. VIII, n. 15 ; Card. de Lugo, *Loc. cit.*, n. 33 et seq.; Lacroix, *Loc. cit.*; S. Alphonsus, *ibid.*

(2) *De Justitia et Jure*, n. 1307. Cf. Sporer, *Loc. cit.* n. 130.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

LITURGIÆ PRACTICÆ COMPENDIUM, SIVE SACRORUM RITUUM RUBRICARUMQUE MISSALIS, BREVIARII ET RITUALIS ROMANI COMPENDIOSA ELUCIDATIO, auctore J.-B. FALISE, diœcesis Tornacensis presbytero. Editio in Germania altera emendata et aucta juxta tertiam editionem Parisiensem. Ratisbonæ, Manz, 1876.

Il y a longtemps que les lecteurs de la *Nouvelle Revue Théologique* connaissent le *Cérémonial Romain* et *Cours abrégé de Liturgie pratique* de M. l'abbé Falise. Huit approbations épiscopales, dont la plupart sont longuement motivées, nous dispensent d'en faire encore l'éloge. Dans la dernière édition française, qui a servi de type à la nouvelle édition latine, l'auteur, sans toucher au fond de l'ouvrage, l'a sensiblement modifié dans sa forme. Il a, autant que cela était possible, totalement séparé les cérémonies des règles proprement dites; il a complété ce qui concernait les cérémonies, spécialement en donnant le sommaire de celles qui doivent s'observer à la messe basse et à la messe solennelle, et en consacrant un article spécial à la tenue du chœur et à l'office du prêtre assistant. Les règles ont reçu, elles aussi, un développement nouveau, notamment en ce qui regarde la confection et l'usage des ornements d'église, le binage, etc. L'ouvrage de M. Falise, déjà augmenté précédemment du cérémonial des offices pontificaux, était donc devenu le *Manuel* le plus complet des cérémonies Romaines; ajoutons avec Mgr l'Évêque de Montpellier, qu'à ce premier avantage il joignait celui d'être « *conforme aux prescriptions litur-* « *giques*, et d'éviter l'écueil des auteurs qui craignent d'être

« longs, car les cérémonies des offices divins y sont expliquées « avec beaucoup de lucidité. »

Ces diverses qualités, si difficiles à réunir quand on veut embrasser l'ensemble des règles et des cérémonies : exactitude, brièveté, clarté, ont fait apprécier hautement à l'étranger le *Cours abrégé de liturgie pratique*.

Dans son *Cérémonial Romain*, Mgr de Conny, doyen de la cathédrale de Moulins, l'immortel auteur du livre *Des Usages et des Abus*, s'exprime ainsi : « A ceux qui voudraient « avoir entre les mains un abrégé complet et substantiel de « toutes les lois qui règlent la liturgie, nous indiquerons le « remarquable ouvrage de M. l'abbé Falise : *Cours abrégé*, etc. « Sur les cérémonies ses tableaux résument l'exposé des opi- « nions des rubricistes. »

En Irlande le Rév. James O'Kane, ancien doyen du collége Saint-Patrice, à Maynooth, dans son *Explication des Rubriques du Rituel Romain* que la S. R. C. a approuvée par un décret spécial du 14 février 1868, parlant du *Cours abrégé*, etc., disait qu'il « contient un commentaire court, clair et sub- « stantiel des Rubriques du Rituel. Il donne souvent dans une « seule phrase les différentes opinions qui sont soutenues, « aussi bien que la décision pratique sur une question contro- « versée. »

M. l'abbé Brettes ne parle pas d'une manière moins élogieuse du *Cours abrégé*. Mais nous préférons renvoyer nos lecteurs au remarquable article que la *Revue catholique* de Louvain consacrait en 1861 à l'appréciation de l'ouvrage du savant liturgiste, en annonçant la 3e édition française. Après avoir exposé le but que s'était proposé M. Falise qui « a voulu « écrire en même temps pour les prêtres du ministère, que les « soins trop multipliés d'une paroisse empêchent souvent de « se livrer à une étude longue et pénible... et pour les jeunes

« lévites dont les jours de séminaire sont comptés... sans que « son ouvrage fût indigne des savants, des intelligences « d'élite.... », il se demande si l'auteur a réussi dans son entreprise. « Le doute, *dit-il*, ne nous paraît pas possible en pré- « sence de la faveur singulière dont son livre jouit en Bel- « gique, en France et en Allemagne.» Puis, après avoir rappelé comment le *Cours abrégé de Liturgie pratique*, accueilli dans presque tous les diocèses de France et devenu le manuel classique d'un grand nombre de Séminaires français, avait puissamment contribué au rétablissement de la liturgie Romaine dans ce pays, il remerciait notre compatriote, au nom de la Religion et de la Patrie, de la part qu'il avait eue dans cette œuvre de restauration.

En Allemagne l'ouvrage de M. Falise était connu et apprécié, sans doute, mais il était loin de s'y répandre avec la même rapidité. Ecrit en français, il ne pouvait devenir le *Manuel* d'aucun séminaire; de toutes parts on sollicita donc l'auteur d'en donner une édition latine. M. Falise y consentit, et une traduction faite sur la 2e édition de Paris parut à Schaffouse, chez M. F. Hurter. Cette première traduction latine, publiée loin des yeux de l'auteur et, pour ainsi dire, sans sa coopération, était naturellement bien défectueuse; cependant, avant même d'être entièrement imprimée, elle avait été adoptée comme classique à l'Université d'Inspruck, où les PP. Jésuites, professeurs de la faculté de théologie, comptaient des élèves appartenant à vingt diocèses différents. Cette édition, aujourd'hui épuisée, avait besoin d'être remplacée par une autre qui fût plus soignée pour la forme et fût mise en rapport avec la dernière édition française. Voilà ce qui est réalisé aujourd'hui. L'édition nouvelle publiée à Ratisbonne est d'une exécution typographique qui ne laisse rien à désirer. Papier, caractères, format, tout contribue à rendre l'étude

du livre facile et à abréger la fatigue des recherches. Les tableaux synoptiques, dont M. Falise a emprunté l'idée au P. Lohner S. J., mais qu'il a si heureusement employés dans l'exposition des rubriques de la messe solennelle et de la messe pontificale, sont disposés d'une façon plus nette encore, ce semble, que dans l'édition française; du premier coup-d'œil on aperçoit les cérémonies que chacun des ministres doit accomplir simultanément avec d'autres ou avec le célébrant, ce qui rend aisée et même agréable l'étude des cérémonies sacrées. Le texte de la Rubrique, fidèlement transcrit (sous ce rapport l'édition latine a un avantage peut-être sur les éditions françaises), est soigneusement distingué des citations des rubricistes dont une initiale connue rappelle les noms, et par un procédé, dont l'auteur a fait usage déjà dans son *Cours abrégé de liturgie pratique* et qui est si facile pour le lecteur, on distingue sans peine parmi les diverses opinions qui sont rapportées, celle qui a le suffrage du savant liturgiste.

Si M. Falise, en publiant en latin cette traduction nouvelle, a eu surtout en vue l'Allemagne et les pays où la langue française est peu familière aux ministres du sanctuaire, il n'a pas prétendu néanmoins restreindre à ces contrées l'usage de sa *Liturgiæ practicæ compendium.* Des esprits éclairés en Belgique et en France regrettaient que l'auteur eût fait usage, pour exposer les rubriques et les cérémonies, de la langue vulgaire. Sans doute, si M. Falise errait, il errait en bonne compagnie. S. Alphonse de Liguori, Baldeschi, Favrel, P. Le Vavasseur, P. Maurel, M. de Conny, O'Kane, et avant eux Dumoulin, Pavone, Laboranti, et tant d'autres ont employé la langue vulgaire pour expliquer les règles liturgiques ou pour en donner des résumés.

Toutefois on voyait des inconvénients à ne pas écrire en

latin ; on rappelait le mot du comte de Maistre, qui appelle la langue latine la langue catholique, la langue de l'Eglise; on craignait que l'usage ne prévalût bientôt d'employer la langue vulgaire dans l'enseignement des autres parties des études ecclésiastiques, ou du moins que l'harmonie qui doit exister entre toutes les parties de ce bel ensemble ne fût altérée lorsqu'on isolerait la liturgie de la théologie et du droit canonique, avec lesquels elle a des rapports si étroits.

On pouvait ne pas partager la manière de voir de ces esprits d'ailleurs fort judicieux, mais il n'en était pas moins vrai que l'emploi que l'auteur avait fait de la langue vulgaire était un obstacle sérieux à ce que son livre fût adopté comme *Manuel* dans plusieurs séminaires belges et français ; aujourd'hui cet obstacle est levé : le *Cours abrégé de liturgie pratique* existe en latin. Le style de la traduction est correct, — nous ne parlons pas de quelques fautes échappées à l'inadvertance du traducteur ou de l'imprimeur, — il est facile et clair. Un célèbre liturgiste de l'Allemagne a bien voulu revoir les épreuves et soigner spécialement l'*Index Alphabeticus* qui permet de se retrouver si facilement dans le corps de l'ouvrage. Il a veillé aussi à ce que les décrets de la S. R. C., auxquels l'auteur renvoie si souvent, et dont il a réuni les citations de date et de cause à la fin de son ouvrage, fussent exactement indiqués ; de cette façon, il est facile de vérifier les résolutions soit dans la Collection authentique Romaine, soit dans la Collection alphabétique publiée également par M. l'abbé Falise et dont la quatrième édition (Paris, A. Jouby et Roger, 1862) a été revue, corrigée et considérablement augmentée par l'auteur lui-même.

Ajoutons en finissant qu'aujourd'hui M. l'abbé Falise peut être fier des services que ses lumières ont rendus à l'Eglise. Il lui en a coûté sans doute avant de pouvoir dire *exegi mo-*

numentum; mais le témoignage récent qu'il a reçu de la S. R. C. est de nature à le dédommager des difficultés sans nombre qu'il a rencontrées jadis et qui lui faisaient dire dans la Préface de sa 1re édition française : « plusieurs fois nous « avons été sur le point de jeter notre plume, mais enfin le « désir d'être utile au clergé l'a emporté. »

Le 20 juin de la présente année, le livre du savant liturgiste recevait l'approbation suivante, émanée de la seule autorité qui puisse prononcer un jugement sur ces matières.

Sacra Rituum Congregatio, attenta fide Magistri Apostolicarum Cæremoniarum, Revisoris specialiter deputati, declarat nil prorsus obstare quominus opus de quo agitur, typis mandari valeat.

Die 28 junii 1876.

(†) *Loco sigilli.* Plac. Ralli S. R. C. Secrius.

DÉCISION DE LA S. CONGRÉGATION DES ÉVÊQUES ET RÉGULIERS.

En 1863, la S. Congrégation des Évêques et Réguliers, consultée par un frère Mineur de l'Observance, rendit la décision suivante :

An et quatenus usus currus vaporiferi Fratribus Minoribus Observantiæ licitus sit in casu ?

In Congregatione generali diei 19 junii 1863 Emi Patres rescripserunt :

Affirmative ex rationabili causa de licentia Superiorum prout in usu rhedarum, salvo quoad locum spiritu humilitatis [1].

Des interprétations différentes furent données à cette décision, ce qui porta le R. P. Procureur général de l'Ordre des Frères Mineurs Capucins à soumettre le doute à la S. Congrégation des Évêques et Réguliers, qui le résolut vers la fin de juillet dernier.

DUBIUM.

Utrum, ad obtinendam Superioris licentiam iter faciendi in viis ferratis vi resolutionis 19 junii 1863, sufficiens sit quælibet honesta et rationabilis causa ; an vero præcise concurrere debeat infirmitas, vel manifesta necessitas ?

RESOLUTIO.

S. Congregatio Episcoporum et Regularium, in Congregatione generali habita die 21 julii 1876, re discussa censuit respondendum :

Affirmative ad primam partem.
Negative ad secundam partem.

(1) Bizzarri, *Collectanea in usum Secretariæ Sacræ Congregationis Episcoporum et Regularium*, pag. 748.

CONSULTATION I.

Dans la formule dont se sert ordinairement le S. Siége pour accorder la permission de lire les livres défendus, on a coutume d'insérer la clause : *exceptis contra Religionem ex professo tractantibus.*

Qu'entend-on par les livres qui sont *ex professo contra Religionem* ?

1° Sont-ce les livres où l'on attaque *ex professo* la Religion *catholique*, ou ceux qui attaquent *toute* Religion ?

La clause *contra Religionem* étant générale, il semble qu'on n'a aucun droit de la restreindre, et qu'on peut la prendre dans son sens le plus étendu. D'ailleurs si le Saint-Siége avait voulu excepter les livres dirigés *ex professo* contre la Religion catholique, il aurait dû l'exprimer, et ne pas se contenter des expressions *contra Religionem.*

Il est vrai que la Religion catholique étant la seule vraie, la seule divine, les livres qui l'attaquent *ex professo* méritent d'être défendus. — Mais ici il ne s'agit pas d'interdire la lecture de certains livres ; il est question d'interpréter la faculté accordée par le Saint-Siége de lire les livres défendus, et l'exception qui y est insérée. En outre, on ne peut nier qu'il existe une différence notable entre les livres écrits contre la Religion catholique, et ceux qui le sont contre toute Religion, vu que ceux-ci poussent directement et explicitement à l'athéisme, ou du moins à l'indépendance complète de l'homme vis à vis de Dieu : motif qui aurait pu faire excepter ces livres, et non point les autres. — Qu'en pensez-vous ?

2° Supposé qu'on doive entendre par là les livres dirigés contre la Religion *catholique*, on pourrait demander s'il faut que ces livres attaquent l'*ensemble* de la Religion catholique, ou s'il suffit qu'ils combattent *quelqu'une* des vérités qui sont de foi ca-

tholique. — Comme la foi, la Religion catholique forme un tout indivisible ; de sorte que tout ouvrage où serait attaqué un dogme de foi, ou un précepte de morale, serait par le fait même *ex professo* contre la Religion catholique. Et ainsi ne serait-ce point trop restreindre la faculté de lire les livres défendus ? Enfin, si telle est la manière de voir du Saint-Siége, pourquoi ne le déclare-t-il pas par une clause plus explicite ? Cela me paraît nécessaire. — Qu'en pensez-vous ?

3° Supposé enfin qu'on doive excepter de la permission les livres qui attaquent *ex professo* une vérité de foi catholique, devrait-on étendre l'exception aux journaux qui combattent chaque jour la religion catholique, et paraissent en faire leur but principal ? — Qu'en pensez-vous ?

Resp. ad I. Avant de répondre, nous devons déterminer la nature de la permission de lire les livres défendus : de quelle interprétation est-elle susceptible ? D'une interprétation large, ou d'une interprétation étroite ?

A la première vue on pourrait prétendre qu'elle doit être largement interprétée, car elle participe de la nature du privilége ; or les priviléges doivent recevoir une interprétation large, d'après la règle du droit : *Odia restringi, et favores convenit ampliari* [1].

Néanmoins on doit s'écarter de cette manière de voir, et donner à cette faculté une interprétation stricte, rigoureuse. En effet, on ne peut considérer la faculté de lire les mauvais livres que comme une dispense, ou comme un privilége. Or, de quelque manière qu'on l'envisage, on arrive à la même conclusion : qu'elle doit être strictement interprétée. Nous le prouvons.

Le législateur a déposé dans le Corps du Droit le principe que les dispenses sont de stricte interprétation. Une règle du

(1) *Regula* 15 *juris in* 6.

droit porte : *Quæ a jure communi exorbitant, nequaquam ad consequentiam sunt trahenda* [1]. Dans un autre endroit, Boniface VIII s'exprime d'une manière encore plus claire et plus formelle ; parlant d'une dispense, il dit : *quam exorbitantem a jure oportet veluti odiosam restringi* [2]. Impossible de décréter d'une manière plus expresse qu'une dispense doit recevoir une interprétation rigoureuse.

Le privilége est-il soumis à la même règle ? S'il s'agit d'un privilége contraire au droit commun, comme celui dont il est ici question, les auteurs s'accordent pour donner une réponse affirmative. « Privilegium derogans juri communi, *dit Suarez*, regulariter est reputandum odiosum in ordine ad interpretationem, et ita restringendum est potius, quam extendendum..... Et probatur primo ex dictis Cap. *Sane* et *Porro* (Tit. *De priviligiis et excessibus privilegiatorum*) et ex regula juris, *odia esse restringenda :* nam derogatio juris communis ex eo capite odiosa est, per se loquendo, et ideo vitanda quoad fieri possit, vel si omnino vitari non potuerit, ac privilegium inutile fiat, erit restringenda, ut omnia jura docent..... Tandem hoc privilegium includit dispensationem juris communis, ut ex supra dictis constat : dispensatio autem est stricti juris et restringenda. Ergo [3]. »

De quelque côté donc qu'on se tourne, le résultat est le même : qu'on donne à cette faculté le nom de dispense, ou celui de privilége, il n'en restera pas moins constant

(1) *Reg.* 28 *juris in* 6. Cf. Reiffenstuel, *Tractatus de regulis Juris*, cap. II, Reg. XXVIII. n. 4.

(2) Cap. *Is qui*, § 1, *De filiis presbyterorum in* 6.

(3) *Tractatus de Legibus*, lib. VIII, cap. XXVII, n. 5. Cf. *ibid.*, cap. II, n. 10 ; Schmalzgrueber, *Jus ecclesiasticum universum*, lib. V, titul. XXXIII, n. 125 ; Reiffenstuel, *Jus canonicum universum*, lib. I, titul. III, n. 133 ; et Lib. V, titul. XXXIII, n. 9 ; Leurenius, *Forum ecclesiasticum*, lib. V, quæst. 444, n. 5.

qu'elle est soumise à la règle d'une interprétation rigoureuse.

Ceci posé, comment doit-on interpréter les termes *contra Religionem*, qui se lisent dans l'indult ? N'y aura-t-il d'exclus de la permission de lire les livres défendus que ceux qui attaquent toute Religion, et révélée et naturelle ? Ou suffit il, pour les excepter de l'indult, qu'ils attaquent la Religion catholique ?

Si la faculté de lire les mauvais livres devait être interprétée largement, on devrait, semble-t-il, se prononcer pour la première interprétation Mais, comme nous l'avons vu ci-dessus, cet indult doit être interpreté strictement. En conséquence, adoptant le second sens, ne devons-nous pas dire qu'il suffit que le livre soit dirigé *ex professo* contre la Religion catholique pour que l'indultaire ne puisse le lire ?

Ce sentiment nous paraît rationnel et fort probable. Toutefois il est une autre opinion qui a été exposée dans un de nos volumes précédents [1] et que nous n'oserions rejeter comme improbable. Si quelqu'un veut la suivre, nous n'y trouverons aucunement à redire.

Cette opinion rend inutile la réponse à la seconde question. Nous ne la résolvons donc que pour ceux qui adoptent la première interprétation.

Resp. ad II. Dans toute interprétation, aussi bien stricte que large, on doit conserver aux mots leur signification naturelle. C'est une règle d'interprétation unanimement admise. Interpretatio rescriptorum, *dit Schmalzgrueber*, regulariter facienda est secundum propriam, et communi usu, præsertim curiæ ex qua emanant, receptam significationem verborum; nam in hoc sensu censetur locutus fuisse princeps [2]. »

(1) V. Tom. II, pag. 662.

(2) *Op. cit.*, lib. I, titul. III, n. 24. Cf. Reiffenstuel. *Op. cit.*, lib. I, titul. III, n. 116.

Or, dans l'acception commune et le sens propre des mots, quand dira-t-on qu'un livre est écrit *ex professo* contre la Religion catholique ? Sera-ce quand l'auteur se contentera d'attaquer l'un ou l'autre dogme ? Ne sera-ce pas plutôt quand il attaquera les bases mêmes du Catholicisme, ou l'ensemble de ses dogmes ? Pour nous, nous croyons ne pouvoir qualifier écrits *ex professo* contre la Religion que les livres de la seconde catégorie. On pourra dire que les ouvrages de la première catégorie attaquent un dogme de la Religion ; mais on ne dira pas qu'ils combattent la *Religion*, expression qui paraît comprendre l'ensemble des vérités religieuses.

Nous ne connaissons jusqu'à présent qu'un seul auteur qui ait touché à cette question : c'est M. Heymans, et il la résout comme nous. « Licebit tamen, *dit-il*, legere libros hæreticorum aut hæresiarcharum; qui, cum dogmata tantum individua oppugnant, ipsa totius religionis sive naturalis, sive christianæ, sive catholicæ fundamenta conservant [1]. »

Resp. ad III. Nous pensons que les journaux doivent être exceptés de la permission dans les mêmes limites que les livres. S'il y avait quelque doute à ce sujet, il viendrait de ce que, strictement parlant, un journal n'est pas un livre, et les livres seuls sont exceptés de la faculté en question.

Mais en vertu de quelle autorisation l'indultaire peut-il lire les mauvais journaux ? Précisément en vertu de la permission dont nous nous occupons, et qui est conçue en ces termes : « Liceat oratori, si vera sint exposita, donec vixerit, legere ac retinere, sub custodia tamen, ne ad aliorum manus perveniant, *libros* quoscumque prohibitos, exceptis de obscœnis et contra religionem ex professo tractantibus. » Si les jour-

(1) *De ecclesiastica librorum aliorumque scriptorum in Belgio prohibitione disquisitio*, n. 344, pag. 329.

naux sont compris sous le mot *livres*, quand il s'agit de la permission de les lire, de quel droit les en exclura-t-on, quand il s'agira de la restriction mise à cette faveur dans le même acte ? Nous ne voyons réellement pas comment on pourrait justifier cette distinction.

Nous rappellerons, pour terminer, que nous sommes ici dans une matière, où, au jugement de S. Alphonse, il convient de suivre les opinions les plus rigides. « Censeo quidem, *dit-il en traitant une question qui a quelque rapport avec la question présente*, hanc sententiam omnino esse consulendam ; quia in hac re expedit ordinarie rigidiores opiniones sequi [1]. »

CONSULTATION II.

1. Utrum in sabbato sancto ad salutationem angelicam, in meridie recitandum est *Angelus Domini* : an *Regina Cœli?*

Ad I. Voici ce que dit le *Raccolta*, approuvé par la Congrégation des Indulgences [2]. « Au temps pascal, c'est-à-dire depuis le *midi du Samedi-Saint* jusqu'au midi inclusivement du samedi qui précède la fête de la très-sainte Trinité, on doit, au lieu de l'*Angelus Domini*, réciter debout le *Regina Cœli.* » Il serait en effet peu logique de réciter encore l'*Angelus*, après que, dans les heures canoniales, et en chœur, on a récité ou chanté le *Regina Cœli*, et ainsi commencé liturgiquement le temps pascal.

(1) *Theologia moralis*, Appendix II, *Dissertatio de justa prohibitione et abolitione librorum nocuæ lectionis*, cap. V, n. 8.

(2) *Recueil de prières*, trad. de Pallard, 1857, page 219.

DÉCISIONS DE LA S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

I.

N'EST PAS LICITE UNE FONDATION EN VERTU DE LAQUELLE LE CURÉ QUI BINE DEVRAIT APPLIQUER SA SECONDE MESSE POUR LE FONDATEUR.

D'après les instructions et la volonté souvent manifestée des Souverains Pontifes, le prêtre qui dit deux messes, les dimanches et jours de fêtes, ne peut recevoir qu'un honoraire, s'il n'est pas curé ; et s'il l'est, n'en peut recevoir aucun [1]. Les Evêques, recevant du Saint-Siége l'autorisation de permettre le binage, doivent, dans leurs concessions, insérer les conditions qu'y apposent les Papes ; et ces conditions doivent être respectées par tous les prêtres.

La défense émanée du Saint-Siége concernait l'honoraire proprement dit, et, d'après les principes, ne devait pas être étendue aux avantages accessoires qui pouvaient revenir au célébrant. Toutefois on eut des doutes sur ce point, et on les soumit au Saint-Siége, qui toléra la coutume de recevoir une indemnité pour le surcroît de fatigue ou labeur que le binage impose, *exclusa qualibet eleemosyna pro applicatione missæ* [2].

(1) Ces deux points ont été formellement décidés dans la cause de Cambrai du 25 septembre 1858, ad II et III. Nous avons rapporté cette cause ci-dessus, Tom. IV, pag. 93 et suiv.

(2) V. sur ce point la décision donnée le 14 juin 1845 par la S. Congrégation des Rites pour le diocèse de Munster, *ibid.*, pag. 91 ; et par la S. Congrégation du Concile le 23 mars 1861, pour le diocèse de Trèves, *ibid.*, pag. 97.

Un cas assez curieux vient de se présenter. Une fabrique paroissiale allouait, comme il est d'usage en France, une somme de 150 ou 200 francs par an au curé à titre d'indemnité pour le binage. Une personne pieuse remet à la fabrique un capital dont les revenus serviront à payer cette indemnité, mais à une condition, c'est que la seconde messe lui soit appliquée.

Cette donation soulève une difficulté sérieuse. Le curé qui bine ne voit pas son indemnité augmentée : au lieu de lui être fournie sur les biens de la fabrique, elle est prise dorénavant sur les revenus de la donation. Ce n'est pas de là que peut venir la difficulté, vu que, comme nous l'avons dit ci-dessus, la cour de Rome autorise semblable indemnité pour surcroît de travail ou de fatigue.

La difficulté gît dans l'application que dorénavant le curé devra faire de sa seconde messe en faveur du donateur. Il ne sera plus vrai de dire qu'il ne reçoit aucun honoraire pour sa seconde messe, vu que l'indemnité à lui payée constituera à proprement parler un honoraire. Ce serait arriver, par une voie détournée, à un résultat réprouvé par le Saint-Siége, contrairement à la règle du droit : *Cum quid una via prohibetur alicui, ad id alia non debet admitti* [1].

La cause fut traitée devant la S. Congrégation du Concile *per summaria precum*, et la réponse, en date du 1er avril 1876, fut que le prêtre ne peut appliquer sa seconde messe pour le donateur. Nous donnons le rapport du Secrétaire avec la décision de la S. Congrégation.

(1) *Reg.* 84 *juris in* 6.

RUTHENEN.

Circa eleemosynam secundæ missæ. *Die* 1 *aprilis* 1876. Episcopus Ruthenensis supplici libello sacratissimum principem adiit exquirens, « utrum sacerdos qui diebus dominicis et festivis secundam missam pro populi necessitate celebrat, nullam accipiens eleemosynam, ac proinde nullum aliquatenus ex applicata altera missa percipiens speciale emolumentum, possit hujus missæ fructum applicare personæ quæ ad illam celebrandam fabricæ dedit certam pecuniæ summam cum hac conditione apposita ? Animadvertendum quod nisi benefactor summam supradictam elargitus fuerit, onus incumbit ipsi fabricæ ex propriis expensis eamdem pecuniam, veluti laboris ac molestiæ compensationem, solvendi sacerdoti, qui propterea non minus percipit in posteriori casu quam in priori. Nam in priori commodum proficit soli fabricæ, non autem sacerdoti, qui tamen missam veluti pro quadam pia fundatione celebrat. »

His acceptis precibus, rescriptum fuit : « Eidem Episcopo, qui magis præcise referat quanam sub lege a pia persona certa summa fabricæ tradatur, et quomodo sacerdos iterans missam non minus perciperet missam applicando pro memorata pia persona, quam si missam pro eadem non applicaret. »

His autem Episcopus ita respondit : « 1° Pia persona supradictæ fabricæ certam summam elargita est, ea sub lege, quod sibi ipsi secundæ missæ fructus applicetur. 2° Quod autem sacerdos iterans missam non minus perciperet missam applicando pro memorata pia persona, quam si missam pro eadem non applicaret, manifestum est ex vigente in regionibus nostris consuetudine, vi cujus fabrica summam 150 vel 200 francorum tradit cuilibet sacerdoti onus binæ celebrationis diebus festivis assumenti, pro parœciarum necessitate, ad celebrantis arbitrium remanente facultate applicandi pro sua intentione fructum secundæ missæ. In præsenti autem casu pecuniæ summa a dicta pia persona tradita in id inservit, ut fabrica consuetam pecuniam sacerdoti tribuere possit, quin ipsa ex propriis bonis has expensas facere adstringatur. Nihil

ergo magis percipitur a sacerdote, quam in aliis binæ celebrationis casibus; hac sola ratione casus propositus a ceteris discrepat, quod in istis sacerdos fructum secundæ missæ libere applicare valeat, in præsenti autem fructum missæ debeat applicare pro persona, quæ fabricæ tribuit pecuniæ summam, ex qua ipse sustentatur pro onere sibi diebus festivis imposito; in neutro autem casu stipendium pro celebrata missa a sacerdote percipitur. »

Hoc habito responso ab Episcopo, rescriptum editum fuit : *Per summaria precum*, et cum causa hodiernis in Comitiis disceptanda proponatur, de more aliquid animadvertere oportet.

Certum in jure est parocho, aut alii sacerdoti missam iteranti omnino vetitum esse, quominus eleemosynam seu stipendium accipiant pro secundæ missæ celebratione et applicatione. Patet id ex Constitutione Benedicti XIV *Cum semper oblatas* et ex constanti disciplina hujus Sacræ Congregationis. Sane plures super hac re extant decisiones, sed inter eas eminet 1. Vintimilien, 19 decembris 1835, in qua cum ageretur de concedenda facultate binandi parocho, qui uni præerat parœciæ, ad dubium : « An sit consulendum SSmo pro concessione petiti indulti in casu, » responsum fuit : *Affirmative ad decennium, ita tamen, ut parochus non recipiat eleemosynam pro secunda missa.* 2. Eminet Cameracen. *Missæ pro populo*, 25 septembris 1858, in qua prohibitio recipiendi eleemosynam pro applicatione secundæ missæ sæpius inculcatur. Immo hujusmodi prohibitio adeo urget, ut excludatur quicumque prætextus recipiendi eleemosynam pro secunda missa, ceu patet ex responso, quod Cardinalis Præfectus Concilii dederat Cardinali Episcopo Cameracensi, quod ita se habet : « Ipsorum vero Ordinariorum conscientia oneratur stricte, ne permissio concedatur generaliter, quasi privilegium alicui sacerdoti, sed ob peculiares casus, et necessitatis causa ab ipso examinata, qui præterea moneat parochos, quibus facultatem iterum eadem die secundam missam celebrandi concesserit, ne eleemosynam vel stipendium quovis prætextu pro ea percipiant juxta decreta alias edita a S. Congregatione Concilii, sed eam pro populo sibi commisso gratis applicent. »

His præstitutis, videtur concedi non posse facultas applicandi

secundam missam pro pio illo benefactore, qui pecuniæ summam in fabricam ecclesiæ erogavit ea sub lege, ut ipsi applicaretur fructus sacrificii secundæ missæ, quandoquidem si non directe, saltem indirecte eleemosynam sacerdos acciperet, pro applicatione secundæ missæ. Sane eatenus is illam summam perciperet, quatenus missam applicaret juxta intentionem benefactoris, qui hac sub lege illam pecuniæ summam elargitus fuit. Atqui ex dictis prohibitum est secundam missam ita applicare, ut pro ea eleemosyna accipiatur; hinc videretur in hoc casu permitti non posse, ut missa applicetur pro benefactore.

Præterea parochus, vel quicumque alius sacerdos curam animarum habens, neque eleemosynam peculiarem percipere potest a pio aliquo sodalitio vel præfecto fabricæ ecclesiæ pro missa diebus dominicis vel festis de præcepto celebranda vel canenda, idque licet aliquando sine onere specialis applicationis, quandoque autem cum onere peculiaris applicationis pro determinata obligatione fieret, ceu patet ex causa Brixien, 3 martii 1855, *per summaria precum*, ubi cum Episcopus Sacram Congregationem rogasset, utrum hæc praxis ab immemorabili consuetudine firmata tolerari posset saltem pro diebus festis, quibus offertur eleemosyna absque obligatione determinatæ applicationis, Sacra Congregatio censuit rescribendum : « Consuetudinem juxta exposita esse reprobandam, et servandam esse Constitutionem Benedicti IVX *Cum semper oblatas.* »

Porro si in allata causa Sacra Congregatio rejecit consuetudinem retribuendi parocho aliquam peculiarem eleemosynam, quamquam aliquando nulla esset obligatio determinatæ applicationis, a fortiori in nostro casu videretur rejicienda postulatio applicandi missam iteratam pro benefactore, cum nedum hic adest obligatio determinatæ applicationis pro benefactore, sed imo summa a celebrante percipitur ob applicationem missæ, eo quod benefactor posuerit applicationem dictæ missæ, tamquam conditionem pro summa, quam reliquit fabricæ ecclesiæ.

Verum ex altera parte, non desunt rationes, ob quas hujusmodi eleemosyna permitti possit, eo quod non ratione celebrationis, aut applicationis secundæ missæ rependi videatur, sed

titulo remunerationis pro speciali labore atque industria. Ad rem sane potest in medium proferri declaratio S. Congregationis Rituum in Monasterien, 11 junii 1845, quæ etiam relata fuit in Cameracen. Episcopus ibi duo quæsita S. Congregationi Rituum proponebat, quorum primo prætermisso, qui ad rem non attinet, alterum ita se habebat : « Sæpius in hac diœcesi contingit propter latitudinem parochiarum, quod in iis sacella inveniantur, ubi dominicis et festivis diebus, sive ex fundatione, sive ex contractu parochi et parochianorum, missa celebrari debeat pro incolarum ab ecclesia parochiali remotorum in primis seniorum et infirmorum necessitate vel commoditate. Viget consuetudo, quod si per fundationem vel contractum de applicando sacro ad certam intentionem nihil statutum sit, in ejusmodi casibus celebrans pro aliquo stipendio applicet vel ad propriam intentionem. Quæritur num hæc consuetudo, de cujus legalitate dubitatur, pro futuro tempore permittenda, et num pro præterito aliquid exinde restituendum sit ab iis, qui bona fide ea usi sunt ? » S. Congr. Rituum huic secundo quæsito respondit : *Posse permitti.*

Nec secus S. Concilii Congregatio in Treviren. *Eleemosynæ missarum,* relata inter *Summaria precum* die 23 martii 1861. Proposito enim secundo dubio :

« Utrum parochi, qui pro necessitate circumstantiarum diebus dominicis et festis, sive in ecclesia parochiali, sive filiali dissita, bis celebrant, tradita simul doctrina christiana pro peculiari labore et industria certum salarium annuum a parochianis oblatum percipere valeant ? » S. Congregatio respondit : *Posse permitti prudenti arbitrio Episcopi aliquam remunerationem intuitu laboris et incommodi, exclusa qualibet eleemosyna pro applicatione missæ.*

Sacra igitur Congregatio Rituum et Concilii concessit facultatem percipiendi eleemosynam pro secunda missa ratione laboris et incommodi ; hinc nulla præcisa ratio suppetere videtur, qua id permitti nequeat in nostro casu. Nam sacerdos applicans pro benefactore non percipit nisi eamdem summam et compensationem, quam habebat a fabrica ecclesiæ, ut ex dictis patet ; sed fabrica ecclesiæ illam pecuniæ summam sacerdoti iteranti dabat ratione

laboris et incommodi, quia Episcopus retulit, fabricam ecclesiæ ex vigente consuetudine summam 150 vel 200 francorum tradere cuilibet sacerdoti ob onus binæ celebrationis, quod diebus festivis sibi assumit, et veluti in compensationem laboris et molestiæ. Ergo sacerdos applicans pro benefactore summam perciperet ratione laboris et incommodi. Nec dicat aliquis fuisse in benefactoris intentione dandi illam summam pro applicatione missæ. Nam is illam summam relinquendo, nihil aliud egit, quam sibi assumere onus fabricæ ecclesiæ, et pro hoc beneficio velle bonum spirituale ex fructu sacrificii secundæ missæ. Ratio autem ob quam constanter hæc Sacra Congregatio vetuit, ne pro secunda missa eleemosyna perciperetur, hæc esse videtur, nimirum ne mercimonium haberetur ex missæ iteratione. Quod mercimonium nullo modo locum habere potest in nostro casu, quia sacerdos applicans pro benefactore eamdem compensationem habet, quam haberet si pro eodem non applicaret.

Attenta igitur specialitate casus, et cum eleemosyna haud accipi videatur pro applicatione secundæ missæ, videretur permitti posse, ut missa pro benefactore applicetur.

Verumtamen res sapientiæ ac religioni EE. PP. dijudicanda subjicitur.

Quare, etc.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *Non licere.*

Die 1 aprilis 1876.

II.

LES ENFANTS PEUVENT ÊTRE ADMIS AU SÉMINAIRE, DÈS QU'ILS SONT ENTRÉS DANS LEUR DOUZIÈME ANNÉE.

Le Concile de Trente, en décrétant l'établissement des séminaires, a exigé, dans ceux qui y seraient admis, les qualités suivantes : « In hoc vero collegio recipiantur, qui ad minimum duodecim annos, et ex legitimo matrimonio nati sint; ac legere et scribere competenter noverint; et quorum indoles et voluntas spem afferat, eos ecclesiasticis ministeriis

perpetuo inservituros. Pauperum autem filios præcipue eligi vult; nec tamen ditiorum excludit, modo suo sumptu alantur, et studium præ se ferant Deo et Ecclesiæ inserviendi [1]. »

On a soulevé un doute touchant l'âge où les enfants peuvent être admis : les douze ans doivent-ils être accomplis; ou suffit-il qu'ils soient commencés?

D'après les principes communément admis par les auteurs [2], en ce qui concerne les années requises par les lois ecclésiastiques, on doit répondre à ce doute que l'accomplissement de la douzième année n'est pas nécessaire; et c'est ce que la S. Congrégation du Concile a décidé le 10 juin dernier.

Elle a en même temps décidé un autre point sur lequel elle n'était pas interrogée ; à savoir que les élèves, qui ne sont pas admis gratuitement au séminaire, ne sont point compris sous cette disposition du Concile de Trente. C'est la remarque que Mgr Lucidi avait faite dans son remarquable ouvrage : *De Visitatione Sacrorum Liminum*. « Moneri tamen debet ea, *y lit-on*, quæ modo dicta sunt, coercenda esse ad seminaria clericorum gratis alendorum, quæ pro necessitate ecclesiarum juxta mentem Patrum Tridentinorum erigi debent [3]. »

Voici la demande présentée à la S. Congrégation par l'Archevêque de *, et la réponse qu'elle reçut. La cause fut, comme la précédente, traitée *per summaria precum*.

Reverendissimus Archiepiscopus Archidiœceseos U. hæc exposuit S. Congregationi : « Consuevi accipere in Seminario Archiepiscopali hujus Archidiœcesis pueros alendos ac religiose educandos, et ecclesiasticis disciplinis instituendos statim ac annum ætatis duodecimum inceperint; ratus intelligi posse illa

(1) Sess. XXIII, cap. 18, *De Reformatione*.
(2) Cf. Ferraris, *Bibliotheca canonica*, V. *Annus*, n. 2 seq.
(3) Tom. II, pag. 337.

verba S. Concilii Tridentini : *recipiantur, qui ad minimum duodecim annos... nati sint* (Sess. XXIII, Cap. 18, *De reform.*), juxta commune effatum : *Annus inceptus habetur pro completo*, et juxta praxim Ecclesiæ quoad annos pro ad sacros Ordines promovendis statutos (Cap. 12 ejusdem Sess.).

« Nonnulli hanc interpretationem et meam praxim rejiciunt, contendentes Tridentini verba esse intelligenda pro annis solidis et completis, ita ut nonnisi qui duodecimum annum expleverint recipi possint : et instant urgentes, ut quos inchoato anno duodecimo jam recepi, dimittere debeam.

« Ut vero opinionibus finis imponatur, supplex accedo ad istam S. Congregationem, cujus est authenticas interpretationes in textum Concilii Tridentini pronuntiare, humiliter sequens dubium proponens, cujus resolutio ex peculiaribus loci circumstantiis apprime urget.

« An verba Concilii Tridentini, quibus statuitur ætas puerorum in Seminario recipiendorum, quæ sunt : *recipiantur qui ad minimum duodecim annos... nati sint*, intelligi possint pro anno duodecimo incepto, vel tantum pro anno duodecimo completo ? »

Resolutio. S. Congregatio Concilii, die 10 junii 1876, causa cognita, respondere censuit :

Qui aluntur expensis Seminarii posse recipi inchoato anno duodecimo ; reliquos vero non comprehendi in lege Tridentina.

DÉCISION DE LA S. PÉNITENCERIE.

LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ CATHOLIQUE ITALIENNE POUR LA REVENDICATION DES DROITS APPARTENANTS AU PEUPLE CHRÉTIEN ET SPÉCIALEMENT AU PEUPLE ROMAIN ENCOURENT UNE EXCOMMUNICATION MAJEURE SPÉCIALEMENT RÉSERVÉE AU SOUVERAIN PONTIFE, DE MÊME QUE LES PROPAGATEURS DE CETTE SOCIÉTÉ, SES ADHÉRENTS, ET CEUX QUI LA FAVORISENT DE QUELQUE MANIÈRE QUE CE SOIT.

Dans le courant du mois d'avril dernier, une société s'est constituée en Italie dans le but avoué de ramener l'Eglise à son état primitif : *riconducendo la Chiesa alla sua prima istituzione.* « Trop longtemps la Papauté resta comme elle s'était organisée elle-même, forte de ses pernicieuses institutions, de ses lois immorales, de ses envahissantes prétentions à tyranniser la Chrétienté jusqu'aujourd'hui, favorisée dans ses usurpations par les puissants de toute nation, par les peuples qu'un stupide fétichisme a fanatisés ; et jamais elle n'a cessé, du haut du roc vatican, de maudire la civilisation, le progrès, la science, la liberté [1]. »

Quel est le moyen que propose l'association pour ramener l'Eglise à son premier état ? De rendre au peuple romain « la libre élection de son Evêque (le premier entre les pas-

(1) « Pur troppo il Papato rimase come da se stesso erasi organizzato, forte delle sue perniciose istituzioni, delle sue leggi immorali, delle sue invadenti pretensioni a tiranneggiare la Christianità fino al giorno d'oggi, favorito nelle sue usurpazioni dai prepotenti di ogni nazione, dalle plebi fanatizzate col più stupido feticismo, nè cessò mai di maledire della rocca vaticana alla civiltà, al progresso, alla scienza, alla libertà.» *Programma.*

teurs de la Chrétienté) au moyen du suffrage populaire, qui coupe, détruit, annihile la mauvaise plante de cette théocratie orgueilleuse et effrénée, que, dans des temps barbares, on nomma la Papauté [1]. »

Toutefois l'association reconnaît encore le Pape actuel comme Evêque de Rome et Primat de la Chrétienté; mais quand elle aura pris un accroissement suffisant, elle se tiendra sur ses gardes vis-à-vis des électeurs actuels, et à la première vacance du Siége Pontifical, elle entendra exercer son droit d'élection.

Tous les membres de l'association doivent souscrire le présent programme de leur propre main en présence de deux témoins [2], et prennent l'engagement de recruter des adhérents aux idées du programme et des affiliés à la société [3].

Comme on le voit, l'association repose sur des principes hérétiques et tend directement au schisme.

1° *Elle repose sur des principes hérétiques.* En effet, elle doit nier le pouvoir législatif des Chefs de l'Eglise, qui ont réglé le mode d'élection des Souverains Pontifes. Si elle ne le rejette pas, sur quoi reposerait le droit qu'elle réclame en faveur du peuple romain? Et de fait, le programme de l'asso-

(1) « Noi siamo convinti che, come la Divina Providenza affidò alla Roma pagana il compito glorioso di stabilire e di fondare le basi essenziali del diritto nazionale, così abbia affidato alla Roma Cristiana la missione anche più eccellente d'un tal quale Primato d'influenza morale, mediante la libera elezione del suo Vescovo (primo tra i pastori della Cristianità) fatta col suffragio popolare, che tronca, distrugge, annichilisce la mala pianta di quella sfrenata orgogliosa teocrazia che in barbari tempi ebbe nome di Papato. » *Ibid.*

(2) « Chi aderisce al programma dovrà di suo pugno sottoscrivere la scheda di associazione alla presenza di due testimoni che egualmente la firmeranno. » *Art.* 1.

(3) « Ogni socio assume l'obbligo di adoperarsi per le adesioni alle idee del programma e per le inscrizioni alla società. » *Art.* 3.

ciation ne dénie-t-il pas assez évidemment ce pouvoir aux chefs de l'Eglise dans le passage suivant : « Que la paix et la concorde règnent entre nous; et alors, unis et forts de nos droits, nous pourrons marcher au combat, et renverser ce dernier boulevard de la tyrannie papale, qui ne peut déjà plus autre chose que se rendre atrocement ridicule dans la torture des consciences. La victoire ne peut nous faire défaut. Bien que la Papauté, telle qu'elle s'est constituée elle-même, ne laisse aucun espoir probable de réforme à cause des terribles jurements qui l'attachent au désordre, néanmoins, comme l'Eglise, même d'après les données les plus rigoureuses du droit, n'est ni le Pape seul, ni l'Episcopat seul, ni le Clergé seul, mais l'union de tous les fidèles, ainsi ceux-ci ont le droit, bien plus ils en ont le devoir, de demander et d'exiger la cessation du fléau qui les afflige, et de proposer les moyens propres à rendre à l'œuvre du Christ l'éclat de son ancienne pureté et de sa simplicité primitive [1]. » Cette doctrine a beaucoup d'affinité avec celle que l'Eglise a proscrite dans la quarantième proposition de Wiclef, qui était ainsi concue : *Electio Papæ a Cardinalibus, a diabolo est introducta* [2].

(1) « Sia dunque pace e concordia fra noi, e allora, uniti e forti dei nostri diritti, potremo scendere in campo a combattere e dicrollare quest' ultimo balvardo della tirannide papale, cui oggimai null' altro più rimane che sbizzarirsi atrocemente nello strazio delle coscienze. La vittoria non può fallire perchè,sebbene il Papato come si fu costituito da sè escluda ogni speranza probabile di riforma pei tremendi giuramenti che lo legano al disordine; tuttavia, siccome la Chiesa anche giusta le più rigide forme canoniche non è nè il Papato solo, nè l'Episcopato solo, nè il Clero solo, ma l'unione di tutti i fedeli, così questi hanno il diritto, e aggiungasi pure il dovere, di chiedere e di esigere la cessazione del gran male che li contrista, et di proporre i mezzi adatti a far risplendere di nuovo l'opera di Cristo nella sua antica purezza e nativa semplicità.» *Programma.*

(2) Constit. *Inter cunctas* de Martin V. Cf. Labbe, *Concilia*, tom. XII, col. 265.

2° *Cette association tend directement au schisme.* Ce but est patent : les affiliés refuseront de reconnaître comme Pape légitime celui qui aura été élu selon les lois de l'Eglise, et conséquemment qui ne sera pas issu du suffrage populaire [1].

Ce peu de mots suffisent pour faire comprendre la justice de la condamnation qui frappe cette association et ses adhérents. Nous n'ajouterons qu'un mot sur la qualité de la peine portée contre elle.

La Constitution *Apostolicæ Sedis* de Sa Sainteté Pie IX a établi douze excommunications dont l'absolution est réservée d'une manière spéciale au Saint-Siége. La Bulle *Romanus Pontifex*, du 5 des kalendes de septembre 1873, en a décrété une treizième [2]. On pouvait regarder les membres de l'Association, dont nous nous occupons, comme frappés de la même peine, en vertu du n. 1 de la Constitution *Apostolicæ Sedis*, vu que leurs principes ne sont que la conséquence des doctrines hérétiques. En tout cas, quand même cette conclusion eût été douteuse, elle ne l'est plus aujourd'hui : l'Association, ses propagateurs et adhérents sont sous le coup de la même excommunication, que l'on peut dire la quatorzième spécialement réservée au Souverain Pontife.

Voici la décision qui met ce point hors de toute contestation :

Eminentissime et Reverendissime Domine,

Nonnulli sacerdotes confessarii in Alma Urbe humiliter exponunt, hoc tempore per eam circumferri quoddam folium conti-

(1) Parmi les demandes que Martin V prescrit de faire à ceux qui étaient suspects de Hussisme ou de Wicleffisme, on lit la suivante : « Item utrum credat, quod Papa canonice electus, qui pro tempore fuerit, ejus nomine proprio expresso, sit successor Beati Petri, habens supremam auctoritatem in Ecclesia Dei ? » *Cit. Constit.* Ibid., col. 270.

(2) Nous en avons publié le texte dans notre tom. VI, p. 20 et suiv.

nens programma typis impressum cum adnexis schedis associationis, quo fideles sollicitantur ad adhærendum cuidam Societati in eum finem institutæ vel instituendæ, ut quandocumque Apostolica Sedes vacaverit, populus romanus concurrat in Summi Pontificis electione. Societati nomen inditum est : *Società cattolica italiana per la rivendicazione dei diritti spettanti al popolo cristiano ed in ispecie al popolo romano.* Qui autem huic Societati dant nomen declarare expresse debent, prout ex schedarum forma, se assentire doctrinis in programmate enunciatis, et obligationem coram duobus testibus contrahunt, se operam daturos, ut tales doctrinæ propagentur, et Societas ipsa dilatetur. Itaque accedentibus (Dei opitulante gratia) ad sacramentalem confessionem iis, qui hujus pravæ Societatis promotores extiterunt, vel qui subscripserunt, cæterisque adhærentibus et fautoribus, præfati confessarii, ut eos rite absolvere valeant, programmatis et schedarum exemplum S. Pœnitentiariæ expendendum remittunt, et sequentium dubiorum solutionem expostulant.

1. An omnes et singuli prædictæ Societati nomen dantes, vel eam promoventes, aut ei quomodocumque faventes, vel adhærentes, excommunicationis majoris pœnam ipso facto incurrant ?

2. Et quatenus *affirmative*, an hujusmodi excommunicatio sit Romano Pontifici reservata ?

Sacra Pœnitentiaria, attentis omnibus expositis, et inspecta natura ac fine hujusmodi Societatis, facta præmissorum relatione Sanctissimo Domino Nostro Pio Papæ IX, et eodem Sanctissimo Domino approbante, ad proposita dubia respondet ut sequitur :

Ad primum. Affirmative.

Ad secundum. Incurri excommunicationem latæ sententiæ speciali modo Romano Pontifici reservatam.

Datum Romæ in S. Pœnitentiaria die 4 augusti 1876.

R. CARD. MONACO pro P. M.

Hip. can. Palombo S. P. Secret.

ORDONNANCES DU DIOCÈSE DE GAND.

3e ARTICLE [1].

La quatrième ordonnance, relative au ciboire, que nous avons commentée dans notre article précédent, comprend également les règles qui concernent le calice. « *Calix* quoque sit argenteus, nec alius deinde toleratur in diœcesi; sit ejus cuppa saltem optime deaurata. Quotidie bene seponatur calix in arca sacristiæ, lavetur primo sabbato mensis, et tempestive denuo deauretur, et post deaurationem consecrandus Episcopo offeratur. »

Il nous paraît inutile d'élucider tous les doutes qui ont été soulevés touchant la matière, la forme et la consécration du calice. La plupart des théologiens les ont examinés tout spécialement, et notamment saint Alphonse, dans sa théologie morale [2]. Bornons-nous à dire un mot des autres prescriptions. « Tous les jours, *porte l'Ordonnance*, on renfermera à part le calice dans l'armoire de la sacristie.» Pourvu, ajouterons-nous, que l'on se trouve dans un lieu habité, où il n'y ait rien à craindre des voleurs. « Le calice sera lavé tous les premiers samedis du mois. » Cette mesure de propreté, excellente, nécessaire, ne suffit cependant pas pour tenir le calice toujours brillant et joli. Voici ce que nous trouvons dans un opuscule rempli d'indications précieuses [3].

« Les vases sacrés, principalement le calice et l'ostensoir, doivent avoir un fourreau ou un étui. Avant de les renfermer,

(1) V. ci-dessus, p. 255 et 373.
(2) Lib. VI, num. 370 et ss. 380 et ss.
(3) *La religieuse sacristine*, p. 21.

il serait bon de les essuyer avec une peau pour enlever la moiteur et la poussière, et les maintenir toujours brillants. Il est bon aussi de se servir d'un gros pinceau en putois, pour ôter la poussière qui entre dans les ornements des ostensoirs, etc.

« Lorsqu'un calice, ou tout autre objet d'or ou d'argent devient terne, on peut, à l'aide d'un linge fin et légèrement mouillé, faire disparaître cette première souillure, puis faire usage de la peau. Pour enlever l'enduit produit par le mélange de la poussière et de l'humidité qui s'insinue dans les ciselures, il faut couvrir toute la surface du vase d'une pâte molle de savon, le laisser sécher en cet état, puis le laver dans de l'eau de lessive chaude, le rincer dans plusieurs eaux, l'essuyer quand il est parfaitement sec et le frotter avec la peau. On peut nettoyer de la même manière tous les objets de métal doré ou argenté, tels que chandeliers, croix, lampes, encensoirs, navettes, etc. L'usage du blanc d'Espagne et d'autres poudres semblables employées trop fréquemment, a le grave inconvénient de laisser des traces au détriment des dorures et des dessins. »

Quant au ciboire, il doit être lavé plus fréquemment que le calice. « Sæpius, *dit l'Ordonnance citée*, dum renovantur sacræ species, lavetur aqua tepida, ut fulgeat. » Cette recommandation est très-rationnelle : car il n'est pas possible d'essuyer le ciboire tous les jours, comme on essuie le calice ; le ciboire reste sous enveloppe dans le tabernacle, et naturellement il se ternit et perd son éclat en beaucoup moins de temps. Si donc on veut le garder net et brillant, il sera nécessaire de le laver fréquemment. L'époque de la rénovation des Saintes-Espèces est indiquée avec toute raison.

« Qu'on n'attende pas trop tard pour faire redorer le calice,» porte encore l'Ordonnance; car, ajoute de son côté la Religieuse

sacristine [1], « il n'est permis de se servir d'un calice ou d'une patène dont la dorure serait notablement ou entièrement effacée que dans le cas de nécessité. Il en est de même des autres vases sacrés. »

Est-il vrai que l'on ne puisse employer que dans le cas de nécessité un calice dont la dorure serait usée ? Est-ce la même résolution quand l'usure de la pellicule d'or est complète ou lorsqu'elle ne l'est pas ?

Le sentiment commun des théologiens est qu'un calice, dont la dorure a été enlevée peu à peu par l'usage, reste consacré, n'y eût-il plus de trace de dorure.

« Casu autem, *dit saint Alphonse* [2], quo per longum usum inauratio deperdatur, puto probabilius dicendum non requiri novam consecrationem ad celebrandum cum hujusmodi calice. Quia tunc viget ratio, quod calix semel consecratus, totus deinde per modum unius consecratus remanet.» Bosco dit également [3] : « Inauratio quæ deperditur per longum usum est talis pars calicis, sine qua calix sufficit ad usum ministerii, et ideo semper remanet idem. Sicuti enim si esset ex puro auro vel argento, et per continuum usum prima superficies esset deperdita, nemo propterea diceret talem calicem amisisse suam consecrationem; quia non una tantum superficies consecratur, sed totus calix, quantus est secundum omnes superficies per se sufficientes ad ministerium. »

Fagundez écrivait un peu différemment, du moins pour la forme [4]. « Calices inaurati, licet paulatim propter usum deaurationem amittant, non perdunt tamen consecrationem. Cum enim aurum tam subtiliter tenuiterque deducatur apponaturque, non videtur ipsa consecratio ita adhærere tenuis-

(1) *Loc. cit.*, p. 11. (2) *Theol. moral.*, lib. VI, n. 570 fine.
(3) *Theolog. sacram.* disp. V, n. 480.
(4) *De septem Eccles. præceptis*, lib. III, cap. 21, n. 24.

simæ auri superficiei, quin etiam materiæ ipsorum calicum adhæreat. » Le docte Sylvius admet le même sentiment, avec une restriction qui est plus hypothétique que réelle [1] :

« Si calix post consecrationem deauretur indiget nova consecratione, et similiter si cum esset deauratus, totum aurum simul et semel decidat, non autem si paulatim deteratur, quia non sic deteritur quin adhæreant aliquæ auri particulæ. »

Cette distinction de la couche d'or qui tombe d'un coup et toute à la fois se retrouve déjà dans de plus vieux auteurs, et notamment dans Azorius, dont nous citerons le texte entier pour le motif que nous dirons tout à l'heure. Cet auteur se demande donc [2] : « An calix formam consecrationis retineat, cum aurum quo est inauratus amittit? Exemplum appono. Sit calix argenteus et inauratus, et aurum decidat, an eo ipso consecratione spolietur? Angel. Sylvest. Tabien. et Armilla, in verbo *Calix* respondent : Vel calix aurum paulatim amittit... vel aurum ex toto simul decidit, et tunc calix sua consecratione privatur, eo quod antequam pars auri accederet, totum aurum evanuit. »

Nous avons remplacé par des points l'extrait des vieux sommistes, afin de le donner aussi textuellement, car il a également son importance. Ils s'expriment tous dans les mêmes termes et se réclament tous de Paludanus, invoquant tous aussi l'usage général : « *Calix* 3. Calix argenteus consecratus, si deauretur, est iterum consecrandus ; quia consecratio fit in superficie, secundum Petrum de Paludan. Secus videtur si deauratio propter usum cadat, quia consecratio non ita videtur esse in auro, quin etiam sit in argento. Nec est simile de decrustatione parietum ecclesiæ, quæ indiget con-

(1) *Comment. in* 3 *part.*, quæst. 83, art. 3, quær. VI, post disquisitionem articuli, quæres 3.

(2) *Institut. moral.*, tom. I, lib. X, cap. 28.

secratione propter decrustationem secundum glossam in cap *Ecclesiis*... Et ita servat consuetudo legis interpres. »

Voilà ce que disent les théologiens. Nous en avons vainement cherché en sens contraire dans Suarez, Gobath, Castropolao, Tamburinus, Diana, Reiffenstuel, il nous a été impossible d'en rencontrer un seul [1]. Aussi le P. Hurtado, théologien modéré et extraordinairement judicieux [2], appelle-t-il ce sentiment commun, et Mazzotta [3] déclare-t-il franchement que l'usage de tels calices est licite :« Licitum est celebrare in calice et patena argenteis ex diuturno usu jam deauratis, seu in quibus aurum est jam corrosum; nec enim in tali casu consecrationem amittunt, quam unice amittunt, quando non sunt amplius apta ad usum cui sunt destinata. »

A s'en tenir donc à l'enseignement des théologiens, on pourrait continuer, même hors le cas de nécessité, à se servir d'un calice dont la dorure serait entièrement effacée par l'usage, et il ne faudrait en avoir aucun scrupule, puisque ce sentiment est reconnu plus probable par saint Alphonse, et qu'il est réellement commun dans l'école.

Il nous est toutefois impossible d'admettre une telle pratique ; car supposant même avec le torrent des docteurs que le calice conserve sa consécration, il ne pourrait plus servir à l'autel, étant dépouillé de sa dorure. La rubrique exige en effet deux conditions distinctes : savoir que le calice soit doré, et qu'il soit consacré. De même que le calice doré non consacré ne peut servir pour le saint sacrifice, de même le calice consacré non doré est impropre au sacrifice. Les théologiens n'ont

(1) Nous avons entendu citer en sens contraire Tamburinius, *De jure abbatum*, tom. 1, disp. 23, quæsit. 3 ; mais cela n'est pas exact, car il se borne à faire siennes les paroles d'Azorius, et adopte sa distinction.

(2) *De Sacramentis*, disp. IV, diff. 10.

(3) *Theolog. mor.*, tr. V, disp. 4, q. 2, cap. 5, § 1.

pas fait cette distinction, et voilà pourquoi leur sentiment, quant à la permanence de la consécration, fût-il vrai, ce que nous ne voulons pas contester, la conclusion qu'on en tire n'est pas admissible.

Nous pensons donc que lorsque la dorure a entièrement disparu, il n'est pas permis, hors le cas de nécessité, de se servir d'un tel calice. Il lui manque la condition exigée par la rubrique. Mais si la dorure n'est usée qu'en partie, le calice servira légitimement,

On objectera contre cette seconde résolution que le calice n'étant plus qu'imparfaitement doré, ne pourrait pas recevoir ainsi une nouvelle consécration, supposant qu'il eût perdu la première, et que partant il ne peut plus être considéré comme étant doré, aux termes de la rubrique.

Nous pourrions donner une foule d'exemples pour établir que la conséquence n'est pas légitime. Pour ne pas sortir du domaine de la théologie, rappelons le sentiment commun des scolastiques concernant les très-petites parcelles de la sainte Eucharistie. Ils nous disent donc que ces parcelles, si tenues et si peu appréciables qu'elles soient, continuent à demeurer consacrées et à contenir le corps de N. S. Jésus-Christ; et que néanmoins un prêtre essaierait vainement de prononcer les paroles sacramentelles sur des particules de pain aussi petites; elles ne seraient pas consacrées. C'est pourquoi ils enseignent tous aussi que le calice reste consacré, quand même il n'y aurait plus de trace de dorure, bien qu'au sentiment d'un grand nombre, un calice non doré ne soit pas matière valide de la consécration

L'objection n'a donc aucune force, d'autant plus qu'elle nous ramène encore à la confusion combattue tout à l'heure, entre la dorure et la consécration.

Il reste donc acquis qu'il est licite d'employer un calice

dont la dorure est en voie d'usure, mais cela devient illicite dès qu'on peut affirmer que le calice n'est plus doré.

Après cette question, les théologiens en examinent une autre qui a beaucoup d'affinité avec elle, savoir si un calice qui reçoit une nouvelle dorure à l'intérieur de la coupe, doit être consacré de nouveau.

Ici nous ne retrouvons plus la même unanimité, mais un partage complet. S. Alphonse, qui avait d'abord tenu le sentiment négatif, changea d'opinion [1], et se rangea à l'avis de ceux qui estiment que le calice, dont la coupe est redorée, doit être consacré de nouveau. Ce sentiment est vrai, et doit être mis en pratique, selon la réponse de la S. Congrégation des Rites à l'Evêque de Liége [2].

Leodien. Utrum calix et patena suam amittant consecrationem, per novam deaurationem, et sic indigeant nova consecratione ?

Resp. *Affirmative*, amittere nimirum, et indigere, juxta exposita. 14 junii 1845.

L'Ordonnance 5e concerne les fonts baptismaux. « Que les fonts, *dit-elle*, soient ordinairement de pierre, et qu'on les recouvre d'un couvercle de bois, sur lequel il est néanmoins permis d'ajouter des ornements en cuivre. Qu'il soit fermé toujours au moyen d'une serrure convenable, et que le baptistère lui-même soit fermé. Qu'il y ait auprès des fonts une piscine dans laquelle on jette l'eau qui a servi au baptême.

« Qu'il y ait un plat ou bassin pour recevoir l'eau au moment où elle coule de la tête de l'enfant. Cette eau sera répandue sur la tête au moyen d'un vase quelconque, ou d'une espèce de burette, selon les termes du Rituel romain. »

(1) *Theol. moral. loc. cit.*
(2) Cf. *S. C. R. Decreta*, v. *Calix*, n. 3.

Le Rituel romain, sans faire une obligation d'employer des fonts en pierre, requiert néanmoins une matière solide, non poreuse, qui conserve bien l'eau bénite. Or la pierre dure et le marbre sont les matières qui répondent le mieux à cette destination. Aussi la plupart des synodes diocésains et des Rituels particuliers font-ils une obligation de n'employer que cette matière [1]. Bornons-nous à citer ici le Rituel de Toulon [2], qui n'est qu'un commentaire du Rituel romain. « Les fonts baptismaux doivent être de matière solide, comme de pierre dure ou de marbre, d'une hauteur convenable, creusés en forme de cuve, et divisés, s'il est possible, en deux parties percées dans le milieu jusqu'au bas. Dans la plus grande partie, sera le vaisseau des eaux baptismales ; l'autre, qui doit être large de plus d'un pied servira de piscine pour recevoir l'eau qu'on verse sur la tête de ceux qu'on baptise. Si l'on ne peut avoir une cuve divisée en deux parties, il y aura, à côté des fonts, une piscine pour recevoir l'eau. Le conduit sera au milieu d'une pierre taillée en forme de bassin large de plus d'un pied, et élevée de terre au moins de trois pieds, en sorte qu'on puisse commodément pencher dessus la tête de ceux qu'on baptisera. Le vaisseau destiné pour contenir les eaux baptismales, doit être d'étain ou de plomb, avec un couvercle de même matière fermant bien juste, afin que l'eau ne s'écoule pas ; si ce vaisseau était en cuivre, il sera étamé par dedans, de crainte que la rouille ne fasse corrompre l'eau. »

Nous estimons que ce second vaisseau intérieur qui tapisse la partie des fonts destinée à conserver l'eau, est tout à fait inutile. Si la pierre est dure, elle gardera l'eau tout aussi sûrement que s'il y avait à l'intérieur un autre vaisseau métallique.

(1) Cf. *Revue théologique*, tom. 1, p. 556. Paris, 1856.
(2) Tome 1, page 60, édit. 1829.

Une telle précaution n'est pas exigée par saint Charles, qui décrit comme suit les fonts à deux compartiments [1] : « Lapis marmoreus solidus opere sculptili ejusmodi apparetur, qui forma ovata sit, ac longe cubitos duos et uncias octo pateat ; late cubitum unum et uncias duodecim (environ un mètre sur 0,64). In quo lapide vasa duo, eaque unciarum trium intervello (0,05) inter se disjuncta scalpro polite concaventur ; quæ et forma rotunda sint, et eadem altitudine amplitudineque item. Tum columella etiam ad formæ præscriptæ modum sub ovato lapide statuetur.

« E duobus his vasibus unum erit ad altare majus vergens, in quo aqua baptismalis asservabitur ; alterum in quo dum baptizatur, aqua eadem effundetur, idque spectans ad parietem altari majori oppositum. Ideoque in ejus fundo parvulus canalis fiat per quem ad foramen, quod a latere in una parte fodietur, aqua ducatur ; indeque per columellam intus vacuam penetrans, ad subterraneam parvulam cisternam defluat.

« Hoc item baptisterium operimento ciboriove ligneo contegatur, armariolo item ut supra exstructo, et conopæo item adhibito. »

Cette forme des fonts baptismaux n'est pas la seule décrite par S. Charles ; il n'y a peut-être pas de partie du mobilier ecclésiastique sur laquelle il s'étende avec plus de complaisance. Ainsi, comme il y a deux modes de conférer le baptême, par immersion et par effusion, et qu'à Milan il y a des églises qui suivent, les unes le rite ambrosien, les autres le rite romain, S. Charles a expliqué la forme des baptistères pour ces deux rites. Mais il ne s'est pas borné là, et il a décrit pour chaque rite trois formes de fonts ou de bassins où l'on garde l'eau baptismale. Et à chacune de ces formes correspond un

(1) *Actor. Eccles. Mediol.* Part. IV, *Instr. fabr Eccles.* lib. I. cap. 19.

genre de chapelle, de table, d'armoire et de pavillon. Mais pour les fonts du troisième genre, que nous venons de décrire après lui, et que le Rituel de Toulon présente comme ayant la forme normale et ordinaire, S. Charles veut qu'on ne puisse les construire ainsi qu'avec la permission de l'Evêque et dans le cas d'un grande indigence.

Remarquons encore que les deux premiers genres de fonts baptismaux diffèrent surtout en ce que pour le premier la chapelle est spacieuse et renferme un autel, tandis que pour le second, il n'y a pas d'autel. Au reste, dans l'un et l'autre, il y a un ciboire garni de son pavillon qui recouvre les fonts, et la chapelle, au lieu d'être de niveau avec le reste de l'église, a son pavement enfoncé, en sorte qu'on y descend par plusieurs degrés [1].

Voici donc la description donnée par S. Charles, des fonts baptismaux de la première et de la seconde espèce.

Situs Baptisterii in media capella esse debet ; isque cum late patens cubitos undecim [2], tum ita profundus, ut a capellæ pavimento descendatur tribus saltem gradibus ; hocque descensu et aliquantula profunditate, aliquam sepulcri similitudinem exhibeat.

In imo autem graduum descensu spatium vacuum sit, quod per diametrum ample pateat cubitos septem et uncias sexdecim.

In eo spatio medio vas Baptisterii, in quod aqua defluet, ponatur : cujus latitudo vacua per mediam rectam lineam sit cubitis tribus ; altitudo duobus.

Forma autem sit, vel rotunda, vel octangula, vel alia, quæ cum forma capellæ conveniat.

Conficiatur vero ex uno, si potest, lapide solido marmoreo, vel

(1) C'est ainsi que les baptistères étaient construits autrefois. Voir *Revue*, loc. cit., pag. 551.

(2) La coudée vaut 0,44, et l'once à peu près 0,02.

alterius generis ; aut e duabus pluribusve laminis marmoreis lapideisve, crassitudine unciarum octo.

Eæque laminæ solidæ, nec spongiosæ sint ; recte, atque apta commissura inter se compactæ, ac firmiter conglutinatæ : intrinsecus præterea opere levigato expolitæ ; extrinsecus decenter ornatus specie pie exsculptæ.

Hujus vasis fundus sternatur ac solidetur, si ex uno tantum lapide non constat, sectilibus crustis marmoreis siliceisve, apte, ut supra, inter se connexis, bitumineque bene firmatis.

Undique item divexus, ac paululum acclivior sit, exiguos aliquot canaliculos habens : quibus ad foramen medio situ sub basi columellæ suffossum aqua derivetur.

Sub fundo præterea hujus vasis cisterna parvula pro sacrario loco subterraneo effodiatur : in quam aqua ex infantis, qui baptizatur, capite dilapsa confluat.

In ejusdem fundi locive medio columella marmorea figatur erigaturve, supposita ejus scapo basi triangula, aut quadrangula, sexangulave, aut alia quæ videbitur forma : eaque polite, et ornato opere decenter elaborata.

In columellæ hujus summa parte, vas ipsum baptismale (in quo per totum annum baptismalis aqua servabitur) apte decenterque collocetur.

Quod vas forma rotunda, vel octangula sit, aliave ejusmodi, quæ respondeat formæ capellæ, vasisque inferioris : late autem pateat cubitos duos, profunde autem uncias circiter duodecim, aut paulo amplius, pro urbis locorumve amplitudine, proque ecclesiarum ratione.

Hoc vas altius collocatum illo inferiori esse poterit unciis circiter sexdecim ; altitudine scilicet ab inferioris summo labro, ad hujus, quod superius est, vasis labri summitatem perpendiculo ducta.

—

Vas rotundum, aut alia decenti forma quæ videbitur, e marmore aliove solido lapide, per diametrum late cubitis duobus et dimidio patens fiat, profundum unciis octo, aut decem ad summum ; et in fundo sensim concavum, cum suis, ut supra, canaliculis.

In base columnave collocabitur, a pavimento autem usque ad labrum vasis non altius cubitis duobus.

In ejus medio foramen digito circiter patens sit : quod per columellam basimque usque ad parvulam cisternam, effusæ aquæ baptismalis excipiendæ causa, suffossam penetret.

Præterea in ejusdem vasis medio, alterum etiam vas marmoreum itidem forma simili, at amplitudine minori ; ita ut per diametrum cubito uno et unciis octo cum ipsius vasis crassitudine late patens statuatur.

Idque vas sustentetur aliquo marmoreo lapideove fulcimento, quod in vase inferiori nitatur.

Hocque ipso in vase minori baptismalis aqua asservetur.

L'Ordonnance demande que la couverture du bassin des fonts soit *en bois*, garnie d'ornements de cuivre à volonté. Est-ce là une prescription véritable obligeant en conscience ; et doit-on, là où il s'en trouve, remplacer les couvercles de cuivre, de bronze, ou autres semblables, par des couvercles en bois ? Nous ne le pensons pas, et il nous semble que l'on ne doit voir ici qu'un simple conseil. Si Mgr de Gand préfère, pour la couverture du bassin, le bois à toute autre matière, c'est qu'il est plus facile d'y adapter une serrure, et comme le bassin doit être fermé à clef, il est tout naturel de donner la préférence à l'espèce de couverture qui répond le mieux à cette exigence de la rubrique.

D'après le Rituel de Langres [1], les fonts seront surmontés d'un dais. C'était également une des prescriptions des instructions de saint Charles Borromée [2]. Ce dais ou *ciborium* enveloppait et couvrait les fonts et il n'y avait pas d'autre couverture. On rencontre aujourd'hui dans beaucoup d'églises anciennes de hautes couvertures en cuivre, travaillées avec la

(1) Tom. I, num. 68.

(2) *De ciborio. Instr. cit.*

plus rare élégance, en forme de pyramide sphérique. Elles représentent assez bien le dais exigé par saint Charles, quoiqu'elles ne s'ouvrent pas de la même façon. Les nôtres se soulèvent, tandis que le dais de saint Charles avait des portes en battant qui s'ouvraient en dehors et laissaient voir en entier le bassin des fonts. Voici les descriptions données par saint Charles; elles sont très-curieuses.

De ciborio. Operimentum igitur, quod ciborium dicunt, et utriusque baptisterii usui accommodatum esse potest, e marmore lapideve solido in ecclesiis insignioribus fiat: et columellis pilastrisque angustioribus, ut in intercolumniis satis commodi spatii detur, altitudine duorum cubitorum suffultum, firma structura nitatur.

Quæ columellæ pilastratæve, ubi ritu Romano baptisterium est, vasis inferioris labro summo fixæ collocentur; ubi Ambrosiano, in vasis ipsius baptismalis labro consolidatæ hæreant.

In earum columellarum summitate, epistylii et zophori ornatus decens, coronixque de architecti consilio adhibeatur; tum totum opus operimenti contegatur tecto marmoreo, forma orbiculari, aut pyramidali: in cujus summa parte statua collocetur sancti Joannis Baptistæ Christum Dominum baptizantis.

Spatia autem illa inter pilastratas interjecta, valvulis æneis aliqua pia historia conflatis ita occludantur, ut, cum usu venerit, amoveri queant.

Ciborium vero et armarium utriusque commune, ejusmodi fiet.

Pyramidis forma illud exstruetur, ex tabulis sectilibus nuceis polite elaboratis, et, ubi potest, pictis etiam, atque decore inauratis.

Quæ tabulæ inter se apte commissæ et compactæ, omni coassatione cohæreant: earumque commissuræ parvulis tenuibusque assulis coronicibusve recte annexis ita contegi debent, ut nec pulvis, neque ullæ aliæ sordes in baptisterium penetrent.

Id ciborium labro vasis inferioris baptisterii, si Romani moris

est, si Ambrosiani, summitate labri ipsius vasis baptismalis nitatur atque suffulciatur.

A cujus ciborii parte superiori, armarium parvulum asservandis sacris oleis, aliisque rebus ad Baptismi ministrationem necessariis accommodatum, exstrui debet: quod a summo vase distet unciis circiter octo, intrinsecus autem tela serica coloris albi bene circumvestiatur.

De ciborii altera forma. Ciborii præterea forma altera esse potest: quæ e ligno etiam ut altera confecta, columellis et pilastratis ligneis suffulta, eodem modo fiat, quo supra demonstrata est forma ciborii marmorei.

Nous avons dit que les fonts devaient toujours être fermés. Telle est la prescription formelle de l'Ordonnance de Gand, du Rituel Romain, et de tous les status synodaux qu'il est inutile de rapporter ici. De même la chapelle des fonts doit être fermée à clef. Il importe en effet que l'eau du baptême consacrée solennellement par les prières de l'Eglise, et par l'immixtion de l'huile sainte et du chrême du salut, soit soustraite à l'ignorance, à la curiosité, à la malveillance. Il importe également que les autres objets qui se trouvent dans la chapelle soient à l'abri de la convoitise des malfaiteurs, et des autres mauvaises passions des hommes [1].

(1) « On doit pratiquer dans la chapelle des fonts une petite armoire, fermant à clef pour y conserver les saintes huiles, *dit le Rituel de Langres* (num. 69). Dans cette armoire seront avec les vaisseaux des saintes huiles, sur différentes tablettes, toutes les choses qui servent au baptême. » Nous avons indiqué ci-dessus, avec saint Charles, un lieu convenable pour cette armoire, quand elle est petite; voici d'après ce Saint, le lieu et la manière d'en construire une de plus grande dimension. « Armarium in quo sacri chrismatis et olei catechumenorum vasculum, liber ritualis sacramentorum, mantilia et reliqua ad baptismi ministrationem necessaria reponuntur, in ipsa capella ab aliquo latere in pariete, aut parieti adhærens, de consilio architecti fieri poterit; valvis, sera, et pessulo bene clausum, marmoreoque opere sculpturave piis imaginibus elaborata ornatum : intrinsecus autem partitum ac decenter distinctum, pro ratione et usu rerum quæ ibi asservandæ sunt; tum vero tabulis populeis circumamictum, aut aliis ejusmodi, ut ab humiditate, quæ ex muro aut marmore existit, omnino defendatur. Panno autem serico albi coloris undique circumvestitum sit. »

L'Ordonnance requiert encore en la chapelle des fonts, une piscine dans laquelle on jette l'eau qui a servi à baptiser. C'est également la prescription du Rituel Romain [1] : « Ubi per infusionem aquæ fit baptismus, cavendum est ne aqua ex infantis capite in fontem, sed vel in sacrarium baptismi prope fontem ipsum exstructum defluat, aut in aliquo vase ad hunc usum parato recepta, in ipsius baptisterii vel in ecclesiæ sacrarium effundatur. » Nous avons donné tout à l'heure la description des piscines, telles que les demandent saint Charles Borromée et le Rituel de Toulon. Celles-là sont élevées sur une colonne pour que l'eau puisse immédiatement y tomber en quittant la tête de l'enfant. Mais cette disposition n'est pas indispensable. La piscine du baptistère peut être construite de la même façon que celle de la sacristie ou de l'église. Il suffit pour cela de creuser une fosse de deux ou trois pieds de profondeur, qu'on revêt de maçonnerie, où l'on place une cuvette de pierre de taille ronde ou ovale. Cette cuvette a environ un pied de circonférence, et est percée par le milieu. L'orifice doit être étroit, pour qu'il n'y entre rien que ce qu'on veut y jeter ; et le fond de la fosse doit être la terre même de l'église ou celle du cimetière qui y correspond, en sorte que l'eau qu'on y jette puisse s'y perdre [2]. Mais il est évident que, dans la supposition que telle soit la piscine, il faut nécessairement un plat ou bassin pour recueillir l'eau qui tombe de la tête de l'enfant, ainsi que le fait entendre l'Ordonnance de Gand : *sit pelvis in quam aqua e capite infantis effluat.*

La même Ordonnance termine comme suit ce qui concerne les fonts baptismaux : « Que l'eau soit versée au moyen d'un

(1) *De sacr. Bapt.*, tit. II, cap. I. *De forma Baptismi*, n. 11.

(2) Cfr. *Rituel de Langres*, num. 35.

instrument, d'un vase, ou d'une espèce de burette [1], comme parle le Rituel Romain. » Et saint Charles Borromée demande que la coquille (cochlear) d'argent ait un manche attaché sur le haut et un peu recourbé dans sa partie supérieure, afin de le suspendre aisément. Il veut aussi que du côté gauche l'ouverture soit rétrécie tout en haut, en forme de petit canal, en sorte que l'eau ne coule que peu à la fois.

Nous ne pouvons mieux terminer cet article qu'en résumant, après le savant Crispino [2], toutes les prescriptions qui concernent le baptistère et les fonts baptismaux.

3. Le baptistère sera placé à l'entrée de l'église, ordinairement à main gauche, il n'est cependant pas défendu de le placer à droite [3]. « In ecclesiæ ingressu collocatus sit fons baptismalis, isque a sinistra ingredientium parte, nisi quibus in ecclesiis, pro situs ratione, illum ab altera parte potius collocandum Episcopus judicarit. »

4. Que les fonts baptismaux soient de pierre vive, de forme circulaire, et soutenus par une colonnette de largeur convenable, comme le prescrivit le Visiteur Apostolique de l'église de Plaisance, par le décret suivant emprunté, ainsi que les autres, aux diverses ordonnances de saint Charles [4]. « In singulis ecclesiis parochialibus, baptisterium ex solide lapide, non spongioso confectum, et columnella item lapidea altitudinis circiter duorum cubitorum suffultum (0,88) prope ecclesiæ januam construatur. Ejusdem latitudo minor non sit cubiti unius et unciarum novem (0,62) a labro ad labrum, cujuscumque formæ baptisterium sit. In archipresbyteralibus vero et præposituralibus ecclesiis, minor non sit cubitorum duorum et duarum unciarum (0,92). »

(1) C'est ainsi que, selon Ducange, on doit traduire le terme *Urceolus*.
(2) *Della visita pastorale*, part. II, § 3.
(3) *Concil. Mediolan. Provinc.* IV.
(4) *Act. eccles. Mediol.*

5. Au-dessus des fonts il y aura un ciborium (ce sont les paroles de saint Charles), ou un couvercle en bois de forme pyramidale, pour le couvrir de toutes parts, lequel sera bien fermé à clef.

6. A l'intérieur du baptistère on placera une tablette qui recevra la boîte aux saintes huiles, et à quelque distance le linge ou serviette qui doit servir à essuyer la tête de l'enfant après l'ablution.

7. Tout cela, ordonne le Visiteur mentionné, *panno serico albi coloris obtegatur.*

8. On adaptera également à l'ouverture des fonts mêmes une porte qui ne s'ouvre qu'à moitié, et qui joigne si bien qu'elle empêche l'entrée dans l'eau de toute poussière et ordures. Ainsi l'ordonne expressément saint Charles [1] : « Tabellam habeat item intrinsecus quæ dimidia tantum aperiatur, fontisque ostium compresse claudens, aquam a pulvere et aliis sordibus cautius tueatur. »

9. Les fonts seront couverts extérieurement d'un pavillon de soie, de demi soie ou du moins de toile, selon l'instruction de saint Charles [2]. « Conopœum ad ciborium totum contegendum adhibeatur, idque e serico, aut subserico, coloris albi sit, qui color mysterii hujus sacramenti rationibus respondet : non tamen e tela decenti ejusdem coloris vetatur. »

10. Le pavillon couvrira tous les fonts baptismaux si exactement qu'il ne puisse y entrer ni poussière, ni ordure qui rendrait l'eau corrompue ou impure. « Totum ipsius fontis opus, *dit saint Charles* [3], undique ita contectum tenebit, ut nec pulvis neque aliæ sordes intro penetrent, quibus aqua corrumpi vel impura fieri possit. »

(1) *Concil. provinc. IV Mediolanen.*
(2) *Instruct.* Acta, p. 549.
(3) *Instruct. cit.*, Acta, p. 499.

11. Pour monter aux fonts, il devrait y avoir, ainsi que l'ordonne le Visiteur Apostolique, deux ou trois degrés : « Ad baptisterium tribus, aut saltem duobus gradibus ascendatur. »

12. Le lieu où se tiennent le prêtre et les parrains au temps de l'administration du baptême doit être assez large pour que ces personnes s'y trouvent à l'aise. Même décret. « Planities, in qua sacerdos et patrini, dum baptismi sacramentum ministratur, stare debent, ita late pateat ut intra illud commode consistere possint. »

13. La chapelle des fonts devrait avoir pour cloison une balustrade de fer, ou au moins de bois, laquelle ne s'ouvrirait que lorsqu'il faut administrer le baptême ; suivant le même Visiteur et saint Charles [1] : « Baptisterium clatra ferrea aut saltem lignea, balaustrio opere confecta circumsepiatur, eademque semper clausa maneat, nisi cum ad baptismum ministrandum sit aperienda. »

14. On ne peut se passer d'une cuiller d'argent ou au moins d'étain, dont l'ouverture du côté gauche s'élève un peu en guise de tuyau, pour verser de ce côté l'eau sur la tête de l'enfant. N'est pas permis l'usage de cuillers ou vases en fer, cuivre, verre, terre, bois, comme l'explique notre Visiteur Apostolique d'après saint Charles [2] : « Vasculum sive cochlear, in baptismo adhibendum, si non argenteum saltem stanneum sit, quo ferri, aut ramnei, vitreive cochlearis, aut scutellæ fictilis vel ligneæ usu remoto, aqua infantis, qui baptizatur, caput infundatur. Idque ejusmodi sit, ut ab ejus ore a parte sinistra labrum paulo contractius instar exigui canalis promineat, unde aqua tenuiter diffluat; manubrium præterea habeat in suprema illius parte paululum aduncum, quo appendi possit. »

(1) *Concil. prov. IV.*
(2) *Instr. cit. Acta*, pag. 578.

15. Dans l'intérieur du ciboire des fonts baptismaux on doit garder deux serviettes blanches et propres qui servent à essuyer la tête de l'enfant. Si l'on apportait pour cet usage des nappes ou des mouchoirs, il ne faudrait pas les recevoir s'ils n'étaient pas neufs ; et après qu'ils ont été employés à un usage si saint, ils ne peuvent plus servir à des usages profanes, mais ou il faut qu'ils restent au service de l'église, ou on les brûlera, dit saint Charles [1]. « In baptismalis fontis ciborio mantilia duo, eaque candida, ab omnique sorde munda asserventur, quæ infantis capiti abstergendo usui sint. Si vero vel mantilia, vel sudariola ad eum usum aliquando afferuntur, ea, nisi nova, ne adhibeantur : tum nova adhibita, ne in profanum, sed in ecclesiæ usum, cui recte accommodari possint, convertantur ; alioqui comburantur. »

16. Auprès des fonts il doit se trouver une piscine de marbre, ou de pierre vive, où l'on verse l'eau qui a servi pour le baptême de l'enfant ; car il faut se garder de la laisser couler dans le bassin même d'où on l'a tirée [2]. « In baptismali fonte, ubi per infusionem baptizatur, id plane caveatur, ut ne aqua capiti infantis infusa, in eundem fontem recidat, sed in sacrarium profluat, idque propterea sacrarium e marmore, solidove lapide, prope fontem construatur. »

17. Les fonts baptismaux seront fermés avec soin par une serrure dont la clef sera gardée par le curé ou autre recteur de l'église ; il ne doit la confier à personne, pas même à un ecclésiastique, par crainte des inconvénients graves que signale saint Charles, en ces termes [3] : « Ne temeraria manus abutatur aqua baptismali ad superstitionem et perniciem, sacerdos fontem, ex præscripto, bene communitum sera etiam, clavique claudet, quam ne clerico quidem committens, apud se custodiet perpetuo. »

(1) *Concil. provinc. IV.* (2) *Citat. Conc. IV.* (3) *Acta cit.*, p. 497.

CONFÉRENCES ROMAINES [1].

RÉSOLUTION DES SEPTIÈME ET HUITIÈME CAS DE MORALE.

VII.

Titius sacerdos, defuncto patre primi ordinis negotiatore, cunctis familiæ negotiis totus incumbit, eo quod ad eadem gerenda ejus frater minus aptus reperitur. Is itaque epistolas scribit vel dictat, contractus cujuscumque generis init, rationem impensarum examini subjicit, uno verbo, in negotiatione agit, excepta personali contractibus adsistentia, et propria in cambii litteris subscriptione, quam a fratre fieri sinit, si tamen antea ipse probaverit. Præterea, cum in suo singulari peculio magnam pecuniæ copiam habeat, ex ea plurima sibi acquirit, quæ vulgo *effetti pubblici* dicuntur. Nec vero eidem sat est eadem permutare, si aliquod periculum passura esse videantur, sed quotidie hujusmodi permutationibus per emptionem, et venditionem ad lucrum majus captandum apud collybistas dat operam. Nec satis : homo cupidus occasione quæsita bis vel ter proprio nomine librorum et picturarum vim emit, eo tamen fine, ut de emptis rebus aliquid sibi retineat, et quod reliquum est tanti vendat quanti omnium pretium exæquaretur. Tandem cum vinea propria ipsi sit, non solum folia arborum quæ in illa sunt plurimi vendit, sed sæpius ea lege petenti concedit, ut lucrum quod ex bombycibus habeatur inter utrumque, serico proventu divendito, dividatur. Verum graviter ægrotans omnia hæc confessario enarrat qui secum quærit :

1° *Quæ et quatenus clericis interdicta negotiatio sit et sub quibus pœnis?*

(1) V. ci-dessus, pages 272 et 393.

2° *Utrum in singulis de quibus in casu negotiatio habeatur?*
3° *Quid Titio suggerendum?*

Resp. ad I. Les théologiens et les canonistes entendent le mot *negotiatio* dans deux sens différents : l'un strict et rigoureux ; l'autre plus étendu. Rigoureusement parlant, il y a négoce, lorsqu'on achète, avec intention de revendre plus cher les objets acquis, sans les avoir transformés, ni améliorés. Dans un sens plus large, le négoce consiste à acheter des choses pour les revendre avec bénéfice, après les avoir transformées ou améliorées.

Des auteurs ont enseigné que le négoce strict était seul défendu par les lois de l'Eglise ; l'autre ne leur serait interdit que s'il était fait en vue d'un gain sordide, ou s'il entraînait quelque indécence ou quelque déshonneur pour l'état ecclésiastique [1].

Cette doctrine n'est pas exacte, et pèche sous plus d'un rapport : nous l'avons longuement prouvé dans un volume antérieur [2]. Nous résumerons brièvement les principes posés dans la législation ecclésiastique.

1° Le commerce proprement dit est interdit aux ecclésiastiques, soit qu'ils l'exercent par eux-mêmes, soit qu'ils veuillent le faire par d'autres. On peut voir sur ce point, outre les nombreux textes du droit [3], la Bulle *Apostolicæ servitutis* de Benoît XIV [4] et celle *Cum primum* de Clément XIII [5].

(1) Cf. *Nouvelle Revue théologique*, tom. VI, pag. 518, où sont développés les arguments qu'on fait valoir en faveur de cette opinion. V. en outre S. Alphonse, *Theologia moralis*, lib. VI, n. 835.

(2) *Loc. sup. cit.*, pag. 522 seq.

(3) On trouvera les principaux dans le *Commentaire sur le titre du troisième livre des Décrétales*, publié dans la *Revue théologique*, an. 1858, série III, pag. 126.

(4) *Bullarium Benedicti XIV*, vol. I, pag. 63, edit. Mechlin.

(5) § 4. *Continuatio Bullarii Romani*, tom. IV, part. I, pag. 249, edit. Prati, 1842.

2° Il est également défendu aux ecclésiastiques de continuer, même par personnes interposées, le commerce qui leur est échu par héritage ou donation, ou d'y avoir quelque part [1]. Toute coutume contraire, même immémoriale, est proscrite *veluti damnabilis abusus et imprœscriptibilis corruptela* [2].

3° Les banques sont déclarées un acte de négoce proprement dit et interdit aux ecclésiastiques, même par personne interposée [3].

4° La conséquence, qui découle de ce dernier principe, est que les ecclésiastiques ne peuvent prendre des actions qui auraient pour objet la constitution d'une banque, quand même, d'après l'acte constitutif de la société, les actionnaires n'encourraient aucune responsabilité [4].

5° Les opérations industrielles doivent, en général, être mises sur la même ligne que les opérations commerciales, ainsi que le prouvent grand nombre de décisions de la Cour de Rome [5].

6° Nous avons dit : *en général ;* parce que si l'industrie consiste dans l'exploitation des produits des biens patrimoniaux ou bénéficiaux de l'ecclésiastique, rien ne s'oppose à ce qu'il l'exerce, soit par d'autres, soit par lui-même, si cet exercice n'a rien d'avilissant pour l'habit ecclésiastique. Ainsi un ecclésiastique peut faire cultiver, à son profit, ou ses propres

(1) Const. cit. de Benoît XIV, § 2, *Ibid.*, pag. 64.

(2) Paroles de Clément XIII dans la Bulle citée ci-dessus, § 4, *loc. sup. cit.*

(3) Déclaration de Clément XIII dans la même Bulle, § 9, p. 250.

(4) Déclaration de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers rapportée dans la *Nouvelle Revue théologique*, tom. VI, pag. 333 ; et dans Bizzarri, *Collectanea in usum Secretariæ S. Congregationis Episcoporum et Regularium*, pag. 582.

(5) Nous en avons donné de nombreuses preuves dans la *Nouvelle Revue théologique*, tom. VI, pag. 524 et suiv.

biens, ou les biens qui sont attachés à sa cure [1], et en vendre les produits [2]. Si, dans ses biens, se trouvent des vignes ou des champs d'oliviers, il peut avec leurs produits fabriquer du vin ou de l'huile et la vendre [3]. S'il a des mûriers, il peut s'associer à un laïc et partager avec lui le bénéfice qui résultera des vers à soie [4], etc., etc.

7° Il est défendu aux ecclésiastiques de prendre des actions d'une société qui exerce une industrie interdite aux clercs. Par exemple, ils ne pourront acquérir des actions dans les chemins de fer, ou dans les entreprises ayant pour but l'exploitation des mines, des carrières, la fabrication des toiles, des draps, des armes, etc. [5].

8° Il n'est pas défendu aux ecclésiastiques de placer leurs fonds en rentes sur l'Etat, comme il ne leur est pas interdit d'acheter des rentes sur des particuliers. Mais il ne leur est pas permis de se livrer à des spéculations financières à la bourse ; v. g. en achetant des fonds publics dans un moment de baisse pour les revendre quand ils seront en hausse, et augmenter ainsi leur fortune. En réalité c'est un acte de négoce proprement dit [6].

Resp. ad II. Les principes que nous venons de poser nous dirigeront dans la solution de la seconde question.

1° Dans le premier cas, Titius exerce incontestablement le négoce, d'abord pour lui, s'il n'a pas, ainsi que le prescrit Benoît XIV, abandonné sa part dans le commerce laissé par

(1) C'est ce qu'a décidé la S. Congrégation du Concile le 21 août 1627, ad 1. Cf. *Revue théologique*, tom. IV, pag. 15.

(2) Même décision, ad 7. *Ibid.*, pag. 16.

(3) V. *Nouvelle Revue théologique*, tom. VI, pag. 522.

(4) Décision citée ci-dessus, ad 4. *Loc. cit.*, pag. 16.

(5) V. la décision du 20 août 1841, dans la *Nouvelle Revue théologique*, tom. VI, pag. 533.

(6) V. ce que nous avons dit sur ce point, *Nouvelle Revue théologique*, tom. VI, pag. 334.

son père [1]. Et même eût-il cessé de prendre part au commerce pour lui-même, il l'exerçait néanmoins au profit des autres membres de la famille, et controvenait ainsi aux lois de l'Eglise.

2° Quant au second point, c'est-à-dire à l'achat des fonds publics, il pouvait certes en acquérir; mais il ne pouvait se livrer aux spéculations dont il est question dans l'exposé du cas. RESP. AD I, 8°.

3° Le troisième point ne lui était pas plus permis : il y a là un acte de commerce proprement dit : l'achat de marchandises avec l'intention de les revendre plus cher, sans qu'elles aient subi de changement.

Il y a des auteurs [2] qui ont prétendu que la loi interdit seulement la profession ou l'état de négociant, et ne défend pas les actes isolés de commerce : « Negotiator, *disent-ils*, non ab uno, vel altero, sed frequentatis actibus dicitur. »

Il n'est pas exact de dire que la loi prohibe seulement aux ecclésiastiques l'état de négociant. « In jure, *dit très-bien Castropalao*, clericis et religiosis prohibita est negotiatio ; sed ad veram negotiationem non requiritur repetita emptio et

(1) Il doit faire cet abandon de suite s'il le peut sans subir un grave dommage. Dans le cas contraire, il doit obtenir la permission de la S. Congrégation du Concile, s'il réside dans l'Italie ou les îles adjacentes ; et celle de l'Evêque, s'il habite un autre pays. En attendant, il est obligé de confier à un laïc la gestion des affaires. « Et si clericus, *ajoute Benoît XIV*, negotium præfatum, licet a laico, ut præfertur, institutum, absque licentia hujusmodi gratis semper sibi impertienda, aut illud ultra tempus sibi permissum retinuerit, vel etiam intra tempus prædictum negotium per seipsum administraverit, pro negotiatore illicito haberi, illumque omnibus et singulis etiam spolii pœnis præfatis subjectum esse, motu et potestatis plenitudine dictis perpetuo volumus et definimus. » *Const. cit.*, § 2, *Loc. cit.*, pag. 65.

(2) Cf. Schmalzgrueber, *Jus ecclesiasticum universum*, lib. III, titul. L, n. 16, exc. 1 ; Pirhing, *Jus canonicum*, lib. III, titul. L, n. 3, exc. 1.

venditio, sed in una tantum emptione et venditione consistere potest [1]. » La répétition des actes de commerce n'est donc pas nécessaire pour qu'il y ait violation de la loi [2].

Mais toute infraction de la loi n'est pas une faute grave. D'après le sentiment le plus probable, deux ou trois actes, posés en matière légère, ne suffisent pas pour qu'il y ait péché mortel. Il en est autrement, s'il s'agit d'une opération considérable, d'une affaire vraiment importante : la faute serait alors mortelle [3].

D'après ces données, en achetant ces livres et ces tableaux avec l'intention de les revendre, Titius a certainement enfreint la loi de l'Église qui interdit le commerce aux personnes consacrées à Dieu. La gravité de sa faute dépend de l'importance de ses acquisitions et de ses reventes, ainsi que nous venons de le voir.

4° Le dernier point ne soulève aucune difficulté, la S. Congrégation du Concile l'ayant expressément résolu. En effet, on lui avait soumis le doute suivant : « 4. An iidem clerici, cum foliis suarum arborum, possint in propriis ædibus arti sericæ operam dare, vel idem opus dare ad medietatem, seu

(1) Tract. XVI, disp. IV, punct. XIII, § III, n. 6.

(2) La chose est formellement décidée par Clément IX, quand il s'agit de missionnaires : *etiam semel*, porte sa Bulle *Sollicitudo pastoralis officii*, § 3. *Bullar. Roman.* tom. VI, part. VI, pag. 345. Les peines fulminées contre eux sont : une excommunication *latæ sententiæ ;* la privation de voix active et passive : la privation de tout office et dignité, et l'inhabilité à en recevoir par la suite ; la perte non seulement du gain, mais encore de toutes les marchandises ; enfin d'autres peines laissées à l'arbitre du Souverain Pontife ou de la S. Congrégation de la Propagande. *Ibid.* L'excommunication portée par Clément IX est encore en vigueur aujourd'hui, ainsi que l'a décidé la S. Congrégation de l'Inquisition le 4 décembre 1873.

(3) V. sur ce point la *Revue théologique*, tom. III, pag. 233 et suiv.; la *Nouvelle Revue théologique*, tom. VI, pag. 335 et suiv.

ad quartum, et fructus inde percipiendos vendere absque reatu illicitæ negotiationis ? » Le 21 août 1627, elle y répondit : « Ad 4. Licere clericis folia arborum in propriis bonis existentium alicui laico concedere, eo pacto adjecto ut lucrum ex bombicibus inter utrumque dividatur... [1]. » On le voit donc, la chose est claire, et ne souffre aucune contradiction.

Resp. ad III. Parmi les mesures à suggérer à Titius, les unes regardent l'état de sa conscience, et les autres la conservation des biens illicitement acquis par le commerce ou l'industrie.

Sous le premier rapport, 1° le confesseur doit exiger de Titius ou qu'il renonce immédiatement et à sa part dans le commerce, et à la gestion des affaires commerciales de la famille, ou qu'il en obtienne l'autorisation de la S. Congrégation du Concile, ou de l'Evêque, selon le lieu qu'il habite (Resp. ad I, 1° ; et pag. 490 not. 1). Ce n'est qu'à cette condition que le confesseur peut l'absoudre.

2° Il exigera également de lui la promesse de cesser toute opération financière à la bourse, et le commerce de livres ou de tableaux. Resp. ad II, 2° et 3°. Cela suffit sous le premier rapport ; passons au second.

3° On sait que parmi les peines portées par les Souverains Pontifes contre les ecclésiastiques qui exercent le commerce, se trouve celle qui adjuge à la Chambre Apostolique, ou au fisc de l'Eglise les biens gagnés par cette voie [2]. Mais cette peine, comme celle de la suspense et de l'excommunication

(1) Fagnanus atteste que cette décision a été donnée lorsqu'il était secrétaire de la S. Congrégation du Concile. In cap. *Multa*, n. 34, 37 et 41, *Ne Clerici vel monachi sæcularibus negotiis se immisceant*.

(2) Cf. Constit. *Decens esse* de Pie IV, § 2. *Bullar. Roman.*, tom. IV, part. II, pag. 59 ; *Constit. cit.* de Benoît XIV, § 1, *Loc. cit.*, pag. 64 ; et *Constit. cit.* de Clément XIII, § 4, *Loc. cit.*, pag. 249.

n'est pas *latæ sententiæ* ; elle n'est que *ferendæ sententiæ* [1].

4° A ce point de vue, les bénéfices faits par Titius dans la gestion des affaires communes, dans ses spéculations financières, et dans son commerce de livres et de tableaux, s'il y a eu matière grave, peuvent être adjugés au fisc de l'Eglise. Si Titius veut se précautionner ou ses héritiers contre cette éventualité, il doit nécessairement recourir au Souverain Pontife, lui exposer sincèrement les faits, les motifs qui peuvent diminuer sa faute, et lui demander l'exemption de cette peine, avec les raisons qu'on peut faire valoir à l'appui de la requête.

VIII.

Titius vir hæreticus, sed a vulgo ob honestos quos præferebat mores catholicus habitus, in morbum lethalem incidit. Ejus mulier vere catholica ad parochum ocius pergit, eumque enixe adprecatur, ut virum suum invisere dignetur, eumque ad mortem christiano modo obeundam disponat, ita tamen ut de indulgentiis, de Romani Pontificis primatu, de sacramentali confessione omnino sileat, ex eo quod in his nulla spes felicis exitus habeatur. Facilem se præbet parochus, et illico mulierem secutus Titium morti proximum, sed tamen sensibus non destitutum invenit. Cum eo proinde actum Fidei in Deum unum, et trinum ejusque filium Christum Jesum elicit, et præcipua quæ vera Fides docet credenda proponit, eumdemque ad dolendum de omnibus culpis in anteacta vita admissis omni industria excitat. Hinc tandem ei sacramentalem absolutionem sub conditione concedit. Viro defuncto mulier iterum ad parochum pergit, ut cum eo de funere peragendo constituat. Sed modo parochus anceps hæret, et adprecatus mulierem, ut paulo post ad se redeat, viciniorem parochum adit, ab eoque tota re enarrata consilium postulat. Hic secum quærit :

1° *Utrum parochus ad virum hæreticum in mortis periculo constitutum accedere debeat ?*

(1) Cf. Schmalzgrueber, *Loc. cit.*, n. 31 ; Pirhing., *Loc. cit.*, n. 9 ; Salmanticenses, *Cursus Theologiæ moralis*, tract. XIV, cap. II, n. 37.

2° *Utrum, et quando eidem possit absolutio dari : præsertim si antequam in hæresim inciderit fidem catholicam professus fuerit ?*

3° *An Titius absolvi potuerit, et taliter absolutus in loco sacro sepeliri possit ?*

Resp. ad I. Ou le curé a quelqu'espoir d'être utile à l'hérétique, ou il n'en a aucun. Dans le second cas, il n'est pas tenu d'aller le trouver ; car personne n'est tenu de poser un acte inutile.

Si au contraire il a espoir que son ministère puisse lui être utile, il est de son devoir de se rendre près de lui, la charité lui en fait une obligation. « Si catholicus sacerdos, *dit Lacroix,* intelligat hominem acatholicum esse ad extrema deductum, prudenter facit, nisi quid aliud obstet, si ad eum accedat [1].» Le seul moyen de lui venir en aide, et peut-être de lui ouvrir les portes du ciel, est de l'aborder.

Resp. ad II. Conservons la distinction posée dans la question et examinons les deux hypothèses : 1° celle où le moribond est né et a vécu dans l'hérésie ; et 2° celle où, né et élevé dans la religion catholique, il a ensuite embrassé l'erreur.

1° Dans la première hypothèse, différents cas peuvent se présenter qui exigent une solution différente.

A. Voyons d'abord le cas où le malade est tombé privé de l'usage de ses sens, sans avoir pu s'expliquer auparavant, et ne pouvant actuellement manifester son intention. Une nouvelle distinction est alors nécessaire.

Ou le moribond a autrefois montré quelque tendance au catholicisme, ou il n'en a jamais donné aucun signe. Dans le premier cas on a un motif probable de croire qu'il veut mourir dans la communion de l'Eglise, et dès lors on peut lui appli-

(1) *Theologia moralis*, lib. vi, part. ii, n. 1886. Cfr Reuter, *Neo-confessarius*, n. 203.

quer la doctrine de saint Augustin, communément admise dans l'école, touchant les catéchumènes qui se trouvent dans la même situation [1]. Rien ne paraît donc s'opposer à ce que le confesseur lui donne l'absolution sous condition. Tel est l'enseignement de Mgr Kenrick. « Qui, *dit-il*, licet catholicam fidem nunquam professi sint, voluntatem in eam proclivem ostenderunt, possunt in eo discrimine sub conditione absolvi a censuris et peccatis, si in suis sectis fuerint jam baptizati; est enim ratio quædam conjiciendi eos velle in Ecclesiæ communione vita fungi [2]. » Le R. P. Konings, de la Congrégation du Très-Saint Rédempteur, embrasse également cet avis [3].

Si le moribond n'a pendant sa vie montré aucune inclination pour la vraie religion, l'opinion commune nie qu'on puisse lui donner l'absolution [4]. Et réellement sur quoi tomberait une

(1) « Catechumenis, *dit saint Augustin*, in hujus vitæ ultimo constitutis, si morbo seu casu aliquo sic oppressi sint, ut quamvis adhuc vivant, petere sibi tamen baptismum vel ad interrogata respondere non possint, prosit eis quod eorum in fide christiana jam nota voluntas est, ut eo modo baptizentur, quomodo baptizantur infantes quorum voluntas nulla adhuc patuit. » *De conjugiis adulterinis*, lib. I, cap 26. *Operum*, tom. VI, col. 403. Cf. cap. 28, *ibid.* col. 404, ubi : « Quæ autem baptismatis, eadem reconciliationis est causa, si forte pœnitentem finiendæ vitæ periculum præoccupaverit. Nec ipsos enim ex hac vita sine arra suæ pacis exire velle debet mater Ecclesia. »

(2) *Theologia moralis*, tract. XVIII, n. 211.

(3) *Theologia moralis novissimi Ecclesiæ Doctoris S. Alphonsi in compendium redacta*, n. 1371, 6°.

(4) Cf. Reuter, *Neo-confessarius*, n. 218; Lacroix, *Theologia moralis*, lib. VI, part. II, n. 1163; Sporer, *Theologia sacramentalis*, part. III, n. 645; S. Alphonsus, *Theologia moralis*, lib. VI, n. 483; Holzmann, *Theologia moralis*, part. V, n. 594; Scavini, *Theologia moralis universa*, lib. III, n. 348; Kenrick, *loc.* cit.; Gousset, *Théologie morale*, tom. II, n. 586; *Theologia ad usum seminarii Mechliniensis*, tract. de Pœnit., n. 86, quæst. VI, *pag.* 314; De Moya, *Quæstiones morales selectæ*, tom. I, tract. III, disp. VI, quæst. IV, n. 28 sq.; Verricelli, *Quæstiones morales et legales*, tract. VI, n. 89, sect. 13; Marchantius, *Tribunal sacramentale*, tom. I, tract. IV, titul. IV, quæst. III, dub. 7, resp. 4.

telle absolution ? Où serait l'intention de recevoir le sacrement chez cet homme qui en nie l'existence ? Où serait la matière du sacrement ?

Aussi Reuter atteste-t-il qu'on n'a pas coutume de leur donner l'absolution. « Cæterum hæretici, etsi materiales tantum, moribundi passim non absolvuntur, si signum pœnitentiæ non notentur dare, sicut Catholici sensibus destituti ; quia Catholici censentur dare signa in ordine ad absolutionem, etsi non distinguantur, et catholice vivendo petiisse mori christiane, adeoque absolvi. Non sic hæretici, cum censeant, Pœnitentiam non esse necessarium sacramentum remissivum peccatorum : et sic etiam non baptizantur moribundi judæi ; quia adulti ante baptismum debent esse saltem attriti, et credere in Christum, et intentionem habere suscipiendi baptismum [1]. »

Nous n'ignorons pas que quelques auteurs enseignent, comme probable, qu'on peut dans ce cas absoudre un hérétique matériel. « Ratio, est, *dit Gury*, quia præsumi potest aliquatenus quod hic et nunc veritatem agnoscens, velit in Religione catholica mori, et consequenter confiteri et absolvi ; hoc enim absolute fieri potest. Nonne unus talis inter centum millia potest reperiri [2] ? Deinde, in casu necessitatis licet uti opinione etiam tenuiter probabili in favorem hominis periclitantis. Juxta alios, hæreticus materialis absolvi potest, quia vult implicite Sacramentum Pœnitentiæ recipere, cum omnia ad salutem necessaria admittere velit [3]. »

(1) *Oper. cit.*, n. 203.

(2) Une présomption ne repose pas sur un fait aussi rare, mais sur ce qui arrive communément, comme disent les auteurs. Cf. Verricelli, *loc. cit.*, n. 12 et 84 ; Sporer, *loc. cit.*, n. 647.

(3) *Casus conscientiæ*, tom. II, n. 489. Il y cite, comme partageant cette opinion, Lacroix, Elbel et Reuter. Mais Lacroix et Reuter, aux endroits cités par le P. Gury, traitent une autre question : celle du ma-

Mais comment saura-t-on si le moribond doit être rangé parmi les hérétiques matériels, ou parmi les hérétiques formels ? Quel autre que Dieu seul peut faire ce discernement? En outre, pourquoi exclure du bénéfice de l'absolution les hérétiques formels ? Ne peut-on aussi quelque peu présumer que, connaissant maintenant la vérité, ils veulent mourir dans la Religion catholique ; et conséquemment se confesser et recevoir l'absolution ? Cela peut absolument avoir lieu ; et ne peut-il pas s'en trouver un semblable dans cent mille ? On voit qu'on peut retorquer contre le P. Gury tous ses arguments. En outre, il semble qu'on peut encore faire valoir un argument de plus en faveur des hérétiques formels : c'est que, ayant reçu une connaissance suffisante de la vérité, connaissance dont sont privés les hérétiques matériels, on trouvera plutôt chez eux, que chez ces derniers, le désir de la confession, une douleur excitée, comme disent les auteurs, *in ordine ad confessionem*, et par conséquent le désir de l'absolution. Comment trouver ces conditions, qui sont essentielles d'après les principes posés par le R. Père dans sa Théologie [1], chez ceux qui ignorent l'existence du sacrement de pénitence, et qui n'ont par conséquent point la volonté de se confesser, ni l'intention de recevoir le bienfait de l'absolution ?

Si donc nous acceptions comme probable la solution du R. P. Gury, nous l'appliquerions à tous les hérétiques sans distinction [2] : car la distinction nous paraît irrationnelle. Mais

lade qui a l'usage de ses sens. Elbel, *Theologia moralis sacramentalis*, part. II, n. 212, cité par le P. Gury, ne parle que des Catholiques. Au n. suivant, il traite la même question que Lacroix et Reuter. Au n. 217 (et non 216, comme dit Gury), il ne parle que du cas où il est douteux si le moribond est catholique ou hérétique, cas différent du nôtre. C'est donc à tort que le P. Gury cite ces trois auteurs pour son opinion.

(1) Cf. *Op. cit.*, tom. II, n. 228, III ; 417 et 447, quær. 7.

(2) On pourrait, pour étendre cette faveur aux hérétiques même formels, s'appuyer sur ce que nous dirons plus bas touchant les catholiques qui ont embrassé l'hérésie. V. ci-après 2° b) pag. 500.

son opinion est-elle probable ? Etant opposée à l'enseignement unanime des théologiens nous n'oserions la regarder comme telle.

B. Si le malade a conservé l'usage de ses sens, de manière à pouvoir manifester sa volonté, nous croyons qu'il faut distinguer entre ceux à qui la Religion Catholique a été suffisamment proposée, et ceux qui n'en ont pas reçu une connaissance suffisante.

Si les premiers persévèrent volontairement dans l'erreur, ils sont indignes d'absolution. Le confesseur leur proposera donc d'abjurer l'erreur, auquel cas il pourra les absoudre, en observant toutefois la condition imposée par Pie IX dans la Constitution *Apostolicæ Sedis* [1].

Quant à celui qui n'a pas reçu une connaissance suffisante de la Religion Catholique, les opinions sont partagées. Les uns estiment qu'il suffit, pour pouvoir lui donner l'absolution, de lui faire faire des actes de foi, d'espérance et de douleur de tous ses péchés, sans lui souffler mot de la confession. « Poterit confessarius, *dit Van der Velden*, ipsum disponere per actum fidei in Deum unum et trinum, et in Jesum Christum pro nobis incarnatum, per dolorem universalem de peccatis cum spe veniæ, tacendo de confessione auriculari et aliis, in quibus heterodoxi a nobis discrepant, eumque sic clanculo sub conditione absolvere [2]. »

D'autres ne se contentent pas des signes de douleur et de pénitence donnés pas l'hérétique ; ils exigent, en outre, qu'il ait expressément demandé l'absolution. « Hæretici, *dit*

(1) « In quo (mortis articulo) tamen firma sit quoad absolutos obligatio standi mandatis Ecclesiæ, si convaluerint. » V. sur cette clause, *Nouvelle Revue théologique*, tom. IV, pag 241.

(2) *Principia Theologiæ moralis theoretice et practice exposita*, tom. II, n. 16. Cf. Gobat, *Experientiæ theologico-sacramentales*, tract. VII, n. 598; Lacroix, *Loc. cit.*, n. 1866.

saint Alphonse, etiamsi in eo casu dent signa pœnitentiæ, non debent absolvi, nisi expresse absolutionem petant; quia tales numquam prudenter præsumi valent ea signa præbere in ordine ad confessionem, a qua summopere abhorrent [1]. »

D'autres enfin, sans exiger une demande expresse, requièrent cependant un consentement au moins conditionnel de la part du mourant. Voici la méthode qu'ils proposent: « Cum eo eliciat, primo in genere actum fidei circa omnia a Deo revelata, in specie circa necessaria necessitate medii credenda; tum actum spei, contritionis, resignationis, etc. Dein loquatur illi tantum de illis, quæ Hæreticis cum Catholicis communia sunt; tum quærat, an si sciret se non credere aliquid, quod Deus revelavit, vellet credere et de facto credat? An non vellet recedere a sua religione, si sciret ipsam non esse illam, quam Christus et Apostoli docuerunt? An non velit facere omnia ad salutem necessaria, *et confiteri etiam et absolvi*, si sciret hoc Christum requisivisse tanquam necessarium ad salutem? Si annuit, repetat, ut prius, actus fidei, spei, contritionis perfectæ, propositique, et voluntatis præstandi modo omnia, quæ Christus ad salutem requisivit... Hæc si præstet, poterit absolvi sub conditione [2]. »

Nous n'oserions tenir pour probable la première opinion, parce que la matière du sacrement et l'intention de le recevoir nous paraissent faire défaut. Tout en avouant nos préférences pour le sentiment de saint Alphonse, nous n'oserions rejeter la troisième opinion comme improbable, le malade manifestant suffisamment l'intention de recevoir l'absolution, si telle est la volonté du Christ.

(1) *Loc. cit.*, n. 483. Cf. Scavini, *Loc. cit.*, not. 6; Konings, *Op. cit.*, n. 1371, 6°; Kenrick, *Loc. cit.;* Theologia ad usum Seminarii Mechliniensis, *Loc. cit.*

(2) Reuter, *Neo-confessarius*, n. 203. Cf. Elbel, *Loc. cit.*, n. 213; Gury, *Casus conscientiæ*, tom. II, n. 491 et 492.

2° Passons maintenant à la seconde hypothèse, c'est-à-dire à celle du malade, qui, élevé d'abord dans la Religion Catholique, s'est ensuite jeté dans les bras de l'erreur. Nous distinguerons de rechef, comme dans la première hypothèse, entre le malade qui a conservé l'usage de ses sens, et celui qui en est complètement privé.

a) Le premier n'ayant pu embrasser l'erreur de bonne foi [1], doit, puisqu'il en est capable, nécessairement l'abjurer pour se rendre digne de l'absolution.

b) Si le malade est complètement privé de l'usage de ses sens, et ne peut exprimer ses sentiments, d'après S. Alphonse, et les auteurs qui l'ont suivi ci-dessus, on ne pourrait l'absoudre; car ils ne font aucune distinction entre les diverses classes d'hérétiques.

Toutefois nous ferons remarquer qu'on regarde généralement comme probable l'opinion des auteurs qui enseignent qu'on peut absoudre, au moins sous condition, la personne qui tombe privée de l'usage de ses sens dans l'acte même du péché [2]. Or, sur quoi repose ce sentiment? Sur la présomption que le chrétien, qui se trouve à l'article de la mort, jouissant de sa raison [3], et qui se voit dans un danger prochain de se damner, veut pourvoir à son salut éternel de la meilleure manière possible, et par conséquent en recevant l'absolution sacramentelle [4].

(1) V. sur ce point Viva, *Damnatarum thesium theologica trutina*, part. II, prop. IV, n. 10 et seq.

(2) Cf. S. Alphonsus, *Loc. cit.*, n. 483; De Moya, *Op. cit.*, tract. III, disp. VI, quæst. IV, n. 4 seq.; Cardenas, *Crisis theologica*, part. I, disp. XLVIII, n. 56 seq.

(3) Que l'on puisse être complètement privé de l'usage des sens, et jouir en même temps de l'usage de la raison, c'est ce que prouve l'expérience journalière. Cf. Marchantius, *Loc. cit.*

(4) Cf. S. Alphonsus, *Loc. cit.*; Lacroix, *Op. cit.*, lib. VI, part. II, n. 1162; Viva, *Cursus theologico-moralis*, part. VI, quæst. V, art. VIII, n. 3.

Mais, nous le demandons, ce motif n'est-il pas également applicable à l'hérétique dont nous nous occupons ? Ne pouvons-nous pas aussi raisonnablement présumer qu'il ne restera pas sourd aux cris de sa conscience, qui lui reprochera son apostasie ? Quel motif avons-nous d'établir une distinction, quant à l'absolution, entre l'hérésie et les autres crimes ? Nous n'en voyons aucun. Aussi ne ferions-nous aucune difficulté de donner l'absolution dans ce cas.

Resp. ad III. La troisième question comprend deux parties : celle qui concerne l'absolution, et celle qui regarde la sépulture. Disons un mot de chacune :

1° *Absolution*. D'après ce que nous venons de voir, il faut distinguer si Titius peut être rangé au nombre des hérétiques formels, ou non. Dans le premier cas, il ne peut être absous (Resp. ad II, 1°, B). Il ne le pourrait pas davantage dans le second cas, d'après le sentiment commun, et qui paraît seul probable. Il en eût été probablement autrement, si, au lieu de se contenter d'actes de foi et de contrition, le confesseur avait posé à Titius les questions indiquées ci-dessus, et avait excité en lui le désir de recevoir l'absolution pour le cas où Notre Seigneur l'eût établie comme moyen nécessaire de salut (*Ibid.*).

2° *Sépulture*. Il y en a qui s'imaginent que par le fait même qu'on a reçu l'absolution, on a droit à la sépulture ecclésiastique. C'est une erreur. De l'un on ne peut conclure à l'autre : les mêmes motifs n'existent pas. La nécessité du sacrement de pénitence explique pourquoi on peut le donner dans les circonstances dont nous parlons. Mais quelle nécessité y a-t-il de donner la sépulture ecclésiastique aux mêmes individus [1] ? Du reste qu'on se rappelle les lois de l'Eglise touchant les

(1) Cf. Cardenas, *Crisis theologica*, part. I, disput. XLVIII, n. 89.

duellistes : s'ils ne meurent pas sur le coup, et donnent des signes de repentir, ils peuvent certainement recevoir l'absolution. Peut-on par suite leur donner la sépulture ecclésiastique ? Non, car la bulle *Detestabilem* de Benoît XIV s'y oppose [1].

D'après les lois de l'Eglise, les hérétiques, même non dénoncés, ne peuvent être déposés en terre sainte. Quoiqu'en aient dit quelques auteurs [2], ce point doit être regardé comme hors de contestation.

En effet, nous lisons dans la constitution *Inter cunctas* de Martin V, § 8 : « Et si tales hæretici publici et manifesti, licet nondum per Ecclesiam declarati, in hoc tam gravi crimine decesserint, ecclesiastica careant sepultura, nec oblationes fiant, aut recipiantur pro eisdem [3]. »

Au commencement du XVII^e^ siècle l'enterrement d'une prin-

(1) « Præterea, *y lit-on*, § 9, simili motu et auctoritate decernimus ac declaramus, sepulturæ sacræ privationem a sacrosancta Tridentina Synodo inflictam morientibus in loco duelli et conflictus, incurrendam perpetuo fore, etiam ante sententiam judicis, a decedente quoque extra locum conflictus ex vulnere ibidem accepto, sive duellum publice, sive privatim indictum fuerit, ac etiamsi vulneratus ante mortem non incerta pœnitentiæ signa dederit, atque a peccatis et censuris absolutionem obtinuerit ; sublata Episcopis et Ordinariis locorum super hac pœna interpretandi ad dispensandi facultate, quo cæteris documentum præbeatur fugiendi sceleris, ac debitam Ecclesiæ legibus obedientiam præstandi. » *Bullarium Benedicti XIV*, vol. x, p. 80.

(2) Entr'autres Pax Jordanus, *Elucubrationes diversæ*, tom. I, lib. v, titul. XII, n. 127 ; De Murga, *Disquisitiones morales et canonicæ*, tom. II, disquis. I, n. 7 ; Laymann, *Theologia moralis*, lib. I, tract. v, part. II, cap. IV, n. 9 ; Suarez, *De censuris*, disp. XII, sect. IV, n. 13 ; Bauny, *De censuris ecclesiasticis*, disp. VII, quæst. 11.

(3) *Bullarium Romanum*, tom. III, part. II, pag. 420. Cf. Card. Petra, *Commentaria ad Constitutiones Apostolicas*, Const. XVIII Innocentii IV, n. 49 ; Thesaurus, *De pœnis ecclesiasticis*, part. II, v. *Sepultura*, cap. IV, quær. 1 ; Reiffenstuel, *Jus canonicum universum*, lib. v, titul. VII, n. 267 ; Albitius, *De inconstantia in fide*, cap. XVIII, n. 20 seq.

cesse hérétique dans l'église de Dusseldorf amena la Congrégation du Saint-Office à s'occuper de la question. Elle déclara cette sépulture illégitime, et ordonna l'exhumation ; décision qui fut approuvée par le Souverain Pontife Urbain VIII. L'importance de ce décret,rapporté par le Cardinal Albitius, à la suite du vote qu'il émit à cette occasion [1], nous engage à en donner le texte :

Die 6 *novembris* 1641.

In generali Congregatione Sancti Officii et coram Eminentissimis etc. mature discusso articulo et dubio sepulturæ datæ cadaveri sororis uxoris Ducis Neoburgici, hæreticæ Calvinistæ, in ecclesia Catholicorum civitatis Dusseldorpii, necnon consideratis litteris Nuncii Apostolici Coloniæ degentis, Eminentissimi etc., auditis votis decreverunt :

1° Hæreticos notorios, quantumvis non denuntiatos nominatim excommunicatos, non posse sepeliri in ecclesia catholica.

2° Sepelientes incurrere excommunicationem.

An autem funus mandantes et suadentes incidant in eandem excommunicationem, hinc inde adesse opiniones, secundum magis tutam et probabilem incidere [2].

3° Locum, in quo sepulturæ traditum fuit dictum cadaver, esse pollutum, non vero ecclesiam.

4° Curandam omnino extumulationem dicti cadaveris saltem secrete, si non publice uti decet.

5° Significandum Duci et PP. NN. ut consulant eorum conscientiæ. Insuper dictos NN. monendos, ut in futurum caveant ab hujusmodi consultationibus scandalosis.

6° Tenorem horum Decretorum mittendum Nuncio Apostolico

(1) *Loc. cit.*, n. 28.

(2) La Constitution *Apostolicæ Sedis* de Pie IX n'ayant point reproduit l'excommunication contre les conseillers, quelque criminel que soit leur acte, il n'est plus frappé d'anathème.

Coloniæ residenti, qui pro sua prudentia curet illorum executionem [1].

Quod Decretum Sanctissimus D. N. Urbanus Papa VIII approbavit et exequi mandavit.

La Constitution *Apostolicæ Sedis* de Pie IX a maintenu le principe en frappant d'une excommunication non réservée : « Mandantes seu cogentes tradi ecclesiasticæ sepulturæ hæreticos notorios... »

Mais pour que la peine de privation de sépulture ecclésiastique soit applicable aux hérétiques, il faut que leur crime soit public : *publici et manifesti*, dit Martin V. Tant donc qu'ils restent cachés, ils échappent à cette peine et peuvent recevoir la sépulture ecclésiastique [2].

D'où il suit que Titius, n'étant pas connu comme hérétique, a pu légitimement être déposé en terre sainte.

(1) La lettre, écrite au Nonce, en vertu de ce décret, se trouve dans Albitius, *Loc. cit.*

(2) Le refus de sépulture ecclésiastique emporte une note d'infamie, et par suite ne peut avoir lieu pour un délit tout à fait occulte.

CONFÉRENCES ROMAINES.

SOLUTION DU TROISIÈME CAS DE LITURGIE.

III.

Ad cæteras calamitates, quibus afflictatur exiguus quidam pagus, accessit non ita pridem dira vis morbi duos tresve incolas die qualibet abripientis. Mos est loci, dum imminet alicui mors, proximos consanguineos ex quodam commiserationis affectu a morientis conspectu abducere ; qui vero supersunt, extranei, statim ac secuta mors fuerit, defunctum implicitum eodem linteo in quo jacuit infirmus deserunt, etiam ob metum contrahendi morbi, donec vespillones recto tramite ad cœmeterium deferant, nullis exequiis, neque parocho præsente, neque luminibus adhibitis. Superstites quamprimum rogant parochum oblato stipendio, ut justa funebria mortuis persolvat : qui ratus hunc esse casum in Rituali prævisum, videlicet angustiæ temporis et aliorum funerum instantis necessitatis, una cum presbyteris aliisque clericis recitat unum tantum nocturnum, cum aut etiam sine laudibus : atque ob eamdem, quam ipse putat rationabilem causam, missam *de requiem* legit sine cantu, idque servandum esse ab aliis sacerdotibus jubet, cujuscumque ritus festo occurrente, exceptis dumtaxat duplicibus primæ classis.

Quæritur :

1° *Quasnam olim curas veteres christiani exercerent tum erga animas tum erga corpora defunctorum statim a morte antequam funus deferretur ; et quænam juxta vigentem disciplinam intra illud spatium agenda præscribantur ?*

2° *Quænam sit legitima interpretatio Ritualis Romani, tituli* De exequiis *circa recitationem officii defunctorum ?*

3° *Quibus diebus missæ exequiales, corpore nondum sepulto sed*

absente, cantari possunt : et an leyi privatim valeant quæ iisdem diebus cantari nequeunt ?

4° Quid de singulis in casu expositis judicandum ?

Resp. ad I. Martène réduit à quatre points principaux les devoirs que les anciens chrétiens rendaient aux défunts, avant les funérailles [1] : « Obsequia defunctis statim post obitum quatuor præsertim exhibebant veteres. Simul enim ac aliquis efflaverat animam, clausis ejus oculis, corpus ipsius lavabant, pretiosis unguentis delibutum condiebant, congruis sibi vestimentis induebant, ac tandem ipsius animam fusis ad Deum precibus, hymnorum et psalmorum decantatione Deo commendabant. »

L'usage de laver le corps des défunts, commun aux Grecs, aux Juifs et aux Romains, pénétra dans l'Eglise aussitôt après son établissement [2]. L'Ecriture en fait mention, en parlant de Thabite que saint Pierre ressuscita : « Quam cum lavissent, posuerunt eam in cœnaculo. » Saint Epiphane [3] et Saint Chrysostome [4] prétendent qu'on lava le corps de Jésus-Christ, après qu'on l'eut détaché de la croix, et avant que de l'ensevelir. Denis d'Alexandrie [5], parlant de la sépulture des fidèles de son temps, n'a pas oublié la pratique de laver leurs corps : « Quin etiam sancta corpora manibus vestris suscipere, occludere oculos, ora obturare, gestare humeris cadavera, decenter ornare, lavare accurate, linteo funebri involvere. » On trouve dans ce passage tout ce qui s'observait à l'égard des morts ; leur fermer les yeux, les porter, les habiller, les laver, les envelopper dans des linceuls, et les porter sur ses épaules pour être inhumés. Saint Chrysostome

(1) *De antiquis Eccles. Ritibus*, lib. III, cap. 12, n. 1.
(2) Cfr. Grancolas, *Ancien sacramentaire*, tome 1, pag. 496.
(3) *Orat. de sepultura Christi.* (4) *Hom.* 84 *in Joannem.*
(5) Apud Euseb. Lib. VII *Histor.*, cap. 17.

rapporte la même chose, en décrivant le soin qu'avaient les parents de faire enterrer leurs enfants [1] : « Parentes eum componunt, manus extendunt, oculos claudunt, lavant, dignis ornamentis funeralibus amiciunt. » Tertullien semble faire allusion à la pratique de laver les morts, lorsqu'il dit [2] : « Rigere et pallere post lavacrum mortuus possum. » Cela se trouve observé dans la suite des siècles. Grégoire de Tours parlant de Théodebert, fils de Chilperic [3] : « Ablutus ac dignis vestibus indutus. » Il dit que l'Evêque de Senlis revêtit Chilperic de ses habits royaux, après qu'on l'eut lavé [3] : « Ablutum vestimentis melioribus induit. » Il rapporte la même chose de Gallus, Evêque de Clermont : « Ablutus atque vestitus in ecclesiam deportatus est. » De Salvius, Evêque d'Alby : « Monachi aqua abluunt, vestimentis induunt, et feretro superponunt. » Bède, dans la vie de S. Cutbert, dit que l'eau dans laquelle on avait lavé son corps après sa mort, délivra un possédé. Dans la vie de S. Amand [5] : « Cum corpus ad sepeliendum, sicut mos est, abluere deberet. » Le Pape S. Grégoire en parle en plusieurs endroits [6] : « Corpus ex more ad lavandum est detectum... ex more lotus, vestimentis indutus. » Et parlant de Tartille : « Cum corpus ejus ex more mortuorum ad lavandum esset nudatum. » Et dans son Sacramentaire, après les prières qu'on doit dire aussitôt après la mort ; il y a : « Postea lavetur, et ponatur in feretrum. » Dans l'Ordre Romain d'Amelius, il est ordonné de laver dans du vin blanc et avec des herbes odoriférantes le corps du Pape : « Barbitonsor radat sibi caput et barbam, obturent sibi omnia foramina cum stupa, anum, os, aures, nares cum myrrha ; lavetur corpus cum vino albo et calefacto cum herbis odoriferis. »

(1) Homil. 1, *de Patientia Job.*
(2) *Apolog.*, cap. 42.
(3) *Lib.* IV *Histor.*, cap. 45.
(4) *Lib.* VI, cap. ult.
(5) *Sæcul.* 2 *Bened.*
(6) *Lib.* 3 *et* 4 *Dialog.* cap. 17.

Les corps étant lavés, on les embaumait. L'Evangile parle des parfums avec lesquels Jésus-Christ fut enseveli : « Ferens mixturam myrrhæ et aloes. » Il y a dans Minutius Felix [1], que les fidèles avaient accoutumé d'embaumer les corps des chrétiens qui mouraient ; et que s'ils ne faisaient pas leurs funérailles avec tant d'éclat que les païens dans les pompes funèbres, on ne laissait pas de les faire avec assez de solennité. Tertullien dit que les chrétiens employaient plus d'encens et de myrrhe à la sépulture de leurs frères, que les païens n'en consumaient dans leurs sacrifices : « Arabum ac Sabæorum merces pluris et carius christianis sepeliendis profligari, quam diis gentilium fumigandis. » On lit souvent dans les actes des martyrs, qu'on embaumait leurs corps avant de les enterrer. Saint Grégoire de Nysse parlant de saint Melèce d'Antioche : « Syndones mundas, pannos sericos, unguentorum et aromatum largitatem et abundantiam. » Saint Grégoire de Nazianze dit [2] qu'il n'avait pas omis de mettre de la myrrhe pour ensevelir le corps de son frère Cesarius. Saint Ephrem défendit de l'embaumer ainsi selon la coutume [3] : « Si quis autem myrrha me condierit, hujus pars in ardentem fornacem et in gehennæ ignem erit ; verum in mea me tunica et pallio deponite, quibus quotidie utebar et induebar. » Le prêtre Constance, dans la vie de saint Germain de Paris : « Ab Acholio aromatum constrictione vestitum. » Saint Augustin [4] rapporte de sa mère, sainte Monique, qu'elle ne recommanda point d'embaumer son corps, mais qu'on se souvînt d'elle à l'autel : « Non cogitavit suum corpus sumptuose contegi, aut condiri aromatibus, sed tantummodo memoriam sui ad altare fieri desideravit. » Grégoire de Tours parlant des obsèques de sainte Radegonde : « Ab abbatissa aromatibus

(1) *Apolog.* 42.
(2) *Epist.* 18.
(3) *In Testam.*
(4) Lib. IX *Confess.* cap. 13.

conditum. » On se servait principalement de la myrrhe. Joseph d'Arimathie en mit dans le sépulcre de Jésus-Christ : « Ferens mixturam myrrhæ et aloes quasi libras centum. » Prudence parlant d'un corps mort : « Aspersaque myrrha Sabæo corpus medicamine servat. » Rufin dit que la myrrhe était bonne contre la putréfaction, et que c'était pour cela qu'on en frottait les morts : « Myrrha est species valde amara, de qua ungitur corpus mortui, ut non putrescat, et pellit vermes. » Nicéphore dit qu'on frotta de miel le corps de saint Epiphane : « Quem comites ejus melle oblitum, ne quid forte ingratum corpori accideret, in cyprum detulerunt. » On mettait quelquefois des feuilles de laurier dans les cercueils. Il y en avait dans celui de l'Evêque saint Valère, au rapport de Grégoire de Tours [1] : « Lauri etiam folia sub se habebat strata, de quibus assumens Episcopus multis infirmis præbuit medicinam. » Surius [2] parle d'autres herbes dans le cercueil de saint Umbert : « Sed et herbæ a sepulturæ ejus die appositæ fuerunt, quas adeo virtutes... » Durand [3] dit qu'on y mettait souvent du lierre : « Hedera quoque vel laurus, et hujusmodi quæ semper virorem servant, in sarcophago corpori substernantur. »

Après qu'on avait ainsi parfumé le corps du mort, c'était la coutume des Juifs de les envelopper dans un suaire, et de les lier avec des cordes ou des rubans, comme saint Jean le marque en parlant de Jésus-Christ [4] : « Acceperunt ergo corpus Jesu, et ligaverunt linteis cum aromatibus, sicut mos est Judæis sepelire. » Saint Matthieu [5] parle du suaire dans lequel on l'enveloppa : « Involvit illud in syndone munda, et posuit illud in monumento suo novo. » Saint Marc et saint

(1) De *Gloria Confessor.*, cap. 84.
(2) *Ad 6 septembr.*
(3) *Ration.* lib. VII, cap. 35.
(4) Joan. XVII.
(5) Matth. XXVII.

Luc [1] disent la même chose : « Mercatus syndonem, et deponentes eum involvit syndone, et posuit in monumento. » Outre le suaire qui servait à envelopper le corps, on couvrait le visage d'un autre linge. Saint Jean marque cela au sépulcre de Jésus-Christ [2] : « Venit Simon, introivit in monumentum, et vidit linteamina posita, et sudarium quod fuerat supra caput ejus, non cum linteaminibus positum, sed separatim involutum in unum locum. » Cela paraît aussi dans la résurrection de Lazare [3] : « Prodiit qui fuerat mortuus, ligatus pedes et manus institis, et facies illius sudario erat ligata : dixit eis Jesus : Solvite eum, et sinite abire. »

En plusieurs autres endroits, on ne les enveloppait pas dans leurs suaires comme faisaient les Juifs ; on leur laissait le visage à découvert, et on les habillait avant que de les exposer. Eusèbe parlant du martyr Macaire, dit [4] : « Cujus corpus simul atque exanime fuit, Asterius sustulit, splendidaque veste obtexit, atque humeris depositum inde portavit, et cum magnifico et sumptuoso linteo involvisset, convenienti sepulturæ mandavit. » Le même historien rapporte [5] que Constantin fut revêtu de ses habits impériaux après son décès : « Corpus purpurea imperialique veste et diademate ornatum, in aurea capsa inclusum, sepultum est. » Corippus, dans son éloge historique de l'empereur Justin le jeune, rapporte la même pratique : « Et tulit intextam pretioso murice vestem... » Cela s'observa aussi à l'égard de Charlemagne, comme le dit le moine d'Angoulême : « Corpus ejus aromatizatum est... et in sede aurea positum, ense aureo accinctus, Evangelium aureum tenens in manibus, reclinatis humeris in cathedra... repleverunt sepulcrum aromatibus, balsamo...

(1) Marc. xv ; Luc. xxiii. (2) Joann. xx.
(3) Joann. xi. (4) *Lib. VII Histor.* cap. xvi.
(5) *Lib. IV de Vita Constantini*, cap. lxvi.

thesauris multis in auro, vestitum est corpus ejus vestimentis imperialibus. » Cela s'observait à l'égard des autres fidèles, de les vêtir magnifiquement après leur mort. Saint Grégoire de Nysse dit que sa sœur, sainte Macrine, fut ainsi portée : « Nunc quidem invidiosum non erit, si defunctæ splendidiorem adjecerimus ornatum, et puram illam immaculatamque carnem clarioribus vestimentis induerimus. » On en vint jusqu'à un tel excès, que les Pères furent obligés de crier contre ces dépenses excessives, et contre les riches ornements dont on revêtait les morts ; ce qui donna lieu à piller les sépulcres, et à tant de règlements *adversus sepulcrorum violatores*. Saint Chrysostome recommande en cela de garder cette modération, de ne point enterrer les corps nus ; mais de les couvrir de quelque chose : « Modumque servari ut tegatur corpus, non nudum mandetur terræ. » Saint Ambroise, dans la vie de saint Antoine, dit que les Égyptiens excédaient en cela, et qu'ils couvraient les morts d'étoffes très-riches : « Nobilium, ac præcipue martyrum corpora linteamine obvolvere. » Saint Basile [1] reproche aux riches de se faire enterrer avec des robes très-riches, et de ne pas assister les pauvres : « Nonne melius vestem hanc pretiosam superstitibus usui necessario servare, quam frustra humi cum cadavere tabescere sinere ? » Saint Jérôme, dans la vie de saint Paul ermite, se plaint fort de ce que les riches voulaient être ensevelis dans des draps d'or, et pourrir dans des étoffes de soie : « Cur mortuos vestros auratis obvolvitis vestibus ?... An cadavera divitum nisi in serico putrescere nesciunt ? » Boherius, dans ses Commentaires sur la règle de saint Benoît, parle des religieuses qui voulaient être enterrées avec le voile bénit de leur profession ; il en est aussi fait mention dans la vie de saint Bertrulfe, abbé de Renty. Lanfranc, dans ses Statuts [2],

(1) Homil. VII. (2) Cap. 24.

ordonne qu'on habille ainsi les moines de son ordre : « Dum lavatur corpus, Camerarius præsto esse debet, habens vestimenta idonea, et fila et acus ad consuendum ; inter lavandum circumcinctus sit staminea qua indutus erat antea circa pudendas sui corporis partes : lotus autem vestiatur staminea nova vel noviter lota, et cuculla, et in capite ejus ponatur sudarium in modum caputii de staminea factum ; huic superinducatur caputium cucullæ, et cum filo in tribus locis connectatur ; calcietur caligis supradicto panno factis ; manus cuculla sint coopertæ. Taliter paratum corpus, feretro imponatur, et pallio cooperiatur ; positoque corpore ubi poni solet, figatur crux ad caput ejus ; ponantur duo candelabra cum cereis qui ardeant usquequo ad sepulturam deferatur. »

Les habits dont on enveloppait les corps des défunts n'étaient pas identiques pour tous ; mais ils différaient selon le sexe, l'ordre ou la dignité de chacun. C'est ce que développe avec sa sagacité ordinaire Martène dans l'ouvrage déjà cité [1] que nous suivrons pas à pas.

Les Evêques étaient revêtus de leurs habits pontificaux, les prêtres des ornements sacerdotaux. Voici ce que nous en lisons dans l'anonyme de Tours [2] : « Sigillum cereum in modum crucis compactum et aquam benedictam continens super caput defuncti ponimus, quod est signum baptismi et christianitatis suæ, et testimonium quod ipse fidem Christi habuit in mente. Clerici vero ordinati cum illis indumentis in quibus fuerunt ordinati debent et sepeliri, et sacerdos cum illis cum quibus assistit altari, monachus vero cum cuculla sua, quod est professionis suæ signum. Super pectus vero sacerdotis debet poni calix loco sigilli, quidquid sit de oblata :

(1) *De antiquis Ecclesiæ ritibus*, lib. III, cap. 12.
(2) *Loc. cit.*, num. 11.

quod si non habetur, stanneus saltem samius, id est fictilis. Samos enim est insula, ubi primo facta sunt vasa figuli. Episcopus debet habere annulum, quia sponsus est ; cæteri sacerdotes non, quia sponsi non sunt, sed amici sponsi vel vicarii. Item capilli debent clerico tonderi, corona fieri, barba radi. »

Aujourd'hui encore, dit le même auteur, dans la célèbre église de Besançon, on met aux mains des chanoines une petite carte portant cette inscription : « Confiteor Deo omnipotenti, Beatæ Mariæ Virgini, omnibus sanctis, et vobis fratres, peccata quæ feci, corde, ore, opere, et omissione, mea culpa, Deus, mea culpa, mea gravissima culpa. Ideo deprecor vos ut oretis pro me. »

L'Évêque de Paris, Maurice, avait, au rapport de Rigard, dans la vie de Philippe Auguste, fait inscrire une autre formule : « Credo quod Redemptor meus vivit, et in novissimo die de terra surrecturus sum, et in carne mea videbo Deum Salvatorem meum : quem visurus sum ego ipse et non alius, et oculi mei conspecturi sunt. Reposita est hæc spes in sinu meo. » « Quam schedulam, *dit Guillaume de Nangis, dans sa Chronique, à l'année* 1196, in extremis agens super pectus suum præcepit extensam poni, ut ab omnibus ad ejus sepulturam convenientibus posset legi, cujus exemplum secuti sunt omnes fere sacerdotes postmodum morientes. »

Les diacres étaient revêtus de leurs dalmatiques, ou du moins cet ornement, propre à leurs fonctions, était placé sur la civière. C'est ce qu'on peut déduire des paroles de S. Grégoire le Grand [1] : « Cum temporibus Symmachi Apostolicæ Sedis Præsulis esset defunctus (le diacre Paschase), ejus dalmaticam feretro superpositam dæmoniacus tetigit, statimque sanatus est. » Le corps des Souverains Pontifes était égale-

(1) *Dialogorum*, lib, IV, cap. 41.

ment couvert de la dalmatique, mais le même S. Grégoire mit fin à cet usage qui prêtait à de graves inconvénients.

Les femmes étaient aussi ensevelies avec leurs habits. S. Grégoire de Tours en rapporte divers témoignages. Le tombeau d'une jeune fille ayant été brisé, dit-il [1], dans la basilique de S. Vénérand, on trouva son corps préservé de corruption, « vestimentum autem quod artus tegebat exanimes, aquarum vi erat inlæsum nullaque putredine resolutum... Autumabant autem quidam nostrorum ob candorem vestimenti holoserici in albis transiise. Aiebant enim annulos murenulasque aureas circa eam repertas fuisse. » Ailleurs il raconte qu'une dame avait été enterrée « cum grandibus ornamentis et multo auro. »

Cet usage de revêtir les morts de leurs propres habits dura longtemps, et il est encore en vigueur chez les moines, les religieux et les ecclésiastiques. Mais pour les autres, il était déjà passé, au temps de l'Evêque de Mende, Durand, sauf en Italie. Il dit, en effet, dans son *Rational* [2] : « Debent quoque fideles christiani sepeliri induti sudariis. »

Est-il vrai, comme le rapportent quelques auteurs, que l'on ait enterré la sainte Eucharistie avec des cadavres ?

Ce point n'est pas douteux. Saint Benoît le fit à un de ses religieux qu'on ne pouvait enterrer, la terre l'ayant repoussé plusieurs fois, ainsi que le rapporte saint Grégoire le Grand [3] : « Dominicum corpus, communionem corporis Domini. » Dans la vie de saint Basile attribuée à Amphiloque [4], il est dit qu'ayant divisé le pain en trois parties, il en réserva une pour être enterrée avec lui après sa mort. Cela se trouve en-

(1) *De gloria confessorum*, cap. 35.

(2) Lib. VII, cap. 35, n. 40. (3) *Dialog.* lib. II, cap. 24.

(4) Cfr. Æneas, arch. Parisiens. *adversus Græcos*, Spicileg. tom. VII, pag. 1 et ss.

core dans la vie de saint Cutbert, Evêque de Lindifarne, en Angleterre, comme le rapporte le vénérable Bède : « Corpus sancti Cutberti advectum fuit ad ecclesiam, et erat corpus velatum sindone : ipse erat indutus lineis institis et cerutis, et calceamenta habebat in pedibus, ut paratus esset occurrere Christo in aera : *quod super pectus erat oblata.* » Cet usage, quoique condamné par les troisième et sixième Conciles de Carthage [1], et par le Concile d'Auxerre [2], ne fut pas de sitôt abandonné ; car on lit au livre de l'invention du corps de saint Ulric, au siècle V de l'ordre de Saint-Benoît, page 475, les paroles suivantes de Bernon, abbé en Suisse : « Inventum est igitur corpus sanctissimi confessoris super aurum et topazion pretiosum, cum quibusdam particulis pontificalium induviarum necdum vetustate consumptarum ; et in dextro latere ad caput pixis argentea admodum nitens in sacello holoserico, et in pyxide, ut quidam dicebant, sanguis Domini et alia sancta continebantur. Inventa est cistella serata admodum magna, quæ omnia plena erant et referta reliquiis sanctorum. »

Enfin le quatrième devoir consistait dans la récitation non interrompue des prières, et particulièrement des psaumes. Nous pouvons invoquer comme témoin de cette coutume saint Jérôme dans l'éloge de Fabiola [3]. « Necdum spiritum exhalaverat, necdum debitam Christo reddiderat animam ; et jam fama volans tanti prænuntia luctus totius urbis populum ad exequias congregabat. Sonabant psalmi et aurata templorum reboans in sublime quatiebat Alleluia. » Saint Augustin s'exprime plus clairement encore en parlant de sa mère, sainte Monique [4] : « Ubi illa efflavit extremum spiritum, puer Adeodatus exclamavit ad planctum, atque a nobis omnibus

(1) III, can. 6; VI, can. 83. (2) Can. 12.
(3) Epist. 84. *Operum* tom. IV, part. II, col. 662. Edit. Bened.
(4) *Confessionum*, lib. IX, cap. 12.

coercitus tacuit, eoque a fletu cohibito, psalterium arripuit Evodus et cantare cœpit psalmum, cui respondebamus omnis domus : *Misericordias Domini in æternum cantabo.* » Plus clairement encore parle saint Grégoire de Tours [1], quand, à propos de la mort de saint Saulve, Evêque d'Albi, il dit : « Corpus defuncti extrahunt, aqua diluunt, vestimentis induunt et feretro superponunt, atque in psallentio fletuque labentem exigunt noctem. » Dans les monastères, ajoute Martène [2], à qui nous empruntons ces citations, tous les religieux chantaient des psaumes jour et nuit, en présence du cadavre, se partageant toutefois la nuit en plusieurs groupes qui se succédaient sans interruption.

Le questionnaire demande encore, sous le nº 1, quels sont les devoirs à remplir envers les morts avant l'enterrement, selon la discipline actuelle? Voici ce que nous trouvons sur ce sujet, dans le Rituel Romain [3]. « Egressa anima de corpore, statim dicatur hoc responsorium *Subvenite.* Interim detur campana signum transitus defuncti, pro loci consuetudine, ut audientes pro ejus anima Deum deprecentur. Deinde corpus, de more honeste compositum, loco decenti, cum lumine collocetur; ac parva crux super pectus inter manus defuncti ponatur, aut, ubi crux desit, manus in modum crucis componantur : interdumque aspergatur aqua benedicta, et interim donec efferatur, qui adsunt, sive sacerdotes, sive alii, orabunt pro defuncto. » Baruffaldi observe qu'il ne faut pas laisser sans cierge ou lampe allumée les corps des défunts [4] : « Advertendum est insuper quod cadaver viri fidelis, seu fœminæ, sine lumine non est deferendum. Lumen illud monet fidem defuncti, quæ neque per

(1) *Histor. Francorum,* lib. VII, cap. 1. (2) *Loc. cit.,* num. 19.
(3) Tit. *In expiratione,* § 4.
(4) Tit. XXXIII, num. 11 et ss.; 36 et ss.

mortem extincta est. Item ponitur ad significandum animas vivere, et defunctos esse filios lucis, necnon corpora eorum resurrectura. »

Le même auteur fait encore remarquer que s'il est trop difficile ou trop pénible pour les parents de faire veiller dans la maison le corps du défunt, il vaudra mieux le porter à l'une ou l'autre église pour l'y déposer en attendant l'heure des funérailles. Nous disons l'une ou l'autre, parce qu'il est loisible aux héritiers de choisir à cet effet l'église qu'ils préfèrent, ainsi que l'a décidé la S. Congrégation des Rites par la déclaration suivante: « Petita, et etiam non obtenta licentia, posse cadavera deponi arbitrio hæredum in qualibet ecclesia, usque ad tempus illa processionaliter deferendi ad ecclesiam sepulturæ. » Die 22 junii 1675 in SENOGALLIEN [1]. Ce dépôt se fait de nuit, ou de grand matin, sans aucune cérémonie, sans croix, ni procession, ni curé, et partant celui-ci ne peut exiger aucun honoraire pour ce motif.

Le Rituel parle après cela des vêtements dont on doit couvrir les corps des ecclésiastiques défunts. Sur leurs habits ordinaires y compris la soutane, on mettra aux tonsurés ou minorés, le surplis avec la barrette ; ils auront les cheveux coupés court. Aux sous-diacres on imposera l'amict, l'aube, le cordon, le manipule, et la tunicelle. Le diacre portera en outre l'étole croisée sur l'épaule gauche liée sous l'aisselle droite, et la dalmatique violette, au lieu de la tunique. Le prêtre aura l'étole au cou, et la chasuble violette. Ces ornements devraient être mis en terre avec les corps des ecclésiastiques défunts, si l'on s'en tenait rigoureusement aux termes du Rituel Romain : mais lorsque l'usage est contraire,

(1) Cfr. Gardellini, n. 2581. Cette cause renferme sur cette matière des décisions importantes, que l'on trouvera au *S. R. C. Decreta*, v. *Funera*, n. 1, pag. 164, 4e édition.

on peut le garder, dit la Congrégation des Rites [1]. D'autre part, malgré l'opinion opposée des auteurs, il est permis, lorsqu'on porte le corps d'un prêtre décédé à l'église, pour ses funérailles, de lui mettre en main un calice avec la patène, cela étant conforme à l'usage des anciens.

Resp. ad II. Voici comment s'exprime le Rituel à l'endroit où il permet d'abréger ou même d'omettre l'office des morts. « Si vero ob rationabilem causam, videlicet *ob temporis angustiam, vel aliorum funerum instantem necessitatem*, prædictum officium mortuorum cum tribus nocturnis et laudibus dici non potest..... dicitur saltem primum nocturnum..... Quod si etiam ea fuerit temporis angustia, vel alia urgens necessitas, ut unum nocturnum cum laudibus dici non possit, aliæ prædictæ preces, et suffragia nunquam omittantur. » Il faut donc qu'il y ait manque de temps pour procéder convenablement à l'inhumation du corps qui se trouve à l'église. C'est, par exemple, le départ à telle heure fixe d'un convoi de chemin de fer, qui doit transporter le corps à un caveau de famille fort éloigné, c'est l'approche du soir, en hiver, lorsque l'inhumation se fait dans l'après dinée, c'est la matinée occupée à des messes de confrérie, des anniversaires, etc., en sorte que le clergé est fatigué, les chantres aussi, non moins que les fidèles.

Telle est l'explication naturelle des termes *angustia temporis, et urgens necessitas*.

Resp. ad III. « Lorsque le corps est absent, mais non enterré et cela pour une cause raisonnable, la messe exéquiale peut être chantée aux dimanches, aux doubles de 2e classe, et d'un rite inférieur, y eût-il obligation d'entendre la messe (S. C.); mais si le motif n'est pas raisonnable, cette messe ne peut

(1) *Decreta*, V. *Sepultura*, num. 3, pag. 380.

être chantée aux dimanches et fêtes d'obligation (S. C.). » Ainsi s'exprime le *Compendium Liturgiæ practicæ* [1].

Les messes basses exéquiales, en faveur des pauvres, ou dans les églises dont le chant est exclu, ne peuvent se dire aux dimanches, ni aux fêtes de 1re, de 2e classe, ou de précepte, ni aux féries qui excluent les doubles, ni pendant les octaves privilégiées. Ainsi l'a décidé à plusieurs reprises la S. Congrégation des Rites [2].

Resp. ad IV. Nous n'avons pas à juger ici la conduite de ceux qui font enlever aussitôt après la mort, et transporter au cimetière les cadavres des victimes de l'épidémie : on est souvent contraint à de tels actes par la police locale, et partant on se trouve justifié de l'inobservance des règles ordinaires.

Quant au curé, on vient de voir au num. III, que son sentiment sur le second point est condamné doublement, et parce qu'il ne chante pas la messe, le pouvant, et parce qu'il étend aux messes basses le privilége des messes chantées.

Sur le premier point, en général son sentiment sera vrai; car il serait bien difficile, sinon moralement impossible, de chanter l'office des morts autant de fois qu'il y aura des obsèques, c'est à dire trois ou quatre fois par jour.

Il faut tenir compte aussi de la fatigue du clergé, qui doit se conserver en santé pour les vivants, et ne pas exposer sa vie pour un motif qui n'est pas des plus graves. Il pourrait même arriver que les offices dussent être interrompus pour courir au plus tôt administrer des malades en pressant danger de mort, et ces cas là doivent être également prévus.

Nous disons *en général,* car il n'est pas permis de faire d'une exception pratique, une règle ou interprétation spéculative. Ainsi, par exemple, il ne serait pas vrai de dire qu'en

(1) 2e édition approuvée par la S. C. page 390.
(2) Cfr. *Decreta,* v. *Missa,* § xii, n. 8.

temps d'épidémie, on n'est pas tenu de chanter l'office des morts.

Aussi estimons-nous que, dans les périodes d'apaisement, fussent-elles même de peu de durée, de l'épidémie, on ne pourrait pas se dispenser de chanter au moins en partie l'office des morts.

CAS DE PASTORALE [1].

APPENDIX.

Faut-il une vocation spéciale pour pouvoir entrer en religion?

Nous avons dit, dans la réponse à la première question, que Notre-Seigneur invitait tous les chrétiens à le suivre dans la pratique des conseils évangéliques, et que cette invitation [2] assure à tous ceux qui ont le courage de s'y rendre les grâces nécessaires, et même surabondantes, pour y faire plus facilement et plus sûrement leur salut [3].

(1) V. ci-dessus, pag. 75, 202, 305 et 425.

(2) Nous avons donné à cette invitation le nom de *vocation générale*, qui, nous le reconnaissions, n'impose aucune obligation, et qui différait par là de la vocation spéciale. *Ibid.* Depuis que nous avons écrit cet article, il nous est tombé sous la main un livre écrit par un Père de la Société de Jésus, livre que nous recommandons tout spécialement aux directeurs de la jeunesse, livre qui contient les plus sages conseils sur le choix d'un état de vie, et où nous lisons le passage suivant : « Il importe de ne pas confondre l'*invitation*, l'*exhortation*, avec la *vocation* proprement dite : il y a une différence essentielle entre l'*invitation générale* à la pratique des conseils, et la *vocation spéciale*. L'une est un désir du Seigneur exprimé à tous les hommes ; l'autre révèle une destination particulière ; c'est une manifestation du choix que Dieu fait de nous. La simple invitation adressée à tous en général n'entraîne pas l'obligation; mais la vocation qui sollicite l'âme par l'action intérieure de la grâce, demande à être suivie ; il est dangereux d'y résister... Par la première tous les hommes sont engagés à suivre la voie de la perfection évangélique ; par elle, ils reçoivent en même temps la promesse d'une récompense sans mesure. » Damanet, *Manuel du directeur spirituel et de la jeunesse chrétienne pour le choix d'un état de vie*, chap. x, art. 4, pag. 164. Tournai, H. Casterman, 1862.

(3) V. pag. 78.

Tous les auteurs n'adoptent pas cette doctrine ; nous devons donc revenir sur cette question et l'examiner à fond.

Une vocation spéciale est-elle donc nécessaire pour qu'un chrétien puisse entrer en religion? Suffit-il pour cela de l'invitation générale du Sauveur, et s'assure-t-il, en s'y rendant, les grâces nécessaires pour devenir un bon religieux et se sauver?

Quelques auteurs du siècle dernier [1], et un plus grand nombre de modernes [2] se prononcent pour la nécessité d'une vocation spéciale. Le P. Gury nous donne sa réponse comme certaine. Cette opinion invoque à son appui : 1° l'ordre de la providence; 2° la conduite du Sauveur, ses paroles et celles de l'Apôtre saint Paul; 3° l'accord unanime des Pères et des Théologiens ; et 4° la pratique de l'Eglise.

1° *La providence.* *a*) Dans l'ordre naturel, la providence de Dieu s'étend à tous les êtres, les gouverne d'une manière propre à chacun d'eux ; à plus forte raison doit-il en être de même dans l'ordre surnaturel. « Cum enim, *dit le P. Gury*, omnia in ordine naturali a Deo gubernentur modo singulis proprio, *a fortiori* ergo in ordine supernaturali. » C'est aussi un argument que saint Alphonse apporte dans les termes sui-

(1) Rotario, *Theologia moralis Regularium*, tom. I, lib. I, cap. 6; Paulus a Lugduno, *Totius Theologiæ specimen*, tom. IV, *Tractatus de statibus*, dissert. I, cap. II, quæst. II, quær. 4; Boranga, *Institutiones theologico-dogmatico-canonico-historico-morales*, tom. VI, *Tractatus de statu religioso*, cap. II, § 3; S. Alphonse, *Avis sur la vocation religieuse*, I, Œuvres ascétiques, tom. XII, pag. 31 suiv.

(2) Gautrelet, *Traité de l'état religieux*, tom. I, pag. 12-22; Gury, *Compendium Theologiæ moralis*, tom. II, n. 148; Daris, *Quæstiones canonico-civiles de statu religioso*, n. 35; Stapf, *Theologia moralis in compendium redacta*, tom. IV, § 554, 4; De Brabandere, *Juris canonici et juris canonico-civilis compendium*, tom. I, n. 590; Craisson, *Manuale totius juris canonici*, n. 2637; P. Hilarius Parisiensis, *Regula Fratrum Minorum*, n. 73; Blieck, *Expositio methodica et elementaris Theologiæ universæ*, tom. III, *Tractatus de statibus particularibus*, n. 38.

vants : « Pour entrer dans un état de vie quel qu'il soit, il faut nécessairement y être appelé de Dieu ; car, sans cette vocation, il est, sinon impossible, du moins très-difficile de satisfaire aux obligations de cet état et de se sauver. La raison en est évidente ; car c'est Dieu qui, dans l'ordre de sa providence, assigne à chacun de nous son état de vie, et nous prépare ensuite les grâces et les secours propres à l'état auquel il nous appelle [1]. »

b) L'état plus parfait impose des obligations spéciales et plus graves à celui qui l'embrasse, et exige par suite des grâces spéciales et extraordinaires, pour bien s'en acquitter, grâces qui dépendent de Dieu seul. Or, comment pourrait compter sur le concours particulier de Dieu, celui qui n'est pas spécialement appelé de Dieu à la vie religieuse ? « Status religiosus, *dit le P. Boranga*, utpote qui habet pro fine altiorem cum Deo conjunctionem per charitatem eo semper perfectiorem seu ferventiorem, supernaturalis est, cui nemo potest idoneus fieri naturali industria, studio, ac labore. Igitur et vocatio ad statum ejusmodi ad ordinem supernaturalem pertinet... Hosque congruis dotibus præparat (Deus), ut digno ac fructuose per viam sanctæ perfectionis, votorum seu consiliorum, regularumque Ordinis, in quo profitentur, observantia, enixe incedant. »

2° *Conduite et paroles de Jésus-Christ et des Apôtres.*

A. Notre-Seigneur n'a pas appelé indistinctement tous les hommes à le suivre dans le chemin de la perfection : son appel s'est borné à un petit nombre.

B. 1. Lorsque le Sauveur proposa la pratique des conseils évangéliques, il dit expressément, en parlant de la continence, qu'il n'est pas au pouvoir de tous les hommes de la garder. « Non omnes, *dit-il*, capiunt verbum istud, sed quibus datum

(1) *Selva*, chap. 10, cité dans l'*Avis* etc. pag. 32, not. *.

est... Qui potest capere, capiat [1]. » Le vœu de chasteté étant de l'essence de la religion, et le don de la continence n'étant pas accordé à tous, il s'ensuit nécessairement que tous ne sont pas appelés à la vie religieuse.

2. Après avoir conseillé la vie religieuse, Jésus ajouta : « Quis enim ex vobis volens turrim ædificare, non prius sedens computat sumptus, qui necessarii sunt, si habeat ad perficiendum [2] ? » Que signifient ces paroles, sinon que celui qui veut embrasser la vie religieuse doit bien examiner auparavant s'il a les grâces et les forces nécessaires à cet état ? « Quibus verbis, *dit Albertus a Bulsano*, satis instruimur, quod non quilibet habeat necessarios sumptus ad perficiendam turrim spiritualis ædificii ; et ideo quicunque illam ædificare voluerit, prius metiri debet suas vires, et habilitatem, si ad tantam provinciam subeundam sint bene proportionatæ et dispositæ. [3] »

3. Le Sauveur dit encore à ses disciples : « Non vos me elegistis, sed ego elegi vos [4]. » D'où il résulte clairement qu'il n'est pas au pouvoir de chacun d'embrasser la vie religieuse, mais que ce don n'appartient qu'à ceux à qui Dieu l'a spécialement départi.

c) L'enseignement de l'Apôtre saint Paul n'est pas autre que celui du divin Maître. 1. « Volo enim, *dit-il*, omnes vos esse sicut meipsum ; sed unusquisque proprium donum habet ex Deo : alius quidem sic, alius vero sic..... Unumquemque sicut vocavit Deus, ita ambulet [5]. » Citant les premières paroles de l'Apôtre, saint Alphonse ajoute : « Ce qui signifie, suivant l'explication de Cornelius A-Lapide [6], que le Seigneur

(1) *Matth.* XIX, 11, 12.

(2) *Luc.* XIV, 28. (3) *Expositio Regulæ Fratrum Minorum* § XV, n. 1.

(4) *Joan.* XV, 16. (5) *I Cor.* VII, 7 et 17.

(6) Nous avons en vain cherché cette explication dans Cornelius A Lapide, qui interprète tout autrement le texte de saint Paul. En effet

donne à chacun sa vocation et lui choisit l'état dans lequel il veut le sauver [1]. »

2. Ailleurs, l'Apôtre dit encore : « Nec quisquam sumit sibi honorem, sed qui vocatur a Deo tanquam Aaron [2]. » Quoique, dans ce texte, l'Apôtre ne parle que de la vocation au sacerdoce, le P. Gury en tire un argument *a fortiori* pour la vocation religieuse : « Idem *a fortiori* dicendum est de vita religiosa, quæ est status perfectior et multo difficilior. »

3° *Accord unanime des Pères et des Théologiens.* « Constat præterea, *dit le R. P. Gury*, ex unanimi SS. Patrum et Theologorum omnium consensu. »

4° Enfin *la conduite de l'Eglise. a*) L'Eglise ne permet pas à tout le monde d'entrer en religion : elle ferme la porte du cloître à certaines catégories de personnes [3]. Mais si Dieu appelait tous les hommes à la vie religieuse, comment l'Eglise l'interdirait-elle à un certain nombre ? Comment pourrait-on justifier cette défense ?

b) Les règles et les constitutions des divers Ordres religieux exigent des qualités dont l'absence est un obstacle à l'entrée en religion. Ces règles et constitutions sont approuvées par

nous y lisons : « Cœlibatus est consilium Dei et Christi, qui illum omnibus proponit et consulit : non consulit autem, nisi quod in cujusque est potestate ; in potestate autem cujusque non est cœlibatus, nisi voluntas a gratia Dei adjuvetur. Ergo Christus cuique hanc gratiam ad cœlibatum et virginitatem necessariam præparavit, et paratus est dare. Si cuique paratus est dare castitatem virginalem, ergo multo magis maritalem. Quisque ergo sui status proprium donum, id est, propriam gratiam habet in actu primo in Dei præparatione, et habebit eumdem in actu secundo, si velit serio et constanter Deum orare, ut gratiam sibi præparatam exhibeat, et si gratiæ exhibitæ strenue velit cooperari. » *In cit. vers.* 7, in fine. Voir ci-après, pag. 530, 534 et 542.

(1) *Loc cit.*, pag. 32. (2) *Hebr.* v, 4.

(3) Nous avons énuméré, ci-dessus, pag. 81 et suiv., les différentes classes de personnes qui ne peuvent, au moins momentanément, entrer en religion.

l'Eglise. Il est donc vrai que, d'après la pratique et le sens de l'Eglise, il y en a qui, de préférence aux autres, sont appelés à la vie religieuse.

Tels sont les arguments qu'on allègue en faveur de la première opinion. Partant de leur principe, ses partisans déduisent les conséquences suivantes :

1° Celui-là pèche gravement qui entre en religion, connaissant clairement qu'il n'y est pas appelé : « Peccat *graviter*, si defectum vocationis clare noverit, *dit le P. Gury*, tum ob reverentiam... Religioni debitam, tum ob injuriam Deo illatam, tum præsertim ob periculum salutis, quod incurrit, dum suscipit obligationes, quibus moraliter satisfacere non poterit, utpote carens specialibus auxiliis, quæ solis a Deo vocatis conceduntur [1]. »

2° Celui qui n'est pas moralement certain de sa vocation ne peut se faire religieux. « Quando, *dit Blieck*, de alicujus vocatione adest dubium, illud excutiendum est oratione, examine majori, et consilio superiorum ac præsertim confessarii. Sed, perseverante dubio, ille in statu inferiori remanere tenetur : quia nemo ascendere potest ad statum superiorem, nisi de vocatione divina moraliter certo ipsi constare videatur [2]. » Le motif en est, dit Daris, que « dubius de vocatione sua, etiam dubitare merito potest de extraordinario gratiarum auxilio quo indiget ad ferenda onera vitæ regularis [3]. »

(1) *Loc. cit.*, n. 150. Cf. Blieck, *loc. cit.*, n. 40 ; Daris, *loc. cit.*, n. 37.

(2) *Loc. cit.*, n. 39. Item Gury, *loc. cit.*, n. 152.

(3) *Loc. cit.*, n. 37. Ces auteurs n'ont pas remarqué que celui qui, dans le doute, n'entre pas au couvent, court le même péril qu'en y entrant. En effet, s'il a réellement la vocation, en ne la suivant pas, il se prive des grâces que Dieu lui avait préparées, et expose ainsi grandement son salut. Nous ajouterons que le péril est même plus grave : car, de l'aveu de tous, le salut court plus de dangers dans le monde, que dans le cloître, où les moyens de sanctification sont beaucoup plus nombreux, et les occasions de péché beaucoup plus rares.

D'autres auteurs [1], à la suite de saint Thomas [2] et de saint Bernardin de Sienne [3], nient la nécessité d'une vocation spéciale, et se fondent pour le prouver : 1° sur les paroles du Christ; 2° sur celles de saint Paul; 3° sur la doctrine des saints Pères; 4° sur l'interprétation des commentateurs les plus autorisés; et 5° sur la pratique de l'Eglise.

1° *Paroles du Christ.* Avant de les exposer, nous croyons utile de rappeler que les auteurs sont unanimes à reconnaître l'institution de l'état religieux dans les passages où Notre-Seigneur donne les conseils évangéliques [4]. Les défenseurs de la première opinion en conviennent comme ceux de la seconde [5].

On pourrait objecter que, dans tous ces passages, Notre-Seigneur ne conseille aucunement de s'engager par vœu; et comme les vœux sont de l'essence de la vie religieuse, il s'ensuit, par là même, qu'on ne peut y voir le conseil d'embrasser l'état religieux.

Nous répondons que le Sauveur engage à la pratique des conseils évangéliques en s'y obligeant par vœu. C'est ce que saint Bernardin de Sienne développe admirablement. Laissons-lui la parole :

(1) Voir entre autres, Gordoni, *Theologia moralis universa,* lib. VI, quæst. V, n. 69; Augustinus de Gabrielis, *Theologia moralis,* tom. I, tract. VI, n. 257; Passerini, *De hominum statibus et officiis,* quæst. 189, art. X, n. 4; Neumayr, *Vir apostolicus,* pag. 220, édit. Schaff. 1853; Damanet, *Op. cit.,* chap. X, art. 2; Schmalzgrueber, *Jus ecclesiasticum universum,* lib. III, titul. XXXI, n. 23; Wiestner, *Institutiones canonicæ,* lib. III, Titul. XXXI, n. 1; Mayr, *Trismegistus Juris Pontificii universi,* lib. III, Titul. XXXI, n. 25.

(2) 2-2, q. 189, a. 10; *Opusculum* XVIII (*al.* XVII) *contra pestiferam doctrinam retrahentium homines a religionis ingressu,* cap. IX.

(3) *Sermon.* XXIV, art. III, argum. 20. *Operum,* tom. II, pag. 137.

(4) « Hæc est sententia omnium catholicorum recte sentientium, » dit Suarez. *De Religione,* tom. III, tract. VII, lib. III, cap. II, n. 3.

(5) Cf. Rotario, *loc. cit.,* n. 10, seq.; Daris, *loc, cit.,* n. 6; Schmalzgrueber, *loc. cit.,* n. 3.

Tu, qui vere et pure notitiam veritatis quæris, fideliter disce quod ubi Christus consulit, et commendat assumptionem evangelicorum consiliorum propter perfectionis amorem semper intelligit, et satis innuit illa assumenda esse sub voto. Nam, Matth. XIX, dans consilium de paupertate, ait : *Si vis perfectus esse, vade, et vende omnia quæ habes, et da pauperibus : et habebis thesaurum in cælo, et veni, sequere me.* Non enim perfecte reliquit omnia qui sibi retinuit licentiam reacquirendi illa ; quod satis aperte patet. Item in eo Matth. XIX, tribuens consilium de castitate, ait : *Sunt eunuchi qui se castraverunt propter regnum cœlorum.* Sed manifeste patet quod non se perfecte castravit qui sibi retinuit facultatem nubendi. Matth. quoque XVI, dans consilium de perfecta obedientia, ait : *Qui vult venire post me, abneget semetipsum, et tollat crucem suam, et sequatur me.* Quis dubitat quod qui, quantum potuit, libertati suæ non renunciaverit, quod perfecte libertatem suam non abnegavit? Nec insuper perfecte sequitur Christum qui hanc sequelam, seu subjectionem, ac discipulatum voto non est professus. Ideo, sicut ex verbo Virginis, quando, Luc. I, ait Angelo : *quoniam virum non cognosco*, Augustinus et alii sancti arguunt eam virginitatem vovisse, ita ex verbo illo Petri, Matth. XIX, *ecce reliquimus omnia*, accipit Augustinus 27, De Civitate Dei, cap. 3, Apostolos paupertatem vovisse, dicens quod votum potentissime voverant potentes illi. Apostolus autem, I Timoth. V, loquens de consilio virginitatis quod Christus dedit, manifeste ostendit illud intelligi debere sub voto. Loquens enim de virginibus quæ virginitatem reliquerunt, dicit : *quod habent damnationem, quia primam fidem irritam fecerunt.* Si enim sub voto virginitatem non assumpsissent, ex eo quod eam reliquerant, damnationem nullam haberent ; nec vere primam fidem irritam fecissent, fides enim non potest ibi proprie pro alio sumi, nisi pro fideli promissione et sponsione. Insuper Christus non præcepisset Apostolis, quando misit eos ad prædicandum, formam vivendi et eundi in paupertate, sicut patet Matth. VI, nisi prius Christo voluntatem suam per perfectam obedientiam subjecissent. Ad consilia autem nemo per præceptum astringitur, nisi prius ipse voverit ea [1].

(1) *Loc. cit.*, Argument. 12, pag. 135.

D'où nous sommes en droit de conclure que Notre-Seigneur invitant tous les hommes à pratiquer les conseils évangéliques sous l'obligation du vœu, les invite tous, par le fait même, à embrasser la vie religieuse.

Or, en promulguant les conseils évangéliques, le Sauveur se sert de termes généraux qui prouvent que son invitation s'adresse à tous les hommes. Quand il s'agit de l'obéissance, Jésus emploie les termes suivants : « Si quis vult post me venire, abnegat semetipsum, et tollat crucem suam, et sequatur me [1]. » Les mots *si quis* sont tout à fait généraux et n'excluent personne. « Neque enim, *dit saint Jean Chrysostome*, in illis tantum mala circumscribit, sed et commune toti orbi dogma exhibet dicens : Si quis vult, sive mulier, sive vir, sive princeps, sive subditus, hanc ingrediatur viam [2]. »

Si la pauvreté volontaire est conseillée à une personne en particulier [3], l'invitation de Notre-Seigneur n'en est pas moins générale ; car lui-même a dit à ses disciples : « Quod vobis dico, omnibus dico [4]. » Du reste, peu après l'invitation particulière faite à ce jeune homme, le Sauveur la répéta en termes on ne peut plus généraux : » *Omnis* qui reliquerit domum... aut agros propter nomen meum, centuplum accipiet, et vitam æternam possidebit [5]. »

La chasteté n'est pas recommandée d'une manière moins générale : « Sunt eunuchi, qui seipsos castraverunt propter regnum cœlorum. Qui potest capere, capiat [6]. » Par ces dernières paroles le Sauveur exhorte chacun à garder la virgi-

(1) *Matth.* XVI, 24.

(2) *Homilia* 55 (*al.* 56) *in Matth.* n. 1. *Operum*, tom. VII, part. II, col. 541. Edit. Migne.

(3) « Si vis perfectus esse, vade, vende, quæ habes, et da pauperibus, et habebis thesaurum in cœlo : et veni, sequere me. » *Matth.* XIX, 21.

(4) *Marc.* XIII, 37.

(5) *Matth.* XIX, 29.

(6) *Matth.* XIX, 12.

nité [1], et par là même ne dit-il pas clairement qu'il est au pouvoir de chacun de pratiquer ce conseil? « Nota, *dit Cornelius A Lapide*, hic consilium evangelicum cœlitus a Christo promulgatum, et omnibus propositum, imo consilium, et non præceptum. Hæc enim verba : *qui potest capere, capiat*, sunt hortantis et animantis ad cœlibatum, ait S. Hieronymus et Chrysostomus, ac proinde significant illum a Christo consuli, ideo eumdem esse in nostro arbitrio et potestate, si gratiam Dei invocare, illique strenue cooperari velimus. Nec obstat quod dicit : *qui potest;* hoc enim significat dumtaxat cœlibatum esse rem arduam, quasi diceret : qui vult sibi vim inferre, qui vult libidini generose resistere, qui vult ad arduum continentiæ culmen conscendere, ille eamdem amplectatur, *capiat*, et capessat... Omnes ergo fideles habent potestatem non proximam, sed remotam ad continendum [2]. »

Notre-Seigneur invite donc tous les hommes à la pratique des conseils évangéliques. Ne serait-ce pas lui faire injure de dire que nous ne pouvons nous rendre à son invitation, à moins qu'un appel intérieur de la grâce ne nous fasse savoir que l'invitation générale s'adresse aussi à nous ? Cette invitation générale ne serait-elle pas dérisoire, si une vocation spéciale était en outre nécessaire ?

Quelle idée se formerait du Sauveur celui qui le représenterait refusant ses grâces à ceux qui, dociles à son appel, veulent le servir d'une manière plus parfaite, et ce sous prétexte qu'il ne les a pas nommément appelés ? Comment, Notre-Seigneur verserait abondamment ses grâces sur ceux qui se donnent partiellement à lui, et il les refuserait à ceux qui

(1) « His enim verbis, *dit Bellarmin*, adhortatur Dominus ad continentiam, ut... omnes interpretes docent. » *De Monachis*, cap. 31.

(2) *Commentaria in Matthæum*, XIX, 12. Cf. sup., pag. 525, not. 5; et infra, pag. 534 et 542.

veulent se consacrer tout entiers à lui, sans aucune réserve! Non, cela est impossible, cela ne peut se concevoir.

2° *S. Paul.* « De virginibus, *dit l'Apôtre*, præceptum Domini non habeo : consilium autem do, tamquam misericordiam consecutus a Domino, ut sim fidelis. Existimo ergo hoc bonum esse propter instantem necessitatem, quoniam bonum est homini sic esse [1]. » Par ces paroles l'Apôtre exhorte tous les fidèles à la pratique du plus difficile des conseils évangéliques. Comment pourrait-il les y engager, si ceux-là seuls peuvent l'observer qui y sont spécialement appelés de Dieu [2].

3° *Doctrine des Saints Pères.* En commentant les paroles de Notre Seigneur touchant les conseils évangéliques, ils enseignent que tous peuvent les pratiquer. Nous devrons nous contenter d'en citer quelques-uns des principaux [3].

« Qui vult, *dit Origène*, capere verbum quod de castitate positum est, petat credens dicenti, et accipiet non dubitans de illo quod dictum est : qui petit accipit [4]. »

« Nemo putet, *dit S. Jérôme*, sub hoc verbo (Matth. XIX 11), vel fatum, vel fortunam introduci : quod hi sunt virgines quibus a Deo datum sit, aut quos quidam ad hoc casus adduxerit : sed his datum est, qui petierunt, qui voluerunt, qui ut acciperent laboraverunt. Omni enim petenti dabitur, et quærens inveniet et pulsanti aperietur [5]. » Ailleurs, trai-

(1) *I Cor.* VII, 25, 26.

(2) Cf. Bellarminus, *De monachis*, cap. 31.

(3) Nous aurions pu commencer par Tertullien, qui dit sur ces paroles du Sauveur : *qui potest capere, capiat :* « Si non potes, quia non vis (posse enim te, si velis, ostendit, quia tuo arbitrio utrumque proposuit), discedas oportet ab eo. » *Liber de monogamia*, cap. 14. Mais comme il était déjà héretique lorsqu'il écrivit ce livre, nous avons préféré omettre son témoignage.

(4) *Commentarius in Evangelium S. Matthæi*, cap. XIX, v. 12.

(5) *Commentarii in Matthæum*, XIX, 11. *Operum*, tom. IV, part. I, col. 87.

tant de la virginité, et expliquant le même texte de saint Matthieu, il dit encore : « Proponit Agonothetes præmium, invitat ad cursum, tenet in manu virginitatis bravium : ostendit purissimum fontem et clamitat : *Qui sitit, veniat et bibat.* Non dicit : velitis, nolitis, bibendum vobis est, atque currendum : sed, qui voluerit, qui potuerit, currere atque potare, ille vincet, ille satiabitur. Et ideo plus amat virgines Christus, quia sponte tribuunt, quod sibi non fuerat imperatum. Majorisque gratiæ est, offerre quod non debeas, quam reddere quod exigaris [1]. »

S. Jean Chrysostome nous montre d'abord comment le Sauveur excite les hommes à embrasser l'état de virginité, en exaltant sa dignité, et en rappelant qu'il y en a qui doivent la garder contraints par la nature. « *Non omnes capiunt, sed quibus datum est.* Rem extollit, et magnam esse indicat, atque hoc modo attrahit et hortatur..... Deinde ut commonstret posse illam servari, ait : 12. *Sunt eunuchi etc.* his occulte illos ad hoc genus vitæ deligendum inducens, et hanc virtutem servari posse suadens, ac si diceret : Cogita quid faceres, si ex natura talis esses, aut si idipsum per vim et injuriam passus esses ? Quid faceres, cum ejusmodi voluptate privatus, nullam hinc mercedem expectares ? Gratias igitur nunc age Deo, quod pro mercede et coronis illud patiaris, quod sine coronis patiuntur illi ; imo vero illud non ita durum, sed longe levius est : nam et spe præmii, et tantæ virtutis conscientia mitigatur, neque tantis cupiditatis fluctibus jactatur [2]. »

Le saint Docteur répond ensuite à une objection tirée du texte même. « Sed si res ex voluntate est, inquies, quomodo in principio dixit : *Non omnes capiunt, sed quibus datum est ?* Ut discas magnum esse certamen, non ut sortem quam-

(1) *Adversus Jovinianum*, lib. I. *Operum*, tom. IV, part. II, col. 155.
(2) *Homilia* 62 (*al.* 63) *in Matthæum*, n. 3, col. 599, ed. cit.

dam necessariam imagineris. Iis enim datum est *qui voluerint*. Sic porro dixit, ut ostenderet magno supernæ gratiæ auxilio opus habere eum qui hoc init certamen, quo plane fruetur *quisquis voluerit* [1]. »

S. Ambroise, commentant les paroles de S. Paul : *Unusquisque proprium donum habet ex Deo, alius quidem sic, alius vero sic* ; dit : « Hoc est, unusquisque juxta votum suum donum Dei habet, ut, si velit, ipsius nutu Dei possibilitatem consequatur. Ideo non debet quis constringi, ne a licito prohibitus, illicita admittat; sed ipse sibi eligat quid sequatur [2]. »

S. Grégoire de Nazianze dit aussi avec beaucoup d'énergie : « Vous entendez ces mots : *quibus datum est;* joignez-y : cette grâce est accordée à ceux qui veulent et donnent leur consentement [3]. »

Nous pourrions allonger la série de nos citations, en ajoutant les textes de S. Cyprien, S. Augustin, S. Basile, S. Hilaire, etc. Mais nous croyons que cela n'est pas nécessaire, et que ceux que nous avons cités ci-dessus seront une preuve suffisante de la tradition.

4° *Interprètes de l'Écriture Sainte.* Nous ne citerons que les principaux, et dont le mérite est généralement reconnu.

A. Maldonat. En rapportant d'abord les diverses opinions sur ce qu'il faut entendre par le don de continence, il dit : « Alii omnes auctores (præter Gregor. Nazianz. et Chrysost.) præter naturalem propensionem, aut etiam contra illam, divinam gratiam esse putant; sed iidem docent omnibus volentibus, petentibus, et obtinere conantibus eam dari [4]. »

(1) *Ibid.* n. 4. col. 600.

(2) *Commentaria in Epistolam ad Corinthios*, cap. VII, v. 7. Cf. *De Virginibus*, lib. 3.

(3) *Oratio* 31, apud Damanet, *Op. cit.*, pag. 158.

(4) *Commentarius in Matthæum*, cap. XIX, v. 11.

Plus tard, après avoir exposé l'interprétation de Calvin sur les paroles du Sauveur : *sunt enim eunuchi, etc.*, il ajoute : « Quanto meliore spiritu et judicio Chrysostomus existimavit Christum his verbis docere voluisse possibile esse, quod tunc vulgo (nunc a Calvinistis impossibile) putabatur posse aliquos, imo quicunque conarentur : gratia enim omnibus præsto est, tam caste vivere, quam si eunuchi essent [1]. »

B. Cornelius A Lapide (*Corneille Lapierre*). Sur ces paroles de Notre-Seigneur : *Non omnes capiunt*, notre savant et pieux compatriote fait la remarque suivante :

Licet non omnes fideles habeant donum continentiæ, quo actu contineant, sicut non omnes justi habent donum perseverantiæ, quo actu in justitia perseverent ; tamen sicut omnes justi habent donum perseverantiæ ; quo in Dei gratia perseverare possint, si velint ; sic pariter omnes fideles habent donum continentiæ in actu primo, quo possint continere, si velint ; si videlicet vires et gratiam ad continendum assidue a Deo efflagitent, ac Dei gratiæ ad custodiam oculorum, fugam otii, macerationem carnis, etc. cooperentur. Ita S. Chrysostomus, Origenes, Theophylactus, Euthymius et Hieronymus hic, S. Augustinus in Psalm. 137, S. Ambrosius Lib. 3 de Viduis, Tertullianus lib. de Monogamia, et alii, et patet ex hoc loco. Christus enim hic, æque ac Paulus, I Cor. VII, 7, cuilibet fideli suadet et consulit continentiam : nihil autem suadetur et consulitur, nisi quod in hominis est arbitrio et potestate cum gratia Dei, quam scilicet Deus cuilibet postulanti præparat et offert. Secus est de dono prophetiæ, linguarum, curationum, miraculorum : hoc enim Deus non omnibus præparat et offert, sed paucis dumtaxat a se electis ad commune fidelium bonum [2].

(1) *Ibid.*, v. 12.

(2) *Commentaria in Matthæum*, cap. xix, v. 11. V. ci-dessus, p. 525, note 5 et pag. 530 et 542.

C. Cornelius Jansenius, Episcopus Gandavensis.

Sunt eunuchi qui seipsos castraverunt, non reali membrorum exsectione, sed voluntaria continentia : nec simplici continentia, sed omnimoda abdicatione veneris, quod fit inviolabili proposito et voto continentiæ, quod votum satis Dominus hic commendat dicens : *qui seipsos castraverunt*. Non enim dicit : qui se assidue castrant, sed qui seipsos castraverunt. Certum est autem Dominum non loqui de corporali castratione, quæ damnabilis est, sed de spirituali. At quemadmodum per corporalem castrationem fit, ut quis sit impotens ad venerem, ita et spiritualem necesse est ut suo modo consequatur impotentia generandi. Hæc autem est impotentia generandi legitime et sine peccato, in quam non incidit homo nisi per votum explicitum vel implicitum. Notandum præterea in eo quod dicitur, *seipsos castraverunt;* quod cum prius significaverit Dominus continentiam esse donum Dei, dicens *quibus datum est*, nunc significat etiam nostrum esse opus, et a nostra pendere liberi arbitrii potestate. Ideoque non dicit, qui a Deo castrati sunt : sed, *qui seipsos castraverunt...*

Licet in præmissa Domini doctrina non tantum insinuetur magna continentiæ laus, sed etiam voti continentiæ, sunt tamen qui ex hoc loco colligunt, male tam multos hodie inter Christianos continentiam amplecti, stulte autem et impie aliquem continentiam vovere...

Pro horum solutione advertendum imprimis quod, absolute loquendo, omnes possunt capere donum continentiæ. Omnes enim (quod nemo facile negaverit) possunt petere, et ex animo petere illud donum : omnes ergo possunt capere, si verum est quod dicit Dominus : *Petite, et accipietis;* et : *Omnis qui petit, accipit...*

Nec obstat quod dicit Dominus : *Qui potest capere, capiat;* quo aperte significari videtur quosdam esse qui non possunt capere. Sic enim nunc dictum est : *Qui potest capere, capiat ;* quomodo supra apud Lucam, Cap. *Concordiæ* 92, per parabolas hominis ædificaturi turrim, et regis contra alium egressuri ad pugnam, implicite dixit : qui potest fieri discipulus meus, fiat ; non quod non omnes absolute possent (omnes enim possunt fieri christiani et fideles,

cum necesse sit admittere omnes posse fieri salvos), sed quod discipulatus non sit temere suscipiendus, et quod expendendæ sint vires, et considerandum num homo se sic sentiat affectum ut sperare possit se divino spiritu ad hoc commoveri. Itaque cum dicitur : *Qui potest capere*, non de absoluta potentia est sermo, sed ea quam propinquam dicere solemus, qua scilicet ea dicimur posse, ad quæ perficienda adsunt jam necessariæ vires : qualem potentiam ad continendum se jam habere is confidere potest, qui se sic sentit affectum, ut speret se a divino spiritu ad eam commoveri. Huic consulitur, ut, quia capere potest, *capiat*. Qui autem non sic se affectum sentit, huic, quia necdum capere potest, non consulitur, ut sese ad capiendum ingerat. Potest tamen talis, si velit, eam assequi potentiam, ut et ipse de numero fiat eorum qui possunt capere. Potest enim eam petere; petendo autem assequitur, quia omnis qui petit accipit [1].

D. Lucas Brugensis.

Non omnes capiunt. Non dicit (Christus) *capaces sunt*, quod ex Erasmi versione urgent Bucerus et Calvinus, ut doceant non cuivis possibilem esse a nuptiis continentiam; sed *capiunt;* non quod capere non possint, sed quod capere nolint : nolint autem, vel simpliciter, vel interpretative, quod non accommodent seipsos ut capiant ; non aperiant os ut vinum hauriant ; non faciant quod scriptum est : *Dilata os tuum, et implebo illud*. Psalm. 80, v. 11... Ii capiunt *quibus a Deo datum est capere*. Est enim singulare Dei donum, capere, ut a nuptiis, perfectionis castitatis amore, abstineas. Illis porro datum a Deo est capere hoc donum, quibus datum est non ire post concupiscentias suas, innascentes animo voluptatis cogitationes ipso in ortus exordio opprimere... Denique orationi instare. His modis capitur, paratur, servatur absque nuptiis castitas : suntque singula hæc Dei dona simul et castitas ipsa, non quod a libera hominis electione nequaquam proficiscantur, sed quod non absque cooperatione gratiæ Dei præstari atque observari ab homine queant. Ut non capiat homo continentiæ

(1) *Commentaria in concordiam evangelicam*, cap. 96.

donum, sola hominis electio facit : ut capiat, concurrant oportet gratia Dei, et electio ac studium hominis. Gratia Dei nunquam non parata est : electio ac studium hominis, cujus corrupta natura a virtute aliena est, plerumque desunt suis partibus, ideo paucis datur capere. Quare veteres tractatores intelligunt, his datum esse qui petierunt et adlaboraverunt... His enim minime denegat Deus gratiam suam...

Qui potest capere. Non de quacumque hic agitur potestate, quasi aliqui castitatis non sint capaces, aut impossibilis aliquibus sit castitas (cum enim omnes simpliciter Salvator hortetur, omnes simpliciter posse significat), sed de potestate voluntatis, qua illi posse aliquid dicuntur, quibus est voluntas firma, constans ardensque ad faciendum aliquid, ejusmodi quæ non facile cedat contrariis : illi non posse, quibus voluntas, aut præ timiditate nulla est, aut præ infirmitate ejusmodi quæ levi impulsu in diversa feratur... Ille itaque potest capere, qui vere efficaciter atque ardenter vult a nuptiis continere, eaque conferre quæ ad parandam servandamque continentiam necessaria sunt : ille non potest, qui ardenter amat nuptias, vel extra nuptias impudicitiam, aut eo se gerere vult pergitque modo quem castitatis studium vel omnino vel non facile admittit. Quare excitativa sunt hæc Salvatoris verba : *Qui potest capere*, ut si nondum omnino ardeat capere, segnitiem tandem excutiat, vires exserat, proculque abjiciat omnem animi affectionem dispositionemque repugnantem, et adlaboret ut capiat Dei gratia adjuvante. Nam qui congrua vitæ institutione, sincero ardentique castitatis ac perfectionis amore, et constanti de Dei adjutorio concepta fiducia, instructus fuerit, etsi corpus non parum rebelle patiatur, non ille præsumit, si persuadeat sibi se capere posse [1].

E. Dom CALMET.

Non omnes capiunt verbum istud. Tous ne comprennent pas ces paroles. Tous n'entendent pas le langage de renoncer au mariage, et de vivre dans la continence. Il n'est pas donné à tout le monde

(1) *In sanctum J.-C. Evangelium secundum Matthæum commentarius*, cap. XIX, v. 11 et 12.

de suivre dans la pratique ce que vous venez de dire : mais aussi Dieu ne refuse à personne ce don, lorsqu'on le lui demande avec ferveur. *Demandez*, dit le Sauveur, *et il vous sera donné.* Ce don est accordé à tous ceux qui le souhaitent, et qui le demandent, dit S. Chrysostome. Dieu l'a accordé à ceux qui l'ont désiré, qui l'ont demandé, qui ont travaillé pour l'obtenir, dit S. Jérôme : *His datum est, qui petierunt, qui voluerunt, qui ut acciperent laboraverunt.* Autrement : *Tout le monde ne comprend pas ces raisons*, et ne tire pas cette conséquence, qu'il vaut mieux vivre dans le célibat que se marier. Le premier sens est le meilleur [1].

5° *Pratique de l'Eglise.* Pendant plusieurs siècles prévalut dans l'Eglise un usage peu en harmonie avec les mœurs et la discipline actuelles. Les parents donnaient leurs enfants aux monastères, même avant qu'ils eussent atteint l'âge de raison [2], et il ne leur était pas loisible, lorsqu'ils arrivaient à l'âge de puberté, d'abandonner le monastère. Les lois de l'Eglise les forçaient à persévérer dans l'institut auquel ils avaient été voués [3].

(1) *Commentaire littéral sur S. Matthieu*, chap. XIX, vers. 11.

(2) Cf. Devoti, *Institutiones canonicæ*, lib. I, titul. IX, n. 13; Thomassin, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, part. I, liv. III, chap. 56.

(3) Nous savons que des auteurs ont prétendu que la donation faite par les parents n'obligeait les enfants que pour autant que ceux-ci la ratifiaient. Entr'autres Passerini, *De hominum statibus et officiis*, quæst. 189, art. v, n. 61. Mais nous savons aussi que les auteurs les plus versés dans les antiquités ecclésiastiques, comme Devoti, Thomassin, etc. sont d'un autre avis. Aussi Benoît XIV ne craint-il pas de dire : « Neminem sane, nisi ecclesiasticæ historiæ admodum imperitum, ignorare arbitramur, per plura sæcula eam in Ecclesia disciplinam viguisse, qua genitores proprios filios impuberes non modo ecclesiasticæ vitæ, adeoque clericali statui, sed etiam monasticæ disciplinæ offerebant; quibus proinde filiis, etiam cum ad eam pervenerant ætatem, in qua bonum a malo discernendi facultas est, interdictum erat ab ea vitæ conditione resilire, cui adhuc infantes vel impuberes a parentibus destinati fuerant; hujusmodi autem disciplinæ moderationem paucis abhinc sæculis inductam esse. » Const. *Probe te*, § 3, *Bullarium Benedicti* XIV, *vol.* IX, pag. 92. Cf. Const. *Postremo mense*, § 43, *Ibid.*, vol. V, pag. 74.

S. Boniface, l'Apôtre de l'Allemagne, adressa au Pape S. Grégoire II la demande suivante : « Si pater vel mater filium, filiamve intra septa monasterii in infantiæ annis sub regulari tradiderint disciplina, utrum liceat eis, postquam pubertatis annos impleverint, egredi, et matrimonio copulari? » S. Grégoire répondit : « Hoc omnino devitamus; quia nefas est, ut oblatis a parentibus Deo filiis voluptatis frena laxentur [1]. »

Le IVe Concile de Tolède s'exprime à ce sujet d'une manière très-énergique : « Monachum aut paterna devotio, aut propria professio facit. Quicquid horum fuerit, alligatum tenebit. Proinde his ad mundum revertendi intercludimus aditum, et omnes ad sæculum interdicimus regressus [2]. »

Or, si une vocation spéciale est nécessaire pour pouvoir embrasser la vie religieuse; si ceux-là seuls ont droit aux grâces nécessaires à cet état que Dieu y appelle spécialement ; comment l'Eglise eût-elle pu forcer ces enfants à rester toute leur vie dans le monastère, à y garder la continence, à s'y soumettre à toutes les observances de la vie régulière? La seule volonté des parents leur donnait-elle la vocation religieuse, ou en est-elle une marque infaillible? Comment expliquer cette conduite de l'Eglise dans la première opinion? Si l'on admet son principe, il nous semble impossible de justifier l'Eglise, qui aurait ainsi mis en danger le salut des enfants que Dieu n'avait pas gratifiés d'une vocation spéciale.

Dans notre opinion, au contraire, tout s'explique facilement : l'Eglise, par cette mesure, facilite le salut des enfants, les

(1) *Caus.* xx, quæst. i, can. 2. Gratien attribue ce canon à S. Grégoire le Grand, qui aurait donné cette réponse au moine Augustin, l'Apôtre de l'Angleterre. Mais c'est à tort : cette décision fut envoyée par Grégoire II à Boniface. Cf. Labbe, *Concilia*, tom. vi, col. 144 g.

(2) *Caus.* xx, quæst. i, can. 3. Cf. cap. 11 et 12, *De Regularibus et transeuntibus ad Relegionem.*

mettant dans une position, où ils courent moins de périls, et où ils trouvent des moyens plus abondants de salut. S'ils ne se sauvent pas, ils doivent se l'imputer. C'est la conséquence de la définition suivante du Concile de Trente : « Si quis dixerit..... posse omnes contrahere matrimonium, qui non sentiunt se castitatis, etiamsi eam voverint, habere donum ; anathema sit, cum Deus id recte petentibus non deneget, nec patiatur nos supra id quod possumus tentari [1]. »

Les arguments apportés à l'appui de ce sentiment nous paraissent concluants, et semblent avoir eu la même valeur aux yeux de saint Thomas, qui s'explique catégoriquement sur ce point. Bornons-nous à citer quelques lignes qui résument toute sa doctrine. « Non minus ergo sequendum est hoc consilium ab unoquoque, quam si unicuique singulariter ex ipsius ore dominico proferretur..... Si igitur consilium adolescenti a Domino datum sic est accipiendum, ac si omnibus ex ore Domini proponeretur [2]. »

Nou conclurons donc avec Passerini : « Ideo status Religionis absolute omnibus convenit, et in eo omnes proficere possunt, si alias sint liberi a vinculis matrimonii, vel similibus, quæ impediunt simpliciter ingressum Religionis. Et bene admonet D. Thomas quod Religio non est armamentum Saul, quod solum aptetur Sauli : sed est bonum omnibus conveniens, in quo omnis potest per Dei gratiam pervenire ad sempiternam requiem animarum [3]. »

Terminons en répondant brièvement aux arguments de la première opinion.

Ad 1m. *a*) Le premier argument suppose précisément ce qui est en question. Il suppose que Dieu fixe à chacun son

(1) *Sess.* XXIV, can. 9.
(2) *Opusc. cit.*, cap. 9.
(3) *Op. cit.*, Quæst. 189, art. X, n. 23.

état ; tandis que nous verrons tout à l'heure Cornelius A Lapide nous enseigner le contraire avec saint Ambroise, dire que chacun est libre de choisir son état, du moment qu'il ne s'agit pas du sacerdoce, et que Dieu donne à chacun les grâces propres à l'état qu'il a choisi. D'un fondement incertain, quelle conclusion certaine peut-on tirer ?

b) Par cela même que Notre-Seigneur invite à la pratique des conseils évangéliques, ne donne-t-il pas à ceux qui entendent sa voix et la suivent, la certitude de son concours particulier ? « Il nous invite, *dit le P. Damanet*, nous exhorte à suivre ses conseils pour nous joindre à lui et marcher sur ses traces, et l'on douterait qu'il accordât cette grâce à ceux qui la lui demandent et travaillent à l'obtenir [1] ! »

Ad 2m. A) De ce que Notre-Seigneur s'est contenté de choisir un petit nombre d'hommes pour les élever à l'Apostolat, que peut-on conclure contre la généralité de ses invitations à suivre les conseils évangéliques ? Le refus des hommes d'entendre sa voix empêche-t-il celle-ci de retentir ?

B.) 1. L'interprétation donnée à ces paroles de Notre-Seigneur par la première opinion ne s'écarte pas assez de celle des protestants. Leur véritable sens nous est donné par les interprètes catholiques. Voir ci-dessus, pag. 523 et suiv.

2. Les ressources nécessaires pour élever la tour de la perfection chrétienne sont, dit saint Thomas [2], l'abnégation, c'est-à-dire le renoncement à soi-même, à ses biens, à ses passions. Chacun doit examiner, avant d'embrasser l'état religieux, s'il est réellement animé de cet esprit d'abnégation. S'il ne l'a pas, qu'il n'entre pas en religion : il n'y persévérerait pas. Si, au contraire, il le possède, qu'il n'ait aucune crainte ; parce que, comme ajoute le même saint Docteur, la

(1) *Op. cit.*, chap. x, art. 3, pag. 161.
(2) 2-21, q. 189, a. 3, ad. 3.

crainte de ne pas acquérir la perfection en entrant en religion serait déraisonnable : *ex multorum exemplo convincitur*. Cette parabole de Notre-Seigneur n'a donc qu'un but : de nous exciter à travailler avec ardeur à l'œuvre de notre salut ou de notre perfection. « His parabolis, *dit Pirès*, monemur nihil non agendum, ut in re ardua exstruendæ turris christianæ vitæ, et evangelicæ perfectionis, et belli suscipiendi contra peccatum, mundum, carnem, dæmonem, amorem proprium, firmemur, ac perseverare possimus ad consummationem : prout in exstructione turris, et susceptione belli, solent homines omnem prudentem conatum, viresque et media necessaria adhibere [1]. » Que peut-on conclure de là contre notre sentiment?

3. Il ne s'agit nullement dans ce texte de la vocation à la vie religieuse; mais de l'élection à l'Apostolat. « Non vos priores me elegistis in magistrum et dominum, *comme l'explique Cornelius A Lapide, avec la plupart des saints Pères*, sed ego prior vos elegi et vocavi, meaque vocatione et gratia effeci, ut essetis mei amici, discipuli et Apostoli [2]. » La vocation à l'Apostolat diffère essentiellement de la vocation à la vie religieuse. De l'une on ne peut donc conclure à l'autre.

c) Puisqu'on fait appel à Cornelius A Lapide pour le texte de S. Paul, nous reproduirons son interprétation.

« Dico ergo : *proprium donum*, castitatis nimirum conjugalis, virginalis, aut vidualis... Donum hoc dupliciter accipi potest. Primo, status ipse, v. g. matrimonii, cœlibatus, religionis. Secundo, gratia necessaria et propria huic vel illi statui. Si primo modo sumas, tunc donum cujusque proprium est a Deo, sed materialiter tantum : quia donum id, quod quisque elegit et sibi proprium fecit, est etiam a Deo. Deus enim conjugium, cœliba-

(1) *Commentarius in Evangelium S. Lucæ*, cap. XIV, vers. 28.
(2) *Commentaria in Joannem*, cap. XV, vers. 16.

tum, aliosque status vel per se, vel per Ecclesiam instituit, et volenti hunc illumve amplecti, hunc illumve tribuit et concedit ; atque sic proprium donum quisque habet partim ex Deo, partim ex se et suo voluntario amplexu. Nam proprie et formaliter, quod donum illud huic vel illi sit proprium, sæpe est a libera electione : potest tamen eatenus dici a Deo esse, quatenus omnis directio causarum secundarum et omnis boni providentia est a Deo... Potuisset dicere Apostolus : quisque proprium statum habet ex se, quem sua libertate elegit. Maluit tamen dicere : *Quique donum proprium habet ex Deo,* quia vult conjugatos consolari...

Secundo, potest hoc *donum* esse gratia propria cuique statui : aliam enim gratiam requirunt conjuges, ut in fide conjugali ; aliam virgines, ut in virginitate vivant ; et hæc gratia propria cuique formaliter est a Deo ; quia posito quod elegeris statum certum, v. g. matrimonii, aut cœlibatum, Deus dat tibi gratiam et donum proprium illi statui, ut in eo recte vivere possis, si velis... Hoc modo sensus illius loci : *Unusquisque proprium donum habet ex Deo,* est quasi diceret : Elige statum quemvis, et Deus dabit tibi gratiam competentem et propriam ut in illo statu decenter et sancte vivas. Ita Ambros. Et hoc proprie hic intendit Apostolus [1]. »

2. Le passage de l'Epitre aux Hébreux prouve la nécessité d'une vocation spéciale pour la prêtrise. En invitant tous les hommes à la pratique des conseils évangéliques, Notre Seigneur enseigne clairement que semblable vocation n'est pas nécessaire pour la vie religieuse ; et qu'en conséquence l'*a fortiori* est ici sans aucune force.

Ad 3m. Nous avons vu de quel côté se tiennent les Saints Pères et les Princes de la Théologie. L'assertion du R.P. Gury est vraiment incompréhensible.

(1) *Commentaria in I Epistolam ad Corinthios*, cap. VII, vers. 7. Nous voilà bien loin de l'interprétation que S. Alphonse prête à Cornelius A Lapide. Cf. supra, pag. 524 et 525.

Ad 4m. *a*) La conduite de l'Eglise ne prouve absolument rien contre notre thèse. Lorsque le bien commun l'exige, l'Eglise peut priver un particulier des biens auxquels il a droit. C'est ce qu'elle fait dans notre cas. L'honneur des Ordres religieux demande que certaines personnes en soient écartées, au moins momentanément : quel argument cela fournit-il contre notre thèse ? L'Eglise défend de donner le baptême aux enfants des infidèles qui doivent rester sous la puissance de leurs parents 1. En conclurez-vous légitimement que tout le monde n'est pas appelé à recevoir le baptême ; que ce sacrement n'est pas obligatoire ?

b) Les règles et constitutions religieuses ne fournissent pas un argument plus concluant. Elles écartent d'un Ordre particulier ceux qui ne présentent pas les conditions requises pour y être utiles. Mais cela prouve-t-il que celui qui est repoussé n'est pas appelé à pratiquer ailleurs les conseils évangéliques ?

On le voit, les arguments de la première opinion ne sont pas bien forts, ni de nature à infirmer les preuves de la seconde.

(1) Cf. Constit. *Postremo mense*, § 4 seq. *Bullarium Benedicti XIV*, vol. v, pag. 10 et seq.

INDULGENCE PLÉNIÈRE ACCORDÉE AUX FIDÈLES DU DIOCÈSE DE BRUGES PENDANT L'OCTAVE DE LA TOUSSAINT.

Il est, hors du temps pascal, une époque de l'année où les Sacrements sont très-fréquentés : c'est le jour et l'octave de la Toussaint. La piété envers les morts réveille les sentiments de foi dans le cœur des chrétiens et les porte à aller se réconcilier avec Dieu par une bonne et sincère confession, afin que leurs prières soient plus puissantes en faveur des pauvres âmes du purgatoire.

Un excellent moyen d'entretenir ces bons sentiments, de les développer même, est d'assurer à cette pieuse coutume la participation aux trésors spirituels de l'Eglise. C'est ce que Mgr l'Evêque de Bruges a très-bien compris. Il a demandé et obtenu une indulgence plénière, applicable aux âmes du purgatoire, pour tous les fidèles de son diocèse, qui, confessés et communiés, visiteraient leur église paroissiale un des dix jours compris depuis la veille de la Toussaint jusqu'au neuf novembre inclusivement.

Afin de donner aux fidèles plus de facilité de purifier leur conscience, Mgr l'Evêque de Bruges accorde à tous les confesseurs pendant le même intervalle de temps le pouvoir d'absoudre des cas qui lui sont simplement réservés, et de commuer, en dispensant, les vœux qui ne sont pas spécialement réservés [1].

(1) Sur la règle à suivre dans cette sorte de commutation, v. *Nouvelle Revue théologique*, tom. VII, pag. 234.

Voici le Bref qui assure cette faveur au diocèse de Bruges.

PIUS PP. IX.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Spirituali Fidelium bono et consolationi quantum in Domino possumus consulere et porrectis Nobis precibus nomine Venerabilis Fratris Joannis Josephi Episcopi Brugensis benigne annuere volentes, omnibus et singulis e Diœcesi Brugensi utriusque sexus Christifidelibus vere pœnitentibus et confessis ac S. Communione refectis, qui propriam cujusque Parochialem Ecclesiam a vigilia festi Celebritatis Omnium Sanctorum usque ad diem nonum mensis Novembris uno, quo cuique libeat, ex his decem diebus, singulis annis devote visitaverint, ibique pro Christianorum Principum concordia, hæresum extirpatione, peccatorum conversione, ac S. Matris Ecclesiæ exaltatione pias ad Deum preces effuderint, Plenariam omnium peccatorum suorum Indulgentiam et remissionem, quam etiam animabus Christifidelium quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint per modum suffragii applicare possint, misericorditer in Domino concedimus. In contrarium facientibus, non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem ut præsentium Literarum transumptis seu exemplis etiam impressis manu alicujus Notarii publici subscriptis, et Sigillo Personæ in Ecclesiastica dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides adhibeatur, quæ adhiberetur ipsis præsentibus si forent exhibitæ vel ostensæ.

Datum Romæ apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris die XXVI Septembris MDCCCLXXVI; Pontificatus nostri anno trigesimo primo.

Signatum erat:
Pro D. Card. Asquinio,
D. Jacobini, Substitutus.

CONSULTATION I.

Je vous prie d'avoir la bonté de donner dans un prochain numéro de la *Nouvelle Revue théologique*, une réponse aux questions suivantes :

1° Est-il permis à un curé qui doit biner tous les dimanches, de dire deux fois le même dimanche la messe *pro grege*, quand dans la semaine qui précède ce dimanche, un jour de fête d'un Apôtre ou d'une fête quelconque abrogée, il a été empêché de célébrer *pro grege*, à cause d'un enterrement ou d'un mariage ?

2° Le Curé qui, jusqu'à ce jour, a célébré deux fois *pro grege* chaque dimanche qui suivait un jour de fête abrogée auquel il était légitimement empêché de célébrer par lui-même *pro grege*, demande ce qui lui reste à faire dans le cas que la question précédente serait résolue négativement.

3° Existe-t-il par rapport à ces questions des documents qui émanent de la Curie Romaine ?

4° Nous nous permettons de vous soumettre les questions ci-dessus parce que dans la *Nouvelle Revue théologique* il est dit :

1° Tom. III, pag. 108-116, qu'aucune loi ne défend de recevoir deux honoraires quand on *doit* célébrer deux fois le St-Sacrifice le même jour.

2° Tom. III, pag. 228. Vous donnez une décision de l'Évêque de Tournai, en date du 9 février 1871, dans laquelle l'Evêque se fonde sur les décrets de la S. Congrégation du Concile et les réponses du Souverain Pontife pour déclarer qu'il est défendu de recevoir deux honoraires quand on doit biner.

Nous trouvons aussi dans les instructions, ordonnances et règlements de Monseigneur l'Archevêque de Cambrai, concernant la discipline ecclésiastique, la pratique du St-Ministère et l'administration temporelle des paroisses, la défense de recevoir deux honoraires pour les messes de binage. Monseigneur se

fonde sur une réponse de la S. Congrégation des Cardinaux interprètes du Concile de Trente, en date du 25 septembre 1858.

5° Quelles conséquences pratiques ont ces observations de Mgr de Tournai et de Cambrai pour leurs clergés et pour le clergé des autres diocèses ?

Resp. ad I. Cela n'est pas permis. En effet, le Souverain Pontife, de qui émane l'autorisation de biner, y met la condition qu'on ne pourra recevoir un honoraire pour la seconde messe. Les Evêques, accordant cette autorisation en vertu de leurs facultés quinquennales, doivent se conformer à la volonté connue et manifestée du Souverain Pontife. Les curés, investis du pouvoir de biner, ne peuvent contrevenir à la condition sous laquelle elle leur est donnée. Or si l'on permet à un curé de recevoir un honoraire pendant la semaine, un jour où il doit appliquer pour le peuple, et de transporter cette dernière obligation au dimanche, il recevrait équivalemment un honoraire pour la seconde messe du dimanche [1]; ce qui lui est précisément défendu.

Resp. ad II. Il lui reste à demander au S. Siége l'absolution ou condonation des manquements dont il s'est rendu coupable, si toutefois son Evêque n'est pas muni des pouvoirs nécessaires *ad hoc*.

Resp. ad III. Nous avons publié plusieurs pièces prouvant que des Evêques avaient demandé et obtenu des indults spéciaux à ce sujet [2].

Resp. ad IV. Réellement nous ne connaissons aucune loi générale qui défende, dans les cas où le curé bine un dimanche pour l'utilité ou la nécessité de sa paroisse, de recevoir un honoraire pour sa seconde messe. Mais cela n'est pas néces-

(1) V. sur ce point la *Nouvelle Revue théologique*, tom. IV, pag. 103.
(2) Ibid. V., pag. 95, n. 8°; pag. 100; tom. VI, pag. 573.

saire. Car le curé ne bine qu'en vertu d'une dispense. Or celui qui accorde cette dispense, y pose une condition que le curé est tenu de respecter sous peine de forfaire à son devoir.

Resp. ad V. Ces actes des Evêques de Tournai et de Cambrai prouvent évidemment que, se conformant à la volonté du Saint Siége, ils attachent aussi à la faculté de biner la condition qu'on ne recevra pas un honoraire pour la seconde messe du dimanche.

Du reste, cela n'était pas nécessaire à Cambrai. La décision du 25 septembre 1858 avait été rendue pour ce diocèse [1] et notifiée au clergé par Mgr l'Archevêque, ce qui lui donnait force légale dans toute l'étendue du diocèse [2].

CONSULTATION II.

1. Utrum cereus, ad elevationem S. Sacramenti accendendus (*Rubr. Gen. Miss.*, tit. xx), accendi debet : a) in missa solemni, et b) in missa, quæ cantatur sine diacono et subdiacono ; an tantummodo in missa privata ?

2. Rubrica de modo cooperiendi calicem in fine missæ (*Rit. Celebr. Missam*, tit. x, n. 5, in fine) non eodem modo ab auctoribus explicatur. Alii enim calicem, vel ad dextram, vel ad sinistram in cornu Altaris positum cooperiunt, uti hanc Rubricam explicat De Carpo, *Cærem.*, part. 2, n. 53. Alii vero calicem cooperiunt in medio altaris, uti Janssens, Romsée, De Herdt, etc. Quænam explicatio vobis videtur magis conformis verbis Rubricæ ?

3. An patena a subdiacono tenenda est :

a) In prima missa solemni in Nativitate Domini, si hæc missa cantatur media nocte ?

b) In missa Sabbati Sancti ?

4. An die 2ª februarii, in missa solemni de purificatione

(1) Nous avons publié le texte entier du décret, tom. iv, pag. 94 et 95

(2) V. *Mélanges théologiques*, tom. v, pag. 247, n. xxxii.

B. M. V., dum evangelium a diacono cantatur, candela accensa tenenda est etiam a celebrante ?

5. Regulare est (ait *Cærem. Episc.*, Lib. 1, c. XXVIII, n. 6).... ut primus versus canticorum et hymnorum... cantentur a choro... sic etiam versiculus : *Gloria Patri* etc. Quæritur, an, dum canticum *Magnificat* alternatim a choro cantatur, et per organum suppletur, etiam cantandum sit : *Sicut erat* etc.?

Resp. Ad I. La résolution de ce doute se trouve au Missel, à l'endroit cité, n° 8. « In missa solemni, ad finem præfationis, accenduntur duo saltem intorticia ab acolythis, quæ extinguuntur post elevationem calicis, nisi aliqui sint communicandi, et tunc extinguuntur post communionem. »

Voici comment la chose se pratique, dans les messes chantées sans officiers sacrés [1] : « Ad *Memento* vivorum ambo consurgent, accendent duo funalia seu cereos super candelabra in presbyterio posita, ex parte uterque sua... » Ils les éteignent de la même façon, soit après l'élévation, soit après la communion. Dans les messes solennelles, « au commencement du canon, deux, quatre, six ou huit acolythes, autres que ceux de la messe, selon le degré de la fête et l'importance des églises, viennent de la sacristie au chœur avec des torches, ou mieux encore prennent et allument les torches auprès de la crédence, saluent le chœur, font à l'autel une génuflexion, et puis s'agenouillent en face de l'autel aux côtés du sous-diacre, et y demeurent jusqu'après l'élévation [2]. »

Ad II. Voici la réflexion de Laboranti à ce sujet [3] : « Quelques-uns prétendent qu'on doit couvrir le calice du voile, au milieu de l'autel, après qu'on a plié le corporal (P. A Florentia, Buongiov. P. de Ancon.) ; mais ce sentiment n'est

(1) Martinucci, *Manuale sacr. cœrem.*, t. 1, pag. 299.
(2) De Conny, *Cérémonial romain*, 3e édition, page 213.
(3) *Direttorio sacro*, tom. I, n. 337.

point conforme à la rubrique du Missel, qui veut qu'on ne place le calice au milieu de l'autel, qu'après l'avoir recouvert du voile et même de la bourse : « Cooperit calicem velo, et bursam desuper ponit, et collocat in medio altaris. » Cette réflexion est très-juste. Aussi le sentiment de Laboranti est-il adopté par la plupart des liturgistes, et par les plus estimés, surtout entre les modernes, De Conny, Baldeschi, Martinucci, etc.

Ad III. Nous n'avons trouvé nulle part une exception pour ces deux messes. Laboranti et Martinucci, qui traitent spécialement et avec grand détail des fonctions du sous-diacre, disent expressément qu'au Samedi-Saint, hormis ce qu'ils exceptent, il observe les cérémonies ordinaires de la messe solennelle.

Ad IV. Presque tous les bons auteurs, Merati, Baldeschi, Bauldry, Martinucci, enseignent que le célébrant tient son cierge allumé pendant que le diacre chante l'évangile. Voici cependant une observation de Laboranti qui paraît très-judicieuse [1] : Il en est plusieurs qui veulent que le célébrant tienne en main son cierge allumé, dans les circonstances où il faut tenir le cierge allumé pendant la messe. Nous sommes d'avis que le célébrant ne doit pas le faire, et nous nous fondons sur le *Cérémonial des Évêques,* qui parle seulement du chœur, et nullement du célébrant [2]. « Inchoabitur missa, quæ juxta solitum perficitur, in qua solum erit hoc speciale, quod canonici et cæteri de choro, dum cantatur Evangelium, accendent candelas, et illas accensas tenent usque ad finem Evangelii, et iterum ad elevationem usque post communionem. »

Ad V. L'orgue alternant avec le chœur, il est de règle que le *Gloria Patri* étant chanté par le chœur, l'autre verset *Sicut erat* soit suppléé par l'orgue.

(1) *Oper. cit.*, tom. II, n. 204. (2) Lib. II, cap. 17, n. 6.

CONSULTATION III.

I. Le Rituel Romain vient d'être introduit dans notre diocèse. Plusieurs curés jugeant à tort ou à raison qu'il est physiquement ou moralement impossible d'observer certaines prescriptions du Rituel, les omettent en tout ou en partie. Les vicaires, n'étant pas toujours de leur avis, désirent savoir : 1° s'ils peuvent ; 2° s'ils doivent se conformer aux désirs ou aux ordres de leurs curés. En principe et en droit, ils doivent suivre le Rituel, au moins quand faire se peut ; mais en fait, pour avoir l'uniformité dans l'église, pour éviter l'étonnement et le scandale des fidèles, enfin pour éviter toute difficulté, les vicaires ne feront-ils pas mieux de suivre la pratique de leurs curés ?

II. Vous avez prouvé, et la Sacrée Congrégation vient de décider, conformément à votre doctrine, que le curé doit remettre au célébrant l'honoraire tout entier des messes chantées, tant fondées que manuelles, excepté des messes de mariage et des funérailles qui font partie du droit d'étole. Que faut-il penser des anniversaires ? Rentrent-ils dans le droit d'étole? Après avoir lu vos articles, et surtout après avoir vu la décision de la Congrégation du Concile du 15 mars 1704, le décret de Benoît XIII qui exempte formellement les anniversaires de la quarte funéraire, et par conséquent aussi du droit d'étole, comme vous le faites incidemment remarquer, pag. 221, tom III, an. 1874 de la *Revue*, j'avais conclu que le curé ne pouvait retenir l'excédant de l'honoraire attaché à ces fonctions. La lecture de l'ouvrage de M. Deneubourg m'a confirmé dans mon opinion. En effet, dans l'énumération des différentes messes ou fonctions sur lesquelles le curé peut faire la retenue, il ne comprend nullement les anniversaires [1]; c'est à peine s'il ose, sous forme de doute, étendre le droit du curé sur les obits qui suivent l'enterrement ou les obsèques, droit qui selon moi est incontestable, parce qu'ils sont le complément des funérailles.

(1) L'honorable consultant se trompe, en croyant que M. Deneubourg lui est favorable. Il peut voir qu'à la page suivante, M. Deneubourg fait rentrer dans le droit d'étole *toutes les messes chantées, qu'elles soient fondées ou manuelles.*

On pourrait ajouter que les anniversaires ne rentrent pas dans les deux classes d'exceptions établies par M. Deneubourg, dans lesquelles le curé peut retenir l'excédant de l'honoraire.

Les curés de la conférence sont d'un autre avis que moi. Ils invoquent le droit d'étole ; après le décret de Benoît XIII, il me semble difficile sinon impossible d'invoquer ce droit [1]. Ils pourraient aussi invoquer la coutume ; mais si ma conclusion est vraie, la coutume est abusive et le législateur y refuse son consentement, comme vous l'avez prouvé [2]. D'ailleurs la coutume repose sur ce fait que c'est toujours le curé qui décharge ces fonctions. Ils pourraient peut-être invoquer avec plus de raison la réponse du Cardinal Fransoni pour le diocèse de Ruremonde que vous citez, tom. VI, pag. 353, mais ce décret n'a pas cette portée ; il ne vise, comme vous le faites remarquer, que la distinction du décret du 17 mars 1745 ; et dans tous les cas, s'il favorisait les droits des curés pour les anniversaires *fondés*, il leur serait contraire pour les anniversaires manuels, dans lesquels les revenus sont fixés *taxative* par l'usage ou l'Ordinaire des lieux.

Ils pourraient enfin invoquer les cérémonies accessoires qui précèdent ou suivent la messe des anniversaires ; mais ces cérémonies ne suffisent pas pour établir un droit d'étole : celui-ci ne peut être établi que par le texte de la loi, qu'il leur incombe de produire, ou l'usage reconnu et sanctionné par le législateur. D'ailleurs ces cérémonies, par exemple le chant du *Libera*, ou des cérémonies analogues, ont lieu dans certaines autres messes plus ou moins solennelles, et ils pourraient toujours s'en prévaloir pour éluder les décisions de la Sacrée Congrégation.

J'en ai conclu que, quand les curés ne *voudront* pas célébrer eux-mêmes les anniversaires, comme ils en ont toujours le droit, ils devront remettre *à leurs vicaires* l'honoraire attaché à ces fonctions religieuses. Remarquez que j'ai souligné les mots :

(1) Nous avons prouvé l'inanité de cette prétention, *Nouvelle Revue théologique*, tom. IV, pag. 295.

(2) *Ibid.*, pag. 298.

quand les curés ne voudront pas, et, *à leurs vicaires*, pour éviter la controverse qu'on pourrait soulever pour le cas où un curé serait empêché, et chargerait son *coadjuteur* d'exonérer les anniversaires en son nom.

Resp. ad I. Il nous répugne d'admettre que des curés oublient leurs devoirs au point de se mettre en opposition flagrante avec les prescriptions de leur Évêque. Nous aimons à croire que, si des difficultés réelles s'opposent à l'introduction de tout ou partie du Rituel Romain dans leur paroisse, ils auront eu soin de les exposer à leur Ordinaire, et de demander l'exemption de la mesure générale. Ils auraient agi sagement en communiquant la dispense à leurs vicaires, et en tranquillisant ainsi la conscience de ces derniers.

Supposé toutefois que, par impossible, un curé, de sa propre autorité, continue de se servir de l'ancien Rituel pour toutes les cérémonies religieuses, ou une partie d'entr'elles, que doit faire le vicaire ?

Il n'a qu'un seul parti à prendre : s'adresser à son Évêque, et lui demander sa ligne de conduite. En attendant la réponse épiscopale, nous lui conseillerions de se conformer aux ordres de son curé, du moins dans tous les cas où la diversité de conduite pourrait causer de l'étonnement ou du scandale dans le peuple. Nous appliquerions là le principe déposé dans le passage suivant des statuts de Gand : « Vicepastores pastorem suum ament ut patrem, numquam superbe contemnant, aut altare altari opponant, sed ei tamquam superiori ac parenti debitam obedientiam, honorem et obsequium præstent. Ubi tamen contigerit, vicepastorem aliquem opinari se plus æquo a pastore suo gravari, volumus et districte mandamus ut in ejusmodi casu, propter bonum pacis et ordinem hierarchicum, equidem provisionaliter ex corde præceptum pastoris venere-

tur, eique obediat, donec res ad decanum vel ad nos relata fuerit [1]. »

AD II. Il n'est pas douteux que les anniversaires soient en dehors du droit d'étole. Le décret de Benoît XIII et les décisions de la Sacrée Congrégation du Concile en sont une preuve convaincante. Si les anniversaires étaient un droit d'étole, le curé seul aurait le droit de les chanter, ou, si un autre les chantait, d'en réclamer l'honoraire, ou au moins la quarte. Or, le décret de Benoît XIII s'oppose à semblable revendication de la part du curé. La décision de la Sacrée Congrégation du Concile de 1704, citée par l'honorable consultant, n'est pas la seule qui ait été rendue dans ce sens. Le 9 février 1732, la même Congrégation donna une décision conforme; voici dans quelles circonstances. Un fondatenr avait érigé une chapellenie, imposant au Chapelain l'obligation d'une messe quotidienne, et d'un anniversaire solennel. Le curé prétendit que l'anniversaire rentrait dans les droits paroissiaux, allégation qui fut niée par le Chapelain. Le doute suivant fut soumis à la Sacrée Congrégation :

An celebratio missæ solemnis pro defunctis cum anniversario in ecclesia S. Nicolai, sita intra limites parochialis, et collegiatæ ecclesiæ S. Martini civitatis Cerreti, spectet ad Archipresbyterum (*qui était le curé*) et canonicos dictæ collegiatæ privative quoad omnes; sive potius ad Cappellanum dictæ ecclesiæ cum facultate assumendi in dicta missa et anniversario presbyteros sibi benevisos ?

La réponse fut :

Negative quoad primam partem ; et Affirmative quoad secundam ; et amplius [2].

(1) *Statuta diœcesis Gandavensis*, titul. XVI, cap. 15, *pag.* 59.

(2) *Thesaurus resolutionum S. Congregationis Concilii*, tom. V, pag. 420 et 439.

Une controverse du même genre s'éleva en 1747 entre les héritiers d'un fondateur, et le curé qui jusque-là avait toujours célébré l'anniversaire. Les héritiers prétendirent avoir le droit de faire exonérer les messes basses et l'anniversaire soit par le chapelain, soit par d'autres prêtres. Le curé contesta le droit. On proposa à la S. Congregation du Concile le doute suivant :

VI. An hæredibus Leonardi Justiniani liceat celebrari facere in altari sub invocatione S. Liborii existente in ecclesia S. Mariæ Misericordiæ extra oppidum et intra parochiam a proprio Cappellano et sacerdotibus exteris tam missas lectas, quam cantatam in anniversario ; seu potius invitari debeant sacerdotes terrigenæ pro missis lectis, et missa cantata in dicto anniversario cantari debeat privative a parocho ?

Le 2 décembre 1747, la S. Congrégation repondit :

Ad VI. Affirmative ad primam partem ; Negative ad secundam [1].

M. Pallottini, dans son précieux et savant recueil, que nous recommandons de nouveau à nos lecteurs, cite une autre décision du 28 juillet 1713, rendue en cause du Chapitre de Rubi contre les Pères Dominicains de cette ville. Le Chapitre, en sa qualité de curé, prétendait au droit exclusif de célébrer les anniversaires, ainsi que les messes des troisième, septième et trentième jours. Les R. Pères Dominicains combattirent cette prétention. La cause fut déférée à la S. Congrégation du Concile, qui donna gain de cause aux religieux. Voici le résumé de la cause donné par M. Pallottini :

Capitulum ecclesiæ cathedralis Rubensis jus sibi celebrandi anniversaria, ac ea præcipue, quæ vulgo dicuntur *Terzi*, *Settimi* et *Trigesimi*, in quibusdam ecclesiis regularibus et societatum

(1) *Ibid.* tom. XVI, pag. 54 et 95.

ex piorum disponentium voluntate crucis vexillo erecto occasione funerum, vindicare contendit. Patres Dominicani vero acriter obstiterunt : unde, re ad S. Congregationem delata, Sacra Congregatio singulis hinc inde mature perpensis decrevit, licere prædictis Patribus in propria ecclesia persolvere præfata anniversaria, tam pro his, qui tumulati reperiebantur in eorum ecclesia, quam extra ; nec non alia et quæcumque anniversaria, atque pro his etiam eleemosynam recipere ; adeoque nullatenus hæc omnia privative spectare ad præfatum capitulum in eadem ecclesia prædictorum Patrum paragenda [1].

De ces diverses décisions il résulte à l'évidence que les anniversaires ne font aucunement partie du droit d'étole. S'ils ne sont pas un droit d'étole, le curé n'a aucun titre à retenir une partie de leur honoraire : semblable retenue constituerait une injustice, et imposerait au curé l'obligation de la réparer.

CONSULTATION IV.

A la réponse que votre Révérence fait dans le numéro de septembre 1875 de votre excellente *Revue*, conçue en ces termes: *Contra illum qui potuit dicere apertius, interpretatio est facienda etc., etc.*, le propre ne portant pas *Orationes*, ne peut-on pas opposer le Missel, qui, à la messe de S. Sylvestre, établit tout le contraire ?

Resp. La messe de S. Sylvestre, telle que la donne le Missel, prouve que lorsque l'épître, l'évangile, l'offertoire etc., ne sont pas tirés du commun, on a soin de les indiquer. On y trouve : l'introït *Sacerdotes tui* d'un confesseur pontife 2° loco; l'oraison *Da quæsumus*, de la première messe; l'épître à

(1) *Collectio omnium conclusionum et resolutionum quæ in causis propositis apud S. Congregationem Cardinalium S. Concilii Tridentini Interpretum prodierunt ab ejus institutione anno* 1564 *ad annum* 1860, v. *Anniversarium*, § I, n. 107, tom. II, pag. 16.

Timothée des docteurs ; l'évangile *Sint lumbi* d'un confesseur non pontife ; l'offertoire de la messe *Statuit*, et la communion de la messe *Sacerdotes*. On ne peut tirer de là rien autre chose. Lorsque le Missel indique seulement que l'oraison ou l'évangile se tire d'ailleurs, on dit toute la messe marquée par l'introït, sauf l'oraison ou l'évangile. Ainsi en est-il pour S. Grégoire VII, qui a toute la messe *statuit*, sauf l'évangile *Vigilate*. Pour S. Léon, Pape, au 28 juillet, c'est l'opposé, c'est-à-dire la messe *Sacerdotes*, sauf l'évangile *Homo peregre proficiscens*. Nous nous en tenons conséquemment à ce qui a été répondu dans une autre livraison [1].

CONSULTATION V.

I. Dans le quatrième volume (pag. 440) de votre excellente *Revue*, il est question d'un décret, d'après lequel *sacerdos matrimonium celebraturus ante Missam debet esse paratus, non tantum cum stola, sed etiam cum casula.*

Je comprends cela quand on dit la messe votive *pro sponso et pro sponsa ;* mais quand la fête du jour, exigeant la couleur rouge, empêche la messe votive et n'en admet que la mémoire, il faudra donc bénir le mariage avec la couleur rouge.

De même en temps clos et au mariage d'une veuve, si la Messe suit immédiatement comme le dit la réponse, dans le même endroit, il faudra donc pour la célébration du mariage prendre la couleur du jour, et ainsi s'il se trouvait un mariage à célébrer le jour des saints Innocents, on devrait donc se servir de l'ornement violet. Si cela est, comment l'accorder avec la rubrique qui se trouve dans Levavasseur et qui exige toujours pour la bénédiction du mariage la couleur blanche ?

II. Quand, au mois de novembre, on doit le même jour commencer la lecture de deux petits prophètes, duquel doit-on dire deux leçons ? Ainsi l'année dernière, dans notre diocèse, le 17 novem-

(1) Tome VII, page 562.

bre, qui se trouvait *feria sexta*, on devait commencer Abdias et Jonas : Abdias pour *feria sexta*, et Jonas placé *in sabbato*. Les deux leçons devaient-elles être d'Abdias ou de Jonas ?

III. Que devrait faire un curé seul dans sa paroisse, qui aurait une sépulture un des jours des Rogations, ou la veille de la Pentecôte ? Je suppose qu'il n'a pu appeler un confrère pour l'aider et qu'on demande la messe pour la sépulture : pourrait-il laisser la procession et la messe de la station, récitant en son particulier les litanies des saints et les oraisons qui suivent ? Ou bien pourrait-il faire la procession sans messe de station, se réservant pour chanter la messe de la sépulture ?

De même, la veille de la Pentecôte, pourrait-il faire la bénédiction de l'eau et des fonts baptismaux avant la sépulture, et ensuite faire la levée du corps et chanter une messe de *Requiem ?*

Il me semble que ces jours-là on doit faire la cérémonie de la sépulture sans messe de *Requiem.*

Resp. ad I. Il faut soigneusement distinguer deux hypothèses, dans la célébration du mariage. La première est vidée par le décret cité dans la consultation, et suppose que la messe, célébrée immédiatement après le mariage contracté, est une messe de mariage proprement dite, renfermant la bénédiction nuptiale. En la seconde, la messe ne forme pas un seul tout avec la célébration du mariage, mais est simplement un acte de dévotion demandé librement par les fidèles qui se marient. C'est, par exemple, au temps clos, alors qu'il est défendu de bénir solennellement les mariages. Les époux, désirant attirer les faveurs du ciel sur leur union, demandent qu'une messe soit célébrée à leur intention. Cette messe libre, en dehors des règles litturgiques, ne fait pas corps avec la célébration du mariage, et suivît-elle immédiatement, doit être regardée comme tout à fait distincte de celui-ci.

Dans le premier cas, le prêtre prend la chasuble, dès le commencement de la fonction, et le mariage fini, poursuit

immédiatement la messe, ainsi que l'a décláré la S. Congrégation des Rites. Il va de soi que si l'office occurrent est d'un rite assez élevé pour empêcher la messe votive du mariage, le célébrant prendra, dès le principe, la couleur de la fonction principale, c'est-à-dire de la messe.

Nous convenons que, dans la célébration du mariage, il faut employer la couleur blanche, pourvu toutefois que cette célébration ne soit pas liée avec une fonction qui exige une autre couleur. Ainsi le blanc est la couleur propre au Saint Sacrement, et le voile huméral qui couvre les mains du prêtre, quand il le touche, est toujours de cette couleur. Néanmoins quand une procession, ou un salut forme la terminaison d'un office, qui a été célébré avec une couleur différente, il faut y employer, non la couleur blanche, mais celle de l'office précédent. C'est ce que la S. Congrégation des Rites a décidé à plusieurs reprises [1], et c'est ce qui est mis en pratique dans le Missel lui-même aux jeudi et vendredi saints, pour la procession du sépulcre, dont l'une se fait en blanc et l'autre en noir. Il en sera de même pour le cas qui nous occupe. Comme le mariage a une connexion intime avec la bénédiction nuptiale, et qu'on passe de l'un à l'autre sans désemparer, le célébrant prendra, dès le principe, les ornements de la couleur de la messe.

Cette interprétation est conforme à la pratique de Rome, et nous pouvons nous réclamer de l'autorité de l'un des premiers liturgistes de la ville éternelle. Voici en effet comment s'exprime Martinucci par rapport à la difficulté actuelle. Il s'agit du mariage célébré avec bénédiction nuptiale [2]. Nous donnons le texte entier, quoiqu'un peu long, pour l'utilité de nos confrères.

(1) Cfr. *S. R. C. Decreta*, v. *Eucharistia*, § 2, n. 4; — item *Instruct. Clement.* n. 11, pag. 426.

(2) *Manual. Cæremon.*, tom. IV, pag. 64.

1. Pro celebratione matrimonii et benedictione nuptiarum, præparabitur super altari calix cum purificatorio, etc., et collocabitur in medio, ut in principio Missæ. Super patenam autem ponentur binæ particulæ pro communione sponsorum. In eodem altari statuetur Missale cum signaculis ordinatim dispositis. In latere Epistolæ aderit vasculum aquæ benedictæ cum aspersorio, pelvicula cum annulo tradendo sponsæ et Rituale. In latere Evangelii præparabitur manipulus pro celebrante : super abaco præter ampullas aderit mantile pro communione.

2. Parochus, vel alius sacerdos ex ejus mandato, induetur in sacristia vestibus sacerdotalibus pro celebranda missa, excepto manipulo. Color paramentorum congruet officio, quod celebrabitur ; et nisi eo die vetitum sit legere Missam pro sponso et sponsa, adhibebitur color albus.

3. Paratus, ut supra, parochus, capite bireto operto et junctis manibus, adibit ad altare , præcedente clerico superpelliceo induto.

4. Parochus ante altare nudabit caput, biretum tradet ministro, reverentiam ad Crucem vel genuflexionem faciet, si custodiatur ibi SS. Sacramentum, conscendet suppedaneum in medium et se convertet ad populum. Clericus seu minister, deposito bireto super abaco, ascendet ad altare ad sinistram Parochi, eique sustinebit Rituale.

5. Sponsi se sistent ante altare, mulier adstabit sinistræ viri ; genicula bunt in extremitate anteriori suppedanei, vel super gradu superiore altaris... Si forte uterentur chirothecis, deponent eas antequam accedant ad altare : simul cum sponsis adibunt ad altare etiam duo præstituti testes, jam noti parocho, qui consistent pedibus prope sponsos.

Après que le célébrant a récité le v. *Confirma*, et l'oraison *Respice*, « sponsi consurgent et descendent ad balaustrium ut assistant divino sacrificio. Clericus manipulum imponet celebranti, et vasculum. Rituale ac pelviculam, quæ erant super altari, ad abacum referet. »

Voilà pour le cas où la bénédiction nuptiale suit immédiatement la célébration du mariage.

Pour l'autre hypothèse, savoir quand il n'y a pas de bénédiction nuptiale, et que l'assistance à la messe est un acte purement facultatif et de simple dévotion, le célébrant doit obéir à la prescription du Rituel Romain, et prendre le surplis et l'étole de couleur blanche. La messe alors est une fonction entièrement distincte du mariage, elle n'existe pas liturgiquement par rapport à la célébration du mariage, et partant ne doit modifier en rien les vêtements et la couleur des ornements que doit porter le prêtre pour la célébration du mariage.

Ad II. Lorsqu'il y a le même jour plusieurs commencements de livres de l'Écriture, aux matines, on n'est pas tenu de dire plus d'une leçon de chacun d'eux. Ainsi l'a décidé la S. Congrégation des Rites, le 5 juillet 1698, *in* Collen [1]. Cette prescription est aisée à garder, quand on a trois *initia*, le même jour. Mais s'il n'y en a que deux, quel est celui dont on récitera deux leçons? Il nous semble qu'il faut attribuer les deux leçons au petit prophète dont les leçons sont affectées à la férie occurrente, et conséquemment dans le cas proposé, on dirait deux leçons d'Abdias et la troisième de Jonas. Celle-ci en effet ne vient que par exception, et comme elle suffit pour garder la rubrique, on s'en contentera. Abdias ne perdra donc que ce qu'on peut légitimement lui enlever, c'est-à-dire une leçon.

Ad III. Les auteurs que nous avons consultés gardent un silence absolu sur la question qui nous est proposée ici; bien peu d'entr'eux ont occupé des positions assez modestes pour prévoir de telles difficultés. Quant aux décrets, nous n'en avons rencontré que deux qui s'y rapportent de loin. Dans l'un, la S. Congrégation des Rites décide que la messe des Rogations

(1) Cfr. *S. R. C. Decreta*, v. *Lectiones*, § 1, n. 4.

doit être chantée, pourvu qu'on fasse la procession. Dans l'autre, elle défend de dire une messe d'obsèques, après la messe solennelle du samedi saint [1] : mais ces déclarations ne font pas avancer la solution d'un pas. Car, pour la procession des Rogations, on est obligé de la faire en vertu de la coutume ou des prescriptions diocésaines, et partant de chanter la messe fériale; et quant au cas du samedi saint, il n'y a point de parité avec le samedi de la Pentecôte.

Nous en sommes donc réduit à notre appréciation personnelle, et pour dire en deux mots ce que nous pensons, il nous semble qu'il y a lieu ici à l'épikeie ou interprétation bénigne de la loi. Il arrivera bien souvent que les parents du défunt seront froissés, et se plaindront hautement, si on leur refuse de célébrer des funérailles tel jour, ou de chanter la messe en noir, lorsque du reste ces funérailles avec messe *de requiem* ne sont aucunement défendues. Pour éviter cet inconvénient qui parfois deviendrait un scandale, nous ne croyons pas qu'il soit défendu de chanter une messe d'obsèques qu'on ne peut ni avancer ni différer.

Faut-il alors faire la procession aux Rogations, ou bénir les fonts au samedi de la Pentecôte? Pour les fonts, ils doivent indubitablement être bénits [2]. Nous pensons également qu'il vaut mieux faire la procession des Rogations, car il y a d'autres cas où elle est suivie d'une messe non fériale, par exemple, en la fête du Patron; également quand on termine la procession dans une église dédiée à S. Marc, le jour de sa fête. Rien n'empêcherait donc d'après cela, le cas échéant, de finir la station par une messe exéquiale, sans qu'on ait célébré la messe de la férie.

(1) *Ibid.* v. *Rogationes*, n. 5; et v. *Sabbatum*, n. 1.

(2) S. R. C. 7 dec. 1814, in URBEVETANA. Cf. *S. R. C. Decreta*, V. *Sabbatum S.*, n. 3.

CONSULTATION VI.

J'ai parcouru plusieurs livraisons de votre ancienne *Revue*, sous le nom de *Mélanges théologiques*, je n'y ai point trouvé la rubrique concernant *la Messe d'Or*, qui se chante en beaucoup d'endroits Feria IV temporum decembris. Cette année (1875) ce jour coïncide avec l'Octave de l'Immaculée Conception. Selon les règles générales des messes votives, on doit chanter la messe du jour, c'est-à-dire *Gaudens*. Plusieurs auteurs sont d'un avis contraire, entre autres Janssens, et le directoire de Gand, de l'an 1847, que j'ai sous la main. J'y lis : « Pro ea autem (licet dicta Feria incidat in ipsam diem octavam Immaculatæ Conc.) sumitur missa votiva de Beata in Adventu : *Rorate cæli*, in qua dicitur *Gloria*, unica oratio, præfatio de Beata et te in veneratione. Ad Symboli verba *Et Incarnatus*, genuflectitur ut in festo Annuntiationis. » Que doit-on tenir?

La Congrégation des Rites a été questionnée sur ce point, et elle a répondu que, malgré l'usage contraire, et les raisons qu'on fait valoir pour la maintenir, il fallait, le cas échéant, chanter la messe de l'octave [1]. « Cautum est per decreta ut minime locum habeant missæ votivæ B. M. V. intra ejusdem octavas; quæ si dicenda sint, de octava currente celebrentur. »

L'*Ordo* de Tournai de 1875 nous prouve que, dans ce diocèse, on est revenu, relativement à ce point, aux véritables principes.

(1) On peut voir dans *S. R. C. Decreta*, v. *Missa*, § XI, num. 6, le texte de la demande et de la réponse, qui a été emprunté à un Directoire de Malines.

LETTRES DE S. S. PIE IX.

I.

A L'ÉVÊQUE DE ***.

Le vase retient longtemps le goût de la liqueur qui y a été d'abord renfermée. Il est de même de l'esprit humain : lorsqu'il a été imbu d'une erreur ou d'un préjugé, il est bien difficile de l'en libérer complètement, d'en faire disparaître toutes les traces. Toute l'histoire de l'Eglise, et spécialement l'histoire des hérésies en sont la preuve convaincante.

La lettre suivante de Pie IX nous rappelle cette vérité, en nous montrant avec quelle ténacité certains adversaires de l'infaillibilité pontificale conservèrent leurs opinions erronées, même après que le Concile du Vatican eût défini ce point de foi. Ils ne cédèrent que lorqu'ils eurent vu les Evêques, autrefois partisans et défenseurs des mêmes erreurs, adhérer à la définition conciliaire. Cette manière d'agir est anti-catholique. Certes, comme le remarque le Souverain Pontife, « aucune hérésie n'aurait pu jusqu'à présent être proscrite d'une manière efficace, s'il avait été permis aux fidèles d'attendre, pour se soumettre à la définition de la vérité, l'assentiment de ceux qui s'opposaient à cette définition et se trouvaient condamnés par elle. »

Du reste, ainsi que l'observe encore Pie IX, la nécessité d'une adhésion immédiate résulte du Concile du Vatican, qui enseigne expressément que « les définitions du Pontife Romain sont irréformables par elles-mêmes, et non en vertu du consentement de l'Église. »

Mais si, pressés par l'adhésion unanime du corps épiscopal, les adversaires de l'infaillibilité papale ont dû se dépouiller sur ce point de leurs erreurs, il n'en a pas été de même sur la question d'opportunité ; ils continuent à prétendre que la définition était inopportune.

Dans sa lettre, Pie IX relève l'absurdité de cette prétention, et montre comment les circonstances justifient l'opportunité de la définition et prouvent en cela l'intervention manifeste de la divine providence. Laissons la parole au Saint Pontife.

PIUS PP. IX.

Venerabilis Frater, salutem et Apostolicam benedictionem.

Didicimus libentissime, Venerabilis Frater, te jam ante improbasse propositum quod Nos reprehendendum censuimus, et licet compertum habeamus peculiaria legum, temporum, mixtæ in comitiis religionis adjuncta stravisse errori viam, utile tamen ducimus errantes opportuna oblata occasione moneri.

Molestius tamen ferimus famam ad aures Nostras delatam de nonnullis e Germaniæ clero, qui, cum diu distulissent assensum suum exhibere dogmaticæ definitioni œcumenici Vaticani Concilii de infallibili Romani Pontificis magisterio ; ei tandem se adhærere professi sunt, sed declarantes, vel in id se descendisse, quod viderint eos e Germanis Episcopis, qui contrariam propugnaverant in Concilio sententiam, definitioni adhæsisse, vel assentiri se quidem definito dogmati, sed non definitionis opportunitati.

Atqui quum definitiones Conciliorum generalium ideo sint infallibiles, quod a Spiritus Sancti, juxta Christi promissionem, Ecclesiæ assistentis afflatu dimanent, nequeunt verum non docere : veritas autem non ex hominum consensu vim mutuatur et indolem : adeoque, quum a Deo procedat, plenum et absolutum consensum poscit nulla conditione devinctum. Nec certe ulla hæresis hactenus efficaciter proscribi potuisset, si ad assentiendum definitioni veritatis fidelibus licuisset eorum expectare consensum, qui ei reluctabant et damnabantur.

Hæc vero doctrina, quæ eadem est pro Conciliorum œcumenicorum et Summorum Pontificum definitionibus, aperte tradita fuit a Concilio Vaticano, quod suam concludens definitionem docuit *Romani Pontificis definitiones ex sese, non autem ex consensu Ecclesiæ, irreformabiles esse (Sess. IV,* c. IV, in fine).

Absurdius autem est etiam inopportunitatem retinere et definitionem recipere. Vicissitudines certo hujus temporis, errores quotquot unquam fuerunt et quodidie novi qui ex inferis erumpunt in exitium Ecclesiæ, libertas adempta Christi Vicario, sublata Episcopis facultas non modo conveniendi sed etiam docendi, testantur quam opportune Divina Providentia Pontificiæ infallibilitatis definitionem tunc edi concesserit, quum omni alio subsidio recta credendi et agendi norma tot inter difficultates erat destituenda. Sed hisce missis, si ideo infallibiles sunt œcumenicorum Conciliorum definitiones, quod a Spiritus Sancti sapientia et suasu descendant, nihil certe absurdius est quam putare Spiritum Sanctum vera quidem tradere, sed inopportune quoque docere posse.

Hujusmodi itaque sacerdotes, si qui sunt in tua diœcesi, serio moneto nullo modo ipsis licere hisce cohibere limitibus assensum suum, nec eum veluti ex conditione accommodare potius hujus aut illius Episcopi facto, etsi laudabili, quam auctoritati Ecclesiæ ; et omnino oportere ut pleno et absoluto intellectus et voluntatis assensu definitionem complectantur, nisi a recta fide aberrare velint.

Ceterum copiosiora semper et efficaciora Divinæ gratiæ auxilia tibi adprecantes, superni favoris auspicem et præcipuæ Nostræ benevolentiæ pignus Apostolicam benedictionem tibi, Venerabilis Frater, universæque diœcesi tuæ peramanter impertimus.

Datum Romæ apud S. Petrum, die 6 novembris anno 1876, Pontificatus Nostri anno tricesimo primo.

PIUS PP. IX.

II.

AU RÉDACTEUR DU JOURNAL LE PEUPLE.

Dilecto filio sacerdoti Vernhet, rectori ephemeridis Ruthenensis cui titulus : *Le peuple.*

Ruthenas.

PIUS PP. IX.

Dilecte Fili, salutem et Apostolicam benedictionem.

Quo latius vulgantur errores eorumque detrimenta propagantur, dilecte Fili, eo libentius videmus novos consurgere veritatis defensores qui se utrorumque progressui opponant, propria postposita quiete et utilitate. Cum autem Nos, in totius Ecclesiæ documentum, præcipuos proscripserimus errores qui hodie societatem humanam universam conturbant, id certe non fecimus ut lucerna lateret sub modio, sed ut luceret omnibus qui in domo sunt. Quamobrem nequimus non probare, vos *Syllabi* Nostri sententias propugnandas explicandasque suscepisse, præsertim adversus liberalismum, quem dicunt catholicum, qui, cum plurimos habeat ex ipsis honestis asseclas et minus a vero recedere videatur, cæteris est periculosior faciliusque decipit incautos, sensimque et latenter scindens animorum conjunctionem, catholicas minuit vires et auget hostiles.

Multi profecto imprudentiæ vos arguent inopportunumque dicent incœptum vestrum ; verum non ideo quod veritas multis displicere possit aut obfirmatos in errore suo irritare, imprudens censenda est et inopportuna. Imo, eo prudentior et opportunior est judicanda quo gravius est et vulgatius malum cui opponitur. Secus nihil imprudentius aut inopportunius existimandum esset Evangelii promulgatione tunc facta cum omnium gentium religio, leges, mores adversa fronte illi repugnabant.

Nequibit certe hujusmodi certamen vobis non comparare reprehensiones, contemptum, simultates ; verum Qui veritatem attulit terris, discipulis suis non aliud prædixit, nisi eos odio omnibus futuros propter nomen suum. Cum tamen eisdem amplissimam

simul laborum et ærumnarum mercedem spoponderit, ea vos facti alacriores, traditam ab hac Sancta Sede doctrinam tueri et propagari pergite, in Dei gloriam et animarum salutem, servatis semper prudentiæ charitatisque legibus.

Interim excipite benedictionem Apostolicam, quam divini favoris auspicem et paternæ Nostræ benevolentiæ pignus tibi, dilecte Fili, sociisque tuis, peramanter impertimus.

Datum Romæ, apud Sanctum Petrum die 11 decembris 1876, Pontificatus Nostri anno trigesimo primo.

PIUS PP. IX.

INDULTS DE LA S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

Les deux indults que nous publions nous montrent, d'un côté, combien le Saint-Siége, quand il est interrogé sur les principes, s'attache à leur maintien et à leur application, aussi longtemps qu'elle est possible. Mais, d'un autre côté, ils nous prouvent que Rome sait aussi s'accommoder aux temps, et dispenser de l'application des principes, lorsque les circonstances l'exigent.

Seulement elle ne veut pas que les intéressés se constituent eux-mêmes les juges de ces circonstances : la pente au relâchement si naturel à l'homme, le désir de jouir de sa pleine liberté auraient bientôt fait disparaître les lois les plus sages de l'Eglise. Il n'est donc pas étonnant que les Souverains Pontifes se réservent l'appréciation des circonstances, et de l'opportunité des dispenses à accorder.

Toutefois ces indults sont une preuve de plus de l'attention que Rome apporte à consulter les Evêques ou autres Ordinaires, du prix qu'elle attache à leur avis, et de sa condescendance à le suivre, lorsqu'elle le trouve raisonnable.

Voici le texte des indults, précédé du rapport du Secrétaire de la Congrégation.

I.

RÉDUISANT L'OBLIGATION DE LA MESSE CONVENTUELLE AUX DIMANCHES ET FÊTES DE PRÉCEPTE ; ET DE L'OFFICE A TIERCE, VÊPRES ET COMPLIES LES DIMANCHES ET FÊTES DE PRÉCEPTE ; AUX QUATRE PETITES HEURES LES AUTRES JOURS. L'OBLIGATION DE MATINES N'EST MAINTENUE QU'A QUELQUES FÊTES SOLENNELLES.

S. HIPPOLYTI. Servitii chori et missæ conventualis. Die 5 Augusti 1876. — Pluries hujusmodi causa amplissimo coram

Vestro Senatu acta fuit. Cum vero unus, et alter ex Emis Patribus hodie primum ad suffragandum accedat, juvat omnia iterum summatim exponere, ut factorum serie agnita rectum judicium ferri possit.

Ex relatione quadriennali Diœcesis facta anno 1857, innotuit H. S. Ordini, quod Canonici Cathedralis Ecclesiæ S. Hippolyti in Austria, antiqua freti consuetudine, integras Horas Canonicas haud persolverent, neque Missam Conventualem pro benefactoribus unquam applicarent ; hinc jussit ut Canonici absolutionem quoad præteritas omissiones efflagitarent, et si in posterum consuetudinem istam servare vellent, veniam a S. Sede imploranda curarent.

Hisce mandatis, ut par erat, Canonici obtemperantes ad H. S. O. confugerunt, a quo in plenis Comitiis die 23 Januarii 1864 habitis quatuor propositis dubiis, nimirum : I. *An Canonici Cathedralis Ecclesiæ S. Hippolyti teneantur quotidie integras Horas Canonicas in choro persolvere, missamque conventualem pro benefactoribus applicare in casu ?* Et — quatenus affirmative ; — II. *An consulendum sit SSmo pro absolutione super præteritis omissionibus et condonatione fructuum male perceptorum in casu ?* III. *An et quomodo consulendum sit SSmo pro reductione servitii choralis favore eorumdem Canonicorum in casu ?* IV. *An et quomodo consulendum sit SSmo pro reductione oneris Missæ Conventualis in casu ?* — Rescriptum fuit : *Ad* I. *Affirmative in omnibus. Ad* II. *Affirmative in omnibus celebrata unica Missa cum cantu, integro adstante Capitulo. Ad* III. *Affirmative ad horas minores, exceptis diebus festis solemnioribus, ac quatuor postremis hebdomadæ majoris ad decennium. Ad* IV. *Affirmative ad dies festos tantum de præcepto ad decennium.* Hujusmodi decisio ad Vicarium Capitularem vacantis tunc temporis Ecclesiæ transmissa fuit, ut eam executioni demandaret. Verum Canonici in Collegium collecti ab iis recedentes, quæ S. H. O. ad 3 et 4 dubium reposuerat, statuerunt 1. *Omnibus diebus ferialibus per hebdomadam Capitulares recitabunt in choro quatuor horas minores, id est Primam, Tertiam, Sextam et Nonam immediate ante Missam cantatam, quæ juxta morem hujus Ecclesiæ singulis diebus per hebdomadam*

pro devotione populi a Sacerdote quodam juniore celebrari solet.

2. *Diebus dominicis et festis de præcepto quæ in foro observantur, cantabunt in choro solam Tertiam immediate ante sacrum solemne et nihil aliud ante meridiem ; deinde post meridiem similiter hora consueta cantabunt in choro Vesperas et Completorium. Ratio talis dispositionis est, quia Ecclesia Cathedralis simul est parochialis, ideoque post sacrum solemne, quod celebratur hora nona antemeridiana, ob continuas functiones sacras, quibus frequens populus fidelis adstare solet usque ad horam undecimam et quod excedit, tempus vacans non reperitur. Accedit quod populus hic ab antiquo tempore assuetus est post meridiem Vesperis in choro cantatis dominicis et festis diebus interesse pro sua devotione, quam piam populi consuetudinem turbare ac destruere non videbatur consultum.*

3. *Festa solemniora hæc tria declarantur : Festum Nativitatis Domini, Paschatis et Pentecostes.*

4. *Ea autem exceptio festorum solemniorum ita observatur, ut non integrum officium in choro cantetur, vel recitetur, sed Nocturni quidem et Tertia, Vesperæ item et Completorium ; Laudes vero (præterquam in festo Pentecostes), item Prima, Sexta et Nona in choro non recitentur, sed privatim tantum.*

Quoad applicationem Missæ Conventualis, quæ a S. Congne in responsione ad 4 dubium reducta fuit ad dies festos tantum de præcepto, Canonici sequentia statuenda censuerunt.

1. *Dies festi de præcepto intelliguntur sensu stricto, exclusis nempe diebus Dominicis et exclusis festis abrogatis, quæ in foro non celebrantur.*

2. *In hisce diebus festis de præcepto Canonici per turnum cantant sacrum solemne hora nona, et applicant pro benefactoribus Ecclesiæ Cathedralis ad modum Missæ Conventualis, cui sacro solemni reliqui Canonici intersunt de more. Iisdem porro diebus Missa Parochi, qui et ipse est Canonicus Ecclesiæ Cathedralis, pro populo applicatur mane hora septima, qua frequens populus ex more hujus Civitatis, post primam concionem habitam hora sexta cum dimidio, sacro Missæ sacrificio adstare solet.*

3. *In festis autem Episcopi, quæ assignantur in Cæremoniali Episcoporum, quoniam Episcopus applicat pro populo et sacrum*

solemne hora nona cantat, Canonicus ille, qui est simul parochus, liberum se putans ab onere applicandi pro populo, mane hora 7 *post primam concionem applicat pro benefactoribus ad modum Missæ Conventualis, quin Canonici in choro eidem missæ adsint.*

Hanc Canonicorum deliberationem Vicarius Capitularis die 10 Maii 1864 confirmavit, reservato tamen favore Ordinarii jure aliter, sede plena, disponendi. Igitur Rmus Fessler illius Ecclesiæ anno 1866 Episcopus renunciatus, licet Canonicorum decisionem non improbaret, attamen fl. S. O. mentem perpendens, totum negotium eidem iterum subjiciendum esse existimavit. Quare animi sui sensus aperiens rem ita componendam esse censebat, ut nempe diebus festis de præcepto communibus ac dominicis usus a Capitulo inductus probaretur, adjuncta tamen Primæ ante Tertiam recitatione : tribus autem festis solemnioribus a Capitulo designatis Festum Corporis Christi adderetur cum onere recitandi per totam octavam integrum officium ante SSmum Sacramentum : hisce autem prædictis quatuor Festis solemnioribus injungeretur Capitulo recitatio Matutini cum Laudibus, Primæ, Tertiæ, Vesperarum et Completorii, facta quoad reliquas minores horas Ordinario facultate dispensandi ab earum publica in choro recitatione, si absque gravi difficultate recitari non valerent.

Hisce litteris receptis in plenis comitiis die 24 Augusti 1867 habitis sequentia dubia disceptanda proposita sunt: I. *An sit standum in decisis, seu potius consulendum sit SSmo pro ampliori reductione servitii choralis in casu ?*

II. *An et quomodo consulendum sit SSmo pro absolutione super præteritis omissionibus in servitio chorali et condonatione fructuum male perceptorum in casu ?*

III. *An et quomodo consulendum sit SSmo favore Canonici Parochi super omissionibus celebrationis Missæ pro populo in casu?*

S. H. C. rescripsit : *Ad I dubium : In decisis juxta modum, nempe juxta votum Episcopi, quoad horas canonicas, non vero quoad numerum Festorum solemniorum et ad mentem. Mens est, ut Episcopus moneat Canonicos inter Festa solemniora venire Festa recensita in supra relata Epistola Emi Card. Præfecti S. Congregationis SS. Rituum diei* 6 *septembris* 1781 *ad Episcopum Va-*

sionensem [1], *proinde singulis his diebus modum chioralis officiaturæ ab eodem Episcopo propositum servandum esse ; præterea ne dubitari quidem posse inter dies festos adnumerari potissimum dies dominicos.*

Ad II. *Affirmative, celebrata unica missa cum cantu, integro adstante Capitulo, et injuncta cuilibet Capitulari celebratione unius missæ lectæ intra mensem pro Benefactoribus.*

Ad III. *Affirmative, celebratis missis decem pro populo infra duos menses, et Episcopus moneat Parochum, eum teneri per se ad applicationem missæ pro Populo his etiam diebus, in quibus Episcopus pontificaliter celebrat in Cathedrali, per alium vero his festis, in quibus uti Canonicus canere et applicare debet missam conventualem pro Benefactoribus.*

Hisce omnibus expletis huic rei finis impositus videri poterat. Verum illius Cathedralis Ecclesiæ Canonici H. S. O. nuper exposuerunt, sibi postremam hanc S. Congregationis decisionem hoc ultimo tempore tantummodo innotuisse.

Revera cum decennium a S. Congregatione in priori decisione anni 1864 præfinitum pro reductione Missæ Conventualis jamjam expiraret, et in eo essent Canonici ut novam reductionem efflagitarent, inter scripta defuncti Episcopi Josephi Fessler postremam sententiam Emorum Patrum, anni scilicet 1867, se reperisse affirmant. Ex hoc colligunt Canonici Episcopum Fessler ideo sententiam istam minime communicavisse Capitulo, quia nempe, quæ ipsi quoque exoptanda videbantur ex speciali gratia se obtenturum confidebat. Hanc igitur gratiam Canonici effusis precibus ab H. S. O. expostularunt, quæque ipi capitulariter collecti statuerunt, orarunt atque obsecrarunt ut Vestra tandem adprobatione firmarentur.

(1) « Scilicet : Natali D.N. Jesu Christi et Epiphania, Paschato Resurrectionis, Ascensione, Pentecoste, in Festo Corporis Christi, SS. Apostolorum Petri et Pauli, Assumptione Beatæ Mariæ Virginis, et Omnium Sanctorum, Sancti Titularis ecclesiæ, et Patroni civitatis, et ecclesiæ Dedicationis. » Gardellini, *Decreta authentica Congregationis sacrorum Rituum*, n. 4384, Vol. II, pag. 497.

Precibus acceptis una cum Episcopi informatione et voto, causa iterum proposita fuit in Congregatione diei 12 Septembris anni 1874 sub dubii formula : *An et quomodo excipiendæ sint Canonicorum preces in casu ?* Et rescriptum prodiit : *Dilata, et scribatur Episcopo juxta mentem Domino Secretario panditam.*

Mandatis S. H. Ordinis exequentes Episcopo scriptum fuit, petitionem Capituli Cathedralis quoad choralis officii, ac Missæ Conventualis reductionem graves præseferre difficultates, ideoque ejus precibus qua late patent indulgeri non posse. Hac de re mandasse S. Congregationem, ut ipse Capitulum hortaretur, efficaciterque eidem suaderet ad propriam petitionem infra æquiores limites quo magis fieri posset cohibendam.

Rmus Episcopus alacriter jussa H. S. Ordinis executus, hæc respondit : « Inde a pluribus annis agitur causa de servitio Chori « et Missæ conventualis ex parte Capituli Cathedralis ad Eccle- « siam S. Hippolyti.

« Jam mense Augusto 1867 in hac causa emanavit Decretum « S. Congregationis Concilii, quod tamen, ut eidem S. Congre- « gationi die 20 Maii 1874 humiliter exposui, antecessor meus « piæ memoriæ Episcopus Josephus Fessler Capitulo non com- « municavit, licet fere per quinquennium adhuc supervixerit, « utpote die 25 Aprilis 1873 in pace defunctus. Intellexit nimi- « rum Præsul conscientiosus, executionem Decreti juxta rerum « circumstantias non esse possibilem ; hinc Decretum ne publi- « cavit quidem Capitulo, sperans, fore, ut data sibi occasione « personaliter et oretenus rem apud S. Sedem Apostolicam fusius « exponere ac ulteriorem veniam consequi queat.

« Novis exinde precibus ex parte Capituli ad S. Congrega- « tionem Concilii humillime porrectis, emanavit ejusdem S. Con- « gregationis Decretum de die 22 Septembris 1874, qua mihi « mandavit, ut Capitulum horter efficaciterque eidem suadeam « ad propriam petitionem inter æquiores limites, quo magis fieri « possit, cohibendam.

« Quocirca respectu habito eorum, quæ jam fusius hac in causa « de singularibus hujus Ecclesiæ Cathedralis simulque parochialis « circumstantiis, de paucitate Canonicorum, de cumulatione offi-

« ciorum Canonicis impositorum, quæ tolli nequit tum ob penu-
« riam sacerdotum, tum ob defectum dotationis, deque aliis huc
« respicientibus causis exposita fuerunt, humillime sequentem
« servitii Chori ac Missæ conventualis ordinem ex parte Capituli
« cathedralis servandum proponere humillime satago, quem ju-
« stum et æquum reputo juxta rerum adjuncta, nimirum :

« In Dominicis ac Festis de præcepto cantantur Tertia, Ve-
« speræ ac Completorium, prouti dudum moris fuit.

« In Festo Nativitatis D. N. Jesu Christi, in hebdomadis ma-
« joris ultimo triduo et in festo S. Paschatis, Officium Matutinum
« eo, quo nunc solemniter fieri solet, modo in posterum quoque
« celebrabitur. Novum autem onus communis recitationis Officii
« Matutini una cum Laudibus Capitulum subibit in posterum
« omnibus aliis festis solemnioribus, utpote : festis Ascensionis
« D. N. Jesu Christi, Pentecostes, Corporis Christi, SS. Aposto-
« lorum Petri et Pauli, Assumptionis B. V. Mariæ, quæ est simul
« Titularis Ecclesiæ cathedralis, Omnium Sanctorum et Dedica-
« tionis Ecclesiæ, quæ tum pro Ecclesia cathedrali tum pro omni-
« bus diœceseos Ecclesiis simul celebratur Dominica III Octobris.

« Cunctis autem diebus reliquis recitabit more consueto Horas
« minores, Primam videlicet, Tertiam, Sextam et Nonam.

« Missam vero conventualem, inde ab erectione diœceseos
« nunquam in usum deductam, celebrabunt Canonici juxta tur-
« num cunctis Dominicis et Festis de præcepto, ita, ut Canoni-
« corum ille, qui parochiam cathedralem administrat ideoque pro
« populo debet applicare, onus hoc vel in alium diem transferre
« vel per alium sacerdotem persolvere queat, quoties turnus ad
« eum pervenerit.

« Plura Capitulo injungi nequeunt, quin limites justi et æqui
« lædantur.

« Quum vero propositiones meæ a rigore Juris communis de-
« flectant, hinc est, quod ad pedes Beatitudinis Vestræ humilli-
« me provolutus devotissime rogem, ut Sanctitas Vestra per viam
« dispensationis reductionem servitii Chori et Missæ conventua-
« lis ad modum humillimæ propositum gratiosissime concedere
« dignetur. »

Hisce habitis iterum causam proponi jussi, ut tandem aliquando quæstioni finis imponeretur. Mei nunc muneris ratio exigeret, ut aliquid in jure pro rei claritate præmitterem : verumtamen ea quæ animadverti poterant quoad reductionem tum servitii choralis, tum Missæ Conventualis in foliis Congregationis diei 24 Januarii 1864, et 24 Augusti 1867 præoccupata jam fuerunt , hinc folia ista in Thesauro Resolutionum S. H. Congregationis typis edito relata ut recolant adprecamur.

Redit itaque

DUBIUM :

An et quomodo excipiendæ sint Canonicorum preces in casu ?

R. Firma remanente obligatione celebrationis unius Missæ cum cantu universo, adstante Capitulo, affirmative juxta votum Episcopi, facto verbo cum SSmo.

II.

PERMISSION DE SATISFAIRE, PAR UNE MESSE BASSE, A L'OBLIGATION D'UNE SECONDE MESSE LES JOURS OU LA RUBRIQUE LA PRESCRIT DANS LES ÉGLISES CATHÉDRALES.

AUGUSTÆ PRÆTORIÆ. MISSÆ CONVENTUALIS. Die 5 Augusti 1876. Ex relatione status Ecclesiæ Augustæ Prætoriæ ad Sacram Congregationem transmissa, habetur ut infra ad caput IX de Postulatis : « Ab immemorabili in Cathedrali et « in Collegiata Ecclesia non cantatur Missa de Feria in Quadra- « gesima, in Quatuor Temporibus et Vigiliis, sed unus ex Canoni- « cis eam plane celebrat sine cæterorum interventu. Quæritur an « substineatur iste usus, attenta Canonicorum paucitate ? » Sacra Congregatio quæstiunculam hanc *per Summaria precum* proponendam duxit, ad quam dirimendam aliquas animadversiones subjiciam.

Missalis Rubricæ præscribunt, ut in Feriis Quadragesimæ, aliisque per annum, si festum aliquod occurrat, celebrentur in Cathedralibus et Collegiatis duæ Missæ : una de Festo post Tertiam, et alia de Feria post Nonam. *In tit. de Feria et Vigilia*, § 1 et 2.

Missalis vero Rubricæ a S. Pio V, Constitutione *Quo primum* [1] approbatæ ac confirmatæ fuerunt, et cum postea contraria consuetudine sensim obsolevissent, sac. mem. Urbani VIII Constitutione incipiente *Si quid est* [2] ad primævam observantiam revocatæ fuerunt. In specie autem eas, quæ plurium Missarum conventualium celebrationem statuunt, recensuit atque observari mandavit Benedictus XIV celebrata Encyclica *Cum semper oblatas* [3].

Has autem Missas conventuales de Festo nempe et de Feria et Vigilia cum cantu celebrandas esse in dubium revocari non potest. Siquidem Rubricæ Missalis, *tit.* 15, § 2, statuentes ordinem, quo Missa conventualis et solemnis dici debeat, asserunt etiam Missam de Feria et Vigilia canendam esse. Ita sane ibi legitur: « In « Adventu, Quadragesima, Quatuor Temporibus, etiam infra Octa- « vam Pentecostes, et Vigiliis, quæ jejunantur, quamvis sint dies « solemnes, Missa de Tempore debet cantari post Nonam. » Id confirmatur ex S. Rituum Congregatione in URBEVETANA, *Præeminentiarum super dubiis*, 3 *Augusti* 1737, ubi ad 11 dubium: « An quoties ex præscripto Rubricæ celebrandæ et cantandæ « sunt in Ecclesia Cathedrali plures Missæ, liceat aliquam ex illis « planam celebrare in casu? » Respondit: *Negative* [4].

Hinc cum hujusmodi celebratio cum cantu ex universali lege dimanet, ubique peragenda est, nec aliquid in contrarium per Synodales Constitutiones decerni potest; quippe vetitum est in Diœcesanis Synodis leges sancire, quæ Pontificiis Constitutionibus ac generali Ecclesiæ disciplinæ adversentur. Nec pariter contra

(1) *Bullarium Romanum*, tom. IV, part. III, pag. 116.

(2) *Initio Missalis*. Déjà Clément VIII avait fait corriger les erreurs qui s'étaient glissées dans les différentes éditions du Missel depuis S. Pie V, ajoutant aux rubriques quelques développements et éclaircissements, et avait défendu toute impression du Missel qui différerait de celui qu'il fit imprimer comme type. Constit. *Cum sanctissimum*, du 7 juillet 1604. *Bullarium Romanum*, tom. V, part. III, pag. 54.

(3) *Bullarium Benedicti XIV*, vol. II, pag. 304. Edit. Mechlin.

(4) Gardellini, *Decreta authentica Congregationis Sacrorum Rituum*, n. 4062, vol. II, pag. 364, edit. 3ª.

Missalis Rubricas vim suam exerere potest consuetudo. Siquidem S. Rituum Congregatio, renovando alias edita decreta, ex oraculo SSmi Rubricas Missalis Romani servari in omnibus et per omnia præcepit, non obstante quocumque prætextu et contraria consuetudine, quam abusum esse declaravit, ceu refert Fagnanus, *in cap. Cum creatura, De celebratione Missarum, num.* 29. Quapropter usus, qui Augustæ Prætoriæ invaluit, omnino rejiciendus esse videretur.

Verum ex adverso animadverti potest, quod si alteram Missam celebrari contingat, minime cantu esse litandam arbitratur Sacrorum Canonum dispositio. Enimvero Benedictus XIV, qui in memorata Constitutione *Cum semper oblatas* quæstiones omnes enodandas suscepit, dum sermonem instituit de secunda ac tertia Missa conventuali certis diebus offerenda, haud cantum in illis adhibendum præcepit, sed tantummodo jussit, ut binæ ac tres Missæ conventuales ex Rubricarum sanctione, ubi id usu receptum invenitur, celebrarentur, ac pro Benefactoribus in genere applicarentur. Hinc evenit ut Sacra Congregatio Rituum, attento præsertim exiguo Canonicorum numero, aliquando ab alterius Missæ celebratione cum cantu dispensandum consuevit. Id patet *in* Ortana 5 *julii* 1631, ubi Episcopus exponens : « Canonicos civitatis Castellanæ et Ortanæ se excusari ab obligatione canendi duas Missas, quando ultra Festum diei occurrit aliqua Vigilia, tempus Quadragesimæ, Quatuor Tempora, Rogationes, aut quid simile privilegiatum, ob penuriam dictorum Canonicorum dictarum Cathedralium, supplicavit eos eximi a penso canendi utramque Missam in dictis diebus privilegiatis. Et Sacra Rituum Congregatio, attentis narratis, censuit concedendum, quod cantata Missa conventuali de Festo, altera Missa recitetur sine cantu, cum interventu tamen omnium Canonicorum [1]. »

Et hæc Sacra Concilii Congregatio *in* Comen. *diei* 28 *septembris* 1771, *ad dubium I* : « An sustineatur consuetudo canendi « unicam Missam conventualem in quibuscumque diebus per an« num, exceptis diebus Anniversarii et obitus defunctorum,

(1) *Ibid.* n. 919, vol. I, pag. 188.

« necnon exceptis feriis Quadragesimæ, in quibus concurrit offi-
« cium alicujus Sancti in casu ? — Prodiit responsum. — Nega-
« tive et ad mentem. Mens est, quod canatur una Missa, reliquæ
« Conventuales lectæ celebrentur, exceptis diebus prout in du-
« bio [1]. » Sic etiam *in* Derthonen. 12 *septembris* 1829, ad 3^m^ dubium [2]; et *in* Firmana, *Missæ Conventualis*, 7 *junii* 1845, in qua postrema ad dubium : « An et quomodo annuendum sit
« precibus Capituli Oratoris in casu? Affirmative pro gratia tan-
« tum celebrationis Missæ sine cantu, in Choro tamen adstante
« Capitulo, non vero quando celebrantur Horæ canonicæ, facto
« verbo cum SSmo [3]. » Attamen hæc Sac. Congregatio in *una* Aretina anno 1814, 17 septembris, attenta præsertim consuetudine, immunes declaravit Canonicos Ecclesiæ Aretinæ, etsi Cathedralis, ab onere interventus ad hujusmodi Missas de Feria vel de Vigilia, quum proposito dubio : « An Canonici Cathedralis
« Aretinæ exempti sint ab interventu Missis in diebus ferialibus
« ex Rubrica post Missam conventualem præscriptis in casu ? —
« Respondit : in casu, de quo agitur, non esse cogendos [4]. »
Casus erat, quia in decreto Visitationis Apostolicæ Diœcesis Aretinæ, lato anno 1583 ab Episcopo Sarsinatensi Angelo Peruzzi, nulla mentio facta fuit de secunda et tertia Missa, sed tantum de *Missa Majori;* atque ex consuetudine biscentenaria inductum fuit, ne Canonici hisce Missis interessent.

Ex his itaque omnibus deducitur consuetudinem in themate sustineri posse, præsertim cum exiguus sit Canonicorum numerus, prouti Episcopus innuit. Verum si Canonicorum paucitas potest esse ratio, ob quam indulgeri posse videtur, ut Missa de Feria et Vigilia Augustæ Prætoriæ celebretur sine cantu, dubitari forte potest, utrum etiam celebranda sit sine Canonicorum interventu. Ex pluribus enim Sac. hujus Congregationis decisionibus constat,

(1) *Thesaurus resolutionum S. Congregationis Concilii*, tom. XL, pag. 270 et 292.

(2) *Ibid.*, Tom. LXXXIX, pag. 196.

(3) *Ibid.*, Tom. CV, pag. 157 et 168.

(4) *Ibid.*, Tom. LXXV, pag. 19.

quod licet dispensatum fuerit a celebratione Missæ cum cantu, raro tamen Canonici ab onere interessendi Missæ dispensati fuerunt.

His expensis, videant EE. VV. quid in themate expediat. Quare etc.

R. — *Pro gratia ; et attentis circumstantiis, Missas, de quibus in casu, posse celebrari sine cantu, sed cum interventu Capituli.*

DÉCISION DE LA S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

LES CURÉS SONT TENUS DE PRÊCHER TOUS LES DIMANCHES ET JOURS DE FÊTES DE PRÉCEPTE. TOUTEFOIS L'ÉVÊQUE PEUT, POUR UNE JUSTE CAUSE, LES EN DISPENSER EN QUELQUES FÊTES SOLENNELLES.

L'Évêque de S. D. B. exposa que, dans son diocèse, les curés, d'ailleurs exacts à prêcher tous les dimanches, ont coutume d'omettre la prédication les jours de fêtes de précepte, lorsque ces fêtes viennent pendant la semaine. Il demanda 1° s'il pouvait tolérer cette coutume? En cas d'une réponse négative, 2° s'il devait ordonner aux curés de prêcher ces jours-là comme le dimanche? Enfin en cas d'affirmative, 3° s'il pouvait excepter quelques jours des plus solennels?

Quoique la S. Congrégation n'ait pas répondu directement à la première question, elle semble cependant l'avoir suffisamment résolue, en rappelant l'obligation imposée aux curés par le concile de Trente. Toutefois elle reconnaît que cette obligation n'est pas tellement stricte que l'Evêque ne puisse, pour un juste motif, en excepter quelques jours des plus solennels.

Voici le texte de la demande de l'Évêque et de la décision de la S. Congrégation, accompagné du rapport du Secrétaire:

BURGI S. DOMNINI. Prædicationis. 1 aprilis 1876. Episcopus Burgi S. Domnini in relatione status suæ Ecclesiæ ad S. C. Congregationem transmissa die 7 januarii 1876, hæc exposuit: « Consuetudo viget in hac diœcesi Burgi S. Domnini, qua parochi, cæterequin assidui in verbi Dei prædicatione diebus dominicis habenda, eam tamen plerique omittunt omnino diebus festis de præcepto infra hebdomadam occurrentibus. Quo posito, ab

ista Sacra Congregatione humiliter quærit : 1. Utrum dicta consuetudo sit toleranda ? Et quatenus negative. 2. Utrum præcipi possit ac debeat parochis, ut cæteris quoque diebus festis de præcepto infra hebdomadam occurrentibus, eadem ratione ac dominicis diebus prædicationis officio incumbant ? Et quatenus affirmative. 3. Utrum liceat nonnullos excipere solemniores dies, quibus facultas sit parochis abstinendi a prædicationis officio ? »

His acceptis, S. C. rescripsit : *Per summaria precum.* Hodie Episcopi postulata disceptanda proponuntur. Præstat hinc aliquid de more animadvertere.

Comperti juris est consuetudinem rationabilem ac legitime præscriptam esse tolerandam. Ipsa enim juri scripto æquiparatur atque vim legis habet.Cap. *Cum tanto*, 11, *De Consuet.* ; L. *De quibus*, 32, ff. *De Legibus*. Idque eo vel magis, quia parochi in themate assidui sunt in verbi Dei prædicatione diebus dominicis, ideoque fideles hoc salutari pabulo haud carent.

Verum utrum hujusmodi consuetudo, de qua in themate, sit legitima, vehemens dubium exurgit. Ipsa enim vergere videtur in præjudicium animarum, cum rarius pusillis frangatur, et veluti subtrahatur esurientibus panis, quo scilicet verbi Dei prædicatione omnes parochi ex præcepto divino, ut ait Concilium Trid. sess. 23, cap. 1, *De Reform.* tenentur pascere oves sibi commissas, ideoque utpote irrationabilis nihili est habenda. Et optimo sane jure. Licet enim « Consuetudinis ususque longævi non vilis auctoritas est, verum non usque adeo sui valitura momento, ut aut rationem vincat, aut legem. » Can. *Consuetudinis*,distinct.11.

Insuper consuetudo prædicta adversatur nonnullis C. Tridentini capitibus satis clare de hac re verba facientibus. Sane in sess. 5, cap. 2, *De Reform.*, decernit, « ut parochi vel quicumque curam animarum habentes per se, vel per alios idoneos, si legitime impediti fuerint, *diebus saltem dominicis et festis solemnibus*, plebes sibi commissas pro sua et earum capacitate pascant salutaribus verbis, docendo ea, quæ scire omnibus necessarium est ad salutem, annuntiandoque eis cum brevitate et facilitate sermonis vitia, quæ eos declinare, et virtutes, quas sectari oporteat, ut pœnam æternam evadere, et cœlestem gloriam consequi

valeant. » Et sess. 22, c. 8, *De sacrif. Missæ* : « Mandat pastoribus et singulis curam animarum gerentibus, ut frequenter inter missarum celebrationem, vel per se, vel per alios, ex iis quæ in missa leguntur, aliquid exponant, atque inter cætera sanctissimi hujus sacrificii mysterium aliquod declarent, *diebus præsertim dominicis et festis.* » In sess. 24, cap. 4, *De Reform.* injungit, ut prædicatio ad populum per parochos habeatur saltem *omnibus dominicis et solemnibus diebus festis* ; quod et repetit in ejusdem sess. cap. 7, præscribens : « ut parochi inter missarum solemnia, aut divinorum celebrationem sacra eloquia et salutis monita eadem vernacula lingua *singulis diebus festis vel solemnibus* explanent... atque eos (parochianos) in lege Domini erudire studeant. »

Cum itaque nulla exceptio admitti posse videatur pro diebus festis etiam solemnibus infra hebdomadam, sed omnibus indistincte dominicis et diebus festis de præcepto parochus, nisi legitime impeditus, teneatur per se verba salutis ad populum habere, sponte veluti sua fluit, quod consuetudo contraria tamquam corruptela sit rejicienda, Cap. 1, *De Consuet. in* 6° ; eamque nedum specialiter reprobavit Trid. Syn. sess. 5, cap. 2, *De Reform.* verbis illis : « Neque hujus decreti executionem consuetudo.... impedire valeat ; » sed etiam s. m. Innocentius XIII in Const. *Apostolici ministerii* [1], quam confirmavit Benedictus XIII, Const. *In supremo* [2], 23 septembris 1724, in qua redarguit parochos, qui diebus saltem dominicis et festis solemnibus plebes sibi commissas salutaribus verbis pascere prætermittunt, vel ob consuetudinem, vel ob copiam prædicantium in aliis ecclesiis : « Culpam hujusmodi a se amoliri nitentes, vel prætextu immemorabilis, sed quidem pravæ consuetudinis, vel quia hæc ab ipsis præstari necesse non videatur, suppetente nimirum copia aliorum habentium sacras conciones in aliis ecclesiis. » Idem docuit f. m. Benedictus XIV, in *Instit.* 10, num. 3, et pluries declaravit hæc S. Congregatio, ex gr. Montisfalisci, 8 maii 1706 [3] ; Nullius Or-

(1) § 11, *Bullarium Romanum*, tom. XI, pag. 260.
(2) *Ibid.*, pag. 356.
(3) *Lib.* 50, *Decretorum*, pag. 148.

BETELLI, 28 aprilis 1736 [1], ac præcipue in PISANA, diei 30 augusti 1817 [2], in qua, cum Pisanus Archiepiscopus exposuisset se, ut populis præsertim rudis ignorantiæ consuleret, parochos ad familiares conciones inter missarum solemnia omnibus diebus festis obligavisse, etsi tempore adventus et quadragesimæ, quo sacræ conciones per præcones ab Ordinario approbatos haberentur, tamen S. Concilii Congregatio respondit : *In casu de quo agitur, servandum esse decretum Archiepiscopi.* Videtur igitur haud esse dubitandum ab Episcopo parochos obstringi posse ad concionem habendam singulis diebus festivis de præcepto, maxime cum Trid. synodus, sess. 5, cap. 2, *De Reform.*, *providæ pastorali Episcoporum sollicitudini* committat, ne illud impleatur : *Parvuli petierunt panem, et non erat qui frangeret eis.* Jer. *Thren.* 4.

Cæterum parochi, de quibus in themate, qui assidui diebus dominicis, teste Episcopo, explicationi Evangelii incumbunt, non videntur delinquere saltem contra substantiam ac finem præcepti Tridentini, si una vel altera vice, prout diebus festis qui rari infra bebdomadas occurrunt, omittant facere verba salutis ad populum sibi commissum. Concilium enim Tridentinum, sess. 23, cap. 1, *De Reform.*, nihil decernit quoad tempus; et quamvis in supradictis decretis mandet, ut parochi singulis diebus festis verbum Dei prædicent, haud tamen videtur tam rigorose præceptum fuisse, ut ipsis non liceat absque culpa interdictum hoc munus omittere, ex. gr. si parochi in audiendis suorum parochianorum confessionibus essent distenti, vel propter solemnitatem, vel aliam justam ac rationabilem causam. Idque eo vel magis, si, prouti in themate, præsumi forte potest, quod populi, quorum parochi assiduam explicationi Evangelii operam navant, haud tantopere indigeant pabulo verbi Dei. Quapropter videretur aliquantisper ipsis esse deferendum, si aliquoties, attenta diei solemnitate, vel alia de justa ac rationabili causa, populum sibi commissum salutaribus verbis haud pascant. Hinc licere vi-

(1) *Thesaurus resolutionum S. Congregationis Concilii*, tom. VII, pag. 360.

(2) *Ibid.*, tom. LXXVII, pag. 97 et 268.

detur nonnullos excipere dies solemniores, quibus facultas sit parochis abstinendi a prædicationis officio.

His itaque raptim expositis, videant EE. VV. quonam responso sint dimittenda Episcopi S. Domnini postulata.

Quare, etc.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *Tenentur parochi diebus dominicis, et festis de præcepto, populo sermonem habere juxta Concilii Tridentini præscriptionem ; attamen erit prudentiæ Episcopi dispensare ab hac ordinatione in aliquibus solemnioribus diebus.* Die 1 aprilis 1876.

COMMENTAIRE SUR LA CONSTITUTION *APOSTOLICÆ SEDIS* DE PIE IX [1].

EXCOMMUNICATIONS RÉSERVÉES AU SOUVERAIN PONTIFE.

§ IV.

Excommunication portée contre les membres des sociétés qui ont pour but d'attaquer l'Eglise ou les puissances légitimes; contre leurs fauteurs, et ceux qui ne dénoncent pas les chefs occultes de ces sociétés.

Sommaire. — I. Texte de la Constitution. — II. Division du §. — III. Bulle de Clément XII contre les francs-maçons. — IV. *Item* de Benoît XIV. — V. *Item* de Pie VII et extension de Léon XII à toutes les sociétés secrètes. — VI. Pie IX excommunie les membres de toutes les sociétés hostiles à l'Eglise ou aux pouvoirs légitimes. — VII. Suffit-il qu'une société oblige ses membres sous serment à garder le secret? — VIII. Est-il nécessaire, pour l'excommunication, que la société soit secrète? — IX. Faut-il que les membres s'engagent sous serment à garder le secret? — X. Ces dispositions obligent-elles dans les pays où elles n'ont pas été promulguées? — XI. La société des *Fénians* tombe sous cette prohibition. — XII. Diverses autres associations également comprises. — XIII. *Quid* des *sociétés bibliques?* — XIV. *Quid* de la secte des *Vieux-Catholiques?* — XV. Encourent également l'excommunication tous les fauteurs de ces sociétés. — XVI. *Item* ceux qui, se repentant d'avoir juré le secret, continuent à communiquer extérieurement avec elles.— XVII. Obligation de dénoncer sous peine d'excommunication tous les membres imposée par Pie VII. — XVIII. Restreinte aux chefs occultes par Pie IX. — XIX. Cette obligation n'est pas inutile.— XX. L'Obligation de conscience de dénoncer tous les membres existe encore. — XXI. Cette obligation peut quelquefois cesser. — XXII. Cesse-t-elle quand on ne

(1) V. Tom. II, pag. 73, 428, 453, 607 et 645; tom. III, pag. 97, 154, 235, 345, 453 et 581; tom. IV, pag. 5, 128, 237, 354 et 467; tom. VI, pag. 117 et 229; tom. VII, pag. 249 et 604.

peut la faire en personne? Sentiment commun. — XXIII. Difficulté qu'on peut lui opposer. — XXIV. Cesse-t-elle, quand le dénonciateur doit subir un grave dommage? — XXV. *Quid*, si les parents du dénonciateur doivent subir un grand préjudice? — XXVI. Le fils est obligé de dénoncer son père. — XXVII. Est-on obligé de faire la dénonciation, quand il il n'y a pas d'espoir de faire punir les coupables? Sentiment commun. — XXVIII. *Conséquence :* dans les pays où l'hérésie est tolérée, l'obligation a cessé. — XXIX. Décision du S. Office difficile à concilier avec cette opinion. — XXX. A qui doit-on faire la dénonciation? — XXXI. Quand celui qui omet la dénonciation encourt-il l'excommunication? — XXXII. Persévère-t-elle après qu'on a fait la dénonciation? — XXXIII. Comment doit-on la faire? — XXXIV. Que doit exiger du pénitent le confesseur délégué qui absout un membre de ces sociétés? — XXXV. *Quid*, s'il absout celui qui a omis la dénonciation? — XXXVI. Excommunication portée par Pie VII contre les lecteurs ou détenteurs des catéchismes, statuts, codes des francs-maçons, et des relations des actes des convents. — XXXVII. Ces livres sont-ils censés par là prohibés par lettres apostoliques? Opinion du R. P. Ballerini. — XXXVIII. Objection qu'on peut lui opposer.

I. Cette excommunication est formulée dans les termes suivants : « Nomen dantes sectæ *Massonicæ*, aut *Carbonariæ*, aut aliis ejusdem generis sectis, quæ contra Ecclesiam vel legitimas potestates seu palam, seu clandestine machinantur; necnon iisdem sectis favorem qualemcumque præstantes; earumve occultos coryphæos ac duces non denunciantes, donec non denunciaverint. » Ce paragraphe résume, à quelques variantes près, les Constitutions de Clément XII [1], Benoît XIV [2], Pie VII [3] et Léon XII [4].

(1) Constit. *In eminenti*, du 28 avril 1738. *Bullarium Romanum*, tom. XIV, pag. 236. Edit. Maynardi.

(2) Constit. *Providas*, du 18 mai 1751. *Bullarium Benedicti XIV*, vol. VIII, pag. 416. Edit. Mechlin.

(3) Constit. *Ecclesiam a Jesu Christo*, du 15 septembre 1821. *Bullarii Romani continuatio*, tom. VII, part. II, pag. 2180. Edit. Prati.

(4) Constit. *Quo graviora*, du 13 mars 1825. *Ibid.* Tom. VIII, pag. 327.

II. Ce paragraphe contient trois parties : la première concerne ceux qui donnent leur nom aux sociétés défendues ; la seconde ceux qui les favorisent de quelque manière que ce soit ; la troisième ceux qui ne dénoncent pas les coryphées ou chefs occultes de ces associations. Examinons successivement les questions que soulève chacune de ces parties.

III. A. En 1738, Clément XII condamna les sociétés de francs-maçons, quelque nom ou dénomination qu'elles prennent [1], et défendit à tous les fidèles d'y prendre part ou de leur accorder aucune faveur, et ce sous peine d'excommunication encourue par le fait même, et réservée au Saint-Siége. « Quocirca, *dit-il*, omnibus et singulis Christi fidelibus cujuscumque status, gradus, conditionis, ordinis, dignitatis et præeminentiæ, sive laicis, vel clericis tam sæcularibus quam regularibus, etiam specifica et individua mentione et expressione dignis; districte et in virtute sanctæ obedientiæ præcipimus, ne quis sub quovis prætextu, aut quæsito colore

(1) « Nos itaque, *dit Clément XII*, animo evolventes gravissima damna, quæ ut plurimum ex hujusmodi societatibus, seu conventiculis, nedum temporalis reipublicæ tranquillitati, verum etiam spirituali animarum saluti inferuntur, atque idcirco tum civilibus, tum canonicis minime cohærere sanctionibus, cum divino eloquio doceamur, die noctuque more servi fidelis et prudentis dominicæ familiæ præpositi vigilandum esse, ne hujusmodi hominum genus veluti fures domum perfodiant, atque instar vulpium vineam demoliri nitantur, ne videlicet simplicium corda pervertant, atque innoxios sagittent in occultis, ad latissimam, quæ iniquitatibus impune patrandis inde aperiri posset, viam obstruendam, aliisque de justis ac rationabilibus causis Nobis notis; easdem societates, cœtus, conventus, collectiones, aggregationes, seu conventicula *de' liberi muratori*, seu *francs-maçons*, aut alio quocumque nomine appellata, de nonnullorum venerabilium Fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium consilio, ac etiam motu proprio et ex certa scientia, ac matura deliberatione nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine, damnanda et prohibenda esse statuimus et decrevimus, prout præsenti nostra perpetuo valitura Constitutione damnamus et prohibemus. » § 2, *Loc. cit.*

audeat, vel præsumat prædictas societates *de' liberi muratori*, seu *francs-maçons*, aut alias nuncupatas inire, vel propagare, confovere, ac in suis ædibus, seu domibus, vel alibi receptare, atque occultare, iis adscribi, aggregari, aut interesse, vel potestatem seu commoditatem facere, ut alicubi convocentur; iisdem aliquid ministrare, sive alias consilium, auxilium, vel favorem palam aut in occulto, directe vel indirecte, per se vel per alios, quoquo modo præstare, nec non alios hortari, inducere, provocare, aut suadere, ut hujusmodi societatibus adscribantur, annumerentur, seu intersint, vel ipsas quomolibet juvent ac foveant; sed omnino ab iisdem societatibus, cœtibus, conventibus, collectionibus, aggregationibus, seu conventiculis prorsus abstinere se debeant, sub pœna excommunicationis per omnes, ut supra, contrafacientes, ipso facto absque ulla declaratione incurrenda, a qua nemo per quemquam nisi per Nos, seu Romanum Pontificem pro tempore existentem, præterquam in articulo mortis constitutus, absolutionis beneficium valeat obtinere[1]. »

IV. Sous Benoît XIV, on révoqua en doute si l'excommunication fulminée par Clément XII était encore en vigueur. Le prétexte allégué par ses adversaires était que Benoît XIV n'avait pas confirmé la Constitution de son prédécesseur, comme si, dit le docte Pontife, les Bulles des Papes dépendaient, pour leur maintien, de la confirmation de leurs successeurs[2]. Pour faire cesser tout doute et fermer la porte à

(1) *Ibid.* § 3.

(2) « Cum autem, *dit Benoît XIV*, sicut accepimus, aliqui fuerint, qui asserere ac vulgo jactare non dubitaverint, dictam excommunicationis pœnam a Prædecessore Nostro, ut præfertur, impositam non amplius afficere, propterea quod ipsa præinserta Constitutio a Nobis confirmata non fuerit; quasi vero pro Apostolicarum Constitutionum a Prædecessore editarum subsistentia, Pontificis successoris expressa confirmatio requiratur. » § 3, *Loc. cit.*, pag. 420.

tout subterfuge, Benoît XIV confirma la Bulle de son prédécesseur en la forme spécifique, dans les termes suivants : « Audito prius nonnullorum venerabilium Fratrum Nostrorum S. R. E. Cardinalium consilio, eamdem Prædecessoris Nostri Constitutionem præsentibus, ut supra, de verbo ad verbum insertam, in forma specifica, quæ omnium amplissima et efficacissima habetur, confirmare decrevimus, prout eam ex certa scientia, et Apostolicæ auctoritatis Nostræ plenitudine earumdem præsentium literarum tenore in omnibus et per omnia perinde ac si Nostris, motu proprio, auctoritate, ac nomine primum editæ fuissent, confirmamus, roboramus et innovamus, ac perpetuam vim et efficaciam habere volumus et decernimus [1]. »

V. La Constitution de Pie VII confirmait la condamnation des *carbonari* et des *francs-maçons*. Léon XII fit un pas en avant : de nouvelles sectes avaient surgi, également hostiles et à l'Eglise et aux pouvoirs civils légitimement constitués. D'autres pouvaient naître encore. Léon XII crut couper le mal dans sa racine en les enveloppant toutes dans la même réprobation que les *francs-maçons* et les *carbonari*... « Quæ cum ita sint, *porte sa Bulle*, Nos muneris Nostri esse censemus iterum clandestinas has sectas condemnare, atque ita quidem ut nulla ex iis jactare possit se Apostolica sententia Nostra non comprehendi, atque hoc prætextu homines incautos et minus acutos in errorem inducat. Itaque de consilio venerabilium Fratrum Nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, et etiam motu proprio, et certa scientia, ac matura deliberatione Nostris societates occultas omnes, tam quæ nunc sunt, tam quæ fortasse deinceps erumpent, et quæ ea sibi adversus Ecclesiam et supremas civiles potestates

(1) § 6, *ibid.*, pag. 422.

proponunt, quæ superius commemoravimus, quocumque tandem nomine appellentur, Nos perpetuo prohibemus sub eisdem pœnis, quæ continentur in Prædecessorum Nostrorum literis in hac Nostra Constitutione jam allatis, quas expresse confirmamus [1]. »

VI. La Constitution *Apostolicæ Sedis* maintient cette extension et frappe d'anathème tous ceux qui s'affilient aux sociétés dont le but est la ruine de l'Eglise ou le renversement des pouvoirs légitimes, quel que soit le nom ou le manteau dont elles s'affublent : *seu aliis ejusdem generis sectis, quæ contra Ecclesiam vel legitimas potestates seu palam, seu clandestine machinantur*. Du moment qu'elles ont ce but, quand même elles protesteraient y rester étrangères, elles sont atteintes par la censure de l'Eglise. La décision suivante donnée à Mgr Kenrick, Archevêque de Baltimore, ne permet pas d'en douter : « Utrum cœtus illi, pro vetitis habendi sint, qui profitentur, se nihil adversus religionem moliri vel civilem Rempublicam, licet occultum ineant fœdus juramento firmatum, vel alias se obligent ad arcanum ? Respondit Sacra Congregatio die 21 augusti 1850 : « Comprehendi in Bullis Pontificiis [2]. » Ainsi donc toutes les sociétés hostiles à l'Eglise ou aux pouvoirs légitimement établis tombent sous l'anathème de la Constitution *Apostolicæ Sedis*.

VII. Le R. P. Konings, avec le second concile plénier de Baltimore, y soumet également toutes les sociétés, de quelque nature qu'elles soient, dont les membres s'obligent sous serment à obéir aux chefs, ou à garder un secret inviolable. « *d*) Illæ societates, cujuscumque naturæ sint, in quibus socii ab ipso ingressu jurejurando se obligant ad obtemperandum

(1) § 11, *Loc. cit.*, pag. 335.
(2) Apud Kenrick, *Theologia moralis*, Tract. III, n. 61.

iis, quæ a cœtus superioribus jussa fuerint, vel etiam secreti ineunt fœdus, quod neque interrogante legitima potestate violari impune possit. *e*) Illi cœtus, in quibus ita arcto fœdere in mutuam defensionem conjunguntur socii, ut exinde oriatur turbarum vel cædium periculum [1]. »

N'est-ce pas étendre la loi contre l'intention expresse du Souverain Pontife, que de l'appliquer à des sociétés qui ne conspirent ni contre l'Eglise, ni contre les autorités légitimes? Le lien du serment est-il un motif suffisant pour appliquer la loi à des sociétés dont le but différerait essentiellement de celles réprouvées par le Saint Siége ? D'après quelques commentateurs, on ne doit consulter que la fin de ces sociétés. « Eæ igitur ex scopo quem sibi proponunt, non aliunde judicari debent [2]. » Selon eux, par conséquent, les membres des sociétés en question n'encourraient pas l'excommunication.

On ne peut nier que cette opinion soit plus conforme aux principes d'interprétation des lois : cependant elle semble difficile à concilier avec la décision que nous venons de rapporter, et donnée sous une législation formulée dans les mêmes termes que la Constitution de Pie IX.

Malgré cela, comme il s'agit ici d'une peine très-grave, nous n'oserions la rejeter comme improbable, ni affirmer aussi absolument que le P. Konings que les sociétés en question encourent l'anathème.

VIII. Faut-il, pour cela, que ces sociétés soient secrètes ?

M. Godschalk le requiert à cause des termes *ejusdem generis*, qu'il interprète : *scilicet occultis* [3].

(1) *Theologia moralis... S. Alphonsi in compendium redacta*, n. 1721, pag. 800.

(2) *Commentarii Reatini*, n. 82. Cf. n. 83.

(3) *Constitutio Apostolicæ Sedis documentis indicatis munita et commentariis illustrata*, pag. 74.

Dans sa Bulle, Léon XII ne réprouve que les sectes occultes ; la franc-maconnerie et le carbonarisme ont toujours été des sociétés clandestines. En condamnant les associations du même genre, *ejusdem generis*, Pie IX ne semble-t-il pas restreindre sa Bulle aux membres des sociétés occultes? N'est-ce pas l'interprétation naturelle de sa Constitution ?

Cette interprétation nous paraît forcée : le Souverain Pontife explique, immédiatement après, quel sens il entend donner à ses paroles : ce sont les sectes, qui, comme la franc-maçonnerie, conspirent contre l'Eglise, ou contre les pouvoirs légitimes. En outre, dans cette phrase, le Pape emploie un terme qui semble ouvertement répugner à l'interprétation de Godschalk : *qui conspirent*, dit Pie IX, *soit ouvertement, soit en secret.* Comprend-on qu'une société occulte agisse publiquement ? Dès lors qu'elle conspire publiquement, ne cesse-t-elle pas d'être secrète ? Ces considérations nous font adopter l'interprétation de Gabriel de Varceno [1], du Commentaire de Riéti [2], et du R. P. Konings [3].

IX. Est-il du moins necessaire que les membres s'engagent sous serment à garder le secret ?

Une décision de la S. Congrégation de l'Inquisition nous force à tenir la négative. En voici les termes : « Feria IV, 5 augusti 1846. Societates occultæ de quibus in Pontificiis Constitutionibus sermo est, eæ omnes intelliguntur, quæ adversus Ecclesiam vel Gubernium sibi aliquid proponunt, exigant a suis asseclis, vel non exigant juramentum de secreto servando [4]. »

(1) *Compendium Theologiæ moralis*, tom. II, pag. 460.

(2) *In Constitutionem Apostolicæ Sedis Commentarii*, n. 82, p. 46.

(3) *Loc. cit.*

(4) Elle est rapportée dans le Décret que nous donnons dans la note 3 de la page suivante.

X. Ces dispositions obligent-elles dans les pays où elles n'ont pas été promulguées ?

L'affirmative n'est pas douteuse. Les principes généraux du droit l'établissent ainsi. En effet, il suffit qu'une Bulle soit publiée à Rome dans la forme ordinaire pour obliger le monde entier, quand elle contient les clauses que nous lisons dans les Constitutions de Clément XII, Benoît XIV, Pie VII et Léon XII, qui condamnent les sociétés secrètes [1]. En outre, un Décret de la S. Congrégation de l'Inquisition, approuvé par Grégoire XVI le 27 juin 1838, déclare expressément que les Bulles Pontificales publiées contre les francs-maçons obligent en Hollande, quoiqu'elles n'y aient pas été publiées [2]. Cela résulte en outre de la promulgation de la Constitution de Pie IX dans le Concile général du Vatican : par le fait même, elle devait être considérée comme promulguée à l'Eglise universelle.

XI. Au nombre des sociétés auxquelles il est défendu de s'affilier sous peine d'encourir l'excommunication dont nous parlons, on doit ranger la société des *Fénians*. Un Décret de l'Inquisition, en date du 5 juillet 1865, la classait implicitement parmi les sociétés condamnées par les Bulles des Papes [3]. Un Décret plus récent de la même Congrégation la

(1) Cf. S. Alphonsus, *Theologia moralis*, lib. I, n. 96.

(2) « S. C. Inquisit. declarat, Constitutiones Pontificias contra liberos muratores editas in Hollandia obligare, licet ibidem promulgatæ non essent. » Cf. Soglia, *Institutiones juris publici et privati ecclesiastici*, Part. I, § 24.

(3) Voici ce Décret qui a été communiqué aux Evêques des Etats-Unis d'Amérique (*Revue catholique*, an. 1866, pag. 192).

« Plura ad Sanctam Sedem delata sunt circa Societatem quæ appellatur Fratrum Fenorum, aut Fenianorum, eaque Supremæ Congregationi Universalis Inquisitionis submissa fuere, ut quid de illis sentiendum foret decerneretur. Porro Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. IX, audito Eminentissimorum Inquisitorum suffragio, Amplitudini Tuæ noti-

déclare expressément tomber sous le coup de la Constitution *Apostolicæ Sedis*. En voici le texte [1].

DECRETUM.

Feria IV, die 12 *januarii* 1870.

Cum dubitatum fuerit a nonnullis, an societas Fenianorum comprehensa censeatur inter societates damnatas in Pontificiis Constitutionibus, Sanctissimus Dominus Noster Pius Divina Providentia Papa IX, exquisito prius suffragio Eminentissimorum Patrum Cardinalium contra hæreticam pravitatem in universa christiana Republica Inquisitorum generalium; ne fidelium, præsertim simplicium, corda cum evidenti animæ discrimine pervertantur, inhærens Decretis alias a S. Congregatione Universalis Inquisitionis in similibus editis, præsertim Decreto feria IV, die 5 julii 1865, decrevit ac declaravit, Societatem Americanam seu Hibernicam, Fenianorum appellatam, comprehendi inter societates vetitas ac damnatas in Constitutionibus Summorum Pontificum, et præsertim in nuperrima ejusdem Sanctitatis Suæ edita quarto Idus octobris 1869, incip. *Apostolicæ Sedis*, qua sub num. 4 excommunicationi latæ sententiæ Romano Pontifici reservatæ obnoxii declarantur « nomen dantes sectæ massonicæ aut car-

ficandum mandavit Decretum feriæ IV, 5 augusti 1846, quod sic se habet : *Societates occultæ de quibus in Pontificiis Constitutionibus sermo est, eæ omnes intelliguntur quæ adversus Ecclesiam vel Gubernium sibi aliquid proponunt, exigant vel non exigant a suis asseclis juramentum de secreto servando.* Voluit præterea Sanctitas Sua, ut tibi subjungeretur, recurrendum esse ad Sanctam Sedem, et quidem omnibus adamussim expositis rerum adjunctis, si quæ forte difficultates in applicatione dicti Decreti inveniantur.

« Quoniam vero recenter assertum est in quibusdam foliis periodicis, ac signanter in *The Connaught Patriot*, declarationem prodiisse a Sede Apostolica, juxta quam *Feniani inquietandi non essent*, idcirco suprema Congregatio S. Officii Amplitudini Tuæ significandum decrevit prædictam assertionem omnino falsam fuisse. »

(1) Apud Avanzini, *De Constitutione Apostolicæ Sedis Commentarii*, not. 24, pag. 34.

bonariæ aut aliis ejusdem generis sectis, quæ contra Ecclesiam vel legitimas potestates seu palam, seu clandestine machinantur ; nec non iisdem sectis favorem qualemcumque præstantes, earumve occultos coryphæos ac duces non denunciantes, donec non denunciaverint. »

Atque ita Episcopis quibuscumque petentibus responderi mandavit.

Loco † sigilli.

Pro D. ANGELO ARGENTI *S. Rom. et Univ. Inquis. Notar.*
JACOBUS VOGAGGINI, *Substitutus.*

XII. Nous classerons encore parmi les sociétés atteintes par la Constitution de Pie IX l'*Internationale*, qui a pour but avoué une révolution sociale par des moyens violents. Nous en ferons autant de la *ligue de l'enseignement*, qui tend à créer un enseignement en dehors de l'influence de l'Eglise, et qui se met ainsi en lutte avec l'Eglise [1].

Les conciles d'Amérique font également rentrer dans cette catégorie les sociétés des *compagnons singuliers* et des *fils de la tempérance* [2].

Les auteurs y inscrivent les *associations clérico-libérales* [3].

(1) A cette occasion, nous rappellerons les deux propositions suivantes réprouvées dans le *Syllabus* : « 47. Postulat optima civilis societatis ratio, ut populares scholæ ; quæ patent omnibus cujusque e populo classis pueris, ac publica universim instituta, quæ litteris severioribusque disciplinis tradendis et educationi juventutis curandæ sunt destinata, eximantur ab omni Ecclesiæ auctoritate, moderatrice vi et ingerentia, plenoque civilis ac politicæ auctoritatis arbitrio subjiciantur ad imperantium placita et ad communium ætatis opinionum amussim. — 48. Catholicis viris probari potest ea juventutis instituendæ ratio, quæ sit a catholica fide et ab Ecclesiæ potestate sejuncta, quæque rerum dumtaxat naturalium scientiam ac terrenæ socialis vitæ fines tantummodo vel saltem primario spectet. »

(2) Cf. Konings, *loc. cit.* ; Kenrick, *loc. cit.*, n. 61.

(3) Gabriel de Varceno, *loc cit.*, pag. 40 ; *Commentarii Reatini*, n. 82, p. 46.

Leurs principes, en effet, sont opposés à l'enseignement de l'Eglise, et minent son influence sur la direction de la Société.

En Italie, nous trouvons, comme méritant les mêmes censures, la *Société mazzinienne*, et la *Société émancipatrice de l'Eglise romaine-catholique*[1].

Les journaux d'Amérique nous signalent l'existence de deux associations qui n'ont d'autre objet que de faire une guerre acharnée, une guerre d'extermination au Catholicisme et à la population catholique des Etats-Unis. Ce sont les *Sentinelles de la liberté* et l'*Alliance américaine*. Pas de doute qu'elles ne rentrent dans la classe des sociétés prohibées sous peine d'excommunication.

Les journaux belges nous dévoilaient également, voilà quelque temps, la création d'une nouvelle société portant pour titre l'*Union ouvrière belge*, dont le but est une révolution sociale, et dont les membres, par conséquent, tombent sous l'anathème fulminé dans le paragraphe que nous commentons.

XIII. A cette nomenclature, des auteurs ajoutent les *sociétés bibliques*[2]. Mais ici une distinction est nécessaire. Ou ces sociétés font profession de l'hérésie, et se sont formées pour la propager au moyen de la diffusion de la Bible et de traités hérétiques[3] ; ou elles n'ont pas d'autre but que la propagation de la Bible. Dans le premier cas, ce n'est pas l'excommunication du présent paragraphe qu'encourent les membres de ces sociétés, mais bien celle du n. 1 du pre-

(1) Cf. Gabriel de Varceno, *ibid.*

(2) *Commentarii Reatini, ibid.*; Gabriel de Varceno, *ibid.*

(3) Tel est le but de la *Société évangélique*, fondée en Belgique vers la fin de 1837. Cf. Kersten, *Journal historique et littéraire*, Tom. 6, pag. 231.

mier titre, c'est-à-dire du titre des excommunications spécialement réservées au Souverain Pontife. En effet, ils sont ou hérétiques, ou du moins fauteurs de l'hérésie. Dans le second cas, ils encourraient l'excommunication du paragraphe que nous expliquons.

XIV. Enfin, quelques commentateurs donnent comme soumis à cette excommunication les membres de la secte des *vieux catholiques* [1]. C'est trop indulgent : les *vieux catholiques* rejettent un véritable dogme de l'Eglise : l'infaillibilité du Pape, et sont, par conséquent, des hérétiques proprement dits. D'où ils encourrent, non une excommunication simplement réservée au Souverain Pontife, mais une excommunication qui lui est spécialement réservée, en vertu du n. 1 du titre premier de la Constitution *Apostolicæ Sedis*.

XV. B. Toute personne donc qui s'affilie sciemment à l'une ou l'autre de ces associations est frappée d'anathème. Dans la seconde partie du paragraphe, le Souverain Pontife applique la même peine à tous ceux qui favorisent ces associations de quelque manière que ce soit : *favorem qualemcumque præstantes*.

On est censé les favoriser, quand on pose l'un ou l'autre des actes énumérés dans les Bulles de Clément XII, Pie VII et Léon XII. Ainsi sont excommuniés par le fait même ceux qui travaillent à l'extension de ces sociétés ; qui les prennent sous leur protection ; qui en reçoivent ou cachent les membres, comme tels [2] ; qui assistent aux réunions, les autorisent ou les facilitent ; qui fournissent les locaux où elles se tiennent ; qui engagent d'autres à y assister ou à s'affilier à ces associa-

(1) *Commentarii Reatini*, ibid.

(2) V. pour l'interprétation de cette restriction *comme tels*, ce que nous avons dit sur une question analogue, en parlant de ceux qui donnent asile aux hérétiques, tom. II, pag. 459 et suiv.

tions ; en un mot, qui par leurs conseils ou secours les favorisent, soit en public soit en secret ; soit directement, soit indirectement ; soit par eux-mêmes, soit par d'autres [1].

XVI. De là découle la solution de la question proposée un jour au Saint-Siége : quelle conduite doit tenir le confesseur à l'égard des pénitents qui, tout en se repentant d'avoir juré de garder le secret, continuent cependant à communiquer avec les membres de la loge, soit en assistant aux réunions, soit par quelqu'autre manifestation extérieure ? Peut-il leur donner l'absolution ? Une telle absolution serait-elle valide ? Comme on devait s'y attendre la réponse fut négative. Comment eût-elle été autre, puisque, comme nous venons de le voir, la simple assistance aux assemblées suffit pour encourir la peine ? Voici du reste la décision du Saint Office sur ce point.

Beatissime Pater,

Pœnæ ecclesiasticæ a plurimis Romanis Pontificibus in eos statutæ sunt, qui societati, quam *Liberorum Muratorum* dicunt, nomen dedissent, atque juramentum de arcano servando in eorum conventiculis emisissent.

Dubium exoritur, utrum ii, quos licet emissi juramenti pœniteat, communicando tamen cum cæteris eidem sectæ adhærentibus, vel eorum conventicula adeundo, vel alio quolibet modo, veros ejusdem societatis cultores se palam exhibere perseverent, ad Pœnitentiæ aut sanctissimæ Eucharistiæ sacramenti participationem legitime per confessarium possint admitti. Sacerdotes inveniuntur nonnulli qui hujusmodi homines reapse admittunt. Ut igitur certa confessariis norma præbeatur, utrum in qualibet orbis regione, hominibus *Liberorum Muratorum* societati aggregatis, qui, juramenti de secreto servando vinculis invicem consociati, in unum

(1) V. le texte de la Bulle de Clément XII, ci-dessus, n. III, pag. 589 ; la Bulle de Pie VII, § 9, *loc. cit.*, pag. 2182 ; la Bulle de Léon XII, § 12, *loc. cit.*, pag. 335.

corpus coalescunt, juramenti exigendi more apud eamdem sectam adhuc vigente, sacramentalem absolutionem licite aut valide confessarius impertiatur, priusquam ipsi absolute et positive prædictam damnatam societatem in perpetuum relinquant ?

Quæritur, quomodo se gerere debeat confessarius ?

Huic petitioni Sacra Congregatio Sancti Officii, sub die 5 julii 1837, respondit : *Juxta exposita non licere.*

Cum autem ortum sit dubium, utrum verba illa *non licere* includant, in casu exposito, etiam invaliditatem absolutionis, exoratur Sacra Congregatio ut dignetur id declarare.

Quod etc.

Feria VI, die 27 *junii* 1838.

In Congregatione generali S. Rom. Univers. Inquisitionis habita in conventu S. Mariæ supra Minervam coram Eminentissimis et Reverendissimis Dominis S. Rom. Ecclesiæ Cardinalibus contra hæreticam pravitatem Generalibus Inquisitoribus, iidem Eminentissimi et Reverendissimi DD. dixerunt, respondendum esse : *Affirmative juxta Constitutiones Apostolicas.*

Eadem die et feria.

Sanctissimus D. N. D. Gregorius divina Providentia PP. XVI, in solita audientia Reverendissimo Patri Commissario Generali Sancti Officii impertita, præfata Eminentissimorum suffragia approbavit.

L. † S. Angelus Argenti, *S. Rom. et Univ. Inquis. Notarius.*

XVII. C. Pour donner plus d'efficacité aux mesures décrétées par ses prédécesseurs contre la franc-maçonnerie, Pie VII en ajouta une nouvelle : il imposa à tous ceux qui connaissent des membres de la loge l'obligation de les dénoncer, sous peine d'excommunication réservée au Saint-Siége. « Præcipimus præterea omnibus, *porte la Bulle*, sub eadem excommunicationis pœna Nobis et Romanis Pontificibus successoribus Nostris reservata, ut teneantur denunciare Episcopis, vel

cæteris ad quos spectat, eos omnes, quos noverint huic societati nomen dedisse, vel aliquo ex iis criminibus quæ commemorata sunt, se inquinasse [1]. » Cette disposition fut confirmée par Léon XII dans les mêmes termes [2].

XVIII. D'après ces Constitutions, l'obligation de dénoncer était générale dans son objet, c'est-à-dire que l'on devait dénoncer tous ceux, *eos omnes*, que l'on savait affiliés aux sociétés secrètes. Pie IX a restreint la peine qui sanctionnait cette obligation : on n'est plus tenu de dénoncer aujourd'hui, sous peine d'excommunication, que leurs coryphées et chefs occultes : *earumve occultos coryphæos ac duces*.

XIX. On a objecté contre cette obligation qu'elle paraissait inutile, au moins en certains pays, vu que les noms des chefs et des membres de chaque loge ont été livrés au public par la voie des journaux ou d'autres écrits.

Le Saint Office répondit que, nonobstant cette divulgation, les Souverains Pontifes ont d'excellents motifs de maintenir l'obligation [3]. D'abord la publication des membres n'a pas lieu dans toutes les sociétés. Il y a beaucoup de sociétés secrètes et qui se gardent bien de livrer à la publicité le nom de leurs chefs. En outre, qui peut assurer que ceux, qui figurent, dans les journaux, comme étant à la tête de certaines associations, en sont les chefs réels ; et que leurs directeurs et les véritables machinateurs de conspiration ne se cachent pas sous le voile de l'anonyme ? Du reste, ceux dont les noms ont été publiés sont-ils encore les chefs de ces sociétés ? D'autres ne les ont-ils pas remplacés ? Enfin continuera-t-on à publier les noms des véritables chefs ? On voit, par là, que les motifs ne manquent pas pour le maintien de l'obligation de dénoncer les coryphées ou chefs occultes.

(1) *Loc. cit.*, § 10, pag. 2182. (2) *Loc. cit.*, § 13, pag. 336.
(3) Nous avons donné le texte de cette décision dans notre tom. VII, pag. 30.

XX. Nous avons dit ci-dessus que l'on n'est plus tenu de dénoncer aujourd'hui, *sous peine d'excommunication*, que les chefs occultes. La Constitution *Apostolicæ Sedis* n'a eu pour but que de limiter les censures, et n'a pas modifié l'ancienne législation sous les autres rapports [1] : elle a donc laissé subsister les défenses ou préceptes antérieurement portés par les Souverains Pontifes [2]. D'où il résulte que l'obligation imposée par Pie VII et Léon XII de dénoncer tous les membres des associations prohibées reste en vigueur. Il s'en suit qu'on ne peut, comme statue Léon XII, les absoudre, à moins qu'ils n'aient auparavant dénoncé leurs complices, ou du moins prêté serment qu'ils les dénonceront le plus tôt possible : « Nec absolutionem deinceps impetrare poterit, nisi denunciatis antea complicibus, vel saltem juramento emisso de iis quamprimum denunciandis [3]. »

XXI. On ne peut donc douter de l'existence de cette obligation ; il y a toutefois des cas où les auteurs admettent généralement qu'elle cesse. En effet, l'obligation de dénoncer les membres des sociétés prohibées n'est ni plus grave, ni plus importante que celle de dénoncer les hérétiques. La S. Pénitencerie elle-même a déclaré, le 8 novembre 1821, que ces deux obligations marchent de pair. Le sixième doute, qui lui était soumis, portait : « Qualis scientia requiritur, ut quis ad denuntiandum teneatur ? » La S. Pénitencerie répondit : « Ad VI. Obligationem in Constitutione impositam de carbonariis denuntiandis eadem ratione esse interpretandam, qua leges ecclesiasticæ, quibus hæreticorum denuntiatio præcipitur ;

(1) V. *Nouvelle Revue théologique*, tom. VI, pag. 651 et 657.

(2) C'est l'opinion commune des commentateurs de la Constitution *Apostolicæ Sedis*. Cf. Avanzini, *Op. cit.*, Nota 26, pag. 36 ; Gabriel de Varceno, *Op. cit.* Tom. II, In hunc art. 7°, pag. 462 ; Godschalk, *Op. cit.* pag. 76.

(3) *Loc. cit.*, § 19, pag. 337.

quoniam utramque denuntiationem publicum Ecclesiæ bonum postulat. Itaque cogi ad carbonarios denuntiandos non modo eum qui ex propria scientia, vel eorumdem carbonariorum confessione non sacramentali noverit eos ad sectam illam pertinere ; sed etiam eum qui id a relatoribus fide dignis acceperit [1]. » On peut donc admettre que l'obligation de dénoncer les chefs occultes de ces sociétés cesse dans les cas où cesse l'obligation de dénoncer les hérétiques.

XXII. Mais quand cesse cette obligation ? Le désaccord des auteurs rend notre tâche difficile. Nous donnerons les diverses opinions, en rappelant les difficultés qu'elles soulèvent.

Les auteurs sont assez généralement d'avis que l'obligation de dénoncer cesse : 1° quand on ne peut faire la dénonciation en personne. L'obligation est alors suspendue aussi longtemps que dure l'empêchement. Le motif en est qu'il s'agit d'une obligation personnelle. « Legitime impeditus, *dit Ferraris*, durante impedimento, non tenetur denunciare per alium, quia obligatio denunciandi est personalis. Immo, si cum primo habet notitiam delicti denunciandi, adest legitimum impedimentum ad denunciandum per semetipsum, tunc, durante tali legitimo impedimento, potest a quolibet simplici confessario absolvi cum firma promissione denunciandi, impedimento cessante. Tunc enim non habetur reservatio, nec delictum non denunciando, cum ad impossibilia nemo obligetur [2]. »

XXIII. L'argument de Ferraris n'est pas concluant. En

(1) Cf. Scavini, *Theologia moralis universa*, lib. VI, n. 168, tom. VI, n. 240 ; J. J. Loiseaux, *Traité canonique et pratique du Jubilé*, pag. 392.

(2) *Bibliotheca canonica*, V. *Denunciatio quoad delicta*, n. 54. Cf. *Commentarii Reatini*, n. 83, not. 8 ; Gabriel de Varceno, *in hunc artic.* 6°, tom. II, pag. 461 ; Konings, *loc. cit.*

effet, l'obligation de dénoncer le confesseur sollicitant est également personnelle. « Denunciationis onus est personale, *dit le Saint Office*, et ab ipsa persona sollicitata adimplendum [1]. » Et néanmoins en cas d'empêchement, le Saint Office ne décharge pas la personne sollicitée du devoir de dénoncer le coupable, mais il lui impose l'obligation de recourir ou à l'Evêque, soit par lettre, soit par une tierce personne; ou à Rome, par le canal de la S. Pénitencerie ou de l'Inquisition, et de suivre les instructions qui lui seront données. « Verum, *continue l'Instruction du Saint Office*, si gravissimis difficultatibus impediatur, quominus hoc perficere ipsa possit, tunc vel per se, vel per epistolam, vel per aliam personam sibi benevisam, suum adeat Ordinarium, vel Sanctam Sedem per Sacram Pœnitentiariam, vel etiam per hanc supremam Inquisitionem, expositis omnibus circumstantiis, et deinde se gerat juxta Instructionem quam erit acceptura. »

XXIV. Un grand nombre d'auteurs exceptent également 2° le cas où la dénonciation causerait un grave dommage à celui qui doit la faire : Scavini dit que cela a été défini par la S. Congrégation le 22 janvier 1727 [2]; mais il ne nous dit pas quelle Congrégation a donné cette décision, que nous n'avons rencontrée dans aucun auteur.

On pourrait plutôt invoquer en faveur de cette doctrine, le principe que les lois ecclésiastiques n'obligent pas *cum tanto incommodo*.

Nous ferons cependant observer que ces auteurs mettent à leur principe la restriction suivante : à moins que le crime

(1) V. ci-dessus, pag. 350, n. 7.

(2) *Op. cit.*, lib. II, n. 815. Cf. Bonacina, *Tractationes variæ*, tract. VI, punct. I, § III, n. 2; Suarez, *Tractatus de censuris*, disp. XX, sect. III, n. 8; Fagundez, *Tractatus in V Ecclesiæ præcepta*, præcept. II, lib. IV, cap. III, n. 31; Gabriel de Varceno, *Op. cit.*, tom. I, pag. 329.

ne tourne au détriment du bien public. « Hoc tamen intelligendum, *ajoute Scavini*, si abest periculum damni communis, quod semper prævalet nostro bono. »

Mais précisement à cause de ce motif, la plupart des auteurs rangent l'hérésie au nombre des crimes exceptés. « Excipiendum est ab hac doctrina, *dit Bonacina*, juxta opinionem plurimorum Doctorum : 1° crimen hæresis, quia hujusmodi crimen vergit in detrimentum commune, et serpit ut cancer [1]. » Potestas s'appuie sur les mêmes motifs pour rejeter la première opinion : « Resp., *dit-il*, ex probabili periculo gravis damni in vita, corpore, fama et rebus propriis, aut conjunctorum, non excusatur quis a denunciando hæreticum formalem, etiamsi non dogmatizet..... quia hæresis formalis etiam non dogmatizantis est contra Religionem, et bonum commune totius Reipublicæ catholicæ ; quoniam hæresis serpit ut cancer, quippe quæ pestifera est..... Bonum autem publicum et commune ex jure prævalet bono privato et proprio [2]. » Or, comme nous venons de le voir (n. XXI), la S. Pénitencerie déclare que la dénonciation des chefs des sociétés condamnées est prescrite en vue du bien commun [3].

(1) *Loc. cit.*, n. 6.

(2) *Examen ecclesiasticum*, tom. II, n. 267. Cf. S. Alphonsus, *Theologia moralis*, lib. V, n. 248, not. III.

(3) Par là croule la base du système des auteurs, qui tiennent que la dénonciation a pour but unique, ou du moins principal, l'amendement du coupable. D'où ils déduisaient que l'obligation de dénoncer cessait, lorsque le coupable avait renoncé à ses erreurs. Cf. Diana, *Resolutiones morales*, tom. V, tract. IX, resol. 6 et 7. Ce sentiment est formellement réprouvé par la S. Pénitencerie, décision du 8 novembre 1821. « IX. An denuntiandi sint illi de quorum emendatione constat, et quod confessionem instituerint ? Resp. Ad IX. Etsi fortasse non omnes carbonarii pro hæreticis haberi possint; omnes tamen, etiamsi resipuerint, denuntiari debere ex ea ratione, quæ superius in responsione ad VI indicata est. » Scavini, *Op. cit.* lib. IV, n. 168, tom. IV, pag. 241.

Nous n'oserions donc, en pratique, nous écarter du sentiment de Bonacina.

XXV. Tous les auteurs qui admettaient la suffisance du motif précédent, ne le restreignaient pas au cas où le dommage devait atteindre la personne du dénonciateur : plusieurs d'entre eux l'étendaient aussi au cas où ses proches parents en eussent été la victime. « Non tenetur autem denuntiator, *écrit Fagundez*, hujusmodi denunciationes cum probabili periculo mortis, infamiæ, aut gravis alicujus damni proprii, vel patris, aut matris, mariti, uxoris, fratrum, aut aliorum conjunctissimorum, quod est commune omnibus denunciationibus [1]. » Il suivrait clairement de là que, dans les pays où l'hérésie n'est pas tolérée, le fils n'est jamais obligé de dénoncer son père; opinion qui a été soutenue *ex professo* par Simanca, Evêque de Zamora [2]. « Dispensantur ab hac denunciatione facienda, *dit aussi Gabriel de Varceno*, 3° parentes usque ad quartum gradum inclusive [3]. »

XXVI. Cette opinion a un grand tort : c'est de ne pas tenir compte de la décision de la S. Pénitencerie, en date du 8 novembre 1821, que nous avons déjà invoquée ci-dessus. On lui avait demandé si le fils doit dénoncer son père, la sœur son frère, et réciproquement; et s'appuyant sur le motif donné ci-dessus (n. XXI), elle donna une réponse affirmative. « VII. An filius patrem, soror fratrem denuntiare debet, et vicissim? Resp. Ad VII. Ex eadem, quæ in responsione superiore indicata est, ratione, cum de carbonariis agitur, a filio patrem, a sorore fratrem germanum et vicissim debere denuntiari [4].» Nous tiendrons donc avec Potestas [5] et la S. Péni-

(1) *Loc. cit.*

(2) *De patre hæretico*, n. 14 seq. *Operum*, pag. 542 seq.

(3) *Op. cit.*, tom. I, pag. 329. (4) Apud Scavini, *Loc. cit.*

(5) *Loc. cit.*, n. 278. Item Bonacina, *Loc.cit.*, punct. II, n. 3; Bordoni, *Manuale Consultorum in causis S. Officii*, sect. XVIII, n. 37; S. Alphonsus, *Theologia moralis*, lib. V, n. 250.

tencerie que les plus proches liens de consanguinité ne libèrent pas de l'obligation de dénoncer ; et comme il s'agissait, dans l'espèce, de donner une décision pour un pays où la franc-maçonnerie n'était pas tolérée, et où par conséquent la dénonciation devait causer un grave préjudice au père du dénonciateur, nous croyons devoir rejeter l'exception de Fagundez, Simanca et Gabriel de Varceno, comme inconciliable avec la décision de la S. Pénitencerie.

XXVII. 4° Une autre exception est assez communément admise [1] : c'est quand il n'y a aucun espoir de punir les coupables ; parce que personne n'est tenu à un acte inutile. En faveur de cette opinion, le R. P. Ballerini invoque une décision du Saint Office, du 21 février 1630, que Giraldi résume en ces termes : « Qui in partibus schismaticorum, hæreticorum et mahumetanorum degunt, licet subjecti sint Constitutionibus contra sollicitantes, tamen in iis locorum circumstantiis, in quibus nulla spes adsit punitionis denunciati, atque mulieres sine periculo et infamia denunciare nequeant, denunciatos vero facile pœnam declinare posse credatur, recurrendo, vel ad episcopos schismaticos, vel ad laicos judices infideles, ex decreto S. Congregationis Sancti Officii, die 21 februarii 1630, attentis supradictis causis, absolvendi sunt, et liberandi ab hujusmodi onere denunciandi ; moneri tamen debent, ut cessantibus supranarratis periculis et impedimentis, teneantur denunciare [2]. »

XXVIII. De ce principe découle la conséquence, que là où l'hérésie est civilement tolérée, l'obligation de dénoncer ses

(1) Cf. Bonacina, *Loc. cit.*, § IV, n. 3 ; *Commentarii Reatini*, n. 83, not 8 ; Ballerini, in *Compendio Theologiæ moralis P. Gury*, tom. II, n. 975, pag. 996, not. a ; et n. 593, quæst. 5, not. c.

(2) *Expositio Juris Pontificii*, part. I, sect. 809, Appendix, pag. 640, edit. Roman. 1769.

sectateurs a cessé. « Catholici, *écrit Ferraris*, non tenentur denunciare hæreticos in locis illis, in quibus hæretici sunt permixti cum catholicis, id scientibus Inquisitoribus et Episcopis ; cum nemo obligetur ad opus inutile [1]. »

Comme la dénonciatiou des francs-maçons doit être mise sur le même pied que celle des hérétiques, il s'ensuit, déduisent ces auteurs, que dans notre pays on peut omettre cette dénonciation, à moins qu'à raison de certaines circonstances la loi naturelle ne nous en impose l'obligation. « Quia, *dit Godschalk*, hæreticorum denunciatio ob præfatam rationem heic non obligat, pari de causa cum scriptoribus *Mélang. Théolog.* Tom. V, pag. 605, statui potest, etiam *sectariorum* istorum denunciationem in nostris tractibus omitti posse, dummodo jus naturæ aliud non præcipiat [2]. »

XXIX. Dans notre *Traité canonique et pratique du Jubilé* [3], nous avons adopté ce sentiment qui était embrassé par les auteurs les plus graves. Nous avouons cependant que la décision du Saint Office, en date du 15 juin 1870, nous donne quelque scrupule sur ce point. En effet, un Evêque missionnaire interroge le Saint Siége sur l'obligation de faire cette dénonciation dans les pays de mission, dans les pays par conséquent où les Evêques ne jouissent d'aucun pouvoir coërcitif temporel et ne peuvent par suite punir les francs-maçons ; et néanmoins le Saint-Office répond que le précepte lie tous les fidèles. « Obscurum esse minime potest, a quibus faciendæ sint (denunciationes). Generale quippe est præcep-

(1) *Loc. cit.*, n. 18. Cf. Bonacina, *loc. cit.*, punct. II, n. 9; Syrus, *Dilucidatio facultatum minorum Pœnitentiariorum Basilicarum Urbis*, part. I, cap. IV, dub. 1; Scavini, *Op. cit.*, lib. II, n. 815, tom. II, pag. 632; Theodorus a Spiritu Sancto, *Tractatus historico theologicus de Jubilæo*, cap. XIII, § II, n. 5.

(2) *Loc. cit.*, pag. 77.

(3) Chap. VI, art. I, sect. I, § 1, n. 10, pag. 392.

tum omnibus fidelibus injunctum [1]. » La S. Congrégation n'eût-elle pas induit l'Evêque missionnaire en erreur, en donnant une telle réponse, si la tolérance civile des sectes prohibées suffisait pour libérer les fidèles de l'obligation d'en dénoncer les chefs occultes ? Cette considération nous fait douter de la vérité du sentiment que nous avions d'abord embrassé à la suite de Syrus, Ferraris, Bonacina, etc.

XXX. A qui doit se faire la dénonciation des chefs ou coryphées des sociétés interdites ?

Cela dépend des pays. Là où l'Inquisition exerce son office, la dénonciation se fera ou à l'Inquisiteur, ou à l'Ordinaire [2]. Dans les pays de mission, on s'adressera à celui qui y exerce l'office d'Ordinaire. Ainsi l'a décidé le Saint Office le 15 juin 1870. « Cui vero sint faciendæ, *lit-on dans l'Instruction déjà citée*, manifestum quoque est, nimirum ei, qui pro pastorali officio vigilare et cavere debet, ne oves sibi concreditæ in lupos incurrant, neve peste inficiantur; cujusmodi est quicumque episcopale vel quasi-episcopale munus in missionibus gerit, Vicarius videlicet vel Præfectus Apostolicus, vel ab eis ad hunc effectum delegatus [3]. »

XXXI. Quand l'excommunication est-elle encourue par celui qui omet la dénonciation ? Est-ce aussitôt qu'il a acquis la connaissance que tel ou tel est un des chefs d'une société prohibée ? Ou est-ce seulement après un certain délai, et quel est ce délai ?

Le décret de l'Inquisition suprême imposant l'obligation de dénoncer les hérétiques [4] ne frappait d'excommunication que

(1) Nous avons donné le texte entier ci-dessus, tom. VII, pag. 30.

(2) Il faudrait excepter l'Espagne, où la dénonciation doit être portée aux Inquisiteurs. Cf. Potestas, *loc. cit.*, n. 239 et 619; Ferraris, *loc. cit.*, n. 40; Bordoni, *Manuale Consultorum in causis S. Officii*, Sect. XVIII, n. 28.

(3) V. ci-dessus, tom. VII, pag. 30.

(4) Le décret, en date du 10 mars 1677, est rapporté par Ferraris, *loc. cit.*, n. 1, et par Felix Potestas, *loc. cit.*, n. 226.

celui qui différait la dénonciation au delà de trente jours. La Constitution *Apostolicæ Sedis* ne fixe aucun délai. Mais l'excommunication supposant une faute grave, ne sera certainement pas encourue tant que le retard ne pourra pas être considéré comme une faute grave. Or, quand devra-t-on le tenir comme tel?

Il nous semble qu'on ne peut prendre une règle plus sage que celle du décret de l'Inquisition. Nous dirons donc, avec Gabriel de Varceno [1] et le Commentaire de Riéti [2], que ceux-là seuls seront soumis à l'anathème qui auront différé la dénonciation au-delà de trente jours, à partir du moment où ils ont eu connaissance de la qualité des chefs ou coryphées de la secte.

XXXII. L'excommunication une fois encourue ne cesse pas d'elle-même : l'absolution est nécessaire pour la faire disparaître. Et en règle générale, l'absolution doit être obtenue de celui qui a porté l'excommunication, ou de son délégué. Ce principe recevra-t-il ici son application? Donnons un exemple. Le pénitent, qui a pendant plusieurs mois négligé de faire la dénonciation prescrite est bien certainement sous le poids d'une excommunication réservée au Souverain Pontife. Supposons qu'il satisfasse maintenant à son obligation : peut-il ensuite être absous par un simple confesseur; ou devra-t-il recourir à un confesseur muni du pouvoir d'absoudre des cas réservés au Saint Siége?

Ferraris exige qu'il se présente à un confesseur investi de pouvoirs spéciaux [3]. De récents commentateurs enseignent comme *probable* qu'il peut être absous par tout prêtre approuvé pour entendre les confessions [4]. La plupart enfin ne

(1) *Op. cit.*, tom. II, pag. 461, n. 4. (2) *Loc. cit.*
(3) *Loc. cit.*, n. 42; et V. *Sollicitatio ad turpia*, n. 53.
(4) Cf. Grandclaude, *In hunc artic.*, b), pag. 48.

paraissent pas regarder la chose comme douteuse : ils enseignent purement et simplement que tout confesseur peut alors absoudre le pénitent [1] ; et ils ont raison. En effet, le Saint Siége fut appelé à décider le doute suivant : « 3. An qui non denuntiavit infra mensem hæreticum, possit, denuntiatione secuta, a quolibet absolvi? » A ce doute la S. Pénitencerie répondit en 1832 : « Ad 3. Facta denuntiatione, licet post tempus ab ecclesiastica lege præscriptum, cessare reservationem et casum cum adnexa censura absolvi posse a quocumque confessario. » Il n'y a donc plus de doute possible sur ce point.

XXXIII. Comment doit se faire cette dénonciation?

Elle peut se faire de vive voix, ou par écrit. Le pénitent ne s'acquittera de son obligation, de vive voix, qu'en se présentant personnellement à l'Inquisiteur, ou à l'Evêque, ou à son délégué.

S'il ne veut pas faire cette démarche personnelle, il peut recourir à la dénonciation par écrit. Mais il faut remarquer qu'elle doit contenir le nom et le prénom du dénonciateur, ainsi que sa signature, s'il sait écrire : le Saint Office ne tient aucun compte des dénonciations anonymes. « Denunciationes, *dit Ferraris*, debent fieri in scriptis cum expressione nominis et cognominis denunciantis, et subscriptione illius, si scit scribere, et non denuncians hoc modo non potest absolvi. Unde non sufficit denunciare schedulis aut epistolis sine nomine aut cognomine auctoris, aut aliis modis incertis, de quibus nullatenus curatur in tribunali Sancti Officii, ut patet ex verbis edicti relati supra [2]. »

(1) Avanzini, *Op. cit.*, Nota 26, pag. 37 ; *Commentarii Reatini*, n. 83, pag. 46 ; Daris, *Op. cit.*, n. 201, pag. 128 ; Godschalk, *loc. cit.*, pag. 76 ; Gury-Dumas, *Op. cit.*, tom. II, n. 999, III.

(2) *Op. cit.*, V. *Denunciatio quoad delicta*, n. 50. Cf. Bordoni, *Loc. cit.*, n. 22; Bonacina, *Loc. cit.*, punct. I, § VIII, n. 6.

XXXIV. Que doit exiger du pénitent le confesseur qui absout un membre d'une société condamnée, en vertu de la délégation du Souverain Pontife ?

Lorsque le Saint Siége accorde à quelqu'un le pouvoir d'absoudre ceux qui se sont affiliés à ces sociétés, il y met toujours des conditions dont le confesseur ne peut s'écarter.

1° Il doit exiger qu'ils renoncent à la secte, qu'ils l'abjurent : « a respectiva secta omnino se separent, eamque abjurent. »

2° Qu'ils remettent soit à l'Evêque, soit à leur confesseur, les livres, les manuscrits et les insignes de la secte, s'ils en ont chez eux. Au cas où ces objets lui seraient remis, le confesseur les transmettra le plus tôt possible à l'Evêque, à moins que de graves motifs n'exigent qu'ils soient immédiatement brûlés : « Libros, manuscripta, ac signa sectam respicientia, si quæ retineant, in tuas manus tradant ad Ordinarium quam primum caute transmittenda, aut saltem, si justæ gravesque causæ id postulent, comburenda. »

3° Le confesseur doit leur imposer une pénitence salutaire, et surtout la fréquentation du sacrement de pénitence : « Injuncta pro modo culparum gravi pœnitentia salutari, cum frequentia sacramentalis confessionis, aliisque injunctis de jure injungendis. »

4° Enfin il exigera qu'ils dénoncent les chefs occultes ou coryphées de la secte s'il les connaît.

XXXV. S'il ne s'agit pas d'un membre de la société condamnée, mais d'un pénitent qui a sciemment omis de faire la dénonciation prescrite, et a par suite encouru l'excommunication, le confesseur muni de pouvoirs spéciaux, lui imposera une pénitence salutaire, et lui rappellera qu'il est tenu, sous peine de réincidence, de faire la dénonciation prescrite : « Nec non absolvendi eos, qui ejusmodi sectarum duces et magi-

stros occultos denunciare culpabiliter neglexerint, injuncta pariter salutari pœnitentia, et firma obligatione sub reincidentia eosdem Ordinario loci vel aliis, ad quod spectat, prout de jure, denunciandi. »

XXXVI. Il nous reste, pour terminer ce paragraphe, à traiter une question qui se rapporte proprement au Titre I, n. II, de la Constitution *Apostolicæ Sedis*. Nous ne l'avons vu soulevée que dans la dernière édition du P. Gury, due aux soins du R. P. Ballerini. La voici.

Dans sa Bulle contre la franc-maçonnerie, Pie VII décréta : « Postremo ut omne erroris periculum efficacius arceatur, damnamus et proscribimus omnes carbonariorum, ut aiunt, catechismos et libros, quibus a carbonariis describuntur quæ in eorum conventibus geri solent; eorum etiam statuta, codices ac libros omnes ad eorum defensionem exaratos, sive typis editos, sive manuscriptos ; et quibuscumque fidelibus sub eadem pœna majoris excommunicationis eodem modo reservatæ prohibemus memoratos libros, vel eorum aliquem legere, aut retinere ; ac mandamus, ut illos vel locorum Ordinariis, vel aliis, ad quos eosdem recipiendi jus pertinet, omnino tradant [1]. »

Cette disposition a fait naître la question de savoir si, en lisant les livres qui auraient un des titres suivants : Statuts des francs-maçons ; Code, Catéchisme du franc-maçon ; Relation de ce qui s'est passé au convent de * ; on encourrait une excommunication *spécialement* réservée au Souverain Pontife [2]. »

(1) § 11. *Bullarii Romani continuatio*, tom. VII, part. II, pag. 2182.

(2) Nous disons *spécialement réservée au Souverain-Pontife;* car on n'encourt que celle-là, ou l'on n'en contracte aucune ; celle de Pie VII n'ayant pas été reproduite par Pie IX dans la Constitution *Apostolicæ Sedis*.

XXXVII. Le R. P. Ballerini se prononce pour l'affirmative, car sont frappés d'une semblable excommunication ceux qui lisent, retiennent, impriment et défendent des livres nommément défendus par des lettres apostoliques [1]. Or, la Bulle de Pie VII, désignant le titre de certains ouvrages, est censée les avoir nommément prohibés. « Respondendum videtur, *dit-il*, satis censeri *posse nominatim* prohibitos, quorum titulus designatur. Porro hic habemus *Statuta*, *Codices*, *Catechismos*, *et Descriptionem gestorum in Conventibus* etc. Ergo [2]. »

XXXVIII. Cette solution nous paraît fort rigoureuse. Nous sommes ici dans une matière pénale, et par conséquent qu'on doit interpréter strictement. Or nous nous demandons si, strictement parlant, on peut dire d'un livre qu'il a été nommément prohibé par une lettre apostolique, quand aucune lettre de ce genre n'a été publiée depuis l'apparition du livre ? Nous n'oserions aller jusque-là ; et tout en professant nos sympathies et notre profond respect pour les opinions du savant professeur du Collége Romain, nous ne croirions pas pouvoir blâmer ceux qui tiendraient le sentiment opposé.

(1) Constit. *Apostolicæ Sedis*, titul. I, n. II, ubi : « Omnes et singulos scienter legentes sine auctoritate Sedis Apostolicæ libros... cujusvis auctoris per Apostolicas literas nominatim prohibitos, eosdemque libros retinentes, imprimentes, et quomodolibet defendentes. »

(2) *Compendium Theologiæ moralis P. Gury*, tom. II, n. 975, pag. 996, not. (*a*).

ETUDE SUR LES ORATOIRES PUBLICS.

6e article [1].

Des diverses fonctions qu'il est permis d'exercer dans les oratoires.

Sommaire. — 60. Décisions qui déclarent certaines fonctions défendues. — 61. Quelles sont ces fonctions ? — 62. A quels oratoires ou églises s'étend la défense. — 63. Comment la rédaction des doutes est souvent faite par le secrétaire. — 64. Autres décisions : décret de 1703, dominant dans la matière. — 65. Fonctions autorisées dans les oratoires. — 66. A quels oratoires des confréries s'applique le décret. — 67. Nous pensons que par oratoires privés il faut entendre ceux qui ne sont pas ouverts à tous les fidèles. — 68. Le décret s'applique à des oratoires autres que ceux des confréries.

60. Avant de traiter le sujet qui doit nous occuper, il sera prudent de nous remettre sous les yeux les diverses décisions portées par la S. Congrégation des Rites, pour reconnaître ou limiter les droits des supérieurs d'oratoires. Retenus des deux côtés de la route par ces bornes fixées avec tant de sagesse, il sera bien difficile de nous égarer, et de donner notre appui à des opinions peu fondées en raison et en autorité.

Voyons d'abord les décisions restrictives. La plus importante est celle qui vient d'être portée pour Malines, et qui se rapporte aux offices de la semaine sainte.

Le rédacteur du Directoire diocésain exposa à la S. Congrégation, qu'il existait bon nombre d'églises non paroissiales, et d'oratoires de religieux, religieuses, ou congréganistes, où il était impossible, par manque d'ornements et d'officiers

(1) *Nouvelle Revue théologique*, tom. VI, pag. 167 et 585 ; tom. VII, pag. 391, 519 et 593.

sacrés, de célébrer solennellement les offices de la semaine sainte, mais dans lesquels ces offices seraient possibles, en suivant le Mémorial de Benoît XIII.

Il demanda en conséquence, « si in dictis *minoribus eccle-*
« *siis* non parochialibus, et *oratoriis*, officia hebdomadæ
« sanctæ *aliaque similia* juxta Memoriale rituum Benedicti
« XIII persolvi possint ? » Et au cas d'une réponse négative, il demandait, comme grâce, que l'usage de célébrer de la sorte ces offices pût être maintenu.

La réponse fut négative ; mais la S. Congrégation consentit à ce que la faveur pût être accordée par l'Archevêque de Malines, selon la nécessité ou la grande utilité des lieux, mais seulement aux *oratoires publics* ou *particuliers des religieuses cloîtrées*, ou aux autres *oratoires ou églises publiques*.

Le Souverain Pontife approuva cette réponse le 23 juin 1876, tout en restreignant la grâce au terme de cinq années [1].

Une réponse analogue avait déjà été donnée en 1850, concernant la messe du jeudi saint et la réserve de la sainte hostie. On avait demandé de La Rochelle, s'il est permis de célébrer, le jeudi saint, la messe dans les chapelles et oratoires publics, quand la cérémonie se fait avec pompe et grand concours du peuple. La S. Congrégation répondit, qu'une telle demande devait être adressée par l'Evêque : *Spectare ad Episcopum* [2].

Le 13 juillet 1697, la S. Congrégation avait également défendu de célébrer dans toutes églises paroissiales ou non paroissiales, le samedi saint, une messe basse pour tenir lieu de la messe solennelle, afin de pouvoir faire la bénédiction du feu, du cierge pascal et de l'eau. Cependant, le 22 juillet 1848,

(1) Voir plus haut, pages 233, 234.

(2) *In Rupellen.* ad 16. V. Correspondance de Rome, tom. II, pag. 145, édit. de Liége.

elle répondit que toute église paroissiale, qui ne renferme pas un nombre suffisant de chantres, *omnino adigatur ad functiones sabbati sancti*, en suivant le petit Rituel de Benoît XIII [1]. Quant aux églises non paroissiales, elle restent sous le poids d'une défense absolue, que confirmerait à nouveau, s'il était besoin, le tout récent décret de Malines.

Quelle est la compréhension et l'extension de la nouvelle décision de Malines ?

61. La compréhension de ce décret est plus grande qu'on ne se l'imagine d'abord. Car le rédacteur du Bref de Malines, si ce n'est le Secrétaire lui-même de la Congrégation, a compris, dans son doute, non seulement les offices du dernier triduum de la semaine sainte, mais aussi le Dimanche des Rameaux et tous les offices du même genre : *officia hebdomadæ sanctæ aliaque similia*. Le Dimanche des Rameaux est compris évidemment sous l'expression, *offices de la semaine sainte ;* mais quels sont les autres semblables ? Il n'y a pas de doute, nous paraît-il, pour l'office de la Purification de la sainte Vierge, qui a tant d'analogie avec celui des Rameaux. Il s'y fait également bénédiction, distribution d'objets que l'on porte ensuite processionnellement, autour de l'église, et en dehors, quand la chose est possible.

Nous jugerions différemment de la bénédiction des cendres, qui est plutôt une cérémonie de pénitence à laquelle l'Eglise convie tous les fidèles, et pour laquelle des facilités plus grandes sont accordées. C'est ainsi que les cendres peuvent être imposées sur la tête des fidèles après une messe basse [2], tandis que les rameaux et les cierges ne sont jamais distribués hors de la messe solennelle.

(1) Cfr. *S. R. C. Decreta*, v. *Sabbatum S.*, n. 3.
(2) 16 martii 1833, in Veronen. ad 5. Cfr. *Decreta*. V. *Benedictio*, § 1.

Quelles sont donc les autres fonctions solennelles interdites hors des églises paroissiales, en vertu de la décision de Malines? Il y a la cérémonie du samedi, veille de la Pentecôte, qui est mise sur le même rang que celle du samedi saint. En outre la procession solennelle du très-saint Sacrement, qui, par elle-même, requiert l'assistance des officiers sacrés. Quant aux processions des Rogations, nous ne voyons pas qu'elles requièrent cette solennité; et processions de pénitence avant tout, elles réclament surtout l'assistance du peuple fidèle. Telles sont, nous paraît-il, les fonctions qui ne peuvent avoir lieu hors des églises paroissiales, quand il ne se trouve pas un nombre suffisant de ministres sacrés, comme la chose arrive ordinairement.

62. Voilà pour la compréhension, recherchons maintenant l'extension du décret, et déterminons les oratoires qui sont compris dans la défense de célébrer les offices dont il a été question ci-dessus.

Il nous paraît clair que la prohibition s'étend à tous les oratoires, non seulement aux oratoires semi-publics, ou publics, mais encore aux églises de secours, et même à celles auprès desquelles réside un vicaire, ou sous-curé; enfin à toute église qui n'est pas paroissiale, ou régulière. Les termes de la demande et de la réponse ne peuvent s'entendre autrement, *in dictis ecclesiis minoribus, non parochialibus.... aliis oratoriis, sive ecclesiis publicis*. Toutes les églises non paroissiales sont donc exclues du droit de faire les fonctions dont il est parlé, lors même qu'elles suivraient le *Mémorial* de Benoît XIII. La faveur de célébrer ainsi ces offices n'a été faite qu'aux seules églises paroissiales, elles seules ont été relevées de la défense générale qui était portée d'exercer ces fonctions solennelles, non solennellement. Ainsi, quoi que nous disions plus tard des messes solennelles que l'on

peut célébrer dans les oratoires publics, ou les églises de secours, faut-il toujours excepter les offices de la semaine sainte et les autres du même genre.

63. Quelques lecteurs trouveront sans doute que nous attribuons une trop grande valeur à la question proposée par le calendariste de Malines, et qu'il n'est pas permis de tirer un argument des termes qu'il emploie ; termes peut-être impropres, ou choisis avec peu de discernement; qu'à la vérité les expressions de la réponse doivent être pesées avec maturité, mais qu'on ne doit guère prêter d'attention à celles du consultant.

Cette observation serait fondée si la S. Congrégation examinait toujours les doutes tels qu'ils sont *envoyés* par les divers consultants. Cela se pratique de la sorte, il est vrai, pour les questions de moindre importance, mais pour celles qui sont destinées à fixer une règle, un point de discipline, à éliminer une coutume vivace d'un pays, le Secrétaire, d'accord avec le Préfet de la S. Congrégation, rédige lui-même le doute, afin qu'il n'y ait pas à se méprendre sur la portée à donner à la décision. Or, il paraît bien, dans le cas actuel, que la rédaction du doute n'est pas uniquement le fait du calendariste de Malines, mais qu'elle a été composée, ou du moins retouchée par le Secrétaire de la S. Congrégation. Voilà pourquoi nous avons argumenté des termes de la demande aussi bien que de la réponse, et nous croyons être dans le vrai.

64. A côté des décisions restrictives, nous en avons d'autres qui reconnaissent certains droits aux supérieurs d'oratoires. Il en est une surtout qui prime toutes les autres, et que le souverain Pontife a confirmée pour couper court à toutes les controverses. Comme nous aurons souvent à y recourir, il nous a paru indispensable d'en publier d'abord le texte entier, quoi-

qu'il soit assez long. Le voici tel que Gardellini le donne, sous le n° 3521-3670.

URBIS ET ORBIS. *Jurium parochialium, functionum et præeminentiarum inter Parochos et confraternitates laicorum, earumque capellanos et officiales.*

Ad debitum imponendum finem controversiis, quæ inter Parochos, et confraternitates sæculares, earumque capellanos et officiales super juribus parochialibus et functionibus ecclesiasticis, nonnullisque præeminentiis seu prærogativis frequenter exoriri solent, in S. R. C. ab EE. et RR. D. Cardinali Colloredo, propositis infrascriptis dubiis, videlicet :

1° An Confraternitates laicorum legitime erectæ in ecclesiis parochialibus habeant dependentiam a Parocho, in explendis functionibus ecclesiasticis non parochialibus?

2° An dictæ Confraternitates erectæ in capellis, vel oratoriis tam publicis, quam privatis adnexis parochialibus ecclesiis, et ab eis dependentibus, habeant dictam dependentiam a Parocho quoad dictas functiones?

3° An Confraternitates erectæ in aliis ecclesiis publicis habeant quoad easdem functiones, aliquam dependentiam a Parocho, intra cujus parochiæ limites sitæ sunt ecclesiæ?

4° An Confraternitates erectæ in oratoriis tum publicis, tum privatis sejunctis ab ecclesiis parochialibus, quoad dictas functiones ecclesiasticas, habeant dictam dependentiam a Parocho?

5° An benedictiones, et distributiones candelarum, cinerum, et palmarum sint de juribus mere parochialibus?

6° An benedictiones mulierum post partum, fontis baptismalis, ignis, seminis, ovorum, et similium sint de juribus mere parochialibus?

7° An functiones omnes Hebdomadæ Sanctæ sint de juribus mere parochialibus?

8° An celebratio Missæ solemnis feria V in Cœna Dni sit de dictis juribus parochialibus?

9° An prima pulsatio campanæ in Sabbato Sancto sit de dictis juribus parochialibus?

10° An celebratio Missarum solemnium per annum sive pro vivis, sive pro defunctis, sit de dictis juribus parochialibus ?

11° An expositio Quadraginta Horarum, et benedictio, quæ fit super populo sit de dictis juribus mere parochialibus ?

12° An expositio, quæ fit cum reliquiis, et sacris imaginibus, et benedictio, quæ cum eis fit super populo, sit de dictis juribus parochialibus ?

13° An functiones in præcedentibus octo dubiis, videlicet a dubio 5 ad 12 expressæ, peragi possint in oratoriis privatis, contradicente Parocho ?

14° An in dictis oratoriis privatis Confraternitatum, per confratres statis horis recitari possint horæ canonicæ cum cantu, vel sine, absque alia licentia Parochi ?

15° An in dictis oratoriis privatis sit licita celebratio Missæ privatæ, assentiente Ordinario loci, et contradicente Parocho ?

16° An capellani Confraternitatum possint populo denunciare festivitates, et vigilias occurrentes in hebdomada, absque licentia Parochi ?

17° An Parochus, invitis confratribus, docere possit doctrinam christianam in prædictis ecclesiis, et oratoriis publicis, vel privatis, a parochiali divisis et separatis ?

18° An in sæpedictis ecclesiis publicis Confraternitatum possint haberi publicæ conciones, etiam per totum cursum Quadragesimæ, vel Adventus, cum licentia Ordinarii et absque licentia Parochi ?

19° An in eisdem ecclesiis possit celebrari Missa sive lecta, sive cantata, ante Missam parochialem sive lectam, sive cantatam ?

20° An ad Parochum spectet facere officium funebre super cadaveribus sepeliendis in sæpedictis ecclesiis, et oratoriis publicis Confraternitatum ?

21° An intra ambitum earumdem ecclesiarum fieri possint processiones, juxta cujusque Confraternitatis institutum, absque interventu, vel licentia Parochi ?

22° An eædem processiones fieri possint extra ambitum dictarum ecclesiarum, absque licentia illorum Parochorum, per quorum territorium transeundum est ?

23° An in dictis processionibus capellani Confraternitatum possint deferre stolam ?

24° An Episcopo accedenti ad ecclesias publicas Confraternitatum, quæ non sint regularium, neque proprium rectorem beneficiatum habeant, porrigendum sit aspersorium a Parocho, in cujus territorio sunt sitæ dictæ ecclesiæ ?

25° An earumdem ecclesiarum, et confraternitatum rectores, et capellanos possit Parochus, cessante speciali, ac legitimo titulo, et ex solo jure parochialitatis, compellere invitos ad assistendum functionibus ecclesiæ parochialis ?

26° An in sæpedictis ecclesiis Confraternitatum, neque parochialibus, neque regularibus, retineri possit SSmum Eucharistiæ Sacramentum sine speciali indulto Sedis Apostolicæ ?

27° Præsupposita facultate retinendi, an possit infra annum publice exponi, sine licentia Ordinarii ?

28° An possit Parochus se ingerere in administratione oblationum, eleemosynarum, in sæpedictis ecclesiis recollectarum, vel capsulæ pro illis recipiendis expositæ clavem retinere ?

29° An in ecclesia parochiali confratres vel eorum capellani immiscere se valeant, invito Parocho, in ejusdem ecclesiæ functionibus sive parochialibus, sive non parochialibus ?

30° An Confraternitates, sive sint erectæ in ecclesia parochiali, sive extra illam, possint pro libitu, et juxta uniuscujusque peculiaria statuta, congregationes suas facere, absque interventu, vel licentia Parochi ?

31° An possint propria bona administrare, ac de illis disponere, absque ulla dependentia a Parocho ?

32° Quando Parochus eisdem congregationibus intersit de mandato Ordinarii, et tanquam ejus delegatus, an possit suffragium decisivum ferre ? Et quatenus affirmative.

33° An etiam suffragium duplex ?

S. eadem R. C., re mature discussa, respondendum esse censuit :

Ad 1. Affirmative.

Ad 2. Affirmative.

Ad 3. Negative.

Ad 4. Negative.

Ad 5. Negative.

Ad 6. Negative ; sed benedictiones mulierum, et fontis baptismalis fieri debere a Parochis.

Ad 7. Negative, prout jacet.

Ad 8. Negative, prout jacet ; sed spectare ad Parochos.

Ad 9. Negative, prout jacet ; sed spectare ad ecclesiam digniorem, ad formam Constitutionis Leonis X, n. 22, § 14.

Ad 10. Negative,prout jacet ; sed licere confratribus dumtaxat in festivitatibus solemnioribus ejusdem ecclesiæ, vel oratorii, ut in Brundusina, sub die 1 junii 1601.

Ad 11. Negative.

Ad 12. Negative, et quoad benedictiones cum reliquiis, et imaginibus serventur decreta.

Ad 13. Satis provisum in superioribus.

Ad 14. Affirmative, nisi aliter Ordinarius statuat ex rationabili causa.

Ad 15. Affirmative.

Ad 16. Affirmative.

Ad 17. Negative.

Ad 18. Affirmative.

Ad 19. Negative, nisi aliter Episcopus disponat.

Ad 20. Affirmative, quando tumulandus est subjectus Parocho, intra cujus fines est ecclesia, vel oratorium.

Ad 21. Affirmative.

Ad 22. Negative, nisi adesset licentia Episcopi.

Ad 23. Negative extra propriam ecclesiam.

Ad 24. Negative.

Ad 25. Negative.

Ad 26. Negative.

Ad 27. Negative.

Ad 28. Negative.

Ad 29. Negative.

Ad 30. Affirmative, dummodo non impediant functiones et divina officia.

Ad 31. Affirmative.

Ad 32. Negative.

Ad 33. Negative.

Et ita, salvis tamen conventionibus et pactis in erectione Confraternitatum forsan factis, concordiis inter partes initis, et a S. Sede approbatis, indultis, constitutionibus synodalibus et provincialibus et consuetudinibus immemorabilibus, vel saltem centenariis, declaravit ac decrevit, *si SSmo Domino Nostro* videbitur. *Die* 10 *decembris* 1703 *in Urbis et Orbis*.

Et facta deinde per me Secr. de prædictis decretis SS. D. N. relatione, prævia eorumdum integra lectura, SS. laudavit, benigne approbavit et publicari, et non obstantibus quibuscumque aliis in contrarium facientibus, servari mandavit. *Die* 12 *januarii* 1704.

65. Quelle est, par rapport à notre sujet, la compréhension de ce décret, c'est-à-dire, quelles sont les fonctions qui sont autorisées de droit, dans les oratoires publics des confréries des laïques? Nous disons *de droit*, puisque, d'un côté, la déclaration mentionnée a pour but de mettre fin aux controverses qui s'élèvent tous les jours entre les chapelains et les curés, et ces controverses ne peuvent être apaisées que par des règles puisées dans le droit; et que, d'autre part, la S. Congrégation, et le Souverain Pontife, qui approuvent le décret, exceptent formellement les indults, constitutions et coutumes contraires. Quelles sont donc les fonctions reconnues légitimes par le droit? Elles sont reprises sous les nos 5, 6, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 18, 21, 24, 28, 30 et 31.

Ainsi il est permis de faire dans ces oratoires la bénédiction et distribution des cierges, des cendres et des rameaux, du feu, des œufs et autres semblables, d'y célébrer la messe solennelle aux fêtes d'une classe élevée, soit de l'église, soit de l'oratoire de la confrérie, de faire l'exposition aux prières des XL heures, et de bénir ensuite le peuple avec le Saint Sacrement, ou avec des reliques. Le décret y autorise également la

récitation ou le chant des heures canoniales, la célébration d'une messe basse, du consentement de l'Evêque, l'annonce des fêtes et des jours de jeûne, la prédication de la parole sainte, du consentement de l'Evêque, et les processions dans l'intérieur de la chapelle. De même le chapelain peut présenter l'aspersoir à l'Evêque à son entrée dans la chapelle, administrer les dons et offrandes, en gardant la clef des troncs, enfin réunir les confrères et les présider.

Parmi les autres fonctions, les unes sont défendues, sous les nos 10, 19, 22, 23, 26 et 27. Ainsi il n'est pas permis de célébrer les messes solennelles hors des fêtes les plus élevées, de réciter ou chanter la messe, avant la messe paroissiale, à moins que l'Evêque ne prenne une autre disposition, de conduire des processions en dehors du tour de la chapelle, sans autorisation, de porter l'étole aux processions qui se font hors de l'église, de garder le Saint Sacrement, ou de l'exposer sans indult particulier.

D'autres au contraire sont défendues ou permises, selon les circonstances. Elles feront l'objet de l'article suivant, ainsi que certaines fonctions dont il n'est pas fait mention dans le décret précité.

66. Disons maintenant un mot de l'extension du décret. Tous les oratoires des confréries sont-ils compris, qu'ils soient publics ou semi publics?

M. le Docteur Van de Burgt se prononce nettement pour l'affirmative [1]. « Mentio etiam in decreto fit oratoriorum tum publicorum tum privatorum, in quibus confraternitates sunt erectæ : posteriora prioribus æquiparantur, ita ut facultatibus paria sint. Hujus ordinationis ratio infra patebit, quo loco de oratoriis disseremus. » Telle est aussi l'opinion

(1) *De ecclesiis*, edit. 2, num. 221.

du Docteur Van Gameren, dans sa dissertation inaugurale [1] : « Non tantum missæ sacrificium, sed et aliæ quædam functiones ecclesiasticæ in privatis monasteriorum oratoriis peragi interdum poterunt, idque quin opus sit speciali privilegio, quippe quæ capellarum publicarum rationem præ se ferunt. Idem quoque obtinet in similibus locorum piorum seu religiosorum sacellis, quemadmodum de privatis confraternitatum laicalium capellis id diserte constat ex generali decreto S. R. C. diei 10 dec. 1703. »

Ainsi, d'après ces écrivains, les fonctions autorisées dans les oratoires publics des confréries le sont également dans leurs oratoires privés, parce que ces oratoires privés, par cela même qu'ils appartiennent à des confréries, revêtent le caractère d'oratoires publics. Un autre motif est le langage formel de la Congrégation des Rites, dans le décret que nous venons de transcrire.

Toutefois ce sentiment n'est pas à l'abri de la critique, et il n'est pas difficile d'y faire de fortes objections. 1° D'abord ces auteurs supposent que l'oratoire privé, pour devenir public, ou du moins en avoir les priviléges, doit faire partie d'un lieu pieux, et être attaché à un séminaire, un hospice, et c'est en ce sens que la S. Congrégation du Concile a décidé que les oratoires annexés aux hospices, orphelinats, etc., ne sont pas des oratoires privés [2]. Mais rien ne nous autorise à supposer que les oratoires, qu'on appelle privés, et destinés aux réunions des confrères, sont toujours annexés à quelque lieu pieux. Ne peuvent-ils pas être indépendants ? Et se trouver au milieu d'une place, d'un hameau ? Jouiront-ils alors des prérogatives des oratoires publics ? 2° Est-il croyable que la

(1) *De oratoriis privatis*, page 286.
(2) In Viglevanen. 26 martii 1847.

S. Congrégation des Rites donne le nom d'oratoires privés à des oratoires publics et par opposition à ceux-ci? Qu'elle autorise des fonctions solennelles dans des oratoires qui ne sont cependant appelés privés que parce qu'ils ne sont pas destinés à ces fonctions solennelles ? Qu'elle prétende déterminer quelles sont les fonctions qu'on y célèbre *de droit*, quand le caractère privé de ces oratoires les fait dépendre absolument de la volonté de l'Evêque, pour les fonctions à y célébrer ?

67. Il nous paraît donc plus probable qu'il faut donner une autre interprétation à ces termes, et entendre par oratoires publics ceux qui sont publics de fait, c'est-à-dire ouverts à tous les fidèles; tandis que les oratoires privés seraient ceux qui sont à l'usage exclusif des confrères, où les fidèles ne sont pas admis. Ces oratoires ne seraient donc pas moins publics que les autres, ils auraient été bâtis avec l'autorisation de l'Evêque, pour servir à l'usage de la confrérie, la célébration de la sainte messe et l'exercice des autres fonctions y seraient de droit ; seulement pour un motif ou l'autre, les confrères n'y recevraient pas les étrangers, et en ce sens ils seraient *privés*, étant à l'usage exclusif des confrères.

68. Ce que la S. Congrégation des Rites a décidé pour les oratoires publics des confréries, est-il applicable aux autres oratoires publics ? Et les fonctions autorisées en ceux-là seront-elles permises en ceux-ci ? Benoît XIV ne soulève aucun doute sur ce point. Selon ce savant Pontife, la S. Congrégation en définissant les fonctions réservées aux curés, et celles qui ne le sont pas, autorise tous les recteurs d'églises et les chapelains des confréries à exercer celles-ci de droit [1]. « Restat igitur ut exponamus quænam parochiales, aut sacerdotales

(1) *Institut. eccles.* Instit. CV, num. 111.

functiones appellari debeant. Porro id explicari nequit alio modo, quam ex decretis editis anno 1703, quibus declaratur *sacerdotale* id esse, quod non *parochiale* decernitur : illud autem concedi etiam rectoribus aliarum ecclesiarum et capellanis sodalitatum, quamvis ipsarum ecclesiæ parochiæ limitibus comprehendantur. » Et réellement on ne voit pas les motifs d'une différence entre les oratoires des confréries et les autres, puisqu'il s'agit de déterminer les droits des curés sur les oratoires bâtis en leurs paroisses. Les droits du curé restent naturellement les mêmes, quelle que soit l'espèce d'oratoire public édifié sur le territoire soumis à sa juridiction.

CONFÉRENCES ROMAINES [1].

SOLUTION DES IVe, Ve et VIe CAS DE LITURGIE.

IV.

Arsenius sacerdos redux a quadam Italiæ urbe, quam valetudinis causa petierat, narrat amicis quæ sibi notatu digna occurrerint, atque inter alia funus cujusdam nobilis ac prædivitis, in quo plura animadvertisse dicit, quæ a legibus ritualibus plus minusve discedere sibi videntur. Nam cadaver defuncti noctu delatum, non, ut moris est, humeris sed curru vehebatur, quem præibant parochus et reliqui e clero. Postera die videt ecclesiam undique funebri paratu indutam, atque hinc illinc super parietes dispositas imagines defuncti gesta repræsentantes, super altare et circum cadaver vel castrum doloris candelas ceræ albæ seu purificatæ, et inter media candelabra ramos cupressus et flores ad modum coronæ contextos. Expleto defunctorum officio, canitur missa cum sonitu organi, variorumque instrumentorum, et musico vocum concentu. Inter missarum vero solemnia legitur oratio in laudem defuncti a presbytero superpelliceum et stolam deferente. Tandem sacro peracto, viris tum ecclesiasticis tum sæcularibus circumstantibus distribuuntur candelæ, quæ tantummodo absolutionis tempore, et etiam a celebrante et ministris, accensæ gestantur.

Quæritur :

1° *Utrum orationes in laudem defunctorum constanti Ecclesiæ praxi conveniant ; et quibusnam legibus juxta præsentes sanctiones eædem coarctentur ?*

2° *An usus musices, seu cantus, quem vocant figuratum, cum*

(1) V. ci-dessus, pag. 415 et 505.

sonitu instrumentorum, vel saltem solius organi, tolerandus sit, vel omnino reprobandus?

3° *Num quæ Arsenius animadvertit in funere, de quo in casu, sint revera abusus contra liturgicas præscriptiones?*

Resp. ad I. Voici ce que rapporte Martène sur l'ancienne pratique de l'Eglise [1]. « Olim, sive ante, sive post mortui inhumationem, fiebat ad eos qui convenerant solemnis sermo, vel in defuncti laudem, vel ad excitandos fideles, ut instanter ad Deum preces funderent pro ipsius animæ requie. Ita Rodulfus, Abbas S. Vitoni, *missa dicta, sermone dato, terræ redditus est*, apud Hugonem Floriniacensem. Ita in funere S. Uldarici Episcopi, Wolfgangus, qui exequiis præerat, *publica missa expleta, omnes in commune, sobrio et cauto sermone admonuit, ut pro illa sancta anima, intima intentione cordis devote exorent, ut ab omni vinculo delictorum absoluta, Deo donante, perenni gaudio in ævum cum sanctis et electis Dei perfrui mereretur*. Ita etiam in S. Bonaventuræ exequiis, *primam missam celebravit frater Petrus Tarentasiensis Episcopus, Cardinalis Ostiensis, et sermonem habuit, proposito themate*, Doleo super te mi frater Jonatha, *qui totus fuit in Sancti laudem*. Ex ejus vita apud Surium 14 julii. »

Grancolas mentionne également les oraisons funèbres, comme une partie importante des rites usités autrefois, dans les funérailles, en les faisant remonter toutefois plus haut que Martène [2]. « Avant que d'enterrer les personnes considérables, *dit-il*, on faisait leur éloge en public, on récitait des oraisons funèbres. Nous avons celle que fit Eusèbe à la louange de Constantin, celle de saint Grégoire de Nazianze aux obsèques de saint Basile et de saint Césaire, celle de saint Ambroise pour le jeune Valentinien et pour son frère Satyre, et

(1) *De antiquis Ecclesiæ ritibus*, tom. II, lib. 3, cap. 10, n. 15.
(2) *Ancien sacramentaire de l'Eglise*, tome II, page 510.

celle de saint Grégoire de Nysse, en l'honneur de saint Mélèce. Amelius, dans son Ordre Romain, dit que ce discours doit se faire après la messe, et non en suite de l'évangile, et qu'on ne donne point de bénédiction : *finita missa, dicitur sermo, in eo non datur benedictio.* »

Les oraisons funèbres sont encore autorisées aujourd'hui, mais dans certaines limites, et selon les règles prescrites au Cérémonial [1] : « Si in missa defunctorum vel in laudem alicujus magni viri defuncti habeatur (sermo), fit statim, finita missa, antequam fiat absolutio, et in habitu ordinario. » Le Cérémonial porte encore [2]: « Finita missa, si sermo habendus sit, sermocinator accedet, et absque aliqua benedictionis petitione, facta tantummodo altari reverentiæ debita, et Episcopo, ibit ad pulpitum, ubi sermonem recitabit. » Et un peu plus loin [3], parlant de l'anniversaire de l'Evêque défunt, il dit que « non tamen post missam sermo habendus erit. »

D'où nous pouvons conclure que a) l'oraison funèbre ne se fait que pour des personnes remarquables ; b) qu'elle a lieu après la messe ; c) par un prêtre revêtu de ses habits ordinaires, sans surplis, ni étole, ni insigne canonial; d) et qu'elle n'a pas lieu aux anniversaires, mais seulement à la cérémonie des funérailles.

Ad II. Nous répondons avec le Cérémonial des Evêques [4] : « In missis et officiis defunctorum, nec organa, nec musica, « quam figuratam vocant, utimur, sed cantu firmo. » On admet cependant une certaine tolérance pour l'orgue, lorsque cet instrument ne sert qu'à accompagner et soutenir les voix, et qu'on lui fait rendre des sons doux et plaintifs, surtout lorsque telle est la coutume. C'est ce qu'atteste le décret

(1) *Cæremon.*, lib. I, cap. 22, n. 6.
(2) Lib. II, cap. 12, n. 6.
(3) *Ibid.*, cap. 36, n.3.
(4) Lib. 1, cap. 28, n. 13.

suivant [1]. « SAVONEN. Lectæ fuerunt litteræ Archiepiscopi Januen. respondentis, in sua metropoli ab immemorabili tempore solitum esse in missis mortuorum adhiberi etiam organum, sed sono quodam modesto et lugubri ; quibus stantibus S. R. C. respondit id etiam posse permitti in ecclesia Savonen. non obstante prohibitione Ordinarii. Die 31 martii 1629. »

AD III. Le premier usage dont Arsène fut témoin, et qui consiste à amener le corps du défunt sur un char que précède le clergé, est certainement un abus qui ne peut être toléré. « *Parocho præcedente feretrum*, » dit le Rituel Romain [2]. Le Cérémonial est encore plus exprès, si possible [3] : « Dum cantantur laudes, paretur feretrum, et illis finitis, ponatur corpus Episcopi defuncti super feretrum..., feretrum autem portabitur per sacerdotes cotta indutos... Prædictum feretrum collocetur in medio Ecclesiæ. » C'était, il n'y a pas bien longtemps, l'usage, dit Baruffaldi [4], et j'en ai été maintes fois témoin, que les corps des nobles étaient amenés à l'église, dans un char tendu de noir, que précédait le curé avec tous ceux qui portaient des cierges allumés, et l'apparat ordinaire. A l'entrée de l'église, les frères chargés de ce soin, tiraient le corps du char, le posaient sur une civière, et le portaient dans le lieu saint. Mais le Cardinal de Verme, Archevêque de Ferrare, y mit bon ordre dans un de ses synodes diocésains, et s'efforça ainsi d'extirper « hunc abusum adeo deformem, ne amplius viderentur parochi et religiosi sacris vestibus induti, cum cruce elevata, inter medias psalmodias et preces, præire equis currum trahentibus. »

Le même auteur ajoute avec raison que si la dignité du

(1) *Cf. S. R. C. Decreta, V. Organum*, n. 2.
(2) Titul. *Exequiarum ordo.* (3) Lib. II, cap. 38, n. 24 et 25.
(4) *In Rit. Rom.*, tit. 36, n. 96 et ss.

défunt requiert un accompagnement de voitures, elles n'ont qu'à suivre, vides, la fin du cortége. De même, si l'on veut absolument conduire à l'église le corps dans un corbillard, la voiture n'a qu'à marcher seule, et le curé l'attendra à la porte de l'église.

Arsène vit ensuite attachés aux murailles des églises des placards ou tableaux représentant les principales actions de celui dont on célébrait les funérailles. Si ces tableaux ne renferment rien d'inconvenant, et ne sont pas de trop grande dimension, nous inclinons à penser qu'ils peuvent être tolérés. Baruffaldi, parlant des armoiries qui figurent sur le poële qui recouvre le corps mort, s'exprime ainsi [1] : « Veniunt etiam sub hoc sensu intelligenda stemmata gentilitia hodie omnibus communia, quæ a feretro pendentia, vel in terram strata exponi solent, et in ecclesia tolerantur etiam absente corpore defuncti, eo modo quo permittuntur appensa muris tum interioribus, tum exterioribus et ad valvas ecclesiarum. Vide fusius Casal. et Lavor. »

Il vit également des cierges blancs sur l'autel, et autour de la civière. Le Cérémorial des Evêques indique cependant des cierges jaunes : *candelas ex cera communi* [2]. Toutefois les auteurs sont assez faciles sur ce point, et ils permettent aux héritiers de fournir des cierges de cire blanche, s'ils le préfèrent. « Sint super altare, *dit Bauldry* [3], sex, vel pauciora secundum exigentiam, candelabra materiæ obscuræ, cum totidum candelis ceræ communis, nisi voluntas hæredum aut aliorum, ad quos spectat, in usum ceræ albæ tendat. » M. Bourbon va même plus loin. « Il n'est pas prescrit, *dit-il* [4], mais il convient que dans les cérémonies funèbres les cierges

(1) *Loc. cit.* num. 134.
(2) Lib. II, cap. 11, n. 1.
(3) *Man. Cærem.*, Part. III, cap. 13, n. 1.
(4) *Introduction, etc.* num. 92.

et les torches soient de cire jaune. » On ne peut donc pas taxer d'abus ce dont Arsène fut témoin.

Arsène vit, à l'autel, entre les chandeliers, des branches de cyprès et des couronnes d'immortelles. De tels ornements sont défendus. L'autel doit être nu. « Omnia paramenta sint nigra, et in his nullæ imagines mortuorum, vel cruces albæ... altare nullo apparatu festivo, sed simpliciter ; et nullis imaginibus, sed sola cruce et sex candelabris paretur. » Ainsi s'exprime le Cérémonial des Evêques [1]. Conséquemment si les ornements dont on parle ont un but religieux, ils ne peuvent pas être admis ; si au contraire, ils ont un cachet profane, leur place n'est pas à l'autel. Ainsi, de quelque façon qu'on examine la chose, elle ne peut être autorisée.

Nous avons dit ce qu'il faut penser de l'emploi de l'orgue et de la musique. Celle-ci est certainement défendue. Quant à l'orgue, il peut jouer des mélodies douces et tristes, et accompagner le chant. Il y a double manquement dans l'oraison funèbre. Elle ne peut avoir lieu pendant la messe, et le prêtre qui la prononce ne porte ni étole, ni surplis.

Quant aux cierges, il ne suffit pas de les distribuer et de les allumer à l'absoute. Ils doivent servir avant et pendant la messe. Lorsque le curé est arrivé à la maison du défunt pour faire la levée du corps, dit le Rituel Romain [2], « distribuuntur cerei et accenduntur intorticia, mox ordinatur processio... parocho feretrum præcedente cum luminibus. » De même le Cérémonial des Evêques, qui ne suppose qu'une messe solennelle sans funérailles, demande que les cierges soient distribués assez de bonne heure [3]. « Si distribuendæ sunt candelæ, tunc post epistolam, dum cantatur Prosa, id est sequentia, distribuantur, quæ accendantur ad Evangelium, ad elevatio-

(1) *Cærem. Episc.*, lib. II, cap. 11, n. 1.
(2) Titul. *De exequiis.* (3) *Loc. cit.* num. 6.

nem SS. Sacramenti, et finita missa, dum fit absolutio. » Lorsqu'il y a des cierges à distribuer, dit Bauldry [1], ce qui arrive surtout aux funérailles et aux absoutes, il faut les faire distribuer par le sacristain, ou par un autre, après l'épitre et assez de bonne heure pour qu'ils soient tous allumés avant l'évangile. On les allume également un peu avant l'elévation, les tenant ainsi jusqu'après la communion ; et encore pour l'absoute ou l'inhumation. Il serait bon de charger un employé de l'église d'avoir au chœur une bougie allumée, pour donner du feu en ces temps, savoir à l'évangile, à l'élévation et à l'absoute. »

V.

Rogerius presbyter cum Romæ, peractis spiritualibus exercitiis in quodam cœnobio, exponeret peculiares in oppido suo vigentes consuetudines, laudat morem inibi receptum offerendi consueta Ecclesiæ suffragia, missam nempe et officium pro defunctis, non solum die tertia, septima, et trigesima ab eorum decessu, sed etiam statim ac accipitur nuntium mortis alicujus e loco dissito, licet aliquot et quandoque pluribus ab obitu elapsis diebus, quovis festo duplici etiam majori occurrente : qua occasione plurimi sacerdotes sibi tribuunt facultatem missam *de requiem* privatim celebrandi, dummodo stipem a defuncti necessariis acceperint. At in festis solemnioribus, et in duplicibus primæ classis, interveniente alicujus obitu pro quo detur onus suffragiorum, decantatur quidem officium, sed remoto cadavere, missa solemnis de festo canitur cum applicatione pro mortuo ; quod, inquit Rogerius, optime fieri potest ; nam missa sive de requiem sive de festo ejusdem prorsus est valoris. Hæc audientes magna admiratione correpti plures sacerdotes, affirmant præfatas consuetudines non jam laudabiles esse, sed abusus ad Episcopum deferendos, et penitus extirpandos. Contra Rogerius majori contentione persua-

(1) *Loc. cit.* num. 8.

dere conatur eas quibusdam decretis S. R. Congregationis posse defendi.

Quæritur :

1° *Quonam tempore et qua ratione, specialis defunctorum memoria diebus tertia, septima, et trigesima ab eorum decessu in Ecclesia inducta fuerit : et quomodo hujusmodi dies supputandi sint juxta Rubricæ sensum ?*

2° *Quibusnam diebus et conditionibus permittitur missa exequialis pro eo cujus mors e loco dissito nunciatur ; vel cujus corpus jam sepultum fuit : et quot missæ* de requiem *tunc licite celebrari possunt ?*

3° *Quandonam pariter eidem missæ exequiali locus sit juxta rubricas in die tertia, septima et trigesima : quænam vero e quatuor dici debet diebus intermediis si locum habeat : et num diebus vetitis suppleri possit per missam de festo ?*

4° *Num praxis, de qua in casu, saltem ex parte sustineri valeat, nec ne ?*

Resp. ad I. Les écrivains ecclésiastiques du moyen âge mentionnent les troisième, septième et trentième jours comme étant consacrés spécialement à la mémoire des défunts. Ils sont notamment indiqués par Amalaire [1], Hincmart de Reims [2] et le faux Alcuin [3]. Mais l'usage de célébrer l'un ou l'autre de ces jours est beaucoup plus ancien et remonte aux premiers siècles de l'Eglise. S. Ambroise, dans son livre 2, *De excessu Satyri*, parle du septième jour; et dans son discours sur la mort de Théodose, il remarque qu'en certains lieux, on célèbre le 3e et le 30e, ailleurs le 7e et le 40e. Théodore, Archevêque de Cantorbéry, dans ses capitulaires de l'an 787, rappelant la coutume de Rome, telle qu'elle existait de son temps,

(1) *De divinis officiis, lib.* IV, *cap.*42.
(2) *Capit.anni* 852, art. 14.
(3) *De divinis officiis,* cap. 5.

dit[1] : « Prima,et tertia,et nona,et trigesima die pro eis missa agatur, inde post annum, si voluerint, observetur. »

La pratique de l'Eglise d'Orient nous est manifestée par les Constitutions Apostoliques[2], où nous lisons : « Quod spectat ad mortuos,celebretur dies tertius in psalmis,lectionibus, et precibus, ob eum qui tertia die resurrexit ; item dies nonus in recordationem superstitum et defunctorum ; atque etiam dies quadragesimus, juxta veterem typum. Mosen enim ita luxit populus ; denique anniversaria dies pro memoria ipsius.» Celui qui le désire, trouvera d'autres citations dans Martène[3], Grancolas[4] etc. Théodore de Cantorbéry donne aussi, mais un peu différemment,les raisons mystiques qui ont fait choisir ces jours pour la mémoire des défunts.On prend le neuvième, dit-il, pour honorer J.-C. qui expira à l'heure de none, et le septième parce que les enfants d'Israël pleurèrent Jacob pendant sept jours[5].

Comment faut-il compter ces jours, est-ce à partir de la mort, ou à dater des funérailles du défunt ? Cela dépend de l'usage des lieux. Ainsi a répondu la S. Congrégation des Rites interrogée sur ce point[6]. Il semble toutefois que, vu la pratique introduite aujourd'hui dans notre pays de ne faire les obsèques que plusieurs jours après la mort, il est mieux de compter à partir du jour des funérailles.

Ad II. Voici la réponse que donne à ces deux questions le *Cours de Liturgie* approuvé récemment par la S. Congrégation des Rites[7] : « La messe solennelle qui se chante lorsque

(1) Cfr. *Spicilegium Dacherii*, tom.9. (2) Lib. VIII, cap. 42.
(3) *Loc. cit.* num. 17. (4) *Loc. cit.* pag. 527.
(5) Peut-être serait-il plus rationnel de déduire l'usage de l'Eglise des pratiques anciennes d'enterrer les morts, le troisième ou le septième jour. Mais nous n'avons ni le temps ni l'espace pour éclaircir ce doute.
(6) 23 aug. 1766 *in* CARTHAGENEN, ad 2.
(7) *De la messe pour les morts*, n, 3 et 4.

arrive la première nouvelle de la mort de quelqu'un d'un lieu éloigné, et qui se doit dire, du reste, le premier jour libre (S. C.), ou la messe qui se chante à la mort d'un bienfaiteur, collègue, etc. dans une église différente de celle où se font les funérailles, a lieu tous les jours ; en exceptant les fêtes de première et de seconde classe, les fêtes commandées, les dimanches, et les octaves privilégiées, parmi lesquelles il faut compter l'octave du S. Sacrement (S. C.). A ces exceptions, il faut ajouter la semaine sainte, le mercredi des Cendres, la veille de la Pentecôte et de Noël, mais non la veille de l'Epiphanie (S. C.).

« Si le cadavre est inhumé, et que pour une cause raisonnable, comme serait la bénédiction des rameaux avec concours du peuple pour la communion pascale, la messe n'a pas été chantée, la messe d'obsèques pourrait l'être le jour suivant, excepté les fêtes de première et de deuxième classe, ou les fêtes de précepte et les dimanches (S. C.). Ainsi elle serait permise le lundi de la semaine sainte (S. C.) .»

Il est évident qu'une seule de ces messes peut être chantée, le privilége n'étant accordé que pour une, du moins dans la même église. Car si plusieurs églises avaient le même titre à invoquer, chacune d'elles, dans le premier cas, aurait le droit de chanter la messe.

Ad III. Les messes des 3e, 7e et 30e jours jouissent du privilége des messes dont nous venons de parler. Elles ont en outre celui de pouvoir être anticipées ou retardées au premier jour libre, quand le 3e, 7e ou 30e est empêché. En ces jours on dit la messe, *ut in diebus obitus*, soit la deuxième pour les défunts, avec l'oraison indiquée au Missel. Mais aux jours intermédiaires qui ne jouissent d'aucun privilége, on prendra la messe quotidienne, avec une ou trois oraisons selon le degré de solennité. C'est ce qu'a décidé naguère la Congré-

gation des Rites par le décret suivant, où elle décide en même temps que si les fidèles ont demandé des messes de *requiem* pour tous les jours intermédiaires, on satisfait à son obligation, quand elles sont empêchées, par la messe du jour.

Cadurcen. III. In diœcesi Cadurcensi nulla aut fere nulla extant anniversaria proprie dicta, sed die circiter octavo, vel anniversario ab obitu, missæ plures celebrantur pro defuncto, cum magno concursu parentelæ et amicorum. Hinc quæritur :

1. An in dicto casu cantari possit missa de *requie* assignata pro die septimo vel anniversario, sub ritu duplici ; vel potius hæc missa ex quotidianis sumenda?

2. An omnes missæ celebrari aut cantari possint de *requie*,dum occurrit festum duplex ; an vero celebrandæ de festo occurrente?

Ad III. Quoad *primam quæstionem*, missam sumendam esse in quotidianis, nisi agatur de die vere septima vel anniversaria ab obitu.

Quoad *secundam quæstionem*,negative ad 1 partem ;affirmative ad 2. *Die* 9 *maii* 1857.

N'omettons pas de remarquer que les 3e, 7e et 30e jours jouissent par eux-mêmes du privilége dont nous avons parlé; il n'est nullement nécessaire que le testateur ait rien ordonné à cet égard. Il faut donc abandonner la doctrine des auteurs qui, appuyés sur les décrets,demandaient que ces jours eussent été désignés par le fondateur. Nous croyons pourtant que nul rubriciste n'a exigé une telle désignation. Ceux qui réclamaient cette formalité voulaient parler de la répétition à perpétuité ou du moins pendant un grand nombre d'années, de la messe des morts en ces jours privilégiés, et ils traitaient ces jours comme des anniversaires.Quoiqu'il en soit, voici la doctrine de la Congrégation des Rites.

Palmæ in Balearibus. II. An ad celebrandam missam de *Requie* in duplici non impedito, diebus tertia, septima, et trigesima, re-

quiratur quod defunctus sic ordinaverit in suo testamento, ut innuunt aliqui auctores, vel potius sufficiat voluntas consanguineorum, amicorum, vel testamenti executorum ?

Ad II. Negative ad primam partem, affirmative ad secundam, dummodo sermo sit de missa cantata. Die 22 martii 1862.

Ad IV. Quant aux pratiques vantées par l'abbé Roger, il en est de répréhensibles, il en est d'autres qu'on peut approuver. Ainsi il est permis, moyennant les réserves que nous avons apportées, de chanter la messe de mort pour un défunt, au premier jour libre après qu'on a reçu la nouvelle de sa mort, lors même qu'il se serait écoulé un long intervalle entre le trépas et la messe. Mais ce privilége est restreint à une seule messe qui doit être chantée ; agir comme les prêtres dont parle Roger, c'est violer les rubriques.

Appliquer la messe pour un trépassé, en une solennité, n'est pas chose défendue, pourvu qu'on ne paraisse pas célébrer ses obsèques. Or c'est ce qui a lieu dans la ville habitée par Roger, puisqu'en ces fêtes on chante l'office des morts avant la messe. Ce chant de l'office des morts est défendu aux fêtes solennelles qui empêchent la messe des funérailles. Jamais la S. Congrégation ne l'a toléré, même pour remplir la volonté d'un testateur. Elle ne le tolère que pour un simple double[1]. Et même alors elle déclare qu'il vaut mieux chanter l'office vers le soir, à la suite des matines du jour [2]. La pratique que

(1) « In duplicibus, in quibus non permittuntur missæ *privatæ* de *Requie*, licitumne erit tamen nocturnum pro defunctis, et postea missam de die celebrare ? Resp. Tolerari posse. 23 maii 1846, in Tuden, ad 15. — Diebus duplicibus, in quibus prohibetur missa privata de *Requie*, licetne cantare nocturnum pro defunctis, celebrando deinde missam de die ? Resp. In casu licere. 7 sept. 1850, in astoricen. » Cfr. *S. R. C. Decreta*, V. *Defuncti* § 2, n. 3.

(2) In Triventina, 23 aug. 1682, *Ib.*

vantait ce prêtre étranger à Rome, est donc répréhensible, et doit être éliminée.

VI.

In subterraneo oratorio monasterii cujusdam, ubi ex cultu vetustæ SSmi Crucifixi imaginis, et complurium Sanctorum Martyrum, quorum exuviæ ibidem conditæ sunt, magna populi frequentia accedere solet, sæpissime infra annum, etiam in duplicibus majoribus occurrentibus, ad nutum petentium, anniversaria defunctorum celebrantur. Hæc agendi ratio non levi controversiæ occasionem præbuit inter monachos loci, et Josephum regularem ab aliquibus hebdomadibus inter eos hospitii causa commorantem. Cum enim iste a viro nobili terræ postularetur ut die insequenti, in qua agebatur festum S. Barnabæ Apostoli, missam *de requiem* in levamen animæ matris suæ, quæ anno præcedenti eadem in die e vita decesserat, in prædicto oratorio celebraret, denegavit hujusmodi officium, utpote a duplici majori, et ab infra octavam Corporis Christi prohibitum : nec anniversarium illud a testatorum dispositione relictum esse constaret. Cum hæc ad aures monachorum pervenissent, oppositam sententiam acriter propugnare adnisi sunt, ex eo præsertim quod octava Corporis Christi, quamvis semiduplicia translata respuat, nequit tamen rejicere anniversaria, quibus majora duplicia cedere perspicuum est: petitiones hæredum æquiparari testatorum dispositioni, quia hæres ex fictione juris tamquam eadem persona cum testatore habetur.

Quæritur :

1° *An prisci Christifideles consueverint anniversaria pro defunctis agere ; et quomodo hæc modo distingui possint ?*

2° *Quibusnam privilegiis anniversaria pro defunctis Episcopis, vel pro reliquis fidelibus, quovis modo relicta ex testatorum dispositione, exornentur : et quænam conditiones ut iis frui valeant a jure exigantur ?*

3° *Quid dicendum de consuetudine, in casu proposito, necnon de oppositis Josephi et monachorum sententiis, deque rationibus ab istis pro sua tuenda opinione productis ?*

Resp. ad I. Tertullien met l'anniversaire des morts au rang des traditions apostoliques. Nous célébrons tous les ans, dit-il [1], les oblations pour les morts : « Pro defunctis annua die facimus. » Entre les devoirs d'une femme veuve, il met l'obligation d'offrir tous les ans pour le repos de l'âme de son mari. « Pro ejus anima oret, et refrigerium interim postulet ei, et offert annuis diebus dormitionis ejus. » Il parle encore de la même pratique dans son livre de l'exhortation à la chasteté [2] : « Repete apud Dominum pro cujus spiritu postulas, pro quo oblationes annuas reddis. » Nous avons vu comment les Constitutions Apostoliques recommandent les anniversaires, dont Origène décrit toutes les cérémonies. On assemblait les parents du mort ou ses amis, lesquels avec les prêtres faisaient un éloge du défunt ; ensuite on priait pour lui, on faisait des oblations et des aumônes, qu'on donnait aux pauvres [3].

Nous avons aussi des exemples d'annuels qui se disaient tous les jours pour le repos des âmes pendant l'année de leur décès. S. Grégoire de Tours parle d'une femme qui faisait dire un annuel de messes pour son mari, elle offrit tous les jours pendant un an le pain et le vin pour le sacrifice, espérant que Dieu ferait grâce à son mari [4]. « Mulier per annum integrum assiduæ orationi vacabat, celebrans quotidie missarum solemnia, et offerens oblationem pro anima viri, non diffisa de Domini misericordia quod haberet defunctus requiem in die qua Dominus oblationem pro ejus anima delibasset, semper sextarium gazeti vini præbuit in sacrificium Basilicæ sanctæ. »

Ces quelques mots suffisent pour établir l'ancienneté des

(1) *De corona militis*, cap. 3.
(2) *De exhortatione castitatis*, cap. 11.
(3) *Lib. in Job.*
(4) *De gloria confessorum*, cap. 65.

anniversaires et des annuels pour les morts ; disons un mot de la division des anniversaires. On connaît plusieurs catégories d'anniversaires. Ceux qui sont fondés par un testateur, et ceux qui sont demandés par les parents ; ceux qui se chantent pour une personne au jour du retour de sa mort, et ceux que l'on chante pour les membres défunts d'un collége, d'une communauté ; ceux qui sont fixés à la date du mois, et ceux que l'on célèbre selon le propre du temps, par exemple au carême, aux quatre-temps ; enfin ceux qui sont véritablement anniversaires, au jour et au mois de la mort, et ceux qui, selon l'usage des lieux, se célèbrent, par exemple, le onzième mois de la mort.

Ad II. Les anniversaires fondés jouissent des mêmes priviléges que les jours 3e, 7e et 30e [1], pourvu que le jour anniversaire réel, ou estimé tel, ait été fixé dans le testament. Il en serait de même si le fondateur avait indiqué non pas un jour du mois, mais un office mobile, selon le calendrier ecclésiastique, par exemple l'une ou l'autre férie des quatre-temps. Et lorsque ces jours désignés sont empêchés, il faut anticiper ou retarder les anniversaires au premier jour libre.

Mais que faut-il entendre par empêchement ? Est-ce seulement un empêchement liturgique, ou bien suffirait-il d'avoir un empêchement extra-liturgique, par exemple, quand il y a à célébrer pour un défunt des obsèques qu'on ne peut différer ? Nous ne voyons pas sur quoi on se fonderait pour restreindre le privilége à un empêchement liturgique, puisque ce privilége est à l'avantage des défunts. Ainsi, que le curé soit malade et dans l'impossibilité de célébrer, que le nombre d'autres messes d'obligation soit tel que personne ne reste pour chanter l'anniversaire, l'empêchement existe, l'anniversaire peut être chanté en noir au premier jour libre, double mineur ou majeur.

(1) V. plus haut, cas v, ad III, pag. 639 et suiv.

Le même privilége est-il accordé au *bout de l'an*, c'est-à-dire à l'anniversaire qui se chante, selon l'usage, après la première année écoulée ? Oui, bien certainement, quand même il n'y aurait pas de fondation. L'anniversaire doit être par lui-même plus favorisé que les 3e, 7e et 30e jours, puisqu'il a toujours été célébré par les chrétiens. Or, nous avons dit tout à l'heure, après la S. Congrégation des Rites [1], que ces jours ne devaient pas être consignés dans un testament, pour être privilégiés. A plus forte raison, le jour anniversaire.

Maintenant, pour répondre à la question posée à la fin du n. 2, nous dirons que, pour jouir du privilége, les anniversaires doivent avoir été fondés, au moins pour un certain nombre d'années, par testament ou acte équivalent, avec désignation des jours qui sont réellement, ou du moins estimés anniversaires. Hors de là, sauf le bout de l'an, et la demande des parents, ce sont des messes de morts qui ne jouissent d'aucun privilége particulier.

Ad III. Les anniversaires demandés par les parents au jour même de la mort, peuvent être chantés aux doubles mineurs, mais non aux doubles majeurs, sinon quand c'est l'anniversaire appelé *bout de l'an*. Comme c'était ici le cas d'un semblable anniversaire, il eût été permis de le chanter en la fête de S. Barnabé, si ce n'eût été en même temps l'octave du T.-S. Sacrement, pendant laquelle les anniversaires fondés eux-mêmes sont défendus [2]. Partant le Père Joseph devait différer l'anniversaire jusqu'après l'octave, et alors il prenait, à son choix, un jour de fête double majeure ou mineure, s'il n'y en avait pas d'autre moins élevée.

Quant aux raisons apportées par les moines qui desservent l'oratoire, elles sont de nulle valeur. Dans les choses positives,

(1) V. ci-dessus, pag. 604.

(2) Décret du 8 mars 1738, *in Ulixbonen.* ad 4.

surtout quand il est question de priviléges, l'argument *a pari* n'a pas souvent de valeur. Ainsi on ne peut rien conclure en faveur des anniversaires, de ce que l'octave du S. Sacrement admet les fêtes doubles majeures occurrentes. A l'autre argument, nous opposerons l'axiôme : *præsumptio cedit veritati.* Il n'y a plus lieu à présomption, quand le législateur s'est exprimé nettement. Or, dans notre cas, la S. Congrégation des Rites accorde aux anniversaires fondés des priviléges qu'elle refuse à ceux que demandent les parents. C'est à cela qu'il faut se tenir, et non à des suppositions qui s'évanouissent, quand on consulte les faits.

DÉCISION DE LA S. CONGRÉGATION DE L'INQUISITION.

Les doutes résolus dans ce décret se rattachent à la question de la sollicitation en confession. Nous les empruntons à l'excellente publication Romaine intitulée : *Acta Sanctæ Sedis in compendium opportune redacta et illustrata* [1].

Feria IV, die 25 *novembris* 1874.

In Congregatione generali S. Romanæ et Universalis Inquisitionis coram Eminentissimis et Reverendissimis Dominis S. Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus contra hæreticam pravitatem Inquisitoribus generalibus, relatis infrascriptis dubiis a R. P. D. Episcopo Nolano propositis, scilicet :

1. An loca, in quibus excipi solent confessiones monialium, habenda sint ut loca destinata ad audiendas confessiones, vel ut vera confessionalia ?

2. An idem dicendum sit de locis constructis ad formam eorum, in quibus excipi solent confessiones monialium claustralium, in quibus excipiuntur confessiones mulierum degentium in locis, quæ vulgo dicuntur *Conservatorii*, *Ritiri* (pensionnats, refuges) ?

3. Quatenus habenda sint ut vera confessionalia, utrum talia censenda sint solum quoad moniales, et alias degentes in prædictis locis ; an vel etiam quoad alias mulieres extraneas ?

Iidem Emi Patres respondendum censuerunt : Ad tria dubia prout exponuntur : *Affirmative*.

Pro Dom. J. Pelami S. Roæ et Unlis Inquisit. Notar.
Jacobus Vagaggini, Substitutus.

(1) Vol. IX, pag. 530.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE [1].

I.

DISSERTATIO DE ONANISMO CONJUGALI, auctore R. P. M. Nardi, sacerdote regulari, ac S. Theologiæ lectore. Tolosæ, apud Ed. Privat, 1876.

S'il est une question importante et éminemment pratique, c'est, à coup sûr, celle de l'onanisme conjugal. Il est étonnant, vu l'actualité de cette question, qui est depuis longtemps le tourment des confesseurs, qu'aucun ouvrage spécial n'ait paru sur cette matière. Le R. P. Nardi vient de combler cette lacune, en publiant la dissertation que nous sommes heureux d'annoncer.

Cette dissertation est divisée en deux parties, l'une théorique, et l'autre pratique.

Dans la première partie, subdivisée en trois chapitres, l'auteur nous montre d'abord la gravité du péché d'onanisme. Dans le second chapitre, il prouve que l'onanisme est opposé aux trois fins du mariage, et combien par conséquent il est nuisible à la famille. Le troisième chapitre nous le montre également funeste à la société. Ces trois chapitres forment la partie théorique.

Dans la seconde partie, aussi subdivisée en trois chapitres, l'auteur examine en premier lieu s'il peut y avoir ignorance invincible touchant la malice de l'onanisme. Sa conclusion, qui nous paraît très-bien motivée, est qu'on peut l'admettre, mais dans un cas rare, chez l'onaniste passif. Dans l'onanisme actif [2], l'ignorance est toujours vincible ; si elle est quelque-

(1) Les ouvrages annoncés dans ce numéro sont en vente à Paris et à Tournai, à la librairie veuve H. Casterman.

(2) «Ad majorem hujus difficultatis intelligentiam, *dit l'auteur*, præ-

fois invincible, ce ne sera jamais que pour fort peu de temps. « Dicimus, *dit l'auteur*, quod forte circa onanismum passivum ignorantia invincibilis potest in casu aliquo raro admitti ; sed quoad onanismi activi malitiam, ignorantiam esse semper vincibilem omnino tenendum est, vel ad summum pro brevi tempore tantum invincibilis erit [1]. »

Le second chapitre est consacré à la conduite que le confesseur doit tenir à l'égard des onanistes. Nous signalerons les principes exposés par l'auteur, principes qui reposent sur la raison, sur l'enseignement commun de l'école, et quelquefois sur des décisions de l'Eglise.

Le premier est : « Sponsi et etiam conjuges ignorantes a confessariis et præsertim a pastoribus instruendi sunt circa status matrimonialis obligationes ac munia [2]. »

Second principe : « Nullo modo admitti aut defendi potest quod confessarius conjuges circa onanismi peccatum interrogare nunquam debeat [3]. » Une décision du S. Office, du 21 mai 1851, rejette la proposition contraire comme fausse, relâchée et dangereuse en pratique.

Troisième principe : « Non debent confessarii, ordinarie loquendo, quoad onanismum conjuges interrogare per verba specialia, quærendo ab eis, v.g. an impedierint generationem, se retrahendo a copula incœpta ? Aut an semen extra vas effuderint [4] ? »

mittendum est quod onanismus in activum et passivum dipesci potest. Primus est voluntaria et violenta copulæ interruptio ad semen extra vas effundendum; alter est pura activi permissio. Onanismus activus plerumque a viro tantum fit; non raro a viro et muliere simul, quia uterque ad semen dispergendum adlaborat; quinimo aliquando a sola muliere exercetur, quia ipsa, ut intelligit virum prope seminaturum esse, statim se retrahit, ut semen effundat. » N. 45, pag. 84.

(1) *Ibid.*
(2) N. 49, pag. 94.
(3) N. 50, pag. 97.
(4) N. 51, pag. 98.

Quatrième principe : « Confessarius nostris temporibus non modo potest circa onanismum conjuges interrogare, sed imo per verba generalia hoc facere tenetur [1]. »

Nous ferons remarquer que l'ouvrage de l'auteur, qui habite la France, a spécialement ce pays en vue ; et cela nous explique la rigueur de ce principe. Tout le monde avoue que l'onanisme est très-commun en France ; il y a ainsi une espèce de présomption que chaque pénitent en est infecté : le confesseur doit donc s'assurer de la chose par des questions au moins générales. Dans les pays où ce vice est moins connu, moins pratiqué, le confesseur ne sera tenu d'interroger le pénitent, que lorsqu'il aura lieu de croire qu'il s'en est rendu coupable.

Le troisième chapitre expose la conduite à tenir par l'époux innocent vis-à-vis du coupable, dans l'usage du mariage. L'auteur s'est laissé guider par les décisions de la S. Pénitencerie; et certes il n'aurait pu prendre un meilleur guide. Il marche ainsi d'un pas assuré, et donne les solutions les plus rationnelles aux questions que soulève cette partie.

Nous félicitons l'auteur de la manière dont il a rempli sa tâche ; et nous engageons nos lecteurs à faire le meilleur accueil à ce savant et utile traité. Ils y trouveront vraiment les solutions nécessaires pour accomplir avec fruit l'œuvre de leur ministère dans une question si embarrassante et qui se présente si souvent.

(1) N. 52, pag. 100.

II.

PRAXIS LITURGICA RITUALIS ROMANI cura P. J. B. De Herdt, Ecclesiæ Metropolitanæ Mechliniensis Canonico. Editio altera. Lovanii, apud Vanlinthout. 1876.

Lorsqu'en 1872 le Rituel Romain fut rendu obligatoire dans l'Archidiocèse de Malines, nous fîmes remarquer que maints Rituels diocésains contenaient de véritables erreurs. Nous citions, entre autres, le Rituel de Cambrai revisé et publié par Mgr de Fénelon, où l'on demande, dans les exorcismes du baptême des enfants, que ces petites créatures *soient purifiées de toutes les taches de leurs péchés passés* [1]. Cette prière repose sur une erreur contre la foi : elle suppose que les enfants ont pu, quoique ne jouissant pas de l'usage de la raison, et n'ayant par conséquent ni volonté, ni libre arbitre, se rendre coupables de péchés actuels. D'autres Rituels que celui de Cambrai sont infectés de la même erreur. Nous la retrouvons dans le Rituel de Liége, publié le 3 décembre 1781 par Mgr François Charles, Prince-Evêque de Liége [2], et dans le Rituel de La Rochelle, publié par Mgr Henri de Laval [3].

De semblables erreurs, et autres que l'on pourrait relever dans beaucoup de Rituels particuliers, nous montrent combien est légitime le désir des Souverains Pontifes de voir adopter partout le Rituel Romain, et combien est sage la règle de

(1) V. *Nouvelle Revue théologique*, tom. v, pag. 33.

(2) « Da igitur honorem advenienti Spiritui Sancto qui... divino fonte purgatum pectus, id est, sanctificatum Deo templum et habitaculum perficiat : ut *omnibus penitus noxis præteritorum criminum liberatus servus Dei*, gratias perenni Deo referat semper, et benedicat nomen ejus sanctum in sæcula sæculorum. Amen. » *Rituale Ecclesiæ Leodiensis*, pag. 34.

(3) *Rituel du diocèse de La Rochelle*, pag. 33, ubi : « *Ut ab omnibus penitus noxiis præteritorum criminum liberatus* etc. »

l'Eglise qui met à l'*Index* tous les changements ou additions à ce Rituel [1].

Trois diocèses de la Belgique se servent maintenant du Rituel Romain : Malines, Namur et Gand [2]. M. le Chanoine De Herdt a cru et voulu rendre service au clergé de ces diocèses en publiant son Commentaire sur le Rituel Romain, et il a réellement atteint son but.

Les commentaires proprement dits du Rituel Romain sont rares : nous n'en connaissons que deux : ceux de Baruffaldi [3] et de Catalani [4].

Baruffaldi s'est surtout attaché, comme il nous le dit, à résoudre les difficultés pratiques qui se présentent chaque jour. « Scopus igitur meditationum mearum atque horum commentariorum..... ille fuit, ut significationes Sacrorum Rituum aperirem, difficultatesque, quæ in dies oboriri solent, explanarem, pro eo tantum quod spectat ad Rituale Romanum. Quod ut promptius tutiusque adimpleretur, ex mea sententia nihil promere ausus sum, sed doctrinis SS. Patrum, Theologorum, Canonum et Sacrarum Congregationum innixus, decretis et resolutionibus inspectis, Doctorumque, præcipue Canonistarum, placitis ad examen vocatis, omnia ad unum finem dirigere optimum fore sum ratus [5]. »

(1) « Rituali Romano additiones omnes factæ, aut faciendæ post reformationem Pauli V, sine approbatione sacræ Congregationis Rituum.» *Decreta de libris prohibitis, nec in Indice nominatim expressis*, § IV, n. 7, en tête de l'*Index librorum prohibitorum*, pag. 43, Edit. Neapol. 1862.

(2) Cf. *Nouvelle Revue théologique*, tom. VIII, pag. 110.

(3) *Ad Rituale Romanum Commentaria*. 1 vol. fol. Ferrare et Venise. Réimprimés à Florence en 1847 en 2 volumes in 4°.

(4) *Rituale Romanum Benedicti Papæ XIV jussu editum et auctum, perpetuis commentariis exornatum*. 2 tom. in fol. Rome 1757; et Padoue, 1760.

(5) *Auctoris ad lectorem proœmium*, pag. VII.

Catalani donne l'origine et la raison des rites décrits dans le Rituel, afin que les curés soient plus à même d'en profiter et pour eux, et pour les fidèles. Il expose le but de son commentaire en ces termes : « Ut..... parochis, cæterisque sacerdotibus, qui ad sacramenta rite administranda, aliasque functiones ecclesiasticas peragendas eo libro utuntur, utcumque prodessem ; ut ipsi scilicet potissimum parochi præ manibus haberent, quæ servare ipsi, et quæ docere populum sibi subjectum tenentur, sacramentorum, ac sacramentalium, ut aiunt, virtutem et ritus, eorumque originem ac rationem. Dolebam porro, non paucos inveniri animarum pastores, qui hæc ignorant ; fideles autem pene innumeros, quos et sacri Ecclesiæ ritus, quibus ad rerum divinarum meditationem excitentur, et, quod horrendum est dictu, prima ipsa christianæ doctrinæ atque religionis capita, sine quibus placere Deo impossibile est, penitus latent. Scio equidem Hieronymum Baruffaldum, virum cæteroqui doctum, commentaria in Romanum Rituale edidisse ; sed quum illa praxim potius spectent quam documenta et mysteria, quæ in eo continentur, quæque digna sunt ut a fidelibus sciantur, malui ego per aliam viam incedere, ac illa præsertim explicare quæ saluti animarum utilia essent[1]. »

Dans son commentaire, M. De Herdt s'est spécialement occupé de la partie liturgique : ses études l'y portaient tout naturellement. « Porro opusculum, *dit-il*, ut titulus indicat, potius partem liturgicam, quam theologicam aut canonicam exponit ; brevique methodo ac simplice sermone proponit, quomodo sacramenta sint administranda, et sacramentalia exercenda[2]. »

Ce n'est pas que l'auteur ait omis toutes les questions

(1) *Epistola dedicatoria ad Benedictum XIV*, in capite operis.
(2) *Op. cit.* Lectori, pag. 6.

canoniques; car, dès le principe, il en traite une des plus intéressantes : l'obligation et l'autorité du Rituel Romain.

Sur le premier point, voici la doctrine de l'auteur. 1° Le Rituel Romain est à l'usage de l'Eglise entière. « Rituale Romanum est in usum totius Ecclesiæ catholicæ, ut liquet ex Litteris Apostolicis Pauli V Rituali præpositis [1]. »

2° Toutefois il n'est pas obligatoire, par lui-même [2]; car la Bulle de Paul V contient, non un précepte, mais une simple exhortation. « Non est tamen per se de præcepto, quia Paulus V tantum hortatur, ut omnes Rituali utantur [3], et

(1) *Ibid.*, cap. I, § I, n. 1.

(2) Telle est aussi l'opinion de Catalani. *Op. cit.* Auctor ad lectorem, n. XI; et titul. I, § XVI, n. 1, pag. 21.

(3) Paul V ne se sert pas de ce mot seulement; il en ajoute d'autres qui semblent lui donner une force obligatoire, il les exhorte à *observer inviolablement* son Rituel : « Hortamur in Domino Venerabiles Fratres Patriarchas, Archiepiscopos, Episcopos, et dilectos filios eorum Vicarios, necnon Abbates, parochos universos, ubique locorum existentes, et alios, ad quos spectat, ut in posterum, tamquam Ecclesiæ Romanæ filii, ejusdem Ecclesiæ omnium Matris et Magistræ auctoritate constituto Rituali in sacris functionibus utantur; et in re tanti momenti quæ Catholica Ecclesia, et ab ea probatus usus antiquitatis statuit, INVIOLATE OBSERVENT. » Const. *Apostolicæ Sedis*, Rituali præfixa.

Un peu plus haut le même Pontife avait dit déjà que son livre contiendrait les rites qui *doivent être observés* dans l'administration des Sacrements : « His ita constitutis restabat, ut uno etiam volumine comprehensi sacri et sinceri Ecclesiæ Catholicæ ritus, qui in Sacramentorum administratione, aliisque ecclesiasticis functionibus *servari debent*, ab iis, qui curam animarum gerunt, Apostolicæ Sedis auctoritate prodirent. »

L'*intention* du Souverain Pontife, de rendre le Rituel obligatoire partout, paraît encore résulter du commencement même du Rituel : « Ut ea, *y lit-on*, quæ ex antiquis Catholicæ Ecclesiæ institutis et sacrorum canonum, Summorumque Pontificum decretis de Sacramentorum ritibus ac cæremoniis hoc libro præscribuntur, qua par est diligentia ac religione custodiantur, et *ubique fideliter serventur;* illud ante omnia scire et observare convenit, quod sacrosancta Tridentina Synodus, sess. VII, can. 13, de iis ritibus decrevit in hæc verba : *Si quis dixerit receptos et*

nullum generale præceptum assignatur, quod universalem illius usum præscribit : ita ut tempore quo prodiit Rituale Romanum, Ordinariis locorum liberum fuerit, proprium Rituale, si quod legitimum haberent, retinere, et hoc adhuc tempore retinere, modo, ut supponitur, et ut mox dicetur, proprium suum Rituale hucusque incorruptum servaverint [1]. »

3° Où le Rituel Romain est reçu, il est obligatoire, et personne, fût-ce même l'Evêque, ne peut le changer. « Ubi autem Rituale Romanum est receptum, ibi etiam est de præcepto, et in aliud a nemine, neque ab ullo Episcopo permutari potest ; nam Sacrosancta Tridentina Synodus, sess. 7, can. 13, decrevit : *Si quis dixerit, receptos et approbatos Ecclesiæ Catholicæ ritus, in solemni sacramentorum administratione adhiberi consuetos, aut contemni, aut sine peccato a ministris pro libitu omitti, aut in novos alios per quemcumque Ecclesiarum Pastorem* [2] *mutari posse ; anathema sit* [3]. »

4° Où jusqu'à présent aucun Rituel n'a été en usage, on doit prendre le Rituel Romain. « Ubi nullum hucusque Rituale in usu fuit, v. g. in locis infidelium, qui ad fidem

approbatos Ecclesiæ Catholicæ ritus in solemni Sacramentorum administratione adhiberi consuetos, aut contemni, aut sine peccato a ministris pro libito omitti, aut in novos alios per quemcumque Ecclesiarum Pastorem mutari posse; anathema sit. » Titul. *De iis quæ in Sacramentorum administratione generaliter servanda sunt*, § 1. Or, où trouve-t-on ces rites qui, approuvés par l'Eglise, ne peuvent être omis sans péché? Paul V nous apprend, que c'est dans son Rituel; et c'est pourquoi il veut que *ubique fideliter serventur*.

(1) *Loc. cit.*, n. 2.

(2) « Neque Pastores, *dit Baruffaldi*, quorum appellatione veniunt Episcopi, Archiepiscopi et Patriarchæ, possunt mutare vel introducere novos ritus absque approbatione Sacræ Romanæ Ecclesiæ, ut eadem sæpius decrevit. » *Op. cit.*, titul. II, n. 16.

(3) *Loc. cit.*, n. 3.

convertuntur, ibi Rituale Romanum etiam est adhibendum [1]. »

5° Dans les diocèses, qui ont un Rituel particulier, si les rites ont été changés après le Concile de Trente, ce changement fut illégitime, et par conséquent l'usage de ce Rituel est illégitime, et l'on doit y prendre le Rituel Romain. « Ubi particulare Rituale, Pastorale vel Manuale adhibetur, cujus ritus in sacramentorum administratione post Concilium Tridentinum mutati sunt; hæc mutatio fuit illegitima, etiamsi Ordinarii auctoritate facta fuerit, utpote contra definitionem Concilii Tridentini supra allatam... Si illa mutatio fuerit illegitima, sequitur illegitimum esse usum particularis illius Ritualis, in quo talis facta est mutatio. Si usus ejus illegitimus, legitimum quod restat remedium est, Rituale Romanum admittere, illudque unice adhibere [2]. »

C'était bien le cas de tous les Rituels usités en Belgique, dans lesquels des changements avaient été introduits après le Concile de Trente, et même après la publication du Rituel Romain. Ainsi, pour ne parler que du Pastoral de Malines, Mgr Boonen avoue, dans son Mandement du 5 novembre 1624, qu'il l'a revu, qu'il y a ajouté de nouvelles règles, et qu'il l'a accommodé, autant que possible, au Rituel Romain. « Operæ pretium putavimus, Pastorale Mechliniense.... recognoscere, novis regulis illustrare, et quoad fieri potuit, Rituali Romano accommodare [3]. » D'après la cinquième règle donnée par M. De Herdt, il était donc illégitime.

6° Enfin, quand même le Rituel particulier serait légitime, il est à désirer que le Rituel Romain soit adopté partout. « Etiamsi particulare Rituale, hucusque incorruptum servatum, sit legitimum; optandum equidem est, ut Rituale

(1) *Ibid.*, n. 4. (2) *Ibid.*, n. 5.
(3) Mandement placé en tête du *Pastorale Mechliniense.*

Romanum ubique admittatur. 1° Quia Paulus V, etsi non mandet, saltem tamen hortatur, ut omnes eo utantur. 2° Quia summo studio est elaboratum, a Pontifice approbatum, tradit doctrinam Ecclesiæ catholicæ, continet receptos et approbatos Ecclesiæ ritus, et proinde principem habet locum supra omnia aliarum Ecclesiarum Ritualia, quemadmodum Romana Ecclesia cæteras omnes ordine, nobilitate, dignitate et plenitudine potestatis antecellit. 3° Quia sicut una est fides unaque Ecclesia, sic etiam rituum optanda est uniformitas in iisdem administrandis sacramentis [1]. »

Ce sont, presqu'à la lettre, les conclusions de la cinquième dissertation insérée à la fin du troisième volume de la *Sacræ Liturgiæ praxis*.

Il nous paraît fort difficile de concilier les différentes conclusions avec le principe que le Rituel Romain n'est pas obligatoire. S'il ne l'est pas, comment veut-on l'imposer dans les cas des nos 4° et 5° ? Nous ne voyons pas comment la logique est sauvegardée par là.

Nous n'entreprendrons pas d'établir ici la force obligatoire du Rituel Romain ; cela nous mènerait trop loin. Ceux qui voudront s'éclairer sur cette thèse liront avec fruit les *Mélanges théologiques* [2], MM. Falise [3], Bouix [4], et Bouvry [5].

Nous avons dit que le commentaire de M. De Herdt était surtout liturgique. Sous ce rapport, il ne laisse rien à désirer. On peut quelquefois différer d'opinion avec lui, mais on doit lui rendre cette justice, que son ouvrage est le fruit de longues et consciencieuses recherches ; qu'il aborde toutes les difficultés liturgiques qui peuvent se présenter, et leur donne

(1) *Loc. cit.*, n. 6. (2) Série VI, pag. 332 et suiv.
(3) *Liturgiæ practicæ compendium*, pag. 350, sq. 2a edit.
(4) *Tractatus de jure liturgico*, pag. 298 sq.
(5) *Expositio rubricarum Breviarii, Missalis et Ritualis Romani*, tom. I, pag. 15 seq.

en général une solution solidement appuyée. Son livre sera très-utile au clergé, et sera lu et étudié avec plaisir par tous les amateurs d'études sérieuses.

III.

INTRODUCTIO GENERALIS AD HISTORIAM ECCLESIASTICAM CRITICE TRACTANDAM, auctore P. Carolo De Smedt, in Collegio theologico Societatis Jesu Lovaniensi historiæ ecclesiasticæ professore. Gandavi, apud Poelman. 1876.

Quoique l'histoire ne rentre pas dans le cadre de la *Revue*, nous croyons cependant faire plaisir à nos lecteurs en leur annonçant l'apparition de cette savante introduction à l'histoire de l'Eglise, fruit de longues études et de laborieuses recherches.

Chargé depuis douze ans du cours d'histoire ecclésiastique au Collége théologique de la Compagnie à Louvain, le R. P. De Smedt nous donne aujourd'hui les prémices de son cours. Ce volume sera suivi de six autres, qui contiendront des dissertations choisies sur les six âges de l'Eglise, avec une introduction spéciale sur les sources propres à chacune de ces époques.

Le court aperçu que nous allons donner de l'introduction en fera comprendre toute l'importance.

Quatre traités composent l'*Introduction générale*. Le premier, divisé en cinq chapitres, donne les principales règles de la critique en matière d'histoire. Le chapitre premier s'occupe de la critique et des sources historiques en général ; le second des documents écrits. L'auteur y établit les principes du discernement des documents authentiques ; de l'interprétation des témoignages ; de l'autorité des témoins ; de la force de l'argument négatif ; et de la conduite à tenir en présence

de témoignages contradictoires. Le troisième chapitre définit l'autorité de la tradition orale. Dans le quatrième, l'auteur traite des monuments non écrits ; et dans le cinquième, des arguments tirés de la nature des faits, et de l'induction ou conjecture.

Le second traité nous indique la division de l'histoire adoptée par l'auteur quant au temps, et quant à l'ordre des matières. Sous le rapport chronologique, l'auteur partage l'histoire de l'Eglise en six époques : la première décrit les luttes de l'Eglise contre les Juifs et les Empereurs Romains, et nous conduit jusqu'à l'édit de Constantin le Grand donnant la paix à l'Eglise. La seconde contient l'histoire de l'Eglise sous la tutelle des Empereurs Gréco-Romains, jusqu'au commencement du VII^e^ siècle. La troisième, sous la tutelle des Empereurs Francs et Germains, jusqu'au pontificat de S. Léon IX, au milieu du XI^e^ siècle. La quatrième comprend les temps où les Souverains Pontifes exerçaient une autorité suprême, s'étendant en quelque sorte aux matières politiques, jusqu'à la fin du XIII^e^ siècle. La cinquième nous mène à l'entrée du XV^e^ siècle, nous faisant assister à la décroissance de l'autorité pontificale par suite des démêlés de Boniface VIII avec Philippe le Bel, de l'exil d'Avignon, et du grand Schisme d'Occident. La sixième enfin, qui va jusqu'en 1830, nous montre les princes s'émancipant de l'autorité de l'Eglise, et la traitant presqu'en rivale.

Dans chaque époque, l'auteur en expose d'abord les principaux événements en les rattachant aux Souverains Pontifes, dont l'histoire est le centre de la vie de l'Eglise et de la plupart des faits contemporains. Il décrit les conquêtes de l'Eglise sur les nations infidèles ; les relations du Saint-Siége avec les puissances civiles ; la hiérarchie de l'Eglise ; l'histoire des dogmes ; la discipline de l'Eglise ; les mœurs des chrétiens ; l'influence de la doctrine évangélique sur les institu-

tions et les mœurs publiques ; l'influence de l'Eglise sur les lettres, les sciences et les arts.

Le troisième traité est consacré aux sources de l'histoire ecclésiastique. L'auteur, armé d'une vaste érudition et d'une critique sûre et solide, y passe successivement en revue et apprécie les documents qui concernent l'histoire générale de l'Eglise : les documents publics ; les historiens ecclésiastiques de l'Orient et de l'Occident ; les auteurs qui ont écrit contre les hérésies et les collections des écrivains ecclésiastiques (Chap. I). De là il passe aux documents touchant l'histoire des saints. Les actes des martyrs, et les vies des saints confesseurs ; les Martyrologes ; les légendes du Bréviaire Romain, et les autres collections des vies de saints tant de l'Orient que de l'Occident y sont appréciés avec beaucoup de justesse et d'indépendance (Chap. II). Puis viennent les documents concernant l'histoire des Souverains Pontifes. Nous y puisons les renseignements les plus sûrs et les plus précieux sur les *Catalogues* orientaux et occidentaux des Pontifes Romains; sur le Livre Pontifical et son autorité ; et sur les autres sources de l'histoire des Papes jusqu'au xv^e^ siècle (Chap. III). Se déroulent ensuite devant nous les documents qui regardent les églises particulières de l'Orient et de l'Occident (Chap. IV). Le cinquième chapitre rappelle les documents et les écrits qui ont trait aux Ordres religieux en général et aux Ordres particuliers (Chap. V). Enfin un dernier chapitre nous initie aux écrits sur l'archéologie, aux recueils d'inscriptions et à la numismatique (Chap. VI).

Le quatrième traité a pour objet les sources subsidiaires de l'histoire ecclésiastique. Quoiqu'elles ne s'occupent pas directement de l'histoire de l'Eglise, elles sont cependant d'une grande utilité pour la bien comprendre et traiter ; de sorte que, comme dit l'auteur, on ne peut les passer complètement

sous silence dans une introduction générale. Dans le premier chapitre, ce sont d'abord les documents qui concernent l'histoire de l'empire gréco-romain : les recueils des écrivains et les monuments du droit civil romain. Ensuite ce sont les recueils des documents qui appartiennent à l'histoire des diverses nations de l'Occident pendant le moyen âge ; puis les catalogues des manuscrits, et les registres et bibliothèques historiques (chap. I). Un second chapitre fait l'énumération des auteurs modernes qui ont écrit l'histoire générale de l'Eglise, ou celle des Souverains Pontifes et des Cardinaux, ou celle des Conciles, ou sur les Pères et les écrivains ecclésiastiques.

Deux appendices couronnent l'ouvrage. Le premier nous fait connaître les changements introduits par Clément VIII et Urbain VIII dans les leçons du Bréviaire Romain. Le second contient le Catalogue Libérien des Pontifes Romains, et un calendrier romain des principales fêtes, du IVe siècle.

L'auteur a ajouté une table alphabétique des auteurs et des éditeurs cités dans le volume, de sorte qu'on peut facilement se procurer les renseignements que l'on désire obtenir sur eux.

La manière dont l'auteur s'est acquitté de sa tâche nous fait vivement désirer l'apparition des volumes subséquents. Nous avons appris que, depuis la publication de ce volume, il avait été associé aux travaux des Bollandistes : c'était sa place ; mais nous espérons que cela ne l'empêchera pas de réaliser sa promesse. C'est un véritable service qu'il rendra au clergé, à la religion et à tous les amateurs des sciences historiques.

CONSULTATION I.

J'ai été étonné de voir, à la fin de l'avant dernière livraison (4e, du tome VIII), la résolution relative à la récitation de l'*Angelus* au midi du samedi saint. Elle me paraît inconciliable avec ce que vous avez très-bien prouvé à la page 3 et suiv. de votre tome IV, pour les samedis du carême en général. La raison que vous alléguez maintenant pour donner un autre avis relativement au samedi saint ne me paraît pas admissible. Le *Regina cœli* ne commence qu'après les complies : les vêpres de ce jour n'admettent, même au chœur, aucune antienne finale de la sainte Vierge : c'est pour cela que Tetamo enseigne expressément que, le samedi saint à midi, on doit encore dire *Angelus Domini*, et pas *Regina cœli*. Si vous dites que par les vêpres et par la messe le temps pascal est commencé, on pourrait vous répondre que tout de même par les vêpres des autres samedis le dimanche liturgique est commencé, argument qui est rejeté par le décret du 18 février 1835, que vous citez tome IV, pag. 114 et 116. Comme ce décret parle des samedis du carême en général, sans exception, et que la raison alléguée s'applique au samedi saint aussi bien qu'aux autres samedis du carême, je crois qu'on ne doit pas faire d'exception pour ce jour. Quant à l'approbation donnée à l'opuscule de l'abbé Pallard, ou bien on doit prendre, dans le texte que vous alléguez, le midi du samedi saint exclusivement, ou bien on doit dire que cette approbation générale ne peut prévaloir contre un décret spécial où la question est traitée *ex professo*. Mon opinion reste donc que, jusqu'à ce que la S. Congrégation des Indulgences ait clairement statué le contraire, on ne doit commencer le *Regina cœli* que le soir du samedi saint, et dire ce jour là à midi l'*Angelus Domini* à genoux comme on le fait les autres samedis du carême, sans faire attention à l'anticipation des vêpres ; anticipation autorisée, il est vrai, par

un usage certainement légitime, mais qui n'empêche pas que l'heure propre des vêpres, sur laquelle on doit se régler ici, reste toujours vers le coucher du soleil.

Rép. Malgré les observations de notre honorable contradicteur, nous croyons devoir maintenir notre décision; et les motifs, sur lesquels nous nous fondons, prouveront qu'il n'y a aucune contradiction entre cette décision et celle que nous avons donnée en 1872.

Nous avons dit, en 1872, qu'on ne devait réciter l'*Angelus* debout qu'à partir du samedi soir, quoiqu'en carême on eût déjà récité les vêpres avant-midi. Pourquoi? Parce que les actes de l'autorité légitime portent qu'on doit le réciter à genoux, excepté pendant le temps pascal, et depuis le soir du samedi jusqu'à la fin du dimanche. « Comanda, *porte la Notification de Benoît XIV*, che detta orazione dal vespero di ciaschedun sabbato a tutta la domenica seguente si reciti in piedi. Comanda in oltre, che durante il tempo pasquale, quale termina ai primi vesperi della domenica della Santissima Trinità, in vece della medesima orazione, si reciti in piedi l'antifona *Regina cœli*, etc. col suo versetto, ed orazione corrispondente [1]. »

Qu'on remarque la différence de rédaction, quand il s'agit du samedi, et quand il s'agit du temps pascal. Pour le samedi, le Pape fixe l'heure où l'on doit dire l'*Angelus* debout : c'est le soir seulement. La récitation des vêpres avant midi a-t-elle l'efficacité de faire venir le soir avant le milieu du jour?

Est-il, au contraire, question du *Regina cœli*, le Pape ordonne de le dire pendant tout le temps pascal. Toute la question est donc de savoir quand commence le temps pascal. S'il commence aux vêpres qui suivent la messe du samedi saint, il est clair qu'on doit dire le *Regina cœli* le samedi

(1) *Bullarium Benedicti XIV*, vol. XIII, pag. 223, edit. Mechlin.

saint à midi. On ne le pourrait pas dire, si le temps pascal commençait après-midi. Or quand commence le temps pascal?

D'après les règles données par les Princes de la Liturgie, ce temps prend son commencement aux premières vêpres de Pâques, c'est-à-dire quand on a récité en chœur les vêpres, et par conséquent à la fin de la messe du samedi saint. *A primis vesperis incipit festum*, dit Gavantus [1]. Sur quoi Mérati ajoute : « Mutatio, quæ fit in versibus pro benedictione mensæ, incipit regulariter a primis vesperis festi, ut bene ait Gavantus; quia videlicet festum ipsum jam inchoatum est a primis vesperis [2]. »

A leur suite, M. Falise dit, dans son excellent et remarquable ouvrage intitulé : *Cérémonial romain, ou cours abrégé de Liturgie pratique* : « Le temps pascal commence aux vêpres du samedi saint, et se termine aux vêpres du samedi après la Pentecôte, et comprend par conséquent huit semaines [3]. »

Le temps pascal étant commencé à partir des premières vêpres, il s'ensuit qu'on doit dire le *Regina cœli* à midi.

Ce que nous venons de dire montre le peu de fondement de l'objection puisée dans le décret du 18 février 1835. Par le fait même que le midi du samedi saint fait partie du temps pascal, le décret de 1835 ne lui est pas applicable.

Quant à l'approbation donnée à l'opuscule de M. l'abbé Pallard, on ne doit pas la séparer de celle donnée au Recueil de Mgr Prinzivalli; or le texte cité dans la réponse à la consultation n'est que la traduction littérale du *Raccolta* [4]. L'au-

(1) *Commentaria in Rubricas Breviarii Romani*, sect. IX, c. VI, n. 10.

(2) *Ibid.* Novæ observationes, etc., n. 1.

(3) Part. II, sect. IV, chap. II, § V, n. 1, pag. 463.—Edit. lat. 2ª, p. 587.

(4) Nous y lisons : « Nel tempo pasquale, cioè dal mezzo giorno del Sabato Santo a tutto il mezzo giorno del sabato innanzi la festa della SSma Trinità, in luogo dell' *Angelus Domini* etc. deve dirsi in piedi la seguente : *Regina cæli* etc. Pag. 173. Roma, 1865.

torité dont jouit ce recueil, spécialement approuvé par la S. Congrégation des Indulgences, nous est une garantie suffisante de la sûreté de notre opinion. Nous n'avons donc aucun motif de revenir sur ce point, et de nous écarter de la décision que nous avons donnée à la page 452.

CONSULTATION II.

I. M. le chanoine De Herdt enseigne que le dimanche des Rameaux, le mardi et mercredi de la Semaine Sainte, à la messe chantée par un seul prêtre, ou même avec diacre et sous-diacre, toute la Passion doit se réciter du côté de l'évangile ; il n'admet d'exception, que lorsque la Passion est chantée par trois diacres, distincts du diacre et du sous-diacre de la messe. — Dans plusieurs églises cependant, dans les deux premiers cas, la Passion se récite ou se chante du côté de l'épitre ; excepté la fin, que l'on chante du côté de l'évangile. On se base sur ces paroles du directoire (au dimanche des Rameaux) : « in Missa privata tota Passio legitur ad cornu Evangelii. » On dit qu'une messe chantée n'est pas une *missa privata ;* et on veut le prouver par le directoire même, qui, aux doubles de deuxième classe, quand, dans l'office, se fait la commémoraison d'un simple, a soin d'indiquer que cette commémoraison a lieu *in laudibus ac missa privata tantum ;* ce qui bien certainement ne peut s'entendre d'une messe chantée. — L'enseignement du directoire est-il en réalité différent de celui de M. De Herdt ?

II. A la messe des Rogations notre directoire dit : « Missa processionis ut in Missali ponitur cum orationibus ibidem assignatis. » Le rédacteur du calendrier ne parle-t-il que pour les églises où ce jour-là on célèbre une autre messe ?

III. Dans une messe chantée le célébrant doit-il, pendant tout le *Pater*, avoir les yeux fixés sur le Saint Sacrement, comme la Rubrique le prescrit pour la messe basse ? — Suffit-il, et est-il requis, qu'il les tourne vers le Saint Sacrement pendant les premiers mots de l'oraison dominicale ?

IV. La rubrique prescrit au célébrant de baiser la croix du manipule et de l'étole, lorsqu'il s'en revêt avant la messe ; et les auteurs l'indiquent aussi pour après la messe, lorsqu'il dépose ces mêmes ornements. En est-il de même lorsqu'il ôte la chasuble et le manipule pour prêcher après l'évangile de la messe, ou pour revêtir la chape après la lecture des prophéties le Samedi Saint ?

V. L'étole ne peut pas se porter aux vêpres. Mais si les vêpres se chantent avec exposition du Saint Sacrement et sont suivies immédiatement du salut, le célébrant, qui doit mettre l'étole pour ouvrir le tabernacle et exposer le Saint Sacrement, et qui, après les vêpres, devra encore se revêtir de l'étole pour chanter le salut, ne pourrait-il pas la conserver pendant tout l'office, surtout si dès le commencement il porte la chape ? Aux funérailles, la Rubrique permet au prêtre qui fait la levée du corps, de conserver l'étole pendant l'office des morts qui se célèbre immédiatement après ; d'un autre côté, à Rome, les prêtres priant devant le Saint Sacrement exposé portent l'étole, et d'après M. Bouvry, cet usage, approuvé implicitement par le Souverain Pontife, paraît pouvoir être, et serait même louablement suivi ailleurs.

VI. M. le chanoine De Herdt (parte 5, n. 36, ad 9) enseigne que pour l'office des morts le célébrant revêt le surplis et la chape, ou au moins l'étole noire, et il cite à l'appui de cette opinion le *Cérémonial des Evêques*. M. Bouvry au contraire (tom. II, p. 233) ne permet au célébrant de porter l'étole pendant l'office des morts, que dans les funérailles, quand il préside cet office immédiatement après avoir fait la levée du corps. — Lequel des deux rubricistes est dans le vrai ?

VII. Pourrait-on, en vertu de l'indult pontifical accordé pour le diocèse de Malines, chanter en noir *in duplici majori vel minori*, une 2e et 3e messe de service pour le même défunt ? D'un autre côté, n'est-ce pas agir contre la Rubrique de chanter, en couleur du jour, une 2e et 3e messe de service, le corps présent, ou en l'absence de celui-ci, mais un catafalque élevé dans l'église?

VIII. La Congrégation des Rites défend de chanter, *in semiduplicibus*, deux messes votives du même saint (11 septembre 1847).

Cette défense ne doit-elle pas s'entendre avec certaines restrictions? Quel est le sens de ce décret? Ainsi, p. e. n'est-il pas permis de chanter plusieurs messes votives, des offrandes faites dans l'église en l'honneur d'un saint?

IX. Je dois célébrer une messe votive (non de la S^te^ Vierge ou de S. Laurent), la veille de l'Assomption. J'ai fait l'office de *die infra octavam sancti Laurentii*, mais la messe du jour est de la Vigile. Quelle sera la 2^e^ et la 3^e^ oraison de ma messe votive?

Doit-on raisonner de la même façon, pour le jour des Rogations, où l'on a un office semidouble? Cette règle est-elle la même, soit que l'on fasse la procession, soit qu'on ne la fasse pas?

X. Lorsqu'immédiatement après la messe, on donne la bénédiction du S. Sacrement, soit avec le ciboire, soit avec l'ostensoir, est-il nécessaire de déposer la chasuble et le manipule? Doit-on mettre la chape?

Resp. ad I et II. Ces deux doutes tendent à faire mettre en défaut le directoire diocésain. Il est à souhaiter sans doute que les prêtres, et particulièrement les curés y trouvent des règles pour les cas ordinaires et pratiques, et non pas seulement la rubrique pure et simple; mais alors le directoire jouirait-il encore de la même immunité, et n'encourrait-il pas le reproche d'ouvrir la porte aux controverses?

L'enseignement de M. De Herdt touchant la place où doit se trouver le célébrant pendant le chant de la passion est très-exact; de même que la rubrique rappelée par le directoire est vraie. Le rédacteur du directoire a cru devoir se borner là, et ne pas entrer dans d'autres détails: peut-on l'en blâmer? Nous en dirons autant de ce qui concerne la messe des rogations. Un mot de plus sans doute rendrait service à plusieurs, et si le rédacteur ne l'a pas ajouté, c'est qu'il aura eu de bons motifs pour ne pas s'expliquer davantage.

Ad III. Le célébrant sait par cœur son *Pater Noster*, la rubrique a donc pu exiger sans inconvénient qu'à la messe

basse, il récitât cette prière, les yeux fixés sur la sainte hostie. Le prêtre eût-il même une distraction, cela serait d'assez peu d'importance, et les fidèles ne s'en apercevraient guère. Il en est tout autrement pour la messe chantée. Quoique versé dans la science du plain chant, le célébrant peut confondre le chant solennel avec le chant simple du *Pater;* il peut éprouver une distraction, et causer ainsi de l'étonnement ou du scandale parmi les fidèles qui sont présents dans l'église. La plus vulgaire prudence demande donc que le célébrant ait les yeux fixés sur le Missel pour chanter le *Pater*. La rubrique de la messe basse doit céder ici à une loi plus grave et plus importante.

Ajoutons toutefois que si le célébrant était tellement sûr de lui-même qu'il fût à peu près certain d'éviter toute faute et toute distraction, le motif que nous avons allégué n'existant plus, la rubrique du Missel reprendrait son empire.

Ad IV. Comme le remarque avec beaucoup de justesse notre respectable abonné, ce n'est pas la rubrique, mais les auteurs qui, fondés sur l'analogie, font une obligation au célébrant de baiser la croix de l'amict, de l'étole et du manipule, en ôtant ces ornements, après la messe. Tous les auteurs sans exception étant d'accord sur ce point, l'obligation ne peut être contestée. Mais l'analogie ne conduit-elle pas encore à une autre conséquence, et ne faudra-t-il pas aussi baiser la croix de ces ornements toutes les fois qu'on les mettra ou démettra au milieu d'une fonction?

Telle est la question qui nous est proposée. Il nous semble qu'on ne peut mieux la résoudre que par la distinction suivante. Quand le célébrant ne quitte un de ces ornements que momentanément, pour le reprendre bientôt après, il ne doit en baiser la croix ni en le démettant, ni en le reprenant. Ainsi agirait-il quand il quitte le manipule pour aller prêcher.

Au contraire s'il quitte l'un ou l'autre ornement pour ne plus le reprendre, il en baise la croix, avant de le déposer.

Nous n'en appellerons pas à l'autorité pour confirmer cette règle ; car les liturgistes ne sont pas entrés dans tous ces détails, et telle application qu'ils font en passant ne suffit pas pour manifester le principe qui les a dirigés.

Ad V et VI. Les liturgistes autorisent l'officiant à porter l'étole, du moins quand telle est la coutume, aux vêpres chantées devant le Saint Sacrement exposé, et à l'office des morts au deux novembre. Voici ce que dit Bourbon sur cette question [1] : « Pour les vêpres solennelles célébrées en présence du Saint Sacrement exposé, le célébrant se revêt de l'étole ; c'est à raison de l'encensement du Saint-Sacrement qu'il aura à faire [2]. La rubrique admet aussi l'étole pour l'office des morts sans néanmoins en faire une obligation [3]. Ces deux exceptions à la règle générale ne tiennent aucunement à la qualité personnelle de l'officiant, quel qu'il soit, curé ou autre prêtre, mais uniquement au caractère particulier de ces offices. » Citons encore quelques auteurs. Baldeschi [4] dit que, dans les vêpres chantées devant le Saint Sacrement exposé, « il ufficiante, in quest' occasione si metterà anche la stola, » mais ne parle pas de l'étole pour les jours des morts. Martinucci, au contraire, passe sous silence les vêpres devant le Saint Sacrement, et pour les vêpres des morts, il dit [5] que, pendant le *Benedicamus Domino* des vêpres de la Toussaint, « clericus quispiam accipiet e sacrario pluviale nigrum, vel saltem

(1) *Introduction aux cérémonies romaines*, num. 208.

(2) Il allègue en confirmation deux réponses du Préfet de la S. C. des Rites, du 20 décembre 1849, et du 3 octobre 1851.

(3) La non obligation résulte du décret du 12 août 1854 in Briocen. ad 6 et 9. Gardellini, n. 5072.

(4) *Esposizione delle sacre ceremonie*, tom. II, pag. 77, n. 5.

(5) *Manuale sacrar. cærem.*, tom. II, pag. 92, num. 14.

stolam nigram, deferet in chorum, et in promptu sustinebit eam in commodum celebrantis. »

L'enseignement de Bauldry, sur ces deux points, est entièrement conforme au sentiment des modernes. « Il est d'usage en beaucoup d'églises, *dit-il* [1], de chanter solennellement les vêpres devant le Saint Sacrement exposé, pendant l'octave de la Fête-Dieu : « Celebrans autem habeat stolam, et regulariter quoties SS. Sacramentum tractare debet. » Et quant aux vêpres de la commémoration des fidèles trépassés, il s'exprime ainsi [2] : « Dicto *Benedicamus Domino*, celebrans paramenta alba deponit, quibus usus est ad vesperas festi, quæ tradit sacristæ, aut alteri ministro adsportanda in sacristiam, et statim per eumdem, vel potius per alium, stola et pluviale nigrum afferuntur, eisque induitur. »

Cela suffira, croyons-nous, pour répondre aux doutes proposés.

Ad VII. Nous avons donné ailleurs la signification et indiqué la portée tant de l'indult de Malines, que des indults accordés aux autres diocèses [3]. Aux deux ou trois jours indiqués chaque semaine par le curé, on peut chanter *toutes les messes en noir*, qu'elles soient exigées par une fondation, ou demandées par les fidèles. Il sera donc bien permis de chanter une deuxième ou une troisième messe en noir pour le même défunt, y eût-il incidence d'une fête double majeure.

Ad VIII. Le décret de 1847, qui paraît avoir été un épouvantail pour les liturgistes, puisqu'ils n'ont pas essayé d'en donner l'interprétation, est cependant très-facile à expliquer, si l'on considère, d'un côté, la position de l'orateur qui était maître des cérémonies de la cathédrale de *Puebla de los Ange-*

(1) *Manuale sacrar. cærem.*, part. IV, cap. 16, art. 6, n. 1.
(2) *Ibid.*, cap. 18, n. 3.
(3) V. *Nouvelle Revue théol.*, tom. VI, pag. 58 et ss.

los ; et de l'autre, la décision qui avait été portée près de deux siècles auparavant pour la même église. Le décret de 1847 n'est évidemment que le complément de la résolution du 13 juin 1671, il s'applique à un cas semblable à ceux qui avaient été résolus. Notre respectable abonné comprendra, en les lisant l'un et l'autre, que ces décrets ne sont portés que pour des églises cathédrales et collégiales, et partant qu'il peut faire taire ses scrupules [1].

Angelopolitana. In diebus dominicis non possunt dici duæ missæ de festo simplici in eo occurrente, sed de eo fieri tantum commemoratio in missis Dominicæ ; ratione tamen confluentiæ potest in eodem festo simplici cantari missa solemnis votiva cum *Gloria* et *Credo*, sine tamen evangelio et commemoratione Dominicæ, dummodo tamen alia conventualis de Dominica non omittatur, in qua in tali casu nulla debet fieri commemoratio ejusdem festi simplicis.

Similiter in feriis, quod missæ de festo simplici occurrente non possunt dici nisi votivæ, et tunc privatæ in gratiam festivitatis currentis erunt cum *Gloria* et commemoratione feriæ ; de qua tamen in fine non est legendum evangelium, sed evangelium S. Joannis, quod semper est legendum in missis votivis. In feriis prædictis ratione concursus potest etiam cantari de eodem festo simplici missa solemnis, quæ similiter erit votiva, et in ea ob solemnitatem dici etiam *Credo*, sine tamen evangelio et commemoratione feriæ, de qua erit cantanda alia missa conventualis, sine commemoratione festi simplicis ; in missis vero de feria est facienda commemoratio festi simplicis occurrentis. 13 junii 1671.

Angelopolitana. Quum sacerdos Florentius Ruiz, magistri cæremoniarum in cathedrali Angelopolitana ecclesia munere fungens, sacrorum rituum Congregationi sequentia dubia enodanda proposuerit, nimirum :

(1) Ces décisions sont rapportées au *S. R. C. Decreta alphabetica, V. Missa*, § x, n. 3 et 6.

18. An in diebus semiduplicibus possint cum cantu celebrari duæ missæ votivæ de eodem sancto ?

S. R. C. respondendum censuit : *Negative*, juxta alias decreta. 11 sept. 1847.

Le décret de 1671 avait statué pour les dimanches et les féries majeures ; celui de 1847 déclare qu'il en est de même pour les semidoubles. Voilà toute sa portée. Il ne vise aucunement le cas posé par notre respectable abonné.

Ad IX. La décision se trouve écrite en toutes lettres dans les rubriques du Missel.

Disons d'abord que la résolution sera la même qu'il s'agisse d'une messe votive, ou d'une fête double occurrente. Dans l'un comme dans l'autre cas, on devra faire mémoire de l'octave et de la vigile, dans l'ordre qui leur convient. Mais quel est cet ordre ? Celui-ci d'après la rubrique [1] : « In faciendis commemorationibus servetur ordo ut in Breviario. De Dominica ante diem infra octavam : de die infra octavam ante ferias prædictas, de feriis prædictis ante festum simplex. » C'est donc l'ordre du Bréviaire qu'il faut suivre, et conséquemment, l'octave aura sa mémoire avant la vigile.

Ce que nous découvrons comme conséquence au titre VII de la rubrique, nous le voyons exprimé formellement au titre III, *De feria et vigilia*. Voici en effet ce que la rubrique porte en cet endroit : « In vigiliis autem et feriis 4 temporum, vel feria 2 rogationum..., quæ veniunt infra octavam, missa dicitur de vigilia aut feria, cum commemoratione octavæ..... Si autem in die vigiliæ, vel prædictis feriis, fiat officium de aliquo festo, *cum commemoratione octavæ et vigiliæ*, vel feriarum prædictarum... » Par où l'on voit que la commémoraison de l'octave précède celle de la vigile, et que la règle est la même pour le lundi des Rogations.

(1) *Rubricæ generales Missalis*, tit. VII, n. 5.

Ad X. Cette question a été résolue dans une précédente série [1]. Ajoutons toutefois que la tolérance dont nous nous réclamons tombe sur la bénédiction avec le saint ciboire, et non sur celle pour laquelle on emploie l'ostensoir.

CONSULTATION III.

Le patron du diocèse est confesseur pontife. Doit-on dire le *Credo* pendant toute l'octave, même à la messe d'une fête occurrente ; ou seulement quand on dit la messe *de octava*, ou seulement enfin le jour de la fête ?

Le calendrier propre au diocèse, approuvé à Rome, *prout jacet*, porte que cette fête est pour tout le diocèse : *duplex 1æ classis cum octava.*

Réponse. Lorsqu'une fête a droit au *Credo*, il faut le réciter non-seulement au jour de la fête, mais pendant toute l'octave. « Rubrica, *dit Janssens* [2], festo patroni tam ecclesiæ quam loci, præscribens *Credo*, non addit, et *per octavas*, sicut id facit sæpius. Communis tamen omnium sensus et praxis hanc rubricam ita interpretatur, ut per totam patroni seu tituli octavam ab illis qui illam servare debent, dicatur *Credo*. Et ratio est : quia octava non est nisi continuatio ipsius festi ; cum ergo rubrica concedat *Credo* ipsi festo, censetur et consecutive *Credo* concedere et ipsi octavæ, eo ipso quo eam præcipit. »

Non-seulement le *Credo* s'ajoute aux messes de l'octave, mais encore aux messes des fêtes qui se célèbrent pendant cette octave. C'est la disposition expresse de la rubrique [3]. « Item in omnibus festis, quæ in dominicis, et infra octavas celebrantur, in quibus ratione dominicæ, et octavæ dici debet *Credo*. »

(1) Tom. III, pag. 338.
(2) *Explanatio rubricarum*, Part. I, tit. II, n. 75.
(3) *Rubr. gener. Missalis*, tit. XI, n. 1.

Si donc on récite le *Credo*, en la fête du patron du diocèse, comme dans le cas présent, le saint étant honoré à titre de patron, il faudra le réciter également tant aux messes de l'octave qu'aux messes des fêtes occurrentes.

CONSULTATION IV.

Quel est le rite du dimanche de *Quasimodo ?* Lorsqu'il est en concurrence avec une fête double mineure, comme il l'était cette année avec S. Fidèle, à quel office doit-on attribuer les vêpres entières ? Les divers Ordos que j'ai vus ne s'accordent pas sur ce point.

Rép. Le dimanche de Quasimodo a le rite double. Telle est la disposition formelle de la rubrique [1]. « Officium fit semiduplex diebus dominicis, excepta dominica *in albis*, in qua fit duplex. » Il importe peu, comme on le verra tout à l'heure, qu'il soit double mineur ou majeur, puisque ses priviléges sont déterminés par la rubrique. Cependant nous croyons qu'il faut entendre ici qu'il est double mineur, selon l'interprétation de la S. Congrégation des Rites [2]. « Quando non explicatur qualitas ritus, an sit duplicis majoris vel minoris, decreta intelligenda esse de duplici per annum. »

Quoique seulement du rite double mineur, le dimanche *in albis* jouit néanmoins de grands priviléges. Ainsi il l'emporte, dans l'occurrence, sur quelque fête que ce soit, en sorte que si votre patron, ou le titulaire de votre église tombe au dimanche de *Quasimodo*, vous devez le remettre au premier jour libre [3], et faire l'office du dimanche.

(1) *Rubr. Brev.* Tit. II. De *officio semiduplici.*

(2) Lauden. 20 nov. 1683, ad 3.

(3) La rubrique du Bréviaire émet cette règle en trois endroits. tit. VII, *de octavis*, n. 3; tit. IX, *de Commemorat.* n. 3; et tit. X, *de translatione festorum*, n. 1.

Dans la concurrence, ce dimanche, qui est le dernier jour de l'octave de Pâques, jouit des droits accordés au jour octave des fêtes de N. S. Voici la règle que trace à ce sujet la rubrique du Bréviaire [1]. Un jour octave étant en concurrence avec un double mineur qui suit, les vêpres sont partagées. S'il concourt avec un double majeur, les vêpres sont du suivant, avec mémoire de l'octave ; « excepta die octava Epiphaniæ, Paschæ, Ascensionis et Corporis Christi, in quibus de sequenti fit tantum commemoratio, » à moins que le suivant ne soit une fête de première ou de deuxième classe.

Cette règle est rappelée encore dans les notes qui accompagnent la table de concurrence au Bréviaire romain. « In secundis vesperis diei octavæ Epiphaniæ, Paschæ, Ascensionis et Corporis Christi, de sequenti duplici fit tantum commemoratio, nisi illud fuerit primæ vel secundæ classis, seu patronus, vel titulus, aut dedicatio Ecclesiæ, quia tunc de festo fieret officium, et de octava commemoratio. »

Ces règles sont nettes, précises, et ne prêtent à aucune ambiguïté. Sans doute qu'en revenant au romain, les rédacteurs des Ordos de quelques diocèses n'auront pas encore bien eu le temps de s'en pénétrer, et c'est ce qui peut expliquer jusqu'à un certain point la bévue commise dans l'un de ceux qui nous sont signalés.

(1) Tit. XI, *de concurrentia officii*, num. 7.

TABLE DES ARTICLES.

Actes du S. Siége et des Congrégations romaines. Bref de Pie IX réglant les pouvoirs des aumôniers militaires en France. 5.

Bref de Pie VI accordant des indulgences à la récitation du *Veni Creator*. 224.

Lettre de Pie IX aux Evêques du Brésil. 341.

Bref de Pie IX accordant une indulgence plénière aux fidèles du diocèse de Bruges pendant l'octave de la Toussaint. 545.

Lettre de Pie IX à un Evêque Allemand touchant l'acceptation des Décrets du Concile du Vatican. 565.

Item au Rédacteur du journal *Le peuple*. 568.

Indult Apostolique en faveur des soldats du Pape. 226.

Décisions de la S. Congrégation du Concile. Quand l'office et la messe d'une fête, à laquelle est attachée l'obligation d'appliquer pour le peuple, sont seuls transférés, l'obligation d'appliquer ne les suit pas. 14.

Différents doutes touchant la retenue d'une partie du *Stipendium missæ*. 17.

Autres doutes touchant la même matière. 29.

Concernant le pouvoir des Evêques sur les religieux *extra claustra degentes* par suite des circonstances du temps. 194.

Le dignitaire qui chante la messe conventuelle à la cathédrale les jours solennels, au lieu de l'Evêque, ne doit pas appliquer pour les bienfaiteurs ; mais bien l'hebdomadaire. 362.

Les chanoines ne peuvent dire leur messe, ou confesser pendant l'office du chœur, même en vertu de la coutume. 365.

N'est pas licite une fondation, en vertu de laquelle le curé qui bine devrait appliquer sa seconde messe pour le fondateur. 453.

Les enfants peuvent être admis au séminaire, dès qu'ils sont entrés dans leur douzième année. 459.

Les curés sont tenus de prêcher tous les dimanches et jours de fêtes de précepte. Toutefois l'Evêque peut, pour une juste cause, les en dispenser en quelques fêtes solennelles. 582.

Indults de la S. Congrégation du Concile. Réduisant l'obligation de la messe conventuelle et de l'office du chœur pour le chapitre de S. Hippolyte. 570.

Permettant au chapitre d'Aoste de satisfaire, par une messe basse,

à l'obligation d'une seconde messe, le jour où la Rubrique la prescrit dans les églises cathédrales. 577.

Lettre de la S. Congrégation du Concile. Au Nonce Apostolique de Bavière, touchant le port de la barbe par les ecclésiastiques. 229.

Décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. Sur l'usage des chemins de fer par les Frères Mineurs. 446.

Décisions de la S. Congrégation de l'Inquisition. Les confesseurs de Rome peuvent absoudre des cas réservés aux Evêques par la Constitution *Apostolicæ Sedis*. 199.

Touchant la sollicitation. 357.

Item touchant les lieux destinés à entendre les confessions. 647.

Instruction de la S. Congrégation de l'Inquisition. Touchant la dénonciation des confesseurs. 345.

Décisions de la S. Congrégation des Rites. Le prêtre qui ne dit qu'une messe le jour de Noël, doit prendre celle qui convient à l'heure où il célèbre. 31.

Divers doutes relatifs aux oraisons des messes chantées de *Requiem*. 33.

Cause de Luçon du 12 août 1854. 118.

Nuscana du 22 janvier 1876. 220.

Venezuelen. 23 aprilis 1875. 230.

Mechlinien. 16 martii 1876, touchant l'usage du *Mémorial des Rites* de Benoît XIII, dans les églises non paroissiales. 233.

Décisions de la S. Pénitencerie. Touchant la visite des Séminaires par les délégués du Gouvernement et les renseignements qu'ils exigent. 201.

Excommunication spécialement réservée au S. Siége contre les membres de la *Société pour la revendication des droits du peuple chrétien*, ses adhérents et ses fauteurs. 462.

Lettre Pastorale des Evêques du Canada. 36.

Mandement et Ordonnances de l'Evêque de Gand, adoptant le Rituel Romain. 105. 256.

Conférences Romaines. *Quæstiones morales de Jubilæo, ac statibus et officiis particularibus.* 145.

Quæstiones cæremoniales de re funeraria. 161.

Solution des huit premiers cas de morale. 272. 393. 486.

Solution des six premiers cas de liturgie. 415. 505. 630.

Commentaire sur la Constitution Apostolicæ Sedis de Pie IX. § IV. Excommunication portée contre les membres des sociétés hostiles à l'Eglise et aux autorités légitimes, leurs fauteurs, et ceux qui n'en dénoncent pas les chefs occultes. 587.

Commentaire sur les Ordonnances du diocèse de Gand. 255. 373. 467.

Etude sur les oratoires publics. 53. 175. 616.

Cas de pastorale. Sur la vocation à la vie religieuse. 75. 202. 305. 425. 521.

De pollutione feminea. 235.

Bulletin bibliographique. *Officia de passione D. N. J. C.* 96.

Commentarius in Evangelium secundum Matthæum, par M. Van Steenkiste. 97.

Collectio omnium conclusionum et resolutionum S. Congregationis Concilii Tridentini, par M. Pallottini. 100.

Liturgiæ practicæ compendium, par M. Falise. 440.

Dissertatio de Onanismo conjugali, par le R. P. Nardi. 648.

Praxis liturgica Ritualis Romani, par M. De Herdt. 650.

Introductio generalis ad historiam ecclesiasticam critice tractandam, par le R. P. De Smedt. 658.

Consultations canoniques. Comment doit-on interpréter la clause : *exceptis libris contra Religionem ex professo tractantibus*, qui se trouve dans la permission de lire les livres défendus ? 447.

Le samedi saint à midi doit-on dire l'*Angelus*, ou le *Regina cœli* ? 452. 662.

Que doit faire le vicaire, quand son curé n'observe pas en tout le Rituel Romain ? 552.

Consultations liturgiques. Combien d'oraisons doit-on dire aux messes chantées de *Requiem* ? 320.

Peut-on mettre des images et figures lugubres à l'autel, quand on célèbre pour les défunts ? 321.

Peut-on donner des reliques à baiser avec les ornements noirs ? 322.

Est-il permis de faire une absoute sans asperger et encenser ? 329.

Quelles messes doit-on dire pour les anniversaires fondés ? 331.

Ceux qui ont un patron local doivent-ils transférer au dimanche suivant la solennité du Patron du diocèse ? 339.

L'Evêque peut-il laisser subsister cet usage là où il existe ? 339.

Aux messes chantées, doit-on allumer un cierge pour la consécration ? 549.

Où doit être le calice, quand on le couvre à la fin de la messe ? 550.

Le sous-diacre doit-il tenir la patène à la première messe de Noël et le Samedi-Saint ? 551.

Le célébrant doit-il tenir le cierge pendant le chant de l'Evangile le jour de la purification ? 551.

Quand l'orgue alterne avec le chœur, faut-il aussi à la fin du *Magnificat* chanter *Sicut erat etc.* ? 551.

Sur la messe à lire, quand le Missel n'en indique qu'une partie. 557.

Sur les ornements à employer pour bénir un mariage immédiatement avant la messe. 559.

Quand on doit, le même jour, lire de deux petits prophètes, duquel prend-on deux leçons ? 562.

Que doit faire le curé qui, seul dans sa paroisse, a des funérailles la veille de la Pentecôte, ou un jour des Rogations ? 562.

Quelle messe doit-on prendre pour la *messe d'or*, quand ce jour tombe pendant l'octave de l'Immaculée Conception ? 564.

Où le célébrant doit-il réciter la passion aux messes chantées ? 665. 667.

Quelles oraisons doit-on dire à la messe de la procession des Rogations ? 667.

En chantant le *Pater*, le célébrant doit-il avoir les yeux fixés sur le Saint Sacrement ? 667.

Le célébrant doit-il baiser la croix du manipule, lorsqu'il l'ôte pour prêcher ? 668.

Peut-on porter l'étole, en chantant les vêpres devant le S. Sacrement exposé ? 669.

Le peut-on pour chanter l'office des morts ? 669.

Peut-on chanter plusieurs messes de service en noir, en vertu des Indults ? 670.

Peut-on chanter plusieurs messes votives du même saint le même jour ? 670.

Quelle est la deuxième et la troisième oraison d'une messe votive la veille de l'Assomption ? 672.

Doit-on déposer la chasuble et le manipule, lorsqu'on donne la bénédiction du Saint Sacrement immédiatement après la messe ? 673.

Doit-on dire le *Credo* pendant toute l'octave du Patron ? 673.

Quel est le rite du dimanche de Quasimodo ? 674.

Consultations théologiques. Est-il permis à ceux qui sont exemptés du jeûne, ou qui n'y sont pas obligés, de manger de la viande à telle heure qu'il leur plaît, pourvu qu'ils ne le fassent qu'une fois le jour ? 333.

En la fête du Patron du diocèse, les curés sont-ils obligés d'appliquer la messe pour leurs paroissiens ? 337.

Le curé qui bine peut-il appliquer une de ses messes du dimanche *pro grege*, en remplacement d'une qu'il n'a pu appliquer dans la semaine ? 547.

Les Anniversaires font-ils partie du droit d'étole, et le curé peut-il retenir une partie de l'honoraire ? 552.

TABLE DES MATIÈRES.

Absolve. Doit-on y changer le genre et le nombre, si on le dit pour une femme ou pour plusieurs défunts ? 134.

Absolution. Les confesseurs de Rome peuvent-ils absoudre des cas réservés aux Évêques par la Constitution *Apostolicæ Sedis* ? 199. — Peut-on absoudre d'un cas réservé, après le Jubilé ?288.—Un prêtre catholique peut-il et doit-il absoudre un hérétique en danger de mort, s'il est privé de ses sens? 494.—S'il a l'usage de ses sens? 498. — *Quid*, s'il a été d'abord élevé dans la religion catholique ? 500.

Absoute. Peut-on la faire sans asperger et sans encenser ? 329.

Acolythes. Quand doivent-ils faire la génuflexion à l'autel? 128-131. — Doit-on en employer pour l'exposition et la remise du S. Sacrement ? 131. — Doivent-ils accompagner l'Evêque qui se rend à la chaire pour prêcher ? 133.—Le prêtre qui donne la communion? 138. — Par où doivent-ils commencer à allumer les cierges de l'autel ? 139.

Acta et decreta Episc. Gandav. 11 maii 1875. 106.

Actions des sociétés commerciales ou industrielles. Les ecclésiastiques peuvent-ils en prendre ? 487.

Adoption du Rituel Romain dans le diocèse de Gand. 105.

Aimé (S.). Dans son occurrence ou concurrence avec sainte Anne, qui doit avoir la préférence ? 221.

Alleluia. Doit-on l'omettre aux Antiennes de *Magnificat* et de *Benedictus* à l'office votif du S. Sacrement? 128. — Doit-on l'ajouter au petit office de la sainte Vierge? 130.

Alphonse (S.). Sa doctrine sur les honoraires des messes. 25. 27.

Amict. Quelle doit être sa matière ? 258.

Ampulles. 269.

Angelus (l'). Comment doit-on le dire les samedis de Carême à midi ? 452. — Doit-on le dire le samedi saint à midi ? 662.

Anne (Ste). V. S- Aimé.

Annexes. V. **Titulaire.**

Anniversaires. Quelle messe doit-on dire à l'anniversaire de la consécration ou de l'élection de l'Evêque ? 230.—Quelle pour les anniversaires non fondés? 230.—Pour les fondés? 331.— Peut-on chanter la messe en noir, et laquelle, le onzième mois après la mort ? 640. — La coutume de les chanter est-elle ancienne ? 643. — Quels sont leurs priviléges? 644.— Font-ils partie du droit d'étole, et les curés peuvent-ils retenir une partie de l'honoraire? 552.

Antiennes. Des 2es vêpres du Précieux Sang, quelles doivent-elles être ? 127. — Doit-on dire debout l'Antienne de la sainte Vierge le samedi aux Vêpres pendant le Carême ? 129.

Aptitude à la vie religieuse, signe de vocation. 88.

Ascension. Quelle messe doit-on dire un jour *infra octavam* qui tomberait le vendredi après l'octave de l'Ascension ? 231.

Aube. De quelle matière ? 258.

Aumôniers. Peuvent-ils assister au mariage des militaires ? 6. — Bref réglant leurs pouvoirs en France. 10.

Autel. Peut-on y mettre des images lugubres pendant la messe pour les défunts ? 321.

Baldaquin. Peut-on s'en servir pour porter en procession des reliques, des statues ? 221. — *Quid*, si l'Evêque accompagne la procession ? 221.

Ballerini (Le R. P). Son opinion concernant les livres des francs-maçons. 615.

Banque. Les ecclésiastiques peuvent-ils prendre des actions ? 487.

Baptême. Ordonnance de Gand. 115.—Peut-on faire les interrogations en langue vulgaire ? 113. 115. 135.

Baptistère. Sa forme. 257. 473. — Sa place. 482.

Barbe. Défense aux ecclésiastiques de la porter. 229.

Bénédiction. Avec le S. Sacrement. Le prêtre peut-il le recevoir de la main du diacre, et le lui rendre après la bénédiction ? 132. — De quelles croix est réservée à l'Evêque ? 136. — A défaut de formule insérée au Rituel Romain, comment se fait-elle ? 137. — Comment le prêtre doit-il la donner à la fin de la Communion ? 139. — *Quid* de la coutume de bénir l'eau, le samedi saint, dans un vase séparé ? 139. — Pour la bénédiction des fonts, peut-on se servir de l'huile et du chrême de l'année précédente ? 139. — Cierge à y employer. 230.

Benoît XIV. Constitution *Quanta cura* touchant les honoraires de messes. 24. 27. — Quand les pouvoirs extraordinaires des Pénitenciers expirent-ils ? 292. — Sa Bulle contre les francs-maçons. 590.

Binage. Le curé peut-il appliquer une de ses messes du dimanche *pro grege*, en remplacement d'une qu'il n'a pu appliquer pendant la semaine ? 547.

Bourse. Quand peut-on s'en servir pour porter la Communion aux malades ? 116. — Peut-on y mettre le vase avec les saintes huiles ? 117.

Bref de S. S. Pie IX réglant les pouvoirs des aumôniers militaires en France. 10.—A l'Evêque de Gand. 113.—De Pie VI accordant des indulgences à la récitation du *Veni Creator*. 224. — De S. S. Pie IX

accordant une indulgence plénière au diocèse de Bruges, pendant l'octave de la Toussaint. 545.

Bulle de Clément XII, contre les francs-maçons. 587. 589. — *Item* de Benoît XIV. 590. — *Item* de Pie VII, et son extension, par Léon XII, à toutes les sociétés secrètes. 591.

Bulletin bibliographique. *Officia de Passione D. N. J. C.* 96. — *Commentarius in Evangelium secundum Matthæum*, auctore J. A. Van Steenkiste. 97. — *Collectio omnium conclusionum et resolutionum. S. Congregationis Concilii*, cura et studio Salv. Pallottini. 100. — *Liturgiæ practicæ Compendium*, auct. J.-B. Falise. 440. — *Dissertatio de onanismo conjugali*, auct. P. M. Nardi. 648. — *Praxis liturgica Ritualis Romani*, auct. P. J.-B. De Herdt. 651. — *Introductio generalis ad historiam ecclesiasticam critice tractandam*, auct. P. Carolo De Smedt. 658.

Calice. De quelle matière doit-il être fait? 467. — Peut-on s'en servir quand il a perdu sa dorure? 469. — Perd-il sa consécration par une nouvelle dorure? 473. — Où doit-on le placer pour le couvrir à la fin de la messe? 550.

Carbonari. V. **Constitution Apostolicæ Sedis.**

Carême. A quel repas peuvent manger de la viande ceux qui sont exemptés du jeûne, ou qui n'y sont pas obligés? 333.

Cas. Solution d'un cas concernant l'oratoire d'un Séminaire. 70. — Des huit premiers cas de morale des Conférences Romaines. 272. 393. 486. — Des six premiers cas de Liturgie 415. 505. 630.

Cas de Pastorale. V. **Vocation religieuse.**

Cas réservés. Aux Evêques par la Constitution *Apostolicæ Sedis* peuvent être absous par les confesseurs de Rome. 199. — Peut-on en recevoir l'absolution après la clôture du Jubilé? 288.

Célébrant. Comment doit-il être vêtu pour exposer et remettre le S. Sacrement? 132.—Peut-il laisser vénérer des reliques immédiatement après la Messe avec les ornements noirs? 322.—Doit-il asperger et encenser le catafalque dans un service funèbre d'un seul nocturne? 329. — Doit-il observer les rubriques concernant les anniversaires fondés sous peine de perdre l'honoraire de la Messe? 331.— A la Purification doit-il tenir le cierge pendant le chant de l'Evangile? 551. — Quels ornements doit-il employer pour bénir un mariage immédiatement avant la messe? 559. — Où doit-il réciter la passion aux messes chantées? 667. — Doit-il avoir les yeux fixés sur le S. Sacrement, en chantant le *Pater?* 667. — Doit-il baiser la croix du manipule, lorsqu'il l'ôte pour prêcher? 668. — Peut-il porter l'étole en chantant les Vêpres devant le S. Sacrement exposé? 669. — En chantant l'office des morts? 134. 669. — Doit-il déposer la chasuble et le manipule pour donner la bénédiction du S. Sacrement immédiatement après la messe? 673.

Censures réservées aux Evêques par la Constitution *Apostolicæ Sedis*. Les confesseurs de Rome peuvent-ils en absoudre? 199.

Chanoines. Doivent-ils accompagner l'Évêque qui se rend à la chaire pour prêcher? 133. — Doivent-ils recevoir la bénédiction épiscopale à genoux? 134. — Hebdomadaire doit appliquer la messe pour les bienfaiteurs les jours où l'Evêque officie pontificalement. 362. — Peut-il confesser, ou dire la messe pendant l'office du chœur? 365. — *Quid* du chanoine pénitencier? 368.

Chantres. Où doivent-ils se mettre dans les processions? 139.

Chapitre *d'Aost*. Indult qui lui permet de satisfaire par une messe basse à l'obligation d'une seconde messe, les jours où la Rubrique la prescrit dans les cathédrales. 577. — De *Saint Hyppolyte*. Indult lui accordant réduction du service du chœur. 570.

Chasuble. Pliée pendant l'Avent et le Carême non obligatoire dans les petites églises. 126. 230. — Faut-il la déposer pour donner la bénédiction du S. Sacrement immédiatement après la messe? 673.

Chœur. La partie la plus digne. 138.

Ciboire. Quelle doit être sa forme? 381. — De quelle matière? 382. — Les curés sont-ils tenus de garder l'ordonnance épiscopale, concernant le ciboire? 385. — La coupe du ciboire, doit-elle être dorée à l'intérieur? 387. — Doit-il être consacré ou bénit? 388. — Les sacristains laïcs peuvent-ils toucher le ciboire purifié? 391. — Des fonts baptismaux. 478.

Cierge. A quelles messes doit-on l'allumer pour la consécration? 549. — Au jour de la Purification, le célébrant doit-il le tenir quand on chante l'Evangile? 551. — Quand doit-on les allumer aux cérémonies funèbres? 635.

— *Pascal*. Peut-on en avoir un autre pour descendre dans les fonts baptismaux? 320.

Cire. De quelle couleur doit-elle être pour les cierges des cérémonies funèbres? 634.

Clément IX. Sa Constitution concernant le négoce des missionnaires. 25.

Clergé. Son rôle dans la politique. 42.

Clôture Papale n'existe pas pour les religieuses en Belgique. 179. — Conditions mises autrefois pour les pensionnaires. 182.

Collecte. Pour le Pape doit être omise au jour anniversaire de la consécration de l'Evêque. 222.

Colléges. Ont-ils un titulaire? 73. — Les supérieurs ont-ils le droit de juger de la vocation religieuse d'un enfant? 219. — Le règlement ou les supérieurs peuvent-ils défendre aux élèves de se confesser hors du collége? 317.

Commémoraisons. Aux jours des Rogations. 118. 230. — Aux messes

votives solennelles *pro re gravi*. 230. — A celles des fêtes transférées au dimanche pendant l'Octave. 119. — Aux messes basses ce même dimanche. 120. — Doit-on faire mémoire de la dédicace de l'église cathédrale dans les autres églises, en la fête de la dédicace de toutes les églises ? 127.

Commerce. Interdit aux ecclésiastiques. 487.— Quels sont les actes compris sous cette dénomination ? 488. — *Quid* des actions des sociétés commerciales ou industrielles ? 489. — *Quid* des fonds-publics ? 489. — Quel péché commettent les ecclésiastiques qui violent cette loi ? 490. — Quelle peine encourent les missionnaires ? 491. — Les autres ecclésiastiques ? 492.

Communautés de femmes appartenant à un Ordre strictement dit, peuvent-elles encore revendiquer un titulaire pour leur église ? 185.

Commutation des visites prescrites pour le Jubilé. Quand peut-elle avoir lieu ? 277. — En quelles œuvres peut-on commuer les œuvres prescrites pour le Jubilé ? 279. — Quelle cause est requise pour cela ? 281. — Peut-on commuer un vœu après l'expiration du Jubilé ? 291. — Peut-on encore l'obtenir, après avoir déjà gagné l'indulgence du Jubilé ? 301.

Concile de Trente. Age prescrit pour la profession religieuse. 315. — De l'admission au séminaire. 459.

Concile du Vatican. Ses décrets obligeaient avant l'adhésion de ses adversaires. 566. — Opportunité de sa définition de l'infaillibilité papale. 567. — Absurdité et péril de l'opinion contraire. 567.

Conférences romaines. *Quæstiones morales de Jubilæo, ac statibus et officiis particularibus.* 145. — *Quæstiones cæremoniales de re funeraria.* 161. — Solution des quatre premiers cas de morale. 272. — Des V^me^ et VI^me^ cas. 393.— Des VII^me^ et VIII^me^ cas. 486. — Des I^er^ et II^e^ cas de Liturgie. 415. — Du III^e^. 505. — Des IV^e^, V^e^ et VI^e^. 630.

Confesser. Un règlement de Collége ou les supérieurs peuvent-ils défendre aux élèves de se confesser hors du Collége ? 317. — Un chanoine peut-il confesser pendant l'Office du Chœur ? 365. — Peut-on donner l'absolution à un hérétique qui ne se confesse pas ? 494.

Confesseurs de Rome peuvent-ils absoudre des censures réservées aux Evêques par la Constitution *Apostolicæ Sedis ?* 199. — Leurs pouvoirs pendant le Jubilé. 289. — Durent-ils quelquefois après le Jubilé ? 293. — Quelles conditions doivent-ils exiger des francs-maçons etc. lorsqu'il les absolvent ? 613. — Quelle conduite doivent-ils tenir avec les onanistes ? 649.

Dénonciation des Confesseurs. Instruction de l'Inquisition sur l'obligation et le mode de la faire. 545. — Décisions du S. Office du 11 février 1661. 357. — *Item* 5 aug. 1745. 360.

Confessionnal. Doit-on considérer comme tel, quant à la sollicitation, l'endroit destiné à entendre la confession des religieuses, ou autres personnes dans les couvents, pensionnats, hospices etc. ? 647.

Confréries. Décret décidant les controverses entre les curés et les Confréries. 621. — Fonctions autorisées dans leurs oratoires. 625. — Défendues. 626. — Les premières sont-elles permises dans leurs oratoires privés ? 626.

Congrégation du Concile. 11 decembr. 1677. 29 maii 1683. 6 martii 1694. Sur le pouvoir des aumôniers militaires touchant l'administration des Sacrements. 5.6. — 24 aprilis 1875. Sur l'application de la Messe pour le peuple aux jours de fêtes transférées. 14. — 17 julii 1655. Sur le temps endéans lequel on doit décharger les messes. 21. — 25 julii 1874. Sur la retenue d'une partie de l'honoraire pour l'ornementation des sanctuaires. 23.— 24 aprilis 1875. 30 aug. 1875. Différents doutes relatifs aux honoraires de messes. 28. 29. — 4 sept. 1875. Concernant les priviléges des Réguliers. 194. — 2 et 16 maii 1716. Sur l'obligation d'appliquer la messe pour les bienfaiteurs aux fêtes solennelles. 364. — 4 martii 1876. Cette obligation incombe à l'hebdomadaire. 365. — 8 febr. 1817. 27 maii 1847. Les chanoines ne peuvent, excepté le pénitencier, entendre les confessions pendant l'office du chœur. 368. — 23 nov. 1771. 8 feb. 1817. Ni dire la messe. 369.—*Item*,1 aprilis 1876.371.— 1 aprilis 1876. Rejetant une fondation en vertu de laquelle le curé qui bine devrait appliquer sa seconde messe pour le fondateur. 455. — 10 junii 1876. Sur l'âge requis pour être admis au séminaire. 460. — 9 feb. 1732. 2 decemb. 1747. Sur le droit de chanter les anniversaires. 555. — 5 aug. 1876. Indults réduisant l'obligation de la messe conventuelle et de l'office du chœur. 570. 577. — 28 sept. 1771. Rejetant la coutume de chanter une seule messe conventuelle tous les jours. 579. — 1 aprilis 1876. Sur l'obligation des curés de prêcher tous les dimanches et les jours de fêtes de précepte. 582.

Congrégation des Evêques et Réguliers. 21 juillet 1876. Sur l'usage du chemin de fer par les Frères Mineurs. 446.

Congrégation de l'Inquisition (ou Saint Office). 1ª decembris 1875. Les confesseurs de Rome peuvent absoudre des cas réservés aux Evêques, par la Constitution *Apostolicæ Sedis*. 199. — Instruction touchant la dénonciation des confesseurs. 345. — *Item*. Décisions du 11 février 1661. 357. — 25 avril 1838. Déclarant obligatoires en Hollande les Constitutions de Benoît XIV et Grégoire XV. 346. — 6 novembre 1641. Concernant la sépulture des hérétiques. 503. — 5 junii 1865. Déclarant quelles sociétés secrètes sont défendues. 595. — 12 januar. 1870. Déclarant que la société des Fénians tombe sous la Constitution *Apostolicæ Sedis*. 596. — 5 julii 1837 et 27

junii 1838. Déclarant illicites et nulles les confessions des francs-maçons qui n'ont pas abandonné la secte. 600.

Congrégation des Rites. 19 junii 1875. Sur la Messe à dire le jour de Noël, quand on n'en dit qu'une. 31. — *Nucerina.* 19 junii 1875. Sur les oraisons des Messes des défunts chantées pour les bienfaiteurs d'une église Collégiale. 33. — 12 nov. 1831. **Marsorum.** Sur le titulaire des chapelles publiques et oratoires. 54. — *Item.* **Mechlinien.** 7 decemb. 1844. 54. — *Item.* **Cadurcen.** 26 martii 1859. 55. — *Item.* **Suessionen.** 21 julii 1855. 56. — *Item.* **Bergomen.** 17 aug. 1709. 57. *Item* **Mechlin.** 7 decemb. 1844. 57. — *Item.* **Brixien.** 20 sept. 1806. 57. — **Compostellana.** 8 aprilis 1808. — Les Confréries ayant un patron peuvent avoir la messe un dimanche non privilégié de l'Avent ou du Carême, s'il y a concours des membres de ces confréries. — 58 **Ordin. Minorum.** 16 apr. 1855. — Sur le rite du titulaire des églises non paroissiales. 61. — Tuden. 23 maii 1846. Sur le titulaire des églises dépendantes. 64. — **Briocen.** 21 jul. 1855. Concernant la fête patronale de la chapelle publique d'un séminaire. 66. — *Item.* **Ruremunden.** 27 feb. 1847. 68. — 18 julii 1872. Indult accordé au séminaire du diocèse de Tournai pour la célébration de la fête du Titulaire. 72. — **Lucionen.** Décret du 12 août 1854. 118. — **Tarentina.** 7 aprilis 1832. Sur le calendrier des Bénédictines, 187. — **Nuscana.** 22 januarii 1876. Sur les vêpres dans l'occurrence de deux fêtes du même rit, mais d'une dignité différente. 220. — Sur la qualité des fêtes des VII Douleurs de la Sainte Vierge. 220. — Sur l'occurrence de Saint Aimé avec Sainte Anne. 221. — Sur la messe à dire, le 2 novembre, au maître-autel, hors des églises cathédrales et collégiales. 221. — Sur les messes propres aux fêtes de la Sainte Vierge. 221. — *Item.* **Mexicana.** 12 martii 1678. 223. — *Item.* **Ord. Min. Cap.** 30 sept. 1679. 223. — **Venezuelen.** 23 april. 1875. Bénédiction des fonts baptismaux, messes des instruments de la Passion ; messe à dire aux anniversaires ; commémoraisons des fêtes rendues simples dans l'année, aux secondes vêpres. 230. — **Mechlinien.** 16 martii 1876. Sur l'usage du Mémorial des rites de Benoît XIII dans les petites églises non paroissiales. 233. — **Civitaten.** 6 decembr. 1631. Le S. Sacrement doit être gardé sous clef, au jeudi saint. 265. — *Item.* **Carthagenen.** 15 martii 1732. 266. — **Ord. Min. S. Franc.** 16 aprilis 1853. Sur les oraisons à dire quand on chante la messe journalière *de Requiem* avec Diacre et Sous-Diacre. 321. — **Veronen.** 16 mart. 1853. Un prêtre peut-il distribuer les cendres et faire vénérer les reliques, revêtu des ornements noirs ? 327. — 12 nov. 1831. Sur l'obligation des chanoines d'appliquer la messe pour les bienfaiteurs les jours où l'Evêque officie pontificalement. 364. — 28 junii 1876. Approuvant le *Liturgiæ practicæ compendium* de M. Falise. 445. — **Leodien.** 14 junii 1845. Sur la nécessité de consacrer le calice et la patène qui ont été

redorés. 473. — **Urbis et Orbis.** 12 januar. 1704. Sur les droits paroissiaux, etc. 621.— **Cadurcen.** 9 maii 1857. Sur la messe à chanter aux anniversaires demandés le onzième mois. 640.—**Palmæ in Balearibus.** 22 martii 1862. Pour célébrer en noir les 3e, 7e et 30e jours, il n'est pas nécessaire que le défunt l'ait ordonné par testament. 640. — **Angelopolitana.** 13 junii 1691. 11 septembris 1847. Défendant de dire deux messes votives d'un simple un dimanche ou un semidouble. 672.

Congrégation religieuse. Différence fondamentale entre un ordre et une congrégation religieuse. 175.—De femmes sont-elles religieuses proprement dites? 178. — Les anciennes jouissent-elles de leurs anciens priviléges? 180. — Leurs oratoires ont-ils un titulaire? 186.

Congrégations Romaines. Defendent-elles d'entrer en religion avant d'avoir terminé ses humanités? 315.

Constitution Apostolicæ Sedis de Pie IX. Excommunication portée contre les membres des sociétés hostiles à l'Eglise ou aux puissances légitimes; contre leurs fauteurs, et ceux qui n'en dénoncent pas les chefs occultes. 587. — Texte. 588. — Bulle de Clément XII contre les Francs-maçons. 589. — *Item* de Benoît XIV. 590. — *Item* de Pie VII et extension de Léon XII à toutes les sociétés secrétes. 591. — Pie IX excommunie les membres de toutes les sociétés hostiles à l'Eglise ou aux pouvoirs légitimes. 592. — Suffit-il qu'une société oblige ses membres sous serment à garder le secret? 592. — Est-il nécessaire pour l'excommunication que la société soit secrète? 593. — Faut-il que les membres s'engagent sous serment à garder le secret? 594. — Ces dispositions obligent-elles dans les pays où elles n'ont pas été promulguées? 595. — La société des Fénians tombe sous cette prohibition. 595. — Autres associations également comprises. 597. — *Quid* des *sociétés bibliques?* 598. — *Quid* de la secte des *Vieux-Catholiques?* 599. — Encourent également l'excommunication tous les fauteurs de ces sociétés. 599. — *Item.* Ceux qui, quoique repentants, continuent à communiquer extérieurement avec eux. 600. — Obligation de dénoncer sous peine d'excommunication tous les membres, imposée par Pie VII. 601. — Restreinte aux chefs occultes par Pie IX. 602. — Obligation non inutile. 602. — Encore existante. 603.— Cesse quelquefois. 603. — Cesse-t-elle quand on ne peut la faire en personne? 604. — Quand le dénonciateur doit subir un grave donnage? 605. — *Quid* si les parents du dénonciateur doivent subir un grand préjudice? 607. — Le fils est obligé de dénoncer son père. 607. — Cesse-t-elle, quand il n'y a pas d'espoir de faire punir les coupables? 608. — A qui doit-on la faire? 610. — Quand, celui, qui omet la dénonciation, encourt-il l'excommunication? 610. — Persévère-t-elle après qu'on a fait la dénonciation? 611. — Com-

ment doit-on la faire? 612. — Que doit exiger du pénitent le confesseur délégué qui absout un membre de ces sociétés, ou celui qui a omis la dénonciation? 613. — Excommunication portée par Pie VII contre les lecteurs ou détenteurs des catéchismes, statuts, codes des Francs-maçons et des relations des actes des convents. 614. — Ces livres sont-ils censés par là prohibés par Lettres Apostoliques? 615.

Cordon. Sa matière. 258.

Corporal. Sa matière. 258.

Coutumes. De la cathédrale ne peuvent être introduites dans les autres églises. 261. — Peut-elle prévaloir contre la défense de célébrer la messe pendant l'office du chœur? 369. — *Quid* de celle de ne chanter qu'une seule messe conventuelle tous les jours de l'année? 579.

Credo. Doit-on le dire à toutes les messes pendant l'octave du Patron? 673.

Crispin et Crispinien (SS.). Quand on demande une messe en leur honneur, peut-on ajouter à la messe du jour l'oraison de plusieurs martyrs? 127.

Croix. Quand leur bénédiction est-elle réservée à l'Evêque? 136. — Quand le Rituel ne donne aucune formule, un signe de croix suffit pour bénir un objet. 138.

Curé. Est-il obligé d'appliquer la messe pour ses paroissiens à la fête du patron du diocèse? 337? — S'il bine, peut-il appliquer ses deux messes *pro grege*, quand, dans la semaine, il n'a pu dire la messe pour son peuple? 548. — Que doit-il faire, s'il est seul, ayant un enterrement, un jour des Rogations, ou la veille de la Pentecôte? 559. — Dans ce dernier cas, peut-il faire la bénédiction de l'eau et des fonts baptismaux avant la sépulture? 559. — Les curés doivent-ils prêcher tous les Dimanches et les jours de Fête d'obligation? 582. — Les Evêques les en peuvent-ils dispenser? 582. — A-t-il le droit exclusif aux anniversaires, et peut-il retenir une partie de leur honoraire? 552.

Dédicace des églises. Doit-on, dans les autres églises, faire mémoire de la dédicace de l'église cathédrale? 127.

Défunts. Quels honneurs leur étaient autrefois rendus. 506.

De Herdt : *Praxis liturgica Ritualis Romani.* 650.

Dénonciation *des confesseurs sollicitants.* Obligation de la faire. 345. — Sa gravité. 349. — Obligation personnelle. 350. — Anonyme non admise. 349. — Manière de la faire. 349. — Formalités que doit observer le délégué pour la recevoir sans l'intervention d'un notaire. 355. — Décisions touchant la dénonciation, etc. 357. — *Des hérétiques et des chefs des sociétés secrètes.* Obligation. 601. — Peines portées contre ceux qui l'omettent. 603. — Restreinte

à la dénonciation des chefs occultes. 602. — Encore en vigueur. 603. — Cesse-t-elle quand on ne peut la faire en personne? 604. — Cesse-t-elle quand le dénonciateur doit subir un grave dommage? 605. — *Quid* si ses parents doivent subir un grand préjudice? 607. — Le fils est obligé de dénoncer son père. 607. — Est-on obligé de faire la dénonciation, quand il n'y a pas d'espoir de faire punir les coupables? 608. — A qui doit-on la faire? 610. — Quand celui qui omet la dénonciation encourt-il l'excommunication? 610. — Peut-il ensuite être absout par un simple prêtre, s'il fait la dénonciation? 349. 611. — Que doit observer le confesseur qui absout celui qui a omis la dénonciation? 613. — Comment doit-on la faire? 612.

De Smedt. *Introductio generalis ad historiam ecclesiasticam critice tractandam.* 658.

Diacre. Comment doit-il être pour l'exposition et la remise du S. Sacrement? 132. — Dans quelles églises est-il tenu d'avoir une chasuble pliée? 126. 230.

Dignitaire qui remplace l'Evêque pour la messe aux jours de grandes Fêtes, n'est pas tenu d'appliquer la Messe pour les bienfaiteurs. 362.

Ecclésiastique. Peut-il embrasser un état plus parfait malgré son Evêque? 86. — Peut-il porter la barbe? 229. — Ne peuvent faire le commerce. 487. *V. ce mot.*

Education. Sous quelles conditions les religieuses peuvent-elles la donner aux jeunes filles? 181.

Eglise. Son pouvoir. 36. — Sa Constitution. 38. — Paroissiale a un titulaire. 59. — Qu'est-ce qui constitue une église publique? 68. — Des hôpitaux, hospices, orphelinats, ou colléges, a-t-elle un titulaire? — Des communautés religieuses a-t-elle un titulaire? 121. 183. — Quelles églises sont tenues d'avoir des chasubles pliées? 126. 230.

Encens. Sa qualité. 260. — Peut-on faire l'absoute sans encenser? 329.

Epiphanie. Des commémoraisons dans les Messes votives solennelles, au Dimanche pendant l'Octave. 119. — Aux messes basses doit-on faire mémoire de l'Octave? 120. — Quand doit-on célébrer ces messes votives solennelles? 120. — Quelle messe doit dire alors l'hebdomadaire? 120.

Etat. Religieux. Tout le monde y est-il invité? 78. — Faut-il une vocation spéciale pour l'embrasser? 521. V. Vocation relig .

Etole. Doit être de couleur blanche pour porter le S. Sacrement aux infirmes. 116. — Peut-on la retenir pendant l'office des morts? 134. 669. — Quand on chante les vêpres devant le S. Sacrement exposé? 669.

— **Droits.** Les anniversaires en font-ils partie? 552.

Evangile. Quel doit-on lire à la fin des messs des patrons de confréries ? 59. — Quel à la fin des messes votives solennelles des fêtes transférées au dimanche suivant ? 120. — Quel aux messes votives ? 671.

Evêques. Ne peuvent se réserver une partie des honoraires de messes pour l'ornementation d'un sanctuaire. 23. — Ne peuvent entrer en religion sans la permission du Pape. 84. — Leur permission n'est pas nécessaire pour que leurs inférieurs le fassent. 85.— Veulent-ils qu'on n'entre en religion qu'après avoir terminé ses humanités ? 315. — Ne doivent pas procéder contre les prêtres après une seule dénonciation ? 351. — Quels sont leurs pouvoirs sur les religieux *extra claustra degentes* par suite des circonstances du temps ? 194. — L'Evêque n'officiant pas, qui doit appliquer la messe conventuelle de l'église cathédrale aux jours de grandes fêtes ? 362. — Peut-il quelquefois dispenser les curés de l'obligation de prêcher les jours de fêtes de précepte pendant la semaine ? 582.

— *du Brésil.* Lettre du Pie IX aux. 341.

— *du Canada.* Lettre pastorale des. 36.

— *de Gand.* Mandement et Ordonnances, adoptant le Rituel Romain. 105. 256.

— *de Namur.* Sa circulaire à l'occasion du sacrilége commis à Gembloux. 268.

Excommunication. Spécialement réservée, encourue par les membres de la *Société Catholique Italienne pour la revendication des droits du peuple chrétien.* 462. — Simplement réservée, encourue par les membres des Sociétés hostiles à l'Eglise ou aux puissances légitimes. 587. — *Item* par leurs fauteurs. 599. — *Item* par ceux qui ne dénoncent pas leurs chefs occultes. 602. — Quand ceux-ci encourent-ils l'excommunication ? 610. — Persévère-t-elle, après avoir fait la dénonciation ? 611. — Excommunication portée par Pie VII contre les lecteurs ou détenteurs des catéchismes, statuts, codes des Francs-maçons, et des relations des actes des convents. 614. — Ceux qui les tiennent, ou les lisent aujourd'hui encourent-ils une excommunication spécialement réservée au S. Siége ? 615.

Exposition du Très Saint Sacrement. Rites à suivre. 111. 131.

Fénians. Encourent une excommunication réservée au Souverain Pontife. 595.

Fêtes. Simplifiées ont-elles leur commémoraison aux secondes vêpres en concurrence avec un double de 1e ou de 2e classe ? 231.

lugubres. Sont interdites à l'autel pendant la messe des morts. 321.

Fonctions. Quelles sont interdites hors des églises paroissiales ? 617. — Dans les oratoires publics ? 619. — Dans les églises des confréries ? 621. — Quelles sont autorisées. 625.

— *Pontificales*. 133.

Fondation. En vertu de laquelle le curé qui bine devrait appliquer sa seconde messe pour le fondateur est illicite. 453.

Fonts baptismaux. Ordonnances du diocèse de Gand. 257. — Leur matière? 473. — Leur forme. 475. — Leur place. 482. — Doivent être clos. 480. 483. — Le curé peut-il les bénir la veille de la Pentecôte, avant de procéder à une sépulture? 559.

Francs-Maçons. Encourent l'excommunication de la Constitution *Apostolicæ Sedis*. 589. — Leur confession invalide tant qu'ils n'ont pas renoncé à la secte. 600. — Garanties que doivent donner ceux qui se convertissent. 613. — V. **Dénonciation.**

Funérailles. Comment elles étaient célébrées autrefois. 506. — Peut-on abréger ou omettre l'office des morts? 518. — Quand peut-on chanter une messe exéquiale le corps absent, mais non encore enterré? 518. — Peut-on dire une messe basse? 519. — Peut-on y admettre la musique, ou l'orgue? 632. — Peut-on conduire le corps sur un char? 633. — Peut-on couvrir les murailles de l'église d'armoiries ou autres tableaux? 634. — Peut-on employer à l'autel des cierges blancs? 634. — Peut-on mettre des ornements entre les chandeliers? 635. — A quels moments doit-on allumer les cierges? 635. — Quels jours et à quelles conditions peut-on dire la messe exéquiale pour celui dont on reçoit du lointain la nouvelle de la mort, ou qui est déjà enterré? 638. — Combien de messes peut-on dire alors? 639. — Quels jours peut-elle se dire? 639.

Hebdomadaire. Quand doit-il prendre le pluvial pour les vêpres? 128. — Doit-il réciter le *Magnificat* en encensant l'autel? 129.

Hérétiques. Quand peut-on les absoudre à l'article de la mort? 494. — Peut-on leur donner la sépulture ecclésiastique, s'ils ont été alors absous? 501. — Est-on obligé de les dénoncer dans les pays où l'hérésie est tolérée? 608. — Peut-on absoudre celui qui fait tardivement la dénonciation? 349.

Heure de la célébration des messes votives solennelles au dimanche pendant l'Octave de Epiphanie. 120.

Honoraires des Messes. Peut-on en retenir une partie en les faisant exonérer ailleurs? 18.— Peut-on recevoir des livres ou des journaux comme honoraires des messes? 22. — Décrets touchant les honoraires. 24.—Le célébrant perd-il l'honoraire en n'observant pas les rubriques concernant les anniversaires fondés? 331. — On ne peut établir une fondation qui donnerait au curé un honoraire pour la seconde messe. 455. — Le curé peut-il retenir une partie de l'honoraire des anniversaires? 552

Hôpitaux. Ont-ils un titulaire? 73.

Hospices. Ont-ils un titulaire? 73.

Hosties. Où doit-on les mettre pour les consacrer? 124.— Leur matière. 6.

Huiles (Stes). Que faire, si on ne les a pas le samedi saint? 139.— Ne peuvent être mises dans la bourse qui contient le S. Sacrement. 17. — Pour la lampe du S. Sacrement. 260.

Humanités. Faut-il qu'elles soient terminées pour entrer en religion? 315.

Inclination. Quand faut-il la faire dans les hymnes? 136. — Doit-on alors se tourner vers l'autel? 135.

Indulgences. Accordées à la récitation du *Veni Creator*. 224. — Peut-on gagner plusieurs fois celle du Jubilé? 299. — Accordée aux Fidèles du diocèse de Bruges pendant l'octave de la Toussaint. 545.

Indult. Accordé au Séminaire de Tournai. 72.— Indult en faveur des soldats du Pape. 226. — Réduisant l'obligation du chœur pour le chapitre de S. Hippolyte. 570. — Permettant de satisfaire par une Messe basse à l'obligation d'une seconde Messe les jours où la rubrique la prescrit dans les eglise cathédrales,pour le chapitre d'Aoste.577.

Inquisition v. **Congrégation de l'Inquisition.**

Instruction *de l'Inquisition* touchant la dénonciation des Confesseurs. 345.

Jeudi (St). Quel vêtement doit porter l'Evêque ce jour-là? 133.— Le jeudi était un jour aliturgique. 376.

Jeûne. A quel repas ceux qui n'y sont pas tenus, ou en sont dispensés, peuvent-ils manger de la viande? 552.

Jour. Quand commence le jour ecclésiastique? 274. — Différence entre le jour civil et le jour ecclésiastique. 274.— Comment faut-il le calculer pour les visites d'églises en temps de Jubilé? 275.

— *Aliturgiques*. Quels étaient-ils? 376.

— *Des Morts*. Son origine et son antiquité. 415.— S'il est transféré, à cause du dimanche, au 3 novembre et que ce jour-là tombe la fête du patron ou du titulaire, lequel sera transféré? 417. — Peut-on faire des octaves solennelles pour les morts, et peut-on y chanter tous les jours une Messe de *Requiem*? 417. — Dans les églises, autres que les cathédrales et collégiales, peut-on dire une Messe du jour au maître-autel? 221.

Journal. Peut-on recevoir des journaux comme honoraires de Messes? 22. - Leur rôle et leurs devoirs. 45.—Il faut propager les bons. 261.

Jubilé. Dans quel espace de temps peut-on faire les visites? 274.— Quelles prières sont requises dans les visites? 285.— Quelle intention? 287.— Quelles œuvres peuvent être substituées à celles prescrites? 279. — Causes requises pour la commutation. 281. — Où peut-on faire les œuvres? 282. — Œuvres prescrites aux étrangers qui vont à Rome. 283. — Pouvoir du Confesseur après la clôture du Jubilé. 289.—Les individus qui ont cessé de faire partie de la com-

munauté, peuvent-ils jouir des priviléges à elle accordés ? 293. — Peut-on le gagner plusieurs fois ? 297. V. **Confesseur, Jour, Vœu.**

Laudes. Qui doit dire l'oraison, quand le prêtre s'habille pour la Messe ? 135.

Laver. L'évêque peut-il obliger les prêtres à se laver les mains après la Messe ? 126.

Leçons *du Bréviaire.* — Quand on doit prendre les leçons de deux petits prophètes, auquel en emprunte-t-on deux ? 562.

Lettre *pastorale des Evêques* de la province du Canada. 36.

— De la S. Congrégation du Concile au Nonce apostolique en Bavière. 229.— De Pie IX, à Mgr de Gand. 115.— Aux Evêques du Brésil. 341. — A l'Evêque de ... 566.— A Monsieur Vernhet. 568.

Libéralisme catholique. 39. 51.

Litanies. Des agonisants. Doit-on y changer le genre et le nombre ? 135.

Livre. Peut-on recevoir des livres comme honoraires de messes ? 22. — Comment faut-il interpréter la clause de la permission de lire les livres défendus : *Exceptis libris contra religionem ex professo tractantibus* ? 447.—Ceux qui détiennent ou lisent les codes, statuts etc. des francs-maçons encourent-ils l'excommunication ? 614.

Manipule. Doit-on en baiser la croix, quand on l'ôte pour prêcher? 668. — Doit-on le déposer pour donner la bénédiction du Saint Sacrement immédiatement après la messe ? 673.

Mariage. Des militaires, qui a qualité pour y assister ? 5.—Pouvoirs donnés aux aumôniers dans certains pays. 9. — Quels ornements doit avoir le prêtre qui y assiste immédiatement avant la messe ? 559.

Mémorial *des Rites* de Benoît XIII. Peut-on s'en servir dans les petites églises non paroissiales ? 233. — Indult accordé au diocèse de Malines. 233.

Messe. Quand l'obligation de l'appliquer pour le peuple suit-elle l'office et la messe? 14. — Doutes touchant les honoraires des messes. 18. — Peut-on demander ou recevoir des livres ou des journaux comme honoraires des messes ? 22. — Décrets touchant les honoraires des messes. 24. — Des rites à suivre dans la messe. 124. — Quelle doit-on dire pour des anniversaires fondés? 331. — Quelle, quand le Missel n'en indique qu'une partie? 557.

— *conventuelle* de l'église Cathédrale. Qui doit l'appliquer pour les bienfaiteurs à la vacance du Siége épiscopal, ou quand l'Evêque n'officie pas aux fêtes solennelles ? 362. — Réduction de la charge de la messe conventuelle pour le chapitre de S. Hippolyte. 571. — Indult permettant au chapitre d'Acste de dire une messe basse les jours où la Rubrique en prescrit une seconde. 577.

— *de Noël.* Quelle messe doit dire le prêtre qui n'en célèbre qu'une ? 31.

— *D'or*. Quelle doit-on prendre, quand elle vient pendant l'octave de l'Immaculée Conception ? 564.

— *de Requiem*. Quand les Aumôniers militaires peuvent-ils la célébrer? 11. — A quelles conditions? 11. — Doutes touchant les oraisons de ces messes. 33. — Combien d'oraisons faut-il dire si ces messes sont chantées? 320. — Quand a-t-on commencé à dire les messes des 3e, 7e et 30e jours, et pourquoi? 637. — Comment doit-on compter ces jours? 638. — Quelle messe dit-on aux jours intermédiaires? 639. — Peut-on en chanter plusieurs en vertu des indults? 670.

— *Votive*. Les Congrégations religieuses peuvent en chanter le jour de leur titulaire. 192. — Peut-on en chanter plusieurs du même saint le même jour? 670. — Solennelles aux dimanches des fêtes transférées, quelles commémoraisons y fait-on? 119. — Quel Evangile dit-on à la fin ? 120. 670.— Quand les chante-t-on ? 120.— Peut-on prendre comme votives les messes propres des fêtes de la Ste Vierge? 221.223.—Quelles commémoraisons doit-on y faire?230.

Militaires. De qui doivent-ils recevoir les sacrements ? 5. — Pouvoirs de leurs aumôniers en France. 10.

Ministres. Du *livre* et de la *chandelle*, quelle place occupent-ils, lorsque l'Evêque se rend processionnellement à l'église ? 133.

— *De la messe*. Peut-il plier le voile à l'offertoire? 137. — Quand doit-il s'incliner ou fléchir le genou ? 137. — Doit-il accompagner le prêtre avec un cierge, pour la distribution de la communion? 138.

Missions. La Bulle de Benoît XIV *Contra sollicitantes* y est-elle obligatoire ? 347.— *Item* la Constitution *Apostolicæ Sedis* de Pie IX? 609. — A qui doit s'y faire la dénonciation? 610.

Missionnaires. V. **Négoce**.

Nardi. Dissertatio de onanismo conjugali. 648.

Négoce. Qu'entend-on par là? 487. — Jusqu'à quel point est-il interdit aux ecclésiastiques? 487. — Quelles peines encourent les missionnaires qui s'y livrent ?491.--Et les autres ecclésiastiques?492.

Noël. Le prêtre ne disant qu'une messe, ce jour, laquelle doit-il dire ? 31.

Obéissance. Les religieux dispersés par la persécution y sont-ils encore tenus ? 396. — *Quid* des religieux sécularisés? 398.

Obligation (l') d'appliquer pour le peuple suit-elle l'office et la messe? 14. — Le prêtre satisfait-il, en disant la messe du jour, pour les anniversaires demandés ? 230. — Est-il tenu d'appliquer pour son peuple le jour du patron du diocèse ? 337. — Aux jours solennels l'hebdomadaire est obligé d'appliquer sa messe pour les bienfaiteurs. 62.—Le curé y satisfait-il en disant une seconde messe le dimanche en remplacement de celle qu'il n'a pu dire pendant la semaine ? 547.

Occurrence. De saint Aimé et de sainte Anne, celle-ci a la préférence. 221.

Octave. Le titulaire, transféré à un jour fixe, à cause d'un empêchement perpétuel, conserve-t-il son droit à son octave ? 123.—Doit-on dire le *Credo* pendant toute l'octave du patron ? 673.

Offertoire. Qui doit plier le voile du calice ? 137.

Office (petit) de la Sainte Vierge. Décisions y relatives. 130. — Du chœur. — Un chanoine peut-il dire alors la messe, ou confesser? 365. V. CHAPITRE. — Des morts. Peut-on l'omettre ou l'abréger aux funérailles ? 518. — Peut-on le chanter aux fêtes solennelles ? 641. — Peut-on mettre l'étole pour le chanter ? 669.

Office (S.) V. S. **Congrégation de l'Inquisition.**

Onanisme. Funeste à la famille et à la société. 649. — Peut-on admettre l'ignorance invincible de sa malice ? 648.— Quand le confesseur est-il obligé d'interroger sur ce péché ? 649.

Onctions. Doivent être faites avec le pouce en conférant le baptême et l'extrême onction. 117.

Oraison. Aux messes chantées de *Requiem*. 33. 320.— Peut-on y introduire des changements ? 34. 135. — Quelles doit-on dire à la messe de la procession des Rogations ? 667. — Quelle est la 2e et la 3e d'une messe votive la veille de l'Assomption ? 672.

— *Funèbre.* Son antiquité. 631. — Permise pour les personnes remarquables, mais après la messe, et avec les habits ordinaires seulement. 632. — Non permise aux anniversaires. 632.

Oratoires Publics. De la catégorie inférieure n'ont pas de titulaire. 53. — Décisions de la S. Congrégation des Rites. 54. — Motifs. 56. — Peuvent cependant avoir la Messe votive au jour de la Fête. 58. — Les églises paroissiales ont un titulaire. 60. — *Item* les succursales. 60. — *Item* les annexes canoniquement érigées. 63. — La reconnaissance de l'Etat n'est pas pour cela indispensable. 65. — Dans les séminaires il suffit que l'église soit publique. 66. — Résolution d'un cas particulier. 69. — Les cloches sont indispensables pour une église publique. 71. — Indult accordé au séminaire de Tournai. 72. — Oratoire des lieux pieux. 73.

— Quelles églises de religieux ont un titulaire proprement dit ? 183. — Les anciennes religieuses peuvent-elles encore revendiquer un titulaire pour leur église ? 186. — *Quid* des Congregations ? 189. — On peut toutefois faire la solennité du Saint par une Messe votive. 192. — Décisions qui déclarent certaines fonctions défendues. 616. — Quelles sont ces fonctions ? 618.— A quels oratoires ou églises s'étend la défense ? 619. — Décret de 1703. 620. — Fonctions autorisées dans les oratoires. 625. — A quels oratoires des confréries s'applique le décret ? 626. — Que doit-on entendre par

oratoires privés ? 628. — Le décret s'applique aux autres oratoires que ceux des confréries. 628.

Ordinationes Episcopi Gandavensis circa Rituale Romanum, 11 maii 1875. 110. — Aliæ. 19 maii 1874. 256.

Ordonnances du diocèse de Gand. — La garde et la clef du tabernacle incombent au curé. 261. — Peines édictées contre les curés négligents. 266. — Sacrilége de Gembloux. 267. — Circulaire de l'Evêque de Namur. 268. — Antiquité du ciboire. 373. — Sa forme. 381. — Sa matière. 383. — *Quid*, si l'église est éloignée des habitations et exposée aux visites des voleurs ? 386. — La coupe doit-elle être dorée à l'intérieur ? 387. — Doit-il être bénit ? 388. — Doit-il être revêtu d'un voile ? 116. 389. — Les laïcs peuvent-ils toucher le ciboire ? 391. — Du calice. Sa matière. 467. — Doit être enfermé et souvent lavé. 467. — Quand doit-il être redoré ? 468. — Peut-on se servir d'un calice qui a perdu sa dorure ? 469. — Perd sa consécration par une nouvelle dorure. 473. — Des fonts baptismaux. Leur matière. 474. — Leur forme. 475. — Différentes formes décrites par S. Charles. 476. — De leur couverture. 478. — Doivent être fermés. 480. — Piscine requise. 481. — Vase pour verser l'eau. 481. — Résumé des prescriptions concernant les fonts baptismaux. 482. — Leur place. 482.

Ordre religieux. En quoi il diffère d'une Congrégation religieuse. 175. — Les vœux solennels sont-ils nécessaires pour le constituer ? 176. — Est-il synonyme de Religion ? 178. — Y en a-t-il de femmes en Belgique ? 182. — Les églises des hommes ont-elles un titulaire ? 183. — *Quid* des églises des femmes ? 186.

Orgue. Quand il alterne avec le chœur, faut-il chanter *Sicut erat*, etc., au *Magnificat* ? 551. — Peut-il jouer aux messes des funérailles ? 632.

Ornements *sacerdotaux*. Peut-on donner des reliques à baiser avec des ornements noirs ? 322. — Quels ornements doit-on employer pour bénir un mariage immédiatement avant la messe ? 559.

Orphelinats. Ont-ils un titulaire ? 73.

Palle. Sa matière. 258.

Pallottini. *Collectio omnium conclusionum et resolutionum S. Congregationis Concilii.* 100.

Passion. Messes des instruments de la Passion veulent la couleur rouge. 230. — Où le célébrant doit-il la réciter aux messes chantées ? 667.

Patène. Le diacre peut-il la tenir pendant que le célébrant donne la communion ? 124. — Le célébrant peut-il la tenir de la main gauche, en distribuant la communion ? 125. — Comment elles étaient autrefois. 373. — Perdent leur consécration par une nouvelle

dorure. 473.—En quelles messes le sous-diacre doit-il la tenir ? 551.

Pater. En le chantant, le célébrant doit-il avoir les yeux fixés sur le S. Sacrement ? 667.

Patron. En sa fête, si elle est transférée, le curé doit-il appliquer la messe pour ses ouailles ? 221.— En la fête du patron du diocèse ? 337. — Si l'on a un patron local, faut-il transférer le patron du diocèse au dimanche suivant ? 339. — *Quid* de l'usage en vigueur ? 339. — Doit-on dire *Credo* à toutes les messes qu'on célèbre pendant l'octave ? 673.

Pauvreté. Le religieux chassé de son couvent, est-il encore obligé à son vœu de pauvreté ? 396. 409.— Quel est l'effet de ce vœu ? 400. — *Quid*, si un religieux a obtenu un indult l'autorisant à assister sa famille ? 400. — *Quid* des biens ou successions qui leur échoient ? 400. 410. — Peuvent-ils faire des présents ? 411. — A quoi sont tenus ceux qui les ont reçus ? 411.

Pénitencerie. Touchant la visite des séminaires par les agents du gouvernement. 201. — Gagne-t-on le jubilé en se confessant et communiant dans un autre diocèse ? 283. — Quant aux religieux chassés de leurs couvents. 396. — Touchant la peine d'inhabilité à célébrer qu'encourt le confesseur sollicitant. 360. — Déclarant l'excommunication spécialement réservée au S. Pontife encourue par les membres de la *Société pour la revendication des droits du peuple chrétien*, ses adhérents et ses fauteurs. 462. — Touchant la dénonciation des hérétiques. 349. 606. 607. 612.

Pénitenciers. Leurs pouvoirs extraordinaires du Jubilé quand expirent-ils ? 292.

— *Chanoine*. Peut entendre les confessions pendant la messe. 368.

Pluvial. Doit être pris par l'hebdomadier au commencement des Vêpres. 128.

Politique catholique, ses traits. 40. — Rôle du clergé dans la politique. 42.

Pollutio. An sensu theologico detur in feminis ? 255.

Pouvoirs des Aumôniers de France. 5.—De l'église. 36.— Du confesseur pendant le jubilé. 289. — Quand expirent-ils ? 292.

Prédication. Obligation des curés tous les dimanches et jours de fête. 582.

Présents. Les religieux ne peuvent en faire. 404. — Exceptions. 405. — Quand peut-on les considérer comme modérés ? 407. — Peines portées contre les transgresseurs de la loi. 408. — Quand peut-on les absoudre ? 408. — A quoi sont tenus ceux qui ont reçu illicitement des présents ? 411.

Presse. Ses devoirs. 47.

Priviléges des Réguliers. Doutes. 194. — De la cathédrale ne peuvent être réclamés par les autres églises. 261. — Accordés à une

communauté peuvent-ils être invoqués par ceux qui ont cessé d'en faire partie ? 294.

Procession des Rogations. Le curé doit-il la faire, s'il a un service ce jour-là ? 563. — Quelles oraisons doit-on dire à la messe ? 667. — Peut-on la faire h ors des églises paroissiales ? 619.

— Du très-Saint Sacrement. 619.

Profession religieuse. A quel âge peut-on la faire ? 315.

Purification. En ce jour, le célébrant doit-il tenir son cierge pendant le chant de l'évangile ? 551.

Purificatoire. Matière. 258.

Quasimodo. Quel est le rite de ce dimanche ? 674.

Règlement d'un collége peut-il défendre aux élèves de se confesser ailleurs ? 317.

Religieuses. En existe-t-il encore de proprement dites en Belgique ? 179. — Elles jouissent cependant de leurs anciens priviléges. 180. — Sous quelles conditions peuvent-elles donner l'éducation aux jeunes filles ? 181. — Y a t-il encore une clôture stricte en Belgique ? 182. — Le Saint-Siége tient pour non solennels les vœux des religieuses belges. 183. — Leurs chapelles ont-elles un véritable titulaire ? 186. — *Quid* des chapelles des Congrégations religieuses ? 189.

Religieux. Leurs églises ont-elles un titulaire ? 183. — Dispersés, en quoi ils sont soumis à l'Evêque. 194. — Restent liés par leurs vœux. 396. V. **Chasteté, Obéissance, Pauvreté, Vocation religieuse, Vœu.**

Religion. Ce mot est-il synonyme d'ordre religieux ? 178. — Obstacles à l'entrée en religion. De Droit naturel. 81. — De Droit ecclésiastique. 83. — A quel âge peut-on entrer en religion ? 83. 316. — V. **Vocation religieuse.**

Rite. Quel est celui du Dimanche de *Quasimodo* ? 674.

Rituel *romain*. Son adoption dans le diocèse de Gand. 105. — Est-il obligatoire partout ? 654. — Commentaires de Baruffaldi et Catalani. 652. — Celui de M. De Herdt. 653.

— Particuliers. Contiennent quelquefois des erreurs. 651.

Rochet. Vêtement épiscopal. 258. — Interdit aux curés. 259.

Rogations. Des commémoraisons dans la messe. 118. — Que doit faire le curé qui aurait un service un de ces jours ? 559.

Rubriques. Doit-on les observer dans les anniversaires des fondations sous peine de perdre l'honoraire de la messe ? 331. — Leur observance dans le diocèse de Gand. 261.

Sacrement. Rites à suivre dans l'exposition du très-saint Sacrement. 111. 131.

Séminaires. Leurs oratoires ont-ils un titulaire ? 66. — Décision de la S. Pénitencerie touchant leur visite par les agents du gouvernement. 201. — A quel âge les enfants peuvent-ils y être admis ? 459.

Séminaristes. Quelle place occupent-ils, quand l'Evêque se rend processionnellement à l'église ? 132.

Serment. Sa sainteté et précautions à prendre pour le prêter. 47. — Des Francs-maçons et des sociétés secrètes. 592. 600.

Sépulture ecclésiastique. Est du ressort de l'Eglise. 49. — Peut-on la donner aux hérétiques ? 501. — V. **Funérailles.**

Sociétés, dont les membres encourent une excommunication spécialement réservée au S. Siége. 463. — Une excommunication simplement réservée au S. Pontife. 592. 595. — Les sociétés *Bibliques* sont-elles de ce nombre ? 598. — Les sociétés de *vieux catholiques* ? 599. V. **Constitution Apostolicæ Sedis.**

Sollicitation. Instruction de l'Inquisition touchant la dénonciation des confesseurs coupables de sollicitation. 345. — Décisions du S. Office touchant les cas de sollicitation. 357. — Peine d'inhabilité à dire la messe portée contre les coupables de ce crime. 360.

Subvenite. Comment doit-on faire la reprise des versets ? 160.

Succursales. Ont un titulaire. 60.

Suffrages. Du titulaire pendant les retraites. 129. — Communs pour les morts étaient-ils obligatoires autrefois ; et quand les Grecs ont-ils commencé à les faire ? 420. — Les supposant obligatoires, en Avent et en Carême, doit-on les faire si toutes les 2es féries sont empêchées ? 420. — *Quid*, si l'une de ces féries, survenait un service, un anniversaire etc.? 421.—L'Evêque peut-il obliger les chanoines à faire ces suffrages ? 422.—*Quid* de la coutume en cette matière? 423.

Supérieur d'un monastère ne peut retenir une partie des honoraires pour fonder un nouveau couvent. 24. — De collége peut-il prétendre au droit de juger de la vocation religieuse d'un enfant ? 219. — Peut-il défendre à ses élèves de se confesser hors du collége ? 217.

Surplis. Doit être employé par les prêtres dans l'administration des sacrements etc. 259. — Sa matière. 259. — Forme de celui des clercs laïques. 259.

Tabernacle. Qui doit en garder la clé ? 257.

Temps pascal. Quand commence-t-il ? 664.

Tierce. Au psaume *Legem pone etc.*, faut-il lire au verset 14 : *loquebar in testimoniis*, ou : *loquebar de testimoniis* ? 140.

Titulaire. Les oratoires publics en ont-ils un ? 53.—Les églises paroissiales ? 59. — Les succursales ? 60. — Les annexes ? 63. — Indult accordé au séminaire de Tournai. 72.— L'église des hôpitaux, hospices ou colléges, a-t-elle un titulaire ? 73. — Quelles églises de religieux ont un titulaire proprement dit ? 183. — *Quid* des églises de religieuses appartenant à un ancien ordre strictement dit ? 186. — *Quid* des églises des autres congrégations religieuses ? 191.

Vases sacrés dont le contact est prohibé aux laïcs. 391.

Veni Creator. Indulgences accordées à sa récitation. 224.

Vêpres. Peut-on porter l'étole en les chantant devant le Saint Sacrement exposé ? 669. — En concurrence du dimanche de Quasimodo avec un double mineur, lequel aura la préférence ? 674.

Versets. De l'extrême Onction. Doit-on y changer le genre ? 135.

Vêtements noirs. L'Evêque doit-il les porter à la fête de l'Immaculée Conception et le jeudi saint ? 133.

Viande. A quel repas peuvent en manger ceux qui sont exemptés du jeûne ou n'y sont pas tenus ? 333.

Vicaire. Que doit-il faire, quand son curé n'observe pas en tout le Rituel Romain ? 552.

Vierge (S^te^). Décisions relatives au petit office. 130.

Vieux-Catholiques. Encourent-ils seulement une excommunication simplement réservée au Saint Pontife, ou une spécialement réservée ? 599.

Vigile. De l'Immaculée Conception. 221. — Que doit faire le curé qui a des funérailles la veille de la Pentecôte ? 562. — Quelle est la 2^e^ et la 3^e^ oraison d'une messe votive la veille de l'Assomption ? 672.

Vin. Pour la messe. 259.

Visites. Des églises pour le Jubilé. Quand peut-on les faire ? 274. — Quand seront-elles distinctes ? 275. — Peut-on les faire hors de sa paroisse ? 283. —Quelles prières doit-on y dire ? 285.— *Quid*, si elles ont été commuées ? 277. 284.

Vocation religieuse. — En quoi elle consiste. 78. — Ses signes. 79. — Vocation libre. 79. — Vocation nécessaire. 81. — Obstacles à la vie religieuse. Ceux qui n'ont pas l'usage de raison. 81. — Qui sont sous la dépendance absolue d'autrui. 31.— Ceux qui ont contracté des dettes. 82. — Les personnes mariées. 82. — Les enfants et parents qui laisseraient les leurs dans une nécessité grave. 83. — Ceux qui n'ont pas l'âge requis. 83. — Les Evêques sans la permission du Souver. Pontife. 84.—Les ecclésiastiques inférieurs ont-ils besoin de la permission de l'Evêque ? 85. — En quoi consiste l'aptitude à la vie religieuse ? 88. — L'attrait ? 91. — Moyens de connaître sa vocation. 202. — *Priere.* 202.— *Examen.* 203. — *Conseil.* 20 .— Peut-on consulter un religieux 207.— Les parents ont-ils qualité pour juger de la vocation religieuse de leurs enfants ? 208. — Convient-il de les consulter ? 212. — Les supérieurs de collége ont-ils le droit de juger de la vocation religieuse d'un enfant ? 218. — Quand doit on se rendre à l'appel de Dieu ? 305. — Les Evêques, les Congrégations Romaines, et le Souverain Pontife veulent-ils qu'on n'entre en religion qu'après avoir terminé ses humanités ? 315. — Peut-on exciter quelqu'un à entrer en religion ? 425.—Peut-on détourner quelqu'un de la vie religieuse ? 435. — Faut-il une vocation spéciale pour entrer en religion ? 521-544.

Vœu. Peut-il être commué après le Jubilé ? 291. — Peut-il l'être pendant le Jubilé, pour celui qui a déjà gagné son Jubilé ? 302. — Est-il nécessaire pour cela qu'il renouvelle les œuvres ? 303. — Est-il du domaine du pouvoir temporel ? 394.

— *Des religieux.* Sont-ils anéantis par la suppression des couvents ? 395. — A quoi est-il encore obligé par son vœu de chasteté ? 395. 398. — Par son vœu d'obéissance ? 396. — *Quid*, s'il est sécularisé ? 398. — Par son vœu de pauvreté ? 395. — *Quid*, s'il est sécularisé ? 397. 400. — Peuvent-ils alors faire des présents ? 409.

— *Solennels.* Sont-ils requis pour constituer un Ordre religieux proprement dit ? 175. — Les vœux des religieuses en Belgique sont-ils solennels ? 179.

Voile. Du ciboire. 116. 389. — Du calice. Par qui doit-il être plié à l'offertoire ? 137.

— Huméral. Doit-être employé pour la communion des infirmes ? 116. 259.

Zouaves pontificaux. Indult de carême en leur faveur. 622.

Bruxelles, imp. A. Vromant.

3512
1925

Nouvelle revue théologique

v.8
1876

CBPac

v.8
1876

10315

GRADUATE THEOLOGICAL UNION LIBRARY
BERKELEY, CA 94709

GTU Library
3 2400 00336 5172